

Br. B
KE-
12
C38

34-3
no. 2-20

LIBRARY OF PARLIAMENT
CANADA
1994 6- 9
BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40 Elizabeth II, 1991

Troisième session, trente-quatrième législature,
40 Elizabeth II, 1991

PROJET DE LOI S-2
THE SENATE OF CANADA

BILL S-2
SÉNAT DU CANADA

BILL S-2

PROJET DE LOI S-2

An Act to implement conventions between Canada and Finland, Canada and the Czech and Slovak Federal Republic and Canada and the United Mexican States for the avoidance of double taxation with respect to income tax and the prevention of fiscal evasion and a convention between Canada and the United Mexican States for the exchange of information with respect to taxes

Loi de mise en oeuvre des conventions conclues entre le Canada et la Finlande, le Canada et la République fédérative tchèque et slovaque et le Canada et les États-Unis Mexicains en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et d'une convention conclue entre le Canada et les États-Unis Mexicains sur l'échange de renseignements en matière fiscale

PARTIE I

PART I

First reading, May 23, 1991

Première lecture le 23 mai 1991

THE HONOURABLE SENATOR MURRAY, P.C.

L'HONORABLE SÉNATEUR MURRAY, C.P.

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-2

PROJET DE LOI S-2

An Act to implement conventions between Canada and Finland, Canada and the Czech and Slovak Federal Republic and Canada and the United Mexican States for the avoidance of double taxation with respect to income tax and the prevention of fiscal evasion and a convention between Canada and the United Mexican States for the exchange of information with respect to taxes

Loi de mise en oeuvre des conventions conclues entre le Canada et la Finlande, le Canada et la République fédérative tchèque et slovaque et le Canada et les États-Unis Mexicains en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et d'une convention conclue entre le Canada et les États-Unis Mexicains sur l'échange de renseignements en matière fiscale

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

PART I

PARTIE I

CANADA-FINLAND INCOME TAX CONVENTION

CONVENTION CANADA-FINLANDE EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU

Citation of Part I

1. This Part may be cited as the *Canada-Finland Income Tax Convention Act, 1991*.

1. Titre abrégé de la présente partie : *Loi de 1991 sur la Convention Canada-Finlande en matière d'impôts sur le revenu*. Titre abrégé 5

Definition of "Convention"

2. In this Part, "Convention" means the Convention entered into between the Government of Canada and the Government of Finland set out in Schedule I.

2. Pour l'application de la présente partie, « Convention » s'entend de la convention conclue entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Finlande, dont le texte figure à l'annexe I. Définition de « Convention » 10

Convention approved

3. The Convention is approved and has the force of law in Canada during the period that, by its terms, the Convention is in force.

3. La Convention est approuvée et a force de loi au Canada pendant la durée de validité prévue par son dispositif. Approbation 10

Inconsistent laws

4. In the event of any inconsistency between the provisions of this Part or the Con-

4. Les dispositions de la présente partie et de la Convention l'emportent sur les dispo- Incompatibilité 15

tion et les dispositions de toute autre loi en vigueur au moment de l'entrée en vigueur de la Convention.

10. In the event of any inconsistency between the provisions of this Part or the Convention and the provisions of any other law, the provisions of this Part and the Convention prevail to the extent of the inconsistency.

11. Le ministre des Finances fait publier dans la Gazette du Canada un avis des dates d'entrée en vigueur et de cessation d'effet de la Convention dans les soixante jours suivant son entrée en vigueur ou sa cessation d'effet.

11. The Minister of Finance shall cause a notice of the day the Convention enters into force and of the day it ceases to be in force to be published in the Canada Gazette within sixty days after its entry into force or termination.

12. Le ministre des Finances fait publier dans la Gazette du Canada un avis des dates d'entrée en vigueur et de cessation d'effet de la Convention dans les soixante jours suivant son entrée en vigueur ou sa cessation d'effet.

12. The Minister of Finance shall cause a notice of the day the Convention enters into force and of the day it ceases to be in force to be published in the Canada Gazette within sixty days after its entry into force or termination.

PARTIE II

PART II

CONVENTION CANADA-TCHÉCOSLOVAQUIE EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU

CANADA-CZECHOSLOVAKIA INCOME TAX CONVENTION

1. Titre abrégé de la présente partie : Loi sur la Convention Canada-Tchécoslovaquie en matière d'impôts sur le revenu.

1. This Part may be cited as the Canada-Czechoslovakia Income Tax Convention Act, 1991.

2. Pour l'application de la présente partie, la Convention a, s'entend de la convention conclue entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque, dont le texte figure à l'annexe II.

2. In this Part, "Convention" means the Convention entered into between the Government of Canada and the Government of the Czech and Slovak Federal Republic set out in Schedule II.

3. La Convention est approuvée et a force de loi au Canada pendant la durée de validité prévue par son dispositif.

3. The Convention is approved and has the force of law in Canada during the period that by its terms, the Convention is in force.

4. Les dispositions de la présente partie et de la Convention ont l'effet de rendre nulles et inopérantes toutes les dispositions de toute autre loi en vigueur au moment de l'entrée en vigueur de la Convention.

4. In the event of any inconsistency between the provisions of this Part or the Convention and the provisions of any other law, the provisions of this Part and the Convention prevail to the extent of the inconsistency.

5. Le ministre des Finances fait publier dans la Gazette du Canada un avis des dates d'entrée en vigueur et de cessation d'effet de la Convention.

5. The Minister of National Revenue may make any regulations that are necessary for carrying out the Convention or for giving effect to any of its provisions.

6. Le ministre des Finances fait publier dans la Gazette du Canada un avis des dates d'entrée en vigueur et de cessation d'effet de la Convention dans les soixante jours suivant son entrée en vigueur ou sa cessation d'effet.

6. The Minister of Finance shall cause a notice of the day the Convention enters into force and of the day it ceases to be in force to be published in the Canada Gazette within sixty days after its entry into force or termination.

7. Le ministre des Finances fait publier dans la Gazette du Canada un avis des dates d'entrée en vigueur et de cessation d'effet de la Convention dans les soixante jours suivant son entrée en vigueur ou sa cessation d'effet.

7. The Minister of Finance shall cause a notice of the day the Convention enters into force and of the day it ceases to be in force to be published in the Canada Gazette within sixty days after its entry into force or termination.

Regulations

Publication of notice

Citation of Part II

Definition of "Convention"

Convention approved

Inconsistency of laws

Regulations

Publication of notice

vention and the provisions of any other law, the provisions of this Part and the Convention prevail to the extent of the inconsistency.

tions incompatibles de toute autre loi ou règle de droit.

Regulations

5. The Minister of National Revenue may make any regulations that are necessary for carrying out the Convention or for giving effect to any of its provisions.

5. Le ministre du Revenu national peut prendre les règlements nécessaires à l'exécution de tout ou partie de la Convention.

Règlements

5

Publication of notice

6. The Minister of Finance shall cause a notice of the day the Convention enters into force and of the day it ceases to be in force to be published in the *Canada Gazette* within sixty days after its entry into force or termination.

6. Le ministre des Finances fait publier dans la *Gazette du Canada* un avis des dates d'entrée en vigueur et de cessation d'effet de la Convention dans les soixante jours suivant son entrée en vigueur ou sa cessation d'effet.

Publication d'un avis

10

PART II

CANADA-CZECHOSLOVAKIA
INCOME TAX CONVENTION

PARTIE II

CONVENTION
CANADA-TCHÉCOSLOVAQUIE EN
MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU

Citation of Part II

7. This Part may be cited as the *Canada-Czechoslovakia Income Tax Convention Act, 1991*.

7. Titre abrégé de la présente partie : *Loi de 1991 sur la Convention Canada-Tchécoslovaquie en matière d'impôts sur le revenu*.

Titre abrégé

Definition of "Convention"

8. In this Part, "Convention" means the Convention entered into between the Government of Canada and the Government of the Czech and Slovak Federal Republic set out in Schedule II.

8. Pour l'application de la présente partie, « Convention » s'entend de la convention conclue entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque, dont le texte figure à l'annexe II.

Définition de « Convention »

15

Convention approved

9. The Convention is approved and has the force of law in Canada during the period that, by its terms, the Convention is in force.

9. La Convention est approuvée et a force de loi au Canada pendant la durée de validité prévue par son dispositif.

Approbation

20

Inconsistent laws

10. In the event of any inconsistency between the provisions of this Part or the Convention and the provisions of any other law, the provisions of this Part and the Convention prevail to the extent of the inconsistency.

10. Les dispositions de la présente partie et de la Convention l'emportent sur les dispositions incompatibles de toute autre loi ou règle de droit.

Incompatibilité

25

Regulations

11. The Minister of National Revenue may make any regulations that are necessary for carrying out the Convention or for giving effect to any of its provisions.

11. Le ministre du Revenu national peut prendre les règlements nécessaires à l'exécution de tout ou partie de la Convention.

Règlements

Publication of notice

12. The Minister of Finance shall cause a notice of the day the Convention enters into force and of the day it ceases to be in force to be published in the *Canada Gazette* within sixty days after its entry into force or termination.

12. Le ministre des Finances fait publier dans la *Gazette du Canada* un avis des dates d'entrée en vigueur et de cessation d'effet de la Convention dans les soixante jours suivant son entrée en vigueur ou sa cessation d'effet.

Publication d'un avis

30

PARTIE III

CONVENTION CANADA-MEXIQUE EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU

13. Titre abrégé de la présente partie: Loi de 1991 sur la Convention Canada-Mexique en matière d'impôts sur le revenu.

14. Pour l'application de la présente partie, « Convention » s'entend de la convention conclue entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis Mexicains et dont le texte figure à l'annexe I, ainsi que du protocole additionnel cette convention et dont le texte figure à l'annexe IV.

15. La Convention est approuvée et a force de loi au Canada pendant la durée de validité prévue par son dispositif.

16. Les dispositions de la présente partie et de la Convention l'emportent sur les dispositions incompatibles de toute autre loi ou règle de droit.

17. Le ministre du Revenu national peut prendre les règlements nécessaires à l'exécution de la Convention.

18. Le ministre des Finances fait publier dans la Gazette du Canada au avis des dates d'entrée en vigueur et de cessation d'effet de la Convention dans les soixante jours suivant son entrée en vigueur ou sa cessation d'effet.

PARTIE IV

CONVENTION CANADA-MEXIQUE SUR L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS FISCAUX

19. Titre abrégé de la présente partie: Loi de 1991 sur la Convention Canada-Mexique sur l'échange de renseignements fiscaux.

20. Pour l'application de la présente partie, « Convention » s'entend de la convention conclue entre le gouvernement du

PART III

CANADA-MEXICO INCOME TAX CONVENTION

13. This Part may be cited as the Canada-Mexico Income Tax Convention Act, 1991.

14. In this Part, "Convention" means the Convention entered into between the Government of Canada and the Government of the United Mexican States set out in Schedule III, as amended by the Protocol set out in Schedule IV.

15. The Convention is approved and has the force of law in Canada during the period that, by its terms, the Convention is in force.

16. In the event of any inconsistency between the provisions of this Part or the Convention and the provisions of any other law, the provisions of this Part and the Convention prevail to the extent of the inconsistency.

17. The Minister of National Revenue may make any regulations that are necessary for carrying out the Convention or for giving effect to any of its provisions.

18. The Minister of Finance shall cause a notice of the day the Convention enters into force and of the day it ceases to be in force to be published in the Canada Gazette within sixty days after its entry into force or termination.

PART IV

CANADA-MEXICO TAX INFORMATION EXCHANGE CONVENTION

19. This Part may be cited as the Canada-Mexico Tax Information Exchange Convention Act, 1991.

20. In this Part, "Convention" means the Convention entered into between the Government of Canada and the Government of the

Table of Part III

Definition of "Convention"

Convention approved

Inconsistency with law

Regulations

Publication of notice

Table of Part IV

Definition of "Convention"

PART III

CANADA-MEXICO INCOME TAX
CONVENTIONCitation of Part
III

13. This Part may be cited as the *Canada-Mexico Income Tax Convention Act, 1991*.

Definition of
"Convention"

14. In this Part, "Convention" means the Convention entered into between the Government of Canada and the Government of the United Mexican States set out in Schedule III, as amended by the Protocol set out in Schedule IV.

Convention
approved

15. The Convention is approved and has the force of law in Canada during the period that, by its terms, the Convention is in force.

Inconsistent
laws

16. In the event of any inconsistency between the provisions of this Part or the Convention and the provisions of any other law, the provisions of this Part and the Convention prevail to the extent of the inconsistency.

Regulations

17. The Minister of National Revenue may make any regulations that are necessary for carrying out the Convention or for giving effect to any of its provisions.

Publication of
notice

18. The Minister of Finance shall cause a notice of the day the Convention enters into force and of the day it ceases to be in force to be published in the *Canada Gazette* within sixty days after its entry into force or termination.

PART IV

CANADA-MEXICO TAX
INFORMATION EXCHANGE
CONVENTIONCitation of Part
IV

19. This Part may be cited as the *Canada-Mexico Tax Information Exchange Convention Act, 1991*.

Definition of
"Convention"

20. In this Part, "Convention" means the Convention entered into between the Government of Canada and the Government of the

PARTIE III

CONVENTION CANADA-MEXIQUE
EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE
REVENU

Titre abrégé

13. Titre abrégé de la présente partie : *Loi de 1991 sur la Convention Canada-Mexique en matière d'impôts sur le revenu*.

Définition de
« Convention »

14. Pour l'application de la présente partie, « Convention » s'entend de la convention conclue entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis Mexicains et dont le texte figure à l'annexe III, ainsi que du protocole modifiant cette convention et dont le texte figure à l'annexe 10 IV.

Approbation

15. La Convention est approuvée et a force de loi au Canada pendant la durée de validité prévue par son dispositif.

Incompatibilité

16. Les dispositions de la présente partie et de la Convention l'emportent sur les dispositions incompatibles de toute autre loi ou règle de droit.

Règlements

17. Le ministre du Revenu national peut prendre les règlements nécessaires à l'exécution de tout ou partie de la Convention.

Publication
d'un avis

18. Le ministre des Finances fait publier dans la *Gazette du Canada* un avis des dates d'entrée en vigueur et de cessation d'effet de la Convention dans les soixante jours suivant son entrée en vigueur ou sa cessation d'effet.

PARTIE IV

CONVENTION CANADA-MEXIQUE
SUR L'ÉCHANGE DE
RENSEIGNEMENTS FISCAUX

Titre abrégé

19. Titre abrégé de la présente partie : *Loi de 1991 sur la Convention Canada-Mexique sur l'échange de renseignements fiscaux*.

Définition de
« Convention »

20. Pour l'application de la présente partie, « Convention » s'entend de la convention conclue entre le gouvernement du

Canada et le gouvernement des États-Unis
Mexicans, dans le texte figure à l'annexe V

United Mexican States set out in Schedule

21. La Convention est approuvée et a force de loi en Ontario et en Colombie-Britannique.

21. The Convention is approved and has force of law in Ontario and British Columbia.

22. Les dispositions de la Convention qui ont trait à l'impôt sur le revenu des particuliers, à l'impôt sur le revenu des sociétés et à l'impôt sur le revenu des personnes morales, s'appliquent en Ontario et en Colombie-Britannique.

22. The provisions of this Part of the Convention that relate to the taxation of individuals, corporations and trusts, shall apply in Ontario and British Columbia.

23. Le ministre du Revenu national peut prendre les règlements nécessaires à l'application de la Convention.

23. The Minister of National Revenue may make any regulations that are necessary for carrying out the Convention or for giving effect to any provisions.

24. Les dispositions de la Convention qui ont trait à l'impôt sur le revenu des particuliers, à l'impôt sur le revenu des sociétés et à l'impôt sur le revenu des personnes morales, s'appliquent en Ontario et en Colombie-Britannique.

24. The provisions of this Part of the Convention that relate to the taxation of individuals, corporations and trusts, shall apply in Ontario and British Columbia.

25. Les dispositions de la Convention qui ont trait à l'impôt sur le revenu des particuliers, à l'impôt sur le revenu des sociétés et à l'impôt sur le revenu des personnes morales, s'appliquent en Ontario et en Colombie-Britannique.

25. The provisions of this Part of the Convention that relate to the taxation of individuals, corporations and trusts, shall apply in Ontario and British Columbia.

26. Les dispositions de la Convention qui ont trait à l'impôt sur le revenu des particuliers, à l'impôt sur le revenu des sociétés et à l'impôt sur le revenu des personnes morales, s'appliquent en Ontario et en Colombie-Britannique.

26. The provisions of this Part of the Convention that relate to the taxation of individuals, corporations and trusts, shall apply in Ontario and British Columbia.

3. The extent to which the Convention shall apply shall be:

- (a) in the case of Canada:
 - (i) the income taxes imposed by the Government of Canada, (hereinafter referred to as "Canadian tax");
 - (ii) in the case of Finland:
 - (A) the state income tax;
 - (B) the municipal tax;
 - (C) the church tax; and
 - (D) the tax on worldwide income (hereinafter referred to as "Finnish tax").

3. The extent to which the Convention shall apply shall be:

- (a) in the case of Canada:
 - (i) the income taxes imposed by the Government of Canada;
 - (ii) in the case of Finland:
 - (A) the state income tax;
 - (B) the municipal tax;
 - (C) the church tax; and
 - (D) the tax on worldwide income.

4. The Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes which are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the aforesaid taxes. The Convention shall not apply to any change which has been made in these respective tax laws.

4. The Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes which are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the aforesaid taxes. The Convention shall not apply to any change which has been made in these respective tax laws.

General Definitions

DEFINITIONS

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:

United Mexican States set out in Schedule V.

Canada et le gouvernement des États-Unis Mexicains, dont le texte figure à l'annexe V.

Convention approved

21. The Convention is approved and has the force of law in Canada during the period that, by its terms, the Convention is in force.

21. La Convention est approuvée et a force de loi au Canada pendant la durée de validité prévue par son dispositif.

Approbation 5

Inconsistent laws

22. In the event of any inconsistency between the provisions of this Part or the Convention and the provisions of any other law, the provisions of this Part and the Convention prevail to the extent of the inconsistency. 10

22. Les dispositions de la présente partie et de la Convention l'emportent sur les dispositions incompatibles de toute autre loi ou règle de droit.

Incompatibilité

Regulations

23. The Minister of National Revenue may make any regulations that are necessary for carrying out the Convention or for giving effect to any of its provisions.

23. Le ministre du Revenu national peut prendre les règlements nécessaires à l'exécution de tout ou partie de la Convention. 10

Règlements

Publication of notice

24. The Minister of Finance shall cause a notice of the day the Convention enters into force and of the day it ceases to be in force to be published in the *Canada Gazette* within sixty days after its entry into force or termination. 20

24. Le ministre des Finances fait publier dans la *Gazette du Canada* un avis des dates d'entrée en vigueur et de cessation d'effet de la Convention dans les soixante jours suivant son entrée en vigueur ou sa cessation d'effet.

Publication d'un avis

PART III

CANADA-ALBERTA TAX INFORMATION EXCHANGE AGREEMENT

25. The Part may be cited as the Canada-Alberta Tax Information Exchange Agreement.

PART IV

ENTENTE CANADA-ALBERTA EN MATIÈRE D'ÉCHANGE D'INFORMATIONS FISCALES

25. La présente partie peut être citée comme l'entente Canada-Alberta en matière d'échange d'informations fiscales.

SCHEDULE I

(Section 2)

CONVENTION BETWEEN CANADA AND FINLAND
FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND
THE PREVENTION OF FISCAL EVASION WITH
RESPECT TO TAXES ON INCOME

The Government of Canada and the Government of Finland, desiring to conclude a Convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income, have agreed as follows:

ARTICLE 1

Personal Scope

This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.

ARTICLE 2

Taxes Covered

1. This Convention shall apply to taxes on income imposed on behalf of each Contracting State or of its local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.

2. There shall be regarded as taxes on income all taxes imposed on total income, or on elements of income, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, as well as taxes on capital appreciation.

3. The existing taxes to which the Convention shall apply are:

(a) in the case of Canada:

the income taxes imposed by the Government of Canada, (hereinafter referred to as "Canadian tax");

(b) in the case of Finland:

- (i) the state income tax;
- (ii) the communal tax;
- (iii) the church tax; and
- (iv) the tax withheld at source from non-residents' income, (hereinafter referred to as "Finnish tax").

4. The Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes which are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The Contracting States shall notify each other of any significant change which has been made in their respective taxation laws.

ARTICLE 3

General Definitions

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:

ANNEXE I

(article 2)

CONVENTION ENTRE LE CANADA ET LA FINLANDE
EN VUE D'ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS ET
DE PRÉVENIR L'ÉVASION FISCALE EN MATIÈRE
D'IMPÔTS SUR LE REVENU

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Finlande, désireux de conclure une Convention en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1

Personnes visées

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un État contractant ou des deux États contractants.

ARTICLE 2

Impôts visés

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu perçus pour le compte de chacun des États contractants ou de leurs collectivités locales, quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu les impôts perçus sur le revenu total, ou sur des éléments du revenu, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, ainsi que les impôts sur les plus-values.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont :

a) en ce qui concerne le Canada :

les impôts sur le revenu qui sont perçus par le Gouvernement du Canada (ci-après dénommés « impôt canadien »);

b) en ce qui concerne la Finlande :

- (i) l'impôt d'État sur le revenu,
- (ii) l'impôt communal sur le revenu,
- (iii) l'impôt ecclésiastique, et
- (iv) l'impôt retenu à la source sur le revenu des non-résidents (ci-après dénommés « impôt finlandais »).

4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les États contractants se communiquent toute modification importante apportée à leurs législations fiscales respectives.

ARTICLE 3

Définitions générales

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :

(a) the term “Canada” used in a geographical sense, means the territory of Canada, including

(i) any area beyond the territorial seas of Canada which, in accordance with international law and the laws of Canada, is an area in respect of which Canada may exercise rights with respect to the seabed and subsoil and their natural resources; and

(ii) the seas and airspace above every area referred to in subparagraph (i) in respect of any activities carried on in connection with the exploration for or the exploitation of the natural resources referred to therein;

(b) the term “Finland” means the Republic of Finland and, when used in a geographical sense, means the territory of the Republic of Finland, and any area adjacent to the territorial waters of the Republic of Finland within which, under the laws of Finland and in accordance with international law, the rights of Finland with respect to the exploration and exploitation of the natural resources of the seabed and its subsoil may be exercised;

(c) the terms “a Contracting State” and “the other Contracting State” mean, as the context requires, Canada or Finland;

(d) the term “person” includes an individual, a company and any other body of persons, and also, an estate, a trust and a partnership;

(e) the term “company” means any body corporate or any entity which is treated as a body corporate for tax purposes; in French, the term “société” also means a “corporation” within the meaning of Canadian law;

(f) the terms “enterprise of a Contracting State” and “enterprise of the other Contracting State” mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;

(g) the term “national” means:

(i) any individual possessing the nationality of a Contracting State;

(ii) any legal person, partnership and association deriving its status as such from the law in force in a Contracting State;

(h) the term “international traffic” means any transport by a ship or aircraft operated by an enterprise of a Contracting State, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other Contracting State;

(i) the term “tax” means Canadian tax or Finnish tax, as the context requires;

(j) the term “competent authority” means:

(i) in the case of Canada, the Minister of National Revenue or his authorized representative,

(ii) in the case of Finland, the Ministry of Finance or its authorized representative.

a) le terme « Canada », employé dans un sens géographique, désigne le territoire du Canada, y compris :

(i) toute région située au-delà des mers territoriales du Canada qui, conformément au droit international et en vertu des lois du Canada, est une région à l'intérieur de laquelle le Canada peut exercer des droits à l'égard du fond et du sous-sol de la mer et de leurs ressources naturelles, et

(ii) les mers et l'espace aérien au-dessus de la région visée à l'alinéa (i), à l'égard de toute activité poursuivie en rapport avec l'exploration ou l'exploitation des ressources naturelles qui y sont visées;

b) le terme « Finlande » désigne la République de Finlande et, lorsqu'employé dans un sens géographique, désigne le territoire de la République de Finlande et toute région adjacente aux eaux territoriales de la République de Finlande à l'intérieur de laquelle, selon sa législation et en conformité avec le droit international, la Finlande peut exercer des droits à l'égard de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles du fond et du sous-sol de la mer;

c) les expressions « un État contractant » et « l'autre État contractant » désignent, suivant le contexte, le Canada ou la Finlande;

d) le terme « personne » comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes, de même que les successions (*estates*), les fiducies (*trusts*) et les sociétés de personnes (*partnerships*);

e) le terme « société » désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition; il désigne également une « corporation » au sens du droit canadien;

f) les expressions « entreprise d'un État contractant » et « entreprise de l'autre État contractant » désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un État contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre État contractant;

g) le terme « national » désigne :

(i) toute personne physique qui possède la nationalité d'un État contractant,

(ii) toute personne morale, société de personnes et association constituées conformément à la législation en vigueur dans un État contractant;

h) l'expression « trafic international » désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise d'un État contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre État contractant;

i) le terme « impôt » désigne, suivant le contexte, l'impôt canadien ou l'impôt finlandais;

j) l'expression « autorité compétente » désigne :

(i) en ce qui concerne le Canada, le ministre du Revenu national ou son représentant autorisé,

(ii) en ce qui concerne la Finlande, le ministère des Finances ou son représentant autorisé.

2. As regards the application of the Convention by a Contracting State any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning which it has under the law of that State concerning the taxes to which the Convention applies.

ARTICLE 4

Residence

1. For the purposes of this Convention, the term "resident of a Contracting State" means any person who, under the laws of that State, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of management or any other criterion of a similar nature.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then his status shall be determined as follows:

- (a) he shall be deemed to be a resident of the State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both States, he shall be deemed to be a resident of the State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);
- (b) if the State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be a resident of the State in which he has an habitual abode;
- (c) if he has an habitual abode in both States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident of the State of which he is a national;
- (d) if he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a company is a resident of both Contracting States, then it shall be deemed to be a resident of the State in which it is incorporated or otherwise constituted.

4. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual or a company is a resident of both Contracting States, the competent authorities of the Contracting States shall by mutual agreement endeavour to settle the question and to determine the mode of application of the Convention to such person.

ARTICLE 5

Permanent Establishment

1. For the purposes of this Convention, the term "permanent establishment" means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

2. Pour l'application de la Convention par un État contractant, toute expression qui n'y est pas définie a le sens que lui attribue le droit de cet État concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

ARTICLE 4

Résidence

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « résident d'un État contractant » désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet État, est assujettie à l'impôt dans cet État, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux États contractants, sa situation est réglée de la manière suivante :

- a) cette personne est considérée comme un résident de l'État où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux États, elle est considérée comme un résident de l'État avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);
- b) si l'État où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des États, elle est considérée comme un résident de l'État où elle séjourne de façon habituelle;
- c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux États ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident de l'État dont elle possède la nationalité;
- d) si cette personne possède la nationalité des deux États ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des États contractants tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une société est un résident des deux États contractants, elle est considérée comme un résident de l'État contractant où elle a été constituée ou autrement créée.

4. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique ou une société est un résident des deux États contractants, les autorités compétentes des États contractants s'efforcent d'un commun accord de trancher la question et de déterminer les modalités d'application de la Convention à ladite personne.

ARTICLE 5

Établissement stable

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. The term “permanent establishment” includes especially:

- (a) a place of management;
- (b) a branch;
- (c) an office;
- (d) a factory;
- (e) a workshop; and
- (f) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.

3. A building site or construction or installation project constitutes a permanent establishment only if it lasts more than twelve months.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term “permanent establishment” shall be deemed not to include:

- (a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;
- (b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;
- (c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
- (d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;
- (e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;
- (f) the maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in subparagraphs (a) to (e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person — other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies — is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a Contracting State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

6. An enterprise of a Contracting State shall not be deemed to have a permanent establishment in the other Contracting State merely because it carries on business in that other State through a broker, general commission agent or any other agent

2. L'expression « établissement stable » comprend notamment :

- a) un siège de direction;
- b) une succursale;
- c) un bureau;
- d) une usine;
- e) un atelier; et
- f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.

3. Un chantier de construction ou de montage ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse douze mois.

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas « établissement stable » si :

- a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;
- b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;
- c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;
- d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise;
- e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire;
- f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne — autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 6 — agit pour le compte d'une entreprise et dispose dans un État contractant de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet État pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

6. Une entreprise d'un État contractant n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans l'autre État contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre

of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.

7. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

ARTICLE 6

Income from Immovable Property

1. Income derived by a resident of a Contracting State from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. For the purposes of this Convention, the term "immovable property" shall have the meaning which it has under the law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property and to income from the alienation of such property.

4. Where the ownership of shares or other corporate rights in a company entitles the owner of such shares or corporate rights to the enjoyment of immovable property held by the company, the income from the direct use, letting, or use in any other form of such right to enjoyment may be taxed in the Contracting State in which the immovable property is situated.

5. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of independent personal services.

ARTICLE 7

Business Profits

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on or has carried on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un État contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre État contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

ARTICLE 6

Revenus immobiliers

1. Les revenus qu'un résident d'un État contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre État contractant, sont imposables dans cet autre État.

2. Au sens de la présente Convention, l'expression « biens immobiliers » a le sens que lui attribue le droit de l'État contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers et aux revenus provenant de l'aliénation de tels biens.

4. Lorsque la propriété d'actions ou d'autres parts dans une société confère à leur propriétaire la jouissance de biens immobiliers détenus par la société, les revenus provenant de l'utilisation directe, de la location ou de toute autre forme d'utilisation d'un tel droit de jouissance sont imposables dans l'État contractant où les biens immobiliers sont situés.

5. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

ARTICLE 7

Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce ou a exercé son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre État mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In determining the profits of a permanent establishment, there shall be allowed those deductible expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere.

4. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

5. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.

6. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Convention, then, the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

ARTICLE 8

Shipping and Air Transport

1. Profits derived by an enterprise of a Contracting State from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in that State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1 and Article 7, profits derived from the operation of ships used principally to transport passengers or goods exclusively between places in a Contracting State may be taxed in that State.

3. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

ARTICLE 9

Associated Enterprises

1. Where

(a) an enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or

(b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Con-

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un État contractant exerce son activité dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque État contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont imputées les dépenses déductibles qui sont exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'État où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

5. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

6. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

ARTICLE 8

Navigation maritime et aérienne

1. Les bénéfices qu'une entreprise d'un État contractant tire de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans cet État.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 et de l'article 7, les bénéfices provenant de l'exploitation de navires utilisés principalement pour transporter des passagers ou des marchandises exclusivement entre des points situés dans un État contractant sont imposables dans cet État.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

ARTICLE 9

Entreprises associées

1. Lorsque :

a) une entreprise d'un État contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre État contractant, ou que

b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise

tracting State and an enterprise of the other Contracting State,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting State includes in the profits of an enterprise of that State — and taxes accordingly — profits on which an enterprise of the other Contracting State has been charged to tax in that other State and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned State if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other State shall make an appropriate adjustment to the amount of tax charged therein on those profits, where that other State considers the adjustment justified. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Convention and the competent authorities of the Contracting States shall if necessary consult each other.

3. A Contracting State shall not change the profits of an enterprise in the circumstances referred to in paragraph 1 after six years from the end of the year in which the profits which would be subject to such change would have accrued to an enterprise of that State.

4. The provisions of paragraphs 2 and 3 shall not apply in the case of fraud, willful default or neglect.

ARTICLE 10

Dividends

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the dividends the tax so charged shall not exceed:

(a) 10 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company which owns at least 10 per cent of the voting stock of the company paying the dividends;

(b) 15 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

The provisions of this paragraph shall not affect the taxation of the company on the profits out of which the dividends are paid.

3. The term "dividends" as used in this Article means income from shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income which is subjected to the same

d'un État contractant et d'une entreprise de l'autre État contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un État contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet État — et impose en conséquence — des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre État contractant a été imposée dans cet autre État, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier État si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre État procède à tout ajustement approprié, qu'elle estime justifié, du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si c'est nécessaire, les autorités compétentes des États contractants se consultent.

3. Un État contractant ne rectifiera pas les bénéfices d'une entreprise dans les cas visés au paragraphe 1 après l'expiration de six ans à dater de la fin de l'année au cours de laquelle les bénéfices qui feraient l'objet d'une telle rectification auraient été réalisés par une entreprise de cet État.

4. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 ne s'appliquent pas en cas de fraude, d'omission volontaire ou de négligence.

ARTICLE 10

Dividendes

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un État contractant à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'État contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident et selon la législation de cet État, mais si la personne qui reçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder :

a) 10 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société qui possède au moins 10 pour cent des droits de vote de la société qui paie les dividendes;

b) 15 pour cent du montant brut des dividendes dans tous les autres cas.

Les dispositions du présent paragraphe n'affectent pas l'imposition de la société sur les bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme « dividendes » employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus soumis

taxation treatment as income from shares by the taxation law of the State of which the company making the distribution is a resident.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

5. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base situated in that other State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

6. Notwithstanding any provision in this Convention, Canada may impose on the earnings of a company attributable to permanent establishments in Canada, tax in addition to the tax which would be chargeable on the earnings of a company incorporated in Canada, provided that the rate of such additional tax so imposed shall not exceed 10 per cent of the amount of such earnings which have not been subjected to such additional tax in previous taxation years. For the purpose of this provision, the term "earnings" means the profits attributable to such permanent establishments in Canada (including gains from the alienation of property forming part of the business property, referred to in paragraph 2 of Article 13, of such permanent establishments) in accordance with Article 7 in a year and previous years after deducting therefrom:

(a) business losses attributable to such permanent establishments (including losses from the alienation of property forming part of the business property of such permanent establishments) in such year and previous years,

(b) all taxes chargeable in Canada on such profits, other than the additional tax referred to herein,

(c) the profits reinvested in Canada, provided that the amount of such deduction shall be determined in accordance with the existing provisions of the law of Canada regarding the computation of the allowance in respect of investment in property in Canada, and any subsequent modification of those provisions which shall not affect the general principle hereof, and

(d) five hundred thousand Canadian dollars (\$500,000) less any amount deducted under this subparagraph

au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation fiscale de l'État dont la société distributrice est un résident.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un État contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre État contractant, cet autre État ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre État ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situé dans cet autre État, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre État.

6. Nonobstant toute disposition du présent Accord, le Canada peut percevoir, sur les revenus d'une société imputables aux établissements stables au Canada, un impôt qui s'ajoute à l'impôt qui serait applicable aux revenus d'une société constituée au Canada, pourvu que le taux de cet impôt additionnel ainsi établi n'excède pas 10 pour cent du montant des revenus qui n'ont pas été assujettis audit impôt additionnel au cours des années d'imposition précédentes. Aux fins de cette disposition, le terme « revenus » désigne les bénéfices imputables auxdits établissements stables situés au Canada (y compris les gains visés au paragraphe 2 de l'article 13 provenant de l'aliénation de biens faisant partie de l'actif de tels établissements stables) conformément à l'article 7, pour l'année et pour les années antérieures, après en avoir déduit :

a) les pertes d'entreprise imputables auxdits établissements stables (y compris les pertes provenant de l'aliénation de biens faisant partie de l'actif de tels établissements stables), pour ladite année et pour les années antérieures;

b) tous les impôts applicables au Canada auxdits bénéfices, autres que l'impôt additionnel visé au présent paragraphe;

c) les bénéfices réinvestis au Canada, pourvu que le montant de cette déduction soit établi conformément aux dispositions existantes de la législation du Canada concernant le calcul de l'allocation relative aux investissements dans des biens situés au Canada, et de toute modification ultérieure de ces dispositions qui n'en affecterait pas le principe général; et

d) cinq cent mille dollars canadiens (500 000 \$) moins tout montant déduit en vertu du présent alinéa :

(i) par la société, ou

- (i) by the company, or
- (ii) by a person related thereto from the same or a similar business as that carried on by the company.

ARTICLE 11

Interest

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such interest may also be taxed in the Contracting State in which it arises, and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the interest the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the interest.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State who is the beneficial owner thereof shall be taxable only in that other State to the extent that such interest:

- (a) is a penalty charge for late payment;
- (b) is paid by the central bank of a Contracting State to the central bank of the other Contracting State; or
- (c) is paid by the purchasing enterprise to the selling enterprise in connection with the sale on credit of any equipment or merchandise, except where the sale is made between associated enterprises within the meaning of Article 9, paragraph 1(a) or (b).

4. Notwithstanding the provisions of paragraph 2,

- (a) interest arising in a Contracting State and paid in respect of a bond, debenture or other similar obligation of the government of that Contracting State or of a political subdivision or a local authority thereof shall, provided that the interest is beneficially owned by a resident of the other Contracting State, be taxable only in that other State;
- (b) interest arising in Finland and paid to a resident of Canada shall be taxable only in Canada if it is paid in respect of a loan made, guaranteed or insured, or a credit extended, guaranteed or insured by the Export Development Corporation; and
- (c) interest arising in Canada and paid to a resident of Finland shall be taxable only in Finland if it is paid in respect of a loan made, guaranteed or insured, or a credit extended, guaranteed or insured by the Export Guarantee Board or the Finnish Export Credit Limited.

5. The term "interest" as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage, and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures, as well as income assimilated to income from

- (ii) par une personne qui lui est associée, à l'égard d'une entreprise identique ou analogue à celle exercée par la société.

ARTICLE 11

Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'État contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet État, mais si la personne qui reçoit les intérêts en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des intérêts.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant qui en est le bénéficiaire effectif ne sont imposables que dans cet autre État dans la mesure où ces intérêts :

- a) sont des pénalités pour paiement tardif;
- b) sont payés par la banque centrale d'un État contractant à la banque centrale de l'autre État contractant; ou
- c) sont payés par l'entreprise acheteuse à l'entreprise vendeuse par rapport à la vente à crédit d'un équipement ou de marchandises quelconques, sauf lorsque la vente a lieu entre des entreprises associées au sens de l'article 9, paragraphe 1a) ou b).

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 :

- a) les intérêts provenant d'un État contractant et payés sur une obligation, un billet ou autre titre semblable du gouvernement dudit État contractant ou de l'une de ses subdivisions politiques, ou collectivités locales, ne sont imposables que dans l'autre État contractant pourvu qu'un résident de cet autre État en soit le bénéficiaire effectif;
- b) les intérêts provenant de Finlande et payés à un résident du Canada ne sont imposables qu'au Canada s'ils sont payés en raison d'un prêt fait, garanti ou assuré, ou d'un crédit consenti, garanti ou assuré par la Société pour l'expansion des exportations; et
- c) les intérêts provenant du Canada et payés à un résident de Finlande ne sont imposables qu'en Finlande s'ils sont payés en raison d'un prêt fait, garanti ou assuré, ou d'un crédit consenti, garanti ou assuré par le Conseil pour la garantie des exportations ou le Crédit finlandais aux exportations (limité).

5. Le terme « intérêts » employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunt, y compris les primes et lots attachés à ces titres, ainsi que tous autres produits assimilés aux revenus de sommes prêtées par la législation fiscale de

money lent by the taxation law of the State in which the income arises. However, the term "interest" does not include income dealt with in Article 10.

6. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

7. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is that State itself, a political subdivision, a local authority or a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

8. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

ARTICLE 12

Royalties

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such royalties may also be taxed in the Contracting State in which they arise, and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the royalties the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the royalties.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2,

(a) copyright royalties and other like payments in respect of the production or reproduction of any literary, dramatic, musical or artistic work (but not including royalties in respect of motion picture films and works on film or videotape for use in connection with television) arising in a Contracting State and beneficially owned by a resident of the other Contracting State shall be taxable only in that other State;

l'État d'où proviennent les revenus. Toutefois, le terme « intérêts » ne comprend pas les revenus visés à l'article 10.

6. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

7. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un État contractant lorsque le débiteur est cet État lui-même, une subdivision politique, une collectivité locale ou un résident de cet État. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un État contractant, a dans un État contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'État contractant où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

8. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque État contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 12

Redevances

1. Les redevances provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'État contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet État, mais si la personne qui reçoit les redevances en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des redevances.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 :

a) les redevances à titre de droits d'auteur et autres rémunérations similaires concernant la production ou la reproduction d'une oeuvre littéraire, dramatique, musicale ou artistique (à l'exclusion des redevances concernant les films cinématographiques et les oeuvres enregistrées sur films ou bandes magnétoscopiques destinés à la télévision) provenant d'un État contractant et dont un résident de l'autre État contrac-

(b) royalties arising in a Contracting State and paid to the government of the other Contracting State shall be taxable only in that other State.

4. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, royalties in respect of cultural motion picture films arising in a Contracting State and beneficially owned by a resident of the other Contracting State shall be taxable only in that other State. This provision shall apply only to royalties

(a) paid to a resident of Finland in respect of Finnish films which are approved by the relevant authorities and which are exempt from motion picture tax under the Motion Picture Tax Act of 26 June 1964, No. 366;

(b) paid to a resident of Canada in respect of films wholly or principally directed and produced in Canada and which are included in the list of films prepared by the Committee of the Bureau of Film Festivals established under Order-in-Council P.C. 1968-400 dated February 29, 1968.

5. The term "royalties" as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright, patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for the use of, or the right to use, industrial, commercial or scientific equipment, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience, and includes payments of any kind in respect of motion picture films and works on film or videotape for use in connection with television.

6. The provisions of paragraphs 1, 2, 3 and 4 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties arise, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

7. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is that State itself, a political subdivision, a local authority or a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the obligation to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment or fixed base, then such royalties shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

tant est le bénéficiaire effectif ne sont imposables que dans cet autre État;

b) les redevances provenant d'un État contractant et payées au gouvernement de l'autre État contractant ne sont imposables que dans cet autre État.

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les redevances concernant les films cinématographiques culturels provenant d'un État contractant et dont un résident de l'autre État contractant est le bénéficiaire effectif ne sont imposables que dans cet autre État. Cette disposition ne s'applique qu'aux redevances :

a) payées à un résident de Finlande à raison de films finlandais qui sont approuvés par les autorités appropriées et qui sont exonérés de l'impôt sur les films cinématographiques selon la Loi de l'impôt sur les films cinématographiques datée du 26 juin 1964 et portant le n° 366;

b) payées à un résident du Canada à raison de films entièrement ou majoritairement réalisés et produits au Canada et qui sont inscrits sur la liste des films préparée par le Comité du Bureau des Festivals de Films créé en vertu de l'arrêté en conseil C.P. 1968-400 du 29 février 1968.

5. Le terme « redevances » employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique; ce terme comprend aussi les rémunérations de toute nature concernant les films cinématographiques et les oeuvres enregistrées sur films et bandes magnétoscopiques destinés à la télévision.

6. Les dispositions des paragraphes 1, 2, 3 et 4 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant d'où proviennent les redevances soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

7. Les redevances sont considérées comme provenant d'un État contractant lorsque le débiteur est cet État lui-même, une subdivision politique, une collectivité locale ou un résident de cet État. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un État contractant, a dans un État contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel l'obligation donnant lieu au paiement des redevances a été conclue et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'État contractant où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

8. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

ARTICLE 13

Capital Gains

1. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of immovable property situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or of movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise) or of such fixed base may be taxed in that other State.

3. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic or movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft, shall be taxable only in that State.

4. Gains from the alienation of:

(a) shares or other corporate rights in a company, the property of which consists principally of immovable property situated in a Contracting State; or

(b) an interest in a partnership or a trust, the property of which consists principally of immovable property situated in a Contracting State,

may be taxed in that State.

For the purposes of this paragraph the term "immovable property" shall not include property, other than rental property, in which the business of the company, partnership or trust is carried on; however, this term shall include shares or other corporate rights in a company described in subparagraph (a) above and an interest in a partnership or a trust described in subparagraph (b) above.

5. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2, 3 and 4, shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

6. The provisions of paragraph 5 shall not affect the right of either of the Contracting States to levy, according to its law, a

8. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque État contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 13

Gains en capital

1. Les gains qu'un résident d'un État contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers situés dans l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un État contractant dispose dans l'autre État contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre État.

3. Les gains qu'un résident d'un État contractant tire de l'aliénation de navires ou aéronefs exploités en trafic international ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs ne sont imposables que dans cet État.

4. Les gains provenant de l'aliénation :

a) d'actions ou d'autres parts d'une société dont les biens sont constitués principalement de biens immobiliers situés dans un État contractant, ou

b) d'une participation dans une société de personnes (*partnership*) ou dans une fiducie (*trust*) dont les biens sont constitués principalement de biens immobiliers situés dans un État contractant,

sont imposables dans cet État.

Aux fins du présent paragraphe, l'expression « biens immobiliers » ne comprend pas les biens, autres que les biens locatifs, dans lesquels la société, la société de personnes (*partnership*) ou la fiducie (*trust*) exerce son activité; toutefois, l'expression comprend des actions ou autres parts d'une société visée à l'alinéa a) ci-dessus et une participation dans une société de personnes (*partnership*) ou une fiducie (*trust*) visée à l'alinéa b) ci-dessus.

5. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2, 3 et 4 ne sont imposables que dans l'État contractant dont le cédant est un résident.

6. Les dispositions du paragraphe 5 ne portent pas atteinte au droit de chacun des États contractants de percevoir, conformé-

tax on gains derived by an individual who is a resident of the other Contracting State, from the alienation of any property if the alienator:

- (a) is a national of the first-mentioned State or was a resident of that State for ten years or more prior to the alienation of the property, and
- (b) was a resident of that first-mentioned State at any time during the five years immediately preceding such alienation.

ARTICLE 14

Independent Personal Services

1. Income derived by a resident of a Contracting State in respect of professional services or other activities of an independent character shall be taxable only in that State unless he has a fixed base regularly available to him in the other Contracting State for the purpose of performing his activities. If he has or had such a fixed base, the income may be taxed in the other State but only so much of it as is attributable to that fixed base.

2. The term "professional services" includes especially independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

ARTICLE 15

Dependent Personal Services

1. Subject to the provisions of Articles 16, 18 and 19, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

- (a) the recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in the calendar year concerned, and
- (b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State, and
- (c) the remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic by an enterprise of a Contracting State, shall be taxable only in that State.

ment à sa législation, un impôt sur les gains réalisés par une personne physique qui est un résident de l'autre État contractant et provenant de l'aliénation d'un bien, lorsque le cédant :

- a) possède la nationalité du premier État ou a été un résident de ce premier État pendant au moins dix ans avant l'aliénation du bien; et
- b) a été un résident de ce premier État à un moment quelconque au cours des cinq années précédant immédiatement ladite aliénation.

ARTICLE 14

Professions indépendantes

1. Les revenus qu'un résident d'un État contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet État, à moins que ce résident ne dispose de façon habituelle dans l'autre État contractant d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. S'il dispose ou a disposé d'une telle base fixe, les revenus sont imposables dans l'autre État mais uniquement dans la mesure où ils sont imposables à cette base fixe.

2. L'expression « profession libérale » comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

ARTICLE 15

Professions dépendantes

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18 et 19, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre État contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre État.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre État contractant ne sont imposables que dans le premier État si :

- a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre État pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de l'année civile considérée;
- b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre État; et
- c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre État.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international par

ARTICLE 16

Directors' Fees

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the board of directors or a similar organ of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

ARTICLE 17

Artistes and Athletes

1. Notwithstanding the provisions of Articles 7, 14 and 15, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as an athlete, from his personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other State.

2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or an athlete in his capacity as such accrues not to the entertainer or athlete himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Articles 7, 14 and 15, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or athlete are exercised.

3. The provisions of paragraph 2 shall not apply if it is established that neither the entertainer or the athlete nor persons related thereto, participate directly or indirectly in the profits of the person referred to in that paragraph.

ARTICLE 18

Pensions and Annuities

1. Pensions and annuities arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. Pensions arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may also be taxed in the State in which they arise, and according to the laws of that State. However, in the case of periodic pension payments, the tax so charged shall not exceed 20 per cent of the gross amount of the payment.

3. Annuities arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may also be taxed in the State in which they arise, and according to the laws of that State, but the tax so charged shall not exceed 15 per cent of the portion thereof that is subject to tax in that State. However, this limitation does not apply to lump-sum payments arising on the surrender, cancellation, redemption, sale or other alienation of an annuity, or to payments of any kind under an income-averaging annuity contract.

une entreprise d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État.

ARTICLE 16

Tantièmes

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance ou d'un organe analogue d'une société qui est un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

ARTICLE 17

Artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un État contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre État contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre État.

2. Lorsque les revenus des activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'État contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

3. Les dispositions du paragraphe 2 ne s'appliquent pas s'il est établi que ni l'artiste du spectacle ou le sportif, ni des personnes qui lui sont associées ne participent directement ou indirectement aux bénéfices de la personne visée audit paragraphe.

ARTICLE 18

Pensions et rentes

1. Les pensions et les rentes provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Les pensions provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont aussi imposables dans le premier État contractant conformément aux lois de cet État. Toutefois, dans le cas de paiements périodiques d'une pension, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 20 pour cent du montant brut du paiement.

3. Les rentes provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont aussi imposables dans l'État d'où elles proviennent et selon la législation de cet État, mais l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 pour cent de la fraction du paiement qui est assujettie à l'impôt dans cet État. Toutefois, cette limitation ne s'applique pas aux paiements forfaitaires découlant de l'abandon, de l'annulation, du rachat, de la vente ou d'une autre forme d'aliénation de la rente, ou aux

4. Notwithstanding any provision of this Convention, war veterans pensions and allowances arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State shall be exempt from tax in that other State to the extent that they would be exempt from tax if received by a resident of the first-mentioned State.

ARTICLE 19

Government Service

1. (a) Remuneration, other than a pension, paid by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or subdivision or authority shall be taxable only in that State.

(b) However, such remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that State and the individual is a resident of that State who:

- (i) is a national of that State; or
- (ii) did not become a resident of that State solely for the purpose of rendering the services.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to remuneration in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof.

ARTICLE 20

Students and Apprentices

Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that State, provided that such payments arise from sources outside that State.

ARTICLE 21

Other Income

1. Subject to the provisions of paragraph 2, items of income of a resident of a Contracting State not dealt with in the foregoing Articles of this Convention shall be taxable only in that State.

2. However, if such income is derived by a resident of a Contracting State from sources in the other Contracting State, such income may also be taxed in the State in which it arises, and according to the law of that State. However, in the case of income from an estate or trust, the tax so charged shall, provided that the income is taxable in the Contracting State in

paiements de toute nature en vertu d'un contrat de rente à versements invariables.

4. Nonobstant toute disposition de la présente Convention, les pensions et allocations aux anciens combattants provenant d'un État contractant et versées à un résident de l'autre État contractant sont exemptes d'impôt dans cet autre État tant qu'elles sont exemptes d'impôt pour les résidents du premier État.

ARTICLE 19

Fonctions publiques

1. a) Les rémunérations, autres que les pensions, payées par un État contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales à une personne physique, au titre de services rendus à cet État ou à cette subdivision ou collectivité locale, ne sont imposables que dans cet État.

b) Toutefois, ces rémunérations ne sont imposables que dans l'autre État contractant si les services sont rendus dans cet État et si la personne physique est un résident de cet État qui :

- (i) possède la nationalité de cet État, ou
- (ii) n'est pas devenu un résident de cet État à seule fin de rendre les services.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux rémunérations payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un État contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.

ARTICLE 20

Étudiants ou apprentis

Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un État contractant, un résident de l'autre État contractant et qui séjourne dans le premier État à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet État, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet État.

ARTICLE 21

Autres revenus

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2, les éléments du revenu d'un résident d'un État contractant qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet État.

2. Toutefois, si ces revenus perçus par un résident d'un État contractant proviennent de sources situées dans l'autre État contractant, ils sont aussi imposables dans l'État d'où ils proviennent et selon la législation de cet État. Mais, dans le cas d'un revenu provenant d'une succession (*estate*) ou d'une fiducie (*Trust*), l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 pour cent du

which the recipient resides, not exceed 15 per cent of the gross amount of the income.

3. For the purposes of this Article, a trust does not include an arrangement whereby the contributions made to the trust are deductible for the purposes of taxation in Canada.

ARTICLE 22

Elimination of Double Taxation

1. In the case of Canada, double taxation shall be eliminated as follows:

(a) Subject to the existing provisions of the law of Canada regarding the deduction from tax payable in Canada of tax paid in a territory outside Canada and to any subsequent modification of those provisions — which shall not affect the general principle hereof — and unless a greater deduction or relief is provided under the laws of Canada, tax payable in Finland on profits, income or gains arising in Finland shall be deducted from any Canadian tax payable in respect of such profits, income or gains.

(b) Subject to the existing provisions of the law of Canada regarding the determination of the exempt surplus of a foreign affiliate and to any subsequent modification of those provisions — which shall not affect the general principle hereof — for the purpose of computing Canadian tax, a company resident in Canada shall be allowed to deduct in computing its taxable income any dividend received by it out of the exempt surplus of a foreign affiliate resident in Finland.

2. In the case of Finland, double taxation shall be eliminated as follows:

(a) Where a resident of Finland derives income which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed in Canada, Finland shall, subject to the provisions of subparagraph (b), allow as a deduction from the taxes on income of that person, an amount equal to the taxes on income paid in Canada. The deduction shall not, however, exceed that part of the tax on income, as computed before the deduction is given, which is attributable to the income which may be taxed in Canada.

(b) Notwithstanding the provisions of subparagraph (a), dividends paid by a company which is a resident of Canada to a company which is a resident of Finland and controls directly at least 10 per cent of the voting power in the company paying the dividends shall be exempt from Finnish tax.

(c) Where in accordance with any provision of the Convention income derived by a resident of Finland is exempt from tax in Finland, Finland may nevertheless, in calculating the amount of tax on the remaining income of such resident, take into account the exempted income.

3. For the purposes of this Article, profits, income or gains of a resident of a Contracting State which are taxed in the other

montant brut du revenu pourvu que celui-ci soit imposable dans l'État contractant dont le bénéficiaire est un résident.

3. Au sens du présent article, une fiducie ne comprend pas un arrangement en vertu duquel les contributions versées à la fiducie sont déductibles aux fins de l'imposition au Canada.

ARTICLE 22

Élimination de la double imposition

1. En ce qui concerne le Canada, la double imposition est éliminée de la façon suivante :

a) sous réserve des dispositions existantes de la législation canadienne concernant l'imputation de l'impôt payé dans un territoire en dehors du Canada sur l'impôt canadien payable et de toute modification ultérieure de ces dispositions qui n'en affecterait pas le principe général, et sans préjudice d'une déduction ou d'un dégrèvement plus important prévu par la législation canadienne, l'impôt dû en Finlande à raison de bénéfices, revenus ou gains provenant de Finlande est porté en déduction de tout impôt canadien dû à raison des mêmes bénéfices, revenus ou gains;

b) sous réserve des dispositions existantes de la législation canadienne concernant la détermination du surplus exonéré d'une corporation étrangère affiliée et de toute modification ultérieure de ces dispositions qui n'en affecterait pas le principe général, une société résidente au Canada peut, aux fins de l'impôt canadien, déduire lors du calcul de son revenu imposable tout dividende reçu qui provient du surplus exonéré d'une corporation étrangère affiliée résidente en Finlande.

2. En ce qui concerne la Finlande, la double imposition est éliminée de la façon suivante :

a) lorsqu'un résident de Finlande reçoit des revenus qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables au Canada, la Finlande, sous réserve des dispositions de l'alinéa b), déduit de l'impôt qu'elle perçoit sur les revenus de cette personne un montant égal à l'impôt sur le revenu payé au Canada. Toutefois, la somme ainsi déduite ne peut excéder la fraction de l'impôt sur le revenu, calculé avant la déduction, correspondant aux revenus imposables au Canada;

b) nonobstant les dispositions de l'alinéa a), les dividendes payés par une société qui est un résident du Canada à une société qui est un résident de Finlande et qui contrôle directement au moins 10 pour cent des droits de vote de la société qui paie les dividendes sont exempts de l'impôt finlandais;

c) lorsque, conformément à une disposition quelconque de la Convention, les revenus qu'un résident de la Finlande reçoit sont exempts d'impôt en Finlande, la Finlande peut néanmoins, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste des revenus de ce résident, tenir compte des revenus exemptés.

3. Pour l'application du présent article, les bénéfices, revenus ou gains d'un résident d'un État contractant ayant supporté

Contracting State in accordance with the Convention shall be deemed to arise from sources in that other State.

ARTICLE 23

Non-discrimination

1. Nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances are or may be subjected.

2. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities.

3. Nothing in this Article shall be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.

4. In this Article, the term "taxation" means taxes which are the subject of this Convention.

ARTICLE 24

Mutual Agreement Procedure

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, address to the competent authority of the Contracting State of which he is a resident an application in writing stating the grounds for claiming the revision of such taxation. To be admissible, the said application must be submitted within two years from the first notification of the action which gives rise to taxation not in accordance with the Convention.

2. The competent authority referred to in paragraph 1 shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the Convention.

3. A Contracting State shall not after six years from the end of the taxable period in which the income concerned has accrued, increase the tax base of a resident of either of the Contracting States by including therein items of income which have also been charged to tax in the other Contracting State. This paragraph shall not apply in the case of fraud, willful default or neglect.

l'impôt de l'autre État contractant conformément à la Convention sont considérés comme provenant de sources situées dans cet autre État.

ARTICLE 23

Non-discrimination

1. Les nationaux d'un État contractant ne sont soumis dans l'autre État contractant à aucune imposition ou obligation relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre État qui se trouvent dans la même situation.

2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant n'est pas établie dans cet autre État d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre État qui exercent la même activité.

3. Aucune disposition du présent article ne peut être interprétée comme obligeant un État contractant à accorder aux résidents de l'autre État contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

4. Le terme « imposition » désigne dans le présent article les impôts visés par la présente Convention.

ARTICLE 24

Procédure amiable

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un État contractant ou par les deux États contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces États, adresser à l'autorité compétente de l'État contractant dont elle est un résident une demande écrite et motivée de révision de cette imposition. Pour être recevable, ladite demande doit être présentée dans un délai de deux ans à compter de la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme à la Convention.

2. L'autorité compétente visée au paragraphe 1 s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre État contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention.

3. Un État contractant n'augmente pas la base imposable d'un résident de l'un ou l'autre État contractant en y incluant des éléments de revenu qui ont déjà été imposés dans l'autre État contractant, après l'expiration de six ans à dater de la fin de la période imposable au cours de laquelle les revenus en cause ont été réalisés. Le présent paragraphe ne s'applique pas en cas de fraude, d'omission volontaire ou de négligence.

4. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Convention. In particular, the competent authorities of the Contracting States may consult together to endeavour to agree:

(a) to the same attribution of profits to a resident of a Contracting State and its permanent establishment situated in the other Contracting State;

(b) to the same allocation of income between a resident of a Contracting State and any associated person provided for in Article 9.

5. The competent authorities of the Contracting States may consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Convention.

ARTICLE 25

Exchange of Information

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is necessary for carrying out the provisions of this Convention or of the domestic laws of the Contracting States concerning taxes covered by the Convention insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Convention. The exchange of information is not restricted by Article 1. Any information received by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) involved in the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, or the determination of appeals in relation to, the taxes covered by the Convention. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

2. In no case shall the provisions of paragraph 1 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

(a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;

(b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;

(c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information, the disclosure of which would be contrary to public policy (ordre public).

4. Les autorités compétentes des États contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. En particulier, les autorités compétentes des États contractants peuvent se consulter en vue de parvenir à un accord :

a) pour que les bénéfices revenant à un résident d'un État contractant et à son établissement stable situé dans l'autre État contractant soient imputés d'une manière identique;

b) pour que les revenus revenant à un résident d'un État contractant et à toute personne associée visée à l'article 9 soient attribués d'une manière identique.

5. Les autorités compétentes des États contractants peuvent se concerter en vue d'éviter la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.

ARTICLE 25

Échange de renseignements

1. Les autorités compétentes des États contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou celles de la législation interne des États contractants relative aux impôts visés par la Convention dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1. Les renseignements reçus par un État contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet État et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la Convention, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent faire état de ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un État contractant l'obligation :

a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre État contractant;

b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre État contractant;

c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

ARTICLE 26

Diplomatic Agents and Consular Officers

1. Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of diplomatic agents or consular officers under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

2. Notwithstanding Article 4, an individual who is a member of a diplomatic mission, consular post or permanent mission of a Contracting State which is situated in the other Contracting State or in a third State shall be deemed for the purposes of the Convention to be a resident of the sending State if he is liable in the sending State to the same obligations in relation to tax on his total income as are residents of that sending State.

3. The Convention shall not apply to International Organizations, to organs or officials thereof and to persons who are members of a diplomatic mission, consular post or permanent mission of a third State, being present in a Contracting State and who are not liable in either Contracting State to the same obligations in relation to tax on their total income as are residents thereof.

ARTICLE 27

Miscellaneous Rules

1. The provisions of this Convention shall not be construed to restrict in any manner any exclusion, exemption, deduction, credit, or other allowance now or hereafter accorded

- (a) by the laws of a Contracting State in the determination of the tax imposed by that State, or
- (b) by any other agreement entered into by a Contracting State.

2. Nothing in the Convention shall be construed as preventing Canada from imposing a tax on amounts included in the income of a resident of Canada according to section 91 of the Canadian Income Tax Act (Foreign Accrual Property Income).

3. Notwithstanding anything in the Convention, alimony and other similar payments arising in the Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State who is subject to tax therein in respect thereof, shall be taxable only in that other State.

4. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly for the purpose of applying the Convention.

ARTICLE 26

Agents diplomatiques et fonctionnaires consulaires

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les agents diplomatiques ou les fonctionnaires consulaires en vertu soit des règles générales du droit des gens, soit des dispositions d'accords particuliers.

2. Nonobstant l'article 4, une personne physique qui est membre d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un État contractant qui est situé dans l'autre État contractant ou dans un État tiers est considérée, aux fins de la Convention, être un résident de l'État accréditant à condition qu'elle soit soumise dans l'État accréditant aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur l'ensemble de son revenu, que les résidents de cet État.

3. La Convention ne s'applique pas aux organisations internationales, à leurs organes ou à leurs fonctionnaires, ni aux personnes qui sont membres d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un État tiers lorsqu'ils se trouvent sur le territoire d'un État contractant et ne sont pas soumis dans l'un ou l'autre État contractant aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur l'ensemble du revenu, que les résidents desdits États.

ARTICLE 27

Dispositions diverses

1. Les dispositions de la présente Convention ne peuvent être interprétées comme limitant d'une manière quelconque les exonérations, abattements, déductions, crédits ou autres allègements qui sont ou seront accordés :

- a) par la législation d'un État contractant pour la détermination de l'impôt prélevé par cet État; ou
- b) par tout autre accord conclu par un État contractant.

2. Aucune disposition de la Convention ne peut être interprétée comme empêchant le Canada de prélever un impôt sur les montants inclus dans le revenu d'un résident du Canada en vertu de l'article 91 de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada (revenu étranger accumulé, tiré de biens).

3. Nonobstant toute disposition de la Convention, les pensions alimentaires et autres paiements semblables provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant qui y est assujéti à l'impôt à raison desdits revenus, ne sont imposables que dans cet autre État.

4. Les autorités compétentes des États contractants peuvent communiquer directement entre elles pour l'application de la Convention.

ARTICLE 28

Entry into Force

1. The Governments of the Contracting States shall notify to each other that the constitutional requirements for the entry into force of this Convention have been complied with.

2. The Convention shall enter into force thirty days after the date of the later of the notifications referred to in paragraph 1 and its provisions shall have effect:

(a) in Canada:

(i) in respect of tax withheld at the source on amounts paid or credited to non-residents on or after 1 January in the calendar year next following that in which the Convention enters into force; and

(ii) in respect of other Canadian tax for taxation years beginning on or after 1 January in the calendar year next following that in which the Convention enters into force;

(b) in Finland:

(i) in respect of taxes withheld at source, on income derived on or after 1 January in the calendar year next following the year in which the notice is given; and

(ii) in respect of other taxes on income, for taxes chargeable for any taxable year beginning on or after 1 January in the calendar year next following the year in which the Convention enters into force.

3. The provisions of the Convention between Canada and Finland for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income signed at Ottawa on March 28, 1959, as modified by the Supplementary Conventions signed at Helsinki on December 30, 1964, and at Ottawa on April 2, 1971, (hereinafter referred to as "the 1959 Convention") shall cease to have effect with respect to taxes to which this Convention applies in accordance with the provisions of paragraph 2.

4. The 1959 Convention shall terminate on the last date on which it has effect in accordance with the foregoing provisions of this Article.

ARTICLE 29

Termination

This Convention shall remain in force until terminated by one of the Contracting States. Either Contracting State may terminate the Convention, through diplomatic channels, by giving notice of termination at least six months before the end of any calendar year following after the period of 5 years from the date on which the Convention enters into force. In such event, the Convention shall cease to have effect:

(a) in Canada:

(i) in respect of tax withheld at the source on amounts paid or credited to non-residents on or after 1 January in the calendar year next following that in which the notice is given; and

ARTICLE 28

Entrée en vigueur

1. Les gouvernements des États contractants se notifieront que les exigences constitutionnelles pour l'entrée en vigueur de la présente Convention ont été remplies.

2. La Convention entrera en vigueur trente jours après la date de la dernière des notifications visées au paragraphe 1 et ses dispositions seront applicables :

a) au Canada :

(i) à l'égard de l'impôt retenu à la source sur les montants payés à des non-résidents ou portés à leur crédit à partir du 1^{er} janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle où la Convention entre en vigueur, et

(ii) à l'égard des autres impôts canadiens, pour toute année d'imposition commençant à partir du 1^{er} janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle où la Convention entre en vigueur;

b) en Finlande :

(i) à l'égard des impôts retenus à la source, sur les revenus gagnés à partir du 1^{er} janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle où la Convention entre en vigueur, et

(ii) à l'égard des autres impôts sur le revenu, aux impôts dus pour toute année d'imposition commençant à partir du 1^{er} janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle où la Convention entre en vigueur.

3. Les dispositions de la Convention entre le Canada et la Finlande pour éviter la double imposition et empêcher la fraude fiscale en matière d'impôt sur les revenus signée à Ottawa le 28 mars 1959, et telle que modifiée par les Conventions supplémentaires signées à Helsinki le 30 décembre 1964 et à Ottawa le 2 avril 1971 (ci-après dénommée « Convention de 1959 ») cesseront d'avoir effet à l'égard des impôts pour lesquels la présente Convention s'applique conformément aux dispositions du paragraphe 2.

4. La Convention de 1959 est abrogée à compter de la date à laquelle elle aura effet pour la dernière fois conformément aux dispositions précédentes du présent article.

ARTICLE 29

Dénonciation

La présente Convention demeurera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par un des États contractants. Chacun des États contractants pourra dénoncer la Convention, par la voie diplomatique, en donnant un avis de dénonciation au moins six mois avant la fin de toute année civile après l'écoulement d'une période de 5 ans à partir de la date d'entrée en vigueur de la Convention. Dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable :

a) au Canada :

(i) à l'égard de l'impôt retenu à la source sur les montants payés à des non-résidents ou portés à leur crédit à partir du

(ii) in respect of other Canadian tax for taxation years beginning on or after 1 January in the calendar year next following that in which the notice is given;

(b) in Finland:

(i) in respect of taxes withheld at source, on income derived on or after 1 January in the calendar year next following the year in which the notice is given; and

(ii) in respect of other taxes on income, for taxes chargeable for any taxable year beginning on or after 1 January in the calendar year next following the year in which the notice is given.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorized to that effect, have signed this Convention.

DONE in duplicate at Helsinki, this 28th day of May 1990 in the English, Finnish, French, and Swedish languages, each version being equally authentic.

FOR THE GOVERNMENT OF CANADA

John Crosbie

FOR THE GOVERNMENT OF FINLAND

Ulla Puolanne

1^{er} janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle où l'avis est donné, et

(ii) à l'égard des autres impôts canadiens, pour toute année d'imposition commençant à partir du 1^{er} janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle où l'avis est donné;

b) en Finlande :

(i) à l'égard des impôts retenus à la source, sur les revenus gagnés à partir du 1^{er} janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle où l'avis est donné, et

(ii) à l'égard des autres impôts sur le revenu, aux impôts dus pour toute année d'imposition commençant à partir du 1^{er} janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle où l'avis est donné.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT en double exemplaire à Helsinki, le 28 mai 1990, en langues anglaise, finnoise, française et suédoise, chaque version faisant également foi.

POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA :

John Crosbie

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA FINLANDE :

Ulla Puolanne

SCHEDULE II
(Section 8)

CONVENTION BETWEEN THE GOVERNMENT OF
CANADA AND THE GOVERNMENT OF THE CZECH
AND SLOVAK FEDERAL REPUBLIC FOR THE
AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE
PREVENTION OF FISCAL EVASION WITH RESPECT
TO TAXES ON INCOME AND ON CAPITAL

The Government of Canada and the Government of the Czech and Slovak Federal Republic desiring to conclude a Convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital, have agreed as follows:

ARTICLE 1

Personal Scope

This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.

ARTICLE 2

Taxes Covered

1. This Convention shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of Canada and on behalf of Czechoslovakia or of its political subdivisions or local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.

2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital, or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.

3. The existing taxes to which the Convention shall apply are:

(a) in the case of Canada:

the income and capital taxes imposed by the Government of Canada under the Income Tax Act, (hereinafter referred to as "Canadian tax");

(b) in the case of Czechoslovakia:

the taxes on profits;

the wages tax;

the tax on income from literary and artistic activities;

the agricultural tax;

the tax on population income; and,

the house tax,

(hereinafter referred to as "Czechoslovak tax").

4. The Convention shall also apply to any identical or substantially similar taxes which are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting

ANNEXE II
(article 8)

CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU
CANADA ET LE GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE TCHÈQUE ET SLOVAQUE
EN VUE D'ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS ET
DE PRÉVENIR L'ÉVASION FISCALE EN MATIÈRE
D'IMPÔTS SUR LE REVENU ET SUR LA FORTUNE

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque, désireux de conclure une convention en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1

Personnes visées

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un État contractant ou des deux États contractants.

ARTICLE 2

Impôts visés

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte du Canada et pour le compte de la Tchécoslovaquie ou de l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale, ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le montant global des salaires payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment :

a) en ce qui concerne le Canada :

les impôts sur le revenu et la fortune qui sont perçus par le Gouvernement du Canada en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (ci-après dénommés « impôt canadien »);

b) en ce qui concerne la Tchécoslovaquie :

l'impôt sur les bénéfices;

l'impôt sur les salaires;

l'impôt sur les activités littéraires et artistiques;

l'impôt agricole;

l'impôt sur le revenu de la population; et

l'impôt sur les habitations (ci-après dénommés « impôt tchécoslovaque »).

4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des

States shall notify each other of any significant changes which have been made in their respective taxation laws.

ARTICLE 3

General Definitions

1. In this Convention, unless the context otherwise requires:

(a) the term "Canada" used in a geographical sense, means the territory of Canada, including

(i) any area beyond the territorial seas of Canada which, in accordance with international law and the laws of Canada, is an area within which Canada may exercise rights with respect to the seabed and subsoil and their natural resources;

(ii) the seas and airspace above every area referred to in subparagraph (i) in respect of any activity carried on in connection with the exploration for or the exploitation of the natural resources referred to therein;

(b) the term "Czechoslovakia" means the Czech and Slovak Federal Republic;

(c) the terms "a Contracting State" and "the other Contracting State" mean Canada or Czechoslovakia as the context requires;

(d) the term "person" comprises an individual, an estate, a trust, a company and any other body of persons;

(e) the term "company" means any body corporate or any entity which is treated as a body corporate for tax purposes; in French, the term "société" also means a "corporation" within the meaning of Canadian law;

(f) the terms "enterprise of a Contracting State" and "enterprise of the other Contracting State" mean, respectively, an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;

(g) the term "national" means:

(i) any individual possessing the nationality of a Contracting State;

(ii) any legal person, association or other body of persons deriving its status as such from the law in force in a Contracting State;

(h) the term "international traffic" means any transport by a ship or aircraft operated by a resident of a Contracting State, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other Contracting State;

(i) the term "competent authority" means:

(i) in the case of Canada, the Minister of National Revenue or his authorized representative;

(ii) in the case of Czechoslovakia, the Minister of Finance of the Czech and Slovak Federal Republic or his authorized representative.

États contractants se communiquent les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.

ARTICLE 3

Définitions générales

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :

a) le terme « Canada », employé dans un sens géographique, désigne le territoire du Canada, y compris :

(i) toute région située au-delà des mers territoriales du Canada qui, conformément au droit international et en vertu des lois du Canada, est une région à l'intérieur de laquelle le Canada peut exercer des droits à l'égard du fond et du sous-sol de la mer et de leurs ressources naturelles, et

(ii) les mers et l'espace aérien au-dessus de la région visée à l'alinéa (i), à l'égard de toute activité poursuivie en rapport avec l'exploration ou l'exploitation des ressources naturelles qui y sont visées;

b) le terme « Tchécoslovaquie » désigne la République fédérative tchèque et slovaque;

c) les expressions « un État contractant » et « l'autre État contractant » désignent, suivant le contexte, le Canada ou la Tchécoslovaquie;

d) le terme « personne » comprend les personnes physiques, les successions (*estates*), les fiducies (*trusts*), les sociétés et tous autres groupements de personnes;

e) le terme « société » désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition; il désigne également une « corporation » au sens du droit canadien;

f) les expressions « entreprise d'un État contractant » et « entreprise de l'autre État contractant » désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un État contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre État contractant;

g) le terme « national » désigne :

(i) toute personne physique qui possède la nationalité d'un État contractant,

(ii) toute personne morale, association ou autre groupement de personnes constitué conformément à la législation en vigueur dans un État contractant;

h) l'expression « trafic international » désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par un résident d'un État contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre État contractant;

i) l'expression « autorité compétente » désigne :

(i) en ce qui concerne le Canada, le ministre du Revenu national ou son représentant autorisé,

(ii) en ce qui concerne la Tchécoslovaquie, le ministre des Finances de la République fédérative tchèque et slovaque ou son représentant autorisé.

2. In the application of the Convention by a Contracting State, any term not otherwise defined shall, unless the context otherwise requires, have the meaning which it has under the laws of that Contracting State concerning the taxes to which the Convention applies.

ARTICLE 4

Resident

1. For the purposes of this Convention, the term "resident of a Contracting State" means any person who, under the law of that State, is liable to taxation therein by reason of his domicile, residence, place of management, place of incorporation or any other criterion of a similar nature. This term also includes the Government of the Contracting State or a political subdivision or local authority thereof or any agency or instrumentality of any such government, subdivision or authority.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then his status shall be determined in accordance with the following rules:

(a) he shall be deemed to be a resident of the State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both States, he shall be deemed to be a resident of the State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);

(b) if the State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be a resident of the State in which he has an habitual abode;

(c) if he has an habitual abode in both States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident of the State of which he is a national;

(d) if he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, then:

(a) he shall be deemed to be a resident of the State of which he is a national;

(b) if he is a national of neither of the States, the competent authorities of the Contracting States shall by mutual agreement endeavour to settle the question and to determine the mode of application of the Convention to such person.

2. Pour l'application de la Convention par un État contractant, toute expression qui n'est pas autrement définie a le sens que lui attribue le droit de cet État contractant concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

ARTICLE 4

Résident

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « résident d'un État contractant » désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet État, est assujettie à l'impôt dans cet État en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction, ou de son lieu d'incorporation ou de tout autre critère de nature analogue. Cette expression comprend aussi le Gouvernement de cet État contractant ou une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales ou tout préposé ou mandataire d'un tel gouvernement, subdivision ou collectivité.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux États contractants, sa situation est réglée selon les règles suivantes :

a) cette personne est considérée comme un résident de l'État où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux États, elle est considérée comme un résident de l'État avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);

b) si l'État où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des États, elle est considérée comme un résident de l'État où elle séjourne de façon habituelle;

c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux États ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident de l'État dont elle possède la nationalité;

d) si cette personne possède la nationalité des deux États ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des États contractants tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux États contractants :

a) elle est considérée comme un résident de l'État dont elle est un national;

b) si elle n'est un national d'aucun des États, les autorités compétentes des États contractants s'efforcent d'un commun accord de trancher la question et de déterminer les modalités d'application de la Convention à ladite personne.

ARTICLE 5

Permanent Establishment

1. For the purposes of this Convention the term "permanent establishment" means a fixed place of business in which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

The term "permanent establishment" includes especially:

- (a) a place of management;
- (b) a branch;
- (c) an office;
- (d) a factory;
- (e) a workshop;
- (f) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources; and
- (g) a building site or construction or installation project which exists for more than 12 months.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term "permanent establishment" shall be deemed not to include:

- (a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;
- (b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;
- (c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
- (d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;
- (e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character.

4. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person — other than an agent of an independent status to whom paragraph 5 applies — is acting principally in a Contracting State on behalf of an enterprise of the other Contracting State, that person shall be deemed to be a permanent establishment of the enterprise in the first-mentioned State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 3 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

5. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting State merely because it carries on business in that State through a broker, general commission

ARTICLE 5

Établissement stable

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression « établissement stable » comprend notamment :

- a) un siège de direction;
- b) une succursale;
- c) un bureau;
- d) une usine;
- e) un atelier;
- f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles; et
- g) un chantier de construction ou de montage dont la durée dépasse douze mois.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas « établissement stable » si :

- a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;
- b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;
- c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;
- d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise;
- e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire.

4. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne — autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 5 — agit dans un État contractant principalement pour le compte d'une entreprise de l'autre État contractant, cette personne est considérée comme constituant un établissement stable de l'entreprise dans le premier État pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 3 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

5. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un État contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un

agent or any other agent of an independent status, where such persons are acting in the ordinary course of their business.

6. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

ARTICLE 6

Income from Immovable Property

1. Income derived by a resident of a Contracting State from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. For the purposes of this Convention, the term "immovable property" shall have the meaning which it has under the law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of independent personal services.

ARTICLE 7

Business Profits

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on or has carried on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or

commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, pourvu que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

6. Le fait qu'une société qui est un résident d'un État contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre État contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

ARTICLE 6

Revenus immobiliers

1. Les revenus qu'un résident d'un État contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre État contractant, sont imposables dans cet autre État.

2. Au sens de la présente Convention, l'expression « biens immobiliers » a le sens que lui attribue la loi de l'État contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise et aux revenus provenant des biens immobiliers utilisés dans l'exercice d'une profession indépendante.

ARTICLE 7

Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce ou a exercé son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre État mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un État contractant exerce son activité dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque État contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou ana-

similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In the determination of the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions those deductible expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere.

4. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

5. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.

6. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Convention, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

ARTICLE 8

Shipping and Air Transport

1. Profits derived by a resident of a Contracting State from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in that State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1 and Article 7, profits derived from the operation of ships or aircraft used principally to transport passengers or goods exclusively between places in a Contracting State may be taxed in that State.

3. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall also apply to profits derived by a resident of a Contracting State from its participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

ARTICLE 9

Associated Enterprises

1. Where

(a) an enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or

(b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of

logues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses autrement déductibles qui sont exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'État où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait que cet établissement a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

5. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

6. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

ARTICLE 8

Navigation maritime et aérienne

1. Les bénéfices qu'un résident d'un État contractant tire de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans cet État.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 et de l'article 7, les bénéfices provenant de l'exploitation de navires ou d'aéronefs utilisés principalement pour transporter des passagers ou des marchandises exclusivement entre des points situés dans un État contractant sont imposables dans cet État.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 s'appliquent aussi aux bénéfices qu'un résident d'un État contractant tire de sa participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

ARTICLE 9

Entreprises associées

1. Lorsque :

a) une entreprise d'un État contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre État contractant, ou que

b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un État contractant et d'une entreprise de l'autre État contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entrepri-

those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting State includes in the profits of an enterprise of that State — and taxes accordingly — profits on which an enterprise of the other Contracting State has been charged to tax in that other State and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned State if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other State shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Convention and the competent authorities of the Contracting States shall if necessary consult each other.

3. A Contracting State shall not change the profits of an enterprise in the circumstances referred to in paragraph 1 after the expiry of the time limits provided in its national laws and, in any case, after five years from the end of the year in which the profits which would be subject to such change would have accrued to an enterprise of that State.

4. The provisions of paragraphs 2 and 3 shall not apply in the case of fraud, willful default or neglect.

ARTICLE 10

Dividends

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, and according to the law of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the dividends the tax so charged shall not exceed:

(a) 10 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company which controls directly or indirectly at least 10 per cent of the voting power in the company paying the dividends;

(b) 15 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

The provisions of this paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. The term "dividends" as used in this Article means income from shares, or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income from other corporate rights which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the taxation law of the State of which the company making the distribution is a resident.

4. The provisions of paragraph 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Con-

ses mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un État contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet État — et impose en conséquence — des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre État contractant a été imposé dans cet autre État, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier État si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre État procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si nécessaire, les autorités compétentes des États contractants se consultent.

3. Un État contractant ne rectifiera pas les bénéfices d'une entreprise dans les cas visés au paragraphe 1 après l'expiration des délais prévus par sa législation nationale et, en tout cas, après l'expiration de cinq ans à dater de la fin de l'année au cours de laquelle les revenus qui feraient l'objet d'une telle rectification auraient été réalisés par une entreprise de cet État.

4. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 ne s'appliquent pas en cas de fraude, d'omission volontaire ou de négligence.

ARTICLE 10

Dividendes

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un État contractant à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'État contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident et selon la législation de cet État, mais si la personne qui reçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder :

a) 10 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société qui contrôle directement ou indirectement au moins 10 pour cent des droits de vote de la société qui paie les dividendes;

b) 15 pour cent du montant brut des dividendes, dans tous les autres cas.

Les dispositions du présent paragraphe n'affectent pas l'imposition de la société sur les bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme « dividendes » employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus d'autres parts sociales soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la loi fiscale de l'État dont la société distributrice est un résident.

4. Les dispositions du paragraphe 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un État

tracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

5. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base situated in that other State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

6. Nothing in this Convention shall be construed as preventing a Contracting State from imposing on the earnings of a company attributable to a permanent establishment in that State, tax in addition to the tax which would be chargeable on the earnings of a company which is a national of that State, provided that any additional tax so imposed shall not exceed 10 per cent of the amount of such earnings which have not been subjected to such additional tax in previous taxation years. For the purpose of this provision, the term "earnings" means the profits attributable to a permanent establishment in a Contracting State in a year and previous years after deducting therefrom all taxes, other than the additional tax referred to herein, imposed on such profits by that State.

ARTICLE 11

Interest

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such interest may also be taxed in the Contracting State in which it arises and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the interest the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the interest.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2,

(a) interest arising in a Contracting State and paid in respect of a bond, debenture or other similar obligation of the government of that Contracting State or of a political subdivision or local authority thereof shall, provided that the interest is beneficially owned by a resident of the other Contracting State, be taxable only in that other State;

contractant, exerce dans l'autre État contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un État contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre État contractant, cet autre État ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre État ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre État, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre État.

6. Aucune disposition de la présente Convention ne peut être interprétée comme empêchant un État contractant de percevoir, sur les revenus d'une société imputables à un établissement stable dans cet État, un impôt qui s'ajoute à l'impôt qui serait applicable aux revenus d'une société qui est un national dudit État, pourvu que l'impôt additionnel ainsi établi n'excède pas 10 pour cent du montant des revenus qui n'ont pas été assujettis audit impôt additionnel au cours des années d'imposition précédentes. Au sens de cette disposition, le terme « revenus » désigne les bénéfices imputables à un établissement stable dans un État contractant, pour l'année ou pour les années antérieures, après déduction de tous les impôts, autres que l'impôt additionnel visé au présent paragraphe, prélevés par cet État sur lesdits bénéfices.

ARTICLE 11

Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'État contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet État, mais si la personne qui reçoit les intérêts en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des intérêts.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 :

a) les intérêts provenant d'un État contractant et payés sur une obligation, un billet ou autre titre semblable du gouvernement dudit État contractant ou de l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales ne sont imposables que dans l'autre État contractant pourvu qu'un résident de cet autre État en soit le bénéficiaire effectif;

(b) interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State shall be taxable only in that other State if it is paid in respect of a loan made, guaranteed or insured, or a credit extended, guaranteed or insured by an entity wholly-owned and controlled by the government of that other State, provided this loan or credit is in respect of imports or exports;

(c) interest arising in a Contracting State, beneficially owned by a resident of the other Contracting State and paid in connection with the sale on credit of any equipment, merchandise or services except where the sale is made between persons not dealing with each other at arm's length, shall be taxable only in that other State.

4. The term "interest" as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage, and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures, as well as income which is subjected to the same taxation treatment as income from money lent by the laws of the State in which the income arises. However, the term "interest" does not include income dealt with in Article 10.

5. The provisions of paragraphs 2 and 3 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on in the other Contracting State in which the interest arises a business through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case, the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

6. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

7. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest paid, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

b) les intérêts provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant ne sont imposables que dans cet autre État s'ils sont payés en raison d'un prêt fait, garanti ou assuré, ou d'un crédit consenti, garanti ou assuré par une entité possédée en propriété exclusive et contrôlée par le gouvernement de cet autre État, pourvu que ce prêt ou crédit se rattache à des importations ou exportations;

c) les intérêts provenant d'un État contractant, dont un résident de l'autre État contractant est le bénéficiaire effectif et qui sont payés en liaison avec la vente à crédit d'un équipement, de marchandises ou de services quelconques, ne sont imposables que dans cet autre État sauf lorsque la vente a lieu entre des personnes ayant entre elles un lien de dépendance.

4. Le terme « intérêts » employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunt, y compris les primes et lots attachés à ces titres, ainsi que tous autres revenus soumis au même régime fiscal que les revenus de sommes prêtées par la législation de l'État d'où proviennent les revenus. Toutefois, le terme « intérêts » ne comprend pas les revenus visés à l'article 10.

5. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant d'où proviennent les intérêts soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

6. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un État contractant lorsque le débiteur est un résident de cet État. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un État contractant, a dans un État contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'État où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts payé, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque État contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 12

Royalties

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such royalties may also be taxed in the Contracting State in which they arise, and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the royalties the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the royalties.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, copyright royalties and other like payments in respect of the production or reproduction of any literary, dramatic, musical or other artistic work arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State who is subject to tax thereon shall be taxable only in that other State.

4. The term "royalties" as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including films, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for the use of, or the right to use, industrial, commercial, or scientific equipment, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

5. The provisions of paragraphs 2 and 3 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on in the other Contracting State in which the royalties arise a business through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

6. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or fixed base in connection with which the liability to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment or fixed base, then such royalties shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

7. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties paid, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the

ARTICLE 12

Redevances

1. Les redevances provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'État contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet État, mais si la personne qui reçoit les redevances en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des redevances.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les redevances à titre de droits d'auteur et autres rémunérations similaires concernant la production ou la reproduction d'une oeuvre littéraire, dramatique, musicale ou autre oeuvre artistique provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant qui est assujéti à l'impôt à l'égard de ces redevances ne sont imposables que dans cet autre État.

4. Le terme « redevances » employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique ou pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

5. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant d'où proviennent les redevances soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

6. Les redevances sont considérées comme provenant d'un État contractant lorsque le débiteur est un résident de cet État. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un État contractant, a dans un État contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel l'obligation donnant lieu au paiement des redevances a été conclue et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'État où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances payé, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier mon-

last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

ARTICLE 13

Capital Gains and Profits

1. Profits and gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of immovable property may be taxed in the Contracting State in which such immovable property is situated.

2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or of movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or together with the whole enterprise) or of such a fixed base, may be taxed in the other State. However, gains from the alienation of movable property dealt with in paragraph 3 of Article 22 shall be taxable only in the Contracting State in which such movable property is taxable according to the said paragraph.

3. Gains from the alienation of

(a) shares of the capital stock of a company the property of which consists principally of immovable property situated in a Contracting State, and

(b) an interest in a partnership, trust or estate, the property of which consists principally of immovable property situated in a Contracting State,

may be taxed in that State. For the purposes of this paragraph, the term "immovable property" includes the shares of a company referred to in subparagraph (a) or an interest in a partnership, trust or estate referred to in subparagraph (b).

4. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2, and 3, shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

5. The provisions of paragraph 4 shall not affect the right of either of the Contracting States to levy, according to its law, a tax on gains from the alienation of any property derived by an individual who is a resident of the other Contracting State and has been a resident of the first-mentioned State at any time during the six years immediately preceding the alienation of the property.

ARTICLE 14

Independent Personal Services

1. Income derived by a resident of a Contracting State in respect of professional services or other activities of an independent character shall be taxable only in that State unless

tant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque État contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 13

Gains en capital et bénéfiques

1. Les bénéfiques et gains qu'un résident d'un État contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers sont imposables dans l'État contractant où ces biens immobiliers sont situés.

2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un État contractant dispose dans l'autre État contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation globale de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise exploitée par tel résident) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre État. Toutefois, les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers visés au paragraphe 3 de l'article 22 ne sont imposables que dans l'État contractant où ces biens mobiliers sont imposables selon ledit paragraphe.

3. Les gains provenant de l'aliénation :

a) d'actions du capital d'une société dont les actifs sont constitués principalement de biens immobiliers situés dans un État contractant, ou

b) d'une participation dans une société de personnes, une fiducie ou une succession dont les biens sont constitués principalement de biens immobiliers situés dans un État contractant,

sont imposables dans cet État. Au sens du présent paragraphe, l'expression « biens immobiliers » comprend des actions d'une société visée à l'alinéa a) ou une participation dans une société de personnes, une fiducie ou une succession visée à l'alinéa b).

4. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2 et 3 ne sont imposables que dans l'État contractant dont le cédant est un résident.

5. Les dispositions du paragraphe 4 ne portent pas atteinte au droit de chacun des États contractants de percevoir, conformément à sa législation, un impôt sur les gains provenant de l'aliénation d'un bien et réalisés par une personne physique qui est un résident de l'autre État contractant et qui a été un résident du premier État à un moment quelconque au cours des six années précédant immédiatement l'aliénation du bien.

ARTICLE 14

Professions indépendantes

1. Les revenus qu'un résident d'un État contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet État, à moins que ce

he has a fixed base regularly available to him in the other Contracting State for the purpose of performing his activities. If he has or had such a fixed base, the income may be taxed in the other State but only so much of it as is attributable to that fixed base. For the purposes of this paragraph a person who is present in a Contracting State for at least 183 days in any twelve month period commencing or ending in a calendar year shall be deemed to have a fixed base in that State in that year.

2. The term "professional services" includes especially independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

ARTICLE 15

Dependent Personal Services

1. Subject to the provisions of Articles 16, 18 and 19, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

- (a) the recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve month period commencing or ending in the calendar year concerned, and
- (b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State, and
- (c) the remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated by a resident of a Contracting State in international traffic shall be taxable only in that State.

ARTICLE 16

Directors' Fees

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the board of directors or other similar organ of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

résident ne dispose de façon habituelle dans l'autre État contractant d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. S'il dispose, ou a disposé, d'une telle base fixe, les revenus sont imposables dans l'autre État mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cette base fixe. Au sens du présent paragraphe, une personne qui séjourne dans un État contractant pendant au moins 183 jours au cours de toute période de douze mois commençant ou se terminant dans une année civile donnée est considérée comme disposant d'une base fixe dans cet État durant l'année.

2. L'expression « profession libérale » comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

ARTICLE 15

Professions dépendantes

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18 et 19, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre État contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre État.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre État contractant ne sont imposables que dans le premier État si :

- a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre État pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de toute période de douze mois commençant ou se terminant dans une année civile donnée; et
- b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre État; et
- c) la charge de ces rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre État.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international par un résident d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État.

ARTICLE 16

Tantièmes

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance ou d'un autre organe analogue d'une société qui est un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

ARTICLE 17

Artistes and Athletes

1. Notwithstanding the provisions of Articles 7, 14 and 15, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as an athlete, from his personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other State.

2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or an athlete in his capacity as such accrues not to the entertainer or athlete himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Articles 7, 14 and 15, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or athlete are exercised.

3. The provisions of paragraph 2 shall not apply if it is established that neither the entertainer or the athlete nor persons related thereto, participate directly or indirectly in the profits of the person referred to in that paragraph.

4. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, income derived by entertainers and athletes who are residents of a Contracting State from activities performed in the other Contracting State within the framework of cultural exchanges established under cultural conventions concluded between the two Contracting States, shall be exempt from tax in that other State.

ARTICLE 18

Pensions and Annuities

1. Pensions and annuities arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. Pensions and annuities arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may also be taxed in the State in which they arise, and according to the law of that State. However, in the case of periodic pension and annuity payments, the tax so charged shall not exceed 15 per cent of the gross amount of the payment. However, this limitation does not apply to lump-sum payments arising on the surrender, cancellation, redemption, sale or other alienation of a pension plan or an annuity.

3. Notwithstanding anything in this Convention:

(a) war veterans pensions and allowances arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State shall be exempt from tax in that other State;

(b) alimony, maintenance and other similar payments arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State who is subject to tax therein in respect thereof, shall be taxable only in that other State.

ARTICLE 17

Artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un État contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre État contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre État.

2. Lorsque les revenus des activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'État contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

3. Les dispositions du paragraphe 2 ne s'appliquent pas s'il est établi que ni l'artiste du spectacle ou le sportif, ni des personnes qui lui sont associées ne participent directement ou indirectement aux bénéfices de la personne visée audit paragraphe.

4. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, les revenus tirés par des artistes et sportifs qui sont des résidents d'un État contractant d'activités exercées dans l'autre État contractant dans le cadre d'échanges culturels établis par des conventions culturelles conclues entre les deux États contractants sont exonérés d'impôt dans cet autre État.

ARTICLE 18

Pensions et rentes

1. Les pensions et les rentes provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Les pensions et les rentes provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont aussi imposables dans l'État d'où elles proviennent et selon la législation de cet État. Toutefois, dans le cas de paiements périodiques d'une pension ou d'une rente, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 pour cent du montant brut du paiement. Toutefois, cette limitation ne s'applique pas aux paiements forfaitaires découlant de l'abandon, de l'annulation, du rachat, de la vente ou d'une autre forme d'aliénation d'une pension ou d'une rente.

3. Nonobstant toute disposition de la présente Convention :

a) les pensions et allocations de guerre provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont exonérées d'impôt dans cet autre État;

b) les pensions alimentaires, paiements de soutien et autres paiements semblables provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant qui y est assujéti à l'impôt à l'égard de ceux-ci ne sont imposables que dans cet autre État.

ARTICLE 19

Government Service

1. (a) Salaries, wages and similar remuneration, other than a pension, paid by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or political subdivision or local authority shall be taxable only in that State.

(b) However, such remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that State and the individual is a resident of that State who:

- (i) is a national of that State; or
- (ii) did not become a resident of that State solely for the purpose of rendering the services.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to remuneration in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof.

ARTICLE 20

Students

Payments which a student or business apprentice who is present in a Contracting State solely for the purpose of his education or training and who is or was immediately before such visit a resident of the other Contracting State received for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in the first-mentioned Contracting State, provided that such payments are made to him from sources outside that State.

ARTICLE 21

Other Income

1. Items of income of a resident of a Contracting State, wherever arising, not expressly mentioned in the foregoing Articles of this Convention shall be taxable only in that State.

2. Notwithstanding paragraph 1, items of income of a resident of a Contracting State not expressly mentioned in the foregoing Articles of this Convention and arising in the other Contracting State may also be taxed in that other State. However, in the case of income of a resident of Czechoslovakia from an estate or trust, the rate of Canadian tax shall not exceed 15 per cent of the gross amount of the income.

ARTICLE 19

Fonctions publiques

1. a) Les traitements, salaires et rémunérations semblables, autres que les pensions, payés par un État contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales à une personne physique, au titre de services rendus à ce premier État, subdivision politique ou collectivité locale, ne sont imposables que dans ce premier État.

b) Toutefois, ces rémunérations ne sont imposables que dans l'autre État contractant si les services sont rendus dans cet État et si la personne physique est un résident de cet État qui :

- (i) possède la nationalité de cet État, ou
- (ii) n'est pas devenu un résident de cet État à seule fin de rendre les services.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux rémunérations payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un État contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.

ARTICLE 20

Étudiants

Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui séjourne dans un État contractant à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation et qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans cet État contractant, un résident de l'autre État contractant reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans le premier État contractant, à condition qu'elles lui soient payées en provenance de sources situées en dehors de cet État.

ARTICLE 21

Autres revenus

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un État contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas explicitement mentionnés dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet État.

2. Nonobstant le paragraphe 1, les éléments du revenu d'un résident d'un État contractant qui ne sont pas explicitement mentionnés dans les articles précédents de la présente Convention et qui proviennent de l'autre État contractant sont aussi imposables dans cet autre État. Cependant, dans le cas du revenu d'un résident de la Tchécoslovaquie provenant d'une succession ou d'une fiducie, le taux d'impôt canadien ne peut excéder 15 pour cent du montant brut du revenu.

ARTICLE 22

Capital

1. Capital represented by immovable property may be taxed in the Contracting State in which the immovable property is situated.

2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or by movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, may be taxed in that other State.

3. Ships and aircraft operated by a resident of a Contracting State in international traffic and movable property pertaining to the operation of such ships and aircraft, shall be taxable only in that State.

4. All other elements of capital of a resident of a Contracting State shall be taxable only in that State.

ARTICLE 23

Elimination of Double Taxation

1. In the case of Canada, double taxation shall be avoided as follows:

(a) Subject to the existing provisions of the law of Canada regarding the deduction from tax payable in Canada of tax paid in a territory outside Canada and to any subsequent modification of those provisions — which shall not affect the general principle hereof — and unless a greater deduction or relief is provided under the laws of Canada, tax payable in Czechoslovakia on profits, income or gains arising in Czechoslovakia shall be deducted from any Canadian tax payable in respect of such profits, income or gains.

(b) Subject to the existing provisions of the law of Canada regarding the determination of the exempt surplus of a foreign affiliate and to any subsequent modification of those provisions — which shall not affect the general principle hereof — for the purpose of computing Canadian tax, a company resident in Canada shall be allowed to deduct in computing its taxable income any dividend received by it out of the exempt surplus of a foreign affiliate resident in Czechoslovakia.

2. In the case of Czechoslovakia, double taxation shall be avoided as follows:

(a) Where a resident of Czechoslovakia derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed in Canada, Czechoslovakia shall, subject to the provisions of subparagraph (b) of this paragraph, exempt such income or such capital from tax but may, in calculating tax on the remaining income or capital of that person, apply the rate of tax which would have been appli-

ARTICLE 22

Fortune

1. La fortune constituée par des biens immobiliers est imposable dans l'État contractant où sont situés les biens immobiliers.

2. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant, ou par des biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un État contractant dispose dans l'autre État contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, est imposable dans cet autre État.

3. Les navires et aéronefs exploités en trafic international par un résident d'un État contractant, ainsi que les biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires et aéronefs, ne sont imposables que dans cet État.

4. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État.

ARTICLE 23

Élimination de la double imposition

1. En ce qui concerne le Canada, la double imposition est évitée de la façon suivante :

a) sous réserve des dispositions existantes de la législation canadienne concernant l'imputation de l'impôt payé dans un territoire en dehors du Canada sur l'impôt canadien payable et de toute modification ultérieure de ces dispositions qui n'en affecterait pas le principe général, et sans préjudice d'une déduction ou d'un dégrèvement plus important prévu par la législation canadienne, l'impôt dû en Tchécoslovaquie à raison de bénéfices, revenus ou gains provenant de la Tchécoslovaquie est porté en déduction de tout impôt canadien dû à raison des mêmes bénéfices, revenus ou gains;

b) sous réserve des dispositions existantes de la législation canadienne concernant la détermination du surplus exonéré d'une corporation étrangère affiliée et de toute modification ultérieure de ces dispositions qui n'en affecterait pas le principe général, une société résidant au Canada peut, aux fins de l'impôt canadien, déduire lors du calcul de son revenu imposable tout dividende reçu qui provient du surplus exonéré d'une corporation étrangère affiliée résidant en Tchécoslovaquie.

2. En ce qui concerne la Tchécoslovaquie, la double imposition est évitée de la façon suivante :

a) lorsqu'un résident de la Tchécoslovaquie reçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables au Canada, la Tchécoslovaquie exempte de l'impôt ces revenus ou cette fortune sous réserve des dispositions de l'alinéa b) mais peut, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste des revenus ou de la fortune de cette personne, appliquer le même taux

cable if the exempted income or capital had not been so exempted.

(b) Czechoslovakia when imposing taxes on its residents may include in the tax base upon which such taxes are imposed the items of income which according to the provision of Articles 10, 11, 12, 16, 17 and 21 of this Convention may also be taxed in Canada but shall allow as a deduction from the amount of tax computed on such a base an amount equal to the tax paid in Canada. Such deduction shall not, however, exceed that part of the Czechoslovak tax, as computed before the deduction is given, which is appropriate to the income which, in accordance with the provisions of Articles 10, 11, 12, 16, 17 and 21 of this Convention may be taxed in Canada.

3. For the purposes of this Article, profits, income or gains of a resident of a Contracting State which are taxed in the other Contracting State in accordance with this Convention shall be deemed to arise from sources in that other State.

ARTICLE 24

Non-Discrimination

1. The nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances are or may be subjected.

2. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities.

3. Nothing in this Article shall be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.

4. Companies which are residents of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar companies which are residents of the first-mentioned State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of a third State, are or may be subjected.

5. In this Article, the term "taxation" means taxes which are the subject of this Convention.

que si les revenus ou la fortune en question n'avaient pas été ainsi exemptés;

b) aux fins de l'imposition de ses résidents, la Tchécoslovaquie peut, pour calculer le montant imposable sur lequel l'impôt s'applique, inclure les éléments du revenu qui sont aussi imposables au Canada selon les dispositions des articles 10, 11, 12, 16, 17 et 21 de la présente Convention mais permet alors de déduire de l'impôt ainsi calculé un montant égal à l'impôt payé au Canada. La somme ainsi déduite ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt tchécoslovaque, calculé avant la déduction, correspondant aux revenus qui, selon les dispositions des articles 10, 11, 12, 16, 17 et 21 de la présente Convention, sont imposables au Canada.

3. Pour l'application du présent article, les bénéfiques, revenus ou gains d'un résident d'un État contractant ayant supporté l'impôt de l'autre État contractant conformément à la présente Convention sont considérés comme provenant de sources situées dans cet autre État.

ARTICLE 24

Non-discrimination

1. Les nationaux d'un État contractant ne sont soumis dans l'autre État contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre État qui se trouvent dans la même situation.

2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant n'est pas établie dans cet autre État d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre État qui exercent la même activité.

3. Aucune disposition du présent article ne peut être interprétée comme obligeant un État contractant à accorder aux résidents de l'autre État contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

4. Les sociétés qui résident dans un État contractant et dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre État contractant ne sont soumises dans le premier État à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres sociétés similaires qui résident dans le premier État et dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents d'un État tiers.

5. Dans le présent article, le terme « imposition » désigne les impôts visés par la présente Convention.

ARTICLE 25

Mutual Agreement Procedure

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, address to the competent authority of the Contracting State of which he is a resident an application in writing stating the grounds for claiming the revision of such taxation. To be admissible, the said application must be submitted within two years from the first notification of the action which gives rise to taxation not in accordance with the Convention.

2. The competent authority referred to in paragraph 1 shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at an appropriate solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation not in accordance with the Convention.

3. A Contracting State shall not, after the expiry of the time limits provided in its national laws and, in any case, after five years from the end of the taxable period in which the income concerned has accrued, increase the tax base of a resident of either of the Contracting States by including therein items of income which have also been charged to tax in the other Contracting State. This paragraph shall not apply in the case of fraud, willful default or neglect.

4. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Convention. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Convention.

5. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs.

ARTICLE 26

Exchange of Information

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is necessary for carrying out the provisions of this Convention and of the domestic laws of the Contracting States concerning taxes covered by the Convention insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Convention. The exchange of information is not restricted by Article 1. Any information received by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as secret information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) involved in the assessment or collection of, the enforcement in respect of, or the determination of

ARTICLE 25

Procédure amiable

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un État contractant ou par les deux États contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces États, adresser à l'autorité compétente de l'État contractant dont elle est un résident une demande écrite et motivée de révision de cette imposition. Pour être recevable, ladite demande doit être présentée dans un délai de deux ans à compter de la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme à la Convention.

2. L'autorité compétente visée au paragraphe 1 s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre État contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention.

3. Un État contractant n'augmente pas la base imposable d'un résident de l'un ou l'autre État contractant en y incluant des éléments de revenu qui ont déjà été imposés dans l'autre État contractant, après l'expiration des délais prévus par sa législation nationale et, en tout cas, après l'expiration de cinq ans à dater de la fin de la période imposable au cours de laquelle les revenus en cause ont été réalisés. Le présent paragraphe ne s'applique pas en cas de fraude, d'omission volontaire ou de négligence.

4. Les autorités compétentes des États contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.

5. Les autorités compétentes peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents.

ARTICLE 26

Échange de renseignements

1. Les autorités compétentes des États contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou celles de la législation interne des États contractants relative aux impôts visés par la Convention dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1. Les renseignements reçus par un État contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements secrets obtenus en application de la législation interne de cet État et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des

appeals in relation to, the taxes covered by the Convention. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

2. Nothing in paragraph 1 shall be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

(a) to carry out administrative measures at variance with the laws or the administrative practice of that or of the other Contracting State;

(b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;

(c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information, the disclosure of which would be contrary to public policy (ordre public).

3. If information is requested by a Contracting State in accordance with this Article, the other Contracting State shall endeavour to obtain the information to which the request relates in the same way as if its own taxation was involved notwithstanding the fact that the other State does not, at that time, need such information. If specifically requested by the competent authority of a Contracting State, the competent authority of the other Contracting State shall endeavour to provide information under this Article in the form requested to the same extent such information can be obtained under the laws and administrative practices of that other State with respect to its own taxes.

ARTICLE 27

Diplomatic Agents and Consular Officers

1. Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of diplomatic agents or consular officers under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

2. Notwithstanding Article 4, an individual who is a member of a diplomatic mission, consular post or permanent mission of a Contracting State which is situated in the other Contracting State or in a third State shall be deemed for the purposes of the Convention to be a resident of the sending State if he is liable in the sending State to the same obligations in relation to tax on his total income as are residents of that sending State.

3. The Convention shall not apply to international organizations, to organs or officials thereof and to persons who are members of a diplomatic mission, consular post or permanent mission of a third State or group of States, being present in a Contracting State and who are not liable in either Contracting

impôts visés par la Convention, par la mise à exécution de ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent faire état de ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un État contractant l'obligation :

a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation ou à sa pratique administrative ou à celles de l'autre État contractant;

b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre État contractant;

c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

3. Lorsqu'un État contractant demande des renseignements en conformité avec le présent article, l'autre État s'efforce d'obtenir les renseignements relatifs à cette demande de la même façon que si ses propres impôts étaient en jeu même si cet autre État n'a pas besoin, au même moment, de ces renseignements. Si la demande le requiert expressément, les autorités compétentes de cet autre État s'efforce de fournir les renseignements demandés en vertu du présent article sous la forme requise dans la mesure où ces renseignements peuvent être obtenus sur la base de la législation ou dans le cadre de la pratique administrative relative aux propres impôts de cet autre État.

ARTICLE 27

Agents diplomatiques et fonctionnaires consulaires

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les agents diplomatiques ou les fonctionnaires consulaires en vertu soit des règles générales du droit des gens, soit des dispositions d'accords particuliers.

2. Nonobstant l'article 4, une personne physique qui est membre d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un État contractant qui est situé dans l'autre État contractant ou dans un État tiers est considérée, aux fins de la Convention, comme un résident de l'État accréditant à condition qu'elle soit soumise dans l'État accréditant aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur l'ensemble de son revenu, que les résidents de cet État.

3. La Convention ne s'applique pas aux organisations internationales, à leurs organes ou à leurs fonctionnaires, ni aux personnes qui sont membres d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un État tiers lorsqu'ils se trouvent sur le territoire d'un État contractant et ne

State to the same obligations in relation to tax on their total income as are residents thereof.

ARTICLE 28

Miscellaneous Rules

1. The provisions of this Convention shall not be construed to restrict in any manner any exemption, allowance, credit or other deduction accorded

(a) by the laws of a Contracting State in the determination of the tax imposed by that State; or

(b) by any other agreement entered into by a Contracting State.

2. Nothing in the Convention shall be construed as preventing a Contracting State from imposing a tax on amounts included in the income of a resident of that State with respect to a partnership, trust, or controlled foreign affiliate, in which the resident has an interest.

ARTICLE 29

Entry into Force

1. This Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Ottawa.

2. The Convention shall enter into force upon the exchange of instruments of ratification and its provisions shall have effect:

(a) in Canada:

(i) in respect of tax withheld at the source on amounts paid or credited to non-residents on or after the first day of the month next following that in which the Convention enters into force; and

(ii) in respect of other Canadian tax for taxation years beginning on or after the first day of the month next following that in which the Convention enters into force;

(b) in Czechoslovakia:

(i) in respect of taxes withheld at source, to amounts derived on or after the first day of the month next following that in which the Convention enters into force;

(ii) in respect of other taxes on income and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxable year beginning on or after the first day of the month next following that in which the Convention enters into force.

3. Paragraph 1 of Article 9 of the Agreement between Canada and Czechoslovakia on air transport signed in Prague on the 20th of March, 1969, shall cease to have effect when the provisions of this Convention come into effect.

sont pas soumis dans l'un ou l'autre État contractant aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur l'ensemble du revenu, que les résidents desdits États.

ARTICLE 28

Dispositions diverses

1. Les dispositions de la présente Convention ne peuvent être interprétées comme limitant d'une manière quelconque les exonérations, abattements, déductions, crédits ou autres allègements qui sont ou seront accordés :

a) par la législation d'un État contractant pour la détermination de l'impôt prélevé par cet État; ou

b) par tout autre accord conclu par un État contractant.

2. Les dispositions de la Convention ne peuvent être interprétées comme empêchant un État contractant de prélever un impôt sur les montants inclus dans le revenu d'un résident de cet État à l'égard d'une société de personnes, une fiducie ou une corporation étrangère affiliée contrôlée dans laquelle le résident possède une participation.

ARTICLE 29

Entrée en vigueur

1. La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Ottawa.

2. La Convention entrera en vigueur dès l'échange des instruments de ratification et ses dispositions seront applicables :

a) au Canada :

(i) à l'égard de l'impôt retenu à la source sur les montants payés à des non-résidents ou portés à leur crédit à partir du premier jour du mois qui suit immédiatement le mois de l'entrée en vigueur de la Convention, et

(ii) à l'égard des autres impôts canadiens, pour toute année d'imposition commençant à partir du premier jour du mois qui suit immédiatement le mois de l'entrée en vigueur de la Convention;

b) en Tchécoslovaquie :

(i) à l'égard des impôts retenus à la source sur les montants gagnés à partir du premier jour du mois qui suit immédiatement le mois de l'entrée en vigueur de la Convention,

(ii) à l'égard des autres impôts sur le revenu et les impôts sur la fortune, aux impôts payables pour toute année d'imposition commençant à partir du premier jour du mois qui suit immédiatement le mois de l'entrée en vigueur de la Convention.

3. Le paragraphe 1 de l'article 9 de l'Accord entre le Canada et la Tchécoslovaquie sur le transport aérien signé à Prague le 20 mars 1969 cesse d'être applicable à partir du moment où les dispositions de cette Convention sont applicables.

ARTICLE 30

Termination

This Convention shall continue in effect indefinitely but either Contracting State may, on or before June 30 of any calendar year beginning after the expiration of five years from the date of its entry into force, give to the other Contracting State a notice of termination in writing through diplomatic channels; in such event, the Convention shall cease to have effect:

(a) in Canada:

- (i) in respect of tax withheld at the source on amounts paid or credited to non-residents on or after the first day of January of the next following calendar year; and
- (ii) in respect of other Canadian tax for taxation years beginning on or after the first day of January of the next following calendar year;

(b) in Czechoslovakia:

- (i) in respect of taxes withheld at source, to amounts derived on or after the first day January of the next following calendar year;
- (ii) in respect of other taxes on income and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxable year beginning on or after the first day of January of the next following calendar year.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorized thereto, have signed this convention.

DONE in duplicate at Prague, this 30th day of August, 1990 in the English, French, and Czech languages, each version being equally authentic.

FOR THE GOVERNMENT
OF CANADA:

Otto Jelinek

FOR THE GOVERNMENT
OF THE CZECH AND
SLOVAK FEDERAL
REPUBLIC:

Vaclav Klaus

ARTICLE 30

Dénonciation

La présente Convention restera indéfiniment en vigueur, mais chacun des États contractants pourra, jusqu'au 30 juin inclus de toute année civile qui commence une fois révolue la cinquième année suivant la date de son entrée en vigueur, donner par la voie diplomatique un avis écrit de dénonciation à l'autre État contractant; dans ce cas, la Convention cesse d'être applicable :

a) au Canada :

- (i) à l'égard de l'impôt retenu à la source sur les montants payés à des non-résidents ou portés à leur crédit à partir du 1^{er} janvier de l'année civile subséquente, et
- (ii) à l'égard des autres impôts canadiens, pour toute année d'imposition commençant à partir du 1^{er} janvier de l'année civile subséquente;

b) en Tchécoslovaquie :

- (i) à l'égard des impôts retenus à la source sur les montants gagnés à partir du 1^{er} janvier de l'année civile subséquente, et
- (ii) à l'égard des autres impôts sur le revenu et les impôts sur la fortune, aux impôts payables pour toute année d'imposition commençant à partir du 1^{er} janvier de l'année civile subséquente.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT en double exemplaire à Prague, le 30 août 1990, en langues française, anglaise et tchécoslovaque, chaque version faisant également foi.

POUR LE GOUVERNEMENT DU
CANADA :

Otto Jelinek

POUR LE GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE
FÉDÉRATIVE TCHÈQUE
ET SLOVAQUE :

Vaclav Klaus

SCHEDULE III
(Section 14)

CONVENTION BETWEEN THE GOVERNMENT OF
CANADA AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED
MEXICAN STATES FOR THE AVOIDANCE OF
DOUBLE TAXATION AND THE PREVENTION OF
FISCAL EVASION WITH RESPECT TO TAXES ON
INCOME

The Government of Canada and the Government of the United Mexican States, desiring to conclude a Convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income, have agreed as follows:

I. SCOPE OF THE CONVENTION

ARTICLE 1

Personal Scope

This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.

ARTICLE 2

Taxes Covered

1. This Convention shall apply to taxes on income imposed on behalf of each Contracting State, irrespective of the manner in which they are levied.

2. There shall be regarded as taxes on income all taxes imposed on total income, or on elements of income, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property.

3. The existing taxes to which the Convention shall apply are, in particular:

a) in the case of Canada:

the taxes imposed by the Government of Canada under the Income Tax Act, (hereinafter referred to as "Canadian tax");

b) in the case of Mexico:

the income tax under the Income Tax Law; and
the assets tax under the Assets Tax Law;
(hereinafter referred to as "Mexican tax").

4. The Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes which are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of any significant changes which have been made in their respective taxation laws.

ANNEXE III
article 14

CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU
CANADA ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS
MEXICAINS EN VUE D'ÉVITER LES DOUBLES
IMPOSITIONS ET DE PRÉVENIR L'ÉVASION FISCALE
EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis Mexicains, désireux de conclure une Convention en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, sont convenus des dispositions suivantes:

I. CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

ARTICLE 1

Personnes visées

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un État contractant ou des deux États contractants.

ARTICLE 2

Impôts visés

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu perçus pour le compte de chacun des États contractants, quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu les impôts perçus sur le revenu total ou sur des éléments du revenu, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment:

a) en ce qui concerne le Canada:

(i) les impôts qui sont perçus par le Gouvernement du Canada en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, (ci-après dénommés « impôt canadien »);

b) en ce qui concerne le Mexique:

(i) l'impôt sur le revenu en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, et
(ii) l'impôt sur les actifs en vertu de la *Loi de l'impôt sur les actifs*;
(ci-après dénommés « impôt mexicain »).

4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des États contractants se communiquent les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.

II. DEFINITIONS

ARTICLE 3

General Definitions

1. In this Convention, unless the context otherwise requires:

- a) the term "Canada" used in a geographical sense, means the territory of Canada;
- b) the term "Mexico" means the United Mexican States;
- c) the terms "a Contracting State" and "the other Contracting State" means, as the context requires, Canada or the United Mexican States;
- d) the term "person" includes an individual, an estate, a trust, a company, a partnership and any other body of persons;
- e) the term "company" means any body corporate or any entity which is treated as a body corporate for tax purposes; in French, the term "société" also means a "corporation" within the meaning of Canadian law;
- f) the term "competent authority" means:
 - (i) in the case of Canada, the Minister of National Revenue or the Minister's authorized representative;
 - (ii) in the case of Mexico, the Ministry of Finance and Public Credit;
- g) the term "tax" means Canadian tax or Mexican tax, as the context requires;
- h) the term "national" means:
 - (i) any individual possessing the nationality of a Contracting State;
 - (ii) any legal person, partnership and association deriving its status as such from the laws in force in a Contracting State;
- i) the term "international traffic" with reference to a resident of a Contracting State means any voyage of a ship or aircraft to transport passengers or property (whether or not operated or used by that resident) except where the principal purpose of the voyage is to transport passengers or property between places within the other Contracting State.

2. As regards the application of the Convention by a Contracting State at any time, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning which it has at that time under the law of that State for the purposes of the taxes to which the Convention applies.

ARTICLE 4

Resident

1. For the purposes of this Convention, the term "resident of a Contracting State" means:

- a) any person who, under the laws of that State, is liable to tax therein by reason of the person's domicile, residence,

II. DÉFINITIONS

ARTICLE 3

Définitions générales

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente:

- a) le terme « Canada », employé dans un sens géographique, désigne le territoire du Canada;
- b) le terme « Mexique » désigne les États-Unis Mexicains;
- c) les expressions « un État contractant » et « l'autre État contractant » désignent, suivant le contexte, le Canada ou les États-Unis Mexicains;
- d) le terme « personne » comprend les personnes physiques, les successions (estates), les fiducies (trusts), les sociétés, les sociétés de personnes (partnerships) et tous autres groupements de personnes;
- e) le terme « société » désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition; il désigne également une « corporation » au sens du droit canadien;
- f) l'expression « autorité compétente » désigne:
 - (i) en ce qui concerne le Canada, le ministre du Revenu national ou son représentant autorisé;
 - (ii) en ce qui concerne le Mexique, le ministère des Finances et du Crédit Public;
- g) le terme « impôt » désigne, suivant le contexte, l'impôt canadien ou l'impôt mexicain;
- h) le terme « national » désigne:
 - (i) toute personne physique qui possède la nationalité d'un État contractant;
 - (ii) toute personne morale, société de personnes et association constituées conformément à la législation en vigueur dans un État contractant;
- i) l'expression « trafic international », en ce qui concerne un résident d'un État contractant, désigne tout voyage effectué par un navire ou un aéronef pour transporter des passagers ou des biens (qu'il soit ou non exploité ou utilisé par ce résident) sauf lorsque l'objet principal du voyage est de transporter des passagers ou des biens entre des points situés dans l'autre État contractant.

2. Pour l'application, à un moment donné, de la Convention par un État contractant, toute expression qui n'y est pas définie a le sens que lui attribue, à ce moment, le droit de cet État aux fins des impôts auxquels s'applique la Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

ARTICLE 4

Résident

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « résident d'un État contractant » désigne:

- a) toute personne qui, en vertu de la législation de cet État, est assujettie à l'impôt dans cet État en raison de son

place of management, place of incorporation or any other criterion of a similar nature;

b) the Government of that State or a political subdivision or local authority thereof or any agency or instrumentality of any such government, subdivision or authority.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1, an individual is a resident of both Contracting States, then the individual's status shall be determined as follows:

a) the individual shall be deemed to be a resident of the State in which the individual has a permanent home available; if the individual has a permanent home available in both States, the individual shall be deemed to be a resident of the State with which the individual's personal and economic relations are closer (centre of vital interests);

b) if the State in which the individual's centre of vital interests cannot be determined, or if there is not a permanent home available to the individual in either State, the individual shall be deemed to be a resident of the State in which the individual has an habitual abode;

c) an individual who has an habitual abode in both States or in neither of them shall be deemed to be a resident of the State of which the individual is a national;

d) in any other case, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, the competent authorities of the Contracting States shall by mutual agreement endeavour to settle the question and to determine the mode of application of the Convention to such person. In the absence of such agreement such person shall be considered to be outside the scope of Articles 6 to 21 inclusive and Article 23.

ARTICLE 5

Permanent Establishment

1. For the purposes of this Convention, the term "permanent establishment" means a fixed place of business through which the business of a resident of a Contracting State is wholly or partly carried on.

2. The term "permanent establishment" includes especially:

- a) a place of management;
- b) a branch;
- c) an office;
- d) a factory;
- e) a workshop, and
- f) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.

domicile, de sa résidence, de son siège de direction, de son lieu de constitution ou de tout autre critère de nature analogue;

b) le Gouvernement de cet État ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales ou toute personne morale ressortissant au droit public d'un tel gouvernement, subdivision ou collectivité.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux États contractants, sa situation est réglée de la manière suivante:

a) cette personne est considérée comme un résident de l'État où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux États, elle est considérée comme un résident de l'État avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);

b) si l'État où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des États, elle est considérée comme un résident de l'État où elle séjourne de façon habituelle;

c) une personne qui séjourne de façon habituelle dans les deux États ou qui ne séjourne pas de façon habituelle dans aucun d'eux, est considérée comme un résident de l'État dont elle possède la nationalité;

d) dans tout autre cas, les autorités compétentes des États contractants tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux États contractants, les autorités compétentes des États contractants s'efforcent d'un commun accord de trancher la question et de déterminer les modalités d'application de la Convention à ladite personne. À défaut d'un tel accord, ladite personne est considérée comme étant exclue du champ d'application des articles 6 à 21 inclus et de l'article 23.

ARTICLE 5

Établissement stable

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle un résident d'un État contractant exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression « établissement stable » comprend notamment:

- a) un siège de direction;
- b) une succursale;
- c) un bureau;
- d) une usine;
- e) un atelier; et
- f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.

3. The term "permanent establishment" likewise encompasses a building site, a construction, assembly or installation project or supervisory activities in connection therewith, but only where such site, project or activities continue for a period of more than six months.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term "permanent establishment" in respect of a resident of a Contracting State shall be deemed not to include:

- a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the resident;
- b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the resident solely for the purpose of storage, display or delivery;
- c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the resident solely for the purpose of processing by another person;
- d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the resident;
- e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of advertising, for the supply of information, for scientific research, or for preparations relating to the placement of loans or for similar activities which have a preparatory or auxiliary character, for the resident;
- f) the maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in subparagraphs a) to e) provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person — other than an agent of an independent status to whom paragraph 7 applies — is acting on behalf of a resident of a Contracting State and has, and habitually exercises in the other Contracting State an authority to conclude contracts in the name of the resident, that resident shall be deemed to have a permanent establishment in that other State in respect of any business activities which that person undertakes for the resident unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

6. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, an insurance company which is a resident of a Contracting State shall, except in regard to re-insurance, be deemed to have a permanent establishment in the other Contracting State if it collects premiums in the territory of that other State or insures risk situated therein through a representative who is employed or carries on business in that other State, other than an agent of an independent status to whom paragraph 7 applies.

3. L'expression « établissement stable » comprend également un chantier de construction ou une chaîne de montage ou d'assemblage ou des activités de surveillance s'y exerçant, lorsque ce chantier, cette chaîne ou ces activités ont une durée supérieure à six mois.

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas « établissement stable » à l'égard d'un résident d'un État contractant si:

- a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant au résident;
- b) des marchandises appartenant au résident sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;
- c) des marchandises appartenant au résident sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre personne;
- d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour le résident;
- e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de publicité, de fourniture d'informations, de recherche scientifique, de travaux reliés au placement de prêts ou d'activités analogues qui ont un caractère préparatoire ou auxiliaire, pour le résident;
- f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne — autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 7 — agit pour le compte d'un résident d'un État contractant et dispose dans l'autre État contractant de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom du résident, ce résident est considéré comme ayant un établissement stable dans cet autre État pour toutes les activités commerciales que cette personne exerce pour le résident, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

6. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, sauf en matière de réassurance, une société d'assurance qui est un résident d'un État contractant est considérée comme ayant un établissement stable dans l'autre État contractant si elle perçoit des primes sur le territoire de cet autre État ou assure des risques qui y sont encourus, par l'intermédiaire d'un représentant qui est employé ou qui exerce une activité industrielle ou commerciale dans cet autre État, autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 7.

7. A resident of a Contracting State shall not be deemed to have a permanent establishment in the other Contracting State merely because it carries on business in that other State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business. However, when the activities of such an agent are exercised wholly or almost wholly on behalf of that resident, that agent will not be considered an agent of an independent status within the meaning of this paragraph.

8. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

III. TAXATION OF INCOME

ARTICLE 6

Income from Immovable Property

1. Income derived by a resident of a Contracting State from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. For the purposes of this Convention, the term "immovable property" shall have the meaning which it has for the purposes of the taxation law of the Contracting State in which the property in question is situated and shall include any option or similar right in respect thereof. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property and to income from the alienation of such property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property used in carrying on a business or in the performance of independent personal services.

ARTICLE 7

Business Profits

1. The business profits of a resident of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the resident carries on or has carried on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the

7. Un résident d'un État contractant n'est pas considéré comme ayant un établissement stable dans l'autre État contractant du seul fait qu'il y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité. Toutefois, lorsque les activités d'un tel agent sont exercées exclusivement ou presque exclusivement pour le compte de ce résident, il n'est pas considéré comme un agent jouissant d'un statut indépendant au sens du présent paragraphe.

8. Le fait qu'une société qui est un résident d'un État contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre État contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

III. IMPOSITION DES REVENUS

ARTICLE 6

Revenus immobiliers

1. Les revenus qu'un résident d'un État contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre État contractant, sont imposables dans cet autre État.

2. Au sens de la présente Convention, l'expression « biens immobiliers » a le sens qui lui est attribué aux fins de la législation fiscale de l'État contractant où les biens considérés sont situés et comprend une option ou droit semblable y relatif. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers et aux revenus provenant de l'aliénation de tels biens.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers utilisés dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale ou dans l'exercice d'une profession indépendante.

ARTICLE 7

Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'entreprise d'un résident d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État, à moins que le résident n'exerce ou n'a exercé son activité dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y

resident carries on or has carried on business as aforesaid, the business profits of the resident may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment. If a company which is a resident of a Contracting State has a permanent establishment in the other Contracting State and alienates property to persons in that other State that is identical or similar to property alienated through that permanent establishment, the profits from such alienations shall be attributed to that permanent establishment. However, the profits derived from such alienations shall not be attributed to that permanent establishment if the company establishes that such alienations have been carried out for a purpose other than that of obtaining a benefit from the provisions of this Convention.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where a resident of a Contracting State carries on or has carried on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the business profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate person engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the resident and with all other persons.

3. In the determination of the business profits of a permanent establishment of a person, there shall be allowed those deductible expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment including executive and general administrative expenses, whether incurred in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere. However, no such deduction shall be allowed in respect of amounts, if any, paid (otherwise than as a reimbursement of actual expenses) by the permanent establishment to the head office or any other office of the person as royalties, fees or other similar payments in return for the use of patents or other rights, or by way of a commission, for specific services performed or for management, or, except in the case of a bank, as interest on moneys lent to the permanent establishment.

4. No business profits shall be attributed to a permanent establishment of a person by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the person.

5. For the purposes of the preceding paragraphs, the business profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.

6. Where business profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of the Convention, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

est situé. Si le résident exerce ou a exercé son activité d'une telle façon, les bénéfices d'entreprise du résident sont imposables dans l'autre État mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable. Si une société qui est un résident d'un État contractant a un établissement stable dans l'autre État contractant et aliène, au bénéfice d'une personne dans cet autre État, un bien qui est identique ou similaire à des biens qui sont aliénés par l'intermédiaire de l'établissement stable, les bénéfices provenant d'une telle aliénation sont imputables à cet établissement stable. Toutefois, les bénéfices provenant de cette aliénation ne sont pas imputables à cet établissement stable si la société établie que ladite aliénation a été faite dans un but autre que celui de tirer avantage des dispositions de la présente Convention.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'un résident d'un État contractant exerce ou a exercé son activité dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque État contractant, à cet établissement stable les bénéfices d'entreprise qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une personne distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec le résident dont il constitue un établissement stable et avec toutes autres personnes.

3. Pour déterminer les bénéfices d'entreprise d'un établissement stable d'une personne, sont admises en déduction les dépenses déductibles qui sont exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'État où est situé cet établissement stable, soit ailleurs. Toutefois, aucune déduction n'est admise pour les sommes qui seraient, le cas échéant, versées (à d'autres titres que le remboursement de frais encourus) par l'établissement stable au siège central ou à l'un quelconque des autres bureaux de la personne en tant que redevances, honoraires ou autres paiements similaires pour l'usage d'un brevet ou d'autres droits, ou comme commission, pour des services précis rendus ou pour des activités de direction ou, sauf dans le cas d'une banque, en tant qu'intérêts sur des sommes prêtées à l'établissement stable.

4. Aucun bénéfice d'entreprise n'est imputé à un établissement stable d'une personne du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour cette personne.

5. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices d'entreprise à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

6. Lorsque les bénéfices d'entreprise comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

ARTICLE 8

Shipping and Air Transport

1. Profits derived by a resident of a Contracting State from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in that State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1 and Article 7, profits derived from the operation of ships or aircraft used principally to transport passengers or goods exclusively between places in a Contracting State may be taxed in that State.

3. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall also apply to profits referred to in those paragraphs derived by a resident of a Contracting State from its participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

4. In this Article,

a) the term "profits" includes:

(i) profits, net profits, gross receipts and revenues derived directly from the operation of ships or aircraft in international traffic, and

(ii) interest on sums generated directly from the operation of ships or aircraft in international traffic provided that such interest is incidental to the operation.

b) the term "operation of ships or aircraft" in international traffic by a person, includes

(i) the charter or rental of ships or aircraft,

(ii) the rental of containers and related equipment, and

(iii) the alienation of ships, aircraft, containers and related equipment,

by that person provided that such charter, rental or alienation is incidental to the operation by that person of ships or aircraft in international traffic but does not include the transportation by a person by any other means of transport or the provision of accommodation.

ARTICLE 9

Associated Persons

1. Where

a) a resident of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of a resident of the other Contracting State, or

b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of a resident of a Contracting State and a resident of the other Contracting State,

and in either case conditions are made or imposed between the two persons in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent persons, then any income or profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the persons, but, by reason of

ARTICLE 8

Navigation maritime et aérienne

1. Les bénéfices qu'un résident d'un État contractant tire de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans cet État.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 et de l'article 7, les bénéfices provenant de l'exploitation de navires ou d'aéronefs utilisés principalement pour transporter des passagers ou des marchandises exclusivement entre des points situés dans un État contractant sont imposables dans cet État.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 s'appliquent aussi aux bénéfices visés audits paragraphes qu'un résident d'un État contractant tire de sa participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

4. Au sens du présent article,

a) le terme « bénéfices » comprend:

(i) les bénéfices, les bénéfices nets, les recettes brutes et les revenus provenant directement de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs, et

(ii) les intérêts sur les sommes provenant directement de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs à condition que ces intérêts soient accessoires à cette exploitation.

b) l'expression « exploitation de navires ou d'aéronefs » en trafic international par une personne, comprend

(i) l'affrètement ou la location de navires ou d'aéronefs,

(ii) la location de conteneurs et d'équipements accessoires, et

(iii) l'aliénation de navires, d'aéronefs, de conteneurs et d'équipements accessoires,

par cette personne pourvu que cet affrètement, location ou aliénation soit accessoire à l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs par cette personne mais ne comprend pas le transport, par une personne, par tout autre moyen de transport ni la fourniture de logement.

ARTICLE 9

Personnes associées

1. Lorsque

a) un résident d'un État contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'un résident de l'autre État contractant, ou que

b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'un résident d'un État contractant et d'un résident de l'autre État contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux personnes sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des personnes indépendantes, les revenus ou les

those conditions, have not so accrued, may be included in the income or profits of that person and taxed accordingly.

2. Where a Contracting State includes in the income or profits of a resident of that State — and taxes accordingly — income or profits on which a resident of the other Contracting State has been charged to tax in that other State and the amount so included is income or profits which would have accrued to the first-mentioned person if the conditions made between the two persons had been those which would have been made between independent persons, then that other State shall where it agrees with the inclusion make an appropriate adjustment to the amount of tax charged therein on that income or those profits. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Convention and the competent authorities of the Contracting States shall if necessary consult each other.

3. A Contracting State shall not change the income or profits of a person in the circumstances referred to in paragraph 1 after the expiry of the time limits provided in its national laws and, in any case, after five years from the end of the year in which the income or profits which would be subject to such change would, but for the conditions referred to in paragraph 1, have accrued to that person.

4. The provisions of paragraphs 2 and 3 shall not apply in the case of fraud, wilful default or neglect.

ARTICLE 10

Dividends

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the dividends the tax so charged shall not exceed:

- a) 10 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company which controls directly or indirectly at least 25 per cent of the voting power in the company paying the dividends;
- b) 15 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

The provisions of this paragraph shall not affect the taxation of the company on the profits out of which the dividends are paid.

3. The term "dividends" as used in this Article means income from shares, "jouissance" share or "jouissance" rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income which is subjected to

bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des personnes mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les revenus ou les bénéfices de cette personne et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un État contractant inclut dans les revenus ou les bénéfices d'un résident de cet État — et impose en conséquence — des revenus ou des bénéfices sur lesquels un résident de l'autre État contractant a été imposé dans cet autre État, et que les montants ainsi inclus sont des revenus ou des bénéfices qui auraient été réalisés par la personne du premier État si les conditions convenues entre les deux personnes avaient été celles qui auraient été convenues entre des personnes indépendantes, s'il est d'accord avec les montants inclus l'autre État procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces revenus ou ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si c'est nécessaire, les autorités compétentes des États contractants se consultent.

3. Un État contractant ne rectifiera pas les revenus ou les bénéfices d'une personne dans les cas visés au paragraphe 1 après l'expiration des délais prévus par sa législation nationale et, en tout cas, après l'expiration de cinq ans à dater de la fin de l'année au cours de laquelle les revenus ou les bénéfices qui feraient l'objet d'une telle rectification auraient, sans les conditions mentionnées au paragraphe 1, été réalisés par cette personne.

4. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 ne s'appliquent pas en cas de fraude, d'omission volontaire ou de négligence.

ARTICLE 10

Dividendes

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un État contractant à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'État contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident et selon la législation de cet État, mais si la personne qui reçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder:

- a) 10 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société qui contrôle directement ou indirectement au moins 25 pour cent des droits de vote de la société qui paie les dividendes;
- b) 15 pour cent du montant brut des dividendes, dans tous les autres cas.

Les dispositions du présent paragraphe n'affectent pas l'imposition de la société sur les bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme « dividendes » employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus

the same taxation treatment as income from shares by the laws of the State of which the company making the distribution is a resident.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

5. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base situated in that other State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

6. Nothing in this Convention shall be construed as preventing a Contracting State from imposing on the earnings of a company attributable to a permanent establishment in that State, a tax in addition to the tax which would be chargeable on the earnings of a company which is a national of that State, provided that any additional tax so imposed shall not exceed 10 per cent of the amount of such earnings which have not been subjected to such additional tax in previous taxation years. For the purpose of this provision, the term "earnings" means the profits or income attributable to a permanent establishment or immovable property in a Contracting State and gains that may be taxed in that State in accordance with the provisions of Article 13 after deducting therefrom all taxes, other than the additional tax referred to herein, imposed in that State on such profits, income or gains.

ARTICLE 11

Interest

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such interest may also be taxed in the Contracting State in which it arises, and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the interest the tax so charged shall not exceed 15 per cent of the gross amount of the interest.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2,

soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation de l'État dont la société distributrice est un résident.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un État contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre État contractant, cet autre État ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre État ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre État, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre État.

6. Aucune disposition de la présente Convention ne peut être interprétée comme empêchant un État contractant de percevoir, sur les revenus d'une société imputables à un établissement stable dans cet État, un impôt qui s'ajoute à l'impôt qui serait applicable aux revenus d'une société qui est un national de cet État, pourvu que l'impôt additionnel ainsi établi n'excède pas 10 pour cent du montant des revenus qui n'ont pas été assujettis audit impôt additionnel au cours des années d'imposition précédentes. Au sens de la présente disposition, le terme « revenus » désigne les bénéfices ou les revenus imputables à un établissement stable ou à des biens immobiliers dans un État contractant et les gains qui sont imposables dans cet État conformément aux dispositions de l'article 13, après déduction de tous les impôts, autres que l'impôt additionnel visé au présent paragraphe, prélevés par cet État sur lesdits bénéfices, revenus ou gains.

ARTICLE 11

Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'État contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet État, mais si la personne qui reçoit les intérêts en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 pour cent du montant brut des intérêts.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2,

a) interest arising in a Contracting State may be taxed only in the other Contracting State where the beneficial owner is a resident of that other State and the person paying the interest or the recipient thereof is the Government of a Contracting State or a political subdivision or local authority thereof;

b) interest arising in Mexico and paid to a resident of Canada who is the beneficial owner thereof shall be taxable only in Canada if it is paid in respect of a loan for a period of not less than three years made, guaranteed or insured, or a credit for such period extended, guaranteed or insured by the Export Development Corporation;

c) interest arising in Canada and paid to a resident of Mexico who is the beneficial owner thereof shall be taxable only in Mexico if it is paid in respect of a loan for a period of not less than three years made, guaranteed or insured, or a credit for such period extended, guaranteed or insured by Banco Nacional de Comercio Exterior, S.N.C..

4. The term "interest" as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures, as well as income which is subjected to the same taxation treatment as income from money lent by the laws of the State in which the income arises. However, the term "interest" does not include income dealt with in Article 8 or Article 10.

5. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the interest arises through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

6. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether that person is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

7. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person;

a) the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this

a) les intérêts provenant d'un État contractant ne sont imposables que dans l'autre État contractant lorsque le bénéficiaire effectif est un résident de cet autre État et la personne qui paie les intérêts ou le récipiendaire de ces intérêts est le Gouvernement d'un État contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales;

b) les intérêts provenant du Mexique et payés à un résident du Canada qui en est le bénéficiaire effectif ne sont imposables qu'au Canada s'ils sont payés en raison d'un prêt d'une durée minimum de trois ans fait, garanti ou assuré, ou d'un crédit d'une telle durée consenti, garanti ou assuré par la Société pour l'expansion des exportations; et

c) les intérêts provenant du Canada et payés à un résident du Mexique qui en est le bénéficiaire effectif ne sont imposables qu'au Mexique s'ils sont payés en raison d'un prêt d'une durée minimum de trois ans fait, garanti ou assuré, ou d'un crédit d'une telle durée consenti, garanti ou assuré par la Banque nationale du Commerce extérieur (Banco Nacional de Comercio Exterior, S.N.C.).

4. Le terme « intérêts » employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunt, y compris les primes et lots attachés à ces titres, ainsi que tous autres revenus soumis au même régime fiscal que les revenus de sommes prêtées par la législation de l'État d'où proviennent les revenus. Toutefois, le terme « intérêts » ne comprend pas les revenus visés à l'article 8 ou à l'article 10.

5. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

6. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un État contractant lorsque le débiteur est un résident de cet État. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un État contractant, a dans un État contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'État où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes,

a) le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent

Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention;

b) the conditions (including amount) of the debt-claim differ from those that would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the interest thereon may be taxable according to paragraph 2 of Article 10.

ARTICLE 12

Royalties

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such royalties may also be taxed in the Contracting State in which they arise, and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the royalties the tax so charged shall not exceed 15 per cent of the gross amount of the royalties.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, copyright royalties and other like payments in respect of the production or reproduction of any cultural, dramatic, musical or other artistic work (but not including royalties in respect of motion picture films and works on film or videotape or other means of reproduction for use in connection with television) arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State who is subject to tax thereon shall be taxable only in that other State.

4. The term "royalties" as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright, patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process or other intangible property, or for the use of, or the right to use, industrial, commercial or scientific equipment, or for information concerning, industrial, commercial or scientific experience, and includes payments of any kind in respect of motion picture films and works on film, videotape or other means of reproduction for use in connection with television. The term "royalties" also includes gains derived from the alienation of any such right or property which are contingent on the productivity or use thereof.

5. The provisions of paragraphs 1, 2 and 3 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties arise through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establish-

qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque État contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention;

b) les conditions (y compris le montant) de la créance sont différentes de celles dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les intérêts sur cette créance peuvent être imposés conformément au paragraphe 2 de l'article 10.

ARTICLE 12

Redevances

1. Les redevances provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'État contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet État, mais si la personne qui reçoit les redevances en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 pour cent du montant brut des redevances.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les redevances à titre de droits d'auteur et autres rémunérations similaires concernant la production ou la reproduction d'une oeuvre culturelle, dramatique, musicale ou autre oeuvre artistique (à l'exclusion des redevances concernant les films cinématographiques et les oeuvres enregistrées sur films ou bandes magnétoscopiques ou autres moyens de reproduction destinés à la télévision) provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant qui est assujéti à l'impôt à l'égard de ces redevances, ne sont imposables que dans cet autre État.

4. Le terme « redevances » employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets ou de tout autre bien incorporel, ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique ou pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique; ce terme comprend aussi les rémunérations de toute nature concernant les films cinématographiques et les oeuvres enregistrées sur films, bandes magnétoscopiques ou autres moyens de reproduction destinés à la télévision. Le terme « redevances » comprend également les gains provenant de l'aliénation des droits ou des biens qui dépendent de la productivité ou de l'utilisation de tels droits ou biens.

5. Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les disposi-

ment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

6. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether that person is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the obligation to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment or fixed base, then such royalties shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

7. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

ARTICLE 13

Capital Gains

1. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of immovable property situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which a resident of a Contracting State has in the other Contracting State or of movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise carried on by such resident) or of such a fixed base may be taxed in that other State.

3. Gains from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic by a resident of a Contracting State or movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft, shall be taxable only in that State.

4. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of

a) shares (other than shares quoted on an approved stock exchange in the other State) forming part of a substantial interest in the capital stock of a company which is a resident of that other Contracting State the value of which shares is derived principally from immovable property situated in that other State; or

b) a substantial interest in a partnership, trust or estate the value of which is derived principally from immovable property situated in that other State,

tions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

6. Les redevances sont considérées comme provenant d'un État contractant lorsque le débiteur est un résident de cet État. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un État contractant, a dans un État contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel l'obligation donnant lieu au paiement des redevances a été conclue et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'État où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque État contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 13

Gains en capital

1. Les gains qu'un résident d'un État contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers situés dans l'autre État contractant, sont imposables dans cet autre État.

2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'un résident d'un État contractant a dans l'autre État contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un État contractant dispose dans l'autre État contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation globale de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise exploitée par un tel résident) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre État.

3. Les gains provenant de l'aliénation de navires ou aéronefs exploités en trafic international par un résident d'un État contractant ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs ne sont imposables que dans cet État.

4. Les gains qu'un résident d'un État contractant tire de l'aliénation

a) d'actions (autres que des actions cotées à une bourse de valeurs approuvée dans l'autre État) faisant partie d'une participation substantielle dans le capital d'une société qui est un résident de cet autre État contractant et dont la valeur des actions est principalement tirée de biens immobiliers situés dans cet autre État, ou

b) d'une participation substantielle dans une société de personnes, une fiducie ou une succession dont la valeur est principalement tirée de biens immobiliers situés dans cet autre État,

may be taxed in that other State. For the purposes of this paragraph, the term "immovable property" includes the shares of a company referred to in subparagraph *a*) or an interest in a partnership, trust or estate referred to in subparagraph *b*) but does not include any property, other than rental property, in which the business of the company, partnership, trust or estate is carried on.

5. Where a resident of one of the Contracting States alienates property in the course of a corporate amalgamation or division or of a corporate reorganization involving an exchange of shares and profit, gain or income with respect to such alienation is not recognized for the purpose of taxation in that State, if requested to do so by the person acquiring the property, the competent authority of the other Contracting State may agree, subject to terms and conditions satisfactory to such competent authority, to defer the recognition of the profit, gain or income with respect to such property for the purpose of income taxation in that other State until such time and in such manner as may be stipulated in the agreement.

6. Except as provided in Article 12, gains from the alienation of any property, other than that referred to in paragraphs 1, 2, 3 and 4 shall be taxable only in the contracting State of which the alienator is a resident.

7. The provisions of paragraph 6 shall not affect the right of a Contracting State to levy, according to its law, a tax on gains from the alienation of any property derived by an individual who is a resident of the other Contracting State and has been a resident of the first-mentioned State at any time during the six years immediately preceding the alienation of the property.

ARTICLE 14

Independent Personal Services

1. Income derived by a resident of a Contracting State in respect of professional services or other activities of an independent character shall be taxable only in that State unless the resident has regularly available a fixed base in the other Contracting State for the purpose of performing such activities. If the resident has or had such a fixed base, the income may be taxed in the other State but only so much of it as is attributable to the fixed base. For the purposes of this Convention a resident of a Contracting State shall be considered to have a fixed base in the other Contracting State throughout any twelve month period if the resident is present in that other State for more than 183 days in aggregate in that period.

2. The term "professional services" includes especially independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

sont imposables dans cet autre État. Au sens du présent paragraphe, l'expression « biens immobiliers » comprend des actions d'une société visée à l'alinéa *a*) ou une participation dans une société de personnes, une fiducie ou une succession visée à l'alinéa *b*) mais ne comprend pas les biens, autres que les biens locatifs, dans lesquels la société, la société de personnes, la fiducie ou la succession exerce son activité.

5. Lorsqu'un résident d'un État contractant aliène un bien lors d'une fusion ou d'une scission ou d'une réorganisation de sociétés impliquant un échange d'actions, et que les bénéfices, gains ou revenus relatifs à cette aliénation ne sont pas reconnus aux fins d'imposition dans cet État, si la personne qui acquiert les biens le demande, l'autorité compétente de l'autre État contractant peut, sous réserve des modalités qui lui sont satisfaisantes, accepter de différer la reconnaissance des bénéfices, gains ou revenus relatifs audit bien aux fins de l'impôt sur le revenu dans cet autre État jusqu'au moment et de la façon qui sont précisés dans l'entente.

6. Sauf dans les cas prévus à l'article 12, les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2, 3 et 4 ne sont imposables que dans l'État contractant dont le cédant est un résident.

7. Les dispositions du paragraphe 6 ne portent pas atteinte au droit de chacun des États contractants de percevoir, conformément à sa législation, un impôt sur les gains provenant de l'aliénation d'un bien et réalisés par une personne physique qui est un résident de l'autre État contractant et qui a été un résident du premier État à un moment quelconque au cours des six années précédant immédiatement l'aliénation du bien.

ARTICLE 14

Professions indépendantes

1. Les revenus qu'un résident d'un État contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet État, à moins que ce résident ne dispose de façon habituelle dans l'autre État contractant d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. Si le résident dispose, ou a disposé, d'une telle base fixe, les revenus sont imposables dans l'autre État mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cette base fixe. Au sens de la présente Convention, un résident d'un État contractant est considéré comme ayant une base fixe dans l'autre État contractant au cours de toute période de douze mois si ce résident séjourne dans cet autre État pour plus de 183 jours au total pendant cette période.

2. L'expression « profession libérale » comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

ARTICLE 15

Dependent Personal Services

1. Subject to the provisions of Article 16, 18 and 19, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if the recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve month period commencing or ending in the calendar year concerned, and either

a) the remuneration earned in the other Contracting State in the calendar year concerned does not exceed one thousand five hundred Canadian dollars (\$1,500) or its equivalent in Mexican pesos or such amount as may be specified and agreed in letters exchanged between the competent authorities of the Contracting States; or

b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State, and such remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic by a resident of a Contracting State, shall be taxable only in that State unless the remuneration is derived by a resident of the other Contracting State.

ARTICLE 16

Directors' Fees

1. Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting State in that resident's capacity as a member of the board of directors or a similar organ of a company which is a resident of the other Contracting State, may be taxed in that other State.

2. Salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in that resident's capacity as an official in a top-level managerial position of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

ARTICLE 15

Professions dépendantes

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18 et 19, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre État contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre État.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre État contractant ne sont imposables que dans le premier État si le bénéficiaire séjourne dans l'autre État pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de toute période de douze mois commençant ou se terminant dans une année civile donnée, et

a) si les rémunérations gagnées dans l'autre État contractant au cours de l'année civile considérée n'excèdent pas mille cinq cent dollars canadiens (\$1500) ou l'équivalent en pesos mexicains; ou tout autre montant désigné et accepté par échange de lettres entre les autorités compétentes des États contractants; ou

b) si les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre État et si la charge de ces rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre État.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international par un résident d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État sauf si ces rémunérations sont reçues par un résident de l'autre État contractant.

ARTICLE 16

Tantièmes

1. Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance ou d'un organe analogue d'une société qui est un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit en sa qualité de dirigeant occupant un poste de direction de haut niveau dans une société qui est un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

ARTICLE 17

Artistes and Athletes

1. Notwithstanding the provisions of Articles 7, 14 and 15, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as an athlete, from that resident's personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other State. Income derived by an entertainer or an athlete who is a resident of a Contracting State from that resident's personal activities relating to that resident's reputation as an entertainer or athlete exercised in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or an athlete in that individual's capacity as such accrues not to the entertainer or athlete personally but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Articles 7, 14 and 15, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or athlete are exercised.

3. The provisions of paragraph 2 shall not apply if it is established that neither the entertainer or the athlete nor persons related thereto, participate directly or indirectly in the profits of the person referred to in that paragraph.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply to income derived from activities performed in a Contracting State by a resident of the other Contracting State in the context of a visit in the first-mentioned State of a non-profit organization of the other State, provided the visit is substantially supported by public funds.

ARTICLE 18

Pensions and Annuities

1. Pensions and annuities arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. Pensions arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may also be taxed in the State in which they arise, and according to the law of that State. However, in the case of periodic pension payments, the tax so charged shall not exceed the lesser of

- a) 15 per cent of the gross amount of the payment, and
- b) the rate determined by reference to the amount of tax that the recipient of the payment would otherwise be required to pay for the year on the total amount of the periodic pension payments received by that individual in the year, if that individual were a resident of the Contracting State in which the payment arises.

3. Annuities, other than pensions, arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may also be taxed in the State in which they arise, and according to the law of the State; but the tax so charged shall not exceed 15

ARTICLE 17

Artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un État contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre État contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre État. Les revenus qu'un artiste du spectacle ou un sportif qui est un résident d'un État contractant tire de ses activités personnelles reliées à sa réputation d'artiste du spectacle ou de sportif exercées dans l'autre État contractant, sont imposables dans cet autre État.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif personnellement mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'État contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

3. Les dispositions du paragraphe 2 ne s'appliquent pas s'il est établi que ni l'artiste du spectacle ou le sportif, ni des personnes qui lui sont associées, ne participent directement ou indirectement aux bénéfices de la personne visée audit paragraphe.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas aux revenus tirés des activités exercées dans un État contractant par un résident de l'autre État contractant dans le cadre d'une visite, dans le premier État, d'une organisation sans but lucratif de l'autre État pourvu que la visite soit substantiellement supportée par des fonds publics.

ARTICLE 18

Pensions et rentes

1. Les pensions et les rentes provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Les pensions provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont aussi imposables dans l'État d'où elles proviennent et selon la législation de cet État. Toutefois, dans le cas de paiements périodiques d'une pension, l'impôt ainsi établi ne peut excéder le moins élevé des deux taux suivants:

- a) 15 pour cent du montant brut du paiement, et
- b) le taux calculé en fonction du montant d'impôt que le bénéficiaire du paiement devrait autrement verser pour l'année à l'égard du montant total des paiements périodiques de pensions qu'il a reçus au cours de l'année s'il était un résident de l'État contractant d'où provient le paiement.

3. Les rentes, autres que les pensions, provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont aussi imposables dans l'État d'où elles proviennent et selon la législation de cet État, mais l'impôt ainsi établi ne peut

per cent of the portion thereof that is subject to tax in that State. For the purposes of this Convention, the term "annuities" means a stated sum paid periodically at stated times during life or during a specified number of years, under an obligation to make the payments in return for adequate and full consideration (other than services rendered), but does not include a payment that is not a periodic payment or any annuity the cost of which was deductible for the purposes of taxation in the Contracting State in which it was acquired.

4. Notwithstanding anything in the Convention:

a) war pensions and allowances (including pensions and allowances paid to war veterans or paid as a consequence of damages or injuries suffered as a consequence of a war) arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State shall be exempt from tax in that other State to the extent that they would be exempt from tax if received by a resident of the first-mentioned State; and

b) alimony and other similar payments arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State who is subject to tax therein in respect thereof, shall be taxable only in that other State. However, where a deduction or a credit for alimony or a similar payment is not allowed for the purposes of taxation in the Contracting State in which such payment arises, such payment shall not be taxable in the other Contracting State.

ARTICLE 19

Government Service

1. a) Salaries, wages and similar remuneration, other than a pension, paid by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to the State or subdivision or authority in any other State shall be taxable only in the first-mentioned State.

b) However, such salaries, wages or similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that State and the individual is a resident of that State who:

- (i) is a national of that State; or
- (ii) did not become a resident of that State solely for the purpose of rendering the services.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to remuneration in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof.

excéder 15 pour cent de la fraction du paiement qui est assujettie à l'impôt dans cet État. Au sens de la présente Convention, le terme « rentes » désigne une somme déterminée payable périodiquement à échéances fixes, à titre viager ou pendant un nombre d'années déterminé, en vertu d'un engagement d'effectuer les paiements en échange d'une contrepartie pleine et suffisante (autre que des services rendus), mais ne comprend pas un paiement qui n'est pas un paiement périodique ni une rente dont le coût était déductible aux fins d'imposition dans l'État contractant dans lequel elle a été acquise.

4. Nonobstant toute disposition de la Convention,

a) les pensions et allocations de guerre (incluant les pensions et allocations payées aux anciens combattants ou payées en conséquence des dommages ou blessures subis à l'occasion d'une guerre) provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant seront exonérées d'impôt dans cet autre État dans la mesure où elles seraient exonérées d'impôt si elles étaient reçues par un résident du premier État; et

b) les pensions alimentaires et autres paiements semblables provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant qui y est assujetti à l'impôt à l'égard de ceux-ci, ne sont imposables que dans cet autre État. Toutefois, si aucune déduction ni crédit n'est accordé pour les pensions alimentaires et autres paiements semblables aux fins d'imposition dans l'État contractant d'où proviennent ces paiements, ces paiements sont exonérés d'impôt dans l'autre État contractant.

ARTICLE 19

Fonctions publiques

1. a) Les traitements, salaires et rémunérations semblables, autres que les pensions, payées par un État contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales à une personne physique au titre de services rendus, dans tout autre État, à ce premier État, subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans ce premier État;

b) toutefois, ces traitements, salaires et rémunérations semblables ne sont imposables que dans l'autre État contractant si les services sont rendus dans cet État et si la personne physique est un résident de cet État qui:

- (i) possède la nationalité de cet État, ou
- (ii) n'est pas devenu un résident de cet État à seule fin de rendre les services.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux rémunérations payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un État contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.

ARTICLE 20

Students

Payments which a student, apprentice or business trainee who is, or was immediately before visiting a Contracting State, a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of that individual's education or training receives for the purposes of that individual's maintenance, education or training shall not be taxed in that State, provided that such payments arise from sources outside that State.

ARTICLE 21

Other Income

1. Subject to the provisions of paragraph 2, items of income of a resident of a Contracting State, wherever arising, not dealt with in the foregoing Articles of this Convention shall be taxable only in that State.

2. However, if such income is derived by a resident of a Contracting State from sources in the other Contracting State, such income may also be taxed in the State in which it arises, and according to the law of that State. However, in the case of income from an estate or trust, the tax so charged shall, provided that the income is taxable in the Contracting State of which the beneficial owner is a resident, not exceed 15 per cent of the gross amount of the income.

IV. METHODS FOR PREVENTION OF DOUBLE TAXATION

ARTICLE 22

Elimination of Double Taxation

1. In the case of Canada, double taxation shall be avoided as follows:

a) Subject to the existing provisions of the law of Canada regarding the deduction from tax payable in Canada of tax paid in the territory outside Canada and to any subsequent modification of those provisions — which shall not affect the general principle hereof — and unless a greater deduction or relief is provided under the laws of Canada, tax payable in Mexico on profits, income or gains arising in Mexico shall be deducted from any Canadian tax payable in respect of such profits, income or gains.

b) Subject to the existing provisions of the law of Canada regarding the determination of the exempt surplus of a foreign affiliate and to any subsequent modification of those provisions — which shall not affect the general principle hereof — for the purpose of computing Canadian tax, a company which is a resident of Canada shall be allowed to deduct in computing its taxable income any dividend received by it out of the exempt surplus of a foreign affiliate resident in Mexico.

ARTICLE 20

Étudiants

Les sommes qu'un étudiant, un stagiaire ou un apprenti qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un État contractant, un résident de l'autre État contractant et qui séjourne dans le premier État à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet État, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet État.

ARTICLE 21

Autres revenus

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2, les éléments du revenu d'un résident d'un État contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet État.

2. Toutefois, si ces revenus perçus par un résident d'un État contractant proviennent de sources situées dans l'autre État contractant, ils sont aussi imposables dans l'État d'où ils proviennent et selon la législation de cet État. Mais, dans le cas d'un revenu provenant d'une succession ou d'une fiducie, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 pour cent du montant brut du revenu pourvu que celui-ci soit imposable dans l'État contractant dont le bénéficiaire effectif est un résident.

IV. DISPOSITIONS PRÉVENTIVES DE LA DOUBLE IMPOSITION

ARTICLE 22

Élimination de la double imposition

1. En ce qui concerne le Canada, la double imposition est évitée de la façon suivante:

a) sous réserve des dispositions existantes de la législation canadienne concernant l'imputation de l'impôt payé dans un territoire en dehors du Canada sur l'impôt canadien payable et de toute modification ultérieure de ces dispositions qui n'en affecterait pas le principe général, et sans préjudice d'une déduction ou d'un dégrèvement plus important prévu par la législation canadienne, l'impôt dû au Mexique à raison de bénéfices, revenus ou gains provenant du Mexique est porté en déduction de tout impôt canadien dû à raison des mêmes bénéfices, revenus ou gains;

b) sous réserve des dispositions existantes de la législation canadienne concernant la détermination du surplus exonéré d'une corporation étrangère affiliée et de toute modification ultérieure de ces dispositions qui n'en affecterait pas le principe général, une société qui est un résident du Canada peut, aux fins de l'impôt canadien, déduire lors du calcul de son revenu imposable tout dividende reçu qui provient du surplus exonéré d'une corporation étrangère affiliée résidente au Mexique.

2. In the case of Mexico, double taxation shall be avoided as follows:

- a) residents of Mexico may credit against the Mexican tax on income arising in Canada the income tax paid in Canada in any amount not exceeding the tax payable in Mexico on such income; and
- b) subject to the provision of Mexican law, companies which are residents of Mexico may also credit against Mexican tax on dividends paid by companies that are residents of Canada the income tax paid in Canada on the profits out of which the dividends are paid.

3. For the purpose of subparagraph a) of paragraph 1, tax of 15 per cent shall be deemed to have been paid on a dividend paid by a company which is a resident of Mexico, the earnings of which are primarily from businesses carried on in Mexico.

4. For the purposes of this Article, profits, income or gains of a resident of a Contracting State which are taxed in the other Contracting State in accordance with this Convention shall be deemed to arise from sources in that other State.

V. SPECIAL PROVISIONS

ARTICLE 23

Non-Discrimination

1. The nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances are or may be subjected.

2. The taxation on a permanent establishment which a resident of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on residents of that other State carrying on the same activities.

3. Nothing in this Article shall be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.

4. Companies which are residents of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar companies which are resident of the first-mentioned State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of a third State, are or may be subjected.

2. En ce qui concerne le Mexique, la double imposition est évitée de la façon suivante:

- a) les résidents du Mexique imputent, sur l'impôt mexicain applicable aux revenus provenant du Canada, l'impôt sur le revenu payé au Canada jusqu'à concurrence de l'impôt dû au Mexique sur ces revenus; et
- b) sous réserve des dispositions de la législation mexicaine, les sociétés qui sont des résidents du Mexique imputent également sur l'impôt mexicain sur les dividendes payés par des sociétés qui sont des résidents du Canada l'impôt sur le revenu payé au Canada sur les bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Aux fins de l'alinéa a) du paragraphe 1, un impôt de 15 pour cent est considéré comme ayant été payé sur les dividendes distribués par une société qui est un résident du Mexique et dont les revenus sont principalement tirés d'une activité industrielle ou commerciale au Mexique.

4. Pour l'application du présent article, les bénéfices, revenus ou gains d'un résident d'un État contractant ayant supporté l'impôt de l'autre État contractant conformément à la présente Convention, sont considérés comme provenant de sources situées dans cet autre État.

V. DISPOSITIONS SPÉCIALES

ARTICLE 23

Non-discrimination

1. Les nationaux d'un État contractant ne sont soumis dans l'autre État contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre État qui se trouvent dans la même situation.

2. L'imposition d'un établissement stable qu'un résident d'un État contractant a dans l'autre État contractant n'est pas établie dans cet autre État d'une façon moins favorable que l'imposition des résidents de cet autre État qui exercent la même activité.

3. Aucune disposition du présent article ne peut être interprétée comme obligeant un État contractant à accorder aux résidents de l'autre État contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

4. Les sociétés qui sont des résidents d'un État contractant et dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre État contractant, ne sont soumises dans le premier État à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres sociétés similaires qui sont des résidents du premier État et dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents d'un État tiers.

5. In this Article, the term "taxation" means taxes which are the subject of this Convention.

ARTICLE 24

Mutual Agreement procedure

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for that person in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, that person may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, address to the competent authority of the Contracting State of which that person is a resident an application in writing stating the grounds for claiming the revision of such taxation. To be admissible, the said application must be submitted within two years from the first notification of the action which gives rise to taxation not in accordance with the Convention.

2. The competent authority referred to in paragraph 1 shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation not in accordance with the Convention.

3. A Contracting State shall not, after the expiry of the time limits provided in its national laws and, in any case, after five years from the end of the taxable period in which the income concerning has accrued, increase the tax base of a resident of either of the Contracting States by including therein items of income which have also been charged to tax in the other Contracting State. This paragraph shall not apply in the case of fraud, wilful default or neglect.

4. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Convention and may communicate with each other directly for the purpose of applying the Convention.

ARTICLE 25

Exchange of Information

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is necessary for carrying out the provisions of this Convention or of the domestic laws of the Contracting States concerning taxes covered by the Convention insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Convention. The exchange of information is not restricted by Article 1. Any information received by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) involved in the assessment or collection of, the enforcement in respect of, or the determination of appeals in relation to, the taxes imposed by that State. Such

5. Le terme « imposition » désigne, dans le présent article, les impôts visés par la présente Convention.

ARTICLE 24

Procédure amiable

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un État contractant ou par les deux États contractants entraîneront ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces États, adresser à l'autorité compétente de l'État contractant dont elle est un résident, une demande écrite et motivée de révision de cette imposition. Pour être recevable, ladite demande doit être présentée dans un délai de deux ans à compter de la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme à la Convention.

2. L'autorité compétente visée au paragraphe 1 s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre État contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention.

3. Un État contractant n'augmente pas la base imposable d'un résident de l'un ou l'autre État contractant en y incluant des éléments de revenu qui ont déjà été imposés dans l'autre État contractant, après l'expiration des délais prévus par sa législation nationale et, en tout cas, après l'expiration de cinq ans à dater de la fin de la période imposable au cours de laquelle les revenus en cause ont été réalisés. Le présent paragraphe ne s'applique pas en cas de fraude, d'omission volontaire ou de négligence.

4. Les autorités compétentes des États contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention et elles peuvent communiquer directement entre elles aux fins de l'application de la Convention.

ARTICLE 25

Échange de renseignements

1. Les autorités compétentes des États contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou celles de la législation interne des États contractants relative aux impôts visés par la Convention dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1. Les renseignements reçus par un État contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet État et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts perçus par cet État, par la mise à exécution de ces impôts, ou

persons or authorities shall use the information only for tax purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

2. Nothing in paragraph 1 shall be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

- a) to carry out administrative measures at variance with the laws or the administrative practice of that or of the other Contracting State;
- b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;
- c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information, the disclosure of which would be contrary to public policy (*ordre public*).

3. If information is requested by a Contracting State in accordance with this Article, the other Contracting State shall endeavour to obtain the information to which the request relates in the same way as if its own taxation was involved notwithstanding the fact that that other State does not, at that time, need such information. If specifically requested by the competent authority of a Contracting State, the competent authority of the other Contracting State shall endeavour to provide information under this Article in the form requested, such as depositions of witnesses and copies of unedited original documents (including books, papers, statements, records, accounts or writings), to the same extent such depositions and document can be obtained under the laws and administrative practices of that other State with respect to its own taxes.

ARTICLE 26

Diplomatic Agents and Consular Officers

Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of diplomatic agents or consular officers under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

ARTICLE 27

Miscellaneous Rules

1. The provisions of this Convention shall not be construed to restrict in any manner any exemption, allowance, credit or other deduction accorded

- a) by the laws of a Contracting State in the determination of the tax imposed by that State; or
- b) by any other agreement entered into by a Contracting State.

par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à des fins d'imposition. Elles peuvent faire état de ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un État contractant l'obligation:

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre État contractant;
- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre État contractant;
- c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

3. Lorsqu'un État contractant demande des renseignements en conformité avec le présent article, l'autre État contractant s'efforce d'obtenir les renseignements relatifs à cette demande de la même façon que si ses propres impôts étaient en jeu même si cet autre État n'a pas besoin, au même moment, de ces renseignements. Si la demande le requiert expressément, les autorités compétentes de cet autre État s'efforcent de fournir les renseignements demandés en vertu du présent article sous la forme requise, tel les dépositions de témoins ou les copies de documents originaux non altérés (incluant livres, états, registres, comptes ou écrits), dans la mesure où ces dépositions ou documents peuvent être obtenus sur la base de la législation ou dans le cadre de la pratique administrative relative aux propres impôts de cet autre État.

ARTICLE 26

Agents diplomatiques et fonctionnaires consulaires

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les agents diplomatiques ou les fonctionnaires consulaires en vertu soit des règles générales du droit des gens, soit des dispositions d'accords particuliers.

ARTICLE 27

Dispositions diverses

1. Les dispositions de la présente Convention ne peuvent être interprétées comme limitant d'une manière quelconque les exonérations, abattements, déductions, crédits ou autres allègements qui sont ou seront accordés:

- a) par la législation d'un État contractant pour la détermination de l'impôt prélevé par cet État, ou
- b) par tout autre accord conclu par un État contractant.

2. Nothing in the Convention shall be construed as preventing a Contracting State from imposing a tax on amounts included in the income of a resident of that State with respect to a partnership, trust, or controlled foreign affiliate, in which the resident has an interest.

3. The Convention shall not apply to any company, trust or partnership that is a resident of a Contracting State and is beneficially owned or controlled directly or indirectly by one or more persons who are not residents of that State, if the amount of the tax imposed on the income or capital of the company, trust or partnership by that State is substantially lower than the amount that would be imposed by the State if all of the shares of the capital stock of the company or all of the interests in the trust or partnership, as the case may be, were beneficially owned by one or more individuals who were residents of that State.

2. Aucune disposition de la Convention ne peut être interprétée comme empêchant un État contractant de prélever un impôt sur les montants inclus dans le revenu d'un résident de cet État à l'égard d'une société de personnes, une fiducie ou une corporation étrangère affiliée contrôlée dans laquelle ledit résident possède une participation.

3. La Convention ne s'applique pas à une société, une fiducie ou une société de personnes qui est un résident d'un État contractant et dont une ou plusieurs personnes qui ne sont pas des résidents de cet État en sont les bénéficiaires effectifs ou qui est contrôlée, directement ou indirectement, par de telles personnes, si le montant de l'impôt exigé par cet État sur le revenu ou la fortune de la société, fiducie ou société de personnes est largement inférieur au montant qui serait exigé par cet État si une ou plusieurs personnes physiques qui sont des résidents de cet État étaient le bénéficiaire effectif de toutes les actions de capital de la société ou de toutes les participations dans la fiducie ou la société de personnes, suivant les cas.

VI. FINAL PROVISIONS

ARTICLE 28

Entry Into Force

1. This Convention shall enter into force on the date on which the Contracting States exchange notes through diplomatic channels notifying each other that the last of such things has been done as is necessary to make the Convention applicable in Canada and in Mexico, as the case may be, and thereupon the Convention shall have effect:

a) in respect of tax withheld at the source on amounts paid or credited to non-residents on or after the first day of January in the calendar year in which the Convention enters into force; and

b) in respect of other tax for taxation years beginning on or after the first day of January in the calendar year in which the Convention enters into force.

2. The existing agreement between Canada and the United Mexican States for the avoidance of double taxation of income derived from the operation of ships or aircraft in international traffic concluded by exchange of notes at Mexico City on January 29, 1974, shall terminate upon the entry into force of the Convention. However, the provisions of the said agreement shall continue in effect until the provisions of the Convention, in accordance with the provisions of paragraph 1, shall have effect.

ARTICLE 29

Termination

This Convention shall continue in effect indefinitely but either Contracting State may, on or before June 30 of any calendar year after the year in which it entered into force, give to the other Contracting State a notice of termination in writing

VI. DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 28

Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur à la date à laquelle les États contractants se seront notifiés, au moyen de notes échangées par la voie diplomatique, que la dernière des mesures nécessaires a été prise pour rendre la Convention applicable au Canada et au Mexique, suivant les cas, et que dès lors la Convention prendra effet:

a) à l'égard de l'impôt retenu à la source sur les montants payés à des non-résidents ou portés à leur crédit à partir du 1^{er} janvier de l'année civile de l'entrée en vigueur de la Convention; et

b) à l'égard des autres impôts, pour toute année d'imposition commençant à partir du 1^{er} janvier de l'année civile de l'entrée en vigueur de la Convention.

2. L'accord actuel entre le Canada et les États-Unis Mexicains en vue d'éviter les doubles impositions des revenus provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs conclu par un échange de notes à Mexico le 29 janvier 1974 prend fin au moment de l'entrée en vigueur de la Convention. Toutefois, les dispositions de cet accord continueront d'être applicables jusqu'au moment où les dispositions de la Convention deviendront applicables conformément aux dispositions du paragraphe 1.

ARTICLE 29

Dénonciation

La présente Convention restera indéfiniment en vigueur, mais chacun des États contractants pourra, jusqu'au 30 juin inclus de toute année civile postérieure à l'année de son entrée en vigueur, donner par la voie diplomatique un avis de dénonciation écrit à

through diplomatic channels; in such event, the Convention shall cease to have effect:

- a) in respect of tax withheld at the source on amounts paid or credited to non-residents on or after the first day of January of the next following calendar year; and
- b) in respect of other tax for taxation years beginning on or after the first day of January of the next following calendar year.

DONE in duplicate at Ottawa, this 8th day of April 1991, in the English, French and Spanish languages, each version being equally authentic.

FOR THE GOVERNMENT OF CANADA:

Michael Wilson

FOR THE GOVERNMENT OF THE UNITED MEXICAN STATES:

Pedro Aspe

l'autre État contractant; dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable:

- a) à l'égard de l'impôt retenu à la source sur les montants payés à des non-résidents ou portés à leur crédit à partir du 1^{er} janvier de l'année civile subséquente; et
- b) à l'égard des autres impôts, pour toute année d'imposition commençant à partir du 1^{er} janvier de l'année civile subséquente.

FAIT en double exemplaire à Ottawa ce 8^e jour d'avril 1991, en langues française, anglaise et espagnole chaque version faisant également foi.

POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA :

Michael Wilson

POUR LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS MEXICAINS :

Pedro Aspe

SCHEDULE IV
(Section 14)

PROTOCOL

At the moment of signing the Convention this day concluded between the Government of Canada and the Government of the United Mexican States for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income, the undersigned have agreed upon the following provision which shall be an integral part of the Convention.

In the event that pursuant to an Agreement or Convention concluded with a country that is a member of the Organisation for Economic Co-operation and Development after the date of signature of this Convention, Mexico agrees to a rate of tax on interest or royalties that is lower than 15 per cent, then such lower rate (but not in any event a rate below 10 per cent) shall apply for the purpose of paragraph 2 of Article 11 with respect to interest or paragraph 2 of Article 12 with respect to royalties, as the case may be.

DONE in duplicate at Ottawa, this 8th day of April 1991 in the English, French and Spanish languages, each version being equally authentic.

FOR THE GOVERNMENT
OF CANADA

Michael Wilson

FOR THE GOVERNMENT
OF THE UNITED
MEXICAN STATES

Pedro Aspe

ANNEXE IV
(article 14)

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention conclue ce jour entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis Mexicains en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, les soussignés plénipotentiaires sont convenus de la disposition supplémentaire suivante qui fait partie intégrante de la Convention.

Dans l'éventualité où le Mexique, dans le cadre d'un Accord ou d'une Convention avec un pays qui est membre de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques conclu après la date de signature de la présente Convention, accepterait un taux inférieur à 15 pour cent pour l'imposition des intérêts ou des redevances, ce taux inférieur (mais en aucun cas un taux inférieur à 10 pour cent) s'appliquera aux fins du paragraphe 2 de l'article 11 à l'égard des intérêts ou aux fins du paragraphe 2 de l'article 12 à l'égard des redevances, suivant les cas.

FAIT en double exemplaire à Ottawa, ce 8^e jour d'avril 1991, en langues française, anglaise et espagnole, chaque version faisant également foi.

POUR LE GOUVERNEMENT
DU CANADA

Michael Wilson

POUR LE GOUVERNEMENT
DES ÉTATS-UNIS
MEXICAINS

Pedro Aspe

SCHEDULE V
(Section 20)

CONVENTION BETWEEN THE GOVERNMENT OF
CANADA AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED
MEXICAN STATES FOR THE EXCHANGE OF
INFORMATION WITH RESPECT TO TAXES

The Government of Canada and the Government of the United Mexican States, desiring to conclude a Convention for the exchange of information with respect to taxes (hereinafter referred to as the "Convention"), have agreed as follows:

ARTICLE I

Object and Scope

1. The objective of this Convention is to facilitate the exchange of information between the Contracting States on the assessment and collection of taxes, with a view to better enable them to prevent, within their respective jurisdictions, fiscal evasion and fraud, and develop improved information sources for tax matters.

2. The Contracting States shall cooperate with each other to carry out the objective of this Convention, in conformity with and subject to the limitations of their respective national laws and regulations.

3. Pursuant to the provision of paragraph 2 of this Article, requests for assistance under this Convention will be executed, except to the extent that:

(a) execution of the request would require the requested State to exceed its legal authority or would otherwise be prohibited by legal provisions in force in that State, or when the information requested is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of the requested State or of the other Contracting State, in which case the competent authorities of both Contracting States shall consult with each other to agree upon alternative lawful means for securing assistance;

(b) execution of the request would in the judgment of the requested State be contrary to its national security or public policy;

(c) to supply information would disclose any trade, business, industrial, commercial, or professional secret or trade process;

(d) execution of the request would impose on a Contracting State the obligation to carry out measures at variance with the laws or the administrative practices of that or the other Contracting State; or

(e) the request does not comply with the provisions of this Convention.

4. The Contracting States shall provide assistance through exchange of information authorized pursuant to Article 4 and such related measures as may be agreed upon by the competent authorities pursuant to Article 5.

ANNEXE V
(article 20)

CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU
CANADA ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS
MEXICAINS SUR L'ÉCHANGE DE
RENSEIGNEMENTS EN MATIÈRE FISCALE

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis Mexicains, désirant conclure une Convention sur l'échange de renseignements en matière fiscale (ci-après dénommée la « Convention »), sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1

Objet et champ d'application

1. Cette Convention a pour objet de faciliter l'échange de renseignements entre les États contractants à l'égard de l'établissement et de la perception des impôts afin de leur permettre de prévenir la fraude et l'évasion fiscales dans leurs juridictions respectives ainsi que de développer de meilleures sources d'information en matière fiscale.

2. Les États contractants coopèrent entre eux aux fins de la réalisation de l'objet de cette Convention en conformité avec leurs lois et règlements respectifs et sous réserve des limites imposées par ceux-ci.

3. Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de cet article, les demandes d'assistance en vertu de cette Convention seront satisfaites sauf dans la mesure où :

a) la satisfaction de la demande exigerait que l'État requis excède son autorité légale ou serait par ailleurs interdite en raison des dispositions légales en vigueur dans cet État, ou lorsque les renseignements demandés ne peuvent être obtenus en vertu des lois ou dans le cadre normal de la pratique administrative normale de l'État requis ou de l'État requérant, auquel cas les autorités compétentes des États contractants se concertent afin de s'entendre sur d'autres moyens légaux d'obtenir l'assistance requise;

b) la satisfaction de la demande serait, dans l'opinion de l'État requis, contraire à sa sécurité nationale ou à l'ordre public;

c) fournir les renseignements révélerait un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial;

d) la satisfaction de la demande imposerait à un État contractant l'obligation de prendre des mesures qui dérogent à sa législation ou à sa pratique administrative ou à celles de l'autre État contractant; ou

e) la demande n'est pas conforme aux dispositions de cette Convention.

4. Les États contractants accordent de l'assistance par le biais de l'échange de renseignements autorisé conformément à l'article 4 et par les mesures accessoires dont les autorités compétentes sont convenues conformément à l'article 5.

ARTICLE 2

Taxes Covered

1. This Convention shall apply to the following taxes imposed by or on behalf of a Contracting State:

- (a) in the case of Canada, the taxes imposed by the Government of Canada under the Income Tax Act;
- (b) in the case of the United Mexican States,
 - (i) Federal income taxes,
 - (ii) Federal taxes on employment income,
 - (iii) Federal taxes on assets.

2. This Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes imposed after the date of signature of the Convention in addition to or in place of the existing taxes. The competent authority of each Contracting State shall notify the other of changes in laws which may affect the obligations of that State pursuant to this Convention.

3. This Convention shall not apply to taxes imposed by states, provinces, municipalities or other political subdivisions of a Contracting State.

ARTICLE 3

Definitions

1. In this Convention, unless otherwise defined:

- (a) The term "competent authority" means:
 - (i) in the case of Canada, the Minister of National Revenue or his authorized representative, and
 - (ii) in the case of the United Mexican States, the Secretary of Finance and Public Credit or his authorized representative.
- (b) The term "person" includes an individual and any legal person, including a partnership, trust, estate, or association.
- (c) The term "tax" means any tax to which the Convention applies.
- (d) The term "information" means any fact or statement, in any form whatever, that may be relevant or material to tax administration and enforcement, including (but not limited to):
 - (i) testimony of an individual, and
 - (ii) documents or records of a person or a Contracting State.
- (e) The terms "applicant State" and "requested State" mean, respectively, the Contracting State applying for or receiving information and the Contracting State providing or requested to provide such information.

2. As regards the application of this Convention by a Contracting State at any time, any term not defined in this Convention, unless the context otherwise requires or the competent authorities agree to a common meaning pursuant to the provisions of Article 5, shall have the meaning which it has at that

ARTICLE 2

Impôts visés

1. La présente Convention s'applique aux impôts suivants perçus par ou pour le compte d'un État contractant :

- a) en ce qui concerne le Canada, les impôts qui sont perçus par le Gouvernement du Canada en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu;
- b) en ce qui concerne les États-Unis Mexicains :
 - (i) les impôts fédéraux sur le revenu,
 - (ii) les impôts fédéraux sur le revenu d'emploi,
 - (iii) les impôts fédéraux sur les actifs.

2. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. L'autorité compétente de chaque État contractant communique à l'autre les modifications à sa législation qui peuvent affecter les obligations de cet État sous cette Convention.

3. Cette Convention ne s'applique pas aux impôts perçus par les États, provinces, municipalités ou autres subdivisions politiques d'un État contractant.

ARTICLE 3

Définitions

1. Dans cette Convention, à moins d'une définition contraire :

- a) l'expression « autorité compétente » désigne :
 - (i) dans le cas du Canada, le ministre du Revenu national ou son représentant autorisé, et
 - (ii) dans le cas des États-Unis Mexicains, le secrétaire des Finances et du Crédit public ou son représentant autorisé;
- b) le terme « personne » comprend les personnes physiques et toutes autres personnes morales, incluant les sociétés de personnes, les fiducies, les successions ou les associations;
- c) le terme « impôt » désigne tout impôt auquel la Convention s'applique;
- d) le terme « renseignement » désigne tout fait ou déclaration, sous quelque forme que ce soit, qui peut être pertinent ou présenter de l'intérêt aux fins de l'administration ou de l'application des lois fiscales, incluant, sans y être limité :
 - (i) le témoignage d'une personne physique, et
 - (ii) les documents ou registres d'une personne ou d'un État contractant;
- e) les expressions « État requérant » et « État requis » désignent respectivement l'État contractant qui demande ou reçoit les renseignements et l'État contractant qui fournit ou à qui sont demandés ces renseignements.

2. Pour l'application à un moment donné de la Convention par un État contractant, toute expression qui n'y est pas définie a le sens que lui attribue, à ce moment, les lois de l'État contractant relatives aux impôts auxquels s'applique cette Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation

time under the laws of the Contracting State relating to the taxes which are the subject of this Convention.

ARTICLE 4

Exchange of Information

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange information to administer and enforce the domestic laws of the Contracting States concerning taxes covered by this Convention, including (but not restricted to) information to effect the determination, assessment, and collection of tax or the recovery and enforcement of tax claims.

2. For the purposes referred to in paragraph 1, the competent authorities of the Contracting States shall determine the items of information to be automatically exchanged pursuant to this paragraph and the procedures to be used to exchange such items of information. The competent authorities shall automatically transmit such items of information to each other.

3. The competent authority of a Contracting State shall spontaneously transmit to the competent authority of the other State information which has come to the attention of the first-mentioned State and which, in his opinion, is likely to be relevant to, and bear significantly on, accomplishment of the purposes referred to in paragraph 1. The competent authorities may determine the information to be exchanged pursuant to this paragraph and take such measures and implement such procedures as are necessary to ensure that the information is forwarded to the competent authority of the other State.

4. The competent authority of the requested State shall provide information upon request by the competent authority of the applicant State for the purposes referred to in paragraph 1. If the information available in the tax files of the requested State is not sufficient to enable compliance with the request, that State shall take all relevant measures to provide the applicant State with the information requested.

5. If information is requested by a Contracting State pursuant to paragraph 4, the requested State, notwithstanding that such information may not, at that time, be needed by the requested State for its own tax purposes, shall obtain the information requested in the same manner, and provide it in the same form, as if the tax of the applicant State were the tax of the requested State and were being imposed by the requested State. If specifically requested by the competent authority of a Contracting State, the competent authority of the other Contracting State shall endeavour to provide information under this Article in the form requested, such as depositions of witnesses and copies of unedited original documents (including books, papers, statements, records, accounts or writings), to the same extent such depositions and documents can be obtained under the laws and administrative practices of that other State with respect to its own taxes.

6. Notwithstanding any other provision of this Convention, a Contracting State may only request information relating to a

différente ou que les autorités compétentes ne soient convenues d'un sens différent conformément à l'article 5.

ARTICLE 4

Échange de renseignements

1. Les autorités compétentes des États contractants échangent des renseignements aux fins de l'administration et de l'application de la législation interne des États contractants relative aux impôts visés par cette Convention, incluant, sans y être limité, les renseignements permettant la détermination, l'établissement et la perception des impôts ou le recouvrement des créances fiscales ou les mesures d'exécution y relatives.

2. Aux fins décrites au paragraphe 1, les autorités compétentes des États contractants déterminent les types de renseignements qui seront automatiquement échangés conformément au présent paragraphe de même que les procédures à suivre pour accomplir cet échange. Les autorités compétentes se transmettent automatiquement ces types de renseignements.

3. L'autorité compétente d'un État contractant transmet spontanément à l'autorité compétente de l'autre État les renseignements qui viennent à son attention et qui, selon elle, peuvent être pertinents et se rapportent substantiellement à la réalisation des objectifs mentionnés au paragraphe 1. Les autorités compétentes peuvent déterminer les renseignements à être échangés conformément au présent paragraphe; elles peuvent aussi prendre les moyens et mettre en place les procédures nécessaires pour assurer que ces renseignements sont transmis à l'autorité compétente de l'autre État.

4. L'autorité compétente de l'État requis fournit des renseignements par suite d'une demande de l'autorité compétente de l'État requérant aux fins du paragraphe 1. Si les renseignements disponibles dans les dossiers fiscaux de l'État requis ne lui permettent pas de donner suite à la demande, cet État doit prendre toutes les mesures nécessaires afin de fournir à l'État requérant les renseignements demandés.

5. Lorsque des renseignements sont demandés par un État contractant conformément au paragraphe 4, l'État requis, malgré le fait que ces renseignements puissent, à ce moment, ne pas être nécessaires aux fins de ses propres impôts, obtient ces renseignements de la même façon et les fournit sous la même forme que si l'impôt de l'État requérant était son propre impôt et était perçu par lui. Si l'autorité compétente d'un État requérant le demande expressément, l'autorité compétente de l'autre État s'efforce de fournir les renseignements demandés en vertu du présent article sous la forme requise, tels les dépositions de témoins ou les copies de documents originaux non altérés (incluant livres, états, registres, comptes ou écrits), dans la mesure où ces dépositions ou documents peuvent être obtenus sur la base de la législation ou dans le cadre de la pratique administrative relative aux propres impôts de cet autre État.

6. Malgré toute disposition contraire de cette Convention, un État contractant ne peut demander des renseignements relatifs

particular person or to the operations of a particular person if that information relates to the tax payable in that State by that person or in relation to the operations of that person.

7. The provisions of the preceding paragraphs shall be construed so as to impose on a Contracting State the obligation to use all legal means available to it and its best efforts to execute a request. A Contracting State may, at its discretion, take measures to obtain and transmit to the other State information which, pursuant to paragraph 3 of Article 1, it has no obligation to transmit.

8. Any information received by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to individuals or authorities (including judicial and administrative bodies) involved in the determination, assessment, collection, and administration of, the recovery and collection of claims derived from, the enforcement in respect of, or the determination of appeals in respect of, the taxes which are the subject of this Convention. Such individuals or authorities shall use the information only for tax purposes. These individuals or authorities may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

ARTICLE 5

Mutual Agreement Procedure

1. The competent authorities of the Contracting States may agree to implement a program to carry out the purposes of this Convention. This program may include, in addition to exchanges specified in Article 4, other measures to improve tax compliance, such as exchanges of technical know-how, development of new audit techniques (including simultaneous examinations and investigations in their respective jurisdictions and by their respective competent authorities), identification of new areas of non-compliance, and joint studies of non-compliance areas.

2. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of this Convention. In particular, the competent authorities may agree to a common meaning of a term and may determine when costs are extraordinary for purposes of Article 6.

3. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly for the purposes of applying the Convention.

ARTICLE 6

Costs

Unless the competent authorities of the Contracting States otherwise agree, ordinary costs incurred in providing assistance

à une personne donnée ou aux activités d'une personne donnée que si cette information se rapporte à l'impôt payable dans cet État par cette personne ou à l'égard des activités de cette personne.

7. Les dispositions des paragraphes qui précèdent sont interprétées de façon à imposer à un État contractant l'obligation d'utiliser tous les moyens légaux disponibles de même que de faire tous ses efforts pour satisfaire une demande de renseignements. Un État contractant peut, à sa discrétion, prendre les moyens pour obtenir et transmettre à l'autre État les renseignements que, en vertu du paragraphe 3 de l'article 1, il n'a pas l'obligation de transmettre.

8. Les renseignements obtenus par un État contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet État et ne sont communiqués qu'aux individus ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernés par la détermination, l'établissement, la perception, l'administration ou la mise à exécution des impôts visés par cette Convention ou par le recouvrement ou l'exécution des créances, ou la décision des recours, qui se rapportent à ces impôts. Ces individus ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à des fins fiscales. Elles peuvent faire état de ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

ARTICLE 5

Procédure amiable

1. Les autorités compétentes des États contractants peuvent d'un commun accord mettre sur pied un programme destiné à la réalisation des objets de cette Convention. Outre les échanges de renseignements décrits à l'article 4, ce programme peut inclure d'autres mécanismes destinés à assurer le respect des obligations fiscales, tels l'échange de connaissances techniques, le développement de nouvelles techniques de vérification (incluant les vérifications simultanées et les enquêtes dans leur propre juridiction par leur propre autorité compétente), l'identification de nouveaux secteurs d'évasion fiscale, et l'étude conjointe des questions d'évasion fiscale.

2. Les autorités compétentes des États contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. En particulier, les autorités compétentes peuvent se mettre d'accord sur la définition d'une expression et peuvent déterminer quels sont les frais extraordinaires aux fins de l'article 6.

3. Les autorités compétentes peuvent communiquer directement entre elles aux fins de l'application de la Convention.

ARTICLE 6

Frais

À moins d'entente contraire entre les autorités compétentes des États contractants, les frais ordinaires engagés pour fournir

shall be borne by the requested State and extraordinary costs incurred in providing assistance shall be borne by the applicant State.

ARTICLE 7

Entry into Force

1. This Convention shall enter into force upon an exchange of notes by the duly authorized representatives of the Contracting States confirming that each side has met all constitutional and statutory requirements necessary to implement this Convention.

2. The provisions of this Convention shall have effect in respect of taxes that become payable on or after the first day of January in the calendar year next following that in which the exchange of notes takes place.

3. Notwithstanding paragraph 2, the provisions of this Convention shall also have effect in respect of taxes owed on or after the first day of January in the calendar year next following that in which the exchange of notes takes place provided these taxes were not paid before that date because of fraud or wilful default.

ARTICLE 8

Termination

This Convention shall remain in force until terminated by one the Contracting States. Either Contracting State may terminate the Convention at any time after the Convention enters into force provided that at least 3 months prior notice of termination has been given through diplomatic channels.

DONE at Mexico City, this 16th day of March 1990, in two originals each in the English, French and Spanish languages, the texts in each of the three languages having equal authenticity.

FOR THE GOVERNMENT
OF CANADA:

David Winfield

FOR THE GOVERNMENT
OF THE UNITED
MEXICAN STATES:

Pedro Aspe

l'assistance sont à la charge de l'État requis et les frais extraordinaires engagés à cette fin sont à la charge de l'État requérant.

ARTICLE 7

Entrée en vigueur

1. Cette Convention entrera en vigueur dès l'échange, par les représentants autorisés des États contractants, de notes attestant que chaque État a satisfait à toutes les exigences constitutionnelles et légales nécessaires à la mise en oeuvre de cette Convention.

2. Les dispositions de cette Convention seront applicables à l'égard des impôts devenus payables le ou après le premier janvier de l'année civile qui suit l'année durant laquelle l'échange de notes a lieu.

3. Malgré le paragraphe 2, les dispositions de cette Convention seront aussi applicables à l'égard des impôts dus le ou après le premier janvier de l'année civile qui suit l'année durant laquelle l'échange de notes a lieu dans la mesure où ces impôts n'auront pas été payés avant cette date en raison de fraude ou d'omission volontaire.

ARTICLE 8

Dénonciation

Cette Convention restera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par un État contractant. Chacun des États contractants peut dénoncer la Convention en tout temps après son entrée en vigueur pourvu qu'un préavis de 3 mois ait été donné par la voie diplomatique.

FAIT en double exemplaire à Mexico, le 16^e jour de mars 1990, en langues française, anglaise et espagnole, les trois versions faisant également foi.

POUR LE GOUVERNEMENT
DU CANADA :

David Winfield

POUR LE GOUVERNEMENT
DES ÉTATS-UNIS MEXICAINS :

Pedro Aspe

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-3

PROJET DE LOI S-3

An Act to amend the Act of incorporation of the Seventh-day Adventist Church in Canada

Loi modifiant la loi de constitution en corporation de l'Église Adventiste du Septième Jour au Canada

First reading, May 23, 1991

Première lecture le 23 mai 1991

THE HONOURABLE SENATOR FRITH

L'HONORABLE SÉNATEUR FRITH

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-3

PROJET DE LOI S-3

An Act to amend the Act of incorporation of the Seventh-day Adventist Church in Canada

Loi modifiant la loi de constitution en corporation de l'Église Adventiste du Septième Jour au Canada

Preamble

WHEREAS the Seventh-day Adventist Church in Canada has by its petition prayed that its Act of incorporation be amended as hereinafter provided, and it is expedient to grant the prayer of the petition;

CONSIDÉRANT que l'Église Adventiste du Septième Jour au Canada a, par pétition, sollicité la modification ainsi qu'il est prévu ci-après de la loi la constituant en corporation, et qu'il y a lieu d'accéder à sa demande; 5

Préambule

1955, c. 85;
1963, c. 66

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

EN CONSÉQUENCE, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1955, ch. 85;
1963, ch. 66

1. Section 4 of chapter 85 of the Statutes of Canada, 1955, is repealed and the following substituted therefor:

1. L'article 4 du chapitre 85 des Statuts de 1955 du Canada de 1955 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Board of Directors

4. (1) The affairs of the Corporation shall be managed by a board of directors consisting of at least nine persons, including the president, the secretary and the treasurer of the Corporation and such other persons as may be specified by the by-laws of the Corporation.

4. (1) Les affaires de la Corporation sont administrées par un conseil d'administration composé d'au moins neuf administrateurs, comprenant le président, le secrétaire et le trésorier de la Corporation et les autres administrateurs déterminés par règlement de la Corporation.

Conseil d'administration

Election

(2) The directors shall be elected, in accordance with the by-laws of the Corporation, by the members and delegates of members at a general meeting of the Corporation.

(2) Les administrateurs sont élus conformément aux règlements de la Corporation par les membres et délégués de membres de celle-ci réunis en assemblée générale.

Élection

Re-election

(3) A director whose term of office has expired is eligible for re-election.

(3) Les administrateurs peuvent être réélus à l'expiration de leur mandat. 25

Réélection

Vacancies

(4) In the event of a vacancy on the Board of Directors by reason of a director being unable or unwilling to serve, the Board of Directors may, by resolution, appoint a replacement to serve on the Board for the duration of the unexpired term of that director.

(4) Dans le cas où une vacance survient au conseil d'administration du fait qu'un administrateur est empêché de remplir cette fonction ou n'est pas disposé à le faire, le conseil d'administration peut, par résolution, nommer un remplaçant de cet administrateur pour le reste du mandat de celui-ci. 30

Vacances

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this bill is to effect certain technical changes in the petitioner's Act of incorporation relating to the composition of its Board of Directors and the by-law making powers of the Corporation.

Clause 1: Section 4 would add the position of treasurer to the Board of Directors of the Corporation and would change both the minimum and maximum number of persons who may serve on the Board.

It would also provide in a more specific manner for the election, re-election and replacement of directors.

The section at present reads as follows:

"4. The Directors of the Corporation shall consist of the president and the secretary of the Corporation, by virtue of their respective offices, together with not less than five and not more than eighteen directors to be elected from the members of the Corporation."

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet d'apporter à la loi de constitution en corporation de la pétitionnaire certaines modifications de détail relatives à la composition de son conseil d'administration et aux pouvoirs réglementaires de la Corporation.

Article 1. — Ajout, au conseil d'administration de la Corporation, d'un poste de trésorier, et modification du nombre minimal et maximal de personnes qui peuvent faire partie du conseil.

Apporte en outre des précisions en ce qui concerne l'élection, la réélection et le remplacement des administrateurs.

Texte actuel de l'article 4 :

"4. Les administrateurs de la Corporation sont le président et le secrétaire de la Corporation, en vertu de leurs charges respectives, ainsi qu'au moins cinq et au plus dix-huit administrateurs qui seront élus parmi les membres de la Corporation."

2. Section 7 of the said chapter is repealed and the following substituted therefor:

- 7. The Corporation may make by-laws
 - (a) providing for the administration, management and control of the property, business and affairs of the Corporation;
 - (b) providing for the election, appointment and removal and the functions, duties and remuneration of all officers, agents and employees of the Corporation;
 - (c) providing for the election, appointment and removal of directors and their terms of office;
 - (d) specifying the powers and duties of the Board of Directors and specifying, for the purposes of subsection 4(1), the persons who may be directors;
 - (e) providing for the calling of regular or special meetings of the Corporation and of the Board of Directors and fixing the necessary quorum and procedure to be followed at such meetings;
 - (f) determining the membership of the Corporation; and
 - (g) generally, for the carrying out of the objects and purposes of the Corporation.

2. L'article 7 du même chapitre est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- 7. La Corporation peut prendre des règlements :
 - a) régissant l'administration, la gestion et le contrôle des biens, opérations et affaires de la Corporation;
 - b) régissant l'élection, la nomination et le renvoi ainsi que les fonctions, les obligations et la rémunération des dirigeants, mandataires et employés de la Corporation;
 - c) régissant l'élection, la nomination et le renvoi des administrateurs et déterminant la durée de leur mandat;
 - d) déterminant les pouvoirs et obligations du conseil d'administration et précisant, pour l'application du paragraphe 4(1), quelles sont les personnes qui peuvent être administrateurs;
 - e) régissant la convocation des assemblées régulières ou extraordinaires de la Corporation et du conseil d'administration et déterminant le quorum requis et la procédure à suivre à ces assemblées;
 - f) déterminant qui est membre de la Corporation;
 - g) de façon générale, pour la réalisation des fins et objets de la Corporation.

1963, c. 66, s. 4

3. Section 23 of the said chapter, as enacted by chapter 66 of the Statutes of Canada, 1963, is repealed and the following substituted therefor:

23. Unless otherwise provided by the by-laws, general meetings of the Corporation shall be held at least once every six years and the Board of Directors may at any time call for a special meeting of the Corporation.

Meetings of the Corporation

3. L'article 23 du même chapitre, édicté par le chapitre 66 des Statuts du Canada de 1963, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

23. Sauf prescription différente par règlements, la Corporation doit tenir ses assemblées générales au moins une fois tous les six ans et le conseil d'administration peut en tout temps convoquer une assemblée extraordinaire de la Corporation.

1963, ch. 66, art. 4

Assemblées de la Corporation

Clause 2: This amendment would revise and clarify the by-law making powers of the Corporation.

Section 7 at present reads as follows:

“7. The Corporation from time to time may make by-laws not contrary to law, for

- (a) the administration, management and control of the property, business and temporal affairs of the Corporation;
- (b) the appointment, functions, duties and remuneration of all officers, agents and servants of the Corporation;
- (c) the appointment or deposition of executive committees or boards from time to time created for the purposes of the Corporation; and defining the powers and duties of such committees or boards;
- (d) the calling of regular or special meetings of the Corporation, or of the executive committee or of the board of directors;
- (e) fixing the necessary quorum and procedure to be followed at all meetings referred to in the preceding paragraph;
- (f) determining the qualifications of members;
- (g) defining and applying the principles, doctrines and religious standards of the Corporation;
- (h) generally carrying out the objects and purposes of the Corporation.”

Article 2. — Révision et clarification des pouvoirs réglementaires de la Corporation.

Texte actuel de l'article 7 :

«7. La Corporation peut, au besoin, établir des règlements non contraires aux lois en général, pour

- a) l'administration, la gestion et le contrôle des biens, opérations et affaires temporelles de la Corporation;
- b) la nomination, les fonctions, devoirs et la rémunération de tous fonctionnaires, agents et serviteurs de la Corporation;
- c) la nomination ou la destitution de comités ou bureaux exécutifs institués à l'occasion pour les objets de la Corporation, et la définition des pouvoirs et obligations de ces comités ou bureaux;
- d) la convocation d'assemblées régulières ou extraordinaires de la Corporation ou du comité exécutif ou du bureau des administrateurs;
- e) la détermination du quorum requis et de la procédure à suivre à toutes les assemblées mentionnées à l'alinéa précédent;
- f) la détermination des qualités requises des membres;
- g) la définition et l'application de la doctrine, des normes et des principes religieux de la Corporation;
- h) en général, la poursuite des objets et intentions de la Corporation.»

Clause 3: This amendment would extend the maximum time between general meetings of the Corporation from four years to six years.

Section 23 at present reads as follows:

“23. Unless otherwise provided by the by-laws, *regular* general meetings of the Corporation shall be held once *in every four* years and the board of directors may at any time call for a special *general* meeting of the Corporation.”

Article 3. — Porte de quatre à six ans l'intervalle maximal entre les assemblées générales de la Corporation.

Texte actuel de l'article 23 :

«23. Sauf prescription différente par règlements, la Corporation doit tenir ses *réunions* générales *régulières* une fois tous les *quatre* ans et le *bureau des administrateurs* peut en tout temps convoquer une *réunion générale spéciale* de la Corporation.»

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40 Elizabeth II, 1991

Troisième session, trente-quatrième législature,
40 Elizabeth II, 1991

PROJET DE LOI S-4
THE SENATE OF CANADA

BILL S-4
SÉNAT DU CANADA

BILL S-4

PROJET DE LOI S-4

An Act to amend the Act of incorporation of the
University of Emmanuel College

Loi modifiant la loi constitutive de l'Université du collège
Emmanuel

First reading, May 29, 1991

Première lecture le 29 mai 1991

THE HONOURABLE SENATOR BUCKWOLD

L'HONORABLE SÉNATEUR BUCKWOLD

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-4

PROJET DE LOI S-4

An Act to amend the Act of incorporation of
the University of Emmanuel College

Loi modifiant la loi constitutive de l'Univer-
sité du collège Emmanuel

Preamble

WHEREAS, by chapter 47 of the Statutes
of Canada, 1883, the University of Emmanu-
el College (hereinafter referred to as the
"University") was incorporated and estab-
lished, under the name of the University of
Saskatchewan, in that part of Canada com-
prised in the Diocese of Saskatchewan, which
in 1883 included parts of the present prov-
inces of Alberta, Saskatchewan and Manito-
ba and parts of the Northwest Territories,
and was renamed the University of
Emmanuel College by chapter 142 of the
Statutes of Canada, 1914;

WHEREAS the Senate of the University
deems it advisable to make certain amend-
ments to the Act of 1883 regarding the
constitution of the Senate so that the Univer-
sity may continue to serve the Anglican
Church of Canada in the training of men and
women for the ministry;

WHEREAS the records of the University
do not clearly indicate that the Act of 1883
establishing the University has always been
complied with when statutes and by-laws
were being made by the Senate of the Uni-
versity under the authority of that Act and it
is desirable to remove any uncertainty about
the validity of those statutes and by-laws of
the Senate of the University;

Préambule

CONSIDÉRANT que, par le chapitre 47
des Statuts du Canada de 1883, l'Université
du collège Emmanuel (ci-après appelée
«l'Université») a été instituée et constituée en
corporation, sous le nom d'Université de la
Saskatchewan, dans la partie du Canada
comprise dans le diocèse de la Saskatchewan,
qui recouvrait en 1883 une partie des actuel-
les provinces de l'Alberta, de la Saskatche-
wan et du Manitoba et une partie des Terri-
toires du Nord-Ouest, et que son nom a été
remplacé, par le chapitre 142 des Statuts du
Canada de 1914, par le nom anglais d'Uni-
versity of Emmanuel College;

CONSIDÉRANT que le sénat de l'Uni-
versité juge qu'il est à propos d'apporter
certaines modifications à la loi de 1883 en ce
qui concerne la composition de celui-ci afin
que l'Université puisse continuer à servir
l'Église anglicane du Canada par la forma-
tion d'hommes et de femmes en vue du
ministère ecclésiastique;

CONSIDÉRANT que les registres de
l'Université n'indiquent pas clairement que
les statuts et règlements pris par le sénat de
l'Université sous le régime de la loi de 1883
instituant l'Université l'aient toujours été
conformément à cette loi et qu'il est souhai-
table de supprimer toute incertitude au sujet
de leur validité;

AND WHEREAS the University of Emmanuel College has, by its petition, prayed that its Act of incorporation be amended as hereinafter provided and it is expedient to grant the prayer of the petition;

ET CONSIDÉRANT que l'Université du collège Emmanuel a demandé dans sa pétition que les modifications énoncées ci-après soient apportées à sa loi constitutive, et qu'il y a lieu d'accéder à cette demande;

1883, c.47;
1914, c.142

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

EN CONSÉQUENCE, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

1883, ch. 47;
1914, ch. 142

1. The long title of the French version of 10 chapter 142 of the Statutes of Canada, 1914, is repealed and the following substituted therefor:

1. Le titre intégral de la version française 10 du chapitre 142 des Statuts du Canada de 1914 est abrogé et remplacé par ce qui suit:

“Loi concernant l'Université de la Saskatchewan et remplaçant son nom par 15 celui d'Université du collège Emmanuel”.

«Loi concernant l'Université de la Saskatchewan et remplaçant son nom par 15 celui d'Université du collège Emmanuel».

1914, c.142,s.1

2. Section 1 of the French version of the said chapter is amended by substituting therein the name “Université de la Saskatchewan” for the name “The University of 20 Saskatchewan” and the name “Université du collège Emmanuel” for the name “The University of Emmanuel College”.

2. L'article 1 de la version française du chapitre susdit est modifié par substitution 20 des noms «Université de la Saskatchewan» et «Université du collège Emmanuel», respectivement, aux noms «The University of Saskat- 20 chewan» et «The University of Emmanuel College».

1914, ch. 142,
art. 1

3. Section 11 of chapter 47 of the Statutes of Canada, 1883, is repealed and the follow- 25 ing substituted therefor:

3. L'article 11 du chapitre 47 des Statuts 25 du Canada de 1883 est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Vice-Chancellor

“11. The Principal, for the time being, of the College of Emmanuel and St. Chad, is the Vice-Chancellor of the University, 30 *ex officio.*”

“11. Le directeur du collège Emmanuel 30 et Saint-Chad est *ex officio* vice-chancelier de l'Université.”

Vice-chancelier

4. Section 12 of the said chapter is repealed and the following substituted therefor:

4. L'article 12 du même chapitre est 30 abrogé et remplacé par ce qui suit:

Composition of University Senate

“12. Until otherwise provided by statute or by-law, the Senate shall be com- 35 posed of:

“12. Jusqu'à ce qu'il y soit autrement 35 pourvu par statut ou règlement, le sénat se compose des personnes suivantes:

Composition du sénat de l'Université

- a) the Chancellor of the University;
- b) the Principal of the College of Emmanuel and St. Chad;
- c) three bishops elected from the 40 ecclesiastical Province of Rupert's Land by the provincial House of Bishops in accordance with the rules of that House;
- d) three members of the clergy from the civil Province of Saskatchewan, one 45 each being appointed by the bishop of

- a) le chancelier de l'Université;
- b) le directeur du collège Emmanuel et 35 Saint-Chad;
- c) trois évêques de la province ecclésiastique de la Terre de Rupert élus par la conférence provinciale des évêques conformément aux règles de la conférence; 40
- d) trois membres du clergé de la province civile de la Saskatchewan, nommés respectivement par l'évêque de

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this bill is to effect certain technical changes to the charter of the University of Emmanuel College, incorporated in 1883 as the University of Saskatchewan.

Clause 1: This clause would provide the University of Emmanuel College with a French name by amending the long title of the French version of the amending Act of 1914. It would also restore in that long title the original French name of the University of Saskatchewan.

The long title of the French version at present reads as follows:

«Loi concernant The University of Saskatchewan et à l'effet de changer son nom en celui de «The University of Emmanuel College»»

Clause 2. This amendment is consequential on the amendment proposed in clause 1.

Clause 3: This clause would amend the University's charter to provide that the Principal of the college affiliated with the University be *ex officio* Vice-Chancellor of the University.

Section 11 of the Act at present reads as follows:

“11. A Vice-Chancellor of the University may be nominated by the Chancellor to act in his stead, and to perform the duties of Chancellor in his absence.”

Clause 4: The amendment proposed by this clause would update section 12 of the University's charter by providing that the Senate of the University be composed of certain designated office-holders or persons with qualifications described in the new provision.

Section 12 of the Act at present reads as follows:

“12. Until otherwise provided by a statute or by-law of the University, the Senate shall be composed of the Right Reverend John McLean, D.D., the present Lord Bishop of Saskatchewan, the Reverend John Alexander Mackay, the Reverend James Flett, the Reverend George McKay, the Reverend William Newton, the Honourable Lawrence Clark, Thomas Mackay, Skeffington Elliot and W.V. Maclise.”

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet d'apporter certaines modifications de détail à la «charte» de l'Université du collège Emmanuel, université constituée en corporation en 1883 sous le nom d'Université de la Saskatchewan.

Article 1. — Attribution d'un nom français à l'Université par modification, dans la version française, du titre intégral de la loi modificative de 1914; rétablissement, dans le même titre, du nom français initial de l'Université de la Saskatchewan.

Texte actuel du titre intégral de la version française:

«Loi concernant The University of Saskatchewan et à l'effet de changer son nom en celui de «The University of Emmanuel College»»

Article 2. — Découle de l'article 1.

Article 3. — Modification de la «charte» de l'Université portant que le directeur du collège affilié à cette dernière sera *ex officio* vice-chancelier de celle-ci.

Texte actuel de l'article 11 de la loi:

“11. Un vice-chancelier de l'université pourra être nommé par le chancelier pour le remplacer et remplir les devoirs de chancelier en son absence.»

Article 4. — Modernisation de l'article 12 de la «charte» de l'Université. Prévoit que le sénat de l'Université sera composé de certains titulaires de charge désignés et de personnes remplissant les conditions prévues par le nouvel article.

Texte actuel de l'article 12 de la loi:

“12. Jusqu'à ce qu'il y soit autrement pourvu par statut ou règlement de l'université, le sénat se composera du très révérend John McLean, D.D., lord évêque actuel de la Saskatchewan, du révérend John Alexander MacKay, du révérend James Flett, du révérend George McKay, du révérend William Newton, de l'honorable Lawrence Clarke, de Thomas Mackay, Skeffington Elliot et W.V. Maclise.»

each of the three dioceses in the civil Province of Saskatchewan;

e) three lay persons residing in the civil Province of Saskatchewan, one each being appointed by the bishop of each of the three dioceses in the civil Province of Saskatchewan;

f) one clerical and one lay person elected by the Senate from within the ecclesiastical Province of Rupert's Land but outside the civil Province of Saskatchewan;

g) the solicitor for the time being of the University; and

h) the President of the Council of the College of Emmanuel and St. Chad."

chacun des trois diocèses de cette province;

e) trois laïques résidant dans la province civile de la Saskatchewan, nommés respectivement par l'évêque de chacun des trois diocèses de cette province;

f) un membre du clergé et un laïque de la province ecclésiastique de la Terre de Rupert qui ne sont pas de la province civile de la Saskatchewan, élus par le sénat;

g) le procureur de l'Université;

h) le président du conseil du collège Emmanuel et Saint-Chad.»

Validation of earlier statutes, by-laws and regulations

5. Notwithstanding any failure by the Senate of the University to comply with section 14 of chapter 47 of the Statutes of Canada, 1883, those statutes, by-laws and regulations of the Senate of the University that were passed by the Senate before the commencement of this Act, other than a statute, by-law or regulation purporting to change a provision of section 1 or 11 of chapter 47, are validated and confirmed with like effect as if they had been duly confirmed pursuant to section 14 of chapter 47.

5. Nonobstant toute inobservation de l'article 14 du chapitre 47 des Statuts du Canada de 1883 par le sénat de l'Université, les statuts, règles et règlements adoptés par le sénat de l'Université avant l'entrée en vigueur de la présente loi, à l'exclusion de tout statut, règle ou règlement tendant à modifier une disposition de l'article 1 ou 11 du chapitre 47, sont confirmés et validés et ont le même effet que s'ils avaient été dûment ratifiés conformément à l'article 14 du chapitre 47.

Validation des statuts, règles et règlements antérieurs

Clause 5: Section 14 of the University's charter requires that a formal procedure be followed in the making of a statute, by-law or regulation by the University pursuant to the statutory authority to do so given to it by its charter.

At this time, it cannot be determined with certainty from the records of the University whether the formalities were always complied with in the past when any statutes, by-laws or regulations were made. This amendment would remedy any such irregularity if any irregularity did in fact occur.

Article 5. — L'article 14 de la «charte» de l'Université impose des formalités à suivre pour la prise par l'Université, en vertu du pouvoir à cet effet conféré par sa «charte», de statuts, de règles ou de règlements.

Aujourd'hui, il est impossible de déterminer avec certitude, en se fondant sur les registres de l'Université, si l'on a toujours observé ces formalités par le passé. Cette modification remédierait, le cas échéant, à toute irrégularité qui se serait produite.

Third Session, Thirty-fourth Parliament
40 Elizabeth II, 1991

Troisième session, trente-quatrième législature
40 Elizabeth II, 1991

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-5

PROJET DE LOI S-5

An Act to amend certain statutes of Canada to recognize the war-time service of the veterans of the Canadian merchant navy

Loi modifiant certaines lois fédérales pour reconnaître le service en temps de guerre des anciens marins de la marine marchande du Canada

First reading, June 21, 1991

Première lecture le 21 juin 1991

THE HONOURABLE SENATOR MARSHALL

L'HONORABLE SÉNATEUR MARSHALL

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-5

PROJET DE LOI S-5

An Act to amend certain statutes of Canada to recognize the war-time service of the veterans of the Canadian merchant navy

Loi modifiant certaines lois fédérales pour reconnaître le service en temps de guerre des anciens marins de la marine marchande du Canada

Preamble

WHEREAS, the seamen who, in World Wars I and II, sailed in the ships that supplied the armed forces of Canada and the civilian populations of Canada and its allies with the necessities of survival risked death by fire, explosions and drowning each time they put to sea;

Préambule

5 CONSIDÉRANT que les marins qui, au cours de la Première Guerre mondiale ou de la Seconde Guerre mondiale, ont navigué sur les navires qui approvisionnaient en choses nécessaires à leur survie les forces armées du Canada et les populations civiles du Canada et de ses alliés risquaient de périr par le feu, les explosions ou la noyade chaque fois qu'ils prenaient la mer;

WHEREAS the full extent of the risk shouldered by the Canadian seamen who put to sea during war in the merchant ships of Canada and its allies has not been fully appreciated, nor have their services and sacrifices for Canada been fully acknowledged, as they have yet to receive benefits commensurate with those given to the veterans of Canada's armed forces in recognition of war-time service;

10 CONSIDÉRANT que le public canadien n'a pas bien pris conscience de l'ampleur du risque couru par les marins canadiens qui ont pris la mer en temps de guerre sur les navires marchands du Canada et de ses alliés, et que les services qu'ils ont rendus et les sacrifices qu'ils ont faits pour le Canada n'ont pas été pleinement reconnus car ils n'ont pas encore reçu de prestations comparables à celles dont ont bénéficié les anciens combattants des forces armées du Canada en reconnaissance de leur service du temps de guerre;

AND WHEREAS since the average age of those who served on the merchant ships of Canada in World War II is now approximately 70, there remains but little time for Canada to redress the oversight and remove the injustice to those who served on Canadian ships in war and to their surviving spouses and children;

20 ET CONSIDÉRANT que le Canada ne dispose plus que de peu de temps, du fait que l'âge moyen de ceux qui ont servi sur les navires marchands du Canada au cours de la Seconde Guerre mondiale est actuellement d'environ 70 ans, pour réparer l'erreur et mettre un terme à l'injustice qui ont été commises à l'égard de ceux qui ont servi sur les navires canadiens en temps de guerre ainsi que des conjoints et des enfants qui leur survivent;

A situation involving the following action:

...and in which the member has been named as a member of the committee.

14

act of the enemy, and
or contractual clause directly or indirectly
in which the member has performed any
act of the enemy, or in any other place
over which the member has been named with specific
reference to the period described in
paragraph (a) of the fifth rule or when
in force of Canada or of a Canadian law,
(b) any service as a member of the naval
following substituted director:

15

(1) of the said act is repeated and the
and in a contract of action and in subsection
(b) Paragraph (b) of the definition "mem-
ber" and includes the service of a
definition "military service" or "service",
added to the end of the
(2) Subsection 3(1) of the said Act is
amended.

16

and includes a Canadian member of the
definition "military service" or "service",
added to the end of the
and in a contract of action and in subsection
(b) Paragraph (b) of the definition "mem-
ber" and includes the service of a
definition "military service" or "service",
added to the end of the
(2) Subsection 3(1) of the said Act is
amended.

17

and includes a Canadian member of the
definition "military service" or "service",
added to the end of the
and in a contract of action and in subsection
(b) Paragraph (b) of the definition "mem-
ber" and includes the service of a
definition "military service" or "service",
added to the end of the
(2) Subsection 3(1) of the said Act is
amended.

18

and includes a Canadian member of the
definition "military service" or "service",
added to the end of the
and in a contract of action and in subsection
(b) Paragraph (b) of the definition "mem-
ber" and includes the service of a
definition "military service" or "service",
added to the end of the
(2) Subsection 3(1) of the said Act is
amended.

19

and includes a Canadian member of the
definition "military service" or "service",
added to the end of the
and in a contract of action and in subsection
(b) Paragraph (b) of the definition "mem-
ber" and includes the service of a
definition "military service" or "service",
added to the end of the
(2) Subsection 3(1) of the said Act is
amended.

20

...and in which the member has been named as a member of the committee.

21

act of the enemy, and
or contractual clause directly or indirectly
in which the member has performed any
act of the enemy, or in any other place
over which the member has been named with specific
reference to the period described in
paragraph (a) of the fifth rule or when
in force of Canada or of a Canadian law,
(b) any service as a member of the naval
following substituted director:

22

(1) of the said act is repeated and the
and in a contract of action and in subsection
(b) Paragraph (b) of the definition "mem-
ber" and includes the service of a
definition "military service" or "service",
added to the end of the
(2) Subsection 3(1) of the said Act is
amended.

23

and includes a Canadian member of the
definition "military service" or "service",
added to the end of the
and in a contract of action and in subsection
(b) Paragraph (b) of the definition "mem-
ber" and includes the service of a
definition "military service" or "service",
added to the end of the
(2) Subsection 3(1) of the said Act is
amended.

24

and includes a Canadian member of the
definition "military service" or "service",
added to the end of the
and in a contract of action and in subsection
(b) Paragraph (b) of the definition "mem-
ber" and includes the service of a
definition "military service" or "service",
added to the end of the
(2) Subsection 3(1) of the said Act is
amended.

25

and includes a Canadian member of the
definition "military service" or "service",
added to the end of the
and in a contract of action and in subsection
(b) Paragraph (b) of the definition "mem-
ber" and includes the service of a
definition "military service" or "service",
added to the end of the
(2) Subsection 3(1) of the said Act is
amended.

26

and includes a Canadian member of the
definition "military service" or "service",
added to the end of the
and in a contract of action and in subsection
(b) Paragraph (b) of the definition "mem-
ber" and includes the service of a
definition "military service" or "service",
added to the end of the
(2) Subsection 3(1) of the said Act is
amended.

27

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

EN CONSÉQUENCE, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. P-6; R.S., c. 16 (1st Suppl.), cc. 3, 12 (2nd Suppl.), cc. 20, 37 (3rd Suppl.); 1989, c. 6; 1990, c. 43

PENSION ACT

LOI SUR LES PENSIONS

L.R., ch. P-6; L.R., ch. 16 (1^{er} suppl.), ch. 3, 12 (2^e suppl.), ch. 20, 37 (3^e suppl.); 1989, ch. 6; 1990, ch. 43

R.S., c. 16 (1st Suppl.) s. 1, c. 20 (3rd Suppl.), s. 21, c. 37 (3rd Suppl.), s. 2; 1990, c. 43, s. 3

1. (1) Subsection 3(1) of the Pension Act is amended by adding immediately after the definition "Bureau" the following new definition:

1. Le paragraphe 3(1) de la Loi sur les pensions est modifié par insertion, après la définition de « invalidité », de la définition suivante :

L.R., ch. 16 (1^{er} suppl.), art. 1, ch. 20 (3^e suppl.), art. 21, ch. 37 (3^e suppl.), art. 2; 1990, ch. 43, art. 3

"Canadian merchant seaman" « marin marchand canadien »

"Canadian merchant seaman" means a person as more particularly defined in section 3.1;

« marin marchand canadien » Personne visée à l'article 3.1;

« marin marchand canadien » "canadian merchant seaman"

(2) Subsection 3(1) of the said Act is further amended by adding at the end of the definition "member of the forces", the words "and includes a Canadian merchant seaman".

(2) Le paragraphe 3(1) de la même loi est modifié par adjonction, à la fin de la définition de « membre des forces », des mots « Les marins marchands canadiens sont assimilés aux membres des forces. ».

(3) Subsection 3(1) of the said Act is further amended by adding at the end of the definition "military service" or "service", the words "and includes the service of a Canadian merchant seaman".

(3) Le paragraphe 3(1) de la même loi est modifié par adjonction, à la fin de la définition de « service militaire » ou « service », des mots « Y est assimilé le service des marins marchands canadiens. ».

(4) Paragraph (b) of the definition "service in a theatre of actual war" in subsection 3(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(4) L'alinéa b) de la définition de « service sur un théâtre réel de guerre » au paragraphe 3(1) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(b) any service as a member of the naval forces of Canada or as a Canadian merchant seaman in the period described in paragraph (a) on the high seas or wherever contact has been made with hostile forces of the enemy, or in any other place at which the member has sustained injury or contracted disease directly by a hostile act of the enemy, and

b) tout service à titre de membres des forces navales du Canada ou de marin marchand canadien au cours de la période visée à l'alinéa a), en haute mer ou en n'importe quel lieu où le contact avec les forces hostiles de l'ennemi a été établi, ou en tout autre lieu où le membre a été blessé ou a contracté une maladie comme conséquence directe d'un acte hostile de l'ennemi,

2. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 3 thereof, the following section:

2. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 3, de ce qui suit :

EXPLANATORY NOTES

GENERAL

The purpose of this Bill is to give greater and fairer recognition to the services and sacrifices of the merchant seamen of Canada during World War II.

This Bill would redress the imbalance that now exists in terms of the benefits accorded by law to Canada's war-time merchant seamen compared with those provided by law to the veterans of Canada's armed forces, and thus recognize the great service rendered in war by Canada's merchant navy to the people of Canada, its armed forces and the civilian and military allies of Canada.

Pension Act

Clause 1: This clause would amend the Pension Act to provide benefits under that Act to Canadian merchant seamen who served at sea during World War I or World War II equivalent to the benefits given to members of the armed forces who served in war. To this end, the meaning of certain terms used in the Pension Act would be changed to include Canadian merchant seamen as defined in clause 2 of the Bill.

11. Dans le cas d'un marin marchand canadien, nulle pension ne peut être accordée en vertu de la présente loi en ce qui concerne une invalidité ou un décès pour lesquels une indemnité est payable en vertu de quelque loi que ce soit, à moins que la personne ayant droit à l'indemnité ne produise, sous une forme approuvée par la Commission, pour les sommes déjà reçues ou à recevoir par elle, une renonciation à toute demande de

Clause 2: This clause, which also amends the Pension Act, would define a Canadian merchant seamen for the purpose of including the category within the Pension Act

NOTES EXPLICATIVES

NOTE D'ORDRE GÉNÉRAL

Ce projet de loi a pour but de reconnaître de façon plus sensible et plus équitable les services rendus et sacrifices consentis par les marins marchands du Canada durant la Seconde Guerre mondiale.

Il corrigerait le déséquilibre qui existe actuellement entre les prestations consenties par la loi aux marins de la marine marchande du Canada du temps de guerre et celles prévues par la loi pour les anciens combattants des forces armées du Canada et reconnaîtrait de la sorte les grands services rendus en temps de guerre par la marine marchande du Canada à la population et aux forces armées du Canada ainsi qu'aux civils et militaires alliés du Canada.

Loi sur les pensions

Article 1. — Modification de la Loi sur les pensions ayant pour objet de prévoir que les marins marchands canadiens qui ont servi en mer durant la Première Guerre mondiale ou la Seconde Guerre mondiale bénéficieront sous le régime de cette loi de prestations équivalentes à celles consenties aux membres des forces armées qui ont servi en temps de guerre. Ce résultat est obtenu en modifiant le sens de certains termes employés dans la Loi sur les pensions de façon qu'ils englobent les marins marchands canadiens définis à l'article 2.

11. Dans le cas d'un marin marchand canadien, aucune pension ne peut être accordée en vertu de la présente loi en ce qui concerne une invalidité ou un décès pour lesquels une indemnité est payable en vertu de quelque loi que ce soit, à moins que la personne ayant droit à l'indemnité ne produise, sous une forme approuvée par la Commission, pour les sommes déjà reçues ou à recevoir par elle, une renonciation à toute demande de

Article 2. — Modifications de la Loi sur les pensions. Définit le terme « marin marchand canadien » de façon que cette catégorie relève de cette loi et soit soustraite à

Canadian merchant seaman

3.1 (1) A Canadian merchant seaman means

- (a) a person who served on a Canadian ship during World War I or World War II; or
- (b) a Canadian national who served on a certified non-Canadian ship during World War I or World War II.

Definitions:

"Canadian national" « ressortissant du Canada »

"Canadian ship" « navire canadien »

"certified non-Canadian ship" « navire non canadien certifié »

(2) In this section, "Canadian national" means a British subject domiciled in Canada prior to 1927 or a Canadian national as defined in the *Canadian Nationals Act*, chapter 21 of the Revised Statutes of Canada, 1927;

"Canadian ship" means a ship of Canadian registry or licence certified as such by the Director of Marine Services of the Department of Transport, but does not include a ship under bareboat charter to any charterer resident outside Canada;

"Certified non-Canadian ship" means a ship, other than a Canadian ship, when employed on a voyage that the Director of Marine Services of the Department of Transport certifies was essential to the prosecution of the war in which it was employed;

3. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 21 thereof, the following section:

Disqualification for workmen's compensation

21.1 In the case of a Canadian merchant seaman, no pension may be awarded under this Act in respect of any disability or death for which compensation is payable under any workmen's compensation or similar laws unless the person entitled to the compensation submits, in a form approved by the Commission, a waiver of all claims, for amounts already received or thereafter to be received, for the compensation in respect of the disability or death, and agrees to make such adjustments in the amount of compensation as the Commission deems equitable in all the circumstances of the case.

3.1 (1) Le terme « marin marchand canadien » s'entend, selon le cas :

- a) d'une personne qui a servi sur un navire canadien durant la Première Guerre mondiale ou la Seconde Guerre mondiale;
- b) d'un ressortissant du Canada qui a servi sur un navire non canadien certifié durant la Première Guerre mondiale ou la Seconde Guerre mondiale.

Marin marchand canadien

(2) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« navire canadien » Navire immatriculé au Canada ou pourvu d'un permis canadien certifié comme tel par le directeur des services de la marine au ministère des Transports. La présente définition exclut un navire visé dans un contrat d'affrètement coque nue passé avec un affréteur résidant à l'étranger.

« navire non canadien certifié » Navire, autre qu'un navire canadien, lorsqu'il a été employé pour un voyage que le directeur des services de la marine, au ministère des Transports, certifie avoir été essentiel à la poursuite de la guerre dans le cadre de laquelle il a été employé.

« ressortissant du Canada » Sujet britannique domicilié au Canada avant 1927 ou ressortissant du Canada au sens de la *Loi des ressortissants du Canada*, chapitre 21 des Statuts révisés du Canada de 1927.

Définitions

« navire canadien » "Canadian ship"

« navire non canadien certifié » "Certified non-Canadian ship"

« ressortissant du Canada » "Canadian national"

3. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 21, de ce qui suit :

21.1 Dans le cas d'un marin marchand canadien, nulle pension ne peut être accordée en vertu de la présente loi en ce qui concerne une invalidité ou un décès pour lesquels une indemnité est payable en vertu de quelque loi sur les accidents du travail ou de lois semblables, à moins que la personne ayant droit à l'indemnité ne produise, sous une forme approuvée par la Commission, pour les sommes déjà reçues ou à recevoir par la suite, une renonciation à toute demande d'indemnité concernant cette invalidité ou ce décès, et qu'elle n'accepte, en ce qui concerne le montant de l'indemnité, les rajustements

Disqualification pour indemnisation au titre d'un accident de travail

and removing it from the *Civilian War Pensions and Allowances Act*. The phrase "Canadian merchant seaman" is taken from the heading to Part I of that Act and the following definitions are taken from the sources shown:

"Canadian national" is taken from paragraph 56(1)(f) of the *Civilian War Pensions and Allowances Act*.

"Canadian ship" is taken from the definition of that phrase in section 6 of the *Civilian War Pensions and Allowances Act*.

"certified non-Canadian ship" is taken from the definition of that phrase in section 6 of the *Civilian War Pensions and Allowances Act* but adapted to the *Pension Act*. "War" in this definition would include World War I and World War II.

l'application de la *Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils*. L'expression « marin marchand canadien » est empruntée à l'intertitre de la partie I de cette loi; quant aux définitions suivantes, elles proviennent des sources indiquées ci-après :

« navire canadien » — tirée de l'article 6 de la *Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils*.

« navire non canadien certifié » — tirée de l'article 6 de la *Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils*, mais adaptée à la *Loi sur les pensions*. Dans cette définition, « guerre » s'entendra à la fois de la Première Guerre mondiale et de la Seconde Guerre mondiale.

« ressortissant du Canada » — tirée de l'alinéa 56(1)f) de la *Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils*.

Clause 3: This clause, which also amends the *Pension Act*, is adapted from section 9 of the *Civilian War Pensions and Allowances Act*.

Article 3. — Modification de la *Loi sur les pensions*. Cet article est tiré de l'article 9 de la *Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils*.

R.S., c. W-3;
R.S., c. 7, (1st
Suppl.), c. 12
(2nd Suppl.), cc.
20, 37 (3rd
Suppl.); 1990,
cc. 39, 43

WAR VETERANS ALLOWANCE ACT

4. The definition "veteran" in subsection 2(1) of the *War Veterans Allowance Act* is amended by adding thereto, immediately after paragraph (f) thereof, the following:

and includes a Canadian merchant seaman as more particularly defined in section 38.

5. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 37 thereof, the following section:

38. (1) A Canadian merchant seaman referred to in the definition "veteran" in subsection 2(1) is

(a) a person who served at sea in a ship of Canadian or Newfoundland registry during World War I or World War II and made at least one trip through dangerous waters;

(b) a person who, being a Canadian citizen, a Canadian national (as defined in the *Canadian Nationals Act*, chapter 21 of the Revised Statutes of Canada, 1927) or a British subject domiciled in Newfoundland at the commencement of the qualifying service, served at sea during World War I or World War II in a ship of United Kingdom registry or the registry of one of the countries allied or associated with His Majesty in the war and made at least one trip through dangerous waters;

(c) a person who, during the United Nations military operations in Korea, served at sea in a ship of Canadian registry within dangerous waters off the coast of Korea; and

(d) a person who, during the United Nations military operations in Korea, served at sea within dangerous waters off the coast of Korea in a ship of another country allied or associated with the

Canadian merchant seamen

que la Commission juge équitables compte tenu de toutes les circonstances du cas.

LOI SUR LES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS

4. La définition de « ancien combattant » au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les allocations aux anciens combattants*, est modifiée par adjonction, après l'alinéa f) de ce qui suit :

Sont compris parmi les anciens combattants les marins marchands canadiens désignés à l'article 38.

5. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 37, de ce qui suit :

38. (1) Les personnes suivantes sont les marins marchands canadiens visés dans la définition de « ancien combattant » au paragraphe 2(1) :

a) les personnes qui, à la fois, ont servi en mer sur un navire immatriculé au Canada ou à Terre-Neuve durant la Première Guerre mondiale ou la Seconde Guerre mondiale et ont traversé au moins une fois des eaux dangereuses;

b) les personnes qui, étant citoyens canadiens, ressortissants canadiens (au sens de la *Loi des ressortissants du Canada*, chapitre 21 des Statuts révisés du Canada de 1927) ou sujets britanniques domiciliés à Terre-Neuve au commencement du service ouvrant droit à une allocation, à la fois ont servi en mer durant la Première Guerre mondiale ou la Seconde Guerre mondiale sur un navire immatriculé soit au Royaume-Uni soit dans un des pays alliés ou associés de Sa Majesté dans la guerre en question et ont traversé au moins une fois des eaux dangereuses;

c) les personnes qui, lors des opérations militaires des Nations Unies en Corée, ont servi en mer sur un navire immatriculé au Canada sur des eaux dangereuses au large des côtes de la Corée;

d) les personnes qui, lors des opérations militaires des Nations Unies en Corée, ont

L.R., ch. W-3;
L.R., ch. 7 (1^{er}
suppl.), ch. 12
(2^e suppl.), ch.
20, 37 (3^e
suppl.); 1990,
ch. 39, 43

Marins marchands canadiens

servi en mer sur des navires au large des côtes de Corée sur un navire d'un autre pays allié ou associé aux Nations Unies pendant les opérations militaires de celles-ci en Corée.

United Nations military operations in Korea.

War Veteran Allowance Act

Loi sur les allocations aux anciens combattants

Clause 4: This clause and clause 5 would amend the War Veterans Allowance Act to give war-time Canadian merchant sailors the benefits of that Act in like manner as it gives benefits to veterans of the armed forces. This clause would extend the meaning of the term "veteran" for that purpose.

Article 4. — Modifierait, tout comme l'article 5, la Loi sur les allocations aux anciens combattants de façon à faire bénéficier les marins marchands canadiens du temps de guerre, des avantages prévus par cette loi au même titre que les anciens combattants des forces armées. Cet article élargit à cette fin le sens du terme « ancien combattant ».

Clause 5: This clause would add a new provision to the War Veterans Allowance Act that would define Canadian merchant seamen for the purposes of that Act. The new provision is derived from the definition of "civilian" in subsection 56(1) of the Civilian War Pensions and Allowances Act as that definition applied to Canadian merchant seamen in that Act.

Article 5. — Insertion dans la Loi sur les allocations aux anciens combattants d'une nouvelle disposition définissant le terme « marin marchand canadien » aux fins de cette loi. Cette disposition s'inspire de la partie de la définition du terme « civil » donnée au paragraphe 56(1) de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils qui s'appliquait, pour cette loi, aux marins marchands canadiens.

(3) Pour l'application du présent article :
(a) la Première Guerre mondiale est réputée avoir commencé le 4 août 1914 et être terminée le 11 novembre 1918;
(b) la Seconde Guerre mondiale est réputée avoir commencé le 1^{er} septembre 1939 et être terminée :
(i) à l'égard du service relatif aux opérations sur les théâtres de guerre européens et méditerranéens, le 8 mai 1945;
(ii) à l'égard du service relatif aux opérations sur le théâtre de guerre du Pacifique, le 15 août 1945;
(c) les opérations militaires des Nations Unies en Corée sont réputées avoir commencé le 2 juillet 1950 et avoir pris fin le 27 juillet 1953.

(3) For the purposes of this section:
(a) World War I shall be deemed to have commenced on August 4, 1914 and to have concluded on November 11, 1918;
(b) World War II shall be deemed to have commenced on September 1, 1939 and to have terminated:
(i) in respect of service in connection with operations in the European and Mediterranean theatres of war, on May 8, 1945, and
(ii) in respect of service in connection with operations in the Pacific theatre of war, on August 15, 1945; and
(c) the United Nations military operations in Korea shall be deemed to have commenced on July 2, 1950 and to have terminated on July 27, 1953.

United Nations military operations in Korea.

servi en mer sur des eaux dangereuses au large des côtes de Corée sur un navire d'un autre pays allié ou associé aux Nations Unies pendant les opérations militaires de celles-ci en Corée.

5

Definitions

(2) In this section,

(2) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions

"dangerous waters"
« eaux dangereuses »

"dangerous waters" means such oceans, seas or waters as the Board may prescribe;

5 « eaux dangereuses » Les océans, les mers ou les eaux que la Commission peut déterminer.

10 « eaux dangereuses » "dangerous waters"

"service at sea"
« service en mer »

"service at sea" means service in a ship that normally sailed or operated outside the territorial waters of all countries during World War I, World War II or the United Nations military operations in Korea;

« navire » Selon le cas :

« navire » "ship"

a) un navire ou vaisseau affecté au commerce ou au transport de cargaisons ou de passagers;

b) un navire ou vaisseau pris en charge et mis en service par l'Amirauté britannique.

La présente définition exclut un navire ou vaisseau affecté à l'industrie de la pêche.

"ship"
« navire »

"ship" means
(a) a ship or vessel engaged in trade or the transportation of cargo or passengers, or
(b) a ship or vessel taken over and operated by the British Admiralty

15 « service en mer » Le service à bord d'un navire qui normalement a navigué ou a été mis en service hors des eaux territoriales

20 « service en mer » "service at sea"

but does not include a ship or vessel engaged in the fishing industry.

25 des Nations Unies en Corée.

Duration of World War I and World War II

(3) For the purposes of this section,

(3) Pour l'application du présent article :

Durée de la Première Guerre mondiale et de la Seconde Guerre mondiale

(a) World War I shall be deemed to have commenced on August 4, 1914 and to have concluded on November 11, 1918;

a) la Première Guerre mondiale est réputée avoir commencé le 4 août 1914 et s'être terminée le 11 novembre 1918;

(b) World War II shall be deemed to have commenced on September 1, 1939 and to have terminated

b) la Seconde Guerre mondiale est réputée avoir commencé le 1^{er} septembre 1939 et s'être terminée :

(i) in respect of service in connection with operations in the European and Mediterranean theatres of war, on May 8, 1945, and

(i) à l'égard du service relatif aux opérations sur les théâtres de guerre européen et méditerranéen, le 8 mai 1945,

(ii) in respect of service in connection with operations in the Pacific theatre of war, on August 15, 1945; and

(ii) à l'égard du service relatif aux opérations sur le théâtre de guerre du Pacifique, le 15 août 1945;

(c) the United Nations military operations in Korea shall be deemed to have commenced on July 2, 1950 and to have terminated on July 27, 1953.

c) les opérations militaires des Nations Unies en Corée sont réputées avoir commencé le 2 juillet 1950 et avoir pris fin le 27 juillet 1953.

35

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DIVISION OF THE PHYSICAL SCIENCES
DEPARTMENT OF CHEMISTRY

PH.D. THESIS
SUBMITTED TO THE FACULTY OF THE DIVISION OF THE PHYSICAL SCIENCES
IN CANDIDACY FOR THE DEGREE OF DOCTOR OF PHILOSOPHY
BY
[Name]

DEPARTMENT OF CHEMISTRY
5780 SOUTH CAMPUS DRIVE
CHICAGO, ILLINOIS 60637

CHICAGO, ILLINOIS 60637

1980

1980

1980

1980

1980

1980

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DIVISION OF THE PHYSICAL SCIENCES
DEPARTMENT OF CHEMISTRY

PH.D. THESIS
SUBMITTED TO THE FACULTY OF THE DIVISION OF THE PHYSICAL SCIENCES
IN CANDIDACY FOR THE DEGREE OF DOCTOR OF PHILOSOPHY
BY
[Name]

DEPARTMENT OF CHEMISTRY
5780 SOUTH CAMPUS DRIVE
CHICAGO, ILLINOIS 60637

CHICAGO, ILLINOIS 60637

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

R.S., c. C-31;
R.S., c. 20 (3rd
Suppl.); 1990,
c. 43

CIVILIAN WAR PENSIONS
AND ALLOWANCES ACT

6. Section 6 of Part I of the *Civilian War Pensions and Allowances Act* is amended by repealing the definitions "Canadian national", "Canadian ship" and "certified non-Canadian ship".

7. Paragraphs 8(1)(a) and (b) and subsection 8(2) of Part I of the said Act are repealed.

8. Section 11 of Part I of the said Act is repealed.

9. (1) Paragraphs 13(1)(a) and (b) of Part I of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

a person, while serving on a ship engaged in the fishing industry of Canada in Canadian tidal waters,

(2) Subsection 13(3) of Part I of the said Act is repealed.

10. Section 15 of Part I of the said Act is amended by striking out the words "a person who served on a certified non-Canadian ship and at the time he entered that service was domiciled in Newfoundland is deemed to be a Canadian national, and".

11. (1) Paragraphs 56(1)(a), (b) and (c) of Part XI of the said Act are repealed.

(2) Subsection 56(1) of Part XI of the said Act is further amended by repealing the definitions "dangerous waters", "service at sea" and "ship".

(3) Subsections 56(3) of Part XI of the said Act is repealed.

DEPARTMENT OF
VETERANS AFFAIRS ACT

12. The *Department of Veterans Affairs Act* is amended by adding thereto, immediately after section 5 thereof, the following section:

LOI SUR LES PENSIONS ET ALLOCATIONS DE
GUERRE POUR LES CIVILS

6. L'article 6 de la partie I de la *Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils* est modifié par abrogation des définitions de « navire canadien », de « navire non canadien certifié », et de « ressortissant du Canada ».

7. Les alinéas 8(1)a) et b) et le paragraphe 8(2) de la partie I de la même loi sont abrogés.

8. L'article 11 de la partie I de la même loi est abrogé.

9. (1) Les alinéas 13(1)a) et b) de la partie I de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

que quelqu'un, lors de son service à bord d'un navire se livrant à l'Industrie de la pêche canadienne dans les eaux de marée du Canada,

(2) Le paragraphe 13(3) de la partie I de la même loi est abrogé.

10. L'article 15 de la partie I de la même loi est modifié par suppression des mots « une personne qui a servi à bord d'un navire non canadien certifié et qui, à la date où elle s'est engagée dans ce service, était domiciliée à Terre-Neuve, est réputée un ressortissant du Canada, et ».

11. (1) Les alinéas 56(1)a), b) et c) de la partie XI de la même loi sont abrogés.

(2) Le paragraphe 56(1) de la partie XI de la même loi est modifié par abrogation des définitions de « eaux dangereuses », de « navire » et de « service en mer ».

(3) Le paragraphe 56(3) de la partie XI de la même loi est abrogé.

LOI SUR LE MINISTÈRE DES
ANCIENS COMBATTANTS

12. La *Loi sur le ministère des Anciens combattants* est modifiée par insertion, après l'article 5, de ce qui suit :

L.R., ch. C-31;
L.R., ch. 20 (3^e
suppl.); 1990,
ch. 43

L.R., ch. 20 (3^e
suppl.), art. 39

L.R., ch. V-1;
1990, ch. 43

R.S., c. V-1;
1990, c. 43

Civilian War Pensions and Allowances Act

Clause 6: This clause, and clauses 7 to 10 inclusive, would amend Part I of the *Civilian War Pensions and Allowances Act* by removing all references in that Part to Canadian merchant seamen. This Bill would place that group within the statutes applying to veterans of the armed forces.

Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils

Article 6. — Modification, par cet article et par les articles 7 à 10, inclusivement, de la partie I de la *Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils* par suppression de toute mention des marins marchands canadiens. Le projet de loi ferait relever ce groupe des lois applicables aux anciens combattants des forces armées.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

TRANSITIONAL

13. Les pensions, allocations, indemnités ou compensations payées en vertu de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi le sont, à compter de l'entrée en vigueur de cette dernière, sous le régime de la Loi sur les pensions ou de la Loi sur les allocations aux anciens combattants, selon le cas, de la même manière, à raison du même montant et avec les mêmes prestations accessoires que si leur versement avait été fait en premier lieu sous le régime de la Loi sur les pensions ou de la Loi sur les allocations aux anciens combattants, selon le cas.

13. Pensions, allowances or compensation being paid under the Civilian War Pensions and Allowances Act immediately before the commencement of this Act shall continue to be paid under the Pension Act or the War Veterans Allowances Act, as the case may be, in the manner, amount and with other subsidiary benefits as if the payment had been made in the first instance under the Pension Act or the War Veterans Allowances Act, as the case may be.

Clause 11: This clause would amend Part XI of the *Civilian War Pensions and Allowances Act* by removing all references in that Part to Canadian merchant seamen. The Bill would place those seamen in the position of veterans of the armed forces under the *Pension Act* and the *War Veterans Allowances Act* for pensions and allowances instead of under Parts I and XI of the *Civilian War Pensions and Allowances Act*.

Article 11. — Modification de la partie XI de la *Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils* par suppression de toute mention des marins marchands canadiens. Le projet de loi mettrait ces marins, en ce qui concerne les pensions et les allocations, dans la même position que les anciens combattants des forces armées, en les faisant relever de la *Loi sur les pensions* et de la *Loi sur les allocations aux anciens combattants* plutôt que des parties I et XI de la *Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils*.

Department of Veterans Affairs Act

Loi sur le ministère des Anciens combattants

Clause 12: This clause would amend the *Department of Veterans Affairs Act* to extend the ministerial and regulatory powers of the Minister and Governor in Council under

Article 12. — Modification de la *Loi sur le ministère des Anciens combattants* ayant pour objet d'étendre aux marins de la marine marchande les pouvoirs ministériels et

Application to
Canadian
merchant
seamen

5.1 The powers, duties and functions of the Minister under sections 4 and 5, and the powers of the Governor in Council under those sections, shall, with such reasonable modifications as the conditions of service require, be applied in respect of Canadian merchant seamen within the meaning of the *Pension Act* or the *War Veterans Allowance Act*, as the circumstances require, in like manner as they are applied to former members of the naval, army or air forces of Canada referred to in those sections.

5.1 Les pouvoirs et fonctions du ministre prévus par les articles 4 et 5 et les pouvoirs du gouverneur en conseil prévus par ces articles sont, compte tenu des adaptations normales pour ce qui concerne les marins marchands canadiens au sens de la *Loi sur les pensions* ou de la *Loi sur les allocations aux anciens combattants*, que les conditions du service requièrent, exercés, ainsi que les circonstances l'exigent, de la même manière qu'ils le sont pour les anciens membres des forces navales, terrestres ou aériennes du Canada visés par ces articles.

Application aux
marins
marchands
canadiens

TRANSITIONAL

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Transitional

13. A pension, allowance or compensation being paid under the *Civilian War Pensions and Allowances Act* immediately before the commencement of this Act shall continue to be paid under the *Pension Act* or the *War Veterans Allowance Act*, as the case may be, in like manner, amount and with other subsidiary benefits as if the payment had been made in the first instance under the *Pension Act* or the *War Veterans Allowance Act*, as the case may be.

13. Les pensions, allocations ou compensations qui étaient versées sous le régime de la *Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils* au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi le sont, à compter de l'entrée en vigueur de cette dernière, sous le régime de la *Loi sur les pensions* ou de la *Loi sur les allocations aux anciens combattants*, selon le cas, de la même manière, à raison du même montant et avec les mêmes prestations accessoires que si leur versement avait été fait en premier lieu sous le régime de la *Loi sur les pensions* ou de la *Loi sur les allocations aux anciens combattants*, selon le cas.

Dispositions
transitoires

Idem

14. In applying the *Pension Act*, the *War Veterans Allowance Act* or any regulation thereunder or under the *Department of Veterans Affairs Act* to Canadian merchant seamen, as defined in those Acts by this Act, regard shall be had in both the cases described in section 13 and to new applications for benefits under those Acts, to the circumstances of merchant seamen in wartime that adversely affect the later proof of seamen's claims, and such efforts as are reasonably necessary shall be made to assist in the proof of claims.

14. Dans l'application de la *Loi sur les pensions*, de la *Loi sur les allocations aux anciens combattants*, de leurs règlements d'application ou des règlements d'application de la *Loi sur le ministère des Anciens combattants* aux marins marchands canadiens — tels qu'ils sont définis dans ces lois par l'effet de la présente loi — il est tenu compte, dans les cas visés à l'article 13 et dans les cas de nouvelles demandes de prestations faites sous le régime de ces lois, des circonstances du service des marins marchands en temps de guerre qui rendent difficile la preuve ultérieure de leurs droits, et des efforts raisonnables sont faits, au besoin, pour aider à la preuve de ces droits.

Idem

Authorization
by Parliament

15. No payments shall be made out of the Consolidated Revenue Fund to defray any expenses necessary for the implementation

15. Le paiement, sur le Trésor, de toutes dépenses requises par l'application de la présente loi est subordonné à l'autorisation par

Autorisation du
Parlement

that Act to seamen of the merchant navy in like manner as those powers may be exercised in respect of veterans of the armed forces.

réglementaires du ministre et du gouverneur en conseil de sorte qu'ils puissent être exercés à l'égard de ces marins de la même façon qu'ils peuvent l'être pour les anciens combattants des forces armées.

Transitional

Clause 13: This clause would ease the transition for merchant seamen recipients of allowances.

Dispositions transitoires

Article 13. — Facilite la transition dans le cas des marins marchands qui touchent déjà des allocations.

Clause 14: This clause would require that due consideration be given to the differences, in service conditions and other matters, between merchant navy veterans and the veterans of the armed forces. Reasonable efforts are to be made to help merchant seamen overcome any deficiencies in records, etc, resulting from the conditions of their service.

Article 14. — Obligation de dûment tenir compte des différences existant, notamment quant au service, entre les anciens marins de la marine marchande et les anciens combattants des forces armées. Des efforts raisonnables devront être fait pour aider les marins marchands à surmonter les lacunes des registres, etc., résultant de leurs conditions de service.

Clause 15: This clause is intended to prevent the bill from being a bill for appropriating any part of the public revenue.

Article 15. — A pour objet d'éviter que le projet de loi soit un projet de loi portant affectation d'une portion quelconque du revenu public.

of this Act without the authority of an Act of Parliament for such purpose.

une loi du Parlement des crédits nécessaires à cette fin.

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-6

PROJET DE LOI S-6

An Act to amend the Act of incorporation of Metropolitan General Insurance Company in order to authorize its continuance under the laws of the Province of Quebec

Loi modifiant la Loi constituant en corporation La Métropolitaine générale, Compagnie d'assurance afin d'autoriser la prorogation de cette compagnie en vertu des lois de la province de Québec

First reading, November 20, 1991

Première lecture le 20 novembre 1991

THE HONOURABLE SENATOR SYLVAIN

L'HONORABLE SÉNATEUR SYLVAIN

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-6

PROJET DE LOI S-6

An Act to amend the Act of incorporation of Metropolitan General Insurance Company in order to authorize its continuance under the laws of the Province of Quebec

Loi modifiant la Loi constituant en corporation La Métropolitaine générale, Compagnie d'assurance afin d'autoriser la prorogation de cette compagnie en vertu des lois de la province de Québec

Preamble

WHEREAS the Metropolitan General Insurance Company, having its principal place of business in the city of Montreal, in the Province of Quebec, was incorporated by a special Act of the Parliament of Canada, being chapter 51 of the Statutes of Canada, 1956, under the name "The Albion Insurance Company of Canada";

AND WHEREAS, by letters patent issued on February 16, 1988, under the authority of 10 the *Canadian and British Insurance Companies Act*, the name of the Company was changed to the Metropolitan General Insurance Company;

AND WHEREAS the Metropolitan General 15 Insurance Company has, by its petition, represented that every shareholder, director, officer and employee is a resident of the Province of Quebec and substantially all of the Company's business is carried on in that 20 province;

AND WHEREAS the Company desires to be continued as a corporation under the laws of the Province of Quebec and no statutory authority exists to enable an insurance com- 25 pany incorporated under the laws of Canada to be so continued;

Préambule

Attendu :
que La Métropolitaine générale, Compagnie d'assurance, ayant son siège social en la ville de Montréal, dans la province de Québec, a été constituée par une loi spéciale du Parlement du Canada, soit le chapitre 51 des Statuts du Canada de 1956, sous le nom de «The Albion Insurance Company of Canada»;

que par lettres patentes délivrées le 16 10 février 1988, en vertu de la *Loi sur les compagnies d'assurances canadiennes et britanniques*, le nom de la compagnie a été changé à celui de La Métropolitaine générale, Compagnie d'assurance; 15

que dans sa requête, La Métropolitaine générale, Compagnie d'assurance a déclaré que tous ses actionnaires, ses dirigeants, ses administrateurs et ses employés sont résidents de la province de Québec et que 20 la quasi-totalité de son activité commerciale s'y exerce;

que la compagnie désire être prorogée comme corporation constituée en vertu des lois de la province de Québec et qu'aucune 25 disposition législative n'existe permettant à une compagnie d'assurance constituée en vertu des lois du Canada d'être ainsi prorogée,

En conséquence, les faits et gestes de la Commission des droits de la personne au Canada, tels qu'ils sont rapportés dans le rapport de la Commission, sont en fait et de droit des faits et gestes de la Commission des droits de la personne au Canada.

Now, therefore, the findings, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacted as follows:

1. Le chapitre 31 des Statuts du Canada de 1970 est modifié par adjonction des articles suivants:

1. Section 31 of the Statutes of Canada, 1970 is amended by adding thereto the following sections:

9. La Commission peut demander à toute personne qui a connaissance de faits pertinents de lui en faire part et de lui remettre un rapport écrit.

9. The Commission may apply to be considered a corporation under the laws of the Province of Quebec as if it had been incorporated under those laws.

10. La présente loi est sanctionnée en vertu de la Loi sur le pouvoir d'urgence.

10. This Act is repealed when the Commission is continued as a corporation under the laws of the Province of Quebec.

PROJET DE LOI C-7

PROJET DE LOI C-7

En conséquence, les faits et gestes de la Commission des droits de la personne au Canada, tels qu'ils sont rapportés dans le rapport de la Commission, sont en fait et de droit des faits et gestes de la Commission des droits de la personne au Canada.

Now, therefore, the findings, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacted as follows:

En conséquence, les faits et gestes de la Commission des droits de la personne au Canada, tels qu'ils sont rapportés dans le rapport de la Commission, sont en fait et de droit des faits et gestes de la Commission des droits de la personne au Canada.

Now, therefore, the findings, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacted as follows:

PROJET DE LOI C-7

PROJET DE LOI C-7

En conséquence, les faits et gestes de la Commission des droits de la personne au Canada, tels qu'ils sont rapportés dans le rapport de la Commission, sont en fait et de droit des faits et gestes de la Commission des droits de la personne au Canada.

Now, therefore, the findings, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacted as follows:

En conséquence, les faits et gestes de la Commission des droits de la personne au Canada, tels qu'ils sont rapportés dans le rapport de la Commission, sont en fait et de droit des faits et gestes de la Commission des droits de la personne au Canada.

Now, therefore, the findings, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacted as follows:

1956, c. 51

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Chapter 51 of the Statutes of Canada, 1956 is amended by adding thereto the following sections:

Application for continuance

9. The Company may apply to be continued as a corporation under the laws of the Province of Quebec as if it had been incorporated under those laws.

Repeal

10. This Act is repealed when the Company is continued as a corporation under the laws of the Province of Quebec.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. Le chapitre 51 des Statuts du Canada de 1956 est modifié par adjonction des articles suivants :

9. La Compagnie peut demander sa prorogation sous forme de corporation régie par les lois de la province de Québec comme si elle avait été constituée en vertu de ces lois.

10. La présente loi est abrogée dès que la Compagnie est prorogée sous forme de corporation régie par les lois de la province de Québec.

1956, ch. 51

Demande de prorogation

Abrogation

Par suite de l'adoption de la Loi sur la prorogation des sociétés, ayant sa source dans l'Acte de la Province de Québec, en date du 22 mars 1956, sous le titre "The Metropolitan General Insurance Company Act, 1956".

AND WHEREAS, by letters patent issued on February 16, 1933, under the authority of the Canadian and British Insurance Companies Act, the name of the Company was changed to the Metropolitan General Insurance Company;

AND WHEREAS the Metropolitan General Insurance Company has, by its constitution, represented that every shareholder, director, officer and employee is a resident of the Province of Quebec and substantially all of the Company's business is carried on in that province;

AND WHEREAS the Company desires to be continued as a corporation under the laws of the Province of Quebec, and to continue carrying on its business as a corporation under the laws of Canada;

Par suite de l'adoption de la Loi sur la prorogation des sociétés, ayant sa source dans l'Acte de la Province de Québec, en date du 22 mars 1956, sous le titre "The Metropolitan General Insurance Company Act, 1956".

ET ENVOYÉ QUE, par lettres patentes délivrées le 16 février 1933, en vertu de la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, le nom de la compagnie a été changé à celui de "La Métropolitaine générale Compagnie d'assurance".

ET ENVOYÉ QUE, dans sa requête, La Métropolitaine générale Compagnie d'assurance a déclaré que tous ses actionnaires, ses dirigeants, ses administrateurs et ses employés sont résidents de la province de Québec et que la majeure partie de son activité commerciale est exercée

en cette province. La Métropolitaine générale Compagnie d'assurance a déclaré qu'elle désire être prorogée sous forme de corporation régie par les lois de la province de Québec et qu'elle désire continuer d'exercer son activité commerciale en vertu des lois du Canada.

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41 Elizabeth II, 1991-92

Troisième session, trente-quatrième législature,
40-41 Elizabeth II, 1991-92

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-7

PROJET DE LOI S-7

An Act to amend An Act to incorporate the Royal Society
of Canada

Loi modifiant la loi constitutive de la Société Royale du
Canada

First reading, February 12, 1992

Première lecture le 12 février 1992

THE HONOURABLE SENATOR TREMBLAY

L'HONORABLE SÉNATEUR TREMBLAY

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-7

PROJET DE LOI S-7

An Act to amend An Act to incorporate the
Royal Society of Canada

Loi modifiant la loi constitutive de la Société
Royale du Canada

Preamble

WHEREAS the Royal Society of Canada,
by its petition, prays

(a) that the limitation on the value of
property that the Society may hold for its
own use be removed; and

(b) that certain provisions of its incor-
porating Act that have served their pur-
pose be repealed;

AND WHEREAS the petitioner has, by
its petition, prayed that it be enacted as
hereinafter set for and it is expedient to
grant the prayer of the petitioner;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by
and with the advice and consent of the
Senate and House of Commons of Canada,
enacts as follows:

**1. Section 1 of chapter 46 of the Statutes
of Canada, 1883, is repealed and the follow-
ing substituted therefor:**

1. (1) The members of The Royal Society 20
of Canada, incorporated by this Act, to-
gether with such other persons as hereinafter
become members thereof, are continued as a
body politic and corporate under the name of
the "Royal Society of Canada".

(2) Subject to section 2, the Society may
acquire and hold real and personal property
for its purposes and alienate the same at
pleasure.

Préambule

CONSIDÉRANT que la Société Royale
du Canada a demandé dans sa pétition :

a) d'être soustraite à la restriction relative
à la valeur des biens qu'elle peut détenir
pour ses fins propres;

b) de faire abroger certaines dispositions
de sa loi constitutive qui sont devenues
inutiles;

ET CONSIDÉRANT que la pétitionnaire
a demandé dans sa pétition l'adoption de la
loi qui suit et qu'il y a lieu d'accéder à sa
demande;

EN CONSÉQUENCE, Sa Majesté, sur
l'avis et avec le consentement du Sénat et de
la Chambre des communes du Canada,
édicte :

**1. L'article 1 du chapitre 46 des Statuts
du Canada de 1883 est abrogé et remplacé
par ce qui suit :**

1. (1) Les membres de La Société Royale 20
du Canada, constitués en personne morale en
vertu de la présente loi, et les autres person-
nes qui deviendront membres de la Société à
l'avenir continuent de former une personne
morale sous le nom de « Société Royale du
Canada ».

(2) Sous réserve de l'article 2, la Société
peut acquérir et détenir tous les biens meu-
bles et immeubles qu'elle estime utiles à la

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: (1) Section 1 at present reads as follows:

1. J.W. Dawson, C.M.G., LL.D., F.R.S., President; the Honorable P.J.O. Chauveau, LL.D., Docteur ès Lettres, Vice-President; . . . together with such other persons as now are or may hereafter become members of the Society to be hereby incorporated, under the provisions of this Act and the by-laws made under the authority thereof, and their successors, shall be and are hereby constituted a body politic and corporate, by the name of "The Royal Society of Canada", hereinafter called the Society, and may, by any legal title, acquire, hold and enjoy, for the use of the Society, any property whatever, real or personal, and may alienate, sell and dispose of the same, or any part thereof, from time to time and as occasion may require, and other property, real or personal, may acquire instead thereof; Provided always, that the annual value of the real estate held at any time for the actual use of the Society shall not exceed four thousand dollars.

NOTES EXPLICATIVES

Article 1. — (1) Texte actuel de l'article 1 :

1. J.W. Dawson, C.M.G., LL.D., F.R.S., président; l'honorable P.J.O. Chauveau, LL.D., Docteur ès lettres, vice-président; . . . et telles autres personnes qui sont maintenant ou pourront à l'avenir devenir membres de la société par le présent constituée, conformément aux dispositions du présent acte et des règlements faits sous son autorité, et leurs successeurs, seront et sont par le présent constitués corps politique et incorporé, sous le nom de « La Société Royale du Canada » ci-après appelée « la société; » et ils pourront, en vertu de tout titre légal, acquérir et posséder, pour l'usage de la société, toutes propriétés quelconques, immobilières ou mobilières, en jouir et les aliéner, les vendre et en disposer, en tout ou en partie, de temps à autre et suivant que l'occasion le requerra, et pourront acquérir à la place d'autres propriétés immobilières et mobilières; pourvu, toutefois, que la valeur annuelle des dites propriétés immobilières possédées en aucun temps par la société pour son usage réel ne dépasse pas la somme de quatre mille piastres.

2. The said Act is further amended by repealing sections 5 and 6 thereof.

3. The said Act is further amended by repealing section 8 thereof.

4. Sections 7 and 9 of the said Act are renumbered as sections 5 and 6 respectively.

réalisation de sa mission et les aliéner comme bon lui semble.

2. La même loi est modifiée par abrogation des articles 5 et 6.

3. La même loi est modifiée par abrogation de l'article 8.

5 4. La même loi est modifiée par substitution aux numéros d'article 7 et 9, des numéros 5 et 6 respectivement.

(2) Subsection 1 (2) re-enacts a necessary portion of the repealed section 1.

Clause 2: Sections 5 and 6 at present read as follows:

5. The present by-laws of the existing society, not being contrary to law, shall be the by-laws of the Society, until they shall be repealed or altered as aforesaid.

6. Until others shall be elected, according to the by-laws of the Society, the present officers of the existing Society shall be those of the Society.

Clause 3: Section 8 at present reads as follows:

8. No person otherwise competent to be a witness in any suit or prosecution in which the Society may be engaged, shall be deemed incompetent to be such witness by reason of his being or having been a member of the Society.

(2) Rétablissement d'un passage nécessaire de l'article premier abrogé par la présente modification.

Article 2. — Voici le texte actuel des articles 5 et 6 :

5. Les règlements actuels de la société existante, qui ne sont pas contraires à la loi, seront les règlements de la société constituée par le présent acte, jusqu'à ce qu'ils soient abrogés ou changés comme susdit.

6. Jusqu'à ce que d'autres aient été élus, conformément aux règlements de la société, les officiers actuels de la société existante seront ceux de la société.

Article 3. — Voici le texte actuel de l'article 8 :

8. Aucune personne d'ailleurs compétente à être témoin dans tout procès ou poursuite dans laquelle la société pourra être engagée, ne sera réputée incompétente à être ainsi témoin par la raison qu'elle est ou a été membre ou officier de la société.

BILL S-8

PROJET DE LOI S-8

(1) **Reclassification of an existing instrument of the State**

Section 10-10.1. Any instrument of the State which is classified as a Class 1 instrument and which is not a Class 2 instrument shall be reclassified as a Class 2 instrument if the instrument is amended, modified, or otherwise changed in any manner which results in the instrument being classified as a Class 2 instrument under the provisions of this section.

(2) **Reclassification of an instrument as a Class 1 instrument**

Section 10-10.2. Any instrument of the State which is classified as a Class 2 instrument and which is not a Class 1 instrument shall be reclassified as a Class 1 instrument if the instrument is amended, modified, or otherwise changed in any manner which results in the instrument being classified as a Class 1 instrument under the provisions of this section.

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41 Elizabeth II, 1991-92

Troisième session, trente-quatrième législature,
40-41 Elizabeth II, 1991-92

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-8

PROJET DE LOI S-8

An Act to regulate the manufacture and importation of motor vehicles and motor vehicle equipment to reduce the risk of death, injury and damage to property and the environment

Loi régissant la fabrication et l'importation des véhicules et équipements automobiles en vue de limiter les risques de mort et de dommages corporels, matériels et environnementaux

First reading, March 17, 1992

Première lecture le 17 mars 1992

THE HONOURABLE SENATOR MURRAY, P.C.

L'HONORABLE SÉNATEUR MURRAY, C.P.

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-8

PROJET DE LOI S-8

An Act to regulate the manufacture and importation of motor vehicles and motor vehicle equipment to reduce the risk of death, injury and damage to property and the environment

Loi régissant la fabrication et l'importation des véhicules et équipements automobiles en vue de limiter les risques de mort et de dommages corporels, matériels et environnementaux

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title	1. This Act may be cited as the <i>Motor Vehicle Safety Act</i> .	5	1. <i>Loi sur la sécurité automobile</i> .	Titre abrégé
-------------	---	---	--	--------------

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions "company" « entreprise »	2. In this Act, "company" means a person (a) who is engaged in the business of manufacturing vehicles or equipment in Canada, (b) who is engaged in the business of selling to other persons, for the purpose of resale by those persons, vehicles or equipment obtained directly from a person described in paragraph (a) or the agent of such a person, or (c) who imports a vehicle or article of equipment into Canada for the purpose of sale;	10	2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. « entreprise » Selon le cas : a) constructeur ou équipementier automobiles établis au Canada; b) vendeur à des tiers, pour revente par ceux-ci, de matériels acquis auprès du constructeur ou de l'équipementier automobiles ou de leur mandataire; c) importateur de matériels destinés à être vendus.	5 Définitions
"component" Version anglaise seulement	"component" means an article capable of serving as a component of a vehicle or equipment;	20	« équipement » Objet, visé à l'annexe I, conçu comme pièce ou accessoire de véhicule. « fabrication » ou « construction » Ensemble des opérations de réalisation d'un véhicule, y compris les modifications qui y sont apportées, jusqu'à sa vente au premier usager.	15 « équipement » "equipment" « fabrication » ou « construction » "manufacture"

<p>« inspecteur » « inspector »</p>	<p>« inspecteur » Personne désignée à ce titre conformément à l'article 14.</p>	<p>« inspector » means any individual set out in Schedule I that is designated for use in or on a vehicle.</p>	<p>« inspector » « inspector »</p>
<p>« norme » « standard »</p>	<p>« norme » Régie ou norme s'appliquant à la conception, à la construction ou fabrication, au fonctionnement ou au maintien des matériels en vue de limiter les risques de mort et de dommages corporels ou matériels dus à l'utilisation des véhicules et de réduire les émissions qui en proviennent.</p>	<p>« national safety mark » means the expression "Canada Motor Vehicle Safety Standard" or "Norme de sécurité des véhicules automobiles du Canada", the abbreviation "CMVSS" or "NSVAC", or the symbol set out in Schedule II;</p>	<p>« national safety mark » « national safety mark »</p>
<p>« matériel » « material »</p>	<p>« matériel » Véhicules ou équipements.</p>	<p>« manufacturer » in relation to a vehicle includes any process of assembling or altering the vehicle prior to its sale to the final retail purchaser.</p>	<p>« manufacturer » « manufacturer »</p>
<p>« ministre » « minister »</p>	<p>« ministre » Le ministre des Transports.</p>	<p>« Minister » means the Minister of Transport;</p>	<p>« Minister » « Minister »</p>
<p>« norme » « standard »</p>	<p>« norme » Régie ou norme s'appliquant à la conception, à la construction ou fabrication, au fonctionnement ou au maintien des matériels en vue de limiter les risques de mort et de dommages corporels ou matériels dus à l'utilisation des véhicules et de réduire les émissions qui en proviennent.</p>	<p>« prescribed » means prescribed by regulations made under section 11;</p>	<p>« prescribed » « prescribed »</p>
<p>« véhicule » « vehicle »</p>	<p>« véhicule » Véhicule automobile ou partie d'un attelage automobile qui peut circuler sur la route à la présente définition, ne vise toutefois pas les véhicules qui circulent exclusivement sur rail.</p>	<p>« sell » includes to offer for sale, have in possession for sale and deliver for sale;</p>	<p>« sell » « sell »</p>
<p>« vente » « sale »</p>	<p>« vente » Sont assimilées à la vente l'offre de vente ainsi que la possession et la livraison en vue de la vente.</p>	<p>« standard » means a standard that governs the design, construction, functioning or marking of vehicles or equipment for the purpose of reducing the risk of death, injury or property damage from vehicle use or of limiting emissions from vehicles;</p>	<p>« standard » « standard »</p>
<p>« vente » « sale »</p>	<p>« vente » Sont assimilées à la vente l'offre de vente ainsi que la possession et la livraison en vue de la vente.</p>	<p>« vehicle » means any vehicle that is capable of being driven or drawn on roads by any means other than mechanical power except solely, but does not include any vehicle designed to run exclusively on rails.</p>	<p>« vehicle » « vehicle »</p>

MARKES NATIONALS DE SÉCURITÉ

NATIONAL SAFETY MARKS

3. (1) Les marques nationales de sécurité sont des marques nationales de commerce dont la propriété et l'usage sont, sans préjudice de la présente loi, dévolus à Sa Majesté du chef du Canada.

3. (1) The national safety marks are hereby declared to be national trade-marks and, except as provided in this Act, the exclusive property in and right to the use of those marks are vested in Her Majesty in right of Canada.

(2) Sont réservées des autres dispositions de la présente loi, les entreprises autorisées à utiliser les modèles réglementaires par le ministre peuvent apposer des marques nationales de sécurité selon les modèles régis-mentaires et aux conditions prévues par régime.

(2) A company authorized by the Minister in the prescribed manner may, subject to the provisions of this Act, apply a national safety mark in the prescribed form and manner and on the prescribed place, to a vehicle or equipment of a prescribed class.

National trade-marks

Use of marks

<p>“equipment” « équipement »</p>	<p>“equipment” means any equipment set out in Schedule I that is designed for use in or on a vehicle;</p>	<p>« inspecteur » Personne désignée à ce titre conformément à l'article 14.</p>	<p>« inspecteur » “inspector”</p>
<p>“inspector” « inspecteur »</p>	<p>“inspector” means a person designated as an automotive inspector pursuant to section 14;</p>	<p>« marque nationale de sécurité » Le signe reproduit à l'annexe II, les mentions « Norme de sécurité des véhicules automobiles du Canada » ou « Canada Motor Vehicle Safety Standard » et les abréviations « NSVAC » ou « CMVSS ».</p>	<p>« marque nationale de sécurité » 5 “national safety mark”</p>
<p>“manufacture” « fabrication »...</p>	<p>“manufacture”, in relation to a vehicle, includes any process of assembling or altering the vehicle prior to its sale to the first retail purchaser;</p>	<p>« matériels » Véhicules ou équipements.</p>	<p>« matériels » French version only</p>
<p>“Minister” « ministre »</p>	<p>“Minister” means the Minister of Transport;</p>	<p>« ministre » Le ministre des Transports.</p>	<p>10 « ministre » “Minister”</p>
<p>“national safety mark” « marque... »</p>	<p>“national safety mark” means the expression “Canada Motor Vehicle Safety Standard” or “Norme de sécurité des véhicules automobiles du Canada”, the abbreviation “CMVSS” or “NSVAC”, or the symbol set out in Schedule II;</p>	<p>« norme » Règle ou norme s'appliquant à la conception, à la construction ou fabrication, au fonctionnement ou au marquage des matériels en vue de limiter les risques de mort et de dommages corporels ou matériels dus à l'utilisations des véhicules et de réduire les émissions qui en proviennent.</p>	<p>« norme » “standard”</p>
<p>“prescribed” Version anglaise seulement</p>	<p>“prescribed” means prescribed by regulations made under section 11;</p>	<p>« véhicule » Véhicule automobile, ou faisant partie d'un attelage automobile, qui peut circuler sur la route; la présente définition ne vise toutefois pas les véhicules qui circulent exclusivement sur rail.</p>	<p>« véhicule » “vehicle”</p>
<p>“sell” « vente »</p>	<p>“sell” includes to offer for sale, have in possession for sale and deliver for sale;</p>	<p>« vente » Sont assimilées à la vente l'offre de vente ainsi que la possession et la livraison en vue de la vente.</p>	<p>« vente » “sell”</p>
<p>“standard” « norme »</p>	<p>“standard” means a standard that governs the design, construction, functioning or marking of vehicles or equipment for the purpose of reducing the risk of death, injury or property damage from vehicle use or of limiting emissions from vehicles;</p>		
<p>“vehicle” « véhicule »</p>	<p>“vehicle” means any vehicle that is capable of being driven or drawn on roads by any means other than muscular power exclusively, but does not include any vehicle designed to run exclusively on rails.</p>		

NATIONAL SAFETY MARKS

MARQUES NATIONALES DE SÉCURITÉ

3. (1) The national safety marks are hereby declared to be national trade-marks and, except as provided in this Act, the exclusive property in and right to the use of those marks are vested in Her Majesty in right of Canada.

3. (1) Les marques nationales de sécurité sont des marques nationales de commerce, dont la propriété et l'usage sont, sauf disposition contraire de la présente loi, dévolus à Sa Majesté du chef du Canada.

(2) A company authorized by the Minister in the prescribed manner may, subject to the provisions of this Act, apply a national safety mark, in the prescribed form and manner and on the prescribed place, to a vehicle or equipment of a prescribed class.

(2) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, les entreprises autorisées, selon les modalités réglementaires, par le ministre, peuvent apposer des marques nationales de sécurité selon les modalités réglementaires et aux endroits prévus par règle-

4. Sauf disposition contraire prévue par le règlement, le transport international de marchandises fabriquées au Canada et appartenant à une catégorie déterminée par règlement

(1) L'usage des marques nationales de sécurité est autorisé à la présente loi.

(2) Il est interdit d'employer une marque nationale de sécurité d'une catégorie déterminée par règlement si elle est susceptible d'être confondue avec une marque nationale de sécurité.

4. Except as otherwise provided by the regulations, no company shall ship from one province to another or deliver to any person for the purpose of being so shipped, any vehicle or equipment of a prescribed class manufactured in Canada unless it has a national safety mark applied to it in accordance with section 3.

NORMES RELATIVES AUX MATÉRIELS

5. (1) Pour une entité, l'apposition de la marque nationale de sécurité sur des matériels ou la vente de matériels ainsi marqués de même que l'importation de matériels appartenant à une catégorie déterminée par règlement, sont subordonnées aux conditions suivantes :

(a) conformément aux normes réglementaires applicables à la catégorie à la fin de l'assemblage principal du véhicule ou de la fabrication de l'équipement;

(b) justification de la conformité selon les modalités réglementaires ou, si les règlements le prévoient, selon les modalités que le ministre juge satisfaisantes;

(c) fourniture au ministre, selon les modalités réglementaires, des renseignements réglementaires relatifs aux normes d'importation de véhicules;

(d) apposition sur les matériels des renseignements réglementaires selon les modalités réglementaires et aux enduits prévus par règlement;

(e) fourniture avec les matériels, dans les cas prévus par règlement, des documents et accessoires réglementaires;

(f) diffusion, selon les modalités réglementaires, de tous renseignements réglementaires relatifs au fonctionnement de l'apposition des matériels.

(3) No person shall use a national safety mark except as authorized by this Act.

(4) No person shall use a mark other than a national safety mark in such a manner that it is likely to be mistaken for a national safety mark.

4. Except as otherwise provided by the regulations, no company shall ship from one province to another or deliver to any person for the purpose of being so shipped, any vehicle or equipment of a prescribed class manufactured in Canada unless it has a national safety mark applied to it in accordance with section 3.

VEHICLE AND EQUIPMENT STANDARDS

5. (1) No company shall apply a national safety mark to any vehicle or equipment, sell any vehicle or equipment to which a national safety mark has been applied, or import into Canada any vehicle or equipment of a prescribed class unless

(a) the vehicle or equipment conforms to the standards prescribed for vehicles or equipment of the class at the time the main assembly of the vehicle was completed or the equipment was manufactured;

(b) evidence of such conformity has been obtained and produced in the prescribed form and manner or, where the regulations so provide, in a form and manner satisfactory to the Minister;

(c) in the case of a vehicle, prescribed information relating to standards for entry into the market has been obtained and submitted to the Minister in the prescribed manner;

(d) prescribed information is marked on the vehicle or equipment in the prescribed form and manner and on the prescribed plate;

(e) where required by the regulations, prescribed documents or prescribed accessories accompany the vehicle or equipment;

(f) prescribed information relating to the operation of the vehicle or equipment is

Canadian Intellectual Property Commission

Propriété intellectuelle
Commission canadienne

Propriété intellectuelle
Commission canadienne

Propriété intellectuelle
Commission canadienne

Prohibition	(3) No person shall use a national safety mark except as authorized by this Act.	ment, sur les matériels appartenant à une catégorie déterminée par règlement.	(3) L'usage des marques nationales de sécurité est subordonné à la présente loi.	Interdiction
Confusing marks	(4) No person shall use a mark other than a national safety mark in such a manner that it is likely to be mistaken for a national safety mark.	(4) Il est interdit d'employer une marque différente susceptible d'être confondue avec une marque nationale de sécurité.	(4) Il est interdit d'employer une marque différente susceptible d'être confondue avec une marque nationale de sécurité.	5 Usage trompeur

Interprovincial shipments	4. Except as otherwise provided by the regulations, no company shall ship from one province to another, or deliver to any person for the purpose of being so shipped, any vehicle or equipment of a prescribed class manufactured in Canada unless it has a national safety mark applied to it in accordance with section 3.	4. Sauf disposition contraire prévue par règlement, le transport interprovincial ou la livraison à cette fin, par une entreprise, de matériels fabriqués au Canada et appartenant à une catégorie déterminée par règlement sont subordonnés à l'apposition sur eux de la marque nationale de sécurité conformément à l'article 3.	4. Sauf disposition contraire prévue par règlement, le transport interprovincial ou la livraison à cette fin, par une entreprise, de matériels fabriqués au Canada et appartenant à une catégorie déterminée par règlement sont subordonnés à l'apposition sur eux de la marque nationale de sécurité conformément à l'article 3.	10 Transport interprovincial 15
---------------------------	--	---	---	------------------------------------

VEHICLE AND EQUIPMENT STANDARDS

NORMES RELATIVES AUX MATÉRIELS

Compliance by companies	5. (1) No company shall apply a national safety mark to any vehicle or equipment, sell any vehicle or equipment to which a national safety mark has been applied, or import into Canada any vehicle or equipment of a prescribed class unless (a) the vehicle or equipment conforms to the standards prescribed for vehicles or equipment of its class at the time the main assembly of the vehicle was completed or the equipment was manufactured; (b) evidence of such conformity has been obtained and produced in the prescribed form and manner or, where the regulations so provide, in a form and manner satisfactory to the Minister; (c) in the case of a vehicle, prescribed information relating to standards for emissions has been obtained and submitted to the Minister in the prescribed manner; (d) prescribed information is marked on the vehicle or equipment in the prescribed form and manner and on the prescribed place; (e) where required by the regulations, prescribed documentation or prescribed accessories accompany the vehicle or equipment; (f) prescribed information relating to the operation of the vehicle or equipment is	5. (1) Pour une entreprise, l'apposition de la marque nationale de sécurité sur des matériels ou la vente de matériels ainsi marqués, de même que l'importation de matériels appartenant à une catégorie déterminée par règlement, sont subordonnées aux conditions suivantes : a) conformité aux normes réglementaires applicables à la catégorie à la fin de l'assemblage principal du véhicule ou de la fabrication de l'équipement; b) justification de la conformité selon les modalités réglementaires ou, si les règlements le prévoient, selon les modalités que le ministre juge satisfaisantes; c) fourniture au ministre, selon les modalités réglementaires, des renseignements réglementaires relatifs aux normes d'émissions du véhicule; d) apposition sur les matériels des renseignements réglementaires selon les modalités réglementaires et aux endroits prévus par règlement; e) fourniture avec les matériels, dans les cas prévus par règlement, des documents et accessoires réglementaires; f) diffusion, selon les modalités réglementaires, de tous renseignements réglementaires relatifs au fonctionnement ou à l'utilisation des matériels;	5. (1) Pour une entreprise, l'apposition de la marque nationale de sécurité sur des matériels ou la vente de matériels ainsi marqués, de même que l'importation de matériels appartenant à une catégorie déterminée par règlement, sont subordonnées aux conditions suivantes : a) conformité aux normes réglementaires applicables à la catégorie à la fin de l'assemblage principal du véhicule ou de la fabrication de l'équipement; b) justification de la conformité selon les modalités réglementaires ou, si les règlements le prévoient, selon les modalités que le ministre juge satisfaisantes; c) fourniture au ministre, selon les modalités réglementaires, des renseignements réglementaires relatifs aux normes d'émissions du véhicule; d) apposition sur les matériels des renseignements réglementaires selon les modalités réglementaires et aux endroits prévus par règlement; e) fourniture avec les matériels, dans les cas prévus par règlement, des documents et accessoires réglementaires; f) diffusion, selon les modalités réglementaires, de tous renseignements réglementaires relatifs au fonctionnement ou à l'utilisation des matériels;	Conditions de régularité pour les entreprises 20 25 30 35 40 45
-------------------------	---	---	---	---

3) tests et rapports, selon les modalités réglementaires de base, relatifs à la conformité à la fabrication aux essais ou au transport, et le terrain des essais, en vue de permettre à l'acheteur de prévoir aux véhicules les caractéristiques de toutes les autres réglementations applicables et de faciliter la détection et l'analyse des défauts visés au paragraphe 10);

4) tests par l'acheteur, en la forme et selon les modalités réglementaires, d'un produit, produit ou d'identifier à la demande de l'acheteur, tout véhicule d'équipement fabriqué, importé ou vendu par l'acheteur.

designated in the prescribed form and manner;

(g) records are maintained and provided in the prescribed form and manner in relation to the design, manufacturing, testing and field performance of the vehicle or equipment for the purpose of:

(i) enabling an inspector to determine whether the vehicle or equipment conforms to all prescribed standards applicable to it; and

(ii) facilitating the identification and analysis of defects referred to in subsection 10(1), and

(b) in the case of equipment, the company maintains a registration system in the prescribed form and manner by which any person who has purchased equipment manufactured, imported or sold by the company, and who wishes to be identified, may be identified.

(2) La durée de conservation des données relatives visés à l'article 10) et 11) est la même que celle visée à l'article 10) et 11) du règlement.

(2) A person who maintains records referred to in paragraph (1)(g) or a registration system referred to in paragraph (1)(b) shall cause information therein to be retained for the prescribed period.

(3) Sauf disposition contraire prise par le règlement, une entreprise peut importer, vendre ou transporter un véhicule, un véhicule importé ou vendu, ou un véhicule d'un autre pays, si elle satisfait aux conditions du paragraphe 1), si elle ne se déporte de ce véhicule et si elle agit selon les efforts pour maintenir un dossier sur le régime des lois d'un autre pays.

(3) Unless otherwise provided by the regulation, a company may apply a national safety mark for or import into Canada a vehicle that does not satisfy a requirement of subsection (1) if that requirement is satisfied before the vehicle leaves the possession or control of the company and before the vehicle is provided for registration under the law of a province.

(4) Dans les cas où une loi étrangère prévoit l'application d'une norme réglementaire qui correspond à une norme réglementaire d'un pays étranger, et si le fabricant ou le vendeur du véhicule a obtenu un certificat de conformité à la norme de ce pays, le ministre de la Santé peut, à la demande de ce fabricant ou de ce vendeur, décider par règlement, certifier que le véhicule est conforme à ce titre tel qu'appliqué par l'organisme.

(4) Where the regulations so provide in relation to a prescribed standard that corresponds to a prescribed enactment of a foreign Government, a vehicle shall be deemed to conform to the standard if a prescribed agency of that Government has certified that the vehicle conforms to the enactment as applied by the agency, unless the Minister determines that the vehicle does not conform to that enactment as so applied.

6. L'importation par toute personne d'un véhicule d'une catégorie désignée par le règlement est subordonnée à l'obtention d'un

6. No person shall import into Canada a vehicle of a prescribed class unless the requirements of paragraph 5(1)(a), (b), and (c) are satisfied in respect of the vehicle.

Manufacture of records

Form of compliance

Exemption by foreign agency

Compliance by person importing vehicle

10-11 EUC II

10-11 EUC II

10-11 EUC II

disseminated in the prescribed form and manner;

(g) records are maintained and furnished in the prescribed form and manner in relation to the design, manufacture, testing and field performance of the vehicle or equipment, for the purpose of

(i) enabling an inspector to determine whether the vehicle or equipment conforms to all prescribed standards applicable to it, and

(ii) facilitating the identification and analysis of defects referred to in subsection 10(1); and

(h) in the case of equipment, the company maintains a registration system in the prescribed form and manner by which any person who has purchased equipment manufactured, imported or sold by the company and who wishes to be identified may be identified.

(2) A person who maintains records referred to in paragraph (1)(g) or a registration system referred to in paragraph (1)(h) shall cause information therein to be retained for the prescribed period.

(3) Unless otherwise provided by the regulations, a company may apply a national safety mark to, or import into Canada, a vehicle that does not satisfy a requirement of subsection (1) if that requirement is satisfied before the vehicle leaves the possession or control of the company and before the vehicle is presented for registration under the laws of a province.

(4) Where the regulations so provide in relation to a prescribed standard that corresponds to a prescribed enactment of a foreign government, a vehicle shall be deemed to conform to the standard if a prescribed agency of that government has certified that the vehicle conforms to the enactment as applied by the agency, unless the Minister determines that the vehicle does not conform to that enactment as so applied.

6. No person shall import into Canada a vehicle of a prescribed class unless the requirements of paragraphs 5(1)(a), (b), (d) and (e) are satisfied in respect of the vehicle.

g) tenue et fourniture, selon les modalités réglementaires, de dossiers relatifs à la conception, à la fabrication, aux essais ou au rendement sur le terrain des matériels, en vue de permettre à l'inspecteur de procéder aux vérifications de conformité à toutes les normes réglementaires applicables et de faciliter la détection et l'analyse des défauts visés au paragraphe 10(1);

h) tenue par l'entreprise, en la forme et selon les modalités réglementaires, d'un fichier permettant d'identifier, à la demande de l'intéressé, tout acheteur d'équipements fabriqués, importés ou vendus par l'entreprise.

(2) La durée de conservation obligatoire des dossiers visés à l'alinéa (1)g) ou du fichier visé à l'alinéa (1)h) est fixée par règlement.

(3) Sauf disposition contraire prévue par règlement, une entreprise peut apposer une marque nationale de sécurité sur un véhicule, ou importer un véhicule, non conforme à l'une des prescriptions du paragraphe (1), à condition qu'il y soit conforme avant qu'elle ne se départe du véhicule et avant la présentation de celui-ci pour immatriculation sous le régime des lois d'une province.

(4) Dans les cas prévus par règlement à l'égard d'une norme réglementaire qui répond à un texte réglementaire d'un gouvernement étranger et sauf avis contraire du ministre, un véhicule est réputé conforme à la norme si un organisme de ce gouvernement, désigné par règlement, certifie que le véhicule est conforme à ce texte tel qu'appliqué par l'organisme.

6. L'importation par toute personne d'un véhicule d'une catégorie déterminée par règlement est subordonnée à l'observation

Conservation des dossiers

Certification par un organisme étranger

Importation par toute personne d'un véhicule

Maintenance of records

Time of compliance

Certification by foreign agency

Compliance by all persons importing vehicles

... of the ... and ...

2

... of the ... and ...

... of the ... and ...

... of the ... and ...

10

... of the ... and ...

... of the ... and ...

... of the ... and ...

Change

... of the ... and ...

... of the ... and ...

... of the ... and ...

21

... of the ... and ...

... of the ... and ...

... of the ... and ...

05

... of the ... and ...

... of the ... and ...

... of the ... and ...

02

... of the ... and ...

... of the ... and ...

... of the ... and ...

02

... of the ... and ...

... of the ... and ...

... of the ... and ...

00

... of the ... and ...

... of the ... and ...

... of the ... and ...

Exceptions for certain importations

7. (1) Sections 5 and 6 do not apply in respect of the importation of a vehicle or equipment if

- (a) the person importing the vehicle or equipment makes a declaration in the prescribed form and manner that the vehicle or equipment will be used in Canada solely for purposes of exhibition, demonstration, evaluation or testing and will remain in Canada for not longer than one year or such other period as the Minister specifies in relation to the vehicle or equipment; or
- (b) the vehicle or equipment is being imported exclusively for use by a visitor to Canada or by a person passing through Canada to another country.

des conditions prévues aux alinéas 5(1)a), b), d) et e).

7. (1) Les articles 5 et 6 ne s'appliquent pas à l'importation de matériels qui, selon le cas :

- a) ne doivent être utilisés qu'à des fins promotionnelles ou expérimentales, pendant une période fixée par le ministre ou n'excédant pas un an, l'importateur ayant fait, selon les modalités réglementaires, une déclaration à cet effet;
- b) doivent être utilisés exclusivement par une personne de passage ou en transit au Canada.

Exceptions pour certaines importations

5

Vehicles purchased in United States

(2) Except as otherwise provided by the regulations, a vehicle that has been sold at the retail level in the United States and that fails to satisfy an applicable requirement of section 5 or 6 may be imported into Canada notwithstanding that section if the person importing the vehicle makes a declaration in the prescribed form and manner that, before the vehicle is presented for registration under the laws of a province, the vehicle will be made to conform to that requirement or to any alternative requirement prescribed for the purposes of this subsection.

(2) Sauf disposition contraire prévue par règlement et par dérogation aux articles 5 et 6, un véhicule vendu au détail aux États-Unis et non conforme à l'une de leurs prescriptions peut être importé si l'importateur déclare, selon les modalités réglementaires, que, avant sa présentation pour immatriculation sous le régime des lois d'une province, le véhicule sera rendu conforme à la prescription ou à toute disposition substitutive prise par règlement d'application du présent paragraphe.

Véhicules acquis aux États-Unis

Change in standard since manufacture

(3) A vehicle that does not conform to a standard prescribed for vehicles of its class at the time of its main assembly may be imported notwithstanding section 5 or 6 if, at the time of its importation, the standard is no longer in effect and

(3) Le véhicule qui n'est pas conforme à la norme réglementaire prévue pour sa catégorie au moment de sa fabrication peut être importé malgré l'article 5 ou 6 si, au moment de l'importation, la norme n'est plus en vigueur et que :

Modification des normes

(a) the vehicle conforms to the corresponding standard prescribed for vehicles of its class at that time; or

a) soit le véhicule est conforme à la norme réglementaire correspondante prévue pour sa catégorie à ce moment;

(b) there is no corresponding standard at that time.

b) soit aucune autre norme correspondante n'est en vigueur.

Declarations binding

(4) No person who makes a declaration referred to in paragraph (1)(a) or subsection (2) in respect of a vehicle or equipment shall use or dispose of the vehicle or equipment in a manner contrary to the terms of that declaration.

(4) Il est interdit à l'auteur des déclarations visées à l'alinéa (1)a) ou au paragraphe (2) d'utiliser les matériels ou de s'en départir contrairement à celles-ci.

Effets des déclarations

PROVISIONS IN FORCE AS OF FEBRUARY 1, 1985

8. (1) Les véhicules qui, à un moment donné, ont été utilisés pour le transport de biens appartenant à une personne...

9. (1) Une entreprise qui établit le statut de ses véhicules en vertu de la Loi sur les véhicules doit établir une comptabilité des véhicules...

10. (1) Les véhicules qui, à un moment donné, ont été utilisés pour le transport de biens appartenant à une personne...

11. (1) Tout véhicule qui, à un moment donné, a été utilisé pour le transport de biens appartenant à une personne...

12. (1) Les véhicules qui, à un moment donné, ont été utilisés pour le transport de biens appartenant à une personne...

13. (1) Les véhicules qui, à un moment donné, ont été utilisés pour le transport de biens appartenant à une personne...

14. (1) Les véhicules qui, à un moment donné, ont été utilisés pour le transport de biens appartenant à une personne...

15. (1) Les véhicules qui, à un moment donné, ont été utilisés pour le transport de biens appartenant à une personne...

16. (1) Les véhicules qui, à un moment donné, ont été utilisés pour le transport de biens appartenant à une personne...

17. (1) Les véhicules qui, à un moment donné, ont été utilisés pour le transport de biens appartenant à une personne...

18. (1) Les véhicules qui, à un moment donné, ont été utilisés pour le transport de biens appartenant à une personne...

PROVISIONS IN FORCE AS OF FEBRUARY 1, 1985

8. (1) The vehicles that, at any one time, have been used for the transport of goods belonging to a person...

9. (1) A company that establishes the status of its vehicles under the Vehicle Act must establish an account of its vehicles...

10. (1) The vehicles that, at any one time, have been used for the transport of goods belonging to a person...

11. (1) Every vehicle that, at any one time, has been used for the transport of goods belonging to a person...

12. (1) The vehicles that, at any one time, have been used for the transport of goods belonging to a person...

13. (1) The vehicles that, at any one time, have been used for the transport of goods belonging to a person...

14. (1) The vehicles that, at any one time, have been used for the transport of goods belonging to a person...

15. (1) The vehicles that, at any one time, have been used for the transport of goods belonging to a person...

16. (1) The vehicles that, at any one time, have been used for the transport of goods belonging to a person...

17. (1) The vehicles that, at any one time, have been used for the transport of goods belonging to a person...

18. (1) The vehicles that, at any one time, have been used for the transport of goods belonging to a person...

19. (1) Les véhicules qui, à un moment donné, ont été utilisés pour le transport de biens appartenant à une personne...

20. (1) Les véhicules qui, à un moment donné, ont été utilisés pour le transport de biens appartenant à une personne...

21. (1) Les véhicules qui, à un moment donné, ont été utilisés pour le transport de biens appartenant à une personne...

22. (1) Les véhicules qui, à un moment donné, ont été utilisés pour le transport de biens appartenant à une personne...

19. (1) The vehicles that, at any one time, have been used for the transport of goods belonging to a person...

20. (1) The vehicles that, at any one time, have been used for the transport of goods belonging to a person...

21. (1) The vehicles that, at any one time, have been used for the transport of goods belonging to a person...

22. (1) The vehicles that, at any one time, have been used for the transport of goods belonging to a person...

VEHICLE EMISSIONS

ÉMISSIONS EN PROVENANCE DE VÉHICULES

Emission credits

8. (1) Regulations that prescribe standards in relation to emissions may provide for a system of credits by which

(a) a company may establish that a vehicle conforms to those standards by applying such credits against emissions of the vehicle in the prescribed manner and within prescribed limits;

(b) such credits may be obtained by a company in the prescribed manner

(i) by reference to emissions of a vehicle that more than satisfy the requirements of those standards, or

(ii) by the payment of an amount to the Receiver General determined at a prescribed rate in relation to emissions of a vehicle; and

(c) credits obtained by reference to emissions may be transferred to or from a company in the prescribed manner.

Idem

(2) Regulations referred to in subsection (1) may provide that a vehicle shall be deemed to conform to a standard if the application of those regulations to all vehicles of its class sold in Canada and the United States would result in that vehicle so conforming.

Emission report

(3) Every company shall submit to the Minister, in the prescribed form and manner and at the prescribed time, a report setting out, with respect to a prescribed period, an account of any emission credits obtained or applied by the company and a description in the prescribed form of each vehicle in relation to which credits were obtained or applied that is

(a) a vehicle to which the company applied a national safety mark during that period, other than a vehicle that was exported;

(b) a vehicle bearing a national safety mark that was sold by the company in Canada during that period; or

(c) a vehicle that was imported by the company during that period for the purpose of sale in Canada.

Système réglementaire de points relatifs aux émissions

8. (1) Les règlements qui prévoient des normes relatives aux émissions peuvent instituer un système de points appliqué de la façon suivante :

a) une entreprise peut établir la conformité d'un véhicule aux normes en attribuant des points aux émissions du véhicule, selon les modalités et dans les limites réglementaires;

b) l'entreprise peut obtenir des points, selon les modalités réglementaires :

(i) soit en prouvant que les émissions sont plus que conformes aux normes,

(ii) soit en payant au receveur général un montant déterminé selon le taux fixé par règlement relativement aux émissions;

c) les points obtenus par la preuve visée au sous-alinéa b)(i) sont transférables par une entreprise ou à elle selon les modalités réglementaires.

Conformité prévue par règlement

(2) Les règlements pris au titre du paragraphe (1) peuvent prévoir qu'un véhicule est réputé conforme à une norme dans les cas où leur application à l'ensemble des véhicules de ce type vendus au Canada et aux États-Unis aurait pour effet d'assurer cette conformité.

(3) Chaque entreprise est tenue de présenter au ministre, selon les modalités et au moment réglementaires, un rapport donnant, à l'égard de la période réglementaire, le relevé des points obtenus ou attribués par l'entreprise ainsi qu'une description en la forme réglementaire de chacun des véhicules, dotés de ces points, qui, selon le cas :

a) portent une marque nationale de sécurité apposée par l'entreprise au cours de cette période, à l'exception des véhicules exportés;

b) portent une marque nationale de sécurité et ont été vendus au Canada par l'entreprise au cours de cette période;

c) ont été importés par l'entreprise au cours de cette période en vue de leur vente au Canada.

Rapport sur les émissions

45

(4) Si les points ont été obtenus à l'égard d'examens d'un véhicule non visé à l'article (3)(a), (b) ou (c), le rapport doit donner la description de ce véhicule.

(4) Where credit applied pursuant to this section were obtained on the basis of examinations of a vehicle not referred to in paragraph (3)(a), (b) or (c), the report submitted in respect of the application of those credits shall include a description of that vehicle.

DISTRIBUER POUR LES VEHICULES

VEHICLE EXEMPTIONS

10 (1) Le gouverneur en conseil peut par décret, pour une période et à des conditions déterminées, dispenser une entreprise de se conformer aux normes réglementaires applicables à un modèle de véhicule qu'elle fabrique ou importe, pourvu que l'entreprise en fasse la demande, en la forme et avec les renseignements techniques et financiers prévus par règlement, et qu'il juge que l'application de ces normes, se réalisant dans des conditions suivantes:

(1) On application by a company in the prescribed form, supported by prescribed technical and financial information, the Governor in Council may, by order, grant an exemption for a specified period, subject to any conditions specified in the order, for any model of vehicle manufactured or imported by the company from conformity with any prescribed standard applicable to that model, where conformity with that standard would, in the opinion of the Governor in Council,

- (a) exiger de grandes difficultés financières pour l'entreprise;
- (b) entraver à la mise au point de dispositifs de sécurité ou de limitation des émissions équivalents ou supérieurs à ceux qui sont en vigueur aux normes réglementaires;
- (c) entraver à la mise au point de nouveaux types de véhicules ou de dispositifs ou pièces de véhicules.

- (a) create substantial financial hardship for the company;
- (b) impede the development of new safety or emission control features that are equivalent to or superior to those that conform to prescribed standards; or
- (c) impede the development of new kinds of vehicles, vehicle systems or components.

(2) La dispense peut être accordée pour une période:

(2) An exemption for a model may be granted for a period not exceeding:

- (a) d'un plus trois ans dans le cas visé à l'article (1)(a);
- (b) d'un plus deux ans pour un modèle déterminé, limité à mille de véhicules de même modèle dans les cas visés aux articles (1)(b) ou (c).

- (a) three years, where paragraph (1)(a) applies; or
- (b) two years, in respect of a model not exceeding one thousand units, where paragraph (1)(b) or (c) applies.

(3) La dispense ne peut être accordée lorsqu'elle aurait pour effet de porter considérablement atteinte à la sécurité de fonctionnement du véhicule ou à la limitation de ses émissions, ou que l'entreprise n'a pas, de bonne foi, tenté de prendre des mesures adéquates de conformité de son modèle aux normes réglementaires applicables.

(3) An exemption may not be granted for a model if the exemption would substantially diminish the safe performance of the model or the control of emissions from it, or if the company applying for the exemption has not attempted in good faith to bring the model into conformity with all prescribed standards applicable to it.

(4) Une dispense tombée en désuétude ne peut être accordée à l'entreprise dans les six mois.

(4) An exemption applied for by a company for any period may not be granted on the basis referred to in paragraph (3)(b) within

62 (a) le prochain mois de l'année de l'expiration ou de la cessation, à être, la

where

Exemption from standards

For the period of exemption

Conditions for granting exemption

When

Conditions for granting exemption

Idem (4) Where credits applied pursuant to this section were obtained on the basis of emissions from a vehicle not referred to in paragraph (3)(a), (b) or (c), the report submitted in respect of the application of those credits shall include a description of that vehicle. 5

(4) Si les points ont été obtenus à l'égard d'émissions d'un véhicule non visé à l'alinéa (3)a), b) ou c), le rapport doit donner la description de ce véhicule.

Idem

VEHICLE EXEMPTIONS

DISPENSE POUR LES VÉHICULES

Exemption from standards

9. (1) On application by a company in the prescribed form, supported by prescribed technical and financial information, the Governor in Council may, by order, grant an exemption for a specified period, subject to any conditions specified in the order, for any model of vehicle manufactured or imported by the company from conformity with any prescribed standard applicable to that model where conformity with that standard would, in the opinion of the Governor in Council,

9. (1) Le gouverneur en conseil peut par décret, pour une période et à des conditions déterminées, dispenser une entreprise de se conformer aux normes réglementaires applicables à un modèle de véhicule qu'elle fabrique ou importe, pourvu que l'entreprise en fasse la demande, en la forme et avec les renseignements techniques et financiers prévus par règlement, et qu'il juge que, par l'application de ces normes, se réaliserait l'une des conditions suivantes : 15

5 Dispense

- (a) create substantial financial hardship for the company;
- (b) impede the development of new safety or emission control features that are equivalent to or superior to those that conform to prescribed standards; or
- (c) impede the development of new kinds of vehicles, vehicle systems or components. 25

- a) création de grandes difficultés financières pour l'entreprise;
- b) entrave à la mise au point de dispositifs de sécurité ou de limitation des émissions équivalents ou supérieurs à ceux qui sont conformes aux normes réglementaires;
- c) entrave à la mise au point de nouveaux types de véhicules ou de dispositifs ou pièces de véhicules.

Period and extent of exemption

(2) An exemption for a model may be granted for a period not exceeding

(2) La dispense peut être accordée pour une période : 25

- (a) three years, where paragraph (1)(a) applies; or
- (b) two years, in respect of a stated number of units of that model not exceeding one thousand units, where paragraph (1)(b) or (c) applies. 30

- a) d'au plus trois ans dans le cas visé à l'alinéa (1)a);
- b) d'au plus deux ans pour un nombre déterminé, limité à mille, de véhicules du même modèle dans les cas visés aux alinéas (1)b) ou c). 30

Conditions for granting exemption

(3) An exemption may not be granted for a model if the exemption would substantially diminish the safe performance of the model or the control of emissions from it or if the company applying for the exemption has not attempted in good faith to bring the model into conformity with all prescribed standards applicable to it. 40

(3) La dispense ne peut être accordée lorsqu'elle aurait pour effet de porter considérablement atteinte à la sécurité de fonctionnement du modèle ou à la limitation de ses émissions ou que l'entreprise n'a pas, de bonne foi, tenté au préalable d'assurer la conformité du modèle aux normes réglementaires applicables. 40

Conditions d'acceptation

Idem

(4) An exemption applied for by a company for any period may not be granted on the basis referred to in paragraph (1)(a) where 45

(4) Une dispense fondée sur l'alinéa (1)a) ne peut être accordée à l'entreprise dans les cas suivants :
a) la production mondiale annuelle de l'entreprise ou du constructeur a été, la 45

Idem

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

(1) ...
(2) ...
(3) ...

(4) ...
(5) ...
(6) ...

(7) ...
(8) ...
(9) ...
(10) ...

... ..

(1) ...
(2) ...

(3) ...
(4) ...
(5) ...
(6) ...
(7) ...
(8) ...
(9) ...
(10) ...

(1) ...
(2) ...

(3) ...
(4) ...
(5) ...
(6) ...

(a) the world production of vehicles manufactured by the company or by the manufacturer of the model that is the subject of the application exceeded ten thousand vehicles in the twelve month period beginning two years before the beginning of that period; or

(b) the total number of vehicles manufactured for, or imported into, the Canadian market by the company exceeded one thousand vehicles in that twelve month period.

(5) On expiration of the period of an exemption, a new exemption may be granted in accordance with this section.

Renewal of exemption

seconde année précédant la période à l'égard de laquelle la demande est présentée, supérieure à dix mille véhicules;

b) l'entreprise a construit ou importé cette année-là pour le marché canadien plus de mille véhicules.

5

(5) Une nouvelle dispense peut être accordée dans les conditions prévues par le présent article à l'échéance de la dispense originelle.

Renouvellement

NOTICE OF SAFETY DEFECTS

AVIS DE DÉFAUT

Obligation to give notice

10. (1) A company that manufactures, sells or imports any vehicle or equipment of a class for which standards are prescribed shall, on becoming aware of a defect in the design, construction or functioning of the vehicle or equipment that affects or is likely to affect the safety of any person, cause notice of the defect to be given in the prescribed manner to

- (a) the Minister; 25
- (b) each person who has obtained such a vehicle or equipment from the company; and
- (c) each current owner of such a vehicle or equipment as determined 30
 - (i) from any warranty issued by the company with respect to the functioning of the vehicle or equipment that has, to its knowledge, been given, sold or transferred to the current owner, 35
 - (ii) in the case of a vehicle, from provincial motor vehicle registration records, or
 - (iii) in the case of equipment, from a registration system referred to in paragraph 5(1)(h). 40

(2) A company is not required to cause notice to be given of a defect of which notice has already been given under this section by another company that manufactured, sold or imported the vehicle or equipment. 45

Where notice previously given

10. (1) L'entreprise qui fabrique, vend ou importe des matériels d'une catégorie régie par des normes et qui constate un défaut de conception, de fabrication ou de fonctionnement susceptible de porter atteinte à la sécurité humaine doit en donner avis, dans les meilleurs délais possible et selon les modalités réglementaires, au ministre, à toute personne qui a reçu d'elle les matériels et à leur propriétaire actuel. Elle détermine l'identité de celui-ci d'après : 20

- a) la garantie de fonctionnement des matériels qui, à sa connaissance, lui a été remise; 25
- b) dans le cas de véhicules, les registres provinciaux d'immatriculation; 25
- c) dans le cas d'équipements, le fichier visé à l'alinéa 5(1)h).

Avis de défaut

(2) L'entreprise n'a pas à faire donner un avis déjà donné sur le même défaut par une autre entreprise qui a fabriqué, vendu ou importé le véhicule ou l'équipement. 30

Avis déjà donné

Publication of notice

(3) Where the Minister is satisfied that the name of the current owner of a vehicle or equipment cannot reasonably be determined by a company in accordance with paragraph (1)(c),

- (a) the Minister may order the company to give notice of the defect by publication in the prescribed form for a period of five consecutive days in two major daily newspapers in each of the following six regions, namely, the Atlantic provinces, Quebec, Ontario, the Prairie provinces, British Columbia and the Territories, or by dissemination in an alternative medium for such period as the Minister determines; or
- (b) the Minister may order that the current owner need not be notified.

Contents of notice

(4) A notice required to be given under subsections (1) and (3) shall contain, in the form and to the extent prescribed, a description of the defect, an evaluation of the safety risk arising from it and directions for correcting it.

Particulars to provincial authorities

(5) Forthwith on receiving any notice under subsection (1), the Minister shall forward full particulars of the notice to the minister or other officer responsible for motor vehicle administration in each province.

Follow-up reports

(6) Every company that causes notice to be given under subsection (1) shall submit a report containing prescribed information respecting the defect and its correction to the Minister in the prescribed form within the prescribed period and quarterly thereafter.

Idem

(7) Unless the Minister otherwise directs, the quarterly reports referred to in subsection (6) shall be submitted for a period of two years after the day on which notice was given under subsection (1).

Publication

(3) Le ministre peut, s'il est convaincu qu'il serait trop difficile pour l'entreprise de déterminer l'identité du propriétaire actuel par application du paragraphe (1), ordonner que le propriétaire n'ait pas à être avisé ou que l'avis soit publié, selon les modalités réglementaires, pendant cinq jours consécutifs dans deux quotidiens à tirage important de chacune des régions suivantes : les provinces de l'Atlantique, le Québec, l'Ontario, les Prairies, la Colombie-Britannique et les territoires, ou par tout autre moyen et pendant la période qu'il estime indiqués.

Teneur

(4) L'avis prévu aux paragraphes (1) et (3) comporte, en la forme et dans la mesure réglementaires, la description du défaut, une estimation du risque correspondant et une indication des mesures correctives.

Information des autorités provinciales

(5) Dès réception de l'avis prévu au paragraphe (1), le ministre en transmet la teneur au responsable du secteur des véhicules dans chaque administration provinciale.

Suivi

(6) L'entreprise qui donne au ministre l'avis prévu au paragraphe (1) doit lui présenter, en la forme et dans les délais réglementaires et ensuite tous les trimestres, un rapport contenant les renseignements réglementaires relatifs au défaut et à sa correction.

Idem

(7) Les rapports trimestriels visés au paragraphe (6) sont à présenter, sauf décision contraire du ministre, pendant deux ans suivant la date de l'avis prévu au paragraphe (1).

REGULATIONS

RÈGLEMENTS

Regulations

11. (1) The Governor in Council may make regulations

- (a) prescribing or providing for anything that by this Act is to be prescribed or provided for by the regulations; and

Règlements

11. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi;
- b) prendre toute autre mesure d'application de la présente loi.

40

		(6) Generally the carrying out the purposes and provisions of this Act.	
2	(1) Un règlement d'établissement d'une norme peut être applicable à une proposition déterminée de véhicules d'une catégorie avant de l'être à tout.	(2) Regulations prescribing a standard may be made applicable in respect of a specified proportion of vehicles of any class before those regulations are made applicable in respect of all vehicles of that class.	Provisions of regulations
10	(3) Les projets de règlements d'application de la présente loi sont publiés dans la Gazette du Canada, les intéressés se voient accordés la possibilité de présenter au ministre leurs observations à cet égard.	(3) Regulations proposed to be made under this Act shall be published in the Canada Gazette and a reasonable opportunity afforded to interested persons to make representations to the Minister with respect to them.	Publication of proposed regulations
10	(4) Ne sont pas valides les projets de réglementation déjà publiés dans les conditions prévues au paragraphe (3) s'ils ont été modifiés à la suite de ces observations ou s'ils n'ont subi de modifications de leur nature à la réglementation en vigueur.	(4) Subsection (3) does not require the publication of proposed regulations (a) that have been modified as a result of representations made to the Minister following their previous publication under that subsection; or (b) that would make no substantive change to existing regulations.	Provisions
12	(1) Au présent article, « document de normes techniques » s'entend d'un document publié selon les modalités réglementaires sous l'autorité du ministre et reproduisant dans les deux langues officielles du Canada et avec les adaptations facilitant son incorporation au titre du présent article, un texte établi par un gouvernement étranger.	(1) In this section, "technical standard document" means a document, published in the prescribed manner by authority of the Minister, that reproduces in the official languages of Canada an enactment of a foreign government with such adaptations of form and relevance as will facilitate the incorporation of the enactment under this section.	Definition of "technical standard document"
22	(2) Les règlements pris au titre de la présente loi peuvent incorporer par renvoi un document de normes techniques en son état à la date de la présente ou avec ses modifications éventuelles et étendre l'incorporation de ce document.	(2) Regulations made under this Act may incorporate by reference a technical standard document as it reads on a prescribed day or as it is amended from time to time following the incorporation by reference and may extend, qualify or exclude the application of any provision of the document so incorporated.	Incorporation of technical standard document
30	(3) La personne qui continue de se conformer à toute disposition remplacée par un document de normes techniques incorporé dans un règlement n'est pas tenue de se conformer à celui-ci pendant les six mois qui suivent sa publication selon les modalités réglementaires.	(3) No person is required to comply with a provision of a technical standard document incorporated by the regulations until six months after the publication of the provision in the prescribed manner, provided the person continues to comply with any provision for which that provision is substituted.	Provisions
40	(4) Dans le cas où la incorporation en document de normes techniques avec ses modifications éventuelles, les règlements précédant	(4) Where regulations incorporate a technical standard document as amended from time to time, those regulations shall specify	Provisions

(b) generally for carrying out the purposes and provisions of this Act.

Progressive application

(2) Regulations prescribing a standard may be made applicable in respect of a specified proportion of vehicles of any class before those regulations are made applicable in respect of all vehicles of that class.

(2) Un règlement d'établissement d'une norme peut être applicable à une proportion déterminée de véhicules d'une catégorie avant de l'être à tous.

Portée

Publication of proposed regulations

(3) Regulations proposed to be made under this Act shall be published in the *Canada Gazette* and a reasonable opportunity afforded to interested persons to make representations to the Minister with respect to them.

(3) Les projets de règlements d'application de la présente loi sont publiés dans la *Gazette du Canada*, les intéressés se voyant accorder la possibilité de présenter au ministre leurs observations à cet égard.

5 Publication des projets de règlement

Exceptions

(4) Subsection (3) does not require the publication of proposed regulations

(4) Ne sont pas visés les projets de règlement déjà publiés dans les conditions prévues au paragraphe (3) s'ils ont été modifiés à la suite de ces observations ou s'ils n'apportent pas de modifications de fond notables à la réglementation en vigueur.

10 Exception

(a) that have been modified as a result of representations made to the Minister following their previous publication under that subsection; or

(b) that would make no substantive change to existing regulations.

15

Definition of "technical standards document"

12. (1) In this section, "technical standards document" means a document, published in the prescribed manner by authority of the Minister, that reproduces in the official languages of Canada an enactment of a foreign government with such adaptations of form and reference as will facilitate the incorporation of the enactment under this section.

12. (1) Au présent article, « document de normes techniques » s'entend d'un document publié selon les modalités réglementaires sous l'autorité du ministre et reproduisant, dans les deux langues officielles du Canada et avec les adaptations facilitant son incorporation au titre du présent article, un texte édicté par un gouvernement étranger.

Définition de « document de normes techniques »

30

Incorporation of document

(2) Regulations made under this Act may incorporate by reference a technical standards document as it reads on a prescribed day or as it is amended from time to time following the incorporation by reference, and may extend, qualify or exclude the application of any provision of the document so incorporated.

(2) Les règlements pris au titre de la présente loi peuvent incorporer par renvoi un document de normes techniques en son état à la date qu'ils prévoient ou avec ses modifications éventuelles et étendre, limiter ou exclure l'application de toute disposition de ce document.

Incorporation d'un document

30

Publication

(3) No person is required to comply with a provision of a technical standards document incorporated by the regulations until six months after the publication of the provision in the prescribed manner, provided the person continues to comply with any provision for which that provision is substituted.

(3) La personne qui continue de se conformer à toute disposition remplacée par un document de normes techniques incorporé dans un règlement n'est pas tenue de se conformer à celui-ci pendant les six mois qui suivent sa publication selon les modalités réglementaires.

Publication

45

Expiration

(4) Where regulations incorporate a technical standards document as amended from time to time, those regulations shall specify

(4) Dans le cas où ils incorporent un document de normes techniques avec ses modifications éventuelles, les règlements précisent

Expiration

40

leur propre date de cessation d'effet, qui doit se situer dans les cinq années qui suivent leur entrée en vigueur.

the day on which they shall expire, which day may not be later than five years after the day on which they come into force.

Article 13
2

13. (1) Dans le cas où un texte déposé par un gouvernement étranger et correspondant à des règlements pris sous le régime de la présente loi est modifié ou dans le cas où son application est modifiée par suite d'une décision d'un tribunal étranger, le ministre peut, par arrêté, suspendre ou modifier l'application des règlements pour une période d'un plus ou d'une année, dans la mesure où les dispositions sont incompatibles avec le texte modifié.

13. (1) Where an enactment of a foreign government corresponds to regulations made under this Act and that enactment is amended by that government or its operation is affected by a decision of a foreign court, the Minister may issue an order, effective for a period not exceeding one year, suspending or modifying the operation of the regulations to the extent that they are inconsistent with the enactment as amended or given effect.

Article 14
1

(2) Un arrêté pris en vue du paragraphe 13(1) n'est pas un texte réglementaire au sens de la Loi sur les textes réglementaires mais nul n'est tenu de s'y conformer s'il n'a pas été publié dans la Gazette du Canada ou si la personne en cause n'en a pas été formellement avisée.

(2) An order issued under subsection (1) is not a statutory instrument for the purposes of the Statutory Instruments Act but no person is required to comply with such an order notice if it has been published in the Canada Gazette or that person has received actual notice of it.

INSPECTION

INSPECTION

Article 14

14. (1) Le ministre peut désigner, en qualité d'inspecteur de la sécurité automobile, toute personne qu'il estime qualifiée.

14. (1) The Minister may designate as an automotive inspector any person who, in the Minister's opinion, is qualified to be so designated.

Article 15

(2) Le ministre remet à l'inspecteur un certificat attestant sa qualité, que celui-ci présente, sur demande, au responsable des lieux visés au paragraphe 13(1).

(2) The Minister shall furnish every inspector with a certificate of designation, and on receiving any place referred to in subsection 13(1) an inspector shall, on demand from the person in charge of that place, produce the certificate for examination by that person.

Article 15

(1) Afin de procéder à des vérifications de conformité à la présente loi, l'inspecteur peut, à toute heure convenable, pénétrer dans les lieux où il a des motifs raisonnables de croire à la présence :

(1) For the purpose of verifying compliance with this Act, an inspector may at any reasonable time enter any place in which the inspector believes on reasonable grounds there is

- (a) de matériels appartenant à une catégorie assujettie à des normes de sécurité réglementaires et qui sont la propriété ou se trouvent dans les locaux d'une entreprise ou d'un établissement de matériels importés;
- (b) de pièces destinées à servir à la fabrication de matériels ainsi assujettis;
- (c) de dossiers visés par l'article 3(1)(g).

- (a) any vehicle or equipment of a class for which safety standards have been prescribed that is owned by or in the possession of a company or a consignee of imported vehicles or imported equipment;
- (b) any component intended to be used in the manufacture of a vehicle or equipment for which safety standards have been prescribed;
- (c) any record referred to in paragraph 3(1)(g).

the day on which they shall expire, which day may not be later than five years after the day on which they come into force.

leur propre date de cessation d'effet, qui doit se situer dans les cinq années qui suivent leur entrée en vigueur.

Interim amending order

13. (1) Where an enactment of a foreign government corresponds to regulations made under this Act and that enactment is amended by that government or its operation is affected by a decision of a foreign court, the Minister may issue an order, effective for a period not exceeding one year, suspending or modifying the operation of the regulations to the extent that they are inconsistent with the enactment as amended or given effect.

13. (1) Dans le cas où un texte édicté par un gouvernement étranger et correspondant à des règlements pris sous le régime de la présente loi est modifié ou dans le cas où son application est modifiée par suite d'une décision d'un tribunal étranger, le ministre peut, par arrêté, suspendre ou modifier l'application des règlements, pour une période d'au plus une année, dans la mesure où ils sont incompatibles avec le texte modifié.

Arrêté à effet provisoire

Notice

(2) An order issued under subsection (1) is not a statutory instrument for the purposes of the *Statutory Instruments Act* but no person is required to comply with such an order unless it has been published in the *Canada Gazette* or that person has received actual notice of it.

(2) Un arrêté pris au titre du paragraphe (1) n'est pas un texte réglementaire au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*, mais nul n'est tenu de s'y conformer s'il n'a pas été publié dans la *Gazette du Canada* ou si la personne en cause n'en a pas été formellement avisée.

Non-application de la *Loi sur les textes réglementaires*

INSPECTION

INSPECTION

Inspectors

14. (1) The Minister may designate as an automotive inspector any person who, in the Minister's opinion, is qualified to be so designated.

14. (1) Le ministre peut désigner, en qualité d'inspecteur de la sécurité automobile, toute personne qu'il estime qualifiée.

Inspecteurs

Certificate of designation

(2) The Minister shall furnish every inspector with a certificate of designation, and on entering any place referred to in subsection 15(1) an inspector shall, on demand from the person in charge of that place, produce the certificate for examination by that person.

(2) Le ministre remet à l'inspecteur un certificat attestant sa qualité, que celui-ci présente, sur demande, au responsable des lieux visés au paragraphe 15(1).

Certificat

Entry by inspectors

15. (1) For the purpose of verifying compliance with this Act, an inspector may at any reasonable time enter any place in which the inspector believes on reasonable grounds there is

15. (1) Afin de procéder à des vérifications de conformité à la présente loi, l'inspecteur peut, à toute heure convenable, pénétrer dans les lieux où il a des motifs raisonnables de croire à la présence :

Visite des lieux

(a) any vehicle or equipment of a class for which safety standards have been prescribed that is owned by, or is on the premises of, a company or a consignee of imported vehicles or imported equipment;

a) de matériels appartenant à une catégorie assujettie à des normes de sécurité réglementaires et qui sont la propriété ou se trouvent dans les locaux d'une entreprise ou d'un consignataire de matériels importés;

(b) any component intended to be used in the manufacture of a vehicle or equipment for which safety standards have been prescribed; or

b) de pièces destinées à servir à la fabrication de matériels ainsi assujettis;

(c) any record referred to in paragraph 5(1)(g).

c) de dossiers visés par l'alinéa 5(1)g.

<p>10-11-12-13</p>	<p>10-11-12-13</p>	<p>(1) An inspector who enters a place for an inspection... (2) An inspector may require any person to produce for examination... (3) An inspector may require any person to produce for examination...</p>	<p>10-11-12-13</p>
<p>10-11-12-13</p>	<p>10-11-12-13</p>	<p>(4) An inspector may enter and inspect any vehicle... (a) by means of which... (b) the inspector believes... (c) the inspector believes...</p>	<p>10-11-12-13</p>
<p>10-11-12-13</p>	<p>10-11-12-13</p>	<p>(1) Any person who owns or has charge of a place entered by an inspector... (2) Any person who owns or has charge of a place entered by an inspector...</p>	<p>10-11-12-13</p>
<p>10-11-12-13</p>	<p>10-11-12-13</p>	<p>(3) An inspector may require any person to produce for examination... (4) An inspector may require any person to produce for examination...</p>	<p>10-11-12-13</p>
<p>10-11-12-13</p>	<p>10-11-12-13</p>	<p>(5) An inspector may require any person to produce for examination... (6) An inspector may require any person to produce for examination...</p>	<p>10-11-12-13</p>

Search of premises	(2) An inspector who enters a place pursuant to subsection (1) may examine any vehicle, equipment or component found there, and may open any package or receptacle in that place that the inspector believes on reasonable grounds contains any equipment or component referred to in that subsection.	(2) L'inspecteur peut, dans les circonstances visées au paragraphe (1), examiner tous matériels ou pièces trouvés sur les lieux et ouvrir et examiner tout emballage ou contenant qu'il croit, pour des motifs raisonnables, contenir des équipements ou pièces ainsi visés.	Examen des lieux
Production of documents	(3) An inspector may require any person to produce for examination any books, records, reports, test data, shipping bills, bills of lading or other documents or electronically stored data that the inspector believes on reasonable grounds contain any information relevant to the enforcement of this Act or to the identification or analysis of a defect referred to in subsection 10(1), and may make copies of or take extracts from any of them.	(3) L'inspecteur peut demander à toute personne de produire pour examen les livres, dossiers ou rapports, données d'essais, connaissements et feuilles d'expédition ou autres documents ou données informatiques qu'il croit, pour des motifs raisonnables, contenir des renseignements utiles à l'application de la présente loi ou à la détection ou à l'analyse d'un défaut visé au paragraphe 10(1), et en prendre des copies ou des extraits.	Demande de renseignements
Seizure of property	(4) An inspector may seize and, subject to sections 489.1 to 491.2 of the <i>Criminal Code</i> , detain any vehicle, equipment or component described in subsection (1) (a) by means of which or in relation to which the inspector believes on reasonable grounds this Act has been contravened; or (b) that the inspector believes on reasonable grounds will afford evidence in respect of a contravention of this Act.	(4) L'inspecteur peut saisir et, sous réserve des articles 489.1 à 491.2 du <i>Code criminel</i> relatifs à la disposition de biens saisis, retenir tous matériels ou pièces visés au paragraphe (1) qu'il croit, pour des motifs raisonnables, avoir servi ou donné lieu à une infraction à la présente loi ou pouvoir servir à prouver l'infraction.	Saisie de biens
Assistance to inspectors	16. (1) Any person who owns or has charge of a place entered by an inspector pursuant to subsection 15(1) and every person present there shall provide all reasonable assistance in their power to enable the inspector to carry out the inspector's duties, and shall furnish such information as the inspector reasonably requires for purposes of the administration of this Act.	16. (1) Le propriétaire ou le responsable des lieux visités conformément au paragraphe 15(1), ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions et de lui donner les renseignements qu'il peut valablement exiger pour l'application de la présente loi.	Assistance à l'inspecteur
False statements	(2) No person shall knowingly obstruct or hinder, or make any false or misleading statement either orally or in writing to, an inspector engaged in carrying out functions under this Act.	(2) Il est interdit sciemment d'entraver l'action de l'inspecteur dans l'exercice de ses fonctions ou de lui faire, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse.	Entrave
Interference with seized property	(3) Except with the authorization of an inspector, no person shall remove, alter or otherwise interfere with any vehicle, equipment or component seized by an inspector pursuant to subsection 15(4).	(3) Il est interdit, sans l'autorisation de l'inspecteur, de déplacer des matériels ou pièces saisis en application du paragraphe 15(4) ou d'en modifier de quelque manière l'état.	Interdiction

OFFENCES AND PUNISHMENTS

INFRANCTION ET PUNITION

Offense and punishment

17. (1) Every corporation that contravenes any provision of this Act is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or

17. (1) Toute personne morale qui contrevient à la présente loi commet une infraction punissable sur dénonciation et est coupable de cette infraction punissable sur dénonciation, une amende de cent mille dollars

fine

(2) Every individual who contravenes any provision of this Act is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not exceeding one thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both

(2) Tout individu qui contrevient à la présente loi commet une infraction et est coupable de cette infraction punissable sur dénonciation, une amende de dix mille dollars ou un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines

Offense where more than one manufacturer

(3) In a prosecution for a contravention of section 4 or subsection 5(1) by a company engaged in the business of assembling or altering vehicles, it is a defence for the company to establish that the contravention occurred as a result of work previously done on a vehicle by another person engaged in the manufacture of the vehicle.

(3) Dans les poursuites engagées pour infraction à l'article 4 ou au paragraphe 5(1) contre une entreprise qui se livre à l'assemblage ou à la modification de véhicules, la preuve que l'infraction résulte de l'acte antérieur d'un autre constructeur automobile constitue un moyen de défense pour l'entreprise.

Offense by employee or agent

18. (1) In a prosecution under this Act, it is sufficient proof of an offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence unless the accused establishes that the offence was committed without the knowledge or consent of the accused and that the accused exercised all the diligence to prevent its occurrence.

18. (1) Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par un préposé de l'accusé, que celui-ci ait été ou non identifié ou poursuivi, l'accusé peut se défendre en prouvant que la perpétration de l'infraction a été faite sans son consentement et qu'il avait pris les mesures nécessaires pour l'éviter.

Time limit

(2) A prosecution by way of summary conviction under this Act may not be instituted later than two years after the time when the subject matter of the prosecution occurred.

(2) Les poursuites sur déclaration de culpabilité par procès criminel, relative à une infraction à la présente loi, ne peuvent être intentées qu'à compter de sa perpétration.

Cont

(3) A prosecution under this Act may be instituted, tried and determined by a court in any territorial jurisdiction in which the

(3) Le tribunal dans lequel est intenté l'accusé peut être saisi en tout lieu où se trouve le contrevenant de l'infraction à la

Infraction

2

10

12

20

22

30

32

32

40

Même de

Poursuite

Tribunal

OFFENCES AND PUNISHMENT

INFRACTIONS ET PEINES

Offence and punishment	<p>17. (1) Every corporation that contravenes any provision of this Act</p> <p>(a) is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not exceeding one hundred thousand dollars; or</p> <p>(b) is guilty of an indictable offence and is liable to a fine not exceeding one million dollars.</p>	<p>17. (1) Toute personne morale qui contre- vient à la présente loi commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :</p> <p>a) par procédure sommaire, une amende maximale de cent mille dollars;</p> <p>b) par mise en accusation, une amende maximale d'un million de dollars.</p>	Infractions et peines
Idem	<p>(2) Every individual who contravenes any 10 provision of this Act</p> <p>(a) is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not exceeding two thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six 15 months, or to both; or</p> <p>(b) is guilty of an indictable offence and is liable to a fine not exceeding ten thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding two years, or to both. 20</p>	<p>(2) Tout individu qui contrevient à la pré- sente loi commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :</p> <p>a) par procédure sommaire, une amende maximale de deux mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;</p> <p>b) par mise en accusation, une amende 15 maximale de dix mille dollars et un em- prisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines. 20</p>	Idem
Defence where more than one manufacturer	<p>(3) In a prosecution for a contravention of section 4 or subsection 5(1) by a company engaged in the business of assembling or altering vehicles, it is a defence for the company to establish that the contravention 25 occurred as a result of work previously done on a vehicle by another person engaged in the manufacture of the vehicle.</p>	<p>(3) Dans les poursuites engagées, pour infraction à l'article 4 ou au paragraphe 20 5(1), contre une entreprise qui se livre à l'assemblage ou à la modification de véhicu- les, la preuve que l'infraction résulte de l'acte antérieur d'un autre constructeur automobile constitue un moyen de défense pour l'entre- 25 prise.</p>	Moyen de défense
Offence by employee or agent	<p>18. (1) In a prosecution under this Act, it is sufficient proof of an offence to establish 30 that it was committed by an employee or agent of the accused whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that the offence was 35 committed without the knowledge or consent of the accused and that the accused exercised all due diligence to prevent its commission.</p>	<p>18. (1) Dans les poursuites pour infraction 30 à la présente loi, il suffit, pour prouver l'in- fraction, d'établir qu'elle a été commise par un préposé de l'accusé, que celui-ci ait été ou 30 non identifié ou poursuivi. L'accusé peut se disculper en prouvant que la perpétration a eu lieu à son insu ou sans son consentement et qu'il avait pris les mesures nécessaires pour l'empêcher. 35</p>	Preuve
Time limit	<p>(2) A prosecution by way of summary conviction under this Act may not be 40 instituted later than two years after the time when the subject-matter of the prosecution arose.</p>	<p>(2) Les poursuites sur déclaration de cul- pabilité par procédure sommaire, relative- ment à une infraction à la présente loi, se prescrivent par deux ans à compter de sa perpétration. 40</p>	Prescription
Venue	<p>(3) A prosecution under this Act may be instituted, tried and determined by a court in 45 any territorial jurisdiction in which the</p>	<p>(3) Le tribunal dans le ressort duquel l'ac- cusé exerce ses activités est compétent pour connaître des poursuites pour infraction à la</p>	Tribunal compétent

presented in the present law, independently of the subject-matter of the prosecution.

19

19. (1) Dans les poursuites pour infraction 2 à la présente loi, la preuve qu'un matériel portant un nom ou une marque connu être ceux d'une entreprise de fabrication d'im- portation ou de vente de matériels fait loi, sauf preuve contraire, de ce que le matériel a été fabriqué, importé ou vendu selon le cas par cette entreprise.

19

(2) Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, la preuve qu'un matériel portant une marque nationale de sécurité a été fabri- qué par une entreprise fait loi, sauf preuve contraire, de ce que le matériel a été fabri- qué par cette entreprise.

19. (1) In a prosecution under this Act, evidence that a vehicle or equipment bore a name or mark purporting to be the name or mark of a company engaged in the business of manufacturing, importing or selling vehi- cles or equipment is, in the absence of evi- dence to the contrary, proof that the vehicle or equipment was manufactured, imported or sold as the case may be, by that company.

(2) In a prosecution under this Act, evi- dence that a vehicle or equipment bearing a national safety mark was manufactured by a company is, in the absence of evidence to the contrary, proof that the national safety mark was affixed by the company.

RESEARCH, TESTS ET PROUS

RESEARCH, TESTING AND TESTS

20

20. (1) Le ministre peut :
(a) mener les recherches, études et éva- luations qu'il estime nécessaires à l'appui- cation de la présente loi;
(b) mettre en œuvre des programmes de recherche et développement permettant de mieux connaître les incidences de l'usage des véhicules, de leur comportement sur les conducteurs et de la configuration des voies de circulation sur la sécurité routière, les données d'énergie et l'environne- ment, et de faire passer la prime de sécurité propre à limiter ces incidences;
(c) établir, exploiter et acquiescer des instal- lations servant aux tests de matériels et de leurs pièces;
(d) rendre accessibles à toute personne les installations visées à l'article (1), ainsi que les éléments et services connexes;
(e) publier ou diffuser les informations relatives à celles de ses activités qui sont visées au présent article.

20. (1) The Minister may
(a) conduct such research, studies and evaluations as the Minister considers necessary for the administration and enforcement of this Act;
(b) undertake research and development programs for the study of the impact of vehicles, drivers of vehicles and users and highways on road safety, energy con- sumption and the environment and for the promotion of measures to control that impact;
(c) establish and operate facilities for the testing of vehicle, equipment and compo- nents, and operate test equipment for that purpose;
(d) make the facilities referred to in para- graph (c) and all related materials, parts and services available to any person; and
(e) publish or otherwise disseminate any information relating to the services of the Minister under this section.

21

(2) Le ministre peut, par arrêté, fixer le montant ou le mode de calcul des droits exigibles à l'égard des installations et des services rendus accessibles en application de l'article (1)(b), le prix à payer pour les in- formations en cause ainsi que les modalités de paiement.

(2) The Minister may, by order, determine or establish the manner of determining a fee to be charged for any facility or service made available to any person under paragraph (1)(b), the price to be charged for any in- formation or part referred to in that paragraph,

accused carries on business, regardless of where the subject-matter of the prosecution arose.

présente loi, indépendamment du lieu de perpétration.

Evidence

19. (1) In a prosecution under this Act, evidence that a vehicle or equipment bore a name or mark purporting to be the name or mark of a company engaged in the business of manufacturing, importing or selling vehicles or equipment is, in the absence of evidence to the contrary, proof that the vehicle or equipment was manufactured, imported or sold, as the case may be, by that company.

19. (1) Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, la preuve qu'un matériel portait un nom ou une marque censés être ceux d'une entreprise de fabrication, d'importation ou de vente de matériels fait foi, sauf preuve contraire, de ce que le matériel a été fabriqué, importé ou vendu, selon le cas, par cette entreprise.

Preuve

Idem

(2) In a prosecution under this Act, evidence that a vehicle or equipment bearing a national safety mark was manufactured by a company is, in the absence of evidence to the contrary, proof that the national safety mark was affixed by the company.

(2) Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, la preuve qu'un matériel portant une marque nationale de sécurité a été fabriqué par une entreprise fait foi, sauf preuve contraire, de ce que le marquage a été fait par cette entreprise.

Idem

RESEARCH, TESTING AND FEES

RECHERCHES, TESTS ET DROITS

Powers of Minister

20. (1) The Minister may
 (a) conduct such research, studies and evaluations as the Minister considers necessary for the administration and enforcement of this Act;
 (b) undertake research and development programs for the study of the impact of vehicles, drivers of vehicles, and streets and highways on road safety, energy conservation and the environment and for the promotion of measures to control that impact;
 (c) establish and operate facilities for the testing of vehicles, equipment and components, and acquire test equipment for that purpose;
 (d) make the facilities referred to in paragraph (c) and all related materials, parts and services available to any person; and
 (e) publish or otherwise disseminate any information relating to the activities of the Minister under this section.

20. (1) Le ministre peut :
 a) mener les recherches, enquêtes et évaluations qu'il estime nécessaires à l'application de la présente loi;
 b) mettre en œuvre des programmes de recherche et développement permettant de mieux connaître les incidences de l'utilisation des véhicules, du comportement des conducteurs et de la configuration des voies de circulation sur la sécurité routière, les économies d'énergie et l'environnement, et de favoriser la prise de mesures propres à limiter ces incidences;
 c) établir, exploiter et acquérir des installations servant aux tests de matériels et de leurs pièces;
 d) rendre accessibles à toute personne les installations visées à l'alinéa c), ainsi que les éléments et services connexes;
 e) publier ou diffuser les informations relatives à celles de ses activités qui sont visées au présent article.

Pouvoirs du ministre

Fees and prices to be charged

(2) The Minister may, by order, determine or establish the manner of determining a fee to be charged for any facility or service made available to any person under paragraph (1)(d), the price to be charged for any material or part referred to in that paragraph,

(2) Le ministre peut, par arrêté, fixer le montant ou le mode de calcul des droits exigibles à l'égard des installations et des services rendus accessibles en application de l'alinéa (1)d), le prix à payer pour les éléments en cause ainsi que les modalités de paiement.

Droits et prix exigés

and the terms of payment of loss and profits so changed.

(3) Any amount charged pursuant to sub-section (2) on the special account (as defined in the Income Tax Act) shall be treated as income of the company for the purposes of section 10(1)(a).

(4) Any amount charged pursuant to sub-section (2) shall be recoverable as a debt due to the company from the Federal Court.

21. (1) At the request of the Minister and subject to approval by the Minister of the Department of Finance and in terms of a provision of the Act, the Minister may, in respect of a company, direct that the following shall apply:

- (a) a vehicle or component that was used in the conduct of the company's business in order to establish information submitted to the Minister pursuant to paragraph (1) is a vehicle or component that, for the purposes of such laws, is equivalent to a motor vehicle or component referred to in paragraph (1);

(2) The Minister may, in addition and in respect of a vehicle or component mentioned in sub-section (1), direct that the following shall apply:

(3) The Minister may, in respect of a vehicle or component mentioned in sub-section (1), direct that the following shall apply:

(1) The amount of the special account shall be determined by the Minister in terms of the Act.

(2) The amount of the special account shall be determined by the Minister in terms of the Act.

(3) The amount of the special account shall be determined by the Minister in terms of the Act.

(4) The amount of the special account shall be determined by the Minister in terms of the Act.

(5) The amount of the special account shall be determined by the Minister in terms of the Act.

(6) The amount of the special account shall be determined by the Minister in terms of the Act.

(7) The amount of the special account shall be determined by the Minister in terms of the Act.

Section 21

Section 21

Section 21

Section 21

Section 21

Section 21

Section 21

Section 21

Section 21

Section 21

Section 21

Section 21

Section 21

Section 21

and the terms of payment of fees and prices so charged.

Application of charges

(3) Any amount charged pursuant to subsection (2) may be applied against the cost of making facilities, materials, parts and services available to persons under paragraph (1)(d).

(3) Les montants ainsi exigés sont imputés sur les coûts des installations, des éléments et services rendus accessibles en application de l'alinéa (1)d).

Imputation

Recovery of charges

(4) Any amount charged pursuant to subsection (2) may be recovered as a debt due to Her Majesty in the Federal Court.

(4) Toute somme exigée en conformité avec le paragraphe (2) peut être recouvrée à titre de créance de Sa Majesté devant la Cour fédérale.

Recouvrement des droits

Emission control test vehicles

21. (1) At the request of the Minister and subject to payment by the Minister of the cost of transportation and of rental at a prescribed rate based on capital value, a company shall make available for testing

21. (1) À la demande du ministre et sous réserve de paiement de la location par celui-ci au taux réglementaire fondé sur la valeur en capital ainsi que du paiement des frais de transport, une entreprise est tenue de remettre pour des tests soit un véhicule ou une pièce utilisés par ou pour elle dans des essais visant à recueillir les renseignements fournis au ministre aux termes de l'alinéa 5(1)c), soit la pièce ou le véhicule équivalent en vue de ces tests.

Tests relatifs aux émissions

- (a) a vehicle or component that was used in tests conducted by or for the company in order to establish information submitted to the Minister pursuant to paragraph 5(1)(c); or
- (b) a vehicle or component that, for the purpose of such testing, is equivalent to a vehicle or component referred to in paragraph (a).

(2) The Minister may examine and dismantle a vehicle or component made available under subsection (1) and conduct all necessary tests to verify the accuracy of tests referred to in paragraph (1)(a).

(2) Le ministre peut examiner et démonter un véhicule ou une pièce remis en vertu du paragraphe (1) et procéder à tous les tests nécessaires pour vérifier l'exactitude des essais visés à ce paragraphe.

Tests par le ministre

(3) The Minister may not detain a vehicle or component for more than thirty days after completion of the tests conducted under subsection (2) unless, before that time, proceedings have been instituted in respect of an offence related to the vehicle or component, in which case it may be detained until the proceedings are concluded.

(3) Le ministre ne peut retenir un véhicule ou une pièce visés au paragraphe (1) plus de trente jours après la fin des tests, à moins que des poursuites n'aient été engagées avant l'expiration de ce délai pour une infraction relative au véhicule ou à la pièce, auquel cas il peut les retenir jusqu'à la fin de la procédure.

Rétention des véhicules

REPEAL

ABROGATIONS

22. The *Motor Vehicle Safety Act* is repealed.

22. La *Loi sur la sécurité des véhicules automobiles* est abrogée.

Abrogation de L.R., ch. M-10

23. The *Motor Vehicle Tire Safety Act* is repealed.

23. La *Loi sur la sécurité des pneus de véhicule automobile* est abrogée.

Abrogation de L.R., ch. M-11

Repeal of R.S., c. M-10

Repeal of R.S., c. M-11

ENTIRETY VEHICLE

COMPLIANCE FORCE

24. The Act shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

25. The Act shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

Enacted in
this

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

24. This Act shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

24. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil.

Décret

Regulation

(4) Any amount charged pursuant to subsection (2) may be recovered as a debt due to Her Majesty in the Federal Court.

(4) Toute somme exigée en conformité avec le paragraphe (2) peut être recouvrée à titre de créance de Sa Majesté devant la Cour fédérale.

5 Recouvrement des créances

21. (1) At the request of the Minister and subject to payment by the Minister of the cost of transportation and of rental of a prescribed rate based on capital value, a company shall make available for testing

21. (1) À la demande du ministre et sous réserve de paiement de la location par celui-ci au taux réglementaire basé sur la valeur en capital ainsi que du paiement des frais de transport, une entreprise qui tienne de manière pour des tests son véhicule ou une pièce utilisée par lui pour elle dans des essais visant à recueillir les renseignements fournis au ministre aux termes de l'article 20 de la Loi sur la sécurité des véhicules automobiles

10 15 20 25 30 35 40 45 50 55 60 65 70 75 80 85 90 95 100 105 110 115 120 125 130 135 140 145 150 155 160 165 170 175 180 185 190 195 200 205 210 215 220 225 230 235 240 245 250 255 260 265 270 275 280 285 290 295 300 305 310 315 320 325 330 335 340 345 350 355 360 365 370 375 380 385 390 395 400 405 410 415 420 425 430 435 440 445 450 455 460 465 470 475 480 485 490 495 500 505 510 515 520 525 530 535 540 545 550 555 560 565 570 575 580 585 590 595 600 605 610 615 620 625 630 635 640 645 650 655 660 665 670 675 680 685 690 695 700 705 710 715 720 725 730 735 740 745 750 755 760 765 770 775 780 785 790 795 800 805 810 815 820 825 830 835 840 845 850 855 860 865 870 875 880 885 890 895 900 905 910 915 920 925 930 935 940 945 950 955 960 965 970 975 980 985 990 995 1000

- (a) a vehicle or component that was used in tests conducted by or for the company in order to establish its compliance with the Minister pursuant to paragraph 5(1)(a);
- (b) a vehicle or component that has the purpose of such testing, or component of a vehicle or component referred to in paragraph (a).

25 (2) The Minister may examine and dismantle a vehicle or component made available under subsection (1) and conduct all necessary tests to verify the accuracy of tests referred to in paragraph (1)(a).

20 25 30 35 40 45 50 55 60 65 70 75 80 85 90 95 100 105 110 115 120 125 130 135 140 145 150 155 160 165 170 175 180 185 190 195 200 205 210 215 220 225 230 235 240 245 250 255 260 265 270 275 280 285 290 295 300 305 310 315 320 325 330 335 340 345 350 355 360 365 370 375 380 385 390 395 400 405 410 415 420 425 430 435 440 445 450 455 460 465 470 475 480 485 490 495 500 505 510 515 520 525 530 535 540 545 550 555 560 565 570 575 580 585 590 595 600 605 610 615 620 625 630 635 640 645 650 655 660 665 670 675 680 685 690 695 700 705 710 715 720 725 730 735 740 745 750 755 760 765 770 775 780 785 790 795 800 805 810 815 820 825 830 835 840 845 850 855 860 865 870 875 880 885 890 895 900 905 910 915 920 925 930 935 940 945 950 955 960 965 970 975 980 985 990 995 1000

(3) The Minister may not detain a vehicle or component for more than thirty days after completion of the tests conducted under subsection (2) unless, before that date, proceedings have been instituted in respect of an offence related to the vehicle or component, in which case it may be detained until the proceedings are concluded.

(3) Le ministre ne peut retenir un véhicule ou une pièce visés au paragraphe (1) plus de trente jours après la fin des tests, à moins que des poursuites n'aient été engagées avant l'expiration de ce délai pour une infraction relative au véhicule ou à la pièce, auquel cas il peut les retenir jusqu'à la fin de la procédure.

25 30 35 40 45 50 55 60 65 70 75 80 85 90 95 100 105 110 115 120 125 130 135 140 145 150 155 160 165 170 175 180 185 190 195 200 205 210 215 220 225 230 235 240 245 250 255 260 265 270 275 280 285 290 295 300 305 310 315 320 325 330 335 340 345 350 355 360 365 370 375 380 385 390 395 400 405 410 415 420 425 430 435 440 445 450 455 460 465 470 475 480 485 490 495 500 505 510 515 520 525 530 535 540 545 550 555 560 565 570 575 580 585 590 595 600 605 610 615 620 625 630 635 640 645 650 655 660 665 670 675 680 685 690 695 700 705 710 715 720 725 730 735 740 745 750 755 760 765 770 775 780 785 790 795 800 805 810 815 820 825 830 835 840 845 850 855 860 865 870 875 880 885 890 895 900 905 910 915 920 925 930 935 940 945 950 955 960 965 970 975 980 985 990 995 1000

REPEAL

ABROGATIONS

22. The Motor Vehicle Safety Act is repealed.

22. La Loi sur la sécurité des véhicules automobiles est abrogée.

Abrogation de la Loi sur la sécurité des véhicules automobiles

23. The Motor Vehicle Fire Safety Act is repealed.

23. La Loi sur la sécurité des pneus de véhicules automobiles est abrogée.

Abrogation de la Loi sur la sécurité des pneus de véhicules automobiles

Coming into force

Recovery of charges

Examination of vehicles

Testing by Minister

Detention of vehicles

Repeal of S.S. 22-23

Repeal of S.S. 23-24

ANNEXE I
(partie 1)
EQUIPEMENT

- 1. Focus
- 2. Équipements de sécurité pour enfants
- 3. Équipements de sécurité pour les personnes âgées

SCHEDULE I
(Section 1)
MOTOR VEHICLE EQUIPMENT

- 1. Focus
- 2. Child restraint devices
- 3. Equipment for elderly persons

ANNEXE II
(partie 2)
MARQUE NATIONALE DE SÉCURITÉ



Le présent document est une traduction de la Loi sur la sécurité des produits de consommation et de la Loi sur la sécurité des produits de consommation pour le Québec.

SCHEDULE II
(Section 2)
NATIONAL SAFETY MARK



Le présent document est une traduction de la Loi sur la sécurité des produits de consommation et de la Loi sur la sécurité des produits de consommation pour le Québec.

Printed in Canada, April 8, 1992

Printed in Canada le 8 avril 1992

THE HONOURABLE SENATOR J. G. ...
Parlement du Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0S9

THE HONOURABLE SENATOR OLSON, C.P. ...
Parliament of Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0S9

SCHEDULE I
(Section 2)**MOTOR VEHICLE EQUIPMENT**

1. Tires
2. Child restraint devices
3. Restraint devices for disabled persons

ANNEXE I
(article 2)**ÉQUIPEMENT**

1. Pneus
2. Ensembles de retenue pour enfants
3. Ensembles de retenue pour les personnes atteintes d'une incapacité

SCHEDULE II
(Section 2)**NATIONAL SAFETY MARK****ANNEXE II**
(article 2)**MARQUE NATIONALE DE SÉCURITÉ**

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41 Elizabeth II, 1991-92

Troisième session, trente-quatrième législature,
40-41 Elizabeth II, 1991-92

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-9

PROJET DE LOI S-9

An Act to amend An Act to incorporate the Northwest
Canada Conference Evangelical Church

Loi modifiant la loi constituant le Conseil de l'Église
évangélique pour le Nord-Ouest du Canada

First reading, April 8, 1992

Première lecture le 8 avril 1992

THE HONOURABLE SENATOR OLSON, P.C.

L'HONORABLE SÉNATEUR OLSON, C.P.

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-9

PROJET DE LOI S-9

An Act to amend an Act to incorporate the Northwest Canada Conference Evangelical Church

Loi modifiant la loi constituant en corporation le Conseil de l'Église évangélique pour le Nord-Ouest du Canada

Preamble

WHEREAS the Northwest Canada Conference Evangelical Church has by its petition prayed that its Act of incorporation be amended as hereinafter provided, and it is expedient to grant the prayer of the petition;

ATTENDU que le Conseil de l'Église évangélique pour le Nord-Ouest du Canada a, par pétition introductive de projet de loi, demandé que sa loi constitutive soit modifiée 5 et qu'il sied d'accéder à cette demande; 5

Préambule

1928, c. 79

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

EN CONSÉQUENCE, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1928, ch. 79

1. Subsection 7(2) of chapter 79 of the Statutes of Canada, 1928 is repealed.

1. Le paragraphe 7(2) du chapitre 79 des 10 Statuts du Canada de 1928 est abrogé.

French name

2. The French name of the Corporation incorporated by the said Act is "Conseil de l'Église évangélique pour le Nord-Ouest du Canada".

2. En français, la personne morale constituée par ladite loi s'appelle le «Conseil de l'Église évangélique pour le Nord-Ouest du 15 Canada». 15

Nom français

THE SENATE OF CANADA
BILL S-19

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: The purpose of this clause is to remove the present limitation on the value of property that may be held by the Church.

Subsection 7(2) at present reads as follows:

"7. (2) The aggregate value of the real estate held by or in trust for the Corporation in Canada shall not exceed at any one time the sum of one million dollars."

Clause 2: New. This clause would provide the Church with a French name.

NOTES EXPLICATIVES

Article 1. — Cet article a pour objet de supprimer la restriction relative à la valeur des biens que l'Église peut posséder.

Texte actuel du paragraphe 7(2) :

«7. (2) La valeur globale des immeubles détenus en propre ou en fiducie pour la Corporation au Canada ne doit, à aucun moment, dépasser un million de dollars.»

Article 2. — Nouveau. Attribue un nom français à l'Église.

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41 Elizabeth II, 1991-92

Troisième session, trente-quatrième législature,
40-41 Elizabeth II, 1991-92

SÉNAT DU CANADA

THE SENATE OF CANADA

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-10

PROJET DE LOI S-10

An Act to incorporate the Green Shield Canada Prepaid
Services Association

Loi constituant en personne morale l'Association de servi-
ces payés d'avance du Bouclier vert du Canada

First reading, May 20, 1992

Première lecture le 20 mai 1992

que, en l'absence de régime législatif prévu
aux personnes morales constituées par le Par-
lement fédéral pour fournir des services de
paiement anticipé, il est souhaitable que la
personne morale à constituer soit soumise à
une réglementation;
que les pétitionnaires ont, dans leur pétition,
sollicité l'adoption de la mesure susdite et
qu'il y a lieu d'accéder à cette demande;

AND WHEREAS, in the absence of legis-
lation specifically governing corporations in-
corporated by the Parliament of Canada to
provide prepaid plans, it is desirable that
there be regulatory supervision of the corpo-
ration to be so established;
AND WHEREAS the petitioners have by
their petition prayed that it be enacted as
herein set forth, and it is expedient to
grant the prayer of the petitioners;
NOW, THEREFORE, Her Majesty, by
and with the advice and consent of the
Senate and House of Commons of Canada,
enacts as follows:

TITRE ABBRÉGÉ

SHORT TITLE

THE HONOURABLE SENATOR DOYLE

L'HONORABLE SÉNATEUR DOYLE

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-10

PROJET DE LOI S-10

An Act to incorporate the Green Shield
Canada Prepaid Services Association

Loi constituant en personne morale l'Asso-
ciation de services payés d'avance du
Bouclier vert du Canada

Preamble

WHEREAS Green Shield Prepaid Ser-
vices Inc., a body corporate incorporated
under the laws of Ontario and providing
prepayment plans as an association regis-
tered in that province under the Prepaid
Hospital and Medical Services Act of
Ontario, has, by its petition, prayed for the
establishment by special Act of a corporation
to provide prepayment plans throughout
Canada;

Préambule

Attendu :
que Green Shield Prepaid Services Inc., per-
sonne morale constituée en vertu des lois de
l'Ontario fournissant des régimes de paie-
ment anticipé à titre d'association inscrite
dans cette province en vertu de la Loi sur les
services hospitaliers et médicaux prépayés de
l'Ontario, a demandé l'adoption d'une loi
spéciale afin de constituer une personne
morale autorisée à fournir des régimes de
paiement anticipé dans tout le Canada;

AND WHEREAS, in the absence of legis-
lation specifically governing corporations in-
corporated by the Parliament of Canada to
provide prepayment plans, it is desirable that
there be regulatory supervision of the corpo-
ration to be so established;

que, en l'absence de régime législatif propre
aux personnes morales constituées par le Par-
lement fédéral pour fournir des régimes de
paiement anticipé, il est souhaitable que la
personne morale à constituer soit soumise à
une réglementation;

AND WHEREAS the petitioners have by
their petition prayed that it be enacted as
hereinafter set forth, and it is expedient to
grant the prayer of the petitioners;

que les pétitionnaires ont, dans leur pétition,
sollicité l'adoption de la mesure suivante et
qu'il y a lieu d'accéder à cette demande;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by
and with the advice and consent of the
Senate and House of Commons of Canada,
enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Green
Shield Canada Act.*

1. *Loi sur l'association personnalisée le
Bouclier vert du Canada.*

Titre abrégé

Definitions	2. In this Act,	2. Les définitions suivantes s'appliquent à la présente loi :	Définitions
<p>“administrative services only plan” « régime limité à des services administratifs »</p>	<p>“administrative services only plan” means a prepayment plan under which a plan sponsor is obligated to pay the cost of prepayment of specified services on behalf of the plan participants and the plan provider is obligated to administer the plan and the payment of the costs of the services;</p>	<p>5 « Association » La personne morale constituée en vertu de la présente loi.</p>	<p>5 « Association » “Association”</p>
<p>“Association” « Association »</p>	<p>10 “Association” means the corporation established by this Act;</p>	<p>« administrateurs » Les administrateurs de l'Association.</p>	<p>« administrateurs » “directors”</p>
<p>“by-laws” « règlements administratifs »</p>	<p>“by-laws” means the by-laws of the Association;</p>	<p>« fournisseur de régime » Toute personne, y compris l'Association, qui fournit, gère ou administre des régimes de paiement anticipé.</p>	<p>« fournisseur de régime » “plan provider”</p>
<p>“directors” « administrateurs »</p>	<p>“directors” means the directors of the Association;</p>	<p>10 « membres » Les membres de l'Association.</p>	<p>10 « membres » “members”</p>
<p>“members” « membres »</p>	<p>15 “members” means members of the Association;</p>	<p>« ministre » Le ministre des Finances.</p>	<p>« ministre » “Minister”</p>
<p>“Minister” « ministre »</p>	<p>“Minister” means the Minister of Finance;</p>	<p>« prestataire » Particulier qui, du fait de son adhésion à un régime de paiement anticipé de l'Association, a droit à des prestations déterminées en fonction du coût des services définis qu'il a reçus.</p>	<p>15 « prestataire » “plan participant”</p>
<p>“plan participant” « prestataire »</p>	<p>20 “plan participant” means an individual who, being a recipient of specified services, is entitled to benefits in respect of the costs of the services under a prepayment plan of the Association;</p>	<p>« promoteur de régime » Personne, autre que l'Association, qui conclut une convention avec l'Association relativement à un régime collectif de paiement anticipé.</p>	<p>20 « promoteur de régime » “plan sponsor”</p>
<p>“plan provider” « fournisseur de régime »</p>	<p>25 “plan provider” means a person, including the Association, who provides, operates or administers prepayment plans;</p>	<p>« régime de paiement anticipé » Convention constatée par écrit en vertu de laquelle des particuliers ou des groupes de personnes (quelle que soit l'affiliation de celles-ci) s'organisent pour payer d'avance le coût de services définis, selon les modalités suivantes :</p>	<p>25 « régime de paiement anticipé » “prepayment plan”</p>
<p>“plan sponsor” « promoteur de régime »</p>	<p>“plan sponsor” means a person, other than the Association, who is a contracting party to a group prepayment plan of the Association;</p>	<p>a) pour un prestataire, le coût des services est établi par la convention et dépend du coût moyen des services de même nature ou du partage des coûts;</p>	<p>15</p>
<p>“prepayment plan” « régime de paiement anticipé »</p>	<p>30 “prepayment plan” means any contract, agreement or arrangement evidenced in writing under which individuals or groups of persons, however associated, arrange for the prepayment of the costs of specified services, in a manner whereby</p>	<p>b) le fournisseur de régime s'engage à payer le coût d'acquisition des services définis et à administrer ce paiement, pour le compte des prestataires, par toutes sortes de moyens, y compris par la conclusion de conventions avec des fournisseurs de services définis, aux conditions que la convention peut déterminer;</p>	<p>15</p>
	<p>(a) the cost of the services to a recipient thereof is established in a manner specified in the contract, agreement or arrangement to take into account the averaging or sharing of the costs of the services among recipients of like services;</p>	<p>c) l'obligation du fournisseur de régime n'est pas définie en termes d'assurance contre la perte consécutive à la survenance d'un événement incertain ou d'un risque dans lequel une personne a un intérêt assurable.</p>	<p>40</p>
	<p>(b) the plan provider undertakes to pay and administer the payment of the costs of the specified services on behalf of the</p>		<p>45</p>

• régime limité à des services administratifs
• régime de paiement anticipé en vertu
• duquel le promoteur de régime a l'obligation
de payer par anticipation le coût de
la prestation de services définis pour le
compte des prestataires et en vertu duquel
le fournisseur de régime s'oblige à ad-
mettre le régime et le paiement du coût
des services.

Y sont assimilés les régimes limités à des services administratifs

« régime limité à des services administratifs »
Régime de paiement anticipé en vertu duquel le promoteur de régime a l'obligation de payer par anticipation le coût de la prestation de services définis pour le compte des prestataires et en vertu duquel le fournisseur de régime s'oblige à admettre le régime et le paiement du coût des services.

« régime administratif » Les règlements administratifs de l'Association.

« services » Y est assimilés le fourniture de biens par le fournisseur de services définis accompagnés ou non de la prestation de services.

« services définis » Les services visés par le régime qui peuvent consister en services de santé ou services sociaux, dentaires, optiques ou pharmaceutiques.

« surintendant » Le surintendant des institutions financières nommé en vertu de la Loi sur le Bureau de surintendant des institutions financières.

CONSTITUTION

3. (1) Est constituée une personne morale appelée l'Association de services payés d'avance du Bénéficiaire pour le Canada.

(2) L'Association est composée des personnes qui en deviennent membres conformément à ses règlements administratifs.

(3) Les premiers administrateurs de l'Association sont Walter Henry Austin, gestionnaire, d'Annam Ontario, Richard Kowlyk, Walter gestionnaire, de Toronto (Ontario) et Wayne Thomas Rawell, gestionnaire, du comté de Sandwich South (Ontario).

4. (1) L'Association a pour objet de fournir les régimes de paiement anticipé, de la façon et de les administrer dans tout le Canada.

(2) L'Association est un organisme sans but lucratif; elle n'existe que pour des fins d'utilité sociale et n'a pas pour objet de faire réaliser des profits à ses membres. Les profits

realized of the services, by any means including by way of arrangements with the supplier of the specified services, subject to such terms and conditions as the contract, agreement or arrangement may stipulate and

(b) the obligation of the plan provider is not so described as to be a contract of insurance for losses arising as a consequence of the occurrence of a contingent event or risk in respect of a matter in which a person might have an insurable interest.

and the greater certainly, includes an administrative services only plan;

« service » includes the provision by the supplier of specified services of goods alone or with a service.

« specified services » means such social, health, dental, legal, pharmaceutical or other services as are specified in a payment plan;

« Surintendant » means the Superintendent of Financial Institutions appointed pursuant to the Office of the Superintendent of Financial Institutions Act.

INCORPORATION

2. (1) There is hereby established a corporation called the Green Shield Canada Paid Services Association.

(2) The Association shall consist of such persons as become members in accordance with its by-laws.

(3) The first directors of the Association are Walter Henry Austin, Executive of Aurora, Ontario, Richard Kowlyk, Executive of Toronto, Ontario, and Wayne Thomas Rawell, Executive of The Township of Sandwich South, Ontario.

4. (1) The objects of the Association are to provide, operate and administer payment plans throughout Canada.

(2) The Association shall carry out its objects as a non-profit organization and for socially beneficial purposes without purpose of gain for its members, and any profits or

• Corporation

• Corporation

• First directors

• Object

• Objectives

• Service

• Specified services

• Superintendent

• Establishment of Association

• Membership

• First directors

• Object of Association

• Non-profit organization

recipients of the services, by any means including by way of arrangements with the suppliers of the specified services, subject to such terms and conditions as the contract, agreement or arrangement may stipulate; and

(c) the obligation of the plan provider is not so described as to be a contract of insurance for losses arising as a consequence of the occurrence of a contingent event or risk in respect of a matter in which a person might have an insurable interest;

and, for greater certainty, includes an administrative services only plan;

“service” includes the provision, by the supplier of specified services, of goods alone or with a service;

“specified services” means such social, health, dental, legal, pharmaceutical or other services as are specified in a prepayment plan;

“Superintendent” means the Superintendent of Financial Institutions appointed pursuant to the *Office of the Superintendent of Financial Institutions Act*.

INCORPORATION

Establishment of Association

3. (1) There is hereby established a corporation entitled the Green Shield Canada Prepaid Services Association.

Membership

(2) The Association shall consist of such persons as become members in accordance with its by-laws.

First directors

(3) The first directors of the Association are Walter Henry Austen, Executive, of Aurora, Ontario; Richard Rosslyn Walker, Executive, of Toronto, Ontario; and Wayne Thomas Banwell, Executive, of The Township of Sandwich South, Ontario.

Objects of Association

4. (1) The objects of the Association are to provide, operate and administer prepayment plans throughout Canada.

Non-profit organization

(2) The Association shall carry out its objects as a non-profit organization and for socially beneficial purposes, without purpose of gain for its members, and any profits or

Y sont assimilés les régimes limités à des services administratifs.

« régime limité à des services administratifs » Régime de paiement anticipé en vertu duquel le promoteur de régime a l'obligation de payer par anticipation le coût de prestation de services définis pour le compte des prestataires et en vertu duquel le fournisseur du régime s'oblige à administrer le régime et le paiement du coût des services.

« règlements administratifs » Les règlements administratifs de l'Association.

15 « services » Y est assimilée la fourniture de biens par le fournisseur de services définis, accompagnée ou non de la prestation de services.

« services définis » Les services visés par le régime qui peuvent consister en services de santé ou services sociaux, dentaires, juridiques, ou pharmaceutiques.

« surintendant » Le surintendant des institutions financières nommé en vertu de la *Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières*.

CONSTITUTION

3. (1) Est constituée une personne morale appelée l'Association de services payés d'avance du Bouclier vert du Canada.

(2) L'Association est composée des personnes qui en deviennent membres conformément à ses règlements administratifs.

(3) Les premiers administrateurs de l'Association sont Walter Henry Austen, gestionnaire, d'Aurora (Ontario), Richard Rosslyn Walker, gestionnaire, de Toronto (Ontario) et Wayne Thomas Banwell, gestionnaire, du canton de Sandwich South (Ontario).

4. (1) L'Association a pour objet de fournir des régimes de paiement anticipé, de les gérer et de les administrer dans tout le Canada.

(2) L'Association est un organisme sans but lucratif; elle n'existe que pour des fins d'utilité sociale et n'a pas pour objet de faire réaliser des profits à ses membres. Les profits

« régime limité à des services administratifs »
“administrative services only plan”

« règlements administratifs »
“by-laws”

« services »
“service”

« service définis »
“specified services”

« surintendant »
“Superintendent”

25

Constitution

Composition

Premiers administrateurs

Objet

Organisme sans but lucratif

5

10

15

15

20

25

25

30

35

40

40

45

de l'Association et l'association de ses
membres, sans préjudice de l'art. 10.1

other members to the Association shall not
be used in pursuing its
objects.

2. Le bureau sera élu par les membres
de l'Association, et sera composé de
un à trois membres, dont au moins un
par région, élus pour une durée de

2. (1) The board of the Association
shall be in the city of Windsor, in the pro-
vince of Ontario, or in such other place in
Canada as the by-laws provide.

3. Les membres du bureau seront élus pour
une durée de un à trois ans, et les
membres du bureau pourront être réélus
à la fin de leur mandat.

(2) The Association may, in addition to its
English name and French name, use and be
legally designated by a combination of its
English name and French name.

ARTICLE 4 - MEMBRES

ARTICLE 4 - MEMBERS

4. L'Association est une personne morale
à but non lucratif.

4. The Association is a corporation with
not-for-profit status.

5. (1) Sous réserve des autres dispositions
de la présente loi, l'Association ne s'adresse à
aucune autre activité que celle d'une
association générale relevant de son objet.

5. (1) Subject to the Act, the Association
shall not engage in or carry on any activity
other than such activities generally as pertain
to its objects.

(2) Par dérogation au paragraphe (1),
l'Association peut s'adresser à des activités
indépendamment reliées à la fourniture de
services de paiement anticipé à tout genre et à
toute administration, gouverne ou elle en fait,
à condition que le ministre du revenu ait
approuvé les conditions de ces activités.

(2) Notwithstanding subsection (1), the
Association may carry on such other activi-
ties as are reasonably necessary to the pro-
vision, operation and administration of prop-
erty management, but only with the consent of the
Minister and subject to such terms and con-
ditions as the Minister may impose.

6. (1) L'Association ne peut, sans avoir
d'abord obtenu l'approbation écrite du
ministre de l'Administration de la Santé
et des Services Sociaux, offrir des services
de santé, des services dentaires,
des services de physiothérapie, des services
de soins infirmiers ou des services
d'administration.

(3) The Association may not, without the
prior consent of the Minister, provide, oper-
ate or administer, or provide, operate or
administer, or provide, operate or adminis-
ter, any administrative services, other than
specified services, other than
health, dental, legal or physiotherapy
services.

7. (1) L'Association soumet à l'approba-
tion des membres réunis en assemblée tout
projet de convention par laquelle elle se
proposera :

8. (1) If the Association proposes to enter
into an agreement to

- (a) de céder tout ou une partie substan-
tielle de ses biens de paiement anticipé;
- (b) de s'adresser à l'étranger de tout ou une
partie substantielle des prestations de ses
services de paiement anticipé;
- (c) de vendre tout ou une partie substan-
tielle de son actif.

- (a) transfer all or substantially all of its
property, or
 - (b) incur itself against all or substantially
all of its obligations to pay benefits under
its payment plans, or
 - (c) sell all or substantially all of its assets.
9. The Association shall submit a proposed
agreement for approval to a meeting of its
members.

other accretions to the Association shall, subject to section 10, be used in promoting its objects.

de l'Association et l'accroissement de son capital servent, sous réserve de l'article 10, à promouvoir son objet.

Head office

5. (1) The head office of the Association shall be in the city of Windsor, in the province of Ontario, or in such other place in Canada as the by-laws provide.

5. Le bureau principal de l'Association est situé à Windsor, dans la province d'Ontario, ou à tout autre endroit au Canada déterminé par les règlements administratifs.

Bureau principal

Corporate name

(2) The Association may, in addition to its English name and French name, use and be legally designated by a combination of its English name and French name.

(2) L'Association peut se servir d'une combinaison de ses noms français et anglais comme raison sociale, outre ses noms en français et en anglais.

Raison sociale

STATUS AND POWERS

STATUT ET POUVOIRS

Nature of Association

6. The Association is a corporation without share capital.

6. L'Association est une personne morale sans capital-actions.

Type d'organisme

Main activities

7. (1) Subject to this Act, the Association shall not engage in or carry on any activity other than such activities generally as appertain to its objects.

7. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, l'Association ne s'adonne à aucune autre activité que celles qui, d'une manière générale, relèvent de son objet.

Activités principales

Ancillary activities

(2) Notwithstanding subsection (1), the Association may carry on such other activities as are reasonably ancillary to the provision, operation and administration of prepayment plans, but only with the consent of the Minister and subject to such terms and conditions as the Minister may impose.

(2) Par dérogation au paragraphe (1), l'Association peut s'adonner à des activités suffisamment reliées à la fourniture de régimes de paiement anticipé, à leur gestion et à leur administration, pourvu qu'elle ait l'agrément du ministre, qui peut assujettir cet agrément aux conditions qu'il estime utiles.

Activités accessoires

Minister's consent

(3) The Association may not, without the prior consent of the Minister, provide, operate or administer prepayment plans (other than administrative services only plans) in respect of specified services other than health, dental, legal or pharmaceutical services.

(3) L'Association ne peut, sans avoir d'abord obtenu l'agrément du ministre, fournir, gérer ou administrer de régime de paiement anticipé qui ne porte pas sur des services de santé, des services dentaires, juridiques ou pharmaceutiques, sauf s'il s'agit d'un régime limité à des services administratifs.

Agrément du ministre

Transfer of plans, etc.

8. (1) If the Association proposes to enter into an agreement to

8. (1) L'Association soumet à l'approbation des membres réunis en assemblée tout projet de convention par laquelle elle propose :

Cession des régimes etc.

(a) transfer all or substantially all of its prepayment plans,

35 propose :

(b) insure itself against all or substantially all of its obligations to pay benefits under its prepayment plans, or

a) de céder tout ou une partie substantielle de ses régimes de paiement anticipé;

(c) sell all or substantially all of its assets

b) de s'assurer à l'égard de tout ou une partie substantielle des prestations qu'elle est susceptible de devoir fournir en vertu de ses régimes de paiement anticipé;

the Association shall submit a proposed agreement for approval to a meeting of its members.

c) de vendre tout ou une partie substantielle de son actif.

Member approval	(2) A special resolution of the members entitled to vote is required to approve an agreement entered into under subsection (1).	(2) Les membres habiles à voter approuvent la convention visée au paragraphe (1) par résolution extraordinaire.	Approbation des membres
Abandoning agreement	(3) Where a special resolution approving an agreement under subsection (2) so states, the directors may, subject to the rights of third parties, abandon the agreement without further approval of its members.	(3) Si la résolution adoptée par les membres conformément au paragraphe (2) le permet, les administrateurs peuvent, sous réserve des droits des tiers, renoncer à la convention sans devoir à nouveau obtenir l'approbation des membres.	Renonciation à la convention
Application to Minister	(4) Unless an agreement is abandoned in accordance with subsection (3), the Association shall, within three months after the approval of the agreement in accordance with subsection (2), apply to the Minister for approval of the agreement.	(4) À moins que les administrateurs ne renoncent à la convention conformément au paragraphe (3), l'Association soumet celle-ci à l'agrément du ministre dans les trois mois de son approbation par les membres.	Soumission au ministre
Approval by Minister	(5) An agreement referred to in this section has no force or effect until it has been approved by the Minister.	(5) La convention visée au présent article n'entre en vigueur qu'au moment de son agrément par le ministre.	Agrément du ministre
Personal liability	9. The members of the Association are not, as members, liable for any liability, act or default of the Association, except as otherwise provided by this Act.	9. Les membres de l'Association ne sont pas responsables, en tant que tels, des dettes, actes ou défauts de l'Association, sauf dans la mesure où la présente loi le prévoit.	Immunité des membres

SURPLUS

SURPLUS

Disposition of surplus	10. (1) When the Association has, in the opinion of its directors, unappropriated surplus in excess of the requirements of the Association, it may, with the approval of the Superintendent, distribute all or part of the excess to such charitable or non-profit corporations as are designated therefor in the by-laws.	10. (1) Dans le cas où l'Association dispose de surplus non affectés qui, de l'avis des administrateurs, excèdent les besoins de l'Association, elle peut, après avoir obtenu l'agrément du surintendant, verser ces surplus, en tout ou en partie, aux organismes de charité ou sans but lucratif personnalisés déterminés par les règlements administratifs.	Disposition des surplus
On dissolution	(2) If the Association is dissolved or wound up, the remaining property of the Association after payment of its obligations shall not be distributed to its members but shall be distributed to such charitable or non-profit corporations as are designated for that purpose in the by-laws.	(2) Dans le cas où l'Association serait dissoute ou mise en liquidation, le surplus de biens restant à l'Association après le paiement de toutes ses obligations n'est pas remis à ses membres, mais plutôt versés aux organismes de charité ou sans but lucratif personnalisés déterminés par les règlements administratifs.	Surplus lors de la mise en liquidation
Saving	(3) If, upon dissolution or winding up, the Association has not duly designated a charitable or non-profit corporation in its by-laws for the purposes of subsection (2), the remaining assets of the Association shall be distributed to The Green Shield Foundation, a body corporate incorporated under Part III of the Corporations Act of Ontario.	(3) Si, au moment de sa dissolution ou de sa mise en liquidation, l'Association n'a pas désigné d'organisme de charité ou sans but lucratif personnalisé pour l'application du paragraphe (2), le surplus d'actif de l'Association est versé à la Green Shield Foundation, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la Loi sur les personnes morales de l'Ontario.	Exception

Prohibited payments (4) No part of the income of the Association shall be payable to or for the benefit of its members.

(4) Aucune partie du revenu de l'Association n'est payable à ses membres ni ne peut par ailleurs être disponible pour servir au profit personnel de ceux-ci.

Interdiction

ORGANIZATIONAL MEETING

RÉUNION DE FORMATION

First directors' meeting 11. (1) After the coming into force of this Act, a first meeting of the directors shall be held, at which the directors shall (a) make by-laws; (b) adopt forms of corporate records; (c) accept members; (d) appoint officers; (e) appoint an auditor to hold office until the first meeting of members; (f) make banking arrangements; (g) appoint an actuary to be the actuary of the Association; and (h) deal with any other matters necessary to organize the Association or required for the purposes of this Act.

5 11. (1) Après l'entrée en vigueur de la présente loi, les administrateurs tiennent une première réunion pour les objets suivants : (a) prendre des règlements administratifs; (b) établir la forme des dossiers et registres que tient l'Association; (c) admettre des membres; (d) engager des dirigeants; (e) désigner un vérificateur qui restera en fonctions jusqu'à la première assemblée des membres; (f) pourvoir aux autorisations de signer les effets bancaires; (g) désigner un actuaire à titre d'actuaire de l'Association; (h) prendre toute autre mesure nécessaire à l'organisation de l'Association ou à l'application de la présente loi.

5 Première réunion des administrateurs

10

15

20

Calling the meeting (2) A director named in subsection 3(3) may call the meeting referred to in subsection (1) by giving, subject to any right of a director under this Act to waive notice of the meeting, no fewer than five days notice of the purpose, time, and place of the meeting to each other director named in subsection 3(3).

(2) L'un ou l'autre des administrateurs nommés au paragraphe 3(3) peut convoquer la réunion visée au paragraphe (1). Sauf renonciation des administrateurs à l'avis de convocation conformément aux dispositions de la présente loi, l'administrateur qui convoque cette réunion donne aux autres administrateurs un préavis d'au moins cinq jours de la tenue de la réunion, indiquant son objet de même que l'heure, le jour et l'endroit où elle sera tenue.

Convocation

Term of first directors (3) A director named in subsection 3(3) holds office until the election of directors at the meeting of members called pursuant to section 12.

(3) Les administrateurs nommés au paragraphe 3(3) occupent leur charge jusqu'à la nomination des administrateurs lors de l'assemblée des membres prévue à l'article 12.

Mandat des premiers administrateurs

COMMENCEMENT

ORGANISATION

First meeting of members 12. (1) When the Association has at least ten million dollars of unappropriated surplus, the directors shall forthwith call a meeting of members.

12. (1) Dès que l'Association dispose d'un surplus non affecté d'au moins dix millions de dollars, ses administrateurs convoquent une assemblée des membres.

Première assemblée des membres

Purpose of meeting (2) The members shall, by resolution at the meeting called pursuant to subsection (1),

(2) L'assemblée des membres convoquée conformément au paragraphe (1), adopte des résolutions ayant pour objet :

But de l'assemblée

(b) approuver, amend or reject any resolution passed by the directors of the Association; (b) être directeur de bord d'office for a term expiring not later than the close of the third annual meeting of members following the election; (c) de désigner un vérificateur dans le mandat ne s'étant pas écoulé de la date de la présente assemblée annuelle.

10 (1) The Association shall not carry on any activities until the Superintendent has, by order, approved the carrying on of its activities by the Association.

11 (1) The Superintendent shall not refuse an order approving the carrying on by the Association of its activities until it has been shown to the satisfaction of the Superintendent that:

- (a) the meeting of members referred to in section 12 has been duly held;
- (b) the Association has at least ten million dollars of unapproved surplus;
- (c) the expenses of incorporation and organization to be borne by the Association are reasonable; and
- (d) all other relevant requirements of this Act have been complied with.

12 (1) The order issued by the Superintendent approving the carrying on of activities by the Association shall specify the type of payment from which the Association may draw:

- (a) The unaccumulated surplus at any time;
- (b) any other source specified in the order.

13 (1) Upon receipt of the documents de la présente loi, les renseignements fournis par les administrateurs peuvent, après consultation, être divulgués au public.

(2) Il demeure entendu que, sans préjudice de la partie générale du paragraphe (1) et sans préjudice des paragraphes (3) et (4), les renseignements administratifs

Office des
statistiques

Commission
législatif

Tableau des
législateurs

Projet de
loi

Projet de
loi

Projet de
loi

Document
révisé

Document
révisé

Document
révisé

Document
révisé

Document
révisé

Document
révisé

- (a) approve, amend or reject any by-law made by the directors;
- (b) elect directors to hold office for a term expiring not later than the close of the third annual meeting of members following the election; and
- (c) appoint an auditor to hold office until the close of the first annual meeting of members.

- a) d'approuver, de modifier ou de rejeter les règlements administratifs pris par les administrateurs;
- b) de désigner des administrateurs dont le mandat ne s'étend pas au-delà de la clôture de la troisième assemblée annuelle des membres suivant leur désignation;
- c) de désigner un vérificateur dont le mandat ne s'étend pas au-delà de la clôture de la première assemblée annuelle.

Beginning activities

13. (1) The Association shall not carry on 10 any activities until the Superintendent has, by order, approved the carrying on of its activities by the Association.

13. (1) Il est interdit à l'Association de commencer ses activités avant que le surintendant ne l'ait, par ordonnance, autorisée à le faire.

Début des activités

Conditions precedent

(2) The Superintendent shall not make an order approving the carrying on by the Association of its activities until it has been shown to the satisfaction of the Superintendent that

(2) Le surintendant ne prend l'ordonnance 15 autorisant le commencement des activités de l'Association avant d'être convaincu que :

Conditions préalables

- (a) the meeting of members referred to in section 12 has been duly held; 20
- (b) the Association has at least ten million dollars of unappropriated surplus;
- (c) the expenses of incorporation and organization to be borne by the Association are reasonable; and 25
- (d) all other relevant requirements of this Act have been complied with.

- a) l'assemblée des membres prévue à l'article 12 a été tenue;
- b) l'Association dispose d'un surplus non affecté d'au moins dix millions de dollars;
- c) les dépenses de constitution et d'organisation engagées par l'Association ne sont pas excessives;
- d) toutes les autres exigences applicables 25 de la présente loi ont été remplies.

Terms of order

(3) The order issued by the Superintendent approving the carrying on of activities by the Association shall specify the type of prepayment plans into which the Association may enter. 30

(3) L'ordonnance par laquelle le surintendant autorise l'Association à commencer ses activités indique les genres de régimes de paiement anticipé que celle-ci est autorisée à 30 conclure.

Teneur de l'ordonnance

Further orders

(4) The Superintendent may, at any time, by further order, specify the type of additional prepayment plans into which the Association may enter. 35

(4) Le surintendant peut, en tout temps, prendre une nouvelle ordonnance qui détermine d'autres genres de régimes de paiement anticipé que l'Association est autorisée à 35 conclure.

Nouvelle ordonnance

BY-LAWS

RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS

Power to make by-laws

14. (1) Subject to this Act, the directors may by resolution make, amend or repeal any by-laws that regulate the affairs and activities of the Association. 40

14. (1) Sous réserve des dispositions de la présente loi, les administrateurs peuvent, par résolution, adopter, modifier ou abroger des 40 règlements administratifs.

Pouvoir d'adopter des règlements

Specific matters

(2) In particular and without limiting the generality of subsection (1), the directors may, subject to subsections (3) and (4), provide by by-law for

(2) Il demeure entendu que, sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1) et sous réserve des paragraphes (3) et (4), les

Sujets particuliers

- (a) the admission, suspension and exclusion of members and other rules governing membership in the Association;
- (b) the establishment of different classes of membership and the respective rights, privileges and duties of members of those classes;
- (c) the qualification of directors;
- (d) the election of directors and their remuneration;
- (e) the officers of the Association, their duties and remuneration;
- (f) the form and manner of voting by proxy;
- (g) the number, or the minimum or maximum number of directors and their terms of office;
- (h) the location in Canada of the head office of the Association;
- (i) such committees of the Association as are required;
- (j) the calling, holding and conduct of meetings of committees and the directors;
- (k) the acquisition of the undertaking of Green Shield Prepaid Services Inc.; and
- (l) such other matters relating to the affairs or activities of the Association, its members, directors or officers as are necessary to effect the objects of the Association.

- administrateurs peuvent, par règlement administratif, pourvoir :
- a) à l'admission de membres, à leur suspension et à leur exclusion et, à d'autres dispositions relatives à l'admissibilité à l'Association;
 - b) à la création de différentes catégories de membres et aux droits, privilèges et obligations particulières à chacune de ces catégories de membres;
 - c) aux conditions d'éligibilité à la charge d'administrateur;
 - d) à l'élection des administrateurs et à leur rémunération;
 - e) à l'engagement des dirigeants de l'Association, à la détermination de leurs fonctions et de leur rémunération;
 - f) aux modalités du vote par procuration aux assemblées;
 - g) au nombre d'administrateurs, à leurs nombres minimum et maximum et à la durée du mandat d'administrateur;
 - h) à la détermination de l'endroit au Canada où se trouve le bureau principal de l'Association;
 - i) à la détermination des comités nécessaires à l'Association;
 - j) à la convocation, la tenue et le déroulement des réunions de comités et d'administrateurs;
 - k) à l'acquisition de l'entreprise de Green Shield Prepaid Services Inc.;
 - l) aux autres sujets liés aux affaires de l'Association, à ses membres, ses administrateurs et dirigeants, qu'il est nécessaire de réglementer pour atteindre l'objet de l'Association.

Approval of members

(3) The directors shall submit every by-law, or amendment to or repeal of a by-law, made under this section to the members at the next meeting of members and, subject to subsection (4), the members may, by resolution, confirm, reject or amend the by-law, amendment or repeal.

(3) Le cas échéant, les administrateurs soumettent les mesures prises, dès l'assemblée suivante, aux membres, qui peuvent, par résolution, les confirmer, les modifier ou les désavouer.

Approbation des membres

Where special resolution required

(4) The members may, by special resolution, confirm, reject and amend by-laws or a repeal of by-laws, dealing with the matters referred to in paragraphs (2)(g) and (h).

(4) Les membres peuvent, par résolution extraordinaire, confirmer, modifier ou désavouer la prise d'un règlement administratif ou son abrogation si celui-ci porte sur les sujets visés aux alinéas (2)g) et h).

Cas de résolution extraordinaire

Effective date of by-laws	(5) Subject to subsection (7), a by-law, or an amendment to or a repeal of a by-law, is effective from the date of the resolution of the directors under subsection (1) until it is confirmed, confirmed as amended or rejected by the members under subsections (3) and (4) or until it ceases to be effective under subsection (6) and, if the by-law is confirmed or confirmed as amended, it continues in effect in the form in which it was confirmed.	(5) Sous réserve du paragraphe (7), les mesures prennent effet à compter de la date de la résolution des administrateurs. Après confirmation ou modification par les membres conformément aux paragraphes (3) ou (4), elles demeurent en vigueur dans leur version initiale ou modifiée, selon le cas; elles cessent d'avoir effet en cas d'application du paragraphe (6).	Date d'effet
Where approval not given	(6) If a by-law, or an amendment to or a repeal of a by-law, is rejected by the members, or if the directors do not submit a by-law to the members as required under subsection (3), the by-law, amendment or repeal ceases to be effective from the date of its rejection or the date of the next meeting of members, as the case may be, and no subsequent resolution of the directors to make, amend or repeal a by-law having substantially the same purpose or effect is effective until it is confirmed or confirmed as amended by the members.	(6) Les mesures cessent d'avoir effet après leur rejet par les membres ou, au cas où les administrateurs ne soumettent pas les mesures aux membres conformément au paragraphe (3), à compter de la date de l'assemblée des membres suivante; toute résolution ultérieure des administrateurs, visant essentiellement le même but, ne peut entrer en vigueur qu'après sa confirmation ou sa modification par les membres.	Idem
Approval of the Superintendent	(7) No by-law, or an amendment to or repeal of a by-law, shall be enforced or acted upon until the written approval of the Superintendent has been obtained.	(7) Nul règlement administratif, sa modification, ni son abrogation ne peut être appliqué, ni mis à l'exécution avant d'avoir reçu l'agrément écrit du surintendant.	Agrément du surintendant
REGULATORY PROVISIONS		DISPOSITIONS DE RÉGLEMENTATION	
CCA not applicable	15. (1) Part III, sections 160 to 214 of Part IV and Parts V and VI of the <i>Canada Corporations Act</i> do not apply to the Association.	15. (1) La Partie III, les articles 160 à 214 de la Partie IV, les Parties V et VI de la <i>Loi sur les corporations canadiennes</i> ne s'appliquent pas à l'Association.	Inapplicabilité de la <i>Loi sur les corporations canadiennes</i>
Section 268 of CBCA not applicable	(2) Section 268 of the <i>Canada Business Corporations Act</i> does not apply to the Association.	(2) L'article 268 de la <i>Loi sur les sociétés par actions</i> ne s'applique pas à l'Association.	Inapplicabilité de l'article 268 de la <i>Loi sur les sociétés par actions</i>
Winding-up	16. (1) The Association may be liquidated and dissolved by letters patent or court order in accordance with this Act.	16. (1) L'Association peut être mise en liquidation et dissoute soit par lettres-patentes, soit par ordonnance d'un tribunal, conformément à la présente loi.	Mise en liquidation
Member proposal	(2) Subject to this Act, the voluntary liquidation and dissolution of the Association may be initiated by way of a proposal made by a member who is entitled to vote at an annual meeting of members.	(2) Sous réserve des dispositions de la présente loi, la mise en liquidation et la dissolution volontaires de l'Association peuvent commencer par une proposition présentée par un membre habile à voter à l'assemblée annuelle.	Proposition de dissolution
Winding-up Act applies	(3) The <i>Winding-up Act</i> applies to the Association.	(3) La <i>Loi sur les liquidations</i> s'applique à l'Association.	Applicabilité de la <i>Loi sur les liquidations</i>

Bankruptcy Act
not applicable

(4) The *Bankruptcy Act* does not apply to the Association.

Application of
the *Insurance
Companies Act*

17. (1) The following provisions of the *Insurance Companies Act* as those provisions read on the coming into force of Part I of that Act, together with any regulations made thereunder, apply to the Association, with such modifications as the circumstances of the Association require and subject to any express provision elsewhere in this Act, 10 namely:

- (a) sections 2 to 11 of Part I;
- (b) sections 15 to 17, 19 and 20 of Part II;
- (c) subsections 44(2) to (4) of Part III;
- (d) section 53, paragraphs 54(1)(a) and 15 (c), subsections 56(1) and 58(2), paragraphs 59(1)(b) and (c), subsections 59(2) to (6), 60(1) and (2) and 61(1), paragraph 62(1)(a) and subsections 62(2) to (5) of Part IV;
- (e) sections 160 to 162 and 165 to 167, subsection 168(1), sections 170 to 172, subsections 174(1), (3) to (6), subsection 174(7) (excepting therefrom the reference to subsection 173(4)), subsection 175(1) 25 and (4), sections 177 and 189 to 194, subsection 195(1), sections 196 and 202 to 206, paragraphs 207(a), (b), (c), (f), (h) and (i), sections 208 to 215, paragraphs 216(2)(d) and (e), subsections 217(1) and 30 (2), paragraphs 217(3)(a) and (c), sections 218 to 223, 244, 254 to 256 and 260, subsections 261(1) and (2) and 262(1) to (6), sections 266 to 268, paragraphs 269(a) and (b), sections 270, 278, 279 and 35 330, subsections 331(1) and (2), paragraphs 331(3)(b) and (c), subsection 331(4), sections 332 to 357 and 359 to 380, paragraph 381(1)(a), subsection 381(2) and sections 382 to 406 of Part VI; 40
- (f) subsection 441(3) and sections 448, 450, 465 to 472, 476 to 483 and 485 to 489 of Part VIII;
- (g) sections 490 to 502 and 505 to 514 of Part IX; 45
- (h) sections 516 and 517 of Part X; and
- (i) Parts XI, XV, XVI and XVII.

(4) La *Loi sur la faillite* ne s'applique pas à l'Association.

Inapplicabilité
de la *Loi sur la
faillite*

17. (1) Les dispositions ci-après énumérées de la *Loi sur les sociétés d'assurances*, selon la teneur de ces dispositions au moment de l'entrée en vigueur de la Partie I de la loi en cause, et les règlements pris sous son empire, s'appliquent à l'Association, avec les adaptations que la situation de l'Association 10 exige, sous réserve des dispositions expresses 10 de la présente loi :

- a) les articles 2 à 11 de la Partie I;
- b) les articles 15 à 17, 19 et 20 de la Partie II;
- c) les paragraphes 44(2) à (4) de la 15 Partie III;
- d) l'article 53, les alinéas 54(1)a) et c), les paragraphes 56(1) et 58(2), les alinéas 59(1)b) et c), les paragraphes 59(2) à (6), 60(1) et (2), et 61(1), l'alinéa 62(1)a) et 20 les paragraphes 62(2) à (5) de la Partie IV;
- e) les articles 160 à 162 et 165 à 167, le paragraphe 168(1), les articles 170 à 172, les paragraphes 174(1), (3) à (6), le para- 25 graphe 174(7) — à l'exception du renvoi au paragraphe 173(4) qu'il comporte — les paragraphes 175(1) et (4), les articles 177 et 189 à 194, le paragraphe 195(1), les articles 196 et 202 à 206, les alinéas 30 207a), b), c), f), h), et i), les articles 208 à 215, les alinéas 216(2)d) et e), les paragraphes 217(1) et (2), les alinéas 217(3)a) et c), les articles 218 à 223, 244, 254 à 256 et 260, les paragraphes 261(1) et (2) et 35 262(1) à (6), les articles 266 à 268, les alinéas 269a) et b), les articles 270, 278, 279 et 330, les paragraphes 331(1) et (2), les alinéas 331(3)b) et c), le paragraphe 331(4), les articles 332 à 357 et 359 à 380, 40 l'alinéa 381(1)a), le paragraphe 381(2) et les articles 382 à 406 de la Partie VI;
- f) le paragraphe 441(3) et les articles 448, 450, 465 à 472, 476 à 483, et 485 à 489 de la Partie VIII; 45
- g) les articles 490 à 502 et 505 à 514 de la Partie IX;
- h) les articles 516 et 517 de la Partie X;
- i) les Parties XI, XV, XVI et XVII.

Applicabilité de
la *Loi sur les
sociétés
d'assurances*

(2) In applying the provisions of the *Insurance Companies Act*, specified in subsection (1), the regulations made thereunder and the *Winding-up Act*, in relation to the Association,

- (a) references to a company shall be deemed to be references to the Association;
- (b) references to insurance or classes of insurance shall be deemed to be references to the prepayment plans of the Association specified in the order issued by the Superintendent;
- (c) references to policies
 - (i) in the case of the *Insurance Companies Act*, shall be deemed to be references to the prepayment plans of the Association, and
 - (ii) in the case of the *Winding-up Act*, shall be deemed to be references to the prepayment plans of the Association, other than administrative services only plans;
- (d) references to policy liabilities shall be deemed to be references to prepayment plan liabilities of the Association;
- (e) references to property and casualty companies shall be deemed to be references to the Association;
- (f) references to paid-in capital shall be deemed to be references to unappropriated surplus;
- (g) references to business shall be deemed to be references to the activities of the Association;
- (h) the provisions of the *Insurance Companies Act* that apply by virtue of subsection (1) of this section shall, subject to paragraph (m), be read without reference to policyholders and with such other modifications as are required to give effect to this paragraph;
- (i) references to shareholders shall be deemed to be references to members;
- (j) references to premiums or premium income shall be deemed to be references to revenues in respect of prepayment plans of the Association other than administrative services only plans;

(2) Pour l'application à l'Association des dispositions de la *Loi sur les sociétés d'assurances* mentionnées au paragraphe (1), des règlements pris sous son empire et pour celle de la *Loi sur les liquidations* :

- a) la mention de société vaut mention de l'Association;
- b) la mention d'assurance ou de branches d'assurance vaut mention des régimes de paiement anticipé de l'Association visés par l'ordonnance du surintendant;
- c) la mention de polices vaut
 - (i) dans le cas de la *Loi sur les sociétés d'assurances*, mention des régimes de paiement anticipé de l'Association,
 - (ii) dans le cas de la *Loi sur les liquidations*, mention des régimes de paiement anticipé de l'Association, à l'exception des régimes limités à des services administratifs;
- d) la mention d'engagement lié à des polices vaut mention d'engagement lié aux régimes de paiement anticipé de l'Association;
- e) la mention de sociétés d'assurances multi-risques vaut mention de l'Association;
- f) la mention de capital versé vaut mention du surplus non affecté;
- g) la mention d'activité vaut mention de l'activité de l'Association;
- h) les dispositions de la *Loi sur les sociétés d'assurances* que le paragraphe (1) rend applicables s'interprètent, sous réserve de l'alinéa m), sans tenir compte des mentions de souscripteur et compte tenu des autres modifications nécessaires pour donner effet au présent alinéa;
- i) la mention d'actionnaires vaut mention des membres;
- j) la mention de primes ou de produit des primes vaut mention des revenus relatifs aux régimes de paiement anticipé de l'Association à l'exception de ceux des régimes limités à des services administratifs;
- k) la mention des actionnaires aux articles 403 à 406 de la *Loi sur les sociétés d'assurances* vaut mention de tout organisme appelé, en vertu de la présente loi, à

recueillir les biens de l'Association lors de sa dissolution;

(f) la mention, au paragraphe 477(1) de la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée, de la mention « la garantie par le associé d'un risque assumable à un risque dans le cadre d'un régime » dans la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée;

(g) la mention, au paragraphe 477(1) de la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée, de la mention « la garantie par le associé d'un risque assumable à un risque dans le cadre d'un régime » dans la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée.

(h) la mention, au paragraphe 477(1) de la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée, de la mention « la garantie par le associé d'un risque assumable à un risque dans le cadre d'un régime » dans la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée;

(i) la mention, au paragraphe 477(1) de la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée, de la mention « la garantie par le associé d'un risque assumable à un risque dans le cadre d'un régime » dans la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée;

(j) la mention, au paragraphe 477(1) de la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée, de la mention « la garantie par le associé d'un risque assumable à un risque dans le cadre d'un régime » dans la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée;

(k) la mention, au paragraphe 477(1) de la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée, de la mention « la garantie par le associé d'un risque assumable à un risque dans le cadre d'un régime » dans la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée;

(l) la mention, au paragraphe 477(1) de la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée, de la mention « la garantie par le associé d'un risque assumable à un risque dans le cadre d'un régime » dans la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée;

(m) la mention, au paragraphe 477(1) de la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée, de la mention « la garantie par le associé d'un risque assumable à un risque dans le cadre d'un régime » dans la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée;

(n) la mention, au paragraphe 477(1) de la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée, de la mention « la garantie par le associé d'un risque assumable à un risque dans le cadre d'un régime » dans la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée;

(o) la mention, au paragraphe 477(1) de la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée, de la mention « la garantie par le associé d'un risque assumable à un risque dans le cadre d'un régime » dans la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée;

(p) la mention, au paragraphe 477(1) de la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée, de la mention « la garantie par le associé d'un risque assumable à un risque dans le cadre d'un régime » dans la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée;

(q) la mention, au paragraphe 477(1) de la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée, de la mention « la garantie par le associé d'un risque assumable à un risque dans le cadre d'un régime » dans la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée;

(r) la mention, au paragraphe 477(1) de la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée, de la mention « la garantie par le associé d'un risque assumable à un risque dans le cadre d'un régime » dans la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée;

(s) la mention, au paragraphe 477(1) de la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée, de la mention « la garantie par le associé d'un risque assumable à un risque dans le cadre d'un régime » dans la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée;

(t) la mention, au paragraphe 477(1) de la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée, de la mention « la garantie par le associé d'un risque assumable à un risque dans le cadre d'un régime » dans la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée;

(u) la mention, au paragraphe 477(1) de la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée, de la mention « la garantie par le associé d'un risque assumable à un risque dans le cadre d'un régime » dans la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée;

(v) la mention, au paragraphe 477(1) de la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée, de la mention « la garantie par le associé d'un risque assumable à un risque dans le cadre d'un régime » dans la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée;

(w) la mention, au paragraphe 477(1) de la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée, de la mention « la garantie par le associé d'un risque assumable à un risque dans le cadre d'un régime » dans la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée;

(x) la mention, au paragraphe 477(1) de la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée, de la mention « la garantie par le associé d'un risque assumable à un risque dans le cadre d'un régime » dans la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée;

(y) la mention, au paragraphe 477(1) de la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée, de la mention « la garantie par le associé d'un risque assumable à un risque dans le cadre d'un régime » dans la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée;

(z) la mention, au paragraphe 477(1) de la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée, de la mention « la garantie par le associé d'un risque assumable à un risque dans le cadre d'un régime » dans la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée;

(A) reference to shareholders in sections 407 to 409 of the Insurance Companies Act shall be deemed to be references to any organization entitled under this Act to the remaining assets of the Association on dissolution;

(B) the reference in subsection 477(3) of the Insurance Companies Act to "insuring a risk falling within a class of insurances" shall be deemed to be a reference to underwriting to pay benefits under a payment plan;

(C) reference to policyholders

(D) in Part XV of the Insurance Companies Act shall be deemed to be references to plan participants of payment plans of the Association; and

(E) in the Winding-up Act shall be deemed to be references to plan participants of payment plans of the Association other than administrative services only plans;

(F) references to insurance companies in the Winding-up Act shall be deemed to be references to the Association;

(G) reference to insured persons shall be deemed to be references to insured persons in respect of payment plans of the Association other than administrative services only plans;

(H) words importing reinvestment shall be deemed to include insurance;

(I) for the purpose of sections 686 to 688 of the Insurance Companies Act, the payment plans of the Association shall be deemed to be special insurances; and

(J) paragraph 161(1)(a) of the Winding-up Act applies to the Association as though it were a company in which paragraph 686(1)(a) of the Insurance Companies Act is applicable.

(3) Nothing in this Act or the Winding-up Act shall be construed as conferring on the Association the power or authority to create or issue share capital or subordinated indebtedness or as conferring any rights in respect of the Association on plan sponsors or plan participants of a payment plan of the Association.

English

French

(k) references to shareholders in sections 403 to 406 of the *Insurance Companies Act* shall be deemed to be references to any organization entitled under this Act to the remaining assets of the Association on dissolution;

(l) the reference in subsection 477(3) of the *Insurance Companies Act* to "insuring a risk falling within a class of insurance" shall be deemed to be a reference to undertaking to pay benefits under a prepayment plan;

(m) references to policyholders

(i) in Part XV of the *Insurance Companies Act* shall be deemed to be references to plan participants of prepayment plans of the Association, and

(ii) in the *Winding-up Act* shall be deemed to be references to plan participants of prepayment plans of the Association, other than administrative services only plans;

(n) references to insurance companies in the *Winding-up Act* shall be deemed to be references to the Association;

(o) references to unearned premiums shall be deemed to be references to unearned revenues in respect of prepayment plans of the Association other than administrative services only plans;

(p) words importing reinsurance shall be deemed to include insurance;

(q) for the purposes of sections 686 to 688 of the *Insurance Companies Act*, the prepayment plans of the Association shall be deemed to be special insurance; and

(r) paragraph 161(1)(a) of the *Winding-up Act* applies to the Association as though it were a company to which paragraph 686(1)(a) of the *Insurance Companies Act* is applicable.

recueillir les biens de l'Association lors de sa dissolution;

l) la mention, au paragraphe 477(3) de la *Loi sur les sociétés d'assurances*, de l'expression « la garantie par la société d'un risque assimilable à un risque dans la branche d'assurance » vaut mention de l'obligation de payer des prestations en vertu d'un régime de paiement anticipé;

m) la mention :

(i) de souscripteur dans la Partie XV de la *Loi sur les sociétés d'assurances* vaut mention des prestataires de régimes de paiement anticipé de l'Association,

(ii) de porteur de police dans la *Loi sur les liquidations* vaut mention des prestataires de régimes de paiement anticipé de l'Association, à l'exception de ceux des régimes limités à des services administratifs;

n) la mention de compagnies d'assurance dans la *Loi sur les liquidations* vaut mention de l'Association;

o) la mention de la portion non acquise des primes reçues vaut mention des revenus non acquis à l'égard des régimes de paiement anticipé de l'Association à l'exception de ceux des régimes limités à des services administratifs;

p) les mots ayant le sens de réassurance sont réputés viser l'assurance;

q) pour l'application des articles 686 à 688 de la *Loi sur les sociétés d'assurances*, les régimes de paiement anticipé de l'Association sont réputés de l'assurance spéciale;

r) l'alinéa 161(1)a) de la *Loi sur les liquidations* s'applique à l'Association comme si celle-ci était l'une des sociétés auxquelles l'alinéa 686(1)a) de la *Loi sur les sociétés d'assurances* s'applique.

(3) Nothing in this Act or the *Winding-up Act* shall be construed as conferring on the Association the power or authority to create or issue share capital or subordinated indebtedness or as conferring any rights in respect of the Association on plan sponsors or plan participants of a prepayment plan of the Association.

(3) Rien dans la présente loi, ni dans la *Loi sur les liquidations*, n'est censé conférer à l'Association le pouvoir ou l'autorisation de créer ou d'émettre du capital-actions ou des titres secondaires, ni celui de concéder aux prestataires ou aux promoteurs de régime d'un régime de paiement anticipé de l'Asso-

Exception

classe de leur description en cette
désignation

(4) Dans le cas où il se trouve en
même temps, par exemple, dans
l'Annuaire de l'Association des
distributeur de la loi sur les sociétés
à l'article 11, et que les
autres dispositions de la loi ne
font pas mention de cette
désignation.

Loi sur la Banque du Canada
1892-1893

10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40

10 (1) La définition de «institution
financière» à l'article 1 de la loi sur la
Banque du Canada, des institutions
financières est modifiée par insertion après
le mot «et ce qui suit» :

11 l'Association de services payés d'avance
de l'État du Canada.

12 (2) L'alinéa 1(1a) de la même loi est
modifié et réécrit par ce qui suit :

13 (a) le montant total des dépenses engagées
pendant l'exercice précédent dans le cadre
de l'application de la loi sur les banques,
la loi sur les associations coopératives de
crédit et la loi sur l'association pour
le développement du Canada, la loi sur
les sociétés coopératives, la loi sur les
sociétés d'assurance et la loi sur les
sociétés de crédit.

14 (3) Le paragraphe 23(1) de la même loi
est modifié par insertion après l'alinéa (c) de
ce qui suit :

15 (1) le montant total des revenus nets
perçus pendant l'année civile précédente
par l'Association de services payés
d'avance de l'État du Canada, pour
les services de paiement anticipé, à l'ar-
ticle 1 de la loi sur les sociétés limitées à des
services commerciaux.

16 (4) L'annexe de la même loi est modifiée
par insertion, selon l'ordre alphabétique, de
ce qui suit :

(4) The Minister may, as the Minister
considers appropriate to the circumstances of
the case, exempt the Association from
time to time by order from paragraph 23
any provision of the Income Tax Act
not referred to in subsection (1) and may, in
furtherance, withdraw any such exemption.

Office of the Superintendent of Financial
Institutions

18 (1) The definition "financial institu-
tion" in section 1 of the Act is to be
supplemented by inserting after the word "and"
is amended by striking out the word "and"
at the end of paragraph (c) thereof and by
adding therein, in alphabetical order, the
(5) thereof, the following paragraph:

(c) the Office of the Superintendent of
Financial Institutions.

(2) Paragraph 23 (1) (a) of the said Act is
repealed and the following substituted
therefor:

(a) the total amount of expenses incurred
during the immediately preceding fiscal
year for or in connection with the operation
of the Bank and the operation
of the Association and the Office of the
Superintendent of Financial Institutions,
Canada, the Income Tax Act and
the Income Tax Act and
the Trust and Loan Companies Act.

(3) Subsection 23(1) of the said Act is
further amended by adding therein, in alpha-
betical order, after paragraph (c) thereof, the follow-
ing paragraph:

(1) the total amount of the net revenue
received during the immediately preceding
calendar year by the Office of the
Superintendent of Financial Institutions,
Canada, for the payment of advance
payment plans under their administration
services only plan.

(4) The schedule to the said Act is amended
by adding therein, in alphabetical order,
the following:

Exemptions	(4) The Minister may, as the Minister considers appropriate to the circumstances of the Association, exempt the Association from time to time, by order, from compliance with any provision of the <i>Insurance Companies Act</i> referred to in subsection (1) and may, by further order, withdraw any such exemption.	(4) Dans la mesure où il l'estime utile, le ministre peut, par ordonnance, soustraire l'Association à l'obligation de respecter des dispositions de la <i>Loi sur les sociétés d'assurances</i> visées au paragraphe (1) et, par une autre ordonnance, mettre fin à cette exemption n'importe quand.	Exemption
------------	---	--	-----------

Office of the Superintendent of Financial Institutions Act

Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières

Amendment to OSFI Act

18. (1) The definition "financial institutions" in section 3 of the <i>Office of the Superintendent of Financial Institutions Act</i> is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (d) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (d) thereof, the following paragraph:	18. (1) La définition de « institution financière » à l'article 3 de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i> est modifiée par insertion, après l'alinéa d), de ce qui suit :	Modification de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i>
--	---	--

(e) the Green Shield Canada Prepaid Services Association,

e) l'Association de services payés d'avance du Bouclier vert du Canada,

Idem

(2) Paragraph 23 (1) (a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:	(2) L'alinéa 23(1)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	Idem
--	--	------

(a) the total amount of expenses incurred during the immediately preceding fiscal year for or in connection with the administration of the *Bank Act*, the *Cooperative Credit Associations Act*, the *Green Shield Canada Act*, the *Insurance Companies Act*, the *Investment Companies Act* and the *Trust and Loans Companies Act*;

a) le montant total des dépenses engagées pendant l'exercice précédent dans le cadre de l'application de la *Loi sur les banques*, la *Loi sur les associations coopératives de crédit*, la *Loi sur l'association personnalisée le Bouclier vert du Canada*, la *Loi sur les sociétés d'assurances*, la *Loi sur les sociétés d'investissements* et la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*;

Idem

(3) Subsection 23(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (c) thereof, the following paragraph:	(3) Le paragraphe 23(1) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa c) de ce qui suit :	Idem
--	--	------

(c.1) the total amount of the net revenue received during the immediately preceding calendar year by the Green Shield Canada Prepaid Services Association from its prepayment plans other than administrative services only plans;

c.1) le montant total des revenus nets perçus, pendant l'année civile précédente, par l'Association de services payés d'avance du Bouclier vert du Canada, pour ses régimes de paiement anticipé, à l'exception de ceux des régimes limités à des services administratifs;

Idem

(4) The schedule to the said Act is amended by adding thereto, in alphabetical order, the following:	(4) L'annexe de la même loi est modifiée, par insertion, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :	Idem
--	---	------

40

Green Shield Canada Act

Loi sur l'assurance-versement de
Bénéfices vers du Canada

18. Le gouvernement en conseil peut prendre
les règlements qu'il estime nécessaires en
vue de donner effet aux dispositions de
la Loi.

18. The Governor in Council may make
such regulations as are considered necessary
to give effect to the provisions of
this Act.

Government
regulations

ENTRÉE EN VIGUEUR

COMING INTO FORCE

19. La présente loi entre en vigueur au
moment où elle est promulguée.

19. The Act shall come into force on the
date of Royal Assent and thereby on which
Part I of the Insurance Companies Act
comes into force.

Effective date
1971-05-22

BILL S-11

PROJET DE LOIS-11

An Act to amend the Alcohol Taxation (Miscellaneous
Measures) Act.

Loi modifiant la Loi relative aux taxes d'importation

First reading: May 22, 1971

Première lecture le 22 mai 1971

Printed and bound at the Press of the
Government of Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0S8

Printed and bound at the Press of the
Government of Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0S8

Green Shield Canada Act

Loi sur l'association personnalisée le Bouclier vert du Canada

General regulations

19. The Governor in Council may make such regulations as are considered necessary or convenient to carry out the provisions of this Act.

19. Le gouverneur en conseil peut prendre les règlements qu'il estime nécessaires ou utiles pour l'application de la présente loi.

Règlements

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Effective date 1991 c.47

20. This Act shall come into force on the later of Royal Assent and the day on which Part I of the Insurance Companies Act comes into force.

20. La présente loi entre en vigueur soit lors de sa sanction soit lors de l'entrée en vigueur de la Partie I de la Loi sur les sociétés d'assurances selon le dernier de ces événements à survenir.

Entrée en vigueur 1991, c. 47

18. (1) The definition "financial institutions" in section 3 of the Office of the Superintendent of Financial Institutions Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (d) thereof and by adding therein, immediately after paragraph (d) thereof, the following paragraph:

18. (1) La définition de « institution financière » à l'article 3 de la Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières est modifiée par insertion, après l'alinéa d), de ce qui suit :

10 Modification de la Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières

(e) the Green Shield Canada Prepaid Services Association;

e) l'Association de services payés d'avance du Bouclier vert du Canada;

(2) Paragraph 23 (1) (a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) L'alinéa 23(1)(a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(a) the total annual net expenses incurred during the immediately preceding fiscal year for or in connection with the administration of the Bank Act, the Cooperative Credit Associations Act, the Green Shield Canada Act, the Insurance Companies Act, the Investment Companies Act and the Trust and Loan Companies Act;

a) le montant total des dépenses engagées pendant l'exercice précédent dans le cadre de l'application de la Loi sur les banques, la Loi sur les associations coopératives de crédit, la Loi sur l'association personnalisée le Bouclier vert du Canada, la Loi sur les sociétés d'assurances, la Loi sur les sociétés d'investissements et la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt;

(3) Subsection 23(1) of the said Act is further amended by adding therein, immediately after paragraph (c) thereof, the following paragraph:

(3) Le paragraphe 23(1) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa c) de ce qui suit :

(c.1) the total amount of the net revenue received during the immediately preceding calendar year by the Green Shield Canada Prepaid Services Association from its prepayment plan other than administrative

c.1) le montant total des revenus nets perçus pendant l'année civile précédente, par l'Association de services payés d'avance du Bouclier vert du Canada, pour ses régimes de paiement anticipés, à l'exception de ceux des régimes liés à des services administratifs.

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41 Elizabeth II, 1991-92

Troisième session, trente-quatrième législature
40-41 Elizabeth II, 1991-92

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-11

PROJET DE LOI S-11

An Act to amend the Airport Transfer (Miscellaneous
Matters) Act

Loi modifiant la Loi relative aux cessions d'aéroports

First reading, May 22, 1992

Première lecture le 22 mai 1992

THE HONOURABLE SENATOR MURRAY, P.C.

L'HONORABLE SÉNATEUR MURRAY, C.P.

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-11

PROJET DE LOI S-11

An Act to amend the Airport Transfer (Miscellaneous Matters) Act

Loi modifiant la Loi relative aux cessions d'aéroports

1992, c. 5

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1992, ch. 5

1. The long title to the *Airport Transfer (Miscellaneous Matters) Act* is repealed and the following substituted therefor:

1. Le titre intégral de la *Loi relative aux cessions d'aéroports* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

An Act to provide for certain matters in connection with the transfer of certain airports

Loi réglant certaines questions soulevées par les cessions d'aéroports

2. Subsection 4(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

2. Le paragraphe 4(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application of
Official Languages Act

4. (1) Where the Minister has leased an airport to a designated airport authority, on and after the transfer date Parts IV, V, VI, VIII, IX and X of the *Official Languages Act* apply, with such modifications as the circumstances require, to the authority in relation to the airport as if

4. (1) À la date de cession par bail d'un aéroport à une administration aéroportuaire désignée, les parties IV, V, VI, VIII, IX et X de la *Loi sur les langues officielles* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à cette administration, pour ce qui est de l'aéroport, au même titre que s'il s'agissait d'une institution fédérale, et l'aéroport est assimilé aux bureaux de cette institution, à l'exclusion de son siège ou de son administration centrale.

Loi sur les langues officielles

(a) the authority were a federal institution; and

(b) the airport were an office or facility of that institution, other than its head or central office.

Idem

(1.1) Where the Minister has sold or otherwise transferred an airport to a designated airport authority, on and after the transfer date Parts IV, VIII, IX and X of the *Official Languages Act* apply, with such modifications as the circumstances require, to the authority in relation to the airport as if

(1.1) À la date de cession autrement que par bail d'un aéroport à une administration aéroportuaire désignée, les parties IV, VIII, IX et X de la *Loi sur les langues officielles* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à cette administration, pour ce qui est de l'aéroport, au même titre que s'il s'agissait

Idem

The amendments proposed in this Bill are intended to amend the provisions of the Act relating to the official languages, employees' pensions and labour relations in connection with the transfer of certain airports.

The amendments proposed in this Bill are intended to amend the provisions of the Act relating to the official languages, employees' pensions and labour relations in connection with the transfer of certain airports.

The amendments proposed in this Bill are intended to amend the provisions of the Act relating to the official languages, employees' pensions and labour relations in connection with the transfer of certain airports.

The amendments proposed in this Bill are intended to amend the provisions of the Act relating to the official languages, employees' pensions and labour relations in connection with the transfer of certain airports.

EXPLANATORY NOTES

NOTES EXPLICATIVES

8. (1) Une disposition est ajoutée à la partie I de la Loi sur les langues officielles en vertu de la partie I de la Loi sur les pensions des employés et en vertu de la Loi sur les relations de travail dans les entreprises d'aviation afin de modifier les dispositions relatives aux langues officielles, aux pensions des employés et aux relations de travail dans les entreprises d'aviation.

8. (1) Une disposition est ajoutée à la partie I de la Loi sur les langues officielles en vertu de la partie I de la Loi sur les pensions des employés et en vertu de la Loi sur les relations de travail dans les entreprises d'aviation afin de modifier les dispositions relatives aux langues officielles, aux pensions des employés et aux relations de travail dans les entreprises d'aviation.

EXPLANATORY NOTES

NOTES EXPLICATIVES

Clause 1: The long title at present reads as follows:

Article 1. — Titre intégral actuel :

An Act to provide for certain matters respecting official languages, employees' pensions and labour relations in connection with the transfer of certain airports

Loi réglant certaines questions soulevées par les cessions d'aéroports en matière de langues officielles, de régimes de pension ou retraite et de relations du travail

Clause 2: This amendment would add the underlined and sidelined words.

Article 2. — Adjonction des passages soulignés.

(1) La Loi sur les langues officielles, la Loi sur les pensions des employés et la Loi sur les relations de travail dans les entreprises d'aviation sont modifiées par les dispositions de la Loi.

(1) La Loi sur les langues officielles, la Loi sur les pensions des employés et la Loi sur les relations de travail dans les entreprises d'aviation sont modifiées par les dispositions de la Loi.

(2) Les dispositions de la Loi sur les langues officielles, de la Loi sur les pensions des employés et de la Loi sur les relations de travail dans les entreprises d'aviation qui ont trait aux langues officielles, aux pensions des employés et aux relations de travail dans les entreprises d'aviation sont modifiées par les dispositions de la Loi.

(2) Les dispositions de la Loi sur les langues officielles, de la Loi sur les pensions des employés et de la Loi sur les relations de travail dans les entreprises d'aviation qui ont trait aux langues officielles, aux pensions des employés et aux relations de travail dans les entreprises d'aviation sont modifiées par les dispositions de la Loi.

(3) Les dispositions de la Loi sur les langues officielles, de la Loi sur les pensions des employés et de la Loi sur les relations de travail dans les entreprises d'aviation qui ont trait aux langues officielles, aux pensions des employés et aux relations de travail dans les entreprises d'aviation sont modifiées par les dispositions de la Loi.

(3) Les dispositions de la Loi sur les langues officielles, de la Loi sur les pensions des employés et de la Loi sur les relations de travail dans les entreprises d'aviation qui ont trait aux langues officielles, aux pensions des employés et aux relations de travail dans les entreprises d'aviation sont modifiées par les dispositions de la Loi.

(4) Les dispositions de la Loi sur les langues officielles, de la Loi sur les pensions des employés et de la Loi sur les relations de travail dans les entreprises d'aviation qui ont trait aux langues officielles, aux pensions des employés et aux relations de travail dans les entreprises d'aviation sont modifiées par les dispositions de la Loi.

(4) Les dispositions de la Loi sur les langues officielles, de la Loi sur les pensions des employés et de la Loi sur les relations de travail dans les entreprises d'aviation qui ont trait aux langues officielles, aux pensions des employés et aux relations de travail dans les entreprises d'aviation sont modifiées par les dispositions de la Loi.

(5) Les dispositions de la Loi sur les langues officielles, de la Loi sur les pensions des employés et de la Loi sur les relations de travail dans les entreprises d'aviation qui ont trait aux langues officielles, aux pensions des employés et aux relations de travail dans les entreprises d'aviation sont modifiées par les dispositions de la Loi.

(5) Les dispositions de la Loi sur les langues officielles, de la Loi sur les pensions des employés et de la Loi sur les relations de travail dans les entreprises d'aviation qui ont trait aux langues officielles, aux pensions des employés et aux relations de travail dans les entreprises d'aviation sont modifiées par les dispositions de la Loi.

(a) the authority were a federal institution; and

(b) the airport were an office or facility of that institution, other than its head or central office.

d'une institution fédérale, et l'aéroport est assimilé aux bureaux de cette institution, à l'exclusion de son siège ou de son administration centrale.

5

3. The said Act is further amended by adding thereto the following heading and sections:

3. La même loi est modifiée par adjonction de ce qui suit :

INCOME TAX

IMPÔT SUR LE REVENU

Exemption from income tax

8. (1) No tax is payable under Part I of the *Income Tax Act* by a corporation for a taxation year commencing after 1990 on that portion of its taxable income for the year that may reasonably be regarded as being derived from an airport business if

8. (1) Une corporation est exonérée de l'impôt payable en vertu de la partie I de la *Loi de l'impôt sur le revenu* sur la fraction de ses revenus d'une année d'imposition commençant après 1990 qui provient d'une activité aéroportuaire si les conditions suivantes sont réunies :

Exonération

(a) throughout the year, the corporation was a designated airport authority and no part of the income or capital of the corporation was or became payable to, or otherwise available for the personal benefit of, any member or shareholder of the corporation; and

a) durant toute cette année, elle a été une administration aéroportuaire désignée et aucune partie de son revenu ou de son capital n'a été payable à un de ses membres ou actionnaires ou n'a été disponible pour servir au profit personnel de ceux-ci;

(b) all or substantially all of the gross revenue of the corporation, other than dividends received from a taxable Canadian corporation, in the year was derived from an airport business.

b) la totalité ou la majeure partie de son revenu brut de l'année, sauf les dividendes reçus d'une corporation canadienne imposable, provient d'une activité aéroportuaire.

Idem

(2) No tax is payable under Parts I.3, IV and IV.1 of the *Income Tax Act* by a corporation for a taxation year commencing after 1990 for which no tax is payable on all or a portion of its taxable income by reason of subsection (1).

(2) Une corporation est exonérée de l'impôt payable en vertu des parties I.3, IV et IV.1 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* pour une année d'imposition commençant après 1990 si l'exonération visée au paragraphe (1) lui est applicable.

Idem

Same meaning

(3) Unless a contrary intention appears, words and expressions used in this section have the same meaning as in the *Income Tax Act*.

(3) Sauf indication contraire, les termes du présent article s'entendent au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Terminologie

Definitions

(4) For the purposes of subsection (1), "airport business" means the business of operating an airport and any activities incidental or pertaining to that operation and, without restricting the generality of the foregoing, includes the rental or leasing of real property situated at the airport, the making of investments, the granting of franchises, concessions and licences and

(4) Les définitions qui suivent s'appliquent au paragraphe (1). « activités aéroportuaires » Exploitation d'un aéroport et toute autre opération connexe, notamment location — simple ou en crédit-bail — d'immeubles situés à l'aéroport, placements, octroi de franchises, concessions, licences et fourniture de stationnement à l'aéroport, d'installations

Définitions

"airport business" « activités aéroportuaires »

« activités aéroportuaires » "airport business"

the provision of parking facilities at the airport and heliport facilities and bus services serving the airport, but does not include activities relating to the operation of a hotel, motel, restaurant, bar, retail or wholesale store, a motor vehicle rental or leasing service, a taxi or limousine service, a freight transportation service, an airline, an aircraft rental or leasing service, an aircraft fuelling or maintenance service, a currency exchange service or an amusement or entertainment centre or any prescribed activity;

“taxation year”
« année
d'imposition »

“taxation year”, in respect of a corporation, means

(a) where the corporation is designated as a designated airport authority in a taxation year of the corporation, only that part of that year following the designation, and

(b) where the corporation ceases to be a designated airport authority in a taxation year of the corporation, only that part of that year preceding the cessation.

SEIZURE AND DETENTION OF AIRCRAFT

9. (1) Where the amount of any landing fees, general terminal fees or other charges related to the use of an airport, and interest thereon, set by a designated airport authority in respect of an airport operated by the authority has not been paid, the authority may, in addition to any other remedy available for the collection of the amount and whether or not a judgment for the collection of the amount has been obtained, on application to the superior court of the province in which any aircraft owned or operated by the person liable to pay the amount is situated, obtain an order of the court, issued on such terms as the court considers necessary, authorizing the authority to seize and detain aircraft.

(2) Where the amount of any fees, charges and interest referred to in subsection (1) has not been paid and the designated airport authority has reason to believe that the person liable to pay the amount is about to leave Canada or take from Canada any aircraft

Seizure and
detention for
fees and
charges

Idem

hélicoptères et de services d'autobus desservant l'aéroport. Sont exclues les activités prévues par règlement et celles liées à l'exploitation d'hôtels, de motels, de restaurants, de bars, de magasins de vente en gros ou au détail, de services de location — simple ou en crédit-bail — de véhicules à moteur, avec ou sans chauffeur, ou de taxis, de services de transport de fret, de lignes aériennes, de services de location — simple ou en crédit-bail — d'aéronefs, de distribution de carburant aux avions ou d'entretien de ceux-ci, de services de bureau de change et de centres de spectacles ou de jeux.

« année d'imposition » vise également la fraction de l'année suivant la date de désignation d'une corporation comme administration aéroportuaire désignée et celle de l'année précédant la date à laquelle une corporation cesse d'être une administration aéroportuaire désignée.

SAISIE ET RÉTENTION D'AÉRONEFS

9. (1) À défaut de paiement des frais fixés par elle — frais généraux d'aérogare ou d'atterrissage ou toute redevance se rapportant à l'utilisation d'un aéroport, ainsi que les intérêts y afférents —, l'administration aéroportuaire désignée peut, en sus de tout autre recours visant leur recouvrement et indépendamment d'une décision judiciaire à cet égard, demander à la juridiction supérieure de la province où se trouve l'aéronef dont le défaillant est propriétaire ou utilisateur de rendre une ordonnance l'autorisant à saisir et à retenir l'aéronef, aux conditions que la juridiction estime nécessaires.

(2) Dans les mêmes circonstances, l'administration aéroportuaire désignée peut, si elle est en outre fondée à croire que le défaillant s'apprête à quitter le Canada ou à en retirer un aéronef dont il est propriétaire ou utilisateur, procéder à la même demande *ex parte*.

« année
d'imposition »
“taxation year”

Saisie

Demande sans
préavis

<p>10-41 BUL II</p>	<p>(1) Sauf ordonnance contraire de la juridiction administrative compétente, le gérant n'est pas tenu de donner garantie de la somme tant que les sommes dues n'ont pas été acquittées.</p>	<p>(1) Subject to subsection (4), except where otherwise directed by an order of a court, a designated report authority is not required to release from detention an aircraft seized under subsection (1) or (2) unless the amount in respect of which the seizure was made is paid.</p>	<p>Authority or person</p>
<p>10-41 BUL II</p>	<p>(4) L'administration compétente est tenue de donner cependant garantie contre le risque d'une évasion — notamment de fuite — garantie qu'elle juge raisonnable — équivalente aux sommes dues.</p>	<p>(4) A designated report authority shall release from detention an aircraft seized under subsection (1) or (2) if a bond or other security is a form satisfactory to the authority for the amount in respect of which the aircraft was seized is deposited with the authority.</p>	<p>Authority or person</p>
<p>10-41 BUL II</p>	<p>(3) Les termes du présent article et du paragraphe 10 s'entendent au sens de la loi sur l'aéronautique.</p>	<p>(3) Words and expressions used in this section and section 10 have the same meaning as in the enactments referred to.</p>	<p>Meaning</p>
<p>10-41 BUL II</p>	<p>10. (1) S'appliquent aux aéronefs visés aux paragraphes 9(1) et (2) les règles d'incapacité opposables aux aéronefs à l'exception de celles prévues par le présent article.</p>	<p>10. (1) Any aircraft of a person referred to in subsection 9(1) or (2) that would be exempt from seizure under a writ of execution issued by the superior court of the province in which the aircraft is situated is exempt from seizure and detention under that subsection.</p>	<p>Exemption</p>
<p>10-41 BUL II</p>	<p>(2) Le gouvernement ou conseil local, par règlement, exempter tout aéronef de la saisie en de la rétention prévue à l'article 9.</p>	<p>(2) The Governor in Council may, by regulation, exempt any aircraft from seizure and detention under section 9.</p>	<p>Exemption</p>
<p>10-41 BUL II</p>	<p>11. Afin de déterminer si les obligations imposées au auteur d'un acte administratif administratif désigné sont les mêmes que celles imposées à un auteur d'un acte administratif désigné, on se réfère à l'article 10(1) de la Loi sur les sociétés et l'article 10(2) de la Loi sur les sociétés.</p>	<p>11. For the purpose of determining the bonds, duties or other expenses of indebtedness of a designated report authority (a) as an authorized investment under paragraph 8(1) of the Canadian and British Insurance Companies Act or paragraph 8(1) of the Loan Companies Act or paragraph 18(1) of the Trust Companies Act,</p>	<p>Authority or person</p>

owned or operated by the person, the authority may, in addition to any other remedy available for the collection of the amount and whether or not a judgment for the collection of the amount has been obtained, on *ex parte* application to the superior court of the province in which any aircraft owned or operated by the person is situated, obtain an order of the court, issued on such terms as the court considers necessary, authorizing the authority to seize and detain aircraft.

Release on payment

(3) Subject to subsection (4), except where otherwise directed by an order of a court, a designated airport authority is not required to release from detention an aircraft seized under subsection (1) or (2) unless the amount in respect of which the seizure was made is paid.

Release on security

(4) A designated airport authority shall release from detention an aircraft seized under subsection (1) or (2) if a bond or other security in a form satisfactory to the authority for the amount in respect of which the aircraft was seized is deposited with the authority.

Same meaning

(5) Words and expressions used in this section and section 10 have the same meaning as in the *Aeronautics Act*.

Exempt aircraft

10. (1) Any aircraft of a person referred to in subsection 9(1) or (2) that would be exempt from seizure under a writ of execution issued by the superior court of the province in which the aircraft is situated is exempt from seizure and detention under that subsection.

Exemption

(2) The Governor in Council may, by regulation, exempt any aircraft from seizure and detention under section 9.

Debt obligations qualified

QUALIFIED INVESTMENT

11. For the purpose of qualifying the bonds, debentures or other evidences of indebtedness of a designated airport authority

(a) as an authorized investment under paragraph 86(i) of the *Canadian and British Insurance Companies Act*, paragraph 61(1)(b) of the *Loan Companies Act* or paragraph 78(1)(b) of the *Trust Companies Act*,

... d'investissement de la catégorie d'actifs des services... sont... les activités... par règlement et celles liées à l'exploitation d'aéronefs, de navires, de restaurants, de bars, de magasins de vente au détail ou en gros, de services de location... avec ou sans clientèle... de taxis, de services de transport de fret, de lignes aériennes, de services de location... simple ou en crédit-bail... d'aéroports de

(3) Sauf ordonnance contraire de la juridiction, l'administration aéroportuaire désignée n'est pas tenue de donner mainlevée de la saisie tant que les sommes dues n'ont pas été acquittées.

(4) L'administration aéroportuaire désignée donne cependant mainlevée contre remise d'une sûreté — cautionnement ou autre garantie qu'elle juge satisfaisante — équivalente aux sommes dues.

(5) Les termes du présent article et de l'article 10 s'entendent au sens de la *Loi sur l'aéronautique*.

10. (1) S'appliquent aux aéronefs visés aux paragraphes 9(1) et (2) les règles d'insaisissabilité opposables aux mesures d'exécution délivrées par la juridiction supérieure de la province où ils se trouvent.

(2) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, exempter tout aéronef de la saisie ou de la rétention prévue à l'article 9.

PLACEMENTS AUTORISÉS

11. Afin de déterminer si les obligations, débentures ou autres titres de créances d'une administration aéroportuaire désignée sont des placements autorisés aux termes de l'alinéa 86i) de la *Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques*, de l'alinéa 61(1)b) de la *Loi sur les sociétés de prêt* ou de l'alinéa 78(1)b) de la *Loi sur les sociétés de fiducie*, des placements admissibles aux termes de l'alinéa 1j) de l'an-

Mainlevée

Sûretés

Terminologie

Insaisissabilité

Règlement

Qualité de placements autorisés : titres de créances

Bill of the Senate of the United States
in the Senate of the United States

Bill of the Senate of the United States
in the Senate of the United States

Office of the Secretary
Washington, D.C.

Office of the Secretary
Washington, D.C.

ADOPTED BY THE SENATE
JUNE 19, 1941

AS PASSED BY THE SENATE
JUNE 19, 1941

The President of the Senate
The President of the Senate

The President of the Senate
The President of the Senate

PROJET DE LOI S-12

BILL S-12

12

10

8

6

4

2

1

12

10

8

6

4

2

1

(b) as a permitted investment under paragraph 1(j) of Schedule III to the Pension Benefits Standards Regulations, 1985, and

(c) as assets that may be vested in trust in Canada under paragraph 1(i) of Schedule II to the Canadian and British Insurance Companies Act or paragraph 1(i) of the schedule to the Foreign Insurance Companies Act,

the rights and interests acquired by the authority under the instrument executed by the Minister that transfers an airport to the authority are deemed to be assets listed in that paragraph.

nexe III du Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension et des valeurs actives qui peuvent être placées en fiducie au Canada aux termes de l'alinéa 1i) de l'annexe II de la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques ou de l'alinéa 1i) de l'annexe de la Loi sur les compagnies d'assurance étrangères, il faut présumer que les droits et intérêts acquis par l'administration au titre de la cession par le ministre d'un aéroport sont des valeurs actives énumérées dans ces dispositions.

from subsection (1) or (2) unless the amount in respect of which the seizure was made is paid.

(4) A designated airport authority shall release from detention an aircraft seized under subsection (1) or (2) if a bond or other security is a bona fide liability to the authority for the amount in respect of which the aircraft was seized is deposited with the authority.

(5) Words and expressions used in this section and section 16 have the same meanings as in the *Airports Act*.

16. (1) Any aircraft of a person referred to in subsection 9(1) or (2) that would be exempt from seizure under a writ of exemption issued by the superior court of the province in which the aircraft is situated is exempt from seizure and detention under that subsection.

(2) The Governor in Council may, by regulation, exempt any aircraft from seizure and detention under section 9.

QUALIFIED INVESTMENT

17. For the purpose of qualifying the bonds, debentures or other evidences of indebtedness of a designated airport authority

(a) as an authorized investment under paragraph 1(i) of the *Canadian and British Insurance Companies Act* or paragraph 1(i) of the *Foreign Insurance Companies Act* or paragraph 1(i) of the *Trust Compa-*

l'administration aéroportuaire désignée n'est pas tenue de donner mainlevée de la saisie tant que les sommes dues n'ont pas été acquittées.

(4) L'administration aéroportuaire désignée doit cependant émettre un cautionnement d'une valeur — conditionnelle ou autre garantie qu'elle juge suffisante — équivalente aux sommes dues.

(5) Les termes de présent article et de l'article 16 s'entendent au sens de la Loi sur l'aéroportuaire.

16. (1) S'applique aux aéronefs visés aux paragraphes 9(1) et (2) les règles d'exemption édictées par le tribunal supérieur de la province où se situe l'aéronef.

(2) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, exempter tout aéronef de la saisie ou de la rétention prévue à l'article 9.

PLACEMENTS AUTORISÉS

17. Afin de déterminer si les obligations, débetures ou autres titres de créances d'une administration aéroportuaire désignée sont des placements autorisés aux termes de l'alinéa 1i) de la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, de l'alinéa 1i) de la Loi sur les sociétés de droit ou de l'article 16(1) de la Loi sur les

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41 Elizabeth II, 1991-92

Troisième session, trente-quatrième législature,
40-41 Elizabeth II, 1991-92

PROJET DE LOI S-12

BILL S-12

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-12

PROJET DE LOI S-12

An Act to amalgamate The Montreal Board of Trade and
The Chamber of Commerce of Metropolitan Montreal

Loi fusionnant le Bureau de Commerce de Montréal et la
Chambre de commerce du Montréal métropolitain

**AS PASSED BY THE SENATE
JUNE 19, 1992**

**ADOPTÉ PAR LE SÉNAT
LE 19 JUIN 1992**

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-12

PROJET DE LOI S-12

An Act to amalgamate The Montreal Board of Trade and The Chamber of Commerce of Metropolitan Montreal

Loi fusionnant le Bureau de Commerce de Montréal et la Chambre de commerce du Montréal métropolitain

Preamble

WHEREAS The Montreal Board of Trade was incorporated in 1842 by an Act of the Legislative Assembly of the former Province of Canada (4-5 Vict. Chap. 90, 1841) for the purpose of promoting such measures as the incorporators might upon due consideration deem calculated to advance and render prosperous the lawful trade and commerce of the Province of Canada and the city of Montreal;

WHEREAS, from time to time thereafter, the Parliament of Canada has by later Acts (namely, c. 57 (1875); c. 34 (1881); c. 55 (1886); c. 70 (1892); and, most recently, c. 78 (1964)) made further provision for The Montreal Board of Trade;

WHEREAS The Montreal Board of Trade has by petition prayed that it be amalgamated with The Chamber of Commerce of Metropolitan Montreal;

WHEREAS The Chamber of Commerce of Metropolitan Montreal was first incorporated in 1887, as *La Chambre de commerce du district de Montreal*, by registration under An Act respecting the incorporation of Boards of Trade, (Revised Statutes of Canada, 1886, c. 130, now the *Boards of Trade Act*, R.S.C. c. B-6), and in 1967 was created a corporation under Part II of the *Canada Corporations Act*, (R.S.C. 1952 c. 53, now R.S.C. 1970 c. C-32) by letters pat-

Attendu :

que le Bureau de Commerce de Montréal a été constitué en personne morale en 1842 par une loi de l'assemblée législative de l'ancienne province du Canada (4-5 Vict. ch. 90, 1841) dans le but de promouvoir telles mesures que les fondateurs estimaient, après due considération propres à avancer et faire prospérer le commerce de cette province et de la cité de Montréal;

qu'à diverses occasions, le Parlement du Canada a, par des lois postérieures, (soit ch. 57 (1875); ch. 34 (1881); ch. 55 (1886); ch. 70 (1892); et plus récemment ch. 78 (1964)) établi d'autres dispositions à l'égard du Bureau de Commerce de Montréal;

que le Bureau de Commerce de Montréal a par sa pétition demandé d'être fusionné à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain;

que la Chambre de commerce du Montréal métropolitain a d'abord été constituée en personne morale en 1887, sous le nom de la Chambre de commerce du district de Montréal par enregistrement en vertu de la Loi concernant la constitution des chambres de commerce (Statuts révisés du Canada, 1886, ch. 130, devenue la *Loi sur les chambres de commerce*, L.R.C. (1985) ch. B-6), qu'en 1967 elle a été constituée en personne morale en vertu de la Partie II de la *Loi sur les*

Préambule

ent issued pursuant to section 156 thereof and was, in 1989 by supplementary letters patent, named The Chamber of Commerce of Metropolitan Montreal;

corporations canadiennes, (S.R.C. 1952, ch. 54, devenue S.R.C. 1970, ch. C-32) par lettres patentes délivrées en vertu de l'article 156 de cette dernière loi et qu'en 1989, son nom a été changé pour celui de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain par lettres patentes supplémentaires;

WHEREAS The Chamber of Commerce of Metropolitan Montreal has prayed that it be amalgamated with The Montreal Board of Trade and has joined that corporation in petitioning therefor;

5 que la Chambre de commerce du Montréal métropolitain a demandé d'être fusionnée au Bureau de Commerce de Montréal et qu'elle 10 a présenté une pétition conjointe avec celui-ci à cette fin;

AND WHEREAS it is expedient to grant the prayer of the said petitioners;

10 qu'il convient de faire droit à la demande des pétitionnaires :

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

15 Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Montreal Board of Trade Act*.

1. *Loi sur la Chambre de commerce de Montréal.*

Titre abrégé

Definition

2. In this Act, "constating statute" means An Act to incorporate the Montreal Board of Trade, as amended.

2. Dans la présente loi, « loi constitutive » désigne la loi intitulée : « Acte pour incorporer le Bureau de Commerce de Montréal » et ses modifications.

Définition

AMALGAMATION

FUSION

Corporations amalgamated

3. The Montreal Board of Trade and The Chamber of Commerce of Metropolitan Montreal are hereby amalgamated and continued as one corporation having the objects of The Montreal Board of Trade as described in the constating statute and the additional object of promoting the socioeconomic well-being of Canada and especially metropolitan Montreal.

3. Par la présente loi, le Bureau de Commerce de Montréal et la Chambre de commerce du Montréal métropolitain sont fusionnés en une seule personne morale qui succède aux deux premières avec les mêmes objets qu'avait le Bureau de Commerce de Montréal tels que mentionnés à sa loi constitutive en plus de celui de promouvoir le bien-être socio-économique du Canada et, plus particulièrement, de la région métropolitaine de Montréal.

Fusion des personnes morales

Corporate name

4. (1) The name of the amalgamated corporation is Board of Trade of Metropolitan Montreal.

4. (1) La personne morale résultant de la fusion s'appelle Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

Raison sociale

Combined corporate name

(2) The amalgamated corporation may, in addition to its English name and French name, use and be legally designated by a combination of its English name and French name.

(2) En plus de ses noms anglais et français, la personne morale résultant de la fusion peut se servir d'une combinaison de ses noms anglais et français et être légalement désignée par cette combinaison de noms.

Combinaison de raisons sociales

Notre loi de
Canada

(3) Hors du Canada et dans ses relations d'affaires avec des personnes résidant hors du Canada, la personne morale résultant de la fusion peut se servir de tout nom que les lois de l'étranger en cause lui permettent d'utiliser.

(3) The amalgamated corporation may, outside Canada or in dealings with persons outside Canada, adopt and be known by any name permitted to be used by it under the laws of the country in respect of which that name is used.

Notre loi de

4. La ligne sociale de la personne morale résultant de la fusion est ainsi à déterminer dans la province de Québec.

4. The head office of the amalgamated corporation shall be in the city of Montreal, in the Province of Quebec.

10-15

5. La personne morale résultant de la fusion pourra se servir de tout nom que les lois de l'étranger en cause lui permettent d'utiliser.

5. The amalgamated corporation shall have a corporate seal in such form as the by-laws of the corporation provide.

15-20

6. Dès l'entrée en vigueur de la présente loi :

6. On the commencement of this Act :

(a) les biens de chacune des personnes morales sont dévolus à la personne morale résultant de la fusion;

(a) the property of each amalgamating corporation is the property of the amalgamated corporation;

(b) la personne morale résultant de la fusion est assujettie aux obligations des personnes morales fusionnées;

(b) the amalgamated corporation continues to be liable for the obligations of each amalgamating corporation;

(c) la fusion ne porte pas atteinte aux causes d'action, réclamations que les sociétés fusionnées peuvent avoir ni à celles auxquelles elles sont sujettes;

(c) an existing cause of action, claim or liability in respect of prosecution is unaffected;

(d) la personne morale résultant de la fusion succède, en demande ou en défense, aux personnes morales fusionnées à l'égard de toute poursuite civile, criminelle ou administrative pendante;

(d) a conviction against, or taking, order or judgment in favour of or against, an amalgamating corporation may be continued to be prosecuted by or against the amalgamated corporation;

(e) la personne morale résultant de la fusion est assujettie à toute condamnation, ordonnance, décision, ou jugement rendu contre les personnes morales fusionnées et elle profite de toute condamnation, ordonnance, décision ou jugement rendu en leur faveur;

(e) the existing statute applies in respect of the amalgamated corporation;

(f) la loi constitutive s'applique à la personne morale résultant de la fusion;

(f) the by-laws of the amalgamated corporation shall be amended in accordance with this Act; and

(g) les règlements administratifs de la Chambre de commerce de Montréal deviennent les règlements administratifs de la personne morale résultant de la fusion jusqu'à ce qu'ils aient été adaptés ou modifiés conformément à la présente loi;

(g) until its by-laws make other provision therefor, the amalgamated corporation shall be governed by a board of directors consisting of thirty-one members comprising :

(1) one president nominated jointly by the persons who were, respectively, immediately before the commencement of this Act, the President of The Chamber

Name of Corporation
Head Office
Governance
Effect of Amalgamation

Name elsewhere	(3) The amalgamated corporation may, outside Canada or in dealings with persons outside Canada, adopt and be known by any name permitted to be used by it under the laws of the country in respect of which that name is used.	(3) Hors du Canada et dans ses relations d'affaires avec des personnes résidant hors du Canada, la personne morale résultant de la fusion peut se servir de tout nom que les lois de l'endroit en cause lui permettent d'utiliser.	Nom hors du Canada	5
Head office	5. The head office of the amalgamated corporation shall be in the city of Montreal, in the Province of Quebec.	5. Le siège social de la personne morale résultant de la fusion est situé à Montréal, dans la province de Québec.	Siège social	
Corporate seal	6. The amalgamated corporation shall have a corporate seal in such form as the by-laws of the corporation provide.	6. La personne morale résultant de la fusion possède le sceau déterminé par ses règlements administratifs.	Sceau	10
Effect of amalgamation	7. On the commencement of this Act,	7. Dès l'entrée en vigueur de la présente loi :	Effets de la fusion	
	(a) the property of each amalgamating corporation is the property of the amalgamated corporation;	a) les biens de chacune des personnes morales sont dévolus à la personne morale résultant de la fusion;		15
	(b) the amalgamated corporation continues to be liable for the obligations of each amalgamating corporation;	b) la personne morale résultant de la fusion est assujettie aux obligations des personnes morales fusionnées;		20
	(c) an existing cause of action, claim or liability to prosecution is unaffected;	c) la fusion ne porte pas atteinte aux causes d'actions, réclamations que les sociétés fusionnées peuvent avoir ni à celles auxquelles elles sont sujettes;		
	(d) a civil, criminal or administrative action or proceeding pending by or against an amalgamating corporation may be continued to be prosecuted by or against the amalgamated corporation;	d) la personne morale résultant de la fusion succède, en demande ou en défense, aux personnes morales fusionnées à l'égard de toute poursuite civile, criminelle ou administrative pendante;		25
	(e) a conviction against, or ruling, order or judgment in favour of or against, an amalgamating corporation may be enforced by or against the amalgamated corporation;	e) la personne morale résultant de la fusion est assujettie à toute condamnation, ordonnance, décision, ou jugement rendu contre les personnes morales fusionnées et elle profite de toute condamnation, ordonnance, décision ou jugement rendu en leur faveur;		30
	(f) the constating statute applies in respect of the amalgamated corporation;	f) la loi constitutive s'applique à la personne morale résultant de la fusion;		
	(g) the by-laws of The Chamber of Commerce of Metropolitan Montreal are the by-laws of the amalgamated corporation until replaced or amended in accordance with this Act; and	g) les règlements administratifs de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain deviennent les règlements administratifs de la personne morale résultant de la fusion jusqu'à ce qu'ils aient été abrogés ou modifiés conformément à la présente loi;		35
	(h) until its by-laws make other provision therefor, the amalgamated corporation shall be governed by a board of directors consisting of thirty-one members comprising			
	(i) one president nominated jointly by the persons who were, respectively, immediately before the commencement of this Act, the President of The Chamber			40
				45

of Commerce of Metropolitan Montreal and the Chairman of The Montreal Board of Trade, and

(ii) fifteen directors nominated by the person who was immediately before the commencement of this Act the President of The Chamber of Commerce of Metropolitan Montreal and fifteen directors appointed by the person who was immediately before the commencement of this Act the Chairman of The Montreal Board of Trade.

h) jusqu'à ce que les règlements administratifs édictent d'autres dispositions à cet égard, la personne morale résultant de la fusion est administrée par un conseil composé de trente et un membres répartis comme suit :

(i) le président désigné conjointement par les personnes qui, immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi, étaient respectivement président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain et président du conseil du Bureau de Commerce de Montréal,

(ii) quinze administrateurs désignés par la personne qui, immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi, était le président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain et quinze administrateurs désignés par la personne qui, immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi, était le président du conseil du Bureau de Commerce de Montréal.

8. The amalgamated corporation shall carry on its business and affairs in the official languages of Canada.

8. La personne morale résultant de la fusion se sert, pour ses opérations et dans son fonctionnement, des langues officielles du Canada.

Langues d'opération

STATUS AND POWERS

STATUT ET POUVOIRS

9. (1) The amalgamated corporation has the capacity and, subject to this Act, the rights powers and privileges of a natural person.

9. (1) La personne morale résultant de la fusion a, sous réserve de la présente loi, la capacité, les droits, les pouvoirs et les privilèges d'une personne physique.

Capacité de la personne morale

(2) The amalgamated corporation shall not carry on any business other than such business as, in the consideration of the corporation, advances its objects or are ancillary thereto.

(2) La personne morale résultant de la fusion ne s'adonne à aucune autre activité que celles qui, de son avis, correspondent à son objet ou y sont accessoires.

Activités de la personne morale

(3) No act of the amalgamated corporation, including a transfer of property to or by the corporation, is invalid by reason only that the act or transfer is contrary to its objects or to a provision of this Act or to a provision of the *Canada Corporations Act* applicable to the corporation.

(3) Nulle opération faite par la personne morale résultant de la fusion, même l'acquisition ou l'aliénation de biens par elle, n'est invalide pour le seul motif que telle opération est contraire à son objet, aux dispositions de la présente loi ou à celles de la *Loi sur les corporations canadiennes* applicables à la personne morale.

Exception

10. (1) The amalgamated corporation shall not issue share capital.

10. (1) La personne morale résultant de la fusion n'émet pas de capital-actions.

Absence de capital-actions

Operating languages

Corporate capacity

Business of corporation

Saving

No share capital

Not-for-profit corporation

(2) The business activities and undertakings of the amalgamated corporation shall be carried on without proprietary gain to its members except for reasonable compensation paid for services actually rendered to or on behalf of the corporation.

CORPORATE GOVERNANCE

11 (1) Subject to this Act, the following provisions of the Canada Corporation Act apply to the amalgamated corporation, namely:

- (a) sections 4, 5, 5.1, 6, 9, 10, 11, 12, 13 (except paragraph (1)(b) thereof) and 17 and subsections 20(1)(3), (4) and (7), 21, 22, 23, 24, 27, 29 and 30 and subsection 48(1);
- (b) sections 57 to 59;
- (c) sections 91 to 95, 98 and 99;
- (d) section 105, paragraphs 100(1)(v) to (v), and section 112, 115 and 116; and
- (e) sections 130 to 133 and 138 to 143.

(2) The application of subsection 30(2) of the Canada Corporation Act to the amalgamated corporation does not restrict the application or limitation of the object of the corporation by supplementary letters patent issued under that paragraph.

(3) In construing the sections of Part I of the Canada Corporation Act that apply to the amalgamated corporation by this section:

- (a) "company" means the amalgamated corporation;
- (b) "director" means a member of the governing body of the amalgamated corporation, however designated;
- (c) "letters patent" means this Act and includes the constituting statute;
- (d) "shareholder" means a member of the amalgamated corporation.

Canada Corporation Act, R.S.C. 1985, c.48

Issuing office

Company Part I

(2) La personne morale résultant de la fusion est tenue de mener ses activités et ses entreprises sans but lucratif personnel pour ses membres, à ce titre, à l'exception d'une rémunération raisonnable pour services effectivement rendus à la personne morale.

PROVISIONS APPLICABLE

11 (1) Sous réserve des dispositions de la présente loi, les dispositions des articles 4, 5, 5.1, 6, 9, 10, 11, 12, 13 (à l'exception de l'alinéa (1)(b) de l'article 17), les paragraphes 20(1)(3), (4) et (7), 21, 22, 23, 24, 27, 29 et 30 et le paragraphe 48(1) :

- a) les articles 4, 5, 5.1, 6, 9, 10, 11, 12 et 17 (à l'exception de l'alinéa (1)(b) de l'article 17), les paragraphes 20(1)(3), (4) et (7), 21, 22, 23, 24, 27, 29 et 30 et le paragraphe 48(1);
- b) les articles 57 à 59;
- c) les articles 91 à 95, 98 et 99;
- d) l'article 105, les alinéas 100(1)a) à d) et les articles 112, 115 et 116;
- e) les articles 130 à 133 et 138 à 143.

(2) L'application du paragraphe 30(2) de la loi sur les corporations canadiennes ne limite pas de restreindre les objets de la personne morale résultant de la fusion par le biais de lettres patentes supplémentaires émises conformément à ce paragraphe.

(3) Pour l'interprétation de la Partie I des dispositions de la loi sur les corporations canadiennes édictées applicables à la personne morale résultant de la fusion par le présent article, les mots suivants s'entendent dans le sens indiqué ci-après :

- a) «compagnie» s'entend de la personne morale résultant de la fusion;
- b) «administrateur» s'entend d'un membre du conseil d'administration de la personne morale résultant de la fusion, quel que soit son titre;
- c) «actionnaire» s'entend de la personne morale qui est également de la loi constitutive.

Not-for-profit corporation

Canada Corporation Act, R.S.C. 1985, c.48

Issuing office

Company Part I

Not-for-profit corporation

(2) The business, activities and undertakings of the amalgamated corporation shall be carried on without pecuniary gain to its members except for reasonable compensation paid for services actually rendered to or on behalf of the corporation.

(2) La personne morale résultant de la fusion exerce ses opérations et conduit ses affaires sans profit personnel pour ses membres, si ce n'est la rémunération raisonnable pour service effectivement rendu à la personne morale.

Société sans but lucratif

CORPORATE GOVERNANCE

DISPOSITIONS APPLICABLES

Canada Corporations Act R.S.C. 1970, c. C-32; R.S.C. 1970 (1st Supp.), c. 10

11. (1) Subject to this Act, the following provisions of the *Canada Corporations Act* apply to the amalgamated corporation, namely:

11. (1) Sous réserve des dispositions de la présente loi, les dispositions ci-après mentionnées de la *Loi sur les corporations canadiennes* s'appliquent à la personne morale résultant de la fusion :

Loi sur les corporations canadiennes S.R.C. 1970, ch. C-32; S.R.C. 1970 (1^{er} suppl.) ch. 10

(a) sections 4, 5.5, 5.6, 6, 9, 10, 11, 15, 16 (except paragraph (1)(r) thereof) and 17 and subsections 20(1),(3),(4) and (5), sections 21, 22, 23, 24, 27, 29 and 30 and subsection 48(1);

a) les articles 4, 5.5, 5.6, 6, 9, 10, 11, 15 et 16 (à l'exception de l'alinéa (1)r), l'article 17, les paragraphes 20(1), (3), (4) et (5), les articles 21, 22, 23, 24, 27, 29 et 30 et le paragraphe 48(1);

(b) sections 65 to 73,

b) les articles 65 à 73;

(c) sections 91 to 96, 98 and 99,

c) les articles 91 à 96, 98 et 99;

(d) section 106, paragraphs 109(1)(a) to (d), and sections 112, 115 and 116; and

d) l'article 106, les alinéas 109(1)a) à d) et les articles 112, 115 et 116;

(e) sections 130 to 133 and 138 to 148.

e) les articles 130 à 133 et 138 à 148.

Saving objects

(2) The application of subsection 20(5) of the *Canada Corporations Act* to the amalgamated corporation does not authorize the reduction or limitation of the objects of the corporation by supplementary letters patent issued under that paragraph.

(2) L'application du paragraphe 20(5) de la *Loi sur les corporations canadiennes* ne permet pas de restreindre les objets de la personne morale résultant de la fusion par la délivrance de lettres patentes supplémentaires conformément à ce paragraphe.

Exception pour les objets

Construing Part I

(3) In construing the sections of Part I of the *Canada Corporations Act* made applicable to the amalgamated corporation by this section,

(3) Pour l'interprétation de la Partie I des dispositions de la *Loi sur les corporations canadiennes* déclarées applicables à la personne morale résultant de la fusion par le présent article, les mots suivants s'entendent dans le sens indiqué ci-après :

Interprétation de la Partie I

(a) "company" means the amalgamated corporation;

a) «compagnie» s'entend de la personne morale résultant de la fusion;

(b) "director" means a member of the governing body of the amalgamated corporation, however designated;

b) «administrateur» s'entend d'un membre du conseil d'administration de la personne morale résultant de la fusion, quel que soit son titre;

(c) "letters patent" means this Act and includes the constating statute;

c) «lettres patentes» s'entend de la présente loi et s'entend également de la loi constitutive;

(d) "shareholder" means a member of the amalgamated corporation.

1) - Les modifications apportées à la Loi sur les sociétés par actions, en ce qui concerne les sociétés à responsabilité limitée, ont été adoptées par le Parlement du Canada le 22 mars 1978.

(2) - Les modifications apportées à la Loi sur les sociétés par actions, en ce qui concerne les sociétés à responsabilité limitée, ont été adoptées par le Parlement du Canada le 22 mars 1978.

Other provisions of the Act apply to the unincorporated corporation.

12. (1) - Les modifications apportées à la Loi sur les sociétés par actions, en ce qui concerne les sociétés à responsabilité limitée, ont été adoptées par le Parlement du Canada le 22 mars 1978.

(1) - The following sections of the Act to incorporate the Montreal Board of Trade are repealed, namely, sections 6 to 9, and sections 14 to 16, 21, 24 and 25.

Sections 14 to 16, 21, 24 and 25 are repealed, namely, sections 6 to 9, and sections 14 to 16, 21, 24 and 25.

13. (1) - La mention de la Loi sur les sociétés par actions, en ce qui concerne les sociétés à responsabilité limitée, a été adoptée par le Parlement du Canada le 22 mars 1978.

(2) - The reference to section 13 of the said Act in section 13 of the Montreal Corn Exchange Act and Act to the Montreal Corn Exchange Association shall be read as a reference to the Quebec Grain Traders Association.

Section 13 of the said Act is amended by removing therefrom the words "in this capital by the name of transferable shares".

APPLICATION DE CERTAINES AUTRES LOIS

APPLICATION OF OTHER STATUTES

12. La mention d'une chambre de commerce ou d'un conseil d'administration de la Loi sur les sociétés par actions, en ce qui concerne les sociétés à responsabilité limitée, a été adoptée par le Parlement du Canada le 22 mars 1978.

13. A reference to a board of trade or a council thereof in relation to Montreal in the Act to amend and consolidate the Acts relating to the Office of the Registrar of the Port of Montreal is a reference to the amalgamated corporation and its governing body, however designated.

Section 13 of the said Act is amended by removing therefrom the words "in this capital by the name of transferable shares".

14. La mention à propos de Montréal de conseil d'une chambre ou d'un bureau de commerce dans l'Acte concernant le régime de la pêche et la pêche de Montréal, en ce qui concerne les sociétés à responsabilité limitée, a été adoptée par le Parlement du Canada le 22 mars 1978.

14. A reference in relation to Montreal to a council of a board of trade in the Act respecting the Whaling, Mooring and Gauging of certain Articles of General Consumption is a reference to the governing body of the amalgamated corporation, however designated.

Section 14 of the said Act is amended by removing therefrom the words "in this capital by the name of transferable shares".

Publié en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. / Published under authority of the Access to Information Act.

Available from Canadian Commission on Access to Information / Available from Canadian Commission on Access to Information.

Other provisions of Canada Corporations Act

c. 90 (1841); c. 57 (1875); c. 34 (1881); c. 55 (1886); c. 70 (1892); c. 78 (1964)

Reference amended

Limitation

c. 45 (1882)

c. 6 (1865)

(4) Except as provided by this section, the *Canada Corporations Act* does not apply to the amalgamated corporation.

12. (1) The following sections of An Act to incorporate the Montreal Board of Trade, are repealed: namely, sections 6 to 9, and sections 14 to 16, 21, 24 and 25.

(2) The reference in sections 3 and 4 of the said Act to the Montreal Corn Exchange Association shall be read as a reference to the Quebec Grain Traders Association.

(3) Section 13 of the said Act is amended by removing therefrom the power to raise capital by the issue of transferable shares.

APPLICATION OF OTHER STATUTES

13. A reference to a board of trade or a council thereof in relation to Montreal in An Act to amend and consolidate the Acts relating to the office of Port Warden for the Harbour of Montreal is a reference to the amalgamated corporation and its governing body, however designated.

14. A reference in relation to Montreal to a council of a board of trade in An Act respecting the Weighing, Measuring and Gauging of certain Articles of General Consumption is a reference to the governing body of the amalgamated corporation, however designated.

d) «actionnaire» s'entend d'un membre de la personne morale résultant de la fusion.

(4) Sauf dans la mesure précisée dans le présent article, la *Loi sur les corporations canadiennes* ne s'applique pas à la personne morale résultant de la fusion.

12. (1) Les articles 6 à 9, 14 à 16, 21, 24 et 25 de l'Acte pour incorporer le Bureau de Commerce de Montréal sont abrogés.

(2) La mention dans les articles 3 et 4 de la même loi de la Halle aux grains de Montréal vaut mention de l'Association des négociants en céréales du Québec.

(3) L'article 13 de la même loi est modifié en y supprimant le pouvoir de faire souscrire du capital par la vente d'actions cessibles.

APPLICATION DE CERTAINES AUTRES LOIS

13. La mention d'une chambre ou d'un bureau de commerce ou de son conseil dans l'Acte à l'effet d'amender et de refondre les actes concernant l'emploi de gardien de port pour le havre de Montréal vaut mention de la personne morale résultant de la fusion ou de son conseil d'administration, quel qu'en soit le titre.

14. La mention à propos de Montréal du conseil d'une chambre ou d'un bureau de commerce dans l'Acte concernant le pesage, mesurage et jaugeage de certains articles de consommation générale vaut mention du conseil d'administration de la personne morale résultant de la fusion, quel qu'en soit le titre.

Autres dispositions de la Loi sur les corporations canadiennes

ch. 90 (1841); ch. 57 (1875); ch. 34 (1881); ch. 55 (1886); ch. 70 (1892); ch. 78 (1964)

Modification du renvoi

Restriction

ch. 45 (1882)

ch. 6 (1865)

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41 Elizabeth II, 1991-92

Troisième session, trente-quatrième législature
40-41 Elizabeth II, 1991-92

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-13

PROJET DE LOI S-13

An Act to incorporate the *Dai al-Mutlaq* as a corporation
sole in Canada

Loi constituant le *Dai al-Mutlaq* en société unipersonnelle
au Canada

First reading, September 17, 1992

Première lecture le 17 septembre 1992

THE HONOURABLE SENATOR ATKINS

L'HONORABLE SÉNATEUR ATKINS

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-13

PROJET DE LOI S-13

An Act to incorporate the *Dai al-Mutlaq* as
a corporation sole in Canada

Loi constituant le *Dai al-Mutlaq* en société
unipersonnelle au Canada

Preamble

WHEREAS His Holiness Dr. Syedna Mo-
hammed Burhanuddin, of the City of Bom-
bay, in the State of Maharashtra, India, has
in his petition represented

Préambule

CONSIDÉRANT QUE Sa Sainteté le
Docteur Syedna Mohammed Burhanuddin,
de la ville de Bombay, dans l'État de Maha-
rashtra, en Inde, a dans sa pétition exposé

(a) that he is the fifty-second incumbent in
the office of the *Dai al-Mutlaq*, having
been duly appointed by an act of designa-
tion in accordance with the canons and
principles of *Dawat-e-Hadiyah*;

5 a) qu'il est le cinquante-deuxième titulaire
de la dignité de *Dai al-Mutlaq*, ayant été
dûment nommé par désignation confor-
mément aux canons et aux principes de
Dawat-e-Hadiyah;

(b) that the *Dai al-Mutlaq* is the supreme
head of *Dawat-e-Hadiyah* and its world-
wide community distinguished as the *Shi-
ah Fatimi Ismaili Tayyibi Dawoodi
Bohras*, a denomination of Islam, known
as the *Dawoodi Bohra* Community;

10 b) que le *Dai al-Mutlaq* est le chef su- 10
prême de *Dawat-e-Hadiyah* et de sa com-
munauté universelle qui se distingue
comme étant les *Shi'ah Fatimi Ismaili
Tayyibi Dawoodi Bohras*, une secte de
l'Islam, connue sous le nom de Commu- 15
nauté *Dawoodi Bohra*;

(c) that *Dawat-e-Hadiyah*, in the person
of the *Dai al-Mutlaq*, fulfils and realizes
the spiritual, religious, temporal and moral
needs of the *Dawoodi Bohra* Community,
and establishes and administers places of
worship dedicated to Allah, and communi-
ty centres and organizations to serve the
needs of the *Dawoodi Bohra* Community;

20 c) que *Dawat-e-Hadiyah*, en la personne
du *Dai al-Mutlaq*, répond et subvient aux
besoins spirituels, religieux, temporels et
moraux de la Communauté *Dawoodi Boh-* 20
ra et qu'il établit et administre des lieux de
cultes consacrés à Allah, ainsi que des or-
ganismes et des centres communautaires
pour subvenir aux besoins de la Commu-
nauté *Dawoodi Bohra*;

(d) that the *Dai al-Mutlaq*, in his sole
discretion, controls and guides the admin-
istration and management of all assets,
funds, properties, investments and other
affairs of *Dawat-e-Hadiyah* and other or-
ganizations of the *Dawoodi Bohra* Com-
munity, or held for the advantage or
benefit of any or all of them;

25 d) que le *Dai al-Mutlaq*, à sa seule discrétion,
dirige et guide l'administration et la
gestion de tous les éléments d'actif, fonds,
biens, placements et autres affaires de *Da-* 20
wat-e-Hadiyah et des autres organismes 30
de la Communauté *Dawoodi Bohra*, ou

certains éléments pour l'avantage ou le profit de certains de ceux-ci ou de leur ensemble;

(c) que, pour assurer la bonne administration et gestion permanente des biens, placements et autres affaires au Canada, il est souhaitable que le Dal al-Ahlaya soit considéré comme société uniquement au Canada;

Or il n'existe pas de règle de droit d'application générale en matière de sociétés au Canada prévoyant la reconnaissance de sociétés uniquement.

Or il est constaté que le Dal al-Ahlaya est une société au Canada. Le Dr. Syed Muhammad Burhanuddin, a été nommé président de la société l'adoption de la loi relative et qu'il y a eu un acte de la loi de cette demande;

EN CONSÉQUENCE, Sa Majesté, sur avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, de

1. Les dignités de Dal al-Ahlaya, dont le titulaire actuel est Sa Sainteté le Dr. Syed Muhammad Burhanuddin, le cinquante-deuxième Dal al-Ahlaya, est par la présente constituée en société uniquement avec succession perpétuelle.

2. Cette société uniquement s'appelle «Dal al-Ahlaya (Canada)».

3. Dal al-Ahlaya (Canada) a pour objet la promotion

(a) des buts spirituels, religieux, éducatifs, charitatifs et éducatifs de Dal al-Ahlaya au Canada;

(b) des autres buts de Dal al-Ahlaya au Canada qui sont de nature religieuse, sociale ou autre nature;

4. (1) Dal al-Ahlaya (Canada) aura tous les pouvoirs nécessaires ou utiles pour accomplir ses buts.

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), Dal al-Ahlaya (Canada) peut :

(a) ériger, construire, établir et administrer des lieux de culte consacrés à Allah, ainsi que des organisations et des centres commun-

(c) that for the continuing and better control and guidance of the administration and management of those assets, funds, properties, investments and other affairs in Canada, it is desirable that the Dal al-Ahlaya be incorporated in Canada as a corporation sole;

WHEREAS there is no existing law of general application in Canada providing for the incorporation of a corporation sole;

AND WHEREAS the fifty-second Dal al-Ahlaya, His Holiness Dr. Syed Muhammad Burhanuddin, has by his petition requested that it be enacted as hereinafter set forth, and it is expedient to grant the prayer of petition;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The office of the Dal al-Ahlaya, at present occupied by His Holiness Dr. Syed Muhammad Burhanuddin, the fifty-second Dal al-Ahlaya, is hereby incorporated as a corporation sole with perpetual succession.

2. The corporation sole shall be known as "Dal al-Ahlaya (Canada)".

3. The objects of Dal al-Ahlaya (Canada) are to promote

(a) the spiritual, religious, educational, charitable and educational purposes of Dal al-Ahlaya in Canada; and

(b) those social and other purposes of Dal al-Ahlaya in Canada that are of a religious nature.

4. (1) Dal al-Ahlaya (Canada) has all the powers necessary or incidental to its objects.

(2) Without limiting the generality of subsection (1), Dal al-Ahlaya (Canada) may

(a) erect, build, establish and administer places of worship dedicated to Allah, and community centres and organizations to

Constitution de la société

Dénomination de la société

Objet de la société

Pouvoirs généraux de la société

Pouvoirs particuliers de la société

Constitution de la société

Dénomination de la société

Objet de la société

Pouvoirs généraux de la société

Pouvoirs particuliers de la société

(e) that, for the continuing and better control and guidance of the administration and management of those assets, funds, properties, investments and other affairs in Canada, it is desirable that the *Dai al-Mutlaq* be incorporated in Canada as a corporation sole;

WHEREAS there is no existing law of general application in Canada providing for the incorporation of a corporation sole;

AND WHEREAS the fifty-second *Dai al-Mutlaq*, His Holiness Dr. Syedna Mohammed Burhanuddin, has by his petition prayed that it be enacted as hereinafter set forth, and it is expedient to grant the prayer of petition;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The office of the *Dai al-Mutlaq*, at present occupied by His Holiness Dr. Syedna Mohammed Burhanuddin, the fifty-second *Dai al-Mutlaq*, is hereby incorporated as a corporation sole with perpetual succession.

2. The corporation sole shall be known as "Dawat-e-Hadiyah (Canada)".

3. The objects of Dawat-e-Hadiyah (Canada) are to promote

(a) the spiritual, religious, ecclesiastical, charitable and educational purposes of *Dawat-e-Hadiyah* in Canada; and

(b) those social and other purposes of *Dawat-e-Hadiyah* in Canada that are of a religious nature.

4. (1) *Dawat-e-Hadiyah* (Canada) has all the powers necessary or incidental to its objects.

(2) Without limiting the generality of subsection (1), *Dawat-e-Hadiyah* (Canada) may

(a) erect, build, establish and administer places of worship dedicated to Allah, and community centres and organizations to

ceux détenus pour l'avantage ou le profit de certains de ceux-ci ou de leur ensemble;

e) que, pour assurer la bonne administration et gestion permanentes desdits éléments d'actif, fonds, biens, placements et autres affaires au Canada, il est souhaitable que le *Dai al-Mutlaq* soit constitué en société unipersonnelle au Canada;

QU'il n'existe pas de règle de droit d'application générale au Canada prévoyant la constitution de sociétés unipersonnelles;

QUE le cinquante-deuxième *Dai al-Mutlaq*, Sa Sainteté le Docteur Syedna Mohammed Burhanuddin, a, dans sa pétition, sollicité l'adoption de la loi suivante et qu'il y a lieu de faire droit à cette demande :

EN CONSÉQUENCE, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

1. La dignité de *Dai al-Mutlaq*, dont le titulaire actuel est Sa Sainteté le Docteur Syedna Mohammed Burhanuddin, le cinquante-deuxième *Dai al-Mutlaq*, est par les présentes constituée en société unipersonnelle avec succession perpétuelle.

2. Cette société unipersonnelle s'appelle «Dawat-e-Hadiyah (Canada)».

3. *Dawat-e-Hadiyah* (Canada) a pour objet la promotion

a) des buts spirituels, religieux, ecclésiastiques, charitables et éducatifs de *Dawat-e-Hadiyah* au Canada;

b) des autres buts de *Dawat-e-Hadiyah* au Canada qui sont de nature religieuse, notamment ses buts sociaux.

4. (1) *Dawat-e-Hadiyah* (Canada) possède tous les pouvoirs nécessaires ou accessoires à son objet.

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), *Dawat-e-Hadiyah* (Canada) peut :

a) ériger, construire, établir et administrer des lieux de culte consacrés à Allah, ainsi que des organismes et des centres commu-

Corporation established

Corporate name

Corporate objects

General corporate powers

Enumerated powers

Constitution de la société

Dénomination sociale

Objet de la société

Pouvoirs généraux de la société

Pouvoirs énumérés

serve the needs of the *Dawoodi Bohra* Community;

(b) acquire any estate or interest in any real or personal property by way of purchase, lease, dedication, bequest, devise, gift or other lawful means; 5

(c) hold any property, or any estate or interest in property, in any manner to or for the uses and objects of Dawat-e-Hadiyah (Canada) or any organization established or intended to be established by, under the management of, or in connection with the uses or objects of, Dawat-e-Hadiyah (Canada); 10

(d) invest, without limitation as to amount or value and whether by way of purchase, loan or otherwise, the property of Dawat-e-Hadiyah (Canada) or any portion thereof in

(i) non-interest bearing securities, 20

(ii) real and personal property,

(iii) non-interest bearing mortgages on real and personal property, and

(iv) such other investments as Dawat-e-Hadiyah (Canada) considers advisable; 25

(e) deal with or dispose of any of its property by way of investment or otherwise but subject to the terms of any trust relating to the property;

(f) entrust the administration and management of any of its property to such persons as Dawat-e-Hadiyah (Canada) considers advisable; 30

(g) appoint, remove, replace and transfer emissaries, servants, employees, nominees and attorneys to carry out the affairs of Dawat-e-Hadiyah (Canada), and determine their duties; 35

(h) collect and receive religious contributions; 40

(i) receive and give interest-free loans (known as *Qardan Hasana*), fix the terms of repayment and take security for any loans given, upon such terms and conditions as Dawat-e-Hadiyah (Canada) considers advisable; 45

nautaires pour subvenir aux besoins de la Communauté *Dawoodi Bohra*;

b) acquérir des biens mobiliers et immobiliers, et tous les droits y afférents, par voie d'achat, de location, d'affectation, de legs de biens mobiliers et immobiliers, de dons ou par tous autres moyens légitimes; 5

c) détenir des biens ou droits y afférents, par quelque mode que ce soit, pour l'usage et l'objet de Dawat-e-Hadiyah (Canada), de tout organisme présent ou futur établi par Dawat-e-Hadiyah (Canada), liée à elle ou à son objet; 10

d) investir, sans restriction quant à la somme investie ou à la valeur des biens, par acquisition, par prêt ou autrement, la totalité ou partie des avoirs de Dawat-e-Hadiyah (Canada) dans

(i) des valeurs mobilières ne portant pas intérêt, 20

(ii) des biens mobiliers et immobiliers,

(iii) des sûretés ne portant pas intérêt sur des biens mobiliers et immobiliers,

(iv) tout autre placement que Dawat-e-Hadiyah (Canada) juge utile; 25

e) faire toutes sortes d'opérations sur ses biens, y compris les aliéner, en tout ou en partie, à des fins d'investissement ou autrement, sous réserve des dispositions de tout fidéicommiss y afférent; 30

f) confier l'administration et la gestion de la totalité de ses biens, ou de partie de ceux-ci, à quiconque Dawat-e-Hadiyah (Canada) juge approprié;

g) nommer, démettre, remplacer et muter des émissaires, serviteurs, employés, mandataires et fondés de pouvoir chargés de s'occuper des affaires de Dawat-e-Hadiyah (Canada) et déterminer leurs fonctions; 35

h) recueillir et recevoir des contributions de nature religieuse; 40

i) contracter et accorder des prêts sans intérêt (connu sous le nom de *Qardan Hasana*), fixer les conditions de remboursement et accepter des sûretés pour les prêts ac- 45

(j) charge, mortgage or pledge, without interest, all or any of its real or personal property to secure any debt or other liability of Dawat-e-Hadiyah (Canada); and

(k) indemnify the *Dai al-Mutlaq*, in his personal or individual capacity, or any emissary, servant, nominee, employee or attorney of Dawat-e-Hadiyah (Canada), to the extent permitted by applicable law.

cordés, aux conditions que Dawat-e-Hadiyah (Canada) juge appropriées;

j) grever, hypothéquer ou donner en nantissement, sans intérêt, la totalité de ses biens mobiliers ou immobiliers ou partie de ceux-ci en garantie de toute dette ou obligation de Dawat-e-Hadiyah (Canada);

k) indemniser le *Dai al-Mutlaq*, à titre personnel, ou les émissaires, serviteurs, employés, mandataires ou fondés de pouvoir de Dawat-e-Hadiyah (Canada), dans la mesure autorisée par la législation applicable.

Head office	5. (1) The head office of Dawat-e-Hadiyah (Canada) shall be in the Town of Richmond Hill, in the Province of Ontario, or at such other place in Canada as may be determined from time to time by the bylaws of Dawat-e-Hadiyah (Canada).	5. (1) Dawat-e-Hadiyah (Canada) a son siège social dans la ville de Richmond Hill, dans la province de l'Ontario, ou dans tout autre lieu du Canada déterminé à l'occasion conformément aux règlements administratifs de Dawat-e-Hadiyah (Canada).	Siège social
Notice of change	(2) A notice of change of the place of the head office of Dawat-e-Hadiyah (Canada) shall be published once in the <i>Canada Gazette</i> within sixty days after the change has been made.	(2) Avis de changement du lieu où se trouve le siège social de Dawat-e-Hadiyah (Canada) doit être publié une fois dans la <i>Gazette du Canada</i> dans les soixante jours de ce changement.	Avis de changement du lieu du siège social
Corporate seal	6. Dawat-e-Hadiyah (Canada) may, but need not, have a corporate seal.	6. Sans être tenu de le faire, Dawat-e-Hadiyah (Canada) peut se doter d'un sceau officiel.	Sceau officiel
Attorney in Canada	7. (1) Dawat-e-Hadiyah (Canada) shall, by instrument in writing valid and enforceable under the laws applicable in the place where the head office of Dawat-e-Hadiyah (Canada) is from time to time located, ensure the continuing appointment, at all times, of an individual resident in Canada or a body corporate incorporated under the laws of Canada or of a province thereof and having its head or registered office in Canada, as attorney in Canada of Dawat-e-Hadiyah (Canada) for the specific purpose of receiving service of process in all suits and proceedings by or against Dawat-e-Hadiyah (Canada) in Canada and of receiving all lawful notices.	7. (1) Au moyen d'un écrit fait selon les formalités nécessaires pour être valide et exécutoire d'après les lois applicables au lieu du siège social, Dawat-e-Hadiyah (Canada) pourvoit, en tant que de besoin, à la désignation, en permanence, soit d'une personne physique résidant au Canada, soit d'une personne morale constituée en vertu des lois du Canada ou de l'une de ses provinces et ayant son siège social au Canada, à titre de fondé de pouvoir au Canada de Dawat-e-Hadiyah (Canada) dans le but précis de recevoir signification de toute procédure concernant Dawat-e-Hadiyah (Canada), en demande ou en défense, et la transmission de tout avis juridique.	Fondé de pouvoir au Canada
Declaration	(2) In each instrument referred to in subsection (1) there shall be a declaration that service on the attorney of process in respect of suits and proceedings by or against Dawat-e-Hadiyah (Canada) and of lawful	(2) L'écrit visé au paragraphe (1) comporte une déclaration selon laquelle la signification, au fondé de pouvoir, de tout acte de procédure, en demande ou en défense, et la transmission de tout avis juridique à Dawat-	Déclaration

1997

1997

1997

1997

1997

1997

notion will be binding on Davis-Halligan (Canada) for all purposes.

(3) Davis-Halligan is hereby deemed to have entered into an agreement with the Director of Corporations under the Canada Business Corporations Act.

8. All real and personal property in Canada and all claims and interests therein, that were, immediately before the commencement of this Act, the property of the dissolved corporation, shall be deemed to have been transferred to the corporation as the Davis-Halligan (Canada) entity, and shall vest in Davis-Halligan (Canada) subject to such rights, liens and encumbrances as are held on that property by other persons in respect of any of those properties.

9. Where after the commencement of this Act a company, whether or not a partnership, is formed in Canada in respect of any real or personal property in Canada that is the subject of the agreement, it shall be deemed to refer to the partnership in Canada where it is expressly provided in the agreement that the reference to the partnership is in respect of individual partners.

10. (1) The activities of Davis-Halligan (Canada) shall be deemed to be the activities of the partnership for purposes of the law of the province in which the partnership is formed on behalf of Davis-Halligan (Canada).

(2) Where a personal property or interest of Davis-Halligan (Canada) shall be used for a purpose not directly related to the company with the objects of Davis-Halligan (Canada).

11. Davis-Halligan (Canada) may, in any such by-law, as may be made, exercise its powers in furtherance of the objects of Davis-Halligan (Canada) and without limiting the generality of the foregoing, may make by-laws providing for:

- (a) a corporate seal;
- (b) the place of the head office;

Davis-Halligan (Canada) for all purposes.

(3) Davis-Halligan (Canada) is deemed to have entered into an agreement with the Director of Corporations under the Canada Business Corporations Act.

8. Tout le bien mobilier et immobilier au Canada et toutes les revendications et intérêts en ce qui concerne ce bien mobilier et immobilier, qui étaient, immédiatement avant le commencement de la Loi, la propriété de la société dissoute, sont réputés avoir été transférés à la société en vertu de la Loi, et sont réputés appartenir à la société en vertu de la Loi, sous réserve des droits, privilèges et hypothèques qui sont grevés de ce bien.

9. Après l'entrée en vigueur de la présente Loi, si une société, quel que soit son statut, est formée au Canada en respect d'un bien réel ou personnel au Canada, il est réputé que la société est formée en vertu de la Loi, et que les activités de la société sont réputées être les activités de la société en vertu de la Loi, si l'accord prévoit expressément que la référence à la société est en respect d'un ou de plusieurs associés.

10. (1) Les activités de Davis-Halligan (Canada) sont réputées être les activités de la société pour le droit de la province dans laquelle la société est formée au nom de Davis-Halligan (Canada) et, si la société est formée en vertu de la Loi, les activités de la société sont réputées être les activités de la société en vertu de la Loi.

(2) Si un bien réel ou un intérêt de Davis-Halligan (Canada) est utilisé à des fins qui ne sont pas directement liées aux objets de la société, la Loi s'applique.

11. Davis-Halligan (Canada) peut, dans toute loi interne qu'elle adopte, exercer ses pouvoirs en vue de réaliser ses objets et, sans limiter la généralité de ce qui précède, elle peut, par règlement administratif, adopter des lois qui ont pour objet :

- (a) établir un sceau officiel;
- (b) fixer le lieu du siège social;

1997

1997

1997

1997

1997

1997

notices will be binding on Dawat-e-Hadiyah (Canada) for all purposes.

Filing

(3) Dawat-e-Hadiyah (Canada) shall file a fully executed copy of each instrument referred to in subsection (1) with the Director of Corporations under the *Canada Business Corporations Act*.

Properties vested

8. All real and personal properties in Canada, and all estates and interest therein, that were, immediately before the commencement of this Act, the properties of the fifty-second *Dai al-Mutlaq*, His Holiness Dr. Syedna Mohammed Burhanuddin, in his capacity as the *Dai al-Mutlaq*, are hereby vested in Dawat-e-Hadiyah (Canada) subject to such rights, liens and encumbrances as are held at that time by other persons in respect of any of those properties.

Reference in instruments to *Dai al-Mutlaq*

9. Where after the commencement of this Act, a conveyance, transfer or other instrument executed in Canada in respect of any real or personal property in Canada refers to the *Dai al-Mutlaq*, the instrument shall be deemed to refer to Dawat-e-Hadiyah (Canada) unless it is expressly provided in the instrument that the reference is to the *Dai al-Mutlaq* in his personal or individual capacity.

Non-profit corporation

10. (1) The activities of Dawat-e-Hadiyah (Canada) shall be carried on without pecuniary gain to any person except for reasonable compensation paid for services actually rendered to or on behalf of Dawat-e-Hadiyah (Canada).

Use of property restricted

(2) No real or personal property or income of Dawat-e-Hadiyah (Canada) shall be used for a purpose not directly related to or connected with the objects of Dawat-e-Hadiyah (Canada).

By-laws

11. Dawat-e-Hadiyah (Canada) may make such by-laws as are necessary or convenient in furtherance of the objects of Dawat-e-Hadiyah (Canada) and, without limiting the generality of the foregoing, may make by-laws providing for

- (a) a corporate seal;
- (b) the place of the head office;

e-Hadiyah (Canada) lie cette dernière à toutes fins.

(3) Dawat-e-Hadiyah (Canada) dépose un exemplaire dûment signé de tout acte établi conformément au paragraphe (1) auprès du directeur des corporations nommé en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions*.

8. Tous les biens mobiliers et immobiliers situés au Canada et tous les droits y afférents, qui, immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi, appartenaient au cinquante-deuxième *Dai al-Mutlaq*, Sa Sainteté le Docteur Syedna Mohammed Burhanuddin, en qualité de *Dai al-Mutlaq*, sont par les présentes dévolus à Dawat-e-Hadiyah (Canada) sous réserve des droits, privilèges et charges que des tiers peuvent détenir sur ces biens.

9. Après l'entrée en vigueur de la présente loi, la mention, dans tout acte passé au Canada en rapport avec les biens de Dawat-e-Hadiyah (Canada), de *Dai al-Mutlaq* est réputée la mention de Dawat-e-Hadiyah (Canada) à moins que l'acte ne dise expressément que la mention vise le *Dai al-Mutlaq* personnellement.

10. (1) Les activités de Dawat-e-Hadiyah (Canada) s'exercent sans gain pécuniaire pour quiconque, sauf dans le cas de rémunération raisonnable versée pour les services effectivement rendus à Dawat-e-Hadiyah (Canada) ou pour son compte.

(2) Nul revenu ni autre bien mobilier ou immobilier de Dawat-e-Hadiyah (Canada) ne peut servir à des fins qui ne se rapportent pas directement à son objet.

11. Dawat-e-Hadiyah (Canada) peut adopter des règlements administratifs nécessaires ou utiles pour promouvoir son objet et, sans préjudice de la portée générale de ce qui précède, elle peut, par règlement administratif :

- a) établir un sceau officiel;
- b) fixer le lieu du siège social;

Dépôt des actes

Dévolution des biens

Mention du *Dai al-Mutlaq* dans les actes

Organisme sans but lucratif

Restriction quant à l'utilisation des biens

Règlements administratifs

(a) nommer des mandataires et des fiduciaires pour administrer les biens et les affaires de l'association (Canada) et de déterminer les modalités de paiement de ces biens.

ARTICLE 11

(b) prévoir l'ouverture, l'entretien et la tenue de livres comptables, de livres de dépenses et de registres.

(c) fixer l'exercice financier.

(d) désigner un vérificateur de ses comptes.

12. (1) En cas de dissolution ou de liquidation de l'association (Canada), la totalité de ses biens, après le paiement de ses dettes, devra être distribuée à un ou plusieurs organismes de charité enregistrés au Canada ou à un ou à plusieurs organismes à qui cet actif peut être distribué sans imposer de taxes, conformément aux lois fiscales en vigueur au moment de la distribution.

(2) Le Don de l'association peut, à sa seule discrétion, choisir les organismes de charité ou autres organismes auxquels le surplus d'actif de l'association (Canada) peut être distribué conformément au paragraphe (1).

(c) the appointment of trustees and directors to administer the property and affairs of the association (Canada) and to determine the manner of their payment of these assets.

(d) the opening, care and maintenance of books of account and other records.

(e) the appointment of an auditor to audit accounts.

ARTICLE 11

(f) the opening, care and maintenance of books of account and other records.

(g) the appointment of an auditor to audit accounts.

12. (1) If the association (Canada) is dissolved or wound up, all the remaining assets (after payment of all liabilities) shall be distributed to one or more registered charities in Canada or to one or more entities to which such a distribution may be made without incurring any tax under applicable tax legislation in force at the time of distribution.

(2) The Don of the association may, in his sole discretion, select the charities or entities to which the remaining assets of the association (Canada) are to be distributed under subsection (1).

1984-85 B.O. 11

1984-85 B.O. 11

(c) the appointment of nominees and attorneys to administer the properties and affairs of Dawat-e-Hadiyah (Canada) in accordance with the by-laws;

(d) the authorization of persons to execute documents on behalf of Dawat-e-Hadiyah (Canada) and the manner of their execution;

(e) the remuneration of employees;

(f) the opening, operation and closing of bank accounts;

(g) the preparation and maintenance of books of account and other records and documents;

(h) the fiscal year; and

(i) the appointment of an auditor to audit accounts.

12. (1) If Dawat-e-Hadiyah (Canada) is dissolved or wound up, all the remaining assets thereof after payment of all liabilities shall be distributed to one or more registered charities in Canada or to one or more entities to which such a distribution may be made without incurring any tax under applicable tax legislation in force at the time of distribution.

(2) The *Dai al-Mutlaq* may, in his sole discretion, select the charities or entities to which the remaining assets of Dawat-e-Hadiyah (Canada) are to be distributed under subsection (1).

c) nommer des mandataires et des fondés de pouvoir pour administrer les biens et les affaires de Dawat-e-Hadiyah (Canada) conformément aux règlements administratifs;

d) autoriser des personnes à passer des actes au nom de Dawat-e-Hadiyah (Canada) et déterminer les modalités de passation de ces actes;

e) fixer la rémunération des employés;

f) prévoir l'ouverture, l'utilisation et la fermeture de comptes bancaires;

g) prévoir l'établissement et la tenue de livres comptables et autres documents et registres;

h) fixer l'exercice financier;

i) désigner un vérificateur de ses comptes.

12. (1) En cas de dissolution ou de liquidation de Dawat-e-Hadiyah (Canada), la totalité du surplus d'actif, après le paiement de ses dettes, devra être distribuée à un ou plusieurs organismes de charité enregistrés au Canada ou à un ou à plusieurs organismes à qui cet actif peut être distribué sans incidence fiscale, conformément aux lois fiscales en vigueur au moment de la distribution.

(2) Le *Dai al-Mutlaq* peut, à sa seule discrétion, choisir les organismes de charité ou autres organismes auxquels le surplus d'actif de Dawat-e-Hadiyah (Canada) peut être distribué conformément au paragraphe (1).

Dissolution

Dissolution

Determination of charities

Choix des organismes de charité

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-14

PROJET DE LOI S-14

An Act to amend the Excise Tax Act

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise

First reading, September 23, 1992

Première lecture le 23 septembre 1992

THE HONOURABLE SENATOR FRITH

L'HONORABLE SÉNATEUR FRITH

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-14

PROJET DE LOI S-14

An Act to amend the Excise Tax Act

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise

R.S., c. E-15;
R.S., c. 15 (1st
Supp.), cc. 1, 7,
42 (2nd Supp.),
cc. 18, 28, 41,
42 (3rd Supp.),
cc. 12, 47 (4th
Supp.); 1988, c.
65; 1989, c. 22;
1990, c. 45;
1991, c. 42;
1992, cc. 1, 28,
29

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

L.R., ch. E-15;
L.R., ch. 15,
(1^{er} suppl.), ch.
1, 7, 42, (2^e
suppl.) ch. 18,
28, 41, 42 (3^e
suppl.) ch. 12,
47 (4^e suppl.);
1988 ch. 65;
1989 ch. 22;
1990 ch. 45;
1991, ch. 42;
1992 ch. 1, 28,
29.

1992, c. 28, ss.
41(1)

1. Schedule VI to the *Excise Tax Act* is
amended by adding thereto the following
Part:

1. L'annexe VI de la *Loi sur la taxe d'ac-
cise* est modifiée par adjonction de la Partie
5 suivante :

1992, ch. 28,
par. 41(1)

PART XI

PARTIE XI

READING MATERIAL

ARTICLES DE LECTURE

1. A supply of a book, periodical literature
or other reading material.

1. La fourniture d'un livre, d'une publica-
tion périodique ou d'un autre article de lec-
ture.

The House of Commons
Ottawa, Ontario K1A 0A6

Le Sénat du Canada
Ottawa, Ontario K1A 0A6

THE SENATE OF CANADA

SENAT DU CANADA

BILL S-15

PROJET DE LOI S-15

As introduced in the House of Commons
on 1988-08-11

As introduced in the Senate
on 1988-08-11

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to exclude all reading material from the application of the Goods and Services Tax.

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi a pour but d'exempter tous les articles de lecture de l'application de la taxe sur les produits et services.

The House of Commons

Le Sénat du Canada

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-14

PROJET DE LOI S-14

An Act to amend the Excise Tax Act

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise

Enacted by Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, in the 22nd year of Her Majesty's said Majesty Queen Elizabeth II, as follows:

En conséquence, Son Excellence le Gouverneur général, sur l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, a enjoint que la Loi susdite soit publiée comme suit:

Vertical text on the right side of the page, likely a table of contents or index.

Enacted by Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, in the 22nd year of Her Majesty's said Majesty Queen Elizabeth II, as follows:

En conséquence, Son Excellence le Gouverneur général, sur l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, a enjoint que la Loi susdite soit publiée comme suit:

PART I

PARTIE I

LOADING MATERIAL

ARTICLES DE DÉTENTE

1. A number of words, printed in italics, in the heading "loading material" shall be deleted.

1. Les mots suivants, imprimés en italiques, dans l'expression "articles de détente" doivent être supprimés.

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41 Elizabeth II, 1991-92

Troisième session, trente-quatrième législature
40-41 Elizabeth II, 1991-92

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-15

PROJET DE LOI S-15

An Act to amend the Canadian Human Rights Act (sexual
orientation)

Loi modifiant la Loi canadienne sur les droits de la per-
sonne (orientation sexuelle)

First reading, December 1, 1992

Première lecture le 1^{er} décembre 1992

THE HONOURABLE SENATOR KINSELLA

L'HONORABLE SÉNATEUR KINSELLA

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-15

PROJET DE LOI S-15

An Act to amend the Canadian Human Rights Act (sexual orientation)

Loi modifiant la Loi canadienne sur les droits de la personne (orientation sexuelle)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. H-6

1. Section 2 of the *Canadian Human Rights Act* is repealed and the following substituted therefor:

1. L'article 2 de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. H-6

Purpose

2. The purpose of this Act is to extend the laws in Canada to give effect, within the purview of matters coming within the legislative authority of Parliament, to the principle that every individual should have an equal opportunity with other individuals to make for himself or herself the life that he or she is able and wishes to have, consistent with his or her duties and obligations as a member of society, without being hindered in or prevented from doing so by discriminatory practices based on race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, sexual orientation, marital status, family status, disability or conviction for an offence for which a pardon has been granted.

2. La présente loi a pour objet de compléter la législation canadienne en donnant effet, dans le champ de compétence du Parlement du Canada, au principe suivant : le droit de tous les individus, dans la mesure compatible avec leurs devoirs et obligations au sein de la société, à l'égalité des chances d'épanouissement, indépendamment des considérations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, l'orientation sexuelle, l'état matrimonial, la situation de famille, l'état de personne graciée ou la déficience.

Objet

2. Subsection 3(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

2. Le paragraphe 3(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

25

Proscribed grounds of discrimination

3. (1) For all purposes of this Act, race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, sexual orientation, marital status, family status, disability and conviction for which a pardon has been granted are prohibited grounds of discrimination.

3. (1) Pour l'application de la présente loi, les motifs de distinction illicite sont ceux qui sont fondés sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, l'orientation sexuelle, l'état matrimo-

Motifs de distinction illicite

30

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to insert in the *Canadian Human Rights Act* what the courts have declared to be the law. By passing it, Parliament will discharge its responsibility to make the statutes reflect the law and to make the law accessible to all.

On August 6, 1992, the Ontario Court of Appeal, in deciding the case of *Haig v. Canada (Minister of Justice)*, found that subsection 15(1) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* protects individuals from discrimination based on sexual orientation. This finding was repeated by the Federal Court - Trial Division on October 27, 1992, in the case of *Douglas v. Canada*, in which the court made an order to this effect.

To implement the resulting right to the protection and benefit of the law, the Ontario Court of Appeal in *Haig* further ordered that the *Canadian Human Rights Act* be interpreted, applied and administered as though it contained sexual orientation as a prohibited ground of discrimination in section 3. This bill amends section 3 and two related sections.

CANADIAN HUMAN RIGHTS ACT

Clause 1: Section 2 at present reads as follows:

"2. The purpose of this Act is to extend the laws in Canada to give effect, within the purview of matters coming within the legislative authority of Parliament, to the principle that every individual should have an equal opportunity with other individuals to make for himself or herself the life that he or she is able and wishes to have, consistent with his or her duties and obligations as a member of society, without being hindered in or prevented from doing so by discriminatory practices based on race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, marital status, family

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de rendre la *Loi canadienne des droits de la personne* conforme à ce que les tribunaux ont statué constituer le droit. En adoptant le présent projet de loi, le Parlement s'acquitte de son devoir de rendre les lois conformes au droit et de rendre ce droit accessible à tous.

Le 6 août 1992, la Cour d'appel de l'Ontario, dans l'affaire *Haig c. Canada (Ministre de la Justice)*, a statué que le paragraphe 15(1) de la *Charte canadienne des droits et libertés* protège les particuliers contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle. La Section de première instance de la Cour fédérale est arrivée à la même conclusion, le 27 octobre 1992, dans l'affaire *Douglas c. Canada*, dans laquelle elle a rendu une ordonnance en ce sens.

Pour donner effet au droit à la protection et au bénéfice de la loi qui en découle, la Cour d'appel de l'Ontario, dans l'arrêt *Haig*, a en outre ordonné d'interpréter, d'appliquer et d'administrer la *Loi canadienne sur les droits de la personne* comme si elle comportait l'orientation sexuelle comme motif de distinction illicite en son article 3. Le présent projet de loi modifie l'article 3 et deux articles connexes.

LOI CANADIENNE SUR LES DROITS DE LA PERSONNE

Article 1. — Texte actuel de l'article 2 :

"2. La présente loi a pour objet de compléter la législation canadienne en donnant effet, dans le champ de compétence du Parlement du Canada, au principe suivant : le droit de tous les individus, dans la mesure compatible avec leurs devoirs et obligations au sein de la société, à l'égalité des chances d'épanouissement, indépendamment des considérations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, l'état matrimonial, la situation de famille, l'état de personne graciée ou la déficience."

3. Subsection 16(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Special programs

16. (1) It is not a discriminatory practice for a person to adopt or carry out a special program, plan or arrangement designed to prevent disadvantages that are likely to be suffered by, or to eliminate or reduce disadvantages that are suffered by, any group of individuals when those disadvantages would be or are based on or related to the race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, sexual orientation, marital status, family status or disability of members of that group, by improving opportunities respecting goods, services, facilities, accommodation or employment in relation to that group.

nial, la situation de famille, l'état de personne graciée ou la déficience.

3. Le paragraphe 16(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5 Programmes de promotion sociale

16. (1) Ne constitue pas un acte discriminatoire le fait d'adopter ou de mettre en oeuvre des programmes, des plans ou des arrangements spéciaux destinés à supprimer, diminuer ou prévenir les désavantages que subit ou peut vraisemblablement subir un 10 groupe d'individus pour des motifs fondés, directement ou indirectement, sur leur race, leur origine nationale ou ethnique, leur couleur, leur religion, leur âge, leur sexe, leur orientation sexuelle, leur état matrimonial, 15 leur situation de famille ou leur déficience en améliorant leurs chances d'emploi ou d'avancement ou en leur facilitant l'accès à des biens, à des services, à des installations ou à des moyens d'hébergement. 20

status, disability or conviction for an offence for which a pardon has been granted.”

Clause 2: Subsection 3(1) at present reads as follows:

“3. (1) For all purposes of this Act, race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, marital status, family status, disability and conviction for which a pardon has been granted are prohibited grounds of discrimination.”

Clause 3: Subsection 16(1) at present reads as follows:

“16. (1) It is not a discriminatory practice for a person to adopt or carry out a special program, plan or arrangement designed to prevent disadvantages that are likely to be suffered by, or to eliminate or reduce disadvantages that are suffered by, any group of individuals when those disadvantages would be or are based on or related to the race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, marital status, family status or disability of members of that group, by improving opportunities respecting goods, services, facilities, accommodation or employment in relation to that group.”

Article 2. — Texte actuel du paragraphe 3(1) :

«3. (1) Pour l'application de la présente loi, les motifs de distinction illicite sont ceux qui sont fondés sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, l'état matrimonial, la situation de famille, l'état de personne graciée ou la déficience.»

Article 3. — Texte actuel du paragraphe 16(1) :

«16. (1) Ne constitue pas un acte discriminatoire le fait d'adopter ou de mettre en oeuvre des programmes, des plans ou des arrangements spéciaux destinés à supprimer, diminuer ou prévenir les désavantages que subit ou peut vraisemblablement subir un groupe d'individus pour des motifs fondés, directement ou indirectement, sur leur race, leur origine nationale ou ethnique, leur couleur, leur religion, leur âge, leur sexe, leur état matrimonial, leur situation de famille ou leur déficience en améliorant leurs chances d'emploi ou d'avancement ou en leur facilitant l'accès à des biens, à des services, à des installations ou à des moyens d'hébergement.»

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41 Elizabeth II, 1991-92

Troisième session, trente-quatrième législature,
40-41 Elizabeth II, 1991-92

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-16

PROJET DE LOI S-16

An Act to restructure United Grain Growers, Limited

Loi visant à réorganiser l'Union des producteurs de grain
Limitée

First reading, December 1, 1992

Première lecture le 1^{er} décembre 1992

THE HONOURABLE SENATOR BAROOTES

L'HONORABLE SÉNATEUR BAROOTES

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-16

PROJET DE LOI S-16

An Act to restructure United Grain
Growers, Limited

Loi visant à réorganiser l'Union des produc-
teurs de grain Limitée

Preamble

WHEREAS The Grain Growers' Grain
Company, Limited, a company incorporated
by chapter 80 of the Statutes of Canada,
1911, and subsequently in English renamed
United Grain Growers, Limited by chapter
79 of the Statutes of Canada, 1917, (herein
called the "Company") has, by its petition,
expressed a desire that its capital be reorga-
nized and that the Company be restructured
by special Act to enable the Company to
10 compete, on a firmer financial base, in the
emerging grain-marketing economy of the
world;

AND WHEREAS the petitioner repre-
sents that

- (a) the Company was originally incorpo-
rated as a company owned and controlled
by grain farmers and, subsequently by a
series of Acts of Parliament, it has been so
structured that it has also taken on aspects
20 of a farmers' cooperative organization;
- (b) those circumstances now inhibit the
growth and productivity of the Company
and its ability to meet the challenges of the
modern market-place and impede access
25 by the Company to new capital; and
- (c) the general laws of Canada do not en-
able the Company to reorganize its capital
and restructure itself so that its historic

Attendu :

que la société « The Grain Growers' Grain
Company, Limited », constituée en vertu du
chapitre 80 des Statuts du Canada de 1911,
5 à laquelle a été attribué le nom français de 5
« Union des producteurs de grain Limitée »
en vertu du chapitre 118 des Statuts du
Canada de 1974-75-76, — ci-après désignée
la « société », dans le présent préambule — a
demandé, par pétition, que la société soit 10
réorganisée par loi privée afin de la rendre
plus apte à faire face à la concurrence, dans
l'économie mondiale du commerce des
grains, au moyen d'une structure financière
plus solide; 15

que la pétitionnaire déclare ce qui suit :

- a) la société a d'abord été constituée
comme société commerciale dont les pro-
ducteurs de grain avaient la propriété et le
contrôle et, par la suite, en vertu de diver- 20
ses lois fédérales, elle a pris la forme d'une
société coopérative agricole,
- b) cette forme d'organisation a pour effet
de gêner la société dans sa croissance et sa
productivité et, par conséquent, dans sa ca- 25
pacité de répondre aux exigences d'un
marché moderne, en plus de priver la so-
ciété de possibilités de financement,
- c) les lois générales du Canada ne permet-
tent pas à la société de restructurer son 30
capital et de se réorganiser de manière à

Préambule

connection with the farmers of Western Canada can be easily maintained, and it is desirable to maintain that connection for so long as those farmers wish to do so;

AND WHEREAS the petitioner has by its petition prayed that it be enacted as herein-after set forth and it is expedient to grant the prayer of the said petition;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1911, c. 80;
1915, c. 73;
1917, c. 79;
1918, c. 74;
1941, c. 40;
1950, c. 67;
1966, c. 121;
1976, c. 118;
1984, c. 51

préservier ses liens historiques avec les cultivateurs de l'Ouest canadien, mais il convient de retenir ces liens aussi longtemps que ces cultivateurs le souhaitent;

5 que la pétitionnaire a, dans sa pétition, sollicité l'adoption de la mesure suivante et il y a lieu d'accéder à cette demande, 5

10 Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1911, ch. 80;
1915, ch. 73;
1917, ch. 79;
1918, ch. 74;
1941, ch. 40;
1950, ch. 67;
1966, ch. 121;
1976, ch. 118;
1984, ch. 51

SHORT TITLE

Short Title 1. This Act may be cited as the *United Grain Growers Act*.

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur l'Union des producteurs de grain.* Titre abrégé

INTERPRETATION

Definitions 2. In this Act, "Board of Directors" means the directors of the corporation;

DÉFINITIONS

15 2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. Définitions

"Board of Directors" « conseil d'administration »

« actionnaire » Actionnaire de la société. 15 « actionnaire » "shareholder" « administrateur » Les administrateurs de la société, y compris les administrateurs-associés et les administrateurs de l'extérieur mentionnés au paragraphe 15(1), à moins que le contexte n'indique le contraire.

"by-laws" « règlement » ou « règlement administratif »

« associé » Personne constituée associé de la société par application de la présente loi, y compris la personne qui était adhérent de la société prorogée à l'entrée en vigueur de 25 la présente loi.

"corporation" « société »

« conseil d'administration » Le conseil d'administration de la société. « conseil d'administration » "board ..."

"director" « administrateur »

30 « loi habilitante » Dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* ou de toute loi la remplaçant qui s'appliquent à la société en vertu de l'article 26. « loi habilitante » "governing Act"

"governing Act" « loi habilitante »

35 « plan de réorganisation » Plan de réorganisation de la société et de restructuration de son capital établi en vertu du règlement n° 40 de la société, approuvé lors de l'as- « plan de réorganisation » "reorganization plan"

"local" « section locale »

"member" « associé »

14	membres généraux de la société sont le 4 novembre 1992	member of the company immediately before the commencement of the Act	14
2	« section locale » Tout groupe d'associés constituant un facteur de production ou de distribution de produits agricoles	"organization plan" means the Capital Re-organization and Restructuring Plan set out in the Law 49 of the company as approved by the general meeting of the Company held on the 4th day of 2nd-ember 1992	2
10	« société » La société prévue en vertu de la présente loi	"shareholder" means a shareholder of the corporation	10

PRODUCTION

CONSTITUTION

10	L'Union des producteurs de grains a été créée en vertu de la Loi sur l'Union des producteurs de grains limitée	The United Grain Growers Limited is hereby continued as a corporation with the name - United Grain Growers Limited	10
12	La société peut se servir d'un nom en français de son nom français et anglais ou de son nom en français et en anglais	The corporation may use and be legally designated by its name in English or its name in French, or by its name in a combined English and French form	12
20	Le siège social de la société est situé à Winnipeg, au Manitoba, ou à tout autre endroit au Canada déterminé par les règlements administratifs	The head office of the corporation shall be in the city of Winnipeg, in the province of Manitoba, or in such other place in Canada as the by-laws provide	20

CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ

CONSTITUTION OF CORPORATION

30	La société continue d'être composée d'associés et d'actionnaires	The corporation continues to consist of members and shareholders	30
23	Les associés sont des personnes physiques qui deviennent membres de la société conformément à ses règlements administratifs	(1) The members consist those natural persons who are members in accordance with the by-laws	23
30	Les associés peuvent acquérir et détenir des actions de la société et, sous réserve des dispositions de la présente loi, ils peuvent exercer le droit de vote rattaché à ces actions lors d'assemblées d'actionnaires	(2) Members may acquire and hold shares issued by the corporation and, subject to the Act, may vote those shares at meetings of shareholders as	30
32	Les détenteurs d'actions de la société qui sont émis après l'entrée en vigueur de la présente loi sont reconnus, de la ou soient associés ou non	Persons who hold shares of the corporation issued to them after the commencement of this Act are the shareholders of the corporation whether or not they are also members of the corporation	32

STATUT ET POUVOIRS

STATUS AND POWERS

25	La société est à la fois une personne morale composée d'adhésifs et une société par actions	The corporation is a combined entity consisting and share capital corporation	25
----	---	---	----

member of the Company immediately before the commencement of this Act;

assemblée générale de la société tenue le 4 novembre 1992.

"reorganization plan"
« plan de réorganisation »

"reorganization plan" means the Capital Reorganization and Restructuring Plan set out in By-Law No. 40 of the Company as approved by the general meeting of the Company held on the 4th day of November 1992;

« règlement ou règlement administratif » Les règlements administratifs de la société.

« règlement » ou « règlement administratif » "by-laws"

"shareholder"
« actionnaire »

"shareholder" means a shareholder of the corporation.

5 « section locale » Tout groupe d'associés constitués en fonction de facteurs territoriaux ou de quelque autre facteur.

5 « section locale » "local"

10 « société » La société prorogée en vertu de la présente loi.

« société » "corporation"

CONTINUATION

PROROGATION

Corporation continued

3. The United Grain Growers, Limited is hereby continued as a corporation with the name United Grain Growers Limited.

3. L'Union des producteurs de grain, Limitée est prorogée sous le nom d'Union des producteurs de grain Limitée.

10 Prorogation

Corporate name

4. The corporation may use and be legally designated by its name in English or its name in French, or by its name in a combined English and French form.

15 4. La société peut se servir d'une combinaison de ses noms français et anglais outre ses noms en français et en anglais.

Raison sociale

15

Head office

5. The head office of the corporation shall be in the city of Winnipeg, in the province of Manitoba, or in such other place in Canada as the by-laws provide.

20 5. Le siège social de la société est situé à Winnipeg, au Manitoba, ou à tout autre endroit au Canada déterminé par les règlements administratifs.

Siège social

CONSTITUTION OF CORPORATION

CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ

Members and shareholders

6. The corporation continues to consist of members and shareholders.

20 6. La société continue d'être composée d'associés et d'actionnaires.

Associés et actionnaires

Members

7. (1) The members comprise those natural persons who are members in accordance with the by-laws.

25 7. (1) Les associés sont des personnes physiques qui deviennent adhérents de la société conformément à ses règlements administratifs.

Associés

25

Right to hold shares

(2) Members may acquire and hold shares issued by the corporation and, subject to this Act, may vote those shares at meetings of shareholders.

30 (2) Les associés peuvent acquérir et détenir des actions de la société et, sous réserve des dispositions de la présente loi, ils peuvent exercer le droit de vote rattaché à ces actions lors d'assemblées d'actionnaires.

Détention d'actions

30

Shareholders

8. Persons who hold shares of the corporation issued to them after the commencement of this Act are the shareholders of the corporation, whether or not they are also members of the corporation.

35 8. Les détenteurs d'actions de la société qui sont émises après l'entrée en vigueur de la présente loi sont actionnaires, qu'ils en soient associés ou non.

Actionnaires

STATUS AND POWERS

STATUT ET POUVOIRS

Nature of corporation

9. The corporation is a combined membership and share capital corporation.

35 9. La société est à la fois une personne morale composée d'adhérents et une société par actions.

Nature de la société

English	French
<p>10. The corporation has the capacity of a natural person and, subject to this Act and the governing Act, the rights, power and privileges of a natural person.</p>	<p>10. La société a la capacité d'une personne physique et, sous réserve des autres dispositions de la présente loi et de celles de la loi habilitante, elle a les droits, les pouvoirs et les privilèges d'une personne physique.</p>
<p>11. The corporation may not carry on any business or activity that conflicts with the business of buying, selling or marketing grain, nor may the corporation confine its business to one province.</p>	<p>11. Il est interdit à la société d'exploiter quelque entreprise ou d'exercer quelque activité incompatibles avec le commerce et la commercialisation des grains, et de limiter son activité à une seule province.</p>
<p>12. Neither the members nor the shareholders of the corporation are liable, as such, for any liability, not or default of the corporation except as otherwise provided by this Act or the governing Act.</p>	<p>12. Ni les membres, ni les actionnaires de la société ne sont responsables en tant que tels des dettes, actes ou défauts de la société, sauf dans la mesure où la présente loi ou la loi habilitante le prévoit.</p>
<p>13. (1) The authorized capital of the corporation is</p>	<p>13. (1) Le capital autorisé de la société consiste en :</p>
<p>(a) an unlimited number of shares, to be designated common shares, with such rights, privileges, restrictions and conditions attached thereto as are prescribed in Exhibit A of the reorganization plan, to be issued in accordance with the reorganization plan for such consideration and to such persons as the directors determine in respect thereof;</p>	<p>a) un nombre indéfini d'actions, appelées actions ordinaires, les droits et les privilèges qui se rattachent à ces actions et les restrictions qui s'y appliquent étant déterminés selon la prescription de l'annexe A du plan de réorganisation, et ces actions étant émises aux personnes que les administrateurs déterminent selon les modalités et pour un prix de leur choix;</p>
<p>(b) an unlimited number of shares, to be designated preferred shares, to be in such classes or series and with such privileges, restrictions and conditions attached thereto as are prescribed in Exhibit A of the reorganization plan, and to be issued for such consideration and to such persons as the directors determine in respect thereof;</p>	<p>b) un nombre indéfini d'actions, appelées actions privilégiées qui sont subdivisées en classes ou séries et émises par séries déterminées selon la prescription de l'annexe A du plan de réorganisation tel défini dans les droits et privilèges qui s'y rattachent et les restrictions qui s'y appliquent, et qui sont émises aux personnes que les administrateurs déterminent selon les modalités et pour un prix de leur choix;</p>
<p>(c) such number of shares, to be designated Class A Convertible Preferred shares, as equal the number of Class A shares of the corporation outstanding on the commencement of this Act or on such other later day as the directors may prescribe, to be issued, in accordance with the reorganization plan, in exchange for the Class A shares and having such rights, privileges, restrictions and conditions attached thereto</p>	<p>c) un nombre d'actions, appelées actions privilégiées convertibles de série A, égal au nombre d'actions de catégorie A de la société en vigueur de la présente loi à une autre date ultérieure que les administrateurs déterminent, ces actions étant émises conformément aux prescriptions de l'annexe A des actions de catégorie A. Elles comportent</p>

Capacity **10.** The corporation has the capacity of a natural person and, subject to this Act and the governing Act, the rights, powers and privileges of a natural person.

10. La société a la capacité d'une personne physique et, sous réserve des autres dispositions de la présente loi et de celles de la loi habilitante, elle a les droits, les pouvoirs et les privilèges d'une personne physique.

Capacité

Restrictions **11.** The corporation may not carry on any business or activity that conflicts with the business of buying, selling or marketing grain, nor may the corporation confine its business to one province.

11. Il est interdit à la société d'exploiter quelque entreprise ou d'exercer quelque activité incompatibles avec le commerce et la commercialisation des grains, et de limiter son activité à une seule province.

Restrictions

No personal liability **12.** Neither the members nor the shareholders of the corporation are liable, as such, for any liability, act or default of the corporation except as otherwise provided by this Act or the governing Act.

12. Ni les associés, ni les actionnaires de la société ne sont responsables en tant que tels des dettes, actes ou défauts de la société sauf dans la mesure où la présente loi ou la loi habilitante le prévoit.

Immunité des associés et des actionnaires

FINANCE

FINANCEMENT

New capital **13.** (1) The authorized capital of the corporation is

13. (1) Le capital autorisé de la société consiste en :

Nouveau capital

(a) an unlimited number of shares, to be designated common shares, with such rights, privileges restrictions and conditions attached thereto as are prescribed in Exhibit A of the reorganization plan, to be issued in accordance with the reorganization plan for such consideration and to such persons as the directors determine in respect thereof;

a) un nombre indéfini d'actions, appelées actions ordinaires, les droits et les privilèges qui se rattachent à ces actions et les restrictions qui s'y appliquent étant déterminés selon les prescriptions de l'annexe A du plan de réorganisation, et ces actions étant émises aux personnes que les administrateurs déterminent selon des modalités et pour un prix qu'ils fixent;

(b) an unlimited number of shares, to be designated preferred shares, to be in such classes or series and with such privileges, restrictions and conditions attached thereto as are prescribed in Exhibit A of the reorganization plan, and to be issued for such consideration and to such persons as the directors determine in respect thereof; and

b) un nombre indéfini d'actions, appelées actions privilégiées qui sont subdivisées en catégories et émises par séries déterminées selon les prescriptions de l'annexe A du plan de réorganisation qui définit aussi les droits et privilèges qui s'y rattachent et les restrictions qui s'y appliquent, et qui sont émises aux personnes que les administrateurs déterminent selon des modalités et pour un prix qu'ils fixent;

(c) such number of shares, to be designated Series A Convertible Preferred shares, as equal the number of Class A shares of the corporation outstanding on the commencement of this Act or on such other later day as the directors may prescribe, to be issued, in accordance with the reorganization plan, in exchange for the Class A shares and having such rights, privileges, restrictions and conditions attached there-

c) un nombre d'actions, appelées actions privilégiées convertibles de série A, égal au nombre d'actions de catégorie A de la société en circulation au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi à une autre date ultérieure que les administrateurs déterminent, ces actions étant émises conformément aux prescriptions de l'annexe A du plan de réorganisation, en échange des actions de catégorie A. Elles comportent

les droits et privilèges et sans autres restrictions déterminées selon les prescriptions de l'annexe A du plan de réorganisation.

to as are prescribed in Exhibit A of the reorganization plan.

2 Actions en circulation qui sont détenues par des personnes physiques ou morales.

(2) La société se pourra acquiescer des actions des associés de catégorie B en circulation immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi ou à une date ultérieure déterminée par les administrateurs, dans le but de les annuler. Elle le fera pour le prix établi en vertu du plan de réorganisation, les décrets de chacune de ces actions devant être associés conformément au plan de réorganisation.

(2) The Class B membership shares of the corporation outstanding immediately before the commencement of the Act or on such other later day as the directors may prescribe shall be acquired by the corporation for cancellation for such consideration as is determined in the reorganization plan and membership in the corporation shall be granted to each holder of such a share in accordance with the reorganization plan.

Outstanding membership shares

12 Actions détenues par des personnes physiques ou morales.

(3) La société échangera ses actions de catégorie A en circulation au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi ou à un moment ultérieur que les administrateurs détermineront, contre des actions privilégiées convertibles de série A conformément au plan de réorganisation. La société annulera les actions acquises par elle dans l'échange.

(3) The Class A shares of the corporation outstanding on the commencement of the Act or on such other day as the directors may prescribe shall be exchanged by the corporation for Series A Convertible Preferred Shares in accordance with the reorganization plan and thereupon cancelled.

Outstanding membership shares

14 Actions en circulation.

(1) Les détenteurs d'actions ordinaires de la société ont droit d'assister personnellement ou par procuration, aux assemblées d'actionnaires, sauf aux assemblées réservées aux détenteurs d'autres catégories ou séries d'actions et auxquelles ces actionnaires ont droit de voter comme catégorie distincte d'actionnaires; ils ont droit à un vote par action ordinaire du même nom.

(1) The holder of the common shares of the corporation are entitled to attend in person or by proxy in any meeting of shareholders except meetings in which only holders of another class or series of shares are entitled to vote and only as a class or series and a holder of a common share has one vote for each such share held by the shareholder.

Membership shares

15 Actions en circulation.

(2) Les détenteurs d'actions ordinaires de la société n'ont pas droit, en tant que tels, à un vote aux assemblées d'actionnaires et à un vote.

(2) The holder of the common shares of the corporation are not entitled as such to attend or vote at any meeting of members.

Membership shares

DIRECTION

GOVERNANCE

16 Actions en circulation.

(1) Le conseil d'administration se compose de quinze administrateurs titulaires comme suit:

(1) The Board of Directors consists of fifteen directors as follows:

Board of Directors

- (a) deux administrateurs appelés « administrateurs associés » qui sont élus lors de l'assemblée annuelle des associés; 40
- (b) trois administrateurs appelés « administrateurs de l'extérieur » qui sont élus lors de l'assemblée annuelle des administrateurs; 45

- (a) two directors to be known as "member-directors", and to be elected at the annual meeting of members; and 35
- (b) three directors to be known as "outside-directors", and to be elected at the annual meeting of shareholders.

to as are prescribed in Exhibit A of the reorganization plan.

les droits et privilèges et sont sujettes aux restrictions déterminées selon les prescriptions de l'annexe A du plan de réorganisation.

Outstanding voting shares

(2) The Class B membership shares of the corporation outstanding immediately before the commencement of this Act or on such other later day as the directors may prescribe shall be acquired by the corporation for cancellation for such consideration as is determined in the reorganization plan; and membership in the corporation shall be granted to each holder of such a share in accordance with the reorganization plan.

(2) La société se portera acquéreur des actions des associés de catégorie B en circulation immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi ou à une date ultérieure déterminée par les administrateurs, dans le but de les annuler. Elle le fera pour le prix établi en vertu du plan de réorganisation; les détenteurs de chacune de ces actions deviendront associés conformément au plan de réorganisation.

5 Actions en circulation qui comportent un droit de vote

Other outstanding shares

(3) The Class A shares of the corporation outstanding on the commencement of this Act or on such other later day as the directors may prescribe shall be exchanged by the corporation for Series A Convertible Preferred shares in accordance with the reorganization plan and thereafter cancelled.

(3) La société échangera ses actions de catégorie A en circulation au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi ou à un moment ultérieur que les administrateurs détermineront, contre des actions privilégiées convertibles de série A conformément au plan de réorganisation. La société annulera les actions acquises par elle dans l'échange.

15 Autres actions en circulation

Voting rights

14. (1) The holders of the common shares of the corporation are entitled to attend in person or by proxy at any meeting of shareholders, except meetings at which only holders of another class or series of shares are entitled to vote separately as a class or series; and a holder of a common share has one vote for each such share held by the shareholder.

14. (1) Les détenteurs d'actions ordinaires de la société ont droit d'assister, personnellement ou par procuration, aux assemblées d'actionnaires, sauf aux assemblées réservées aux détenteurs d'autres catégories ou séries d'actions et auxquelles ces actionnaires ont droit de voter comme catégorie distincte d'actionnaires; ils ont droit à un vote par action ordinaire qu'ils détiennent.

Droit de vote

Members meetings

(2) The holders of the common shares of the corporation are not entitled as such to attend or vote at any meeting of members.

(2) Les détenteurs d'actions ordinaires de la société n'ont pas droit, en tant que tels, d'assister aux assemblées d'associés et d'y voter.

Assemblées des adhérents

GOVERNANCE

DIRECTION

Board of Directors

15. (1) The Board of Directors consists of fifteen directors, as follows:

15. (1) Le conseil d'administration se compose de quinze administrateurs répartis comme suit :

Conseil d'administration

(a) twelve directors to be known as "member-directors" and to be elected at the annual meeting of members; and

a) douze administrateurs appelés « administrateurs-associés » qui sont élus lors de l'assemblée annuelle des associés;

(b) three directors to be known as "external-directors" and to be elected at the annual meeting of shareholders.

b) trois administrateurs appelés « administrateurs de l'extérieur » qui sont élus lors de l'assemblée annuelle des actionnaires.

<p>10-1-1711</p>	<p>(1) Seul disposition donnée des renseignements administratifs, au moment de l'élection au conseil d'administration des directeurs administratifs-associés.</p>	<p>(5) Subject otherwise provided by the law, a director holds office for a term of three years.</p>	<p>10-1-1711</p>
<p>10-1-1711</p>	<p>(2) Les directeurs administratifs-associés doivent résider en Alberta, mais pas de district de Rivière la Paix.</p>	<p>(6) The first director elected to the Board of Directors after the commencement of this Act who was elected therein by the members representing the holders of the Class B membership shares continue to hold office until the end of the term for which they were elected.</p>	<p>10-1-1711</p>
<p>10-1-1711</p>	<p>(3) Il n'est pas nécessaire qu'une personne soit résidente de la section pour être un administrateur de l'association, mais un associé de la section ne peut le devenir.</p>	<p>(7) The first director elected to the Board of Directors after the commencement of this Act who was elected therein by the members representing the holders of the Class B membership shares continue to hold office until the end of the term for which they were elected.</p>	<p>10-1-1711</p>
<p>10-1-1711</p>	<p>(4) Conformément aux prescriptions des règlements administratifs, l'administrateur-associé doit être un associé de la section et doit le rester pendant toute la durée de son mandat de son directeur, mais qu'il est en fonction.</p>	<p>(8) A director-elect, on being not be a shareholder of the corporation, may not be a member of the corporation.</p>	<p>10-1-1711</p>
<p>10-1-1711</p>	<p>(5) Si un poste d'administrateur-associé ou d'administrateur de l'extérieur devient vacant en raison de décès de son titulaire, à la date de l'expiration de ce dernier, ou par perte de sa qualification conformément au présent article, les autres administrateurs peuvent nommer une personne apte à remplir les fonctions pour occuper le poste jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des associés ou des actionnaires, selon le cas.</p>	<p>(9) When the office of a member-director or an external-director becomes vacant by reason of the death of the person holding the office or the expiration of his term under this section, the directors may appoint a qualified person to fill the office until the next annual meeting of members or shareholders, as the circumstances require.</p>	<p>10-1-1711</p>
<p>10-1-1711</p>	<p>(6) Seul disposition contenue des règlements administratifs, le mandat d'administrateur est de trois ans.</p>	<p>(10) Subject otherwise provided by law, a director holds office for a term of three years.</p>	<p>10-1-1711</p>
<p>10-1-1711</p>	<p>(7) Le mandat des premiers administrateurs de l'association élus après l'entrée en vigueur de la présente loi est de deux et trois ans, respectivement, le conseil d'administration déterminant quel administrateur aura quel mandat.</p>	<p>(11) The first external-directors elected to the Board of Directors after the commencement of this Act hold office for a term of one year, two years and three years, respectively, as determined by the Board of Directors in respect of those directors.</p>	<p>10-1-1711</p>
<p>10-1-1711</p>	<p>(8) Les deux administrateurs en fonction au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, qui ont été élus par les détenteurs des actions d'associés de la catégorie B continueront d'occuper leurs fonctions</p>	<p>(12) The (a) director in office on the commencement of this Act who was elected therein by the members representing the holders of the Class B membership shares continue to hold office until the end of the term for which they were elected.</p>	<p>10-1-1711</p>

Regional representation

(2) Unless otherwise provided by the by-laws, of the twelve member-directors on the Board,

- (a) three must reside in Manitoba,
 - (b) four must reside in Saskatchewan,
 - (c) four must reside in Alberta outside the Peace River district, and
 - (d) one must reside in the Peace River district of Alberta or British Columbia,
- at the time of election to the Board.

(2) Sauf disposition contraire des règlements administratifs, au moment de l'élection au conseil d'administration des douze administrateurs-associés :

- 5 a) trois de ceux-ci doivent résider au Manitoba;
- b) quatre doivent résider en Saskatchewan;
- c) quatre doivent résider en Alberta, mais hors du district de Rivière la Paix;
- 10 d) un doit résider dans le district de Rivière de la Paix de l'Alberta ou de la Colombie-Britannique.

Représentation régionale

External-directors

(3) An external-director need not be a shareholder of the corporation but must not be a member of the corporation.

(3) Il n'est pas nécessaire qu'une personne soit actionnaire de la société pour être élue administrateur de l'extérieur, mais un associé 15 de la société ne peut le devenir.

Administrateurs de l'extérieur

Member-directors

(4) A member-director must, as prescribed by the by-laws, be a member of the corporation and hold the required number of shares of the corporation, both upon election to the Board of Directors and while holding office thereon.

(4) Conformément aux prescriptions des 15 règlements administratifs, l'administrateur-associé doit être un associé de la société et détenir le nombre prescrit d'actions de celle-ci, tant au moment de son élection que pendant qu'il est en fonction.

Administrateurs-associés

Filling vacancy

(5) When the office of a member-director or an external-director becomes vacant by reason of the death or disability of the person holding the office or the disqualification of that person under this section, the directors may appoint a qualified person to fill the office until the next annual meeting of members or shareholders, as the circumstances require.

(5) Si un poste d'administrateur-associé ou d'administrateur de l'extérieur devient vacant en raison du décès de son titulaire, à 25 cause d'incapacité de ce dernier, ou par perte de sa qualification conformément au présent article, les autres administrateurs peuvent nommer une personne apte à remplir les fonctions pour occuper le poste jusqu'à l'assemblée annuelle suivante des associés ou des actionnaires, selon le cas.

Vacance de poste d'administrateur

Term of office

16. (1) Unless otherwise provided by by-law, a director holds office for a term of 30 three years.

16. (1) Sauf disposition contraire des règlements administratifs, le mandat d'administrateur est de trois ans. 35

Durée du mandat

First external-directors

(2) The first external-directors elected to the Board of Directors after the commencement of this Act hold office for a term of one year, two years and three years, respectively, as determined by the Board of Directors in respect of those directors.

(2) Le mandat des premiers administrateurs de l'extérieur élus après l'entrée en vigueur de la présente loi est d'un, deux et trois 35 ans, respectivement, le conseil d'administration déterminant quel administrateur aura 40 quel mandat.

Mandat des premiers administrateurs de l'extérieur

Extant directors

(3) The twelve directors in office on the commencement of this Act who were elected thereto by the delegates representing the holders of the Class B membership shares continue to hold office until the end of the term for which they were elected.

(3) Les douze administrateurs en fonction au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, qui ont été élus par les délégués des détenteurs des actions d'associés de la catégorie B continuent d'occuper leurs fonctions 45

Administrateurs en fonction

MEMBERSHIP

Extant members 17. Persons who are members on the commencement of this Act continue to be members until such time as they cease to be members in accordance with this Act and the by-laws.

Formation of membership 18. (1) The members shall be organized into groups formed on the basis of territorial districts or on such other basis as may be determined by the by-laws.

Altering local areas (2) The directors may by resolution determine or vary the territorial districts or other basis with respect to which a local was organized.

Membership generally (3) Subject to this Act, it is the duty of the directors to provide by by-laws for
(a) the qualification of members,
(b) the conditions of membership, and
(c) the governance of members.

One local membership (4) A member may be associated with one local only.

Representation at meetings 19. (1) Each local is entitled to be represented at all meetings of members by delegates chosen, as provided in the by-laws, by each local from the members of that local.

Function of delegates (2) Only delegates appointed in accordance with the by-laws may vote at meetings of members and each delegate has only one vote in respect of each question.

Voting on questions (3) All questions for consideration at any meeting of members must be determined by a majority of the votes of the delegates present and voting at the meeting, except as otherwise provided by the by-laws.

Regulation of delegates 20. The directors may by by-laws

jusqu'à l'expiration du mandat pour lequel ils ont été élus.

AFFILIATION

17. Les personnes ayant la qualité d'associé au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi le demeurent aussi longtemps qu'elles remplissent les conditions établies par la présente loi et par les règlements administratifs.

18. (1) Les associés sont répartis en groupes en fonction de divisions territoriales ou de tout autre facteur établi par les règlements administratifs.

(2) Les administrateurs peuvent prendre une résolution pour établir et modifier les divisions territoriales ou les autres facteurs qui déterminent la composition des sections locales.

(3) Sous réserve des dispositions de la présente loi, les administrateurs ont le devoir de déterminer, par règlement administratif :

a) les conditions nécessaires pour devenir associé;

b) les exigences qui se rattachent à la qualité d'associé;

c) les règles qui régissent les associés.

(4) Un associé ne peut appartenir qu'à une seule section locale.

19. (1) Chaque section locale est représentée aux assemblées d'associés par des délégués choisis, conformément aux règlements administratifs, par les associés de la section locale et parmi eux.

(2) Seuls les délégués choisis conformément aux règlements administratifs ont droit de vote aux assemblées d'associés, chaque délégué disposant d'un vote sur chaque question.

(3) Sauf disposition contraire des règlements administratifs, les décisions des assemblées d'associés sont prises à la majorité des voix des délégués présents.

20. Les administrateurs peuvent, par règlements administratifs :

Affiliation

5

Répartition des associés

10

Changement des sections locales

15

Affiliation

20

Rattachement à une section locale

20

Délégués de sections locales

30

Attributions des délégués

35

Décision des assemblées

40

Règlements relatifs aux délégués

- (a) établir le nombre ou la quantité de tels sièges et de suppléants pour chaque section locale pour choisir pour la représentation aux assemblées d'associés;
- (b) prévoir la tenue d'assemblées d'associés de section locale pour la désignation de leurs délégués;
- (c) déterminer tout ce que les administrateurs ont besoin de faire pour assurer la représentation des sections locales aux assemblées d'associés;
- (d) établir les modalités d'opération nécessaires en vue des sections locales pour que celles-ci remplissent les objets de la loi présente.

REORGANIZATION MEETING

21. (1) Les administrateurs en fonction au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi tiendront une réunion et feront tout ce qui est nécessaire pour réorganiser la société conformément à la présente loi et au plan de réorganisation, notamment :

- (a) préciser les règlements administratifs;
- (b) approuver :
 - (i) la forme des statuts et registres que la loi exige;
 - (ii) la nomination des dirigeants;
 - (iii) la nomination de vérificateurs dont le mandat s'étendra jusqu'à l'assemblée suivante des actionnaires;
 - (iv) les autorisations de signer les certificats de banque;
 - (v) autoriser et émettre les certificats de banque d'actions destinés à compléter les titres autorisés en circulation de la société au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi et établir le prix et la valeur nominale de ces actions;
 - (vi) administrer des assemblées conformément aux règlements administratifs;
 - (vii) faire toute autre chose nécessaire pour mettre en œuvre le plan de réorganisation, et approuver la présente loi et la loi habituelle.

- (a) fix the number or proportion of delegates and alternate delegates to be selected by each local to represent the local at meetings of members;
- (b) provide for the holding of meetings of local to select delegates;
- (c) authorize and prescribe the doing of all such things by any local as the directors consider necessary or expedient to ensure the representation of the local by delegates at meetings of members; and
- (d) provide for the transaction by the local of business proper to or required of local to carry out the intent of this Act.

REORGANIZATION MEETING

21. (1) The directors holding office on the commencement of this Act shall hold a meeting and take all such action and do all such things as are necessary to reorganize the corporation in accordance with this Act and the reorganization plan and, in particular, without limiting the generality of the foregoing, the directors shall

- (a) make by-law;
- (b) confirm and approve :
 - (i) the form of corporate records;
 - (ii) the appointment of officers;
 - (iii) the appointment of the auditor to hold office until the next following meeting of the shareholders; and
 - (iv) banking arrangements;
 - (v) authorize and have checks and notes of bank to replace the shares of the corporation authorized and outstanding on the commencement of this Act and fix the consideration therefor and the value thereof;
 - (vi) accept matters in accordance with the by-law and
 - (vii) deal with any other matters required for compliance with the reorganization plan, this Act and the governing Act.

Revised and amended

Revised and amended

(a) fix the number or proportion of delegates and alternate delegates to be selected by each local to represent the local at meetings of members;

(b) provide for the holding of meetings by locals to select delegates;

(c) authorize and prescribe the doing of all such things by any local as the directors consider necessary or expedient to ensure the representation of the local by delegates at meetings of members; and

(d) provide for the transaction by the locals of business proper to or required of locals to carry out the intent of this Act.

REORGANIZATION MEETING

21. (1) The directors holding office on the commencement of this Act shall hold a meeting and take all such action and do all such things as are necessary to reorganize the corporation in accordance with this Act and the reorganization plan and, in particular, without limiting the generality of the foregoing, the directors shall

(a) make by-laws;

(b) confirm and approve

(i) the forms of corporate records,

(ii) the appointment of officers,

(iii) the appointment of the auditor to hold office until the next following meeting of the shareholders, and

(iv) banking arrangements;

(c) authorize and issue classes and series of shares to replace the shares of the corporation authorized and outstanding on the commencement of this Act and fix the consideration therefor and the value thereof;

(d) accept members in accordance with the by-laws; and

(e) deal with any other matters required for compliance with the reorganization plan, this Act and the governing Act.

a) établir le nombre ou la quotité de délégués et de suppléants que chaque section locale peut choisir pour la représenter aux assemblées d'associés;

b) prévoir la tenue d'assemblées d'associés de sections locales pour la désignation de leurs délégués;

c) déterminer tout ce que les administrateurs estiment nécessaire ou utile que les sections locales fassent pour assurer la représentation des sections locales aux assemblées d'associés;

d) établir les modalités d'opération nécessaires ou utiles des sections locales pour que celles-ci remplissent les objets de la présente loi.

RÉUNION DE RÉORGANISATION

21. (1) Les administrateurs en fonction au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi tiendront une réunion et feront tout ce qui est nécessaire pour réorganiser la société conformément à la présente loi et au plan de réorganisation, notamment :

a) prendre des règlements administratifs;

b) approuver :

(i) la forme des dossiers et registres que tient la société,

(ii) la nomination des dirigeants,

(iii) la nomination du vérificateur dont le mandat s'étendra jusqu'à l'assemblée suivante des actionnaires,

(iv) les autorisations de signer les effets bancaires;

c) autoriser et émettre les catégories et séries d'actions destinées à remplacer les actions autorisées et en circulation de la société au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi et établir le prix et la valeur nominale de ces actions;

d) admettre des associés conformément aux règlements administratifs;

e) faire toute autre chose nécessaire pour mettre en oeuvre le plan de réorganisation, et appliquer la présente loi et la loi habilitante.

Directors
meeting

Réunion des
administrateurs

During the meeting

(2) A director holding office on the commencement of this Act may call the meeting required under subsection (1) by giving notice, at no less than two business days before the proper time and place of the meeting to each other director of the corporation holding office at that time but a director may waive notice of the meeting in accordance with the governing Act.

Meeting of directors may

(3) Business days means any day other than a Saturday or a holiday.

GENERAL BY-LAWS

22 (1) In the manner and to the extent authorized by this Act and the governing Act, the directors may, by resolution, make, amend or repeal any by-laws that regulate the business and affairs of the corporation.

By-laws

(2) In particular and without limiting the generality of subsection (1), the directors may provide in the by-laws for

By-laws

(a) the qualification of members, agents and delegates and alternate delegates thereof;

(b) the election of member-directors and the designation of their term of office and re-election;

(c) meetings of the members of the company, its agents and the procedure for meetings of members; and

(d) such other matters relating to the business and affairs of the corporation as of members, shareholders, directors and officers as are necessary to govern the corporation.

consistent with such requirements of this Act and the governing Act as are applicable in respect of any matters dealt with in the by-laws and consistent with the requirements of the organizing plan.

FUNDAMENTAL CHANGES

23 (1) The corporation may not, by way of holding Payment for a special Act to do so or by any other means, after

Change of control

(2) Tout administrateur en fonction à l'expiration prévue de la présente loi peut convoquer une assemblée extraordinaire de la société, au moins deux jours ouvrables avant la tenue de ladite assemblée, au lieu de convocation indiquant l'heure, le jour et le lieu de la tenue de la réunion. Les administrateurs peuvent renoncer à cet avis de convocation d'un commun accord à la majorité.

(3) Jour ouvrable : jour d'un jour autre que le samedi ou un jour férié.

RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS

22 (1) Les administrateurs peuvent, conformément aux dispositions de la présente loi et de la loi applicable, prendre les règlements administratifs nécessaires à l'exécution des affaires de la société, les modifier ou les abroger.

(2) Pourvu que ces règlements soient conformes aux dispositions de la présente loi et de la loi applicable, et aux exigences du plan de réorganisation, les administrateurs peuvent notamment prévoir des objets suivants :

a) les qualifications nécessaires pour devenir administrateur et la constitution de sections locales, la désignation de délégués et de suppléants;

b) l'élection des administrateurs-associés, la fixation de la durée de leur mandat et la désignation de leur rémunération;

c) les assemblées d'associés de la société et des sections régionales, et la procédure applicable aux assemblées d'associés;

d) tout autre sujet relatif aux affaires de la société, à ses agents, à ses administrateurs ou à ses dirigeants ou à tel autre objet de réglementation applicable aux administrateurs de la société.

CHANGEMENTS FONDAMENTAUX

23 (1) La société ne peut, par voie de paiement pour un acte spécial, ni par aucun autre moyen, après

Administrateurs de la société

Définition de jour ouvrable

Prévoir les règlements administratifs

Objets possibles des règlements

Changement de contrôle

Calling the meeting

(2) A director holding office on the commencement of this Act may call the meeting required under subsection (1) by giving notice, of no fewer than two business days, of the purpose, time, and place of the meeting to each other director of the corporation holding office at that time, but a director may waive notice of the meeting in accordance with the governing Act.

(2) Tout administrateur en fonction à l'entrée en vigueur de la présente loi peut convoquer la réunion visée au paragraphe (1), en transmettant aux autres administrateurs de la société, au moins deux jours ouvrables avant la tenue de la réunion, un avis de convocation indiquant l'heure, le jour et le lieu de la tenue de la réunion. Les administrateurs peuvent renoncer à cet avis de convocation conformément à la loi habilitante.

Convocation de la réunion

Meaning of business day

(3) "Business day" means any day other than a Saturday or a holiday.

(3) « Jour ouvrable » s'entend d'un jour autre qu'un samedi ou un jour férié.

Définition de « jour ouvrable »

GENERAL BY-LAWS

RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS

Power to make by-laws

22. (1) In the manner and to the extent authorized by this Act and the governing Act, the directors may, by resolution, make, amend or repeal any by-laws that regulate the business and affairs of the corporation.

22. (1) Les administrateurs peuvent, conformément aux dispositions de la présente loi et de la loi habilitante, prendre les règlements administratifs nécessaires à l'exercice des affaires de la société, les modifier ou les abroger.

Pouvoir de prendre des règlements

Specific matters

(2) In particular and without limiting the generality of subsection (1), the directors may provide in the by-laws for

(2) Pourvu que ces règlements soient conformes aux dispositions de la présente loi et de la loi habilitante, et aux exigences du plan de réorganisation, les administrateurs peuvent notamment prendre des règlements administratifs pour régir les objets suivants :

Sujets particuliers

- (a) the qualification of members, locals and delegates and alternate delegates thereof,
- (b) the election of member-directors, and the designation of their term of office and remuneration,
- (c) meetings of the members of the company, locals, and the procedure at meetings of members, and
- (d) such other matters relating to the business and affairs of the corporation, its members, shareholders, directors and officers as are necessary to govern the corporation,

- a) les qualités nécessaires pour devenir associé, la constitution de sections locales, la désignation de délégués et de suppléants;
- b) l'élection des administrateurs-associés, la fixation de la durée de leur mandat et la détermination de leur rémunération;
- c) les assemblées d'associés de la société et des sections locales, et la procédure applicable aux assemblées d'associés;
- d) tout autre sujet relatif aux affaires de la société, à ses associés, à ses actionnaires, à ses administrateurs et à ses dirigeants qu'il est nécessaire de réglementer pour le fonctionnement de la société.

consistent with such requirements of this Act and the governing Act as are applicable in respect of any matters dealt with in the by-laws and consistent with the requirements of the reorganization plan.

FUNDAMENTAL CHANGES

CHANGEMENTS SUBSTANTIELS

Change re directors

23. (1) The corporation may not, by way of petitioning Parliament for a special Act to do so or by any other means, alter

23. (1) À moins que les modifications proposées n'aient été approuvées, lors d'une assemblée annuelle ou extraordinaire des actionnaires, par résolution agréée, en per-

Changements relatifs aux administrateurs

2 par petition introduite de loi spéciale ou autrement, de modifier les dispositions

3) les conditions de statut ou de résidence des administrateurs ou le nombre d'administrateurs fixé par la présente loi ou le plan de réorganisation

4) le procédé de nomination et d'élection des administrateurs, le mandat de ceux-ci, l'organisation des sections locales et l'affiliation à la société, fixés par la présente loi ou le plan de réorganisation.

(a) the qualification and residency of directors or the number of directors as provided by this Act or the reorganization plan or

(b) the procedure for nomination and election of directors, the term of office of directors, the structure of local sections, membership in the corporation as provided by this Act or the reorganization plan

unless the alteration has first been approved at an annual or special meeting of shareholders by a resolution carried by the affirmative vote in person or by proxy of the holders of not less than three-fourths of the issued and outstanding common shares of the corporation

Amendement

21) A moins que les modifications proposées n'aient été approuvées lors d'une assemblée annuelle ou extraordinaire des actionnaires, par résolution agréée en personne ou par procuration, par les détenteurs d'au moins les deux tiers des actions ordinaires en circulation de la société, il est interdit à la société de demander au Parlement par pétition introduite de loi spéciale ou autrement de modifier les dispositions de la présente loi.

(21) The corporation may not, by way of petitioning Parliament for a special Act to do so or by any other means, alter any other provision of this Act unless the alteration has first been approved at an annual or special meeting of shareholders by a resolution carried by the affirmative vote of the holders of not less than two-thirds of the issued and outstanding common shares of the corporation present and voting in person or by proxy at that meeting.

Proposition de loi

24. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les détenteurs d'actions ordinaires émisses et en circulation peuvent, par résolution prise lors d'une assemblée annuelle ou extraordinaire de ces actionnaires, agréée, en personne ou par procuration, par les détenteurs d'au moins les trois quarts de ces actions autorisées, les administrateurs à demander le passage de la société en une société régie par les dispositions de la loi habituelle.

24. (1) Subject to subsection (2), the holders of issued and outstanding common shares of the corporation may, by resolution authorize the directors to apply for the issuance of the corporation as a corporation under and in accordance with the governing Act, if the resolution is approved at an annual or special meeting of those shareholders by the affirmative vote, in person or by proxy, of the holders of not less than three-fourths of those shares.

Condition

(2) L'administration de demander la passage de la société en société régie par la loi habituelle doit prévoir qu'elle le pourra faire tout que les administrateurs de la société ont été élus par les actionnaires et qu'il n'y a pas d'autre condition à l'égard de la loi habituelle d'administrateur que celles qui sont édictées par la loi habituelle.

(2) An authorization to apply for conversion as a corporation under and in accordance with the governing Act must provide that after the continuance of the directors of the corporation are to be elected by the shareholders and that there are to be no qualifications required for directors other than those required by the governing Act.

Other changes

Continuance under governing Act

Condition precedent

(a) the qualification and residency of directors or the number of directors as provided by this Act or the reorganization plan, or

(b) the procedure for nomination and election of directors, the term of office of directors, the structure of locals and membership in the corporation as provided by this Act or the reorganization plan,

unless the alteration has first been approved at an annual or special meeting of shareholders by a resolution carried by the affirmative vote, in person or by proxy, of the holders of not less than three-fourths of the issued and outstanding common shares of the corporation.

Other changes

(2) The corporation may not, by way of petitioning Parliament for a special Act to do so or by any other means, alter any other provision of this Act, unless the alteration has first been approved at an annual or special meeting of shareholders by a resolution carried by the affirmative vote of the holders of not less than two thirds of the issued and outstanding common shares of the corporation present and voting in person or by proxy at that meeting.

Continuance under governing Act

24. (1) Subject to subsection (2), the holders of issued and outstanding common shares of the corporation may, by resolution, authorize the directors to apply for the continuance of the corporation as a corporation under and in accordance with the governing Act, if the resolution is approved at an annual or special meeting of those shareholders by the affirmative vote, in person or by proxy, of the holders of not less than three-fourths of those shares.

Condition precedent

(2) An authorization to apply for continuance as a corporation under and in accordance with the governing Act must provide that after the continuance all the directors of the corporation are to be elected by the shareholders and that there are to be no qualifications required for directors other than those required by the governing Act.

sonne ou par procuration, par les détenteurs d'au moins les trois quarts des actions ordinaires en circulation de la société, il est interdit à la société de demander au Parlement, par pétition introductive de loi spéciale ou autrement, de modifier les objets suivants :

a) les conditions de statut ou de résidence des administrateurs ou le nombre d'administrateurs fixés par la présente loi ou le plan de réorganisation;

b) la procédure de nomination et d'élection des administrateurs, le mandat de ceux-ci, l'organisation des sections locales et l'affiliation à la société, fixés par la présente loi ou le plan de réorganisation.

(2) À moins que les modifications proposées n'aient été approuvées, lors d'une assemblée annuelle ou extraordinaire des actionnaires, par résolution agréée, en personne ou par procuration, par les détenteurs d'au moins les deux tiers des actions ordinaires en circulation de la société, il est interdit à la société de demander au Parlement, par pétition introductive de loi spéciale ou autrement, de modifier les dispositions de la présente loi.

Autres changements

24. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les détenteurs d'actions ordinaires émises et en circulation peuvent, par résolution prise lors d'une assemblée annuelle ou extraordinaire de ces actionnaires, agréée, en personne ou par procuration, par les détenteurs d'au moins les trois quarts de ces actions, autoriser les administrateurs à demander la prorogation de la société en une société régie par les dispositions de la loi habilitante.

Prorogation de la société

(2) L'autorisation de demander la prorogation de la société en société régie par la loi habilitante doit prévoir qu'après la prorogation, tous les administrateurs de la société sont élus par les actionnaires et qu'il n'y a pas d'autre condition à l'exercice de la fonction d'administrateur que celles qui sont édictées par la loi habilitante.

Condition préalable

REGULATORY PROVISIONS

CCA and
Winding-up
Act

25. No provision of the *Canada Corporations Act*, being chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, or of the *Winding-up Act*, applies to the company.

Application of
governing Act

26. (1) Subject to subsection (2), the provisions of the *Canada Business Corporations Act* or any Act substituted therefor that relate to matters not provided for in this Act and not in conflict with this Act apply to the corporation with such modifications as the circumstances of the corporation require.

Provisions not
applicable

(2) The following provisions of the *Canada Business Corporations Act*, and any provisions substituted therefor, do not apply in respect of the company, namely:

(a) subsections 3(1) to (3), subsections 10(1) to (3), sections 11, 12, 13, 14;

(b) subsection 15(1), sections 28, 104, subsections 105(2) and (4), sections 106, 107, 109, 112;

(c) Part XV;

(d) Part XVII;

(e) Section 209; and

(f) section 268, except as otherwise provided by section 24 of this Act.

Construing
governing Act

(3) In construing the governing Act and the regulations made thereunder, in relation to the corporation,

(a) references to articles or by-laws shall be deemed to be references to this Act or the by-laws issued thereunder, as the case requires;

(b) references in Part XVIII of the *Canada Business Corporations Act*, or any provision substituted therefor, to shareholders shall, for the purposes of voting and approval only, be deemed to include members in like manner as if members were a separate class of shareholder; and

(c) the power given by this Act to the members to elect member-directors is not

DISPOSITIONS DE RÉGLEMENTATION

25. Les dispositions de la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, et celles de la *Loi sur les liquidations* ne s'appliquent pas à la société.

26. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* ou de toute loi qui la remplace portant sur des questions auxquelles il n'est pas pourvu dans la présente loi et qui ne sont pas incompatibles avec la présente loi s'appliquent à la société avec les adaptations nécessaires.

(2) Les dispositions suivantes de la *Loi sur les sociétés par actions*, et toute disposition de remplacement de celles-ci, ne s'appliquent pas à la société :

a) les paragraphes 3(1) à (3), les paragraphes 10(1) à (3) et les articles 11, 12, 13 et 14;

b) le paragraphe 15(1), les articles 28 et 104, les paragraphes 105(2) et (4) et les articles 106, 107, 109 et 112;

c) la partie XV;

d) la partie XVII;

e) l'article 209;

f) l'article 268, sauf pour ce que prévoit l'article 24 de la présente loi.

(3) Pour l'application à la société de la loi habilitante et des règlements pris sous son régime :

a) la mention de statuts ou de règlements administratifs vaut mention de la présente loi ou des règlements administratifs pris sous son régime, selon le cas;

b) la mention, dans la partie XVIII de la *Loi sur les sociétés par actions* ou de toute disposition de remplacement, des actionnaires, seulement pour ce qui est de voter et d'approuver des décisions, vise également les associés comme si ceux-ci étaient une catégorie distincte d'actionnaires;

c) le pouvoir conféré par la présente loi aux associés d'élire des administrateurs-

Inapplicabilité
de la *Loi sur les
corporations
canadiennes* et
la *Loi sur les
liquidations*

5

Application de
la loi habili-
tante

10

10

Dispositions
inapplicables

15

20

25

Interprétation
de la loi habili-
tante

30

35

40

associée n'a pas pour effet de faire que
quelqu'un abuse des droits des détenteurs
de valeurs mobilières qui ne sont pas asso-
ciés ou porte atteinte à leurs intérêts et
l'exercice de ce pouvoir n'emporte pas que
quelqu'un manque de tenir compte des in-
térêts des détenteurs de valeurs mobilières,
au sens de ces expressions à la partie XX
de la Loi sur les sociétés par actions, ou
des dispositions qui concernent y être subs-
tituées.

13
14

(4) En cas d'incompatibilité entre une dis-
position de la loi habitante et l'une de celles
de la présente loi, la disposition de la pré-
sente loi l'emporte.

(5) Les paragraphes (1) à (4) sont abrogés
et la société est renvoyée en société sous le
régime de la loi habitante conformément à
l'article 24.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

27. La proposition de la société en vertu
de la présente loi n'a pas pour effet de modi-
fier la situation précédant immédiatement
avant l'entrée en vigueur de la présente loi à
l'égard :

- a) des obligations et responsabilités de la
société;
- b) des causes d'action, réclamations ou
responsabilités et possibilités de poursuites
de la société, en demande ou en défense;
- c) des actions ou procédures civiles, crim-
inelles et administratives en instance de la
société, en demande ou en défense;
- d) de toute déclaration de culpabilité, déci-
sion, ordonnance ou jugement rendu en la-
veur de la société ou contre elle.

15
16
17
18
19
20

28. Les lois suivantes sont abrogées et
remplacées par la présente loi, conformément
à l'article 44 de la Loi d'interprétation :

- a) le chapitre 80 des Statuts du Canada de
1917;
- b) le chapitre 73 des Statuts du Canada de
1915;
- c) le chapitre 72 des Statuts du Canada de
1917;

operative or unfairly prejudicial in re-
spect of security holders who are not mem-
bers, but does the exercise of the power
unduly disregard the interests of the cor-
poration's security holders, within the mean-
ing of Part XX of the Canada Business
Corporations Act, or any provisions substi-
tuted therefor.

(4) Where there is a conflict between a
provision of the governing Act and this Act,
the provision of this Act prevails.

(3) Subsections (1) to (4) are repealed if
the corporation is continued pursuant to sec-
tion 24 as a corporation under and in accord-
ance with the governing Act.

TRANSITIONAL

27. The continuation of the corporation
under this Act does not affect

- (a) any liability or obligation of the corpo-
ration;
 - (b) any cause of action, claim or liability to
prosecute by or against the corpora-
tion;
 - (c) any civil, criminal or administrative ac-
tion or proceeding pending by or against
the corporation, or
 - (d) any conviction against, or ruling, order
or judgment in favour of or against the
corporation,
- existing immediately before the con-
tinuation of this Act.

28. This Act repeals the following Acts:

- (a) chapter 80 of the Statutes of Canada,
1917;
- (b) chapter 73 of the Statutes of Canada,
1915;
- (c) chapter 72 of the Statutes of Canada,
1917;
- (d) chapter 74 of the Statutes of Canada,
1918;

Continuing
Provision

Repeal of
Section

Existing
Rights

Repeal and
Substitution

oppressive or unfairly prejudicial in respect of security holders who are not members, nor does the exercise of the power unfairly disregard the interests of the company's security holders, within the meaning of Part XX of the *Canada Business Corporations Act*, or any provisions substituted therefor.

associés n'a pas pour effet de faire que quelqu'un abuse des droits des détenteurs de valeurs mobilières qui ne sont pas associés ou porte atteinte à leurs intérêts et l'exercice de ce pouvoir n'emporte pas que 5
quelqu'un manque de tenir compte des intérêts des détenteurs de valeurs mobilières, au sens de ces expressions à la partie XX de la *Loi sur les sociétés par actions*, ou des dispositions qui pourraient y être substituées. 10

Conflicting provisions

(4) Where there is a conflict between a provision of the governing Act and this Act, the provision of this Act prevails.

(4) En cas d'incompatibilité entre une disposition de la loi habilitante et l'une de celles de la présente loi, la disposition de la présente loi l'emporte. 15

Dispositions incompatibles

Repeal of section

(5) Subsections (1) to (4) are repealed if the corporation is continued pursuant to section 24 as a corporation under and in accordance with the governing Act.

(5) Les paragraphes (1) à (4) sont abrogés si la société est prorogée en société sous le régime de la loi habilitante conformément à 15 l'article 24.

Abrogation

TRANSITIONAL

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Saving rights

27. The continuation of the corporation under this Act does not affect

27. La prorogation de la société en vertu de la présente loi n'a pas pour effet de modifier la situation prévalant immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi à l'égard :

Maintien des droits

(a) any liability or obligation of the corporation,

a) des obligations et responsabilités de la société;

(b) any cause of action, claim or liability to prosecution by or against the corporation,

b) des causes d'action, réclamations ou responsabilités et possibilités de poursuites de la société, en demande ou en défense;

(c) any civil, criminal or administrative action or proceeding pending by or against the corporation, or

c) des actions ou procédures civiles, criminelles et administratives en instance de la société, en demande ou en défense;

(d) any conviction against, or ruling, order or judgment in favour of or against, the corporation,

d) de toute déclaration de culpabilité, décision, ordonnance ou jugement rendu en faveur de la société ou contre elle.

subsisting immediately before the commencement of this Act.

Repeal and substitution

28. This Act repeals the following Acts:

28. Les lois suivantes sont abrogées et remplacées par la présente loi, conformément à l'article 44 de la *Loi d'interprétation* :

Abrogations

(a) chapter 80 of the Statutes of Canada, 1911,

a) le chapitre 80 des Statuts du Canada de 1911;

(b) chapter 73 of the Statutes of Canada, 1915,

b) le chapitre 73 des Statuts du Canada de 1915;

(c) chapter 79 of the Statutes of Canada, 1917,

c) le chapitre 79 des Statuts du Canada de 1917;

(d) chapter 74 of the Statutes of Canada, 1918,

(b) le chapitre 79 des Statuts du Canada de 1912

(c) le chapitre 40 des Statuts du Canada de 1941

(d) le chapitre 87 des Statuts du Canada de 1926

(e) le chapitre 121 des Statuts du Canada de 1966

(f) le chapitre 118 des Statuts du Canada de 1976

(g) le chapitre 21 des Statuts du Canada de 1984

(b) chapter 79 of the Statutes of Canada, 1912

(c) chapter 40 of the Statutes of Canada, 1941

(d) chapter 87 of the Statutes of Canada, 1926

(e) chapter 121 of the Statutes of Canada, 1966

(f) chapter 118 of the Statutes of Canada, 1976

(g) chapter 21 of the Statutes of Canada, 1984

THE SENATE OF CANADA

LE SÉNAT DU CANADA

BILLS-17

PROJET DE LOI S-17

An Act to amend the Copyright Act, the Industrial Design Act, the Integrated Circuit Topography Act, the Patent Act, the Trademarks Act and other Acts in consequence thereof

Loi modifiant la Loi sur le droit d'auteur, la Loi sur les dessins industriels, la Loi sur les topographies de circuits intégrés, la Loi sur les brevets, la Loi sur les marques de commerce et d'autres lois en conséquence

First reading December 8, 1992

Debut de lecture le 8 décembre 1992

THE HONOURABLE SENATOR J. J. ...
Printed and published at the Government of Canada
Distribution available to Senators Canada, Ottawa, Canada K1A 0S2

Publié et imprimé au nom de la
Océano Printers Inc. Canada
Disponible chez le Centre d'édition du gouvernement du Canada
Océano Printers Inc. Canada K1A 0S2

- (e) chapter 40 of the Statutes of Canada, 1941,
- (f) chapter 67 of the Statutes of Canada, 1950,
- (g) chapter 121 of the Statutes of Canada, 1966,
- (h) chapter 118 of the Statutes of Canada, 1976, and
- (i) chapter 51 of the Statutes of Canada, 1984,

and is, within the meaning of section 44 of the *Interpretation Act*, substituted therefor.

- d) le chapitre 74 des Statuts du Canada de 1918;
- e) le chapitre 40 des Statuts du Canada de 1941;
- f) le chapitre 67 des Statuts du Canada de 1950;
- g) le chapitre 121 des Statuts du Canada de 1966;
- h) le chapitre 118 des Statuts du Canada de 1976;
- i) le chapitre 51 des Statuts du Canada de 1984.

(35) Subsections (1) to (4) are repealed if the corporation is continued pursuant to article 24 and corporation order and in accordance with the existing A.S.

TRANSITIONAL

27. The continuation of the corporation under this Act does not affect

- (a) any liability or obligation of the corporation;
 - (b) any cause of action, claim or liability to prosecution, by or against the corporation;
 - (c) any civil, criminal or administrative action or proceeding pending by or against the corporation; or
 - (d) any suspension against, or ruling, order or judgment in favour of or against, the corporation,
- substantiating immediately before the commencement of this Act.

28. This Act repeals the following Acts:

- (a) chapter 40 of the Statutes of Canada, 1941;
- (b) chapter 71 of the Statutes of Canada, 1915;
- (c) chapter 79 of the Statutes of Canada, 1917;
- (d) chapter 74 of the Statutes of Canada,

(31) Les paragraphes (1) à (4) sont abrogés si la société est continuée en société sous le régime de la loi habituelle conformément à l'article 24.

Dispositions TRANSITIONNELLES

27. La prorogation de la société en vertu de la présente loi n'a pas pour effet de modifier la situation prévalant immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi à l'égard :

- a) des obligations et responsabilités de la société;
- b) des causes d'action, revendications ou responsabilités et poursuites de poursuites de la société, en demande ou en défense;
- c) des actions ou procédures civiles, criminelles ou administratives en instance de la société, en demande ou en défense;
- d) de toute déclaration de culpabilité, démission, reconnaissance de jugement rendu en faveur de la société ou contre elle.

28. Les lois suivantes sont abrogées et remplacées par la présente loi, conformément à l'article 44 de la *loi d'interprétation* :

- a) le chapitre 40 des Statuts du Canada de 1941;
- b) le chapitre 71 des Statuts du Canada de 1915;
- c) le chapitre 79 des Statuts du Canada de 1917;

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41 Elizabeth II, 1991-92

Troisième session, trente-quatrième législature,
40-41 Elizabeth II, 1991-92

PROJET DE LOI S-17

BILL S-17

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-17

PROJET DE LOI S-17

An Act to amend the Copyright Act, the Industrial Design Act, the Integrated Circuit Topography Act, the Patent Act, the Trade-marks Act and other Acts in consequence thereof

Loi modifiant la Loi sur le droit d'auteur, la Loi sur les dessins industriels, la Loi sur les topographies de circuits intégrés, la Loi sur les brevets, la Loi sur les marques de commerce et d'autres lois en conséquence

TITRE ABRÉGÉ

SHORT TITLE

First reading, December 8, 1992

Première lecture le 8 décembre 1992

THE HONOURABLE SENATOR MURRAY, P.C.

L'HONORABLE SÉNATEUR MURRAY, C.P.

3rd Session, 34th Parliament,
40-41 Elizabeth II, 1991-92

3^e session, 34^e législature,
40-41 Elizabeth II, 1991-92

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-17

PROJET DE LOI S-17

An Act to amend the Copyright Act, the Industrial Design Act, the Integrated Circuit Topography Act, the Patent Act, the Trade-marks Act and other Acts in consequence thereof

Loi modifiant la Loi sur le droit d'auteur, la Loi sur les dessins industriels, la Loi sur les topographies de circuits intégrés, la Loi sur les brevets, la Loi sur les marques de commerce et d'autres lois en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Intellectual Property Law Improvement Act*.

1. *Loi d'actualisation du droit de la propriété intellectuelle.*

Titre abrégé
5

COPYRIGHT ACT

LOI SUR LE DROIT D'AUTEUR

R.S., c. C-42;
R.S., c. 10 (1st
Suppl.), cc. 1,
41 (3rd Suppl.),
c. 10 (4th
Suppl.); 1988, c.
65; 1990, c. 37;
1992, c. 1

L.R., ch. C-42;
ch. 10 (1^{er}
suppl.); L.R.,
ch. 1, 41 (3^e
suppl.), ch. 10
(4^e suppl.);
1988, ch. 65;
1990, ch. 37;
1992, ch. 1

2. Section 5 of the *Copyright Act* is amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof, the following subsection:

2. L'article 5 de la *Loi sur le droit d'auteur* est modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Copyright
extended to
Universal
Copyright
Convention
countries

(2.1) For the purposes of the rights conferred by this Act, a country shall be treated as if it were a country to which this Act extends if it has adhered to the Universal Copyright Convention, adopted on September 6, 1952 in Geneva, Switzerland, or to that Convention as revised in Paris, France on July 24, 1971.

(2.1) Tout pays qui a adhéré à la Convention universelle sur le droit d'auteur, adoptée à Genève (Suisse) le 6 septembre 1952, ou à celle-ci dans sa version révisée à Paris (France) le 24 juillet 1971 est traité, pour l'objet des droits conférés par la présente loi, comme s'il était un pays tombant sous son application.

Convention
universelle sur
le droit d'auteur

3. All that portion of subsection 34(4) of the English version of the said Act preceding

3. Le passage du paragraphe 34(4) de la version anglaise de la même loi qui précède

(4) Where any question referred to in subsection (3) is at issue, and no grant of the copyright or of an interest in the copyright, or other by assignment or licence, has been registered under this Act.

4. I article 33 de la même loi est modifié de la façon suivante :

4.1. Les certificats et autres documents d'assignation d'intérêt dans le registre des droits d'auteur peuvent être signés par le commissaire aux brevets, le registraire des droits d'auteur ou tout membre du personnel du Bureau des droits d'auteur.

5. (1) Le paragraphe 33(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5.1. Le registre des droits d'auteur est tenu par le commissaire aux brevets, le registraire des droits d'auteur ou tout membre du personnel du Bureau des droits d'auteur, tel que son nom figure sur le registre.

EXPLANATORY NOTES

Copyright Act

Clause 2: New

4. L'article 33 de la même loi est modifié de la façon suivante :

4.1. Les certificats et autres documents d'assignation d'intérêt dans le registre des droits d'auteur peuvent être signés par le commissaire aux brevets, le registraire des droits d'auteur ou tout membre du personnel du Bureau des droits d'auteur, tel que son nom figure sur le registre.

Clause 3: The relevant portion of subsection 34(4) of the English version at present reads as follows:

(4) Where any question referred to in subsection (3) is at issue, and no grant of the copyright or of an interest in the copyright, or other by assignment or licence, has been registered under this Act.

4. Section 33 of the Act is amended as follows:

4.1. The following documents of assignment of interest in the copyright or of an interest in the copyright, or other by assignment or licence, may be signed by the Commissioner of Patents, the Registrar of Copyrights or an officer, clerk or employee of the Copyright Office and registered under this Act.

5. (1) Subsection 33(1) of the Act is repealed and the following substituted therefor:

5.1. The Register of Copyrights shall be maintained by the Registrar of Copyrights or an officer, clerk or employee of the Copyright Office as a true copy.

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur le droit d'auteur

Article 2. — Nouveau.

4. L'article 33 de la même loi est modifié de la façon suivante :

4.1. Les certificats et autres documents d'assignation d'intérêt dans le registre des droits d'auteur peuvent être signés par le commissaire aux brevets, le registraire des droits d'auteur ou tout membre du personnel du Bureau des droits d'auteur, tel que son nom figure sur le registre.

Article 3. — Texte actuel du passage visé du paragraphe 34(4) de la version anglaise :

paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Idem

(4) Where any question referred to in subsection (3) is at issue, and no grant of the copyright or of an interest in the copyright, either by assignment or licence, has been registered under this Act,

1992, c. 1, s. 47

4. Section 49 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Register of Copyrights, certificates and certified copies

49. The Commissioner of Patents, the Registrar of Copyrights or an officer, clerk or employee of the Copyright Office may sign certificates and certified copies of the Register of Copyrights.

1992, c. 1, s. 49

5. (1) Subsection 53(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Register to be evidence

53. (1) The Register of Copyrights is evidence of the particulars entered in it, and a copy of an entry in the Register is evidence of the particulars of the entry if it is certified by the Commissioner of Patents, the Registrar of Copyrights or an officer, clerk or employee of the Copyright Office as a true copy.

(2) Section 53 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

Admissibility

(3) A certified copy or certificate appearing to have been issued under this section is admissible in all courts without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it.

6. Section 56 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Form of application

56. Application for registration of a copyright shall be made in the prescribed form and shall be deposited at the Copyright Office together with any application fee prescribed by or determined under the regulations.

1992, c. 1, s. 51(1)

7. (1) Subsection 57(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(4) Where any question referred to in subsection (3) is at issue, and no grant of the copyright or of an interest in the copyright, either by assignment or licence, has been registered under this Act,

4. L'article 49 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 1, art. 47

49. Les certificats et copies certifiées conformes d'inscriptions faites dans le registre des droits d'auteur peuvent être signés par le commissaire aux brevets, le registraire des droits d'auteur ou tout membre du personnel du Bureau du droit d'auteur.

10 Inscription, certificat et copie

5. (1) Le paragraphe 53(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 1, art. 49

53. (1) Le registre des droits d'auteur, de même que la copie d'inscriptions faites dans ce registre, certifiée conforme par le commissaire aux brevets, le registraire des droits d'auteur ou tout membre du personnel du Bureau du droit d'auteur, fait foi de son contenu.

Preuve

(2) L'article 53 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

(3) Les copies certifiées conformes et les certificats censés être délivrés selon les paragraphes (1) ou (2) sont admissibles en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.

Admissibilité en preuve

6. L'article 56 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

56. La demande d'enregistrement d'un droit d'auteur doit être effectuée conformément à la formule prescrite et être déposée au Bureau du droit d'auteur avec la taxe fixée par règlement ou calculée de la manière prévue par règlement.

35 Formule de demande d'enregistrement

7. (1) Le paragraphe 57(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 1, par. 51(1)

(4) Where any question referred to in subsection (2) is at issue, and no grant of the copyright or of an interest in the copyright, either by assignment or licence, has been registered under this Act,

(4) Where any question referred to in subsection (2) is at issue, and no grant of the copyright or of an interest in the copyright, either by assignment or licence, has been registered under this Act,

Clause 4: Section 49 at present reads as follows:

49. The Commissioner of Patents or the Registrar of Copyrights shall sign all entries made in the Register of Copyrights and shall sign all certificates and certified copies thereof.

Article 4. — Texte actuel de l'article 49 :

49. Le commissaire aux brevets ou le registraire des droits d'auteur signe toutes les inscriptions faites dans les registres des droits d'auteur, de même que tous les certificats et copies de celles-ci.

Clause 5: (1) Subsection 53(1) at present reads as follows:

53. (1) The register of Copyrights under this Act is evidence of the particulars entered therein, and documents purporting to be copies of any entries therein or extracts therefrom, certified by the Commissioner of Patents or the Registrar of Copyrights are admissible in evidence in all courts without further proof or production of the originals.

Article 5, (1). — Texte actuel du paragraphe 53(1) :

53. (1) Le registre des droits d'auteur, tenu sous le régime de la présente loi, fait foi de son contenu, et sont admissibles en preuve devant tous les tribunaux, sans autre preuve ni production des originaux, les pièces paraissant être des copies d'inscriptions faites dans ce registre ou d'extraits de ce registre, certifiées par le commissaire des brevets ou par le registraire des droits d'auteur.

(2) New.

(2). — Nouveau.

Clause 6: Section 56 at present reads as follows:

56. Application for registration of a copyright shall be made in accordance with the prescribed form and shall be deposited at the Copyright Office together with the prescribed fee.

Article 6. — Texte actuel de l'article 56 :

56. La demande d'enregistrement d'un droit d'auteur doit être effectuée conformément à la formule prescrite et être déposée au Bureau du droit d'auteur avec la taxe prescrite.

Registration of a grant of interest in copyright

57. (1) Any grant of an interest in a copyright, either by assignment or licence, may be registered in the Register of Copyrights on production of the original instrument or a certified copy of it and on payment of any registration fee prescribed by or determined under the regulations.

57. (1) Toute concession d'un intérêt dans un droit d'auteur, par cession ou licence, peut être enregistrée dans le registre des droits d'auteur, sur production de l'acte original ou d'une copie certifiée conforme de cet acte, et sur paiement de la taxe fixée par règlement ou calculée de la manière prévue par règlement.

Enregistrement d'une concession d'un intérêt dans un droit d'auteur

5

1992, c. 1, s. 51(2)

(2) All that portion of subsection 57(4) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le passage du paragraphe 57(4) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 1, par. 51(2)

10

Rectification of Register by the Court

(4) The Federal Court may, on application of the Registrar of Copyrights or of any interested person, order the rectification of the Register of Copyrights by

(4) La Cour fédérale peut, sur demande du registraire des droits d'auteur ou de toute personne intéressée, ordonner la rectification d'un enregistrement de droit d'auteur effectué en vertu de la présente loi :

8. Section 59 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

8. L'article 59 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Fees regulations

59. The Governor in Council may make regulations

59. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlement fixant les taxes

20

(a) prescribing fees, or the manner of determining fees, to be paid for anything required or authorized to be done in the administration of this Act; and

a) fixer les taxes à acquitter pour tout acte ou service accompli aux termes de la présente loi, ou en préciser le mode de détermination;

(b) prescribing the time and manner in which the fees must be paid.

b) déterminer les modalités de paiement de celles-ci, notamment le délai.

9. The said Act is further amended by adding thereto, immediately before section 60 thereof, the following heading:

9. La même loi est modifiée par insertion, avant l'article 60, de ce qui suit :

SUBSTITUTED RIGHT

DROITS SUBSTITUÉS

1992, c. 1, s. 52

10. Section 61 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

10. L'article 61 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 1, art. 52

30

Clerical errors do not invalidate

61. Clerical errors in any instrument of record in the Copyright Office do not invalidate the instrument, but they may be corrected under the authority of the Registrar of Copyrights.

61. Un document d'enregistrement n'est pas invalide en raison d'erreurs d'écriture; elles peuvent être corrigées sous l'autorité du registraire des droits d'auteur.

Les erreurs d'écriture n'entraînent pas l'invalidation

35

1988, c. 65, s. 65

11. Subsection 70.61(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

11. Le paragraphe 70.61(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1988, ch. 65, art. 65

Times for filing

(2) Statements of royalties must be in both official languages and must be filed before the March 31 immediately before the date

(2) Le projet de tarif est à déposer, dans les deux langues officielles, au plus tard le 31 mars précédant la cessation d'effet du tarif homologué.

Délai de dépôt

40

Clause 7: (1) Subsection 57(1) at present reads as follows:

57. (1) Any grant of an interest in a copyright, either by assignment or licence, may be registered in the Registers of Copyrights at the Copyright Office, on production to the Copyright Office of the original instrument and a certified copy thereof, and payment of the prescribed fee.

(2) The relevant portion of subsection 57(4) at present reads as follows:

(4) The Federal Court, on application of the Registrar of Copyrights or of any person aggrieved, order the rectification of the Register of Copyrights under this Act by

Clause 8: Section 59 at present reads as follows:

59. (1) The following fees shall be paid to the Minister in advance before an application for any of the following services is received:

(a) examining an application to register a copyright, including, without further fee, registering the copyright and issuing a certificate of registration of copyright, \$25.00;

(b) examining an application to register an assignment, a licence or other document affecting a copyright, including, without further fee, registering the assignment, licence or other document and issuing a certificate of registration thereof,

(i) for the first work referred to in the assignment, licence or other document, \$25.00, and

(ii) for each additional work referred to in the assignment, licence or other document, \$10.00;

(c) providing copies of or extracts from the Register, or copies of certificates, licences or other documents,

(i) for each sheet, when a photocopy, \$0.50, and

(ii) for each sheet, when typed, \$4.00; and

(d) certification of copies of documents, \$10.00.

(2) Such further or other fees as may be necessary for the purposes of this Act may be established and imposed by order in council.

(3) The fees payable under this section cover all services by the Minister or any person employed by him.

(4) No person is exempt from the payment of any fee or charge payable in respect of any services performed under this Act for that person.

(5) All fees received under this Act shall be paid to the Receiver General and form part of the Consolidated Revenue Fund.

Clause 9: New.

Clause 10: Section 61 at present reads as follows:

Article 7, (1). — Texte actuel du paragraphe 57(1) :

57. (1) Toute concession d'un intérêt dans un droit d'auteur, par cession ou par licence, peut être enregistrée dans le registre des droits d'auteur au Bureau du droit d'auteur, sur production à ce Bureau de l'acte original ou d'une copie certifiée de cet acte, et sur paiement de la taxe prescrite.

(2). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 57(4) :

(4) La Cour fédérale peut, sur demande du registraire des droits d'auteur ou sur demande de toute personne lésée, ordonner la rectification d'un enregistrement de droit d'auteur effectué en vertu de la présente loi :

Article 8. — Texte actuel de l'article 59 :

59. (1) Les taxes suivantes doivent être payées au ministre avant qu'il accueille les demandes relatives aux services suivants :

a) examen d'une demande d'enregistrement d'un droit d'auteur, y compris, sans droit supplémentaire, l'enregistrement du droit d'auteur et la délivrance d'un certificat d'enregistrement du droit d'auteur, 25,00 \$;

b) examen d'une demande d'enregistrement d'une cession, d'une licence ou de tout autre document relatif à un droit d'auteur, y compris, sans droit supplémentaire, l'enregistrement de la cession, de la licence ou de tout autre document et la délivrance d'un certificat de cet enregistrement :

(i) pour la première oeuvre mentionnée dans la cession, la licence ou tout autre document, 25,00 \$,

(ii) pour chaque oeuvre supplémentaire mentionnée dans la cession, la licence ou tout autre document, 10,00 \$;

c) fourniture de copies ou d'extraits du registre, ou de copies de certificats, de licences ou d'autres documents :

(i) pour chaque feuille photocopiée, 0,50 \$,

(ii) pour chaque feuille dactylographiée, 4,00 \$;

d) certification de documents, 10,00 \$.

(2) Peuvent être établies et imposées par décret les taxes supplémentaires ou autres, nécessaires pour l'application de la présente loi.

(3) Le paiement des taxes prévues par le présent article couvre tous les services rendus par le ministre ou par une personne à son emploi.

(4) Nul n'est dispensé d'acquitter les taxes ou frais exigibles pour les services rendus à son égard sous l'autorité de la présente loi.

(5) Les taxes perçues en vertu de la présente loi sont versées au receveur général et font partie du Trésor.

Article 9. — Nouveau.

Article 10. — Texte actuel de l'article 61 :

when the approved statement ceases to be effective.

R.S., c. 1-9;
R.S., c. 10 (4th
Suppl.); 1992, c.
1

INDUSTRIAL DESIGN ACT

12. Section 2 of the English version of the *Industrial Design Act* is amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definition:

"prescribed"
Version
anglaise
seulement

"prescribed" means prescribed by the regulations and, in relation to fees, includes determined in the manner prescribed by the regulations;

1992, c. 1, ss.
79, 143(1)
(Sch. VI, s. 15)

13. Sections 4 and 5 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Application to
register design

4. The proprietor of a design, whether the first proprietor or a subsequent proprietor, may apply to register the design by paying the prescribed fees and filing an application with the Minister in the prescribed form including

(a) a drawing or photograph of the design and a description of the design;

(b) a declaration that the design was not, to the proprietor's knowledge, in use by any person other than the first proprietor at the time the design was adopted by the first proprietor; and

(c) any prescribed information.

Examination
prior to
registration

5. (1) The Minister shall examine each application for the registration of a design to ascertain whether the design meets the requirements of this Act for registration.

Report of
objections

(2) Where the Minister finds that a design does not meet the requirements for registration, the Minister shall send the applicant a report setting out the objections to registration and specifying a period for reply.

Abandonment
of application

(3) If the applicant does not reply in good faith to the objections within the specified period, the application shall be considered abandoned.

Reinstatement
of application

(4) An application that is considered abandoned shall be reinstated if the applicant, within the prescribed period,

LOI SUR LES DESSINS INDUSTRIELS

L.R., ch. 1-9;
L.R., ch. 10 (4^e
suppl.);
1992, ch. 1

12. L'article 2 de la version anglaise de la *Loi sur les dessins industriels* est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"prescribed" means prescribed by the regulations and, in relation to fees, includes determined in the manner prescribed by the regulations;

5 "prescribed"
Version
anglaise
seulement

13. Les articles 4 et 5 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1992, ch. 1, art.
79, par. 143(1),
ann. VI, art. 15

4. Le propriétaire d'un dessin, qu'il en soit le premier propriétaire ou le propriétaire subséquent, peut en demander l'enregistrement en payant les droits réglementaires ou calculés de la manière prévue par règlement et en déposant auprès du ministre, en la forme réglementaire, une demande accompagnée :

Demande
d'enregistre-
ment

a) d'une esquisse ou d'une photographie du dessin et d'une description de celui-ci;

b) d'une déclaration portant qu'à sa naissance, personne d'autre que le premier propriétaire du dessin n'en faisait usage lorsque celui-ci en a fait le choix;

c) des renseignements réglementaires.

5. (1) Le ministre examine la demande en vue de déterminer si le dessin peut être enregistré aux termes de la présente loi.

25 Examen
antérieur à
l'enregistrement

(2) S'il estime que le dessin ne peut être enregistré, le ministre envoie au demandeur un rapport mentionnant ses objections et le délai pour y répondre.

Rapport

(3) La demande est considérée comme abandonnée si le demandeur ne répond pas, de bonne foi, dans le délai imparti, aux objections qui sont formulées dans le rapport.

Abandon

(4) La demande doit être rétablie si, dans le délai réglementaire, le demandeur :

Rétablissement

61. Clerical errors that occur in the framing or copying of an instrument shall not be construed as invalidating that instrument, but when discovered they may be corrected under the authority of the Minister.

Clause 11: Subsection 70.61(2) at present reads as follows:

(2) Statements of royalties must be in both official languages and those that are proposed to become effective on January 1, 1990 must be filed before July 1, 1989 and those that are proposed to become effective on any subsequent January 1 must be filed before the July 1 immediately preceding the date when the approved statement ceases to be effective.

Industrial Design Act

Clause 12: New.

Clause 13: Sections 4 and 5 at present read as follows:

4. The proprietor applying for the registration of any design shall deposit with the Minister a drawing or photograph of the design, together with a declaration that the design was not in use to the proprietor's knowledge by any person other than the proprietor at the time the proprietor adopted it.

5. On receipt of the fee prescribed by this Act in that behalf, the Minister shall cause any design for which the proprietor has made application for registry to be examined to ascertain whether it resembles any other design already registered.

61. Les erreurs d'écriture qui se glissent dans la rédaction ou dans la copie d'une pièce quelconque ne peuvent être considérées comme invalidant cette pièce; mais, lorsqu'elles sont découvertes, elles peuvent être corrigées sous l'autorité du ministre.

Article 11. — Texte actuel du paragraphe 70.61(2) :

(2) Le projet de tarif est à déposer, dans les deux langues officielles, au plus tard le 30 juin 1989, s'il doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1990, et, par la suite, le 30 juin précédant la cessation d'effet du tarif homologué.

Loi sur les dessins industriels

Article 12. — Nouveau.

Article 13. — Texte actuel des articles 4 et 5 :

4. Le propriétaire qui demande l'enregistrement d'un dessin en remet au ministre une esquisse et une photographie ainsi qu'une description, avec une déclaration portant que, à sa connaissance, personne autre que lui ne faisait usage de ce dessin lorsqu'il en a fait le choix.

5. Après avoir reçu le droit prescrit à cet égard par la présente loi, le ministre fait examiner le dessin dont le propriétaire demande l'enregistrement en vue de déterminer s'il ressemble à un autre dessin déjà enregistré.

- (a) makes a request for reinstatement;
 (b) replies in good faith to the objections to registration; and
 (c) pays the fees prescribed for reinstatement.

1992, c. 1, s. 80

Exception for late applications

Non-application of section 29

1992, c. 1, s. 81

Certificate of registration

1992, c. 1, s. 143(1) (Sch. VI, item 16)

No proof of signature required

Term and renewal

Renewal after term expires

14. Section 6 of the said Act is amended by adding thereto the following subsections:

(3) The Minister shall refuse to register a design if the application for registration is filed in Canada more than one year after the publication of the design in Canada.

(4) For the purposes of subsection (3), section 29 does not apply in determining when an application for registration is filed.

15. (1) Subsection 7(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

7. (1) A certificate shall be signed by the Minister, the Commissioner of Patents or an officer, clerk or employee of the Commissioner's office and shall state that the design has been registered in accordance with this Act.

(2) Section 7 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

(4) A certificate appearing to be issued under this section is admissible in evidence in all courts without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it.

16. Section 8 of the said Act is repealed.

17. Section 10 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

10. (1) An exclusive right is valid for a term of five years but may be renewed, on or before the expiration of the term, for a further period of five years or less on payment of the prescribed fees.

(2) An exclusive right that has not been renewed on or before the expiration of its initial term of five years may be renewed on application to the Commissioner of Patents within six months after the initial term expires and on payment of the prescribed fees.

a) présente une demande à cet effet;

b) répond, de bonne foi, aux objections formulées dans le rapport;

c) paie les droits réglementaires ou calculés de la manière prévue par règlement.

14. L'article 6 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

(3) Le ministre refuse d'enregistrer le dessin si la demande d'enregistrement a été déposée au Canada plus d'un an après qu'il y a été publié.

(4) Il n'est pas tenu compte de l'article 29 pour l'application du paragraphe (3).

15. (1) Le paragraphe 7(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

7. (1) Le certificat, qui atteste que le dessin a été enregistré conformément à la présente loi, peut être signé par le ministre, le commissaire aux brevets ou tout membre du personnel du bureau de ce dernier.

(2) L'article 7 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

(4) Le certificat censé avoir été délivré selon le paragraphe (1) est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.

16. L'article 8 de la même loi est abrogé.

17. L'article 10 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

10. (1) Ce droit est valable durant cinq ans. Il peut toutefois être renouvelé à l'expiration de cette période ou avant pour une autre période de cinq ans ou moins, sur paiement des droits réglementaires ou calculés de la manière prévue par règlement.

(2) Le droit qui n'a pas été renouvelé avant l'expiration de la période initiale de cinq ans peut l'être sur demande au commissaire aux brevets dans les six mois suivant l'expiration de cette période, moyennant le

1992, ch. 1, art. 80

Exception

Non-application de l'article 29

1992, ch. 1, art. 81

Certificat d'enregistrement

Admissibilité en preuve

Durée du droit

Renouvellement

Clause 14: New

Clause 15: (1) Subsection 7(1) at present reads as follows:

7. (1) With the drawing or photograph and description returned to the proprietor, a certificate shall be given, signed by the Minister or the Commissioner of Patents, to the effect that the design has been duly registered in accordance with this Act.

(2) New.

Clause 16: Section 8 reads as follows:

8. Where the author of any design has, for a good and valuable consideration, executed the design for some other person, the other person is alone entitled to register it.

Clause 17: Section 10 at present reads as follows:

10. (1) An exclusive right is valid for a term of five years but may be renewed, at or before the expiration of that term, for a further period of five years or less on payment of the fee prescribed in this Act for extension of time, but the whole duration of the exclusive right shall not exceed ten years in all.

(2) The rights of an industrial design that have not been renewed before the expiration of its current term of five years may be renewed on application to the Commissioner of Patents within the period of three months from the expiration of the term on payment of the renewal fee together with the supplementary fee prescribed in this Act.

Article 14. — Nouveau.

Article 15, (1). — Texte actuel du paragraphe 7(1) :

7. (1) En même temps que l'esquisse ou la photographie ainsi que la description rendues au propriétaire, est donné au propriétaire un certificat, signé par le ministre ou par le commissaire aux brevets, attestant que ce dessin a été dûment enregistré conformément à la présente loi.

(2). — Nouveau.

Article 16. — Texte de l'article 8 :

8. Si, pour bonne et valable considération, l'auteur d'un dessin l'a exécuté pour un autre, celui-ci a seul le droit de le faire enregistrer.

Article 17. — Texte actuel de l'article 10 :

10. (1) Ce droit exclusif est valable durant cinq ans mais peut être renouvelé à l'expiration de cette période ou avant, pour une autre période de cinq ans ou moins, sur paiement du droit prescrit par la présente loi pour prorogation. Toutefois, la durée totale du droit exclusif ne doit pas excéder dix ans.

(2) Les droits relatifs à un dessin industriel qui n'ont pas été renouvelés avant l'expiration de la période courante de cinq ans peuvent être renouvelés sur demande au commissaire aux brevets dans le délai de trois mois à dater de l'expiration de cette période, moyennant le paiement du droit de renouvellement ainsi que du droit supplémentaire prescrit par la présente loi.

Whole duration of right	(3) The whole duration of an exclusive right shall not exceed ten years.	paiement des droits réglementaires ou calculés de la manière prévue par règlement.	Durée maximale
	18. Subsection 12(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:	(3) La durée totale du droit exclusif est d'au plus dix ans.	
First proprietor	12. (1) The author of a design is the first proprietor of the design, unless the author has executed the design for another person for a good and valuable consideration, in which case the other person is the first proprietor.	18. Le paragraphe 12(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	5
	19. Subsection 13(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:	12. (1) L'auteur d'un dessin en est le premier propriétaire, à moins que, pour contrepartie à titre onéreux, il ne l'ait exécuté pour une autre personne, auquel cas celle-ci en est le premier propriétaire.	Premier propriétaire
Design to be assignable	13. (1) Every design, whether registered or unregistered, is assignable in law, either as to the whole interest or any undivided part, by an instrument in writing, which shall be recorded in the office of the Commissioner of Patents on payment of the prescribed fees.	19. Le paragraphe 13(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
	20. The heading preceding section 14 and section 14 of the said Act are repealed.	13. (1) Tout dessin, qu'il soit enregistré ou non, est cessible en loi, soit quant à la totalité de l'intérêt, soit quant à quelque partie indivise de celui-ci, au moyen d'une pièce écrite qui est enregistrée au bureau du commissaire aux brevets sur paiement des droits réglementaires ou calculés de la manière prévue par règlement.	Cessibilité des dessins
1992, c. 1, s. 82	21. Section 17 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:	20. L'article 14 de la même loi et l'inter-titre qui le précède sont abrogés.	1992, ch. 1, art. 82
Defence	17. (1) In any proceedings under section 15 or 16, a court shall not award a remedy, other than an injunction, if the defendant establishes that, at the time of the act complained of, the defendant was not aware, and had no reasonable grounds to suspect, that the design was registered.	21. L'article 17 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	25
	(2) Subsection (1) does not apply if the plaintiff or prosecutor establishes that the capital letter "D" in a circle and the name, or the usual abbreviation of the name, of the proprietor of the design were marked on	17. (1) Dans le cadre des procédures visées aux articles 15 et 16, le tribunal ne peut procéder que par voie d'injonction si le défendeur démontre que, lors de la survenance des faits reprochés, il ignorait — ou ne pouvait raisonnablement savoir — que le dessin avait été enregistré.	Action irrecevable
Exception	(a) all, or substantially all, of the articles to which the registration pertains and that were distributed in Canada by or with the consent of the proprietor before the act complained of; or	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si le plaignant ou le poursuivant démontre que la lettre « D », entourée d'un cercle, et le nom du propriétaire du dessin, ou son abréviation usuelle, figuraient lors de la survenance des faits reprochés :	Exception
		a) soit sur la totalité ou la quasi-totalité des objets qui étaient distribués au Canada par le propriétaire ou avec son consentement;	40

Clause 18: Subsection 12(1) at present reads as follows:

12. (1) The author of any design shall be considered the proprietor thereof unless the author has executed the design for another person for a good or valuable consideration, in which case the other person shall be considered the proprietor.

Clause 19: Subsection 13(1) at present reads as follows:

13. (1) Every design is assignable in law, either as to the whole interest or any undivided part thereof, by an instrument in writing, which shall be recorded in the office of the Minister on payment of the fees prescribed by this Act in that behalf.

Clause 20: The heading preceding section 14 and section 14 read as follows:

Protection of Design

14. (1) In order that any design may be protected, it shall be deposited with the Minister within one year from the publication thereof in Canada, and, after registration, the name of the proprietor shall appear on the article to which his design applies by being marked, if the manufacture is a woven fabric, on one end thereof, together with the letters "Rd." and "Enr." and, if the manufacture is of any other substance, with the letters "Rd." and "Enr." and the year of registration at the edge or on any convenient part thereof.

(2) The mark may be put on the manufacture by making it on the material itself, or by attaching thereto a label with the proper marks thereon.

Clause 21: Section 17 at present reads as follows:

17. (1) Every person who

- (a) places the word "Registered" or the letters "Rd." on any article for which no design has been registered under this Part or on any article for the design of which the exclusive right has expired,
- (b) advertises for sale as a registered article any article for which no design has been registered or for the design of which the exclusive right has expired, or
- (c) unlawfully sells, publishes or exposes for sale any article for which no design has been registered, or for the design of which the exclusive right has expired, and on which the word "Registered" or the letters

Article 18. — Texte actuel du paragraphe 12(1) :

12. (1) L'auteur d'un dessin en est considéré comme le propriétaire, à moins que, pour bonne et valable considération, il n'ait exécuté le dessin pour une autre personne. Dans ce cas, cette autre personne en est considérée comme le propriétaire.

Article 19. — Texte actuel du paragraphe 13(1) :

13. (1) Tout dessin est cessible en loi, soit quant à la totalité de l'intérêt, soit quant à quelque partie indivise de celui-ci, au moyen d'une pièce écrite qui est enregistrée au bureau du ministre sur paiement des droits que prescrit à cet égard la présente loi.

Article 20. — Texte actuel de l'article 14 et de l'intertitre qui le précède :

Protection du dessin

14. (1) Pour protéger tout dessin, il faut le remettre au ministre dans l'année après sa publication au Canada et, l'enregistrement fait, le nom du propriétaire doit apparaître sur l'objet auquel s'applique son dessin, si c'est un tissu, en le marquant sur une des extrémités de la pièce, ainsi que les lettres « Enr. » et « Rd. » et, si le produit est d'une autre substance, les lettres « Enr. » et « Rd. » doivent être marquées sur le bord ou sur tout autre endroit convenable de l'objet avec l'indication de l'année de l'enregistrement.

(2) La marque peut être faite sur le produit même ou en y attachant une étiquette qui porte les marques voulues.

Article 21. — Texte actuel de l'article 17 :

17. (1) Est passible, pour chaque infraction, d'une amende minimale de quatre dollars et maximale de trente dollars quiconque, selon le cas :

- a) met le mot « Enregistré » ou les lettres « Enr. » sur un article pour lequel il n'a pas été enregistré de dessin en vertu de la présente partie, ou sur un article au dessin duquel le droit exclusif est expiré;
- b) annonce en vente comme article enregistré, un article pour lequel il n'a pas été enregistré de dessin, ou au dessin duquel le droit exclusif est expiré;
- c) illégalement vend, annonce ou met en vente un article pour lequel il n'a pas été enregistré de dessin ou au dessin duquel le droit exclusif est

Proprietor	<p>(b) the labels or packaging associated with those articles.</p> <p>(3) For the purposes of subsection (2), the proprietor is the proprietor at the time the articles, labels or packaging were marked.</p>	<p>b) soit sur les étiquettes ou les emballages de ces objets.</p> <p>(3) Pour l'application du paragraphe (2), le propriétaire du dessin est celui qui en est le propriétaire lors du marquage des objets, des étiquettes ou des emballages.</p>	Propriétaire
Copies	<p>22. Subsection 21(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:</p> <p>(2) Any person may obtain copies of registered industrial designs on payment of the prescribed fees.</p>	<p>22. Le paragraphe 21(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p> <p>(2) Toute personne peut obtenir des copies d'esquisses de dessins industriels enregistrés sur paiement des droits réglementaires ou calculés de la manière prévue par règlement.</p>	Copies
Regulations	<p>23. The heading preceding section 25 and sections 25 to 28 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:</p> <p style="text-align: center;"><i>Regulations</i></p> <p>25. The Governor in Council may make regulations</p> <p>(a) governing titles of designs;</p> <p>(b) prescribing fees, or the manner of determining fees, to be paid for anything required or authorized to be done in the administration of this Act;</p> <p>(c) respecting the return of any fees paid under this Act; and</p> <p>(d) prescribing anything else that is to be prescribed under this Act and generally for carrying out the purposes and provisions of this Act.</p>	<p>23. L'intertitre qui précède l'article 25 et les articles 25 à 28 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :</p> <p style="text-align: center;"><i>Règlements</i></p> <p>25. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :</p> <p>a) déterminer les règles applicables aux titres des dessins;</p> <p>b) fixer les droits à acquitter pour tout acte ou service accompli aux termes de la présente loi, ou en préciser le mode de détermination;</p> <p>c) régir le remboursement des droits acquittés aux termes de la présente loi;</p> <p>d) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi ou d'application de celle-ci.</p>	Règlements
Prior applications	<p>24. The said Act is further amended by adding thereto the following heading and section:</p> <p style="text-align: center;">TRANSITIONAL PROVISIONS</p> <p>30. (1) Subject to subsection (3), an application for the registration of a design filed before this section came into force shall be dealt with and disposed of in accordance with the provisions of this Act as it read immediately after this section came into force.</p>	<p>24. La même loi est modifiée par adjonction de ce qui suit :</p> <p style="text-align: center;">DISPOSITION TRANSITOIRE</p> <p>30. (1) Sous réserve du paragraphe (3), les demandes d'enregistrement de dessins déposées avant l'entrée en vigueur du présent article sont régies par la présente loi dans sa version ultérieure à l'entrée en vigueur du présent article.</p>	Demandes antérieures
Registrations	<p>(2) Subject to subsections (3) to (6), any matter arising after this section came into force in respect of a design registered on the basis of an application filed before it came</p>	<p>(2) Sous réserve des paragraphes (3) à (6), les affaires survenant, après l'entrée en vigueur du présent article, relativement à un dessin enregistré au titre d'une demande dé-</p>	Enregistrement antérieur

"Rd." have been placed, knowing the article to have been fraudulently marked or the exclusive right to the design to have expired, is for each offence liable to a fine not exceeding thirty dollars and not less than four dollars.

(2) The fine mentioned in subsection (1) is recoverable on summary conviction under the *Criminal Code* with costs by any person who sues for the same.

(3) One-half of the fine shall belong to the prosecutor, and the other half to Her Majesty.

Clause 22: Subsection 21(2) at present reads as follows:

(2) The Minister may cause copies of representations of industrial designs to be delivered to the applicant on payment by the applicant of the fee or fees prescribed by this Act in that behalf.

Clause 23: The heading preceding section 25 and sections 25 to 28 at present read as follows:

Evidence

25. Every certificate under this Act that any industrial design has been duly registered in accordance with this Act, that purports to be signed by the Minister or the Commissioner of Patents shall, without proof of the signature, be admitted in all courts in Canada as evidence of the facts therein alleged.

Fees

26. The following are the fees in respect of registration under this Act that shall be paid to the Minister in advance:

- (a) examining an application to register an industrial design, \$150.00;
- (b) examining an application to register an assignment, a licence or other document affecting an industrial design, including, without further fee, registering the assignment, licence or other document and issuing a certificate of registration thereof,
 - (i) for the first industrial design referred to in the assignment, licence or other document, \$25.00, and
 - (ii) for each additional industrial design referred to in the assignment, licence or other document, \$10.00;
- (c) examining an application for renewal of an industrial design under subsection 10(1), including, without further fee, renewing the registration and issuing a certificate thereof, \$200.00;
- (d) examining an application for renewal of an industrial design under subsection 10(2), an additional fee of \$25.00;
- (e) providing copies of or extracts from the Register, or copies of certificates, drawings, drawn copies of industrial designs or other documents,
 - (i) for each sheet, when a photocopy, \$0.50, and
 - (ii) for each sheet, when typed, \$4.00; and
- (f) certification of copies of documents, \$10.00.

27. All fees received by the Minister under this Act shall be paid by the Minister to the Receiver General.

28. Where any industrial design in respect of which application for registry is made under this Act is not registered, all fees paid to the Minister for registration shall be returned to the applicant or the agent of the applicant, less the sum of two dollars, which shall be retained as compensation for office expenses.

expiré, et sur lequel le mot « Enregistré » ou les lettres « Enr. » ont été placées, sachant que ledit article a été marqué frauduleusement ou que le droit exclusif à ce dessin est expiré.

(2) Sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire en vertu du *Code criminel*, cette amende peut être recouvrée avec dépens par qui-conque en poursuit le recouvrement.

(3) La moitié de cette amende appartient au poursuivant, l'autre à Sa Majesté.

Article 22. — Texte actuel du paragraphe 21(2) :

(2) Le ministre peut faire délivrer des copies d'esquisses de dessins industriels à ceux qui en font la demande, sur paiement des droits prescrits à cet égard par la présente loi.

Article 23. — Texte actuel de l'intertitre qui précède l'article 25 et des articles 25 à 28 :

Preuve

25. Tout certificat émis en vertu de la présente loi, établissant qu'un dessin industriel a été dûment enregistré conformément à la présente loi, qui est donné comme étant signé par le ministre ou par le commissaire aux brevets est, sans preuve de la signature, reçu devant tous les tribunaux du Canada, comme preuve des faits qui y sont allégués.

Droits

26. Suit le tarif des droits relatifs à l'enregistrement en vertu de la présente loi, qui sont payables au ministre, à l'avance :

- a) examen d'une demande d'enregistrement d'un dessin industriel, 150,00 \$;
- b) examen d'une demande d'enregistrement d'une cession, d'une licence ou d'un autre document relatif à un dessin industriel, y compris, sans droit supplémentaire, l'enregistrement de la cession, de la licence ou du document, ainsi que la délivrance d'un certificat d'enregistrement :
 - (i) pour le premier dessin industriel mentionné, dans la cession, la licence ou tout autre document, 25,00 \$,
 - (ii) pour chaque dessin industriel supplémentaire, mentionné dans la cession, la licence ou tout autre document, 10,00 \$;
- c) examen d'une demande de renouvellement d'un dessin industriel en vertu du paragraphe 10(1), y compris, sans droit supplémentaire, le renouvellement de l'enregistrement et la délivrance d'un certificat à cet effet, 200,00 \$;
- d) examen d'une demande de renouvellement d'un dessin industriel en vertu du paragraphe 10(2), un droit supplémentaire de 25,00 \$;
- e) fourniture de copies ou d'extraits du registre, ou de copies de certificats, d'esquisses, de copies dessinées de dessins industriels ou d'autres documents :
 - (i) pour chaque feuille photocopiée, 0,50 \$,
 - (ii) pour chaque feuille dactylographiée, 4,00 \$;
- f) certification de copies de documents, 10,00 \$.

27. Tous les droits perçus par le ministre en vertu de la présente loi sont versés par lui au receveur général.

28. Quand un dessin industriel, dont l'enregistrement est demandé en vertu de la présente loi, n'est pas enregistré, tous les droits versés au

into force shall be dealt with and disposed of in accordance with the provisions of this Act as it reads when the matter arises.

Application requirements

(3) An application for the registration of a design shall be considered to have been made in accordance with section 4 as it read immediately after this section came into force if the application was made before this section came into force

(a) by the proprietor of the design, whether the first proprietor or a subsequent proprietor; and

(b) in accordance with section 4 as it read at the time the application was made.

Renewal of rights

(4) Subsection 10(2), as it read immediately before this section came into force, applies in respect of an exclusive right for which the term expires more than three months before this section came into force.

Non-application of defence provision

(5) Subsection 17(1) does not apply in respect of a design registered on the basis of an application filed before this section came into force if, after the registration, the name of the proprietor of the design appears on the article to which the design applies by being marked, if the manufacture is a woven fabric, on one end of it, together with the letters "Rd.", "Enr." or both "Rd." and "Enr.", and, if the manufacture is of any other substance, with the letters "Rd.", "Enr." or both "Rd." and "Enr." and the year of registration at the edge of it or on any other convenient part.

Method of marking

(6) For the purposes of subsection (5), the mark may be put on the manufacture by making it on the material itself or by attaching to it a label with the proper marks on it.

1990, c. 37; 1992, c. 1

INTEGRATED CIRCUIT TOPOGRAPHY ACT

25. Subparagraphs 4(1)(c)(ii) and (iii) of the *Integrated Circuit Topography Act* are repealed and the following substituted therefor:

(ii) a national of a country that, either directly or through its membership in an intergovernmental organization, affords

posée avant celle-ci sont régies par les dispositions de la présente loi dans sa version en vigueur au moment où surviennent les affaires.

(3) Une demande d'enregistrement d'un dessin est réputée avoir été déposée conformément à l'article 4 dans sa version ultérieure à l'entrée en vigueur du présent article si, avant l'entrée en vigueur de celui-ci, elle a été déposée par le propriétaire du dessin, qu'il en soit le premier propriétaire ou le propriétaire subséquent, et qu'elle l'a été conformément à l'article 4 dans sa version en vigueur lors du dépôt de la demande.

5 Application de l'article 4

(4) Le paragraphe 10(2), dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur du présent article, s'applique au droit exclusif qui a expiré plus de trois mois avant l'entrée en vigueur de celui-ci.

15 Renouvellement

(5) Le paragraphe 17(1) ne s'applique pas au dessin enregistré au titre d'une demande déposée avant l'entrée en vigueur du présent article si, après l'enregistrement, le nom du propriétaire, une fois marqué sur l'objet auquel le dessin s'applique, apparaît, si c'est un tissu, sur une des extrémités de la pièce, ainsi que les lettres « Enr. », « Rd. » ou « Enr. » et « Rd. » et, si le produit est d'une autre substance, sur le bord ou tout autre endroit convenable de l'objet, ainsi que lettres « Enr. », « Rd. » ou « Enr. » et « Rd » et l'année de l'enregistrement du dessin.

20 Non-application

(6) La marque peut être faite sur l'objet même ou en y attachant une étiquette qui porte les marques voulues.

35 Marque

LOI SUR LES TOPOGRAPHIES DE CIRCUITS INTÉGRÉS

1990, ch 37; 1992, ch. 1

25. Les sous-alinéas 4(1)(c)(ii) et (iii) de la *Loi sur les topographies de circuits intégrés* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(ii) est soit un ressortissant d'un pays qui protège, directement ou en raison de son adhésion à une organisation inter-

protection for topographies in accordance with a convention or treaty to which that country or intergovernmental organization and Canada are contracting parties, or an individual or legal entity that has in such a country or in the territory of a member state of such an intergovernmental organization an establishment of the kind referred to in subparagraph (i), or

(iii) a national of a country or of a member state of an intergovernmental organization that the Minister has certified by notice published in the *Canada Gazette* to be a country or intergovernmental organization that confers protection on nationals of Canada or legal entities that have an establishment of the kind referred to in subparagraph (i) that is substantially equal to the protection conferred by this Act, or an individual or legal entity that has in such a country or in the territory of a member state of such an intergovernmental organization an establishment of that kind.

gouvernementale, les topographies conformément à une convention ou un traité auquel ce pays, ou cette organisation, et le Canada sont parties, soit une personne physique ou morale qui y a un établissement du type de celui qui est visé au sous-alinéa (i),

(iii) est un ressortissant d'un pays — ou une personne physique ou morale qui a un établissement du type de celui qui est visé au sous-alinéa (i), dans un pays — qui accorde substantiellement, directement ou en raison de son adhésion à une organisation intergouvernementale, la même protection que la présente loi aux personnes visées au sous-alinéa (i), la constatation de réciprocité faisant l'objet d'un avis publié par le ministre dans la *Gazette du Canada*.

R.S., c. P-4;
R.S., c. 33 (3rd
Suppl.); 1992, c.
1

PATENT ACT

LOI SUR LES BREVETS

L.R., ch. P-4;
L.R., ch. 33 (3^e
suppl.); 1992,
ch. 1

R.S., c. 33 (3rd
Suppl.), s. 1(2)

26. (1) The definition "priority date" in section 2 of the *Patent Act* is repealed.

26. (1) La définition de « date de priorité », à l'article 2 de la *Loi sur les brevets*, est abrogée.

L.R., ch. 33 (3^e
suppl.), par.
1(2)

(2) Section 2 of the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definitions:

(2) L'article 2 de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"claim date"
Version
anglaise
seulement

"claim date" means the date of a claim in an application for a patent in Canada, as determined in accordance with section 28.1;

« date de dépôt » La date du dépôt d'une demande de brevet, déterminée conformément à l'article 28.

« date de
dépôt »
"filing date"

"filing date"
« date de
dépôt »

"filing date" means, in relation to an application for a patent in Canada, the date on which the application is filed, as determined in accordance with section 28;

« demande de priorité » La demande visée à l'article 28.4.

« demande de
priorité »
"request for
priority"

"predecessor in
title"
« prédécesseur
en droit »

"predecessor in title" includes any person through whom an applicant for a patent in Canada claims the right to the patent;

« prédécesseur en droit » Est assimilée à un prédécesseur en droit toute personne par l'intermédiaire de laquelle le demandeur de brevet réclame le droit à celui-ci.

« prédécesseur
en droit »
"predecessor in
title"

"request for
priority"
« demande de
priorité »

"request for priority" means a request under section 28.4;

(ii) a national of a country that affords protection for topographies in accordance with a convention or treaty to which that country and Canada are contracting parties, or an individual or legal entity that has in such a country an establishment of the kind referred to in subparagraph (i), or

(iii) a national of a country that the Minister has certified by notice published in the *Canada Gazette* to be a country that confers protection on nationals of Canada and individuals or legal entities that have in Canada an establishment of the kind referred to in subparagraph (i) that is substantially equal to the protection conferred by this Act, or an individual or legal entity that has in such a country an establishment of that kind.

(ii) est un ressortissant d'un pays qui protège les topographies conformément à une convention ou à un traité auquel ce pays et le Canada sont parties ou une personne physique ou morale qui y a un établissement du type de celui qui est visé au sous-alinéa (i),

(iii) est un ressortissant d'un pays — ou une personne physique ou morale qui a un établissement du type de celui qui est visé au sous-alinéa (i), dans un pays — qui accorde substantiellement la même protection que la présente loi aux personnes visées au sous-alinéa (i), la constatation de réciprocité faisant l'objet d'un avis publié par le ministre dans la *Gazette du Canada*.

Patent Act

Loi sur les brevets

Clause 26: (1) The definition "priority date" in section 2 reads as follows:

Article 26,(1). — Texte de la définition de « date de priorité » à l'article 2 :

"priority date" means the date that, with respect to an application for a patent to which section 28 applies, is the date on which an application for a patent describing the same invention was first filed in the other country referred to in that section;

« date de priorité » La date, à l'égard d'une demande de brevet à laquelle l'article 28 s'applique, où une demande de brevet pour la même invention a été déposée en premier lieu dans tel autre pays qui y est visé.

(2) New.

(2). — Nouveau.

27. Section 8 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

8. Clerical errors in any instrument of record in the Patent Office do not invalidate the instrument, but they may be corrected under the authority of the Commissioner.

8.1 (1) Subject to the regulations, any document, information or fee that is authorized or required to be submitted to the Commissioner under this Act may be submitted in electronic or other form in any manner specified by the Commissioner.

(2) For the purposes of this Act, any document, information or fee submitted in accordance with subsection (1) is deemed to be received by the Commissioner at the time provided by the regulations.

8.2 Subject to the regulations, any document or information received by the Commissioner under this Act in electronic or other form may be entered or recorded by any information storage device, including any system of mechanical or electronic data processing, that is capable of reproducing stored documents or information in intelligible form within a reasonable time.

28. Section 10 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

10. (1) Subject to subsections (2) to (6) and section 20, all patents, applications for patents and documents filed in connection with patents or applications for patents shall be open to public inspection at the Patent Office, under such conditions as may be prescribed.

(2) Except with the approval of the applicant, an application for a patent, or a document filed in connection with the application, shall not be open to public inspection before a confidentiality period of eighteen months has expired.

(3) The confidentiality period begins on the filing date of the application or, where a request for priority has been made in respect of the application, it begins on the earliest filing date of any previously regularly filed application on which the request is based.

27. L'article 8 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

8. Un document en dépôt au Bureau des brevets n'est pas invalide en raison d'erreurs d'écriture; elles peuvent être corrigées sous l'autorité du commissaire.

8.1 (1) Sous réserve des règlements, les documents, renseignements ou taxes dont la présente loi exige ou autorise la remise au commissaire peuvent lui être transmis sous forme électronique ou autre, de la manière qu'il précise.

(2) Pour l'application de la présente loi, les documents, renseignements ou taxes ainsi transmis sont réputés avoir été reçus par le commissaire au moment déterminé par règlement.

8.2 Sous réserve des règlements, les documents ou renseignements reçus par le commissaire, en application de la présente loi, sous forme électronique ou autre, peuvent être mis en mémoire par tout procédé, notamment mécanographique ou informatique, susceptible de les restituer en clair dans un délai raisonnable.

28. L'article 10 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

10. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (6) et de l'article 20, les brevets, demandes de brevet et documents relatifs à ceux-ci, déposés au Bureau des brevets, peuvent y être consultés aux conditions réglementaires.

(2) Sauf sur autorisation du demandeur, une demande de brevet et les documents relatifs à celle-ci ne peuvent être consultés avant l'expiration d'une période de dix-huit mois.

(3) La période se calcule à compter de la date de dépôt de la demande de brevet ou, si une demande de priorité a été présentée à l'égard de celle-ci, de la date de dépôt de la première demande antérieurement déposée de façon régulière sur laquelle la demande de priorité est fondée.

Clerical errors

Electronic or other submission of documents, information or fees

Time of receipt

Storage of documents or information in electronic or other form

R.S., c. 33 (3rd) Supp., s. 2

Inspection by the public

Confidentiality period

Beginning of confidentiality period

Erreurs d'écriture

Transmission électronique

Date de réception

Mise en mémoire

L.R., ch. 33 (3^e suppl.), art. 2

Consultation des documents

Période de non-consultation

Calcul de la période

5

10

15

20

25

35

40

45

5

10

15

20

25

35

40

45

Clause 27: Section 8 at present reads as follows:

8. Clerical errors in any instrument of record in the Patent Office shall not be construed as invalidating the instrument, but, when discovered, they may be corrected by certificate under the authority of the Commissioner.

Article 27. — Texte actuel de l'article 8 :

8. Les erreurs d'écriture dans tout document en dépôt au Bureau des brevets ne sont pas considérées comme invalidant le document. Toutefois, lorsqu'il s'en découvre, elles peuvent être corrigées au moyen d'un certificat sous l'autorité du commissaire.

Clause 28: Section 10 at present reads as follows:

10. (1) Subject to subsections (2) and (3) and section 20, all applications for patents and documents filed in connection with applications for patents and all patents and documents filed in connection with patents shall be open to the inspection of the public at the Patent Office, under such conditions as may be prescribed.

(2) Except with the approval of the applicant, no application for a patent or document filed in connection with an application for a patent shall be open to the inspection of the public before the expiration of eighteen months after

- (a) the priority date of the application, in the case of an application to which section 28 applies; or
- (b) the date of filing of the application in Canada, in any other case.

(3) No application for a patent that is withdrawn before the expiration of the period referred to in subsection (2) that is applicable with respect to the application shall be open to the inspection of the public.

Article 28. — Texte actuel de l'article 10 :

10. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3) et de l'article 20, les demandes de brevet et documents relatifs à celles-ci et tous brevets et documents relatifs à ceux-ci, déposés au Bureau des brevets, peuvent y être consultés aux conditions réglementaires.

(2) Sauf sur autorisation du demandeur, ces demandes de brevet et les documents relatifs à celles-ci ne peuvent être consultés, dans le cas d'une demande à laquelle l'article 28 s'applique, qu'à l'expiration des dix-huit mois suivant leur date de priorité ou, dans les autres cas, qu'à l'expiration des dix-huit mois suivant la date de leur dépôt au Canada.

(3) La demande de brevet retirée avant l'expiration de la période de temps applicable au titre du paragraphe (2) ne peut être consultée.

Withdrawal of request

(4) Where a request for priority is withdrawn on or before the prescribed date, it shall, for the purposes of subsection (3) and to the extent that it is withdrawn, be considered never to have been made.

(4) Pour l'application du paragraphe (3), le retrait total ou partiel d'une demande de priorité, au plus tard à la date réglementaire, vaut présomption de non-présentation de la demande.

Demande de priorité retirée

5

Withdrawn applications

(5) An application shall not be open to public inspection if it is withdrawn in accordance with the regulations on or before the prescribed date.

(5) La demande de brevet qui est retirée, conformément aux règlements, à la date réglementaire ou avant celle-ci ne peut être consultée.

Demande de brevet retirée

Prescribed date

(6) A prescribed date referred to in subsection (4) or (5) must be no later than the date on which the confidentiality period expires.

(6) Les dates réglementaires visées aux paragraphes (4) et (5) ne peuvent être postérieures à la date de l'expiration de la période visée au paragraphe (2).

10 Dates

R.S., c. 33 (3rd Supp.), s. 3

29. (1) Paragraph 12(1)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

29. (1) L'alinéa 12(1)i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 33 (3^e suppl.), art. 3

15

(i) for carrying into effect, notwithstanding anything in this Act, the Patent Cooperation Treaty done at Washington on June 19, 1970, including any amendments, modifications and revisions made from time to time to which Canada is a party;

i) par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, mettre en oeuvre le Traité de coopération en matière de brevets, conclu à Washington le 19 juin 1970, ainsi que les modifications et révisions éventuellement apportées à celui-ci et auxquelles le Canada est partie;

(2) Subsection 12(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (j) thereof, the following paragraphs:

(2) Le paragraphe 12(1) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa j), de ce qui suit :

25

(j.1) respecting the submission of documents, information or fees under section 8.1, including

j.1) régir la transmission des documents, renseignements et taxes visés à l'article 8.1, notamment en déterminant ceux qui peuvent être remis au titre du paragraphe 8.1(1), les personnes ou catégories de personnes habilitées à cet effet et les règles d'application du paragraphe 8.1(2);

(i) the documents, information or fees that may be submitted in electronic or other form under that section,

j.2) régir la mise en mémoire des renseignements et documents visés à l'article 8.2;

(ii) the persons or classes of persons by whom they may be submitted, and

j.3) déterminer les modalités de retrait des demandes de brevet et, pour l'application des paragraphes 10(4) et (5), préciser les dates, ou leur mode de détermination, de retrait des demandes de priorité et des demandes de brevet;

(iii) the time at which they are deemed to be received by the Commissioner;

(j.2) respecting the entering or recording of any document or information under section 8.2;

j.4) régir les demandes de priorité, notamment en ce qui a trait à leur délai de présentation, aux renseignements et documents à fournir à l'appui de celles-ci, au délai de transmission au commissaire

(j.3) prescribing the manner in which an application for a patent may be withdrawn and, for the purposes of subsections 10(4) and (5), prescribing the date, or the manner of determining the date, on or before

40

45

de les renseignements et documents ainsi
 du au titre de ces données.

10) détermine le délai de présentation des
 données d'examens et leur les taxes à
 payer aux termes du paragraphe 32(1).

11) règle le délai des matières biologiques
 - les articles 18.1.

12) détermine les modalités de modification
 ion des brevets d'importation et des données
 faisant partie de la demande de brevet.

13) détermine le commissaire, le conseil de
 l'ère que les connaissances le matériel à

Clause 29: (1) The relevant portion of subsection 12(1) at present reads as follows:

12. (1) The Governor in Council may make rules or regulations

...

(i) notwithstanding anything in this Act, for carrying into effect the terms of the Patent Cooperation Treaty done at Washington on June 19, 1970;

(2) New.

Article 29, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 12(1) :

12. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règle ou règlement :

i) par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, rendre effectives les dispositions du Traité de coopération en matière de brevets fait à Washington le 19 juin 1970;

(2). — Nouveau.

which a request for priority or an application for a patent must be withdrawn;

(j.4) respecting requests for priority, including

(i) the period within which priority must be requested,

(ii) the manner in which and period within which the Commissioner must be informed of the matters referred to in subsection 28.4(2),

(iii) the documentation that must be filed in support of requests for priority, and

(iv) the withdrawal of requests for priority;

(j.5) respecting the time within which requests for examination must be made and prescribed fees must be paid under subsection 35(1);

(j.6) respecting the deposit of biological material for the purposes of section 38.1;

(j.7) respecting the manner in which amendments may be made to specifications or drawings furnished as part of an application for a patent;

(j.8) authorizing the Commissioner to extend, subject to any prescribed terms and conditions, the time fixed by or under this Act for doing anything where the Commissioner is satisfied that the circumstances justify the extension;

30. Section 18 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

18. (1) Whenever an appeal to the Federal Court from the decision of the Commissioner is permitted under this Act, notice of the decision shall be mailed by the Commissioner by registered letter addressed to the interested parties or their respective agents.

(2) The appeal shall be taken within three months after the date of mailing of the notice, unless otherwise provided by or under this Act.

31. Section 27 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

de ces renseignements et documents ainsi qu'au retrait de ces demandes;

j.5) déterminer le délai de présentation des requêtes d'examen et fixer les taxes à payer aux termes du paragraphe 35(1);

j.6) régir le dépôt de matières biologiques visé à l'article 38.1;

j.7) déterminer les modalités de modification des mémoires descriptifs et des dessins faisant partie de la demande de brevet;

j.8) autoriser le commissaire, si celui-ci estime que les circonstances le justifient, à proroger, aux conditions réglementaires, tout délai fixé par la présente loi ou en vertu de celle-ci pour l'accomplissement d'un acte;

30. L'article 18 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

18. (1) Lorsque, aux termes de la présente loi, il peut être fait appel de sa décision devant la Cour fédérale, le commissaire adresse, par courrier recommandé, un avis de sa décision aux parties intéressées ou à leurs agents respectifs.

(2) L'appel doit être interjeté dans un délai de trois mois à compter de la date de l'envoi de cet avis, à moins qu'un autre délai ne soit fixé sous le régime de la présente loi.

31. L'article 27 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Notice on appeal

Time for taking appeal

R.S., c. 33 (3rd Suppl.), s. 8

Avis d'appel

Délai

L.R., ch. 33 (3^e suppl.), art. 8

Clause 30: Section 18 at present reads as follows:

18. Whenever an appeal to the Federal Court from the decision of the Commissioner is permitted under this Act, notice of his decision shall be mailed by the Commissioner by registered letter addressed to the interested parties or their respective agents and the appeal shall be taken within three months after the date of mailing of the notice, unless otherwise extended by the Commissioner with the approval of the Minister and unless herein otherwise expressly provided.

Clause 31: Section 27 at present reads as follows:

27. (1) Subject to this section, any inventor or legal representative of an inventor of an invention may, on presentation to the Commissioner of a

Article 30. — Texte actuel de l'article 18 :

18. Lorsque la présente loi autorise appel de la décision du commissaire à la Cour fédérale, le commissaire adresse, par courrier recommandé, un avis de sa décision aux parties intéressées ou à leurs agents respectifs, et l'appel doit être interjeté dans un délai de trois mois à compter de la date de l'envoi de cet avis, à moins que ce délai ne soit autrement prolongé par le commissaire avec l'approbation du ministre, et sauf disposition expressément contraire de la présente loi.

Article 31. — Texte actuel de l'article 27 :

27. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, l'inventeur ou son représentant légal peut, sur présentation au commissaire d'une

Commissioner
may grant
patents

27. (1) The Commissioner shall grant a patent for an invention to the inventor or the inventor's legal representative if an application for the patent in Canada is filed in accordance with this Act and all other requirements for the issuance of a patent under this Act are met.

27. (1) Le commissaire accorde un brevet d'invention à l'inventeur ou à son représentant légal si la demande de brevet est déposée conformément à la présente loi et si les autres conditions de celle-ci sont remplies.

Délivrance de
brevet

5

Application
requirements

(2) The prescribed application fee must be paid and the application must be filed in accordance with the regulations by the inventor or the inventor's legal representative and the application must contain a petition and a specification of the invention.

(2) L'inventeur ou son représentant légal doit déposer, en la forme réglementaire, une demande accompagnée d'une pétition et du mémoire descriptif de l'invention et payer les taxes réglementaires.

Dépôt de la
demande

10

Specification

(3) The specification of an invention must

(3) Le mémoire descriptif doit :

Mémoire
descriptif

(a) correctly and fully describe the invention and its operation or use as contemplated by the inventor;

a) décrire d'une façon exacte et complète l'invention et son application ou exploitation, telles que les a conçues son inventeur;

(b) set out clearly the various steps in a process, or the method of constructing, making, compounding or using a machine, manufacture or composition of matter, in such full, clear, concise and exact terms as to enable any person skilled in the art or science to which it pertains, or with which it is most closely connected, to make, construct, compound or use it;

b) exposer clairement les diverses phases d'un procédé, ou le mode de construction, de confection, de composition ou d'utilisation d'une machine, d'un objet manufacturé ou d'un composé de matières, dans des termes complets, clairs, concis et exacts qui permettent à toute personne versée dans l'art ou la science dont relève l'invention, ou dans l'art ou la science qui s'en rapproche le plus, de confectionner, construire, composer ou utiliser l'invention;

(c) in the case of a machine, explain the principle of the machine and the best mode in which the inventor has contemplated the application of that principle;

c) s'il s'agit d'une machine, en expliquer clairement le principe et la meilleure manière dont son inventeur en a conçu l'application;

(d) in the case of a process, explain the necessary sequence, if any, of the various steps, so as to distinguish the invention from other inventions.

d) s'il s'agit d'un procédé, expliquer la suite nécessaire, le cas échéant, des diverses phases du procédé, de façon à distinguer l'invention en cause d'autres inventions.

Claims

(4) The specification must end with a claim or claims defining distinctly and in explicit terms the subject-matter of the invention for which an exclusive privilege or property is claimed.

(4) Le mémoire descriptif se termine par une ou plusieurs revendications définissant distinctement et en des termes explicites l'objet de l'invention dont le demandeur revendique la propriété ou le privilège exclusif.

Revendications

Alternative
definition of
subject-matter

(5) For greater certainty, where a claim defines the subject-matter of an invention in the alternative, each alternative is a separate claim for the purposes of sections 2, 28.1 to 28.3 and 78.3.

(5) Il est entendu que, pour l'application des articles 2, 28.1 à 28.3 et 78.3, si une revendication définit, par variantes, l'objet de l'invention, chacune d'elles constitue une revendication distincte.

Variantes

45

petition setting out the facts (in this Act termed the filing of the application) and on compliance with all other requirements of this Act, obtain a patent granting to the applicant an exclusive property in the invention unless

(a) in the case of an application to which section 28 applies,

(i) an application for a patent describing the same invention was filed in Canada by any other person before the priority date of the application, or

(ii) an application for a patent describing the same invention and to which section 28 applies is filed in Canada by any other person at any time and the priority date of that application precedes the priority date of the application;

(b) in the case of any other application,

(i) an application for a patent describing the same invention was filed in Canada by any other person before the filing of the application, or

(ii) an application for a patent describing the same invention and to which section 28 applies is filed in Canada by any other person after the filing of the application and the priority date of that application precedes the date of filing of the application;

(c) the invention was, before the date of filing of the application or before the priority date of the application, if any, disclosed by a person other than a person referred to in paragraph (d) in such a manner that it became available to the public in Canada or elsewhere; or

(d) the invention was, more than one year before the date of filing of the application, disclosed by the applicant or by a person who obtained knowledge of the invention, directly or indirectly, from the applicant, in such a manner that it became available to the public in Canada or elsewhere.

(1.1) Any inventor or legal representative of an inventor of an invention may, within twelve months after the filing of an application for a patent for the invention, file a second application for a patent describing the same invention.

(1.2) A second application for a patent that is filed in accordance with subsection (1.1) shall, for the purposes of this Act, be deemed to have been filed on the date the first application was filed if, on the date of filing of the second application, the first application

(a) has not been withdrawn, abandoned or refused;

(b) has not been opened to the inspection of the public under section 10; and

(c) has not served as a basis for claiming a right of priority in any other country.

(1.3) Subsection (1.2) does not apply in respect of a second application for a patent unless the applicant, within six months of the filing of that

pétition circonstanciée — appelée dans la présente loi « dépôt de la demande » — et à condition de satisfaire aux autres obligations de cette loi, se faire délivrer un brevet lui donnant la propriété exclusive de l'invention en cause, sauf dans les cas suivants :

a) s'agissant d'une demande visée par l'article 28, sa date de priorité est postérieure :

(i) soit à la date de dépôt au Canada par toute autre personne d'une autre demande de brevet décrivant la même invention,

(ii) soit à la date de priorité d'une autre demande de brevet décrivant la même invention et également visée par l'article 28 et déposée au Canada par toute autre personne à un moment quelconque;

b) s'agissant d'une demande non visée par l'article 28 :

(i) ou bien, avant la date de son dépôt, une autre demande de brevet décrivant la même invention est déposée au Canada par toute autre personne,

(ii) ou bien la date de son dépôt est antérieure à celle du dépôt au Canada par toute autre personne d'une autre demande de brevet, visée par l'article 28, décrivant la même invention mais postérieure à la date de priorité de cette dernière demande;

c) avant le dépôt de la demande ou avant la date de priorité de celle-ci, l'invention a, de la part d'une personne non visée à l'alinéa d), fait l'objet d'une communication qui l'a rendue accessible au public au Canada ou ailleurs;

d) plus d'un an avant la date de dépôt de la demande, l'invention a fait l'objet de la part du demandeur, ou d'un tiers ayant eu l'information à cet égard de façon directe ou autrement, d'une communication qui l'a rendue accessible au public au Canada ou ailleurs.

(1.1) L'inventeur ou son représentant légal peut, dans les douze mois suivant le dépôt d'une demande de brevet pour l'invention, déposer une deuxième demande qui décrit la même invention.

(1.2) Cette deuxième demande est présumée, pour l'application de la présente loi, avoir été déposée à la date du dépôt de la première demande si celle-ci remplit, à la date du dépôt de la deuxième demande, les conditions suivantes :

a) elle n'a pas été retirée, abandonnée ou refusée;

b) elle n'est pas devenue accessible pour consultation sous le régime de l'article 10;

c) elle n'a pas été invoquée pour réclamer un droit de priorité dans tout autre pays.

(1.3) Le paragraphe (1.2) n'est pas applicable à l'égard d'une deuxième demande de brevet, sauf si le demandeur, dans les six mois du dépôt de celle-ci, réclame la protection prévue à ce paragraphe et avise le commissaire de la date du dépôt et du numéro de la première demande.

When applica-
tion to be
completed

(6) Where an application does not completely meet the requirements of subsection (2) on its filing date, the Commissioner shall, by notice to the applicant, require the application to be completed on or before the date specified in the notice.

(6) Si, à la date de dépôt, la demande ne remplit pas les conditions prévues au paragraphe (2), le commissaire doit, par avis, requérir le demandeur de la compléter au plus tard à la date qui y est mentionnée.

Demande incomplète

Specified period

(7) The specified date must be at least three months after the date of the notice and at least twelve months after the filing date of the application.

(7) Ce délai est d'au moins trois mois à compter de l'avis et d'au moins douze mois à compter de la date de dépôt de la demande.

Délai

What may not
be patented

(8) No patent shall be granted for any mere scientific principle or abstract theorem.

(8) Il ne peut être octroyé de brevet pour de simples principes scientifiques ou conceptions théoriques.

Ce qui n'est pas brevetable

R.S., c. 33 (3rd
Suppl.), s. 9

32. Subsections 27.1(2) and (3) of the said Act are repealed.

32. Les paragraphes 27.1(2) et (3) de la même loi sont abrogés.

L.R., ch. 33 (3^e suppl.), art. 9

R.S., c. 33 (3rd
Suppl.), s. 10

33. Section 28 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

33. L'article 28 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 33 (3^e suppl.), art. 10

Filing date

28. (1) The filing date of an application for a patent in Canada is the date on which the Commissioner receives the documents, information and fees prescribed for the purposes of this section or, if they are received on different dates, the last date.

28. (1) La date de dépôt d'une demande de brevet est la date à laquelle le commissaire reçoit les documents, renseignements et taxes réglementaires prévus pour l'application du présent article. S'ils sont reçus à des dates différentes, il s'agit de la dernière d'entre elles.

Date de dépôt

Deemed date of
receipt of fees

(2) The Commissioner may, for the purposes of this section, deem prescribed fees to have been received on a date earlier than the date of their receipt if the Commissioner considers it just to do so.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), le commissaire peut, s'il estime que cela est équitable, fixer une date de réception des taxes antérieure à celle à laquelle elles ont été reçues.

Taxes réglementaires

Claim date

28.1 (1) The date of a claim in an application for a patent in Canada (the "pending application") is the filing date of the application, unless

28.1 (1) La date de la revendication d'une demande de brevet est la date de dépôt de celle-ci, sauf si :

Date de la revendication

- (a) the pending application is filed by
 - (i) a person who has, or whose agent, legal representative or predecessor in title has, previously regularly filed in or for Canada an application for a patent disclosing the subject-matter defined by the claim, or
 - (ii) a person who is entitled to protection under the terms of any treaty or convention relating to patents to which Canada is a party and who has, or whose agent, legal representative or predecessor in title has, previously regularly filed in or for any other country

- a) la demande est déposée, selon le cas :
 - (i) par une personne qui a antérieurement déposé de façon régulière, au Canada ou pour le Canada, ou dont l'agent, le représentant légal ou le prédécesseur en droit l'a fait, une demande de brevet divulguant l'objet que définit la revendication,
 - (ii) par une personne qui a antérieurement déposé de façon régulière, dans un autre pays ou pour un autre pays, ou dont l'agent, le représentant légal ou le prédécesseur en droit l'a fait, une demande de brevet divulguant l'objet que définit la revendication, dans le cas où

application, claims the protection afforded by that subsection and informs the Commissioner of the filing date and number of the first application.

(1.4) Where a second application for a patent is filed in accordance with subsection (1.1), the first application shall, for the purposes of this Act, be deemed to have been withdrawn on the day immediately after the date of filing of the second application.

(1.5) For the purposes of subsection (1), when an application is filed or is deemed to have been filed on the date on which another application describing the same invention is filed or deemed to have been filed, each application shall be examined and a patent shall be allowed to issue without regard to the existence of the other application.

(1.6) For the purposes of subsection (1), an application that is withdrawn before it is open to the inspection of the public under section 10 shall be deemed never to have been filed.

(2) Any inventor or legal representative of an inventor who applies in Canada for a patent for an invention for which application for patent has been made in any other country by that inventor or his legal representative before the filing of the application in Canada is not entitled to obtain in Canada a patent for that invention unless his application in Canada is filed, either

(a) before issue of any patent to that inventor or his legal representative for the same invention in any other country, or

(b) if a patent has issued in any other country, within twelve months after the filing of the first application by that inventor or his legal representative for patent for that invention in any other country.

(3) No patent shall issue for an invention that has an illicit object in view, or for any mere scientific principle or abstract theorem.

Clause 32: Subsections 27.1(2) and (3) read as follows:

(2) An application for a patent shall be deemed to have been abandoned if the fees payable by the applicant in respect of a period prescribed for the purposes of subsection (1) are not paid before the expiration of that period.

(3) An application deemed to have been abandoned under this section may be reinstated on petition by the applicant presented to the Commissioner within such period as may be prescribed and on payment of a prescribed fee and an application so reinstated shall retain its original filing date and its priority date, if any.

Clause 33: Section 28 at present reads as follows:

28. (1) Subject to subsection (2), an application for a patent for an invention filed in Canada by any person entitled to protection under the terms of any treaty or convention relating to patents to which Canada is a party who has, or whose agent, legal representative or predecessor in title has, previously regularly filed an application for a patent describing the same invention in any other country that by treaty, convention or law affords similar protection to citizens of Canada, has the same force and effect as the same application would have if filed in Canada on the date on which such an application was first filed by that person or by the agent, legal representative or predecessor in title of that person in any other country, if the application in Canada is filed within twelve months after that date.

(2) Subsection (1) does not apply in respect of an application for a patent for an invention filed in Canada unless the applicant, within six months of the filing of the application, claims the protection afforded by

(1.4) Dans le cas du dépôt d'une deuxième demande conformément au paragraphe (1.1), la première demande est présumée, pour l'application de la présente loi, avoir été retirée le lendemain de ce dépôt.

(1.5) Pour l'application du paragraphe (1), en cas de simultanéité, réelle ou présumée, de dépôt de demandes décrivant la même invention, chaque demande est examinée et un brevet est accordé sans égard à l'autre demande.

(1.6) Pour l'application du paragraphe (1), la demande retirée avant d'être devenue accessible au titre de l'article 10 est réputée n'avoir jamais été déposée.

(2) Un inventeur ou représentant légal d'un inventeur, qui a fait une demande de brevet au Canada pour une invention à l'égard de laquelle une demande de brevet a été faite dans tout autre pays par cet inventeur ou par son représentant légal avant le dépôt de sa demande au Canada, n'a pas le droit d'obtenir au Canada un brevet couvrant cette invention sauf si sa demande au Canada est déposée :

a) soit avant la délivrance d'un brevet à cet inventeur ou à son représentant légal couvrant cette même invention dans tout autre pays;

b) soit, si un brevet a été délivré dans un autre pays, dans un délai de douze mois à compter du dépôt de la première demande, par cet inventeur ou son représentant légal, d'un brevet pour cette invention dans tout autre pays.

(3) Il ne peut être délivré de brevet pour une invention dont l'objet est illicite, non plus que pour de simples principes scientifiques ou conceptions théoriques.

Article 32. — Texte des paragraphes 27.1(2) et (3) :

(2) La demande est réputée abandonnée si les taxes réglementaires ne sont pas acquittées avant l'expiration du délai réglementaire pour la période en cause.

(3) La présomption d'abandon est annulée sur dépôt au commissaire par le demandeur d'une requête à cet effet dans le délai réglementaire et paiement des taxes réglementaires.

Article 33. — Texte actuel de l'article 28 :

28. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la demande de brevet d'invention déposée au Canada par quiconque dont les droits sont protégés par un traité ou une convention relatifs aux brevets auquel ou à laquelle le Canada est partie et qui a personnellement ou dont l'agent, le représentant légal ou le prédécesseur en droit a déposé selon les règles une demande de brevet décrivant la même invention dans un autre pays qui par traité, convention ou loi accorde une protection similaire aux citoyens canadiens, a la même force et le même effet qu'aurait cette demande si elle avait été déposée au Canada à la date où elle a été déposée en premier lieu dans cet autre pays. La demande doit toutefois être déposée au Canada dans les douze mois suivant cette date.

(2) Le paragraphe (1) n'est pas applicable à l'égard d'une demande de brevet déposée au Canada sauf si le demandeur, dans les six mois suivant le dépôt, réclame la protection prévue à ce paragraphe et avise le commissaire, en la forme réglementaire, du nom du pays où la demande a été

that by treaty, convention or law affords similar protection to citizens of Canada an application for a patent disclosing the subject-matter defined by the claim;

(b) the filing date of the pending application is within twelve months after the filing date of the previously regularly filed application; and

(c) the applicant has made a request for priority on the basis of the previously regularly filed application.

Claims based on previously regularly filed applications

(2) In the circumstances described in paragraphs (1)(a) to (c), the claim date is the filing date of the previously regularly filed application.

Subject-matter of claim must not be previously disclosed

28.2 (1) The subject-matter defined by a claim in an application for a patent in Canada (the "pending application") must not have been disclosed

(a) more than one year before the filing date by the applicant, or by a person who obtained knowledge, directly or indirectly, from the applicant, in such a manner that the subject-matter became available to the public in Canada or elsewhere;

(b) before the claim date by a person not mentioned in paragraph (a) in such a manner that the subject-matter became available to the public in Canada or elsewhere;

(c) in an application for a patent that is filed in Canada by a person other than the applicant, and has a filing date that is before the claim date; or

(d) in an application (the "co-pending application") for a patent that is filed in Canada by a person other than the applicant and has a filing date that is on or after the claim date if

(i) the co-pending application is filed by (A) a person who has, or whose agent, legal representative or predecessor in title has, previously regularly filed in or for Canada an application for a patent disclosing the subject-matter defined by the claim, or

ce pays protège les droits de cette personne par traité ou convention, relatif aux brevets, auquel le Canada est partie, et accorde par traité, convention ou loi une protection similaire aux citoyens du Canada;

b) elle est déposée dans les douze mois de la date de dépôt de la demande déposée antérieurement;

c) le demandeur a présenté, à l'égard de sa demande, une demande de priorité fondée sur la demande déposée antérieurement.

(2) Dans le cas où les alinéas (1)a) à c) s'appliquent, la date de la revendication est la date de dépôt de la demande antérieurement déposée de façon régulière.

28.2 (1) L'objet que définit la revendication d'une demande de brevet ne doit pas :

a) plus d'un an avant la date de dépôt de celle-ci, avoir fait, de la part du demandeur ou d'un tiers ayant obtenu de lui l'information à cet égard de façon directe ou autrement, l'objet d'une communication qui l'a rendu accessible au public au Canada ou ailleurs;

b) avant la date de la revendication, avoir fait, de la part d'une autre personne, l'objet d'une communication qui l'a rendu accessible au public au Canada ou ailleurs;

c) avoir été divulgué dans une demande de brevet qui a été déposée au Canada par une personne autre que le demandeur et dont la date de dépôt est antérieure à la date de la revendication de la demande visée à l'alinéa (1)a);

d) avoir été divulgué dans une demande de brevet qui a été déposée au Canada par une personne autre que le demandeur et dont la date de dépôt correspond ou est postérieure à la date de la revendication de la demande visée à l'alinéa (1)a) si :

(i) cette personne, selon le cas :
(A) a antérieurement déposé de façon régulière, au Canada ou pour le Canada, ou dont l'agent, le représentant légal ou le prédécesseur en droit l'a fait, une demande de brevet divul-

Idem

Objet non divulgué

that subsection and informs the Commissioner, in the manner prescribed, of the country of filing, the filing date and the number of each application on which the applicant bases the claim.

(3) Where a person or the agent, legal representative or predecessor in title of that person has, at the time an application for a patent is filed in Canada, previously regularly filed two applications for a patent describing the same invention in a country referred to in subsection (1), the second of those applications to be filed in that country shall, for the purposes of that subsection, be deemed to be the application that was first filed by that person or the agent, legal representative or predecessor in title of that person in that country if, on the date of filing of the second application, the first application has been withdrawn, abandoned or refused, without having been opened to public inspection and without leaving any rights outstanding, and has not served as a basis for claiming a right of priority in any country including Canada.

(4) Multiple priorities may be claimed in respect of one patent application notwithstanding the fact that the priorities are based on patent applications filed in different countries and may be claimed for any one claim in a patent application but, where multiple priorities are claimed, the time limit set out in subsection (1) shall run from the earliest date of priority.

(5) If one or more priorities are claimed in respect of a patent application, the right of priority shall apply only in respect of those elements of the patent application that are described in the patent application or applications for which the priority is claimed.

(6) For the purposes of this section, "predecessor in title" includes any person through whom an applicant for a patent in Canada claims the right to the patent.

déposée, de la date du dépôt et du numéro de chacune des demandes sur lesquelles le demandeur fonde sa réclamation.

(3) Dans les cas où une personne ou son agent, représentant légal ou prédécesseur en droit a déjà, lors du dépôt d'une demande de brevet au Canada, déposé selon les règles deux demandes de brevet décrivant la même invention dans un pays visé au paragraphe (1), la deuxième des demandes déposées dans ce pays est, pour l'application de ce paragraphe, présumée être la demande déposée en premier lieu par cette personne, son agent, son représentant légal ou prédécesseur en droit si, à la date du dépôt de la deuxième demande, la première demande a été retirée, abandonnée ou refusée, sans avoir été accessible pour consultation et sans laisser subsister de droit, et n'a pas été invoquée pour réclamer un droit de priorité au Canada ou ailleurs.

(4) Des priorités multiples peuvent être réclamées pour une demande de brevet, même si elles sont fondées sur des demandes déposées dans des pays différents, et pour toute revendication contenue dans une demande de brevet. Le délai prévu au paragraphe (1) court cependant à compter de la première date de priorité.

(5) Le droit de priorité s'applique, dans le cas d'une réclamation de priorité, même multiple, aux éléments décrits dans les demandes de brevet sur lesquelles est fondée la réclamation de priorité.

(6) Pour l'application du présent article, est assimilée à un prédécesseur en droit toute personne par l'intermédiaire de laquelle un demandeur de brevet au Canada réclame le droit à celui-ci.

(7) An application mentioned in paragraph (1)(c) or a co-pending application mentioned in paragraph (1)(d) that is withdrawn before it is open to public inspection shall, for the purposes of this section, be deemed never to have been filed.

(8) The subject-matter claimed by a person in an application for a patent in Canada must be subject-matter that would not have been obvious on the date to a person skilled in the art or science to which the invention relates.

(9) All information disclosed more than one year before the filing date by the applicant, or by a person who obtained knowledge, directly or indirectly, from the applicant, in such a manner that the subject-matter became available to the public in Canada or elsewhere, and

(10) An application mentioned in paragraph (1)(c) or a co-pending application mentioned in paragraph (1)(d) that is withdrawn before it is open to public inspection shall, for the purposes of this section, be deemed never to have been filed.

(11) The subject-matter claimed by a person in an application for a patent in Canada must be subject-matter that would not have been obvious on the date to a person skilled in the art or science to which the invention relates.

(12) All information disclosed more than one year before the filing date by the applicant, or by a person who obtained knowledge, directly or indirectly, from the applicant, in such a manner that the subject-matter became available to the public in Canada or elsewhere, and

(13) An application mentioned in paragraph (1)(c) or a co-pending application mentioned in paragraph (1)(d) that is withdrawn before it is open to public inspection shall, for the purposes of this section, be deemed never to have been filed.

(14) The subject-matter claimed by a person in an application for a patent in Canada must be subject-matter that would not have been obvious on the date to a person skilled in the art or science to which the invention relates.

(15) All information disclosed more than one year before the filing date by the applicant, or by a person who obtained knowledge, directly or indirectly, from the applicant, in such a manner that the subject-matter became available to the public in Canada or elsewhere, and

(16) An application mentioned in paragraph (1)(c) or a co-pending application mentioned in paragraph (1)(d) that is withdrawn before it is open to public inspection shall, for the purposes of this section, be deemed never to have been filed.

(17) The subject-matter claimed by a person in an application for a patent in Canada must be subject-matter that would not have been obvious on the date to a person skilled in the art or science to which the invention relates.

(18) All information disclosed more than one year before the filing date by the applicant, or by a person who obtained knowledge, directly or indirectly, from the applicant, in such a manner that the subject-matter became available to the public in Canada or elsewhere, and

(19) An application mentioned in paragraph (1)(c) or a co-pending application mentioned in paragraph (1)(d) that is withdrawn before it is open to public inspection shall, for the purposes of this section, be deemed never to have been filed.

(20) The subject-matter claimed by a person in an application for a patent in Canada must be subject-matter that would not have been obvious on the date to a person skilled in the art or science to which the invention relates.

(21) All information disclosed more than one year before the filing date by the applicant, or by a person who obtained knowledge, directly or indirectly, from the applicant, in such a manner that the subject-matter became available to the public in Canada or elsewhere, and

(22) An application mentioned in paragraph (1)(c) or a co-pending application mentioned in paragraph (1)(d) that is withdrawn before it is open to public inspection shall, for the purposes of this section, be deemed never to have been filed.

(23) The subject-matter claimed by a person in an application for a patent in Canada must be subject-matter that would not have been obvious on the date to a person skilled in the art or science to which the invention relates.

(24) All information disclosed more than one year before the filing date by the applicant, or by a person who obtained knowledge, directly or indirectly, from the applicant, in such a manner that the subject-matter became available to the public in Canada or elsewhere, and

(25) An application mentioned in paragraph (1)(c) or a co-pending application mentioned in paragraph (1)(d) that is withdrawn before it is open to public inspection shall, for the purposes of this section, be deemed never to have been filed.

(B) a person who is entitled to protection under the terms of any treaty or convention relating to patents to which Canada is a party and who has, or whose agent, legal representative or predecessor in title has, previously regularly filed in or for any other country that by treaty, convention or law affords similar protection to citizens of Canada an application for a patent disclosing the subject-matter defined by the claim,

(ii) the filing date of the previously regularly filed application is before the claim date of the pending application,

(iii) the filing date of the co-pending application is within twelve months after the filing date of the previously regularly filed application, and

(iv) the applicant has, in respect of the co-pending application, made a request for priority on the basis of the previously regularly filed application.

(2) An application mentioned in paragraph (1)(c) or a co-pending application mentioned in paragraph (1)(d) that is withdrawn before it is open to public inspection shall, for the purposes of this section, be considered never to have been filed.

28.3 The subject-matter defined by a claim in an application for a patent in Canada must be subject-matter that would not have been obvious on the claim date to a person skilled in the art or science to which it pertains, having regard to

(a) all information disclosed more than one year before the filing date by the applicant, or by a person who obtained knowledge, directly or indirectly, from the applicant, in such a manner that the subject-matter became available to the public in Canada or elsewhere; and

quant l'objet que définit la revendication de la demande visée à l'alinéa (1)a),

(B) a antérieurement déposé de façon régulière, dans un autre pays ou pour un autre pays, ou dont l'agent, le représentant légal ou le prédécesseur en droit l'a fait, une demande de brevet divulguant l'objet que définit la revendication de la demande visée à l'alinéa (1)a), dans le cas où ce pays protège les droits de cette personne par traité ou convention, relatif aux brevets, auquel le Canada est partie, et accorde par traité, convention ou loi une protection similaire aux citoyens du Canada,

(ii) la date de dépôt de la demande déposée antérieurement est antérieure à la date de la revendication de la demande visée à l'alinéa a),

(iii) à la date de dépôt de la demande, il s'est écoulé, depuis la date de dépôt de la demande déposée antérieurement, au plus douze mois,

(iv) cette personne a présenté, à l'égard de sa demande, une demande de priorité fondée sur la demande déposée antérieurement.

(2) Si la demande de brevet visée à l'alinéa (1)c) ou celle visée à l'alinéa (1)d) a été retirée avant d'être devenue accessible au public, elle est réputée, pour l'application des paragraphes (1) ou (2), n'avoir jamais été déposée.

28.3 L'objet que définit la revendication d'une demande de brevet ne doit pas, à la date de la revendication, être évident pour une personne versée dans l'art ou la science dont relève l'objet, eu égard à toute communication :

a) qui a été faite, plus d'un an avant la date de dépôt de la demande, par le demandeur ou un tiers ayant obtenu de lui l'information à cet égard de façon directe ou autrement et qui a rendu l'objet accessible au public au Canada ou ailleurs;

Withdrawal of application

Invention must not be obvious

Retrait de la demande

Objet non évident

<p>2</p> <p>284 (1) Pour l'application des articles 281, 282 et 283, le demandeur de brevet peut présenter une demande de priorité. Les demandes de priorité déposées de façon régulière</p>	<p>(b) all information disclosed before the claim date by a person not mentioned in paragraph (a) in such a manner that the subject-matter became available to the public in Canada or elsewhere.</p>	<p>Priority</p>
<p>10</p> <p>(2) Le demandeur la présente selon les modalités réglementaires. Il doit aussi indiquer le commissaire du nom du pays ou s'il a déposé toute demande de brevet sur laquelle la demande de priorité est fondée, ainsi que la date de dépôt et du numéro de cette demande de brevet.</p>	<p>(2) The request for priority must be made in accordance with the regulations and the applicant must inform the Commissioner of the filing date, country of filing and number of each previously regularly filed application on which the request is based.</p>	<p>Regulations Governing Request</p>
<p>20</p> <p>(3) Il peut, selon les modalités réglementaires, la retirer à l'égard de la demande déposée séparément, dans les cas où la demande de priorité est fondée sur plusieurs demandes. Il peut la retirer à l'égard de toutes celles-ci ou d'une ou de plusieurs d'entre elles.</p>	<p>(3) An applicant may, in accordance with the regulations, withdraw a request for priority, either entirely or with respect to one or more previously regularly filed applications.</p>	<p>Withdrawal of Request</p>
<p>25</p> <p>(4) Dans le cas où plusieurs demandes de brevet ont été déposées séparément dans le même pays ou non :</p> <p>(a) la date de dépôt de la première demande est retenue pour l'application de l'article 281(1b), du sous-alinéa 282(1)(a)(iii) et des alinéas 283(1)(a) et 30(2)(b), selon le cas;</p> <p>(b) la date de dépôt de la première des demandes sur lesquelles la demande de priorité est fondée est retenue pour l'application du paragraphe 281(2), du sous-alinéa 282(1)(a)(ii) et des alinéas 283(1)(a) et 30(2)(b), selon le cas.</p>	<p>(4) Where two or more applications have been previously regularly filed as described in paragraph 281(1)(a), subparagraph 282(1)(a)(i) or paragraph 283(1)(a) or (2)(a), either in the same country or in different countries,</p> <p>(a) paragraph 281(1)(b), subparagraph 282(1)(a)(ii) or paragraph 283(1)(a) or (2)(b), as the case may be, shall be applied using the earliest filing date of the previously regularly filed applications; and</p> <p>(b) subparagraph 281(2), subparagraph 282(1)(a)(ii) or paragraph 283(1)(a) or (2)(b), as the case may be, shall be applied using the earliest filing date of the previously regularly filed applications on the basis of which a request for priority is made.</p>	<p>Multiple previously regularly filed applications</p>
<p>30</p> <p>(5) Pour l'application des articles 281 et 282 et des paragraphes 283(1) et (2), une demande de brevet déposée séparément est réputée ne pas l'avoir été si les conditions mentionnées sont réunies :</p> <p>(a) l'application des articles 281 et 282 et des paragraphes 283(1) et (2), une demande de brevet déposée séparément est réputée ne pas l'avoir été si les conditions mentionnées sont réunies :</p>	<p>(5) A previously regularly filed application mentioned in section 281 or 282 or subsection 283(1) or (2) shall, for the purpose of that section or subsection, be considered not to have been filed if</p>	<p>Withdrawal of previously regularly filed applications</p>

284 (1) Pour l'application des articles 281, 282 et 283, le demandeur de brevet peut présenter une demande de priorité. Les demandes de priorité déposées de façon régulière

(2) Le demandeur la présente selon les modalités réglementaires. Il doit aussi indiquer le commissaire du nom du pays ou s'il a déposé toute demande de brevet sur laquelle la demande de priorité est fondée, ainsi que la date de dépôt et du numéro de cette demande de brevet.

(3) Il peut, selon les modalités réglementaires, la retirer à l'égard de la demande déposée séparément, dans les cas où la demande de priorité est fondée sur plusieurs demandes. Il peut la retirer à l'égard de toutes celles-ci ou d'une ou de plusieurs d'entre elles.

(4) Dans le cas où plusieurs demandes de brevet ont été déposées séparément dans le même pays ou non :

(a) la date de dépôt de la première demande est retenue pour l'application de l'article 281(1b), du sous-alinéa 282(1)(a)(iii) et des alinéas 283(1)(a) et 30(2)(b), selon le cas;

(b) la date de dépôt de la première des demandes sur lesquelles la demande de priorité est fondée est retenue pour l'application du paragraphe 281(2), du sous-alinéa 282(1)(a)(ii) et des alinéas 283(1)(a) et 30(2)(b), selon le cas.

(5) Pour l'application des articles 281 et 282 et des paragraphes 283(1) et (2), une demande de brevet déposée séparément est réputée ne pas l'avoir été si les conditions mentionnées sont réunies :

(b) all information disclosed before the claim date by a person not mentioned in paragraph (a) in such a manner that the subject-matter became available to the public in Canada or elsewhere.

(2) The request for priority must be made in accordance with the regulations and the applicant must inform the Commissioner of the filing date, country of filing and number of each previously regularly filed application on which the request is based.

(3) An applicant may, in accordance with the regulations, withdraw a request for priority, either entirely or with respect to one or more previously regularly filed applications.

(4) Where two or more applications have been previously regularly filed as described in paragraph 281(1)(a), subparagraph 282(1)(a)(i) or paragraph 283(1)(a) or (2)(a), either in the same country or in different countries,

(a) paragraph 281(1)(b), subparagraph 282(1)(a)(ii) or paragraph 283(1)(a) or (2)(b), as the case may be, shall be applied using the earliest filing date of the previously regularly filed applications; and

(b) subparagraph 281(2), subparagraph 282(1)(a)(ii) or paragraph 283(1)(a) or (2)(b), as the case may be, shall be applied using the earliest filing date of the previously regularly filed applications on the basis of which a request for priority is made.

(5) A previously regularly filed application mentioned in section 281 or 282 or subsection 283(1) or (2) shall, for the purpose of that section or subsection, be considered not to have been filed if

Priority

Regulations Governing Request

Withdrawal of Request

Multiple previously regularly filed applications

Withdrawal of previously regularly filed applications

(b) all information disclosed before the claim date by a person not mentioned in paragraph (a) in such a manner that the subject-matter became available to the public in Canada or elsewhere.

Request for priority

28.4 (1) For the purposes of sections 28.1, 28.2 and 78.3, an applicant for a patent in Canada may request priority in respect of the application on the basis of one or more previously regularly filed applications.

Requirements governing request

(2) The request for priority must be made in accordance with the regulations and the applicant must inform the Commissioner of the filing date, country of filing and number of each previously regularly filed application on which the request is based.

Withdrawal of request

(3) An applicant may, in accordance with the regulations, withdraw a request for priority, either entirely or with respect to one or more previously regularly filed applications.

Multiple previously regularly filed applications

(4) Where two or more applications have been previously regularly filed as described in paragraph 28.1(1)(a), subparagraph 28.2(1)(d)(i) or paragraph 78.3(1)(a) or (2)(a), either in the same country or in different countries,

(a) paragraph 28.1(1)(b), subparagraph 28.2(1)(d)(iii) or paragraph 78.3(1)(b) or (2)(b), as the case may be, shall be applied using the earliest filing date of the previously regularly filed applications; and

(b) subsection 28.1(2), subparagraph 28.2(1)(d)(ii) or paragraph 78.3(1)(d) or (2)(d), as the case may be, shall be applied using the earliest filing date of the previously regularly filed applications on the basis of which a request for priority is made.

Withdrawal, etc., of previously regularly filed applications

(5) A previously regularly filed application mentioned in section 28.1 or 28.2 or subsection 78.3(1) or (2) shall, for the purposes of that section or subsection, be considered never to have been filed if

b) qui a été faite par toute autre personne avant la date de la revendication et qui a rendu l'objet accessible au public au Canada ou ailleurs.

5

28.4 (1) Pour l'application des articles 28.1, 28.2 et 78.3, le demandeur de brevet peut présenter une demande de priorité fondée sur une ou plusieurs demandes de brevet antérieurement déposées de façon régulière.

5 Demande de priorité

(2) Le demandeur la présente selon les modalités réglementaires; il doit aussi informer le commissaire du nom du pays où a été déposée toute demande de brevet sur laquelle la demande de priorité est fondée, ainsi que de la date de dépôt et du numéro de cette demande de brevet.

10 Conditions

(3) Il peut, selon les modalités réglementaires, la retirer à l'égard de la demande déposée antérieurement; dans les cas où la demande de priorité est fondée sur plusieurs demandes, il peut la retirer à l'égard de toutes celles-ci ou d'une ou de plusieurs d'entre elles.

Retrait de la demande

(4) Dans le cas où plusieurs demandes de brevet ont été déposées antérieurement dans le même pays ou non :

Plusieurs demandes

a) la date de dépôt de la première demande est retenue pour l'application de l'alinéa 28.1(1)b), du sous-alinéa 28.2(1)d)(iii) et des alinéas 78.3(1)b) et (2)b), selon le cas;

b) la date de dépôt de la première des demandes sur lesquelles la demande de priorité est fondée est retenue pour l'application du paragraphe 28.1(2), du sous-alinéa 28.2(1)d)(ii) et des alinéas 78.3(1)d) et (2)d), selon le cas.

(5) Pour l'application des articles 28.1 et 28.2 et des paragraphes 78.3(1) et (2), une demande de brevet déposée antérieurement est réputée ne pas l'avoir été si les conditions suivantes sont réunies :

Retrait de demandes déposées antérieurement

<p>(d) elle a été déposée plus de douze mois avant la date de dépôt de la demande à l'égard de laquelle une demande de brevet a été présentée;</p>	<p>(v) it was filed more than twelve months before the filing date of (i) the pending application in the case of section 28.1,</p>
<p>(e) à la date de dépôt de toute autre demande de brevet.</p>	<p>(ii) the co-pending application in the case of section 28.1</p>
<p>(f) elle a été considérée abandonnée ou retirée, sans avoir été renouveau pour continuation et sans avoir subi de division.</p>	<p>(iii) the later application, in the case of subsection 28.1(1), or</p> <p>(vi) the earlier application, in the case of subsection 28.2(1); and</p>
<p>(g) elle n'a pas été renouveau pour réexamen une priorité au Canada ou ailleurs.</p>	<p>(b) on the filing date of any other application described in subsection (d), the previously regularly filed application</p>
<p>(h) Au présent article, « autre demande de brevet » entend de la demande de brevet qui a été déposée dans un pays par une personne qui y avait antérieurement déposé de façon régulière une demande de brevet, et qui de quelque façon que décrive la revendication de la demande de brevet à l'égard de laquelle une demande de priorité a été présentée.</p>	<p>(c) has been withdrawn, abandoned or refused without having been opened to public inspection and without leaving any right outstanding, and</p> <p>(ii) has not served as a basis for a request for priority in any country, including Canada.</p>
<p>(i) Le présent article ne s'applique pas à une demande de brevet qui a été déposée dans un pays par une personne qui y avait antérieurement déposé de façon régulière une demande de brevet, et qui de quelque façon que décrive la revendication de la demande de brevet à l'égard de laquelle une demande de priorité a été présentée.</p>	<p>(n) The other application is an application that</p> <p>(a) is filed by the person who filed the previously regularly filed application;</p> <p>(b) is filed in the country where the previously regularly filed application was filed;</p> <p>(c) describes the subject-matter defined by the claim in the application mentioned in paragraph (2)(a).</p>
<p>(j) Le présent article ne s'applique pas à une demande de brevet qui a été déposée dans un pays par une personne qui y avait antérieurement déposé de façon régulière une demande de brevet, et qui de quelque façon que décrive la revendication de la demande de brevet à l'égard de laquelle une demande de priorité a été présentée.</p>	<p>(o) The other application is an application that</p> <p>(a) is filed by the person who filed the previously regularly filed application;</p> <p>(b) is filed in the country where the previously regularly filed application was filed;</p> <p>(c) describes the subject-matter defined by the claim in the application mentioned in paragraph (2)(a).</p>
<p>(k) Le présent article ne s'applique pas à une demande de brevet qui a été déposée dans un pays par une personne qui y avait antérieurement déposé de façon régulière une demande de brevet, et qui de quelque façon que décrive la revendication de la demande de brevet à l'égard de laquelle une demande de priorité a été présentée.</p>	<p>(p) The other application is an application that</p> <p>(a) is filed by the person who filed the previously regularly filed application;</p> <p>(b) is filed in the country where the previously regularly filed application was filed;</p> <p>(c) describes the subject-matter defined by the claim in the application mentioned in paragraph (2)(a).</p>
<p>(l) Le présent article ne s'applique pas à une demande de brevet qui a été déposée dans un pays par une personne qui y avait antérieurement déposé de façon régulière une demande de brevet, et qui de quelque façon que décrive la revendication de la demande de brevet à l'égard de laquelle une demande de priorité a été présentée.</p>	<p>(q) The other application is an application that</p> <p>(a) is filed by the person who filed the previously regularly filed application;</p> <p>(b) is filed in the country where the previously regularly filed application was filed;</p> <p>(c) describes the subject-matter defined by the claim in the application mentioned in paragraph (2)(a).</p>
<p>(m) Le présent article ne s'applique pas à une demande de brevet qui a été déposée dans un pays par une personne qui y avait antérieurement déposé de façon régulière une demande de brevet, et qui de quelque façon que décrive la revendication de la demande de brevet à l'égard de laquelle une demande de priorité a été présentée.</p>	<p>(r) The other application is an application that</p> <p>(a) is filed by the person who filed the previously regularly filed application;</p> <p>(b) is filed in the country where the previously regularly filed application was filed;</p> <p>(c) describes the subject-matter defined by the claim in the application mentioned in paragraph (2)(a).</p>
<p>(n) Le présent article ne s'applique pas à une demande de brevet qui a été déposée dans un pays par une personne qui y avait antérieurement déposé de façon régulière une demande de brevet, et qui de quelque façon que décrive la revendication de la demande de brevet à l'égard de laquelle une demande de priorité a été présentée.</p>	<p>(s) The other application is an application that</p> <p>(a) is filed by the person who filed the previously regularly filed application;</p> <p>(b) is filed in the country where the previously regularly filed application was filed;</p> <p>(c) describes the subject-matter defined by the claim in the application mentioned in paragraph (2)(a).</p>
<p>(o) Le présent article ne s'applique pas à une demande de brevet qui a été déposée dans un pays par une personne qui y avait antérieurement déposé de façon régulière une demande de brevet, et qui de quelque façon que décrive la revendication de la demande de brevet à l'égard de laquelle une demande de priorité a été présentée.</p>	<p>(t) The other application is an application that</p> <p>(a) is filed by the person who filed the previously regularly filed application;</p> <p>(b) is filed in the country where the previously regularly filed application was filed;</p> <p>(c) describes the subject-matter defined by the claim in the application mentioned in paragraph (2)(a).</p>

(a) it was filed more than twelve months before the filing date of

(i) the pending application, in the case of section 28.1,

(ii) the co-pending application, in the case of section 28.2,

(iii) the later application, in the case of subsection 78.3(1), or

(iv) the earlier application, in the case of subsection 78.3(2); and

(b) on the filing date of any other application described in subsection (6), the previously regularly filed application

(i) has been withdrawn, abandoned or refused without having been opened to public inspection and without leaving any rights outstanding, and

(ii) has not served as a basis for a request for priority in any country, including Canada.

(6) The other application is an application that

(a) is filed by the person who filed the previously regularly filed application;

(b) is filed in the country where the previously regularly filed application was filed; and

(c) discloses the subject-matter defined by the claim in the application mentioned in paragraph (5)(a).

34. (1) Subsection 29(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

29. (1) An applicant for a patent who does not appear to reside or carry on business at a specified address in Canada shall, on the filing date of the application, appoint as a representative a person or firm residing or carrying on business at a specified address in Canada.

(2) Subsections 29(3) to (5) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(3) An applicant for a patent or a patentee

a) elle a été déposée plus de douze mois avant la date de dépôt de la demande à l'égard de laquelle une demande de priorité a été présentée;

b) à la date de dépôt de toute autre demande de brevet :

(i) elle a été retirée, abandonnée ou refusée, sans avoir été accessible pour consultation et sans laisser subsister de droits,

(ii) elle n'a pas été invoquée pour réclamer une priorité au Canada ou ailleurs.

(6) Au présent article, « autre demande de brevet » s'entend de la demande de brevet qui a été déposée dans un pays par une personne qui y avait antérieurement déposée de façon régulière une demande de brevet, et qui divulgue l'objet que définit la revendication de la demande de brevet à l'égard de laquelle une demande de priorité a été présentée.

34. (1) Le paragraphe 29(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

29. (1) Le demandeur de brevet qui ne semble pas résider ou faire des opérations à une adresse spécifiée au Canada désigne, à la date de dépôt de sa demande, une personne ou une maison d'affaires résidant ou faisant des opérations à une adresse spécifiée au Canada pour le représenter.

(2) Les paragraphes 29(3) à (5) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(3) Le demandeur de brevet ou le breveté :

Other application

Other application

Non-resident applicants

New representatives

Autre demande de brevet

Demandeur non-résident

Nouveau représentant

10 (4) Après demande du commissaire, le demandeur ou le breveté ne fait aucune nouvelle nomination ou n'indique aucune nouvelle adresse exacte dans les trois mois, la Cour fédérale ou le commissaire peut statuer sur toute procédure existante sous le régime de la présente loi sans exiger la signification, au demandeur ou au breveté, de pièces y afférentes.

15 (5) Aucun droit n'est exigible lors de la nomination d'un nouveau représentant ou de l'indication d'une nouvelle adresse exacte, à moins que cette nomination ou cette indication ne survie à la demande du commissaire. En pareil cas, la taxe représentative est payable.

20 (4) After demand of the Commissioner, the applicant or the patentee does not make any new nomination or indicate any new correct address within three months, the Federal Court or the Commissioner may dispose of any proceedings under this Act without requiring service on the applicant or patentee of any process in the proceedings.

25 (5) No fee is payable on the appointment of a new representative or the supply of a new and correct address, unless that appointment or supply follows a request by the Commissioner under subsection (3) in which case the prescribed fee is payable.

Clause 34: (1) Subsection 29(1) at present reads as follows:

29. (1) Any applicant for patent who does not appear to reside or carry on business at a specified address in Canada shall, at the time of filing his application or within such period thereafter as the Commissioner may allow, nominate as his representative a person or firm residing or carrying on business at a specified address in Canada.

(2) Subsections 29(3) to (5) at present read as follows:

(3) An applicant for patent or a patentee may by written advice to the Commissioner appoint another representative in place of the latest recorded representative, or may advise the Commissioner in writing of a change in the address of the latest recorded representative, and shall so appoint a new representative or supply a new and correct address of the latest

(4) After demand of the Commissioner, the applicant or the patentee does not make any new nomination or indicate any new correct address within three months, the Federal Court or the Commissioner may dispose of any proceedings under this Act without requiring service on the applicant or patentee of any process in the proceedings.

(5) No fee is payable on the appointment of a new representative or the supply of a new and correct address, unless that appointment or supply follows a request by the Commissioner under subsection (3) in which case the prescribed fee is payable.

(4) Where the Commissioner makes a request under paragraph (3)(b) and no new appointment is made or no new and correct address is supplied by the applicant or patentee within three months, the Federal Court or the Commissioner may dispose of any proceedings under this Act without requiring service on the applicant or patentee of any process in the proceedings.

(5) No fee is payable on the appointment of a new representative or the supply of a new and correct address, unless that appointment or supply follows a request by the Commissioner under subsection (3) in which case the prescribed fee is payable.

Article 34, (1). — Texte actuel du paragraphe 29(1) :

29. (1) Tout demandeur de brevet qui ne semble pas résider ou faire des opérations à une adresse spécifiée au Canada désigne, lors du dépôt de sa demande ou dans le délai subséquent autorisé par le commissaire, une personne ou une maison d'affaires résidant ou faisant des opérations à une adresse spécifiée au Canada pour le représenter.

(2). — Texte actuel des paragraphes 29(3) à (5) :

(3) Un demandeur de brevet ou un breveté peut, au moyen d'un avis écrit au commissaire, nommer un autre représentant au lieu du représentant inscrit en dernier lieu, ou peut aviser le commissaire, par écrit, d'un changement d'adresse du représentant inscrit en dernier lieu. Il nomme ainsi un nouveau représentant ou indique une nouvelle adresse exacte du

(a) may, by giving notice to the Commissioner, appoint a new representative in place of the latest recorded representative, or may give notice to the Commissioner of a change in the address of the latest recorded representative; and

(b) shall so appoint a new representative or supply a new and correct address of the latest recorded representative on receipt of a request of the Commissioner stating that the latest recorded representative has died or that a letter addressed to the latest recorded representative at the latest recorded address and sent by ordinary mail has been returned undelivered.

(4) Where the Commissioner makes a request under paragraph (3)(b) and no new appointment is made or no new and correct address is supplied by the applicant or patentee within three months, the Federal Court or the Commissioner may dispose of any proceedings under this Act without requiring service on the applicant or patentee of any process in the proceedings.

(5) No fee is payable on the appointment of a new representative or the supply of a new and correct address, unless that appointment or supply follows a request by the Commissioner under subsection (3), in which case the prescribed fee is payable.

35. Section 30 of the said Act is repealed.

36. Sections 33 and 34 of the said Act are repealed.

37. Subsection 34.1(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

34.1 (1) Any person may file with the Commissioner prior art, consisting of patents, applications for patents open to public inspection and printed publications, that the person believes has a bearing on the patentability of any claim in an application for a patent.

38. Subsections 35(2) to (4) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

a) peut, par avis au commissaire, nommer un nouveau représentant à la place du représentant inscrit en dernier lieu, ou peut l'aviser d'un changement d'adresse de celui-ci;

b) doit nommer un nouveau représentant ou indiquer une nouvelle adresse exacte du représentant inscrit en dernier lieu, sur demande du commissaire mentionnant que le représentant inscrit en dernier lieu est dé-cédé ou qu'une lettre qui lui a été envoyée par courrier ordinaire, à sa dernière adresse inscrite, a été retournée par suite de non-livraison.

(4) Si, après demande du commissaire, le demandeur ou le breveté ne fait aucune nouvelle nomination ou n'indique aucune nouvelle adresse exacte dans les trois mois, la Cour fédérale ou le commissaire peut statuer sur toute procédure exercée sous le régime de la présente loi sans exiger la signification, au demandeur ou au breveté, de pièces y afférentes.

(5) Aucun droit n'est exigible lors de la nomination d'un nouveau représentant ou de l'indication d'une nouvelle adresse exacte, à moins que cette nomination ou cette indication ne suive la demande du commissaire. En pareil cas, la taxe réglementaire est payable.

35. L'article 30 de la même loi est abrogé.

36. Les articles 33 et 34 de la même loi sont abrogés.

37. Le paragraphe 34.1(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

34.1 (1) Une personne peut déposer auprès du commissaire un dossier d'antériorité constitué de brevets, de demandes de brevet accessibles au public et d'imprimés qu'elle croit avoir effet sur la brevetabilité de toute revendication contenue dans une demande de brevet.

38. Les paragraphes 35(2) à (4) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Where no new appointment is made or no new address supplied

When fee payable

1992, c. 1, s. 113

R.S., c. 33 (3rd Suppl.), s. 11

Filing

R.S., c. 33 (3rd Suppl.), s. 12

5

10

15

15

20

25

30

30

35

35

40

40

45

15

15

Défaut de nomination ou d'indication d'adresse

Exigibilité de la taxe

1992, ch. 1, art. 113

L.R., ch. 33 (3e suppl.), art. 11

Dépôt

L.R., ch. 33 (3e suppl.), art. 12

recorded representative on the dispatch by the Commissioner to him of a notice in writing by registered mail that the latest recorded representative has died or that a letter addressed to him at the latest recorded address and sent by ordinary mail has been returned undelivered.

(4) Where, after the dispatch of a notice by the Commissioner under subsection (3), no new appointment is made or no new and correct address is supplied by the applicant or patentee within three months or such further period as the Commissioner may allow, the Federal Court or the Commissioner may dispose of any proceedings under this Act without requiring service on the applicant or patentee of any process therein.

(5) No fee is payable on the appointment of a new representative or the supply of a new and correct address, unless that appointment or supply follows the dispatch of a notice in writing by the Commissioner under subsection (3), in which case a fee as prescribed is payable.

représentant inscrit en dernier lieu sur l'envoi qui lui est fait par le commissaire d'un avis écrit, par courrier recommandé, que le représentant inscrit en dernier lieu est décédé ou qu'une lettre qui lui a été envoyée, par courrier ordinaire, à la dernière adresse inscrite, a été retournée par suite de non-livraison.

(4) Si, après l'envoi par le commissaire de cet avis, le demandeur ou le breveté ne fait aucune nouvelle nomination ou n'indique aucune nouvelle adresse exacte dans les trois mois ou pendant telle période prorogée permise par le commissaire, la Cour fédérale ou le commissaire peut statuer sur toute procédure exercée sous le régime de la présente loi sans exiger la signification, au demandeur ou au breveté, de pièces y afférentes.

(5) Aucun droit n'est exigible lors de la nomination d'un nouveau représentant ou de l'indication d'une nouvelle adresse exacte, à moins que cette nomination ou cette indication ne suive l'envoi de l'avis écrit du commissaire. En pareil cas, la taxe réglementaire est payable.

Clause 35: Section 30 reads as follows:

30. (1) Each application for a patent shall be completed within twelve months after the filing of the application, and in default thereof, or on failure of the applicant to prosecute the application within six months after any examiner, appointed pursuant to section 6, has taken action thereon of which notice has been given to the applicant, the application shall be deemed to have been abandoned.

(2) An abandoned application may be reinstated on petition presented to the Commissioner within twelve months after the date on which it was deemed to have been abandoned, and on payment of the prescribed fee, if the petitioner satisfies the Commissioner that the failure to complete or prosecute the application within the time specified was not reasonably avoidable.

(3) An application reinstated under subsection (2) shall retain its original filing date.

Clause 36: Sections 33 and 34 read as follows:

33. An applicant shall, in his application for a patent, insert the title or name of the invention, and shall, with the application, send in a specification in duplicate of the invention and an additional or third copy of the claim or claims.

34. (1) An applicant shall in the specification of his invention

Article 35. — Texte de l'article 30 :

30. (1) Chaque demande de brevet doit être complétée dans un délai de douze mois à compter du dépôt de la demande, à défaut de quoi, ou sur manquement du demandeur de poursuivre sa demande dans les six mois qui suivent toute action que l'examineur, nommé conformément à l'article 6, a prise concernant la demande et dont avis a été donné au demandeur, une telle demande est tenue pour avoir été abandonnée.

(2) Une demande peut être rétablie sur présentation d'une pétition au commissaire dans un délai de douze mois à compter de la date à laquelle cette demande a été tenue pour abandonnée, et contre paiement de la taxe réglementaire, si le pétitionnaire démontre à la satisfaction du commissaire que le défaut de compléter ou de poursuivre la demande dans le délai spécifié n'était pas raisonnablement évitable.

(3) Une demande ainsi rétablie garde la date de son dépôt original.

Article 36. — Texte des articles 33 et 34 :

33. Le demandeur insère, dans sa demande de brevet, le titre ou nom de l'invention et transmet, avec sa demande, un mémoire descriptif de l'invention en double exemplaire et une copie additionnelle ou troisième copie de la ou des revendications.

34. (1) Dans le mémoire descriptif, le demandeur :

Required examination	<p>(2) The Commissioner may by notice require an applicant for a patent to make a request for examination pursuant to subsection (1) or to pay the prescribed fee within the time specified in the notice, but the specified time may not exceed the time provided by the regulations for making the request and paying the fee.</p>	<p>(2) Le commissaire peut, par avis, exiger que le demandeur d'un brevet fasse la requête d'examen visée au paragraphe (1) ou paie la taxe réglementaire dans le délai mentionné dans l'avis, qui ne peut être plus long que celui déterminé pour le paiement de la taxe.</p>	Examen requis
	<p>39. Subsections 36(2) to (4) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:</p>	<p>39. Les paragraphes 36(2) à (4) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :</p>	
Limitation of claims by applicant	<p>(2) Where an application (the "original application") describes more than one invention, the applicant may limit the claims to one invention only, and any other invention disclosed may be made the subject of a divisional application, if the divisional application is filed before the issue of a patent on the original application.</p>	<p>(2) Si une demande décrit plus d'une invention, le demandeur peut restreindre ses revendications à une seule invention, toute autre invention divulguée pouvant faire l'objet d'une demande complémentaire, si celle-ci est déposée avant la délivrance d'un brevet sur la demande originale.</p>	Demandes complémentaires
Limitation of claims on direction of Commissioner	<p>(2.1) Where an application (the "original application") describes and claims more than one invention, the applicant shall, on the direction of the Commissioner, limit the claims to one invention only, and any other invention disclosed may be made the subject of a divisional application, if the divisional application is filed before the issue of a patent on the original application.</p>	<p>(2.1) Si une demande décrit et revendique plus d'une invention, le demandeur doit, selon les instructions du commissaire, restreindre ses revendications à une seule invention, toute autre invention divulguée pouvant faire l'objet d'une demande complémentaire, si celle-ci est déposée avant la délivrance d'un brevet sur la demande originale.</p>	Idem
Original application abandoned	<p>(3) If an original application mentioned in subsection (2) or (2.1) becomes abandoned, the time for filing a divisional application terminates with the expiration of the time for reinstating the original application under this Act.</p>	<p>(3) Si la demande originale a été abandonnée, le délai pour le dépôt d'une demande complémentaire se termine à l'expiration du délai fixé pour le rétablissement de la demande originale aux termes de la présente loi.</p>	Abandon de la demande originale
Separate applications	<p>(4) A divisional application shall be deemed to be a separate and distinct application under this Act, to which its provisions apply as fully as may be, and separate fees shall be paid on the divisional application and it shall have the same filing date as the original application.</p>	<p>(4) Une demande complémentaire est considérée comme une demande distincte à laquelle la présente loi s'applique aussi complètement que possible. Des taxes distinctes sont acquittées pour la demande complémentaire, et sa date de dépôt est celle de la demande originale.</p>	Demandes distinctes
	<p>40. The heading preceding section 37 and section 37 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:</p>	<p>40. L'article 37 de la même loi et l'intertitre qui le précède sont abrogés et remplacés par ce qui suit :</p>	
	<p style="text-align: center;">DRAWINGS, MODELS AND BIOLOGICAL MATERIALS</p>	<p style="text-align: center;">DESSINS, MODÈLES ET MATIÈRES BIOLOGIQUES</p>	
Drawings	<p>37. (1) In the case of a machine, or in any other case in which an invention admits of</p>	<p>37. (1) Dans le cas d'une machine ou dans tout autre cas où, pour l'intelligence de l'in-</p>	Dessins

(a) correctly and fully describe the invention and its operation or use as contemplated by the inventor;

(b) set out clearly the various steps in a process, or the method of constructing, making, compounding or using a machine, manufacture or composition of matter, in such full, clear, concise and exact terms as to enable any person skilled in the art or science to which it appertains, or with which it is most closely connected, to make, construct, compound or use it;

(c) in the case of a machine, explain the principle thereof and the best mode in which he has contemplated the application of that principle;

(d) in the case of a process, explain the necessary sequence, if any, of the various steps, so as to distinguish the invention from other inventions; and

(e) particularly indicate and distinctly claim the part, improvement or combination that he claims as his invention.

(2) The specification referred to in subsection (1) shall end with a claim or claims stating distinctly and in explicit terms the things or combinations that the applicant regards as new and in which he claims an exclusive property or privilege.

Clause 37: Subsection 34.1(1) at present reads as follows:

34.1 (1) Any person may file with the Commissioner prior art consisting of patents and printed publications that the person believes has a bearing on the patentability of any claim in an application for a patent.

Clause 38: Subsections 35(2) to (4) at present read as follows:

(2) Subject to subsection (3), an application for a patent shall be deemed to have been abandoned if a request for examination pursuant to subsection (1) is not made or the prescribed fee is not paid within such period as may be prescribed.

(3) The Commissioner may by written notice require an applicant for a patent to make a request for examination pursuant to subsection (1) or to pay the prescribed fee within such period as may be specified in the notice, not exceeding the period prescribed under subsection (2), and if the applicant fails to comply with the notice the application for the patent shall be deemed to have been abandoned.

(4) An application deemed to have been abandoned under this section may be reinstated on petition by the applicant presented to the Commissioner within such period as may be prescribed and on payment of a prescribed fee and an application so reinstated shall retain its original filing date and priority date, if any.

Clause 39: Subsections 36(2) to (4) at present read as follows:

(2) Where an application describes and claims more than one invention, the applicant may, and on the direction of the Commissioner to that effect shall, limit his claims to one invention only, and the invention or inventions defined in the other claims may be made the subject of one or more divisional applications, if those divisional applications are filed before the issue of a patent on the original application.

a) décrit d'une façon exacte et complète l'invention et son application ou exploitation, telles que les a conçues l'inventeur;

b) expose clairement les diverses phases d'un procédé, ou le mode de construction, de confection, de composition ou d'utilisation d'une machine, d'un objet manufacturé ou d'un composé de matières, dans des termes complets, clairs, concis et exacts qui permettent à toute personne versée dans l'art ou la science dont relève l'invention, ou dans l'art ou la science qui s'en rapproche le plus, de confectionner, construire, composer ou utiliser l'objet de l'invention;

c) s'il s'agit d'une machine, en explique le principe et la meilleure manière dont il a conçu l'application de ce principe;

d) s'il s'agit d'un procédé, explique la suite nécessaire, le cas échéant, des diverses phases du procédé, de façon à distinguer l'invention d'autres inventions.

(2) Le mémoire descriptif se termine par une ou plusieurs revendications exposant distinctement et en termes explicites les choses ou combinaisons que le demandeur considère comme nouvelles et dont il revendique la propriété ou le privilège exclusif.

Article 37. — Texte actuel du paragraphe 34.1(1) :

34.1 (1) Une personne peut déposer chez le commissaire un dossier d'antériorité constitué de brevets et d'imprimés qu'elle croit avoir effet sur la brevetabilité de toute revendication contenue dans une demande de brevet.

Article 38. — Texte actuel des paragraphes 35(2) à (4) :

(2) La demande de brevet est réputée abandonnée si, dans le délai réglementaire, une requête d'examen n'est pas déposée ou si la taxe réglementaire n'a pas été acquittée.

(3) Le commissaire peut, par avis écrit, exiger que le demandeur d'un brevet fasse la requête d'examen ou paie les taxes réglementaires. Peut être indiqué à l'avis le délai, qui ne peut excéder celui visé au paragraphe (2), pour s'y conformer, à défaut de quoi, la demande de brevet est réputée abandonnée.

(4) La présomption d'abandon est annulée sur dépôt au commissaire par le demandeur d'une requête à cet effet dans le délai réglementaire et paiement de la taxe réglementaire.

Article 39. — Texte actuel des paragraphes 36(2) à (4) :

(2) Si une demande décrit et revendique plus d'une invention, le demandeur peut et, selon les instructions du commissaire à cet égard, doit restreindre ses revendications à une seule invention. L'invention ou les inventions définies dans les autres revendications peuvent faire le sujet d'une ou de plusieurs demandes complémentaires, si ces demandes complémentaires sont déposées avant la délivrance d'un brevet sur la demande originale.

illustration by means of drawings, the applicant shall, as part of the application, furnish drawings of the invention that clearly show all parts of the invention.

Particulars

(2) Each drawing must include references corresponding with the specification, and the Commissioner may require further drawings or dispense with any of them as the Commissioner sees fit.

41. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 38 thereof, the following sections:

Biological material may be deposited

38.1 (1) Where a specification refers to a deposit of biological material and the deposit is in accordance with the regulations, the deposit shall be considered part of the specification and, to the extent that subsection 27(3) cannot otherwise reasonably be complied with, the deposit shall be taken into consideration in determining whether the specification complies with that subsection.

Deposit not required

(2) For greater certainty, a reference to a deposit of biological material in a specification does not create a presumption that the deposit is required for the purpose of complying with subsection 27(3).

AMENDMENTS TO SPECIFICATIONS AND DRAWINGS

Amendments to specifications and drawings

38.2 (1) Subject to subsections (2) and (3) and the regulations, the specification and any drawings furnished as part of an application for a patent in Canada may be amended before the patent is issued.

Restriction on amendments to specifications

(2) The specification may not be amended to describe matter not reasonably to be inferred from the specification or drawings as originally filed, except in so far as it is admitted in the specification that the matter is prior art with respect to the application.

Restriction on amendments to drawings

(3) Drawings may not be amended to add matter not reasonably to be inferred from the specification or drawings as originally filed, except in so far as it is admitted in the specification that the matter is prior art with respect to the application.

vention, il peut être fait usage de dessins, le demandeur fournit, avec sa demande, des dessins représentant clairement toutes les parties de l'invention.

(2) Chaque dessin comporte les renvois correspondant au mémoire descriptif. Le commissaire peut, à son appréciation, exiger de nouveaux dessins ou en dispenser.

5 Précisions

41. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 38, de ce qui suit :

10

38.1 (1) Lorsque le mémoire descriptif mentionne le dépôt d'un échantillon de matières biologiques et que ce dépôt est fait conformément aux règlements, l'échantillon est réputé faire partie du mémoire, et il en est tenu compte, dans la mesure où les conditions visées au paragraphe 27(3) ne peuvent être autrement remplies, pour la détermination de la conformité du mémoire à ce paragraphe.

Matières biologiques

15

20

(2) Il est entendu que pareille mention n'a pas pour effet de faire du dépôt de l'échantillon une condition à remplir aux termes du paragraphe 27(3).

Absence de présomption

MODIFICATION DU MÉMOIRE DESCRIPTIF ET DES DESSINS

38.2 (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3) et des règlements, le mémoire descriptif et les dessins faisant partie de la demande de brevet peuvent être modifiés avant la délivrance du brevet.

25 Modification du mémoire descriptif et des dessins

(2) Le mémoire descriptif ne peut être modifié pour décrire des éléments qui ne peuvent raisonnablement s'inférer de celui-ci ou des dessins faisant partie de la demande, sauf dans la mesure où il est mentionné dans le mémoire qu'il s'agit d'une invention ou découverte antérieure.

30 Limite

(3) Les dessins ne peuvent être modifiés pour y ajouter des éléments qui ne peuvent raisonnablement s'inférer de ceux-ci ou du mémoire descriptif faisant partie de la demande, sauf dans la mesure où il est mentionné dans le mémoire qu'il s'agit d'une invention ou découverte antérieure.

Idem

40

(3) If the original application becomes abandoned or forfeited, the time for filing divisional applications terminates with the expiration of the time for reinstating and reviving the original application under this Act or the rules made thereunder.

(4) The divisional applications referred to in subsection (2) shall be deemed to be separate and distinct applications under this Act, to which the provisions thereof apply as fully as may be, and separate fees shall be paid on each of those applications and they shall bear the filing date of the original application.

Clause 40: The heading preceding section 37 and section 37 at present read as follows:

DRAWINGS AND MODELS

37. (1) In the case of a machine, or in any other case in which an invention admits of illustration by means of drawings, the applicant shall with his application send in drawings in duplicate, showing clearly all parts of the invention.

(2) Each drawing shall bear the signature of the inventor, of the applicant or of the attorney of the inventor or applicant, and shall have written references corresponding with the specification, but the Commissioner may require further drawings or dispense with any of them as he sees fit.

(3) One duplicate of the specification and of the drawings, if there are drawings, shall be annexed to the patent, of which it shall form an essential part, and the other duplicate shall remain deposited in the Patent Office.

(4) The Commissioner may, in his discretion, dispense with the duplicate specification and drawing and the third copy of the claim or claims, and in lieu thereof cause copies of the specification and drawing, in print or otherwise, to be attached to the patent, of which they shall form an essential part.

Clause 41: New.

(3) Si la demande originale a été abandonnée ou si elle est déchuée, le délai pour le dépôt des demandes complémentaires se termine à l'expiration du délai fixé pour le rétablissement et la remise en vigueur de la demande originale aux termes de la présente loi ou des règles établies sous son autorité.

(4) Ces demandes complémentaires sont considérées comme des demandes séparées et distinctes aux termes de la présente loi, auxquelles celle-ci s'applique aussi complètement que possible. Des taxes séparées sont acquittées pour chacune de ces demandes, lesquelles portent la date de dépôt de la demande originale.

Article 40. — Texte actuel de l'article 37 et de l'inter-titre qui le précède :

DESSINS ET MODELES

37. (1) Dans le cas d'une machine ou dans tout autre cas où, pour l'intelligence de l'invention, il peut être fait usage de dessins, le demandeur fournit aussi en double exemplaire, avec sa demande, des dessins représentant clairement toutes les parties de l'invention.

(2) Chaque dessin porte la signature de l'inventeur, ou celle du demandeur ou du procureur de l'inventeur ou du demandeur, avec renvois écrits correspondant au mémoire descriptif. Le commissaire peut, soit exiger de nouveaux dessins, soit en dispenser, selon qu'il le juge à propos.

(3) Un exemplaire du mémoire descriptif et des dessins, le cas échéant, est joint au brevet dont il est partie essentielle, et l'autre exemplaire reste en dépôt au Bureau des brevets.

(4) Le commissaire peut, à sa discrétion, dispenser de fournir le double exemplaire du mémoire descriptif et des dessins et le troisième exemplaire de la ou des revendications, et il peut, au lieu de ceux-ci, faire annexer des exemplaires imprimés ou autres du mémoire descriptif et des dessins au brevet dont ils deviennent partie essentielle.

Article 41. — Nouveau.

R.S., c. 33 (3rd Suppl.), s. 16

42. Sections 43 to 45 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

42. Les articles 43 à 45 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 33 (3^e suppl.), art. 16

Form and duration of patents

43. (1) Subject to section 46, every patent granted under this Act shall be issued under the seal of the Patent Office, and shall bear on its face the filing date of the application for the patent, the date on which the application became open to public inspection under section 10, the date on which the patent is granted and issued and any prescribed information.

43. (1) Sous réserve de l'article 46, le brevet accordé sous le régime de la présente loi est délivré sous le sceau du Bureau des brevets. Il mentionne la date de dépôt de la demande, celle à laquelle elle est devenue accessible au public sous le régime de l'article 10, celle à laquelle il a été accordé et délivré ainsi que tout renseignement réglementaire.

Délivrance

Validity of patent

(2) After the patent is issued, it shall, in the absence of any evidence to the contrary, be valid and avail the patentee and the legal representatives of the patentee for the term mentioned in section 44 or 45, whichever is applicable.

(2) Une fois délivré le brevet, est, sauf preuve contraire, valide et acquis au breveté ou à ses représentants légaux pour la période mentionnée aux articles 44 ou 45.

Validité

Term of patents based on applications filed on or after October 1, 1989

44. Subject to section 46, where an application for a patent is filed under this Act on or after October 1, 1989, the term limited for the duration of the patent is twenty years from the filing date.

44. Sous réserve de l'article 46, la durée du brevet délivré sur une demande déposée le 1^{er} octobre 1989 ou par la suite est limitée à vingt ans à compter de la date de dépôt de cette demande.

Durée du brevet

Term of patents based on applications filed before October 1, 1989

45. Subject to section 46, the term limited for the duration of every patent issued under this Act on the basis of an application filed before October 1, 1989 is seventeen years from the date on which the patent is issued.

45. Sous réserve de l'article 46, la durée du brevet délivré sur une demande déposée avant le 1^{er} octobre 1989 est limitée à dix-sept ans à compter de la date à laquelle il est délivré.

Idem

R.S., c. 33 (3rd Suppl.), s. 16

43. Subsection 46(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

43. Le paragraphe 46(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 33 (3^e suppl.), art. 16

Lapse of term if maintenance fees not paid

(2) Where the fees payable under subsection (1) are not paid within the time provided by the regulations, the term limited for the duration of the patent shall be deemed to have expired at the end of that time.

(2) En cas de non-paiement dans le délai réglementaire des taxes réglementaires, le brevet est périmé.

Péremption

Form and attestation of disclaimer

44. Subsections 48(2) and (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

44. Les paragraphes 48(2) et (3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(2) A disclaimer shall be filed in the prescribed form and manner.

(2) L'acte de renonciation est déposé selon les modalités réglementaires, notamment de forme.

Forme et attestation de la renonciation

R.S., c. 33 (3rd Suppl.), s. 18

45. Subsection 48.1(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

45. Le paragraphe 48.1(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 33 (3^e suppl.), art. 18

Request for re-examination

48.1 (1) Any person may request a re-examination of any claim of a patent by filing

48.1 (1) Chacun peut demander le réexamen de toute revendication d'un brevet sur 40

Demande

Clause 42: Sections 43 to 45 at present read as follows:

43. Subject to section 46, every patent granted under this Act shall be issued under the signature of the Commissioner and the seal of the Patent Office, shall bear on its face the date of the filing of the application for the patent, the date on which the application became open to the inspection of the public under section 10 and the date on which the patent is granted and issued and it shall thereafter, in the absence of any evidence to the contrary, be valid and avail the grantee and the legal representatives of the grantee for the term mentioned in section 44 or 45, whichever is applicable.

44. Subject to section 46, the term limited for the duration of every patent issued by the Patent Office under this Act the application for which patent is filed after the coming into force of this section shall be twenty years from the date of the filing of the application in Canada.

45. Subject to section 46, the term limited for the duration of every patent issued by the Patent Office under this Act the application for which patent is filed before the coming into force of this section shall be seventeen years from the date on which the patent is issued.

Clause 43: Subsection 46(2) at present reads as follows:

(2) Where the fees payable by a patentee in respect of a period prescribed for the purposes of subsection (1) are not paid before the expiration of that period, the term limited for the duration of the patent shall be deemed to have lapsed on the expiration of such further period as may be prescribed.

Clause 44: Subsections 48(2) and (3) at present read as follows:

(2) The disclaimer referred to in subsection (1) shall be in writing, and in duplicate, and shall be attested by one or more witnesses.

(3) One copy of a disclaimer shall be filed and recorded in the office of the Commissioner and the other shall be attached to the patent and made a part thereof by reference and the disclaimer shall thereafter be deemed to be part of the original specification.

Article 42. — Texte actuel des articles 43 à 45 :

43. Sous réserve de l'article 46, le brevet accordé sous le régime de la présente loi est délivré sous la signature du commissaire et le sceau du Bureau des brevets. Il mentionne la date de la demande, celle à laquelle elle est devenue accessible sous le régime de l'article 10, ainsi que celle à laquelle il a été accordé et délivré. Il est par la suite, sauf preuve contraire, valide et acquis au breveté ou à ses représentants légaux pour la période mentionnée aux articles 44 ou 45.

44. Sous réserve de l'article 46, la durée de tout brevet délivré par le Bureau des brevets conformément à la présente loi est limitée à vingt ans à compter de la date du dépôt de la demande au Canada, si celle-ci est postérieure à l'entrée en vigueur du présent article.

45. Sous réserve de l'article 46, la durée du brevet délivré par le Bureau des brevets conformément à la présente loi et pour lequel la demande a été déposée avant l'entrée en vigueur du présent article est de dix-sept ans à compter de la date à laquelle il est délivré.

Article 43. — Texte actuel du paragraphe 46(2) :

(2) En cas de non-paiement dans le délai réglementaire des taxes réglementaires, le brevet est périmé à l'expiration du délai supplémentaire réglementaire.

Article 44. — Texte actuel des paragraphes 48(2) et (3) :

(2) L'acte de renonciation se fait par écrit, en double exemplaire, et est attesté par un ou plusieurs témoins.

(3) Un exemplaire de l'acte de renonciation est déposé et conservé au bureau du commissaire, et l'autre exemplaire est joint au brevet et y est incorporé au moyen d'un renvoi. La renonciation est, par la suite, réputée faire partie du mémoire descriptif original.

with the Commissioner prior art, consisting of patents, applications for patents open to public inspection and printed publications, and by paying a prescribed fee.

R.S., c. 33 (3rd Suppl.), s. 18

46. (1) Subsection 48.2(2) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Décision

(2) Dans les trois mois suivant sa constitution, le conseil décide si la demande soulève un nouveau point de fond vis-à-vis de la brevetabilité des revendications du brevet en cause.

R.S., c. 33 (3rd Suppl.), s. 18

(2) Subsection 48.2(5) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Réponse

(5) Dans les trois mois suivant la date de l'avis, le titulaire en cause peut expédier au conseil une réponse exposant ses observations sur la brevetabilité des revendications du brevet visé par l'avis.

R.S., c. 33 (3rd Suppl.), s. 18

47. Section 48.4 of the said Act is amended by adding thereto the following subsection:

Appeals

(4) Subsection (3) does not apply until the time for taking an appeal has expired under subsection 48.5(2) and, if an appeal is taken, subsection (3) applies only to the extent provided in the final judgment on the appeal.

R.S., c. 33 (3rd Suppl.), s. 21

48. Section 55 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Liability for patent infringement

55. (1) A person who infringes a patent is liable to the patentee and to all persons claiming under the patentee for all damage sustained by the patentee or by any such person, after the grant of the patent, by reason of the infringement.

Liability damage before patent is granted

(2) A person is liable to pay reasonable compensation to a patentee and to all persons claiming under the patentee for any damage sustained by the patentee or by any of those persons by reason of any act on the part of that person, after the application for the patent became open to public inspection under section 10 and before the grant of the patent, that would have constituted an infringement of the patent if the patent had been granted

dépôt, auprès du commissaire, d'un dossier d'antériorité constitué de brevets, de demandes de brevet accessibles au public et d'imprimés et sur paiement des taxes réglementaires.

46. (1) Le paragraphe 48.2(2) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Dans les trois mois suivant sa constitution, le conseil décide si la demande soulève un nouveau point de fond vis-à-vis de la brevetabilité des revendications du brevet en cause.

(2) Le paragraphe 48.2(5) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(5) Dans les trois mois suivant la date de l'avis, le titulaire en cause peut expédier au conseil une réponse exposant ses observations sur la brevetabilité des revendications du brevet visé par l'avis.

47. L'article 48.4 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

(4) Le paragraphe (3) ne s'applique qu'à compter de l'expiration du délai visé au paragraphe 48.5(2). S'il y a appel, il ne s'applique que dans la mesure prévue par le jugement définitif rendu en l'espèce.

48. L'article 55 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

55. (1) Quiconque contrefait un brevet est responsable envers le breveté et toute personne se réclamant de celui-ci du dommage que cette contrefaçon leur a fait subir après l'octroi du brevet.

(2) Est responsable envers le breveté et toute personne se réclamant de celui-ci, à concurrence d'une indemnité raisonnable, quiconque accomplit un acte leur faisant subir un dommage entre la date à laquelle la demande de brevet est devenue accessible au public sous le régime de l'article 10 et l'octroi du brevet, dans le cas où cet acte aurait constitué une contrefaçon si le brevet avait été

5

L.R., ch. 33 (3^e suppl.), art. 18

Décision

10

L.R., ch. 33 (3^e suppl.), art. 18

15

Réponse

20

L.R., ch. 33 (3^e suppl.), art. 18

Appel

25

L.R., ch. 33 (3^e suppl.), art. 21

30

Contrefaçon et recours

35

Indemnité raisonnable

40

45

Clause 45: Subsection 48.1(1) at present reads as follows:

48.1 (1) Any person may request a re-examination of any claim of a patent by filing with the Commissioner prior art consisting of patents and printed publications and by paying a prescribed fee.

Clause 46: (1) Subsection 48.2(2) of the French version at present reads as follows:

(2) Dans les trois mois suivant sa constitution, le conseil décide si la demande soulève quelque point de fond vis-à-vis la brevetabilité des revendications du brevet en cause.

(2) Subsection 48.2(5) of the French version at present reads as follows:

(5) Dans les trois mois suivant la réception de l'avis, le titulaire en cause peut expédier au conseil une réponse exposant ses observations sur la brevetabilité des revendications du brevet visé par l'avis.

Clause 47: New.

Clause 48: Section 55 at present reads as follows:

55. (1) Any person who infringes a patent is

(a) liable to the patentee and to all persons claiming under the patentee for all damages sustained by the patentee or by any such person, after the grant of the patent, by reason of the infringement; and

(b) liable to pay reasonable compensation to the patentee and to all persons claiming under the patentee for any damages sustained by the patentee or by any such person by reason of any act on his part, after the application for the patent became open to the inspection of the public under section 10 and before the grant of the patent, that would have constituted an infringement of the patent if the patent had been granted on the day the application became open to the inspection of the public under that section.

(2) Unless otherwise expressly provided, the patentee shall be or be made a party to any action for the recovery of damages referred to in subsection (1).

Article 45. — Texte actuel du paragraphe 48.1(1) :

48.1 (1) Chacun peut demander le réexamen de toute revendication d'un brevet sur dépôt, auprès du commissaire, d'un dossier d'antériorité constitué de brevets et d'imprimés et sur paiement des taxes réglementaires.

Article 46, (1). — Texte actuel du paragraphe 48.2(2) de la version française :

(2) Dans les trois mois suivant sa constitution, le conseil décide si la demande soulève quelque point de fond vis-à-vis la brevetabilité des revendications du brevet en cause.

(2). — Texte actuel du paragraphe 48.2(5) de la version française :

(5) Dans les trois mois suivant la réception de l'avis, le titulaire en cause peut expédier au conseil une réponse exposant ses observations sur la brevetabilité des revendications du brevet visé par l'avis.

Article 47. — Nouveau.

Article 48. — Texte actuel de l'article 55 :

55. (1) Quiconque contrefait un brevet est responsable envers le breveté et toute personne se réclamant de celui-ci de tous dommages-intérêts que cette contrefaçon a fait subir à ces personnes après l'octroi du brevet. Il est également responsable envers ceux-ci, à concurrence d'une indemnité raisonnable, des dommages-intérêts qu'un acte de sa part leur a fait subir entre la date à laquelle la demande de brevet est devenue accessible sous le régime de l'article 10 et l'octroi du brevet, dans le cas où cet acte aurait constitué une contrefaçon si le brevet avait été accordé à la date où cette demande est ainsi devenue accessible.

(2) Sauf disposition expressément contraire, le breveté est, ou est constitué, partie à toute action en recouvrement des dommages-intérêts en l'espèce.

	<p>on the day the application became open to public inspection under that section.</p>	<p>octroyé à la date où cette demande est ainsi devenue accessible.</p>	
<p>Patentee to be a party</p>	<p>(3) Unless otherwise expressly provided, the patentee shall be or be made a party to any proceeding under subsection (1) or (2).</p>	<p>(3) Sauf disposition expresse contraire, le breveté est, ou est constitué, partie à tout recours fondé sur les paragraphes (1) ou (2).</p>	<p>Partie à l'action 5</p>
<p>Deemed action for infringement</p>	<p>(4) For the purposes of this section and sections 54 and 55.01 to 59, any proceeding under subsection (2) is deemed to be an action for the infringement of a patent and the act on which that proceeding is based is deemed to be an act of infringement of the patent.</p>	<p>(4) Pour l'application des autres dispositions du présent article et des articles 54 et 55.01 à 59, le recours visé au paragraphe (2) est réputé être une action en contrefaçon et l'acte sur lequel il se fonde est réputé être un acte de contrefaçon.</p>	<p>Assimilation à une action en contrefaçon 10</p>
<p>Limitation</p>	<p>55.01 No remedy may be awarded for an act of infringement committed more than six years before the commencement of the action for infringement.</p>	<p>55.01 Tout recours visant un acte de contrefaçon se prescrit à compter de six ans de la commission de celui-ci.</p>	<p>Prescription 15</p>
	<p>49. Section 62 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:</p>	<p>49. L'article 62 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p>	<p>15</p>
<p>Judgment voiding patent</p>	<p>62. A certificate of a judgment voiding in whole or in part any patent shall, at the request of any person filing it to make it a record in the Patent Office, be registered in the Patent Office, and the patent, or such part as is voided, shall thereupon be and be held to have been void and of no effect, unless the judgment is reversed on appeal as provided in section 63.</p>	<p>62. Le certificat d'un jugement annulant totalement ou partiellement un brevet est, à la requête de quiconque en fait la production pour que ce certificat soit déposé au Bureau des brevets, enregistré à ce bureau. Le brevet ou telle partie du brevet qui a été ainsi annulé devient alors nul et de nul effet et est tenu pour tel, à moins que le jugement ne soit infirmé en appel en vertu de l'article 63.</p>	<p>Jugement qui annule un brevet 20</p>
	<p>50. All that portion of subsection 64(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:</p>	<p>50. Le passage du paragraphe 64(1) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p>	<p>25</p>
<p>Information relating to patents</p>	<p>64. (1) The Commissioner may, at any time, by giving notice to the patentee of any patent specified by the Commissioner, or to the patentee's registered representative in Canada, and to every person who has a registered interest in the patent, require every person to whom notice has been given to transmit and deliver to the Commissioner within sixty days after the date of the notice a return stating</p>	<p>64. (1) Le commissaire peut, par avis au titulaire d'un brevet déterminé par lui, ou à son représentant enregistré au Canada, ainsi qu'à toute personne possédant dans un tel brevet un intérêt enregistré, enjoindre au breveté et à ces personnes, à l'égard de ce brevet déterminé, de lui transmettre et remettre, dans un délai de soixante jours suivant la date de pareil avis, un rapport déclarant :</p>	<p>Renseignements relatifs aux brevets 30</p>
	<p>51. Subsection 65(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:</p>	<p>51. Le paragraphe 65(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p>	<p>35</p>
<p>Exception</p>	<p>(3) If an application is filed with the Commissioner on the ground described in paragraph (2)(a) and the Commissioner is of the opinion that the time that has elapsed since</p>	<p>(3) Si une requête est déposée auprès du commissaire au titre de l'alinéa (2)a) et que celui-ci est d'avis que la période qui s'est écoulée depuis la concession du brevet n'a</p>	<p>Exception 40</p>

pas été suffisante, en raison de la nature de l'invention ou pour toute autre considération, pour permettre l'exploitation de l'invention sur une échelle commerciale au Canada, il peut rendre une ordonnance sursoyant la requête durant la période qu'il juge suffisante à cette fin.

The grant of the patent has by reason of the nature of the invention or for any other cause been insufficient to enable the invention to be worked within Canada on a commercial scale, the Commissioner may make an order adjourning the application for such period as will in the Commissioner's opinion be sufficient for that purpose.

62. A certificate of a judgment voiding in whole or in part any patent shall, at the request of any person filing it to make it of record in the Patent Office, be entered on the margin of the enrolment of the patent in the Patent Office, and the patent or such part thereof as is so voided shall thereupon be and be held to have been void and of no effect, unless the judgment is reversed on appeal as provided in section 63.

62. Le certificat d'un jugement annulant totalement ou partiellement un brevet est, à la requête de quiconque en fait la production pour que ce certificat soit déposé au Bureau des brevets, consigné en marge de l'inscription du brevet à ce Bureau. Le brevet ou telle partie du brevet qui a été ainsi annulé devient alors nul et de nul effet et est tenu pour tel, à moins que le jugement ne soit infirmé en appel en vertu de l'article 63.

Clause 49: Section 62 at present reads as follows:

Article 49. — Texte actuel de l'article 62 :

62. A certificate of a judgment voiding in whole or in part any patent shall, at the request of any person filing it to make it of record in the Patent Office, be entered on the margin of the enrolment of the patent in the Patent Office, and the patent or such part thereof as is so voided shall thereupon be and be held to have been void and of no effect, unless the judgment is reversed on appeal as provided in section 63.

62. Le certificat d'un jugement annulant totalement ou partiellement un brevet est, à la requête de quiconque en fait la production pour que ce certificat soit déposé au Bureau des brevets, consigné en marge de l'inscription du brevet à ce Bureau. Le brevet ou telle partie du brevet qui a été ainsi annulé devient alors nul et de nul effet et est tenu pour tel, à moins que le jugement ne soit infirmé en appel en vertu de l'article 63.

Clause 50: The relevant portion of subsection 64(1) at present reads as follows:

Article 50. — Texte actuel du passage visé du paragraphe 64(1) :

64. (1) The Commissioner may, at any time, by notice in writing addressed to the patentee of any patent specified by him, or to his registered representative in Canada, and to every person who has a registered interest in the patent, require the patentee and every such person to transmit and deliver to the Commissioner within sixty days from the date of the notice, or within such further time as the Commissioner may allow, a return stating

64. (1) Le commissaire peut, par avis écrit adressé au titulaire d'un brevet déterminé par lui, ou à son représentant enregistré au Canada, ainsi qu'à toute personne possédant dans un tel brevet un intérêt enregistré, enjoindre au breveté et à ces personnes, à l'égard de ce brevet déterminé, de transmettre et remettre au commissaire, dans un délai de soixante jours de la date de pareil avis, ou dans un délai prolongé accordé par le commissaire, un rapport déclarant :

Clause 51: Subsection 65(3) at present reads as follows:

Article 51. — Texte actuel du paragraphe 65(3) :

(3) If an application is presented to the Commissioner on the ground described in paragraph (2)(a) and the Commissioner is of opinion that the time that has elapsed since the grant of the patent has by reason of the nature of the invention or for any other cause been insufficient to enable the invention to be worked within Canada on a commercial scale, the Commissioner may make an order adjourning the application for such period as will in his opinion be sufficient for that purpose.

(3) Si une requête est présentée au commissaire au titre de l'alinéa (2)a) et que celui-ci est d'avis que la période qui s'est écoulée depuis la concession du brevet n'a pas été suffisante, en raison de la nature de l'invention ou pour toute autre considération, pour permettre l'exploitation de l'invention sur une échelle commerciale au Canada, il peut rendre une ordonnance sursoyant la requête durant la période qu'il juge suffisante à cette fin.

the grant of the patent has by reason of the nature of the invention or for any other cause been insufficient to enable the invention to be worked within Canada on a commercial scale, the Commissioner may make an order adjourning the application for such period as will in the Commissioner's opinion be sufficient for that purpose.

pas été suffisante, en raison de la nature de l'invention ou pour toute autre considération, pour permettre l'exploitation de l'invention sur une échelle commerciale au Canada, il peut rendre une ordonnance sursoyant la requête durant la période qu'il juge suffisante à cette fin.

52. The heading preceding section 73 and section 73 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

52. L'intertitre qui précède l'article 73 et l'article 73 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

ABANDONMENT AND REINSTATEMENT OF APPLICATIONS

ABANDON ET RÉTABLISSEMENT DES DEMANDES

Deemed abandonment of applications

73. (1) An application for a patent in Canada shall be deemed to be abandoned if the applicant does not

73. (1) La demande de brevet est considérée comme abandonnée si le demandeur omet, selon le cas :

Abandon

(a) reply in good faith to any requisition made by an examiner in connection with an examination, within six months after the requisition is made or within any shorter period established by the Commissioner;

a) de répondre de bonne foi, dans le cadre d'un examen, à toute demande de l'examineur, dans les six mois suivant cette demande ou dans le délai plus court déterminé par le commissaire;

(b) comply with a notice given pursuant to subsection 27(6);

b) de se conformer à l'avis mentionné au paragraphe 27(6);

(c) pay the fees payable under section 27.1, within the time provided by the regulations;

c) de payer, dans le délai réglementaire, les taxes visées à l'article 27.1;

(d) make a request for examination or pay the prescribed fee under subsection 35(1) within the time provided by the regulations;

d) de présenter la requête visée au paragraphe 35(1) ou de payer la taxe réglementaire dans le délai réglementaire;

(e) comply with a notice given under subsection 35(2); or

e) de se conformer à l'avis mentionné au paragraphe 35(2);

(f) pay the prescribed fees stated to be payable in a notice of allowance of patent within six months after the date of the notice.

f) de payer les taxes réglementaires mentionnées dans l'avis d'acceptation de la demande de brevet dans les six mois suivant celui-ci.

Deemed abandonment in prescribed circumstances

(2) An application shall also be deemed to be abandoned in any other circumstances that are prescribed.

(2) Elle est aussi considérée comme abandonnée dans les circonstances réglementaires.

Idem

Reinstatement

(3) An application deemed to be abandoned under this section shall be reinstated if the applicant

(3) Elle peut être rétablie si le demandeur :

Rétablissement

a) présente au commissaire, dans le délai réglementaire, une requête à cet effet;

Clause 52: The heading preceding section 73 and section 73 at present read as follows:

FORFEITURE AND RESTORATION OF APPLICATIONS

73. (1) Where the prescribed fees stated to be payable in a notice of allowance of patent are not paid within six months from the date of the notice, the application for patent is thereupon forfeited.

(2) A forfeited application may be restored and a patent granted thereon on application to the Commissioner within six months from the incurrance of the forfeiture, on payment with the application for restoration, in addition to the fees payable on the grant of the patent, of a further prescribed fee.

(3) A restored application is subject to amendment and re-examination.

Article 52. — Texte actuel de l'article 73 et de l'inter-titre qui le précède :

DÉCHÉANCE ET RÉTABLISSEMENT DES DEMANDES

73. (1) Lorsque les taxes réglementaires déclarées être payables dans un avis d'acceptation de brevet ne sont pas acquittées dans un délai de six mois à compter de la date de l'avis, la demande de brevet est alors frappée de déchéance.

(2) Une demande frappée de déchéance peut être rétablie, et un brevet peut être accordé en conséquence sur requête adressée au commissaire dans un délai de six mois à compter du moment de la déchéance, sur versement, lors de la demande de rétablissement, outre les taxes exigibles à la concession du brevet, d'une taxe réglementaire additionnelle.

(3) Une demande rétablie est sujette à modification et à nouvel examen.

Clause 54: Section 77 de la Loi sur les brevets, telle qu'elle est modifiée par la Loi sur les amendements de la Loi sur les brevets, 1989, est modifiée par la Loi sur les amendements de la Loi sur les brevets, 1992, de sorte que :

77. (1) Les demandes de brevet déposées avant le 1^{er} octobre 1989 sont régies par la Loi sur les brevets, telle qu'elle est modifiée par la Loi sur les amendements de la Loi sur les brevets, 1989, de sorte que :

(1) Les demandes de brevet déposées avant le 1^{er} octobre 1989 sont régies par la Loi sur les brevets, telle qu'elle est modifiée par la Loi sur les amendements de la Loi sur les brevets, 1989, de sorte que :

(2) Les demandes de brevet déposées le 1^{er} octobre 1989 ou par la suite sont régies par la Loi sur les brevets, telle qu'elle est modifiée par la Loi sur les amendements de la Loi sur les brevets, 1992, de sorte que :

(3) Les demandes de brevet déposées le 1^{er} octobre 1989 ou par la suite sont régies par la Loi sur les brevets, telle qu'elle est modifiée par la Loi sur les amendements de la Loi sur les brevets, 1992, de sorte que :

Section 77 of the Patent Act is amended by the Patent Amendment Act, 1992, so that :

(1) Applications for patents filed before October 1, 1989 shall be governed by the Patent Act as amended by the Patent Amendment Act, 1989, so that :

(1) Applications for patents filed before October 1, 1989 shall be governed by the Patent Act as amended by the Patent Amendment Act, 1989, so that :

(2) Applications for patents filed on or after October 1, 1989 shall be governed by the Patent Act as amended by the Patent Amendment Act, 1992, so that :

(3) Applications for patents filed on or after October 1, 1989 shall be governed by the Patent Act as amended by the Patent Amendment Act, 1992, so that :

(a) makes a request for reinstatement to the Commissioner within the prescribed period;

(b) takes the action that should have been taken in order to avoid the abandonment; and

(c) pays the prescribed fee before the expiration of the prescribed period.

(4) An application that has been abandoned pursuant to paragraph (1)(f) and reinstated is subject to amendment and further examination.

(5) An application that is reinstated retains its original filing date.

53. Section 76 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (b) thereof, the following paragraph:

(b.1) submits or causes to be submitted, in an electronic form, any false document, false information or document containing false information,

54. Section 77 of the said Act is repealed.

55. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 78 thereof, the following heading and sections:

TRANSITIONAL PROVISIONS

78.1 (1) Applications for patents in Canada filed before October 1, 1989 shall be dealt with and disposed of in accordance with the provisions of this Act as they read immediately before that date and section 38.1 as it reads immediately after this section comes into force.

(2) Subject to section 78.5, any matter arising on or after October 1, 1989 in respect of a patent issued before that date shall be dealt with and disposed of in accordance with the provisions of this Act as they read immediately before that date and section 38.1 as it reads immediately after this section comes into force.

78.2 Subject to sections 78.3 and 78.5, any matter arising on or after October 1, 1989 in respect of a patent issued on or after that date on the basis of an application filed before that date, shall be dealt with and dis-

b) prend les mesures qui s'imposaient pour éviter l'abandon;

c) paie les taxes réglementaires avant l'expiration de la période réglementaire.

(4) La demande abandonnée au titre de l'alinéa (1)f) et rétablie par la suite est sujette à modification et à nouvel examen.

(5) La demande rétablie conserve sa date de dépôt.

53. L'article 76 de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa b), de ce qui suit :

b.1) remet ou fait remettre, sous forme électronique, de faux documents ou renseignements ou des documents renfermant des renseignements faux.

54. L'article 77 de la même loi est abrogé.

55. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 78, de ce qui suit :

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

78.1. (1) Les demandes de brevet déposées avant le 1^{er} octobre 1989 sont régies par la présente loi dans sa version antérieure à cette date et par l'article 38.1 dans sa version ultérieure à l'entrée en vigueur du présent article.

(2) Sous réserve de l'article 78.5, les affaires survenant, le 1^{er} octobre 1989 ou par la suite, relativement aux brevets délivrés avant cette date sont régies par la présente loi dans sa version antérieure à cette date et par l'article 38.1 dans sa version ultérieure à l'entrée en vigueur du présent article.

78.2 Sous réserve des articles 78.3 et 78.5, les affaires survenant, le 1^{er} octobre 1989 ou par la suite, relativement à un brevet délivré ce jour ou par la suite au titre d'une demande de brevet déposée avant le 1^{er} octobre

Amendment and re-examination

Original filing date

Patent applications filed before October 1, 1989

Patents issued before October 1, 1989

Patents issued on or after October 1, 1989 on the basis of previously filed applications

5 Modification et réexamen

Date de dépôt originale

20 Demandes déposées avant le 1^{er} octobre 1989

25 Brevets délivrés avant le 1^{er} octobre 1989

35 Brevets délivrés après le 1^{er} octobre 1989 ou par la suite sur demande antérieure

Clause 53: The relevant portion of section 76 at present reads as follows:

76. Every person who, in relation to the purposes of this Act and knowing it to be false,

Clause 54: Section 77 reads as follows:

77. Every patent issued before, on or after August 1, 1935 shall be deemed to have been properly issued if all the conditions of the issue of a valid patent that may have been or shall be in force, either at the date of the application therefor or at the date of the issue thereof, have been satisfied, but any provisions in force from time to time relating to the continued validity of patents after issue apply to all patents whenever granted.

Clause 55: New.

Article 53. — Texte actuel du passage introductif de l'article 76 :

76. Quiconque, relativement aux fins de la présente loi et en connaissance de cause, selon le cas :

Article 54. — Texte de l'article 77 :

77. Tout brevet délivré avant ou après le 1^{er} août 1935, ou à cette date, est réputé avoir été régulièrement délivré si toutes les conditions de la délivrance d'un brevet valide qui ont pu être ou seront en vigueur, soit à la date de la demande du brevet, soit à la date de sa délivrance, ont été remplies. Toutefois, les dispositions en vigueur concernant la validité continue de brevets après leur délivrance s'appliquent à tous les brevets à quelque époque qu'ils aient été accordés.

Article 55. — Nouveau.

posed of in accordance with the provisions of this Act, other than section 46, as they read immediately before that date, and with sections 38.1, 45, 46 and 48.1 to 48.5 as they read immediately after this section comes into force.

Previous version of section 43 applies

78.3 (1) Where a conflict, as defined in section 43 as it read immediately before October 1, 1989, exists between an application for a patent in Canada filed before October 1, 1989 (the "earlier application") and an application for a patent in Canada filed on or after that date (the "later application") and

(a) the later application is filed by a person who is entitled to protection under the terms of any treaty or convention relating to patents to which Canada is a party and who has previously regularly filed in or for any other country that by treaty, convention or law affords similar protection to citizens of Canada an application for a patent describing the same invention,

(b) the later application is filed within twelve months after the filing of the previously regularly filed application,

(c) the applicant in the later application has made a request for priority in respect of that application on the basis of the previously regularly filed application, and

(d) the earlier application is filed after the filing of the previously regularly filed application,

the applicant having the earlier date of invention shall be entitled to a patent and the applications shall be dealt with and disposed of in accordance with section 43, as it read immediately before October 1, 1989.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply if

(a) the earlier application is filed by a person who is entitled to protection under the terms of any treaty or convention relating to patents to which Canada is a party and who has previously regularly filed in or for any other country that by treaty, convention or law affords similar protection to citizens of Canada an application for a patent describing the same invention;

1989 sont régies par les dispositions de la présente loi, à l'exception de l'article 46, dans leur version antérieure à cette date et par les articles 38.1, 45, 46 et 48.1 à 48.5, dans leur version ultérieure à l'entrée en vigueur du présent article.

Version antérieure de l'article 43

78.3 (1) En cas de conflit, au sens de l'article 43 dans sa version antérieure au 1^{er} octobre 1989, entre une demande de brevet déposée avant cette date et une demande déposée à compter de celle-ci, les demandes sont régies par cet article dans sa version antérieure à cette date, et le demandeur dont l'invention est antérieure a droit au brevet si les conditions suivantes sont réunies :

a) la seconde demande est déposée par une personne dont les droits sont protégés par traité ou convention, relatif aux brevets, auquel le Canada est partie, et qui a antérieurement déposé selon les règles, dans un autre pays ou pour un autre pays qui accorde par traité, convention ou loi une protection similaire aux citoyens du Canada, une demande de brevet décrivant la même invention;

b) la seconde demande est déposée dans les douze mois du dépôt de la demande déposée antérieurement;

c) la personne qui a déposé la seconde demande a présenté, à l'égard de celle-ci, une demande de priorité fondée sur la demande déposée antérieurement;

d) la demande déposée antérieurement l'a été avant le dépôt de la première demande.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si les conditions suivantes sont réunies :

a) la première demande est déposée par une personne qui a déposé antérieurement une demande de brevet dans les circonstances visées à l'alinéa (1)a);

b) la première demande est déposée dans les douze mois du dépôt de la demande déposée antérieurement;

(c) la personne qui a déposée la demande
demande a présent à l'égard de laquelle
une demande de priorité (autre que la de-
mande déposée antérieurement);

2 (d) la demande déposée antérieurement l'a
été avant cette demande antérieurement par
la personne visée à l'article (1a).

(b) the earlier application as filed within
twelve months after the filing of the previ-
ously regularly filed application mentioned
in paragraph (a);

(c) the applicant in the earlier application
has made a request for priority in respect
of that application on the basis of the pre-
viously regularly filed application men-
tioned in paragraph (a); and

(d) the previously regularly filed applica-
tion mentioned in paragraph (a) was filed
before the filing of the previously regularly
filed application mentioned in subsection
(1).

From 1989
to 1992
the date of
the earlier
application

78.4 (1) Les demandes de brevets déposées
le 1^{er} octobre 1989 ou par la suite, mais avant
l'entrée en vigueur du présent article, sont
régies par le paragraphe 2 (c) dans sa ver-
sion antérieure à l'entrée en vigueur du pré-
sent article et par les dispositions de la
présente loi, y compris le paragraphe 2(1),
dans leur version ultérieure à l'entrée en vi-
gueur du présent article.

78.4 (1) Applications for patents in
Canada filed on or after October 1, 1989,
but before this section came into force, shall
be dealt with and disposed of in accordance
with

(a) subsection 2(1) as it read immediately
before this section came into force; and

(b) the provisions of this Act, including
subsection 2(1), as they read immediately
after this section came into force.

From 1989
to 1992
the date of
the earlier
application

(2) Les affaires survenant relativement
aux brevets dérivés au titre de demandes de
brevet déposées le 1^{er} octobre 1989 ou par la
suite, mais avant l'entrée en vigueur du pré-
sent article sont régies par le paragraphe
2(1) dans sa version antérieure à l'entrée en
vigueur du présent article et par les dispo-
sitions de la présente loi, y compris le para-
graphe 2(1), dans leur version en vigueur au 21
mars 1989.

(2) Any matter arising in respect of a pat-
ent issued on the basis of an application filed
on or after October 1, 1989, but before this
section came into force, shall be dealt with
and disposed of in accordance with

(a) subsection 2(1) as it read immediately
before this section came into force; and

(b) the provisions of the Act, including
subsection 2(1), as they read when the
matter arises.

From 1989
to 1992
the date of
the earlier
application

78.5 Les dispositions mentionnées au para-
graphe 78.4(1) et à l'article 78.5 s'appliquent
comme s'il s'agissait de dispositions qui font
partie de la présente loi, y compris le para-
graphe 2(1), dans leur version en vigueur au 21
mars 1989.

78.5 The provisions mentioned in subsec-
tion 78.4(1) and section 78.5 shall be read
subject to any amendments to this Act com-
ing into force

(a) after October 1, 1989 and before this
section came into force; or

(b) after this section came into force.

From 1989
to 1992
the date of
the earlier
application

From 1989
to 1992
the date of
the earlier
application

From 1989
to 1992
the date of
the earlier
application

From 1989
to 1992
the date of
the earlier
application

(b) the earlier application is filed within twelve months after the filing of the previously regularly filed application mentioned in paragraph (a);

(c) the applicant in the earlier application has made a request for priority in respect of that application on the basis of the previously regularly filed application mentioned in paragraph (a); and

(d) the previously regularly filed application mentioned in paragraph (a) was filed before the filing of the previously regularly filed application mentioned in subsection (1).

78.4 (1) Applications for patents in Canada filed on or after October 1, 1989, but before this section came into force, shall be dealt with and disposed of in accordance with

(a) subsection 27(2) as it read immediately before this section came into force; and

(b) the provisions of this Act, including subsection 27(2), as they read immediately after this section came into force.

(2) Any matter arising in respect of a patent issued on the basis of an application filed on or after October 1, 1989, but before this section came into force, shall be dealt with and disposed of in accordance with

(a) subsection 27(2) as it read immediately before this section came into force; and

(b) the provisions of this Act, including subsection 27(2), as they read when the matter arises.

78.5 The provisions mentioned in subsection 78.1(2) and section 78.2 shall be read subject to any amendments to this Act coming into force

(a) after October 1, 1989 and before this section came into force; or

(b) after this section came into force.

c) la personne qui a déposée la première demande a présenté, à l'égard de celle-ci, une demande de priorité fondée sur la demande déposée antérieurement;

d) la demande déposée antérieurement l'a été avant celle déposée antérieurement par la personne visée à l'alinéa (1)a).

78.4 (1) Les demandes de brevet déposées le 1^{er} octobre 1989 ou par la suite, mais avant l'entrée en vigueur du présent article, sont régies par le paragraphe 27(2) dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur du présent article et par les dispositions de la présente loi, y compris le paragraphe 27(2), dans leur version ultérieure à l'entrée en vigueur du présent article.

(2) Les affaires survenant relativement aux brevets délivrés au titre de demandes de brevet déposées le 1^{er} octobre 1989 ou par la suite, mais avant l'entrée en vigueur du présent article, sont régies par le paragraphe 27(2) dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur du présent article et par les dispositions de la présente loi, y compris le paragraphe 27(2), dans leur version en vigueur au moment où surviennent les affaires.

78.5 Les dispositions mentionnées au paragraphe 78.1(2) et à l'article 78.2 s'appliquent compte tenu des modifications qui leur sont apportées soit après 1^{er} octobre 1989 mais avant l'entrée en vigueur du présent article, soit après l'entrée en vigueur de celui-ci.

Patent applications filed on or after October 1, 1989

Patents issued on or after October 1, 1989

Application

Demands de brevet déposées le 1^{er} octobre ou par la suite

Brevets délivrés après le 1^{er} octobre ou par la suite

Application

TO PROVIDE FOR THE PROTECTION OF THE RIGHTS OF THE PEOPLE OF THE PROVINCE OF QUEBEC TO PARTICIPATE IN THE DECISION-MAKING PROCESS...

AN ACT TO AMEND THE PUBLIC ACCESS TO INFORMATION ACT AND TO PROVIDE FOR THE PROTECTION OF THE RIGHTS OF THE PEOPLE OF THE PROVINCE OF QUEBEC TO PARTICIPATE IN THE DECISION-MAKING PROCESS...

56. Les articles 24 à 30 de la Loi sur l'accès à l'information sont modifiés de la façon suivante :

56. Sections 24 to 30 of the Act in respect of access to information are amended as follows:

57. La définition de « dossier » dans l'article 2 de la Loi sur l'accès à l'information est modifiée de la façon suivante :

57. The definition "record" in section 2 of the Access to Information Act is amended as follows:

58. (1) Les articles 91(V) et 92 de la Loi sur l'accès à l'information sont modifiés de la façon suivante :

58. (1) Paragraphs 91(V) and 92 of the Act are amended as follows:

59. Les articles 93 et 94 de la Loi sur l'accès à l'information sont modifiés de la façon suivante :

59. Sections 93 and 94 of the Act are amended as follows:

60. L'article 95 de la Loi sur l'accès à l'information est modifié de la façon suivante :

60. Paragraph 95 of the Act is amended as follows:

61. Les articles 96 et 97 de la Loi sur l'accès à l'information sont modifiés de la façon suivante :

61. Paragraphs 96 and 97 of the Act are amended as follows:

62. L'article 98 de la Loi sur l'accès à l'information est modifié de la façon suivante :

62. Paragraph 98 of the Act is amended as follows:

R.S. c. 33 (3rd
Suppl.)

AN ACT TO AMEND THE PATENT ACT AND
TO PROVIDE FOR CERTAIN MATTERS IN
RELATION THERETO

56. Sections 28 to 30 of *An Act to amend the Patent Act and to provide for certain matters in relation thereto* are repealed.

TRADE-MARKS ACT

57. The definition "registered user" in section 2 of the *Trade-marks Act* is repealed.

58. (1) Paragraphs 9(1)(f) and (g) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(f) the emblem of the Red Cross on a white ground, formed by reversing the federal colours of Switzerland and retained by the Geneva Convention for the Protection of War Victims of 1949 as the emblem and distinctive sign of the Medical Service of armed forces and used by the Canadian Red Cross Society, or the expression "Red Cross" or "Geneva Cross";

(g) the emblem of the Red Crescent on a white ground adopted for the same purpose as specified in paragraph (f) by a number of Moslem countries;

(2) Paragraph 9(1)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(i) any territorial or civic flag, or any national, territorial or civic arms, crest or emblem, of a country of the Union, if the flag, arms, crest or emblem is on a list communicated under article 6^{ter} of the Convention and publicly given by the Registrar;

(i.1) any official sign or hallmark indicating control or warranty adopted by a country of the Union, if the sign or hallmark is on a list communicated under article 6^{ter} of the Convention and publicly given by the Registrar;

(i.2) any national flag of a country of the Union;

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES BREVETS ET
PRÉVOYANT CERTAINES DISPOSITIONS
CONNEXES

56. Les articles 28 à 30 de la *Loi modifiant la Loi sur les brevets et prévoyant certaines dispositions connexes* sont abrogés.

LOI SUR LES MARQUES DE COMMERCE

57. La définition de « usager inscrit », à l'article 2 de la *Loi sur les marques de commerce*, est abrogée.

58. (1) Les alinéas 9(1)f) et g) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

f) l'emblème de la Croix-Rouge sur fond blanc, formé en transposant les couleurs fédérales de la Suisse et retenu par la Convention de Genève pour la protection des victimes de guerre de 1949 comme emblème et signe distinctif du service médical des forces armées, et utilisé par la Société de la Croix-Rouge Canadienne, ou l'expression « Croix-Rouge » ou « Croix de Genève » ;

g) l'emblème du Croissant rouge sur fond blanc adopté aux mêmes fins que celles mentionnées à l'alinéa f) par un certain nombre de pays musulmans;

(2) L'alinéa 9(1)i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

i) les drapeaux territoriaux ou civiques ou les armoiries, écussons ou emblèmes nationaux, territoriaux ou civiques, d'un pays de l'Union, qui figurent sur une liste communiquée conformément à l'article 6^{ter} de la Convention et ont fait l'objet d'un avis public du registraire;

i.1) tout signe ou poinçon officiel de contrôle et garantie qui a été adopté par un pays de l'Union, qui figure sur une liste communiquée conformément à l'article 6^{ter} de la Convention et a fait l'objet d'un avis public du registraire;

i.2) tout drapeau national d'un pays de l'Union;

L.R., ch. 33 (3^e
suppl.)

L.R., ch. T-13;
1990, ch. 14,
20; 1992, ch. 1

R.S., c. T-13;
1990, cc. 14,
20; 1992, c. 1

An Act to amend the Patent Act and to provide for certain matters in relation thereto

Clause 56: Sections 28 to 30 read as follows:

28. Applications for patents filed before the coming into force of the provisions of this Act referred to in subsection 33(1) shall be dealt with and disposed of in accordance with the *Patent Act* as it read immediately before the coming into force of those provisions.

29. Any matter arising after the coming into force of the provisions of this Act referred to in subsection 33(1) in respect of any patent issued before the coming into force of those provisions, except any matter arising under any of sections 39.1 to 39.25 of the *Patent Act*, as enacted by section 15 of this Act, shall be dealt with and disposed of in accordance with the *Patent Act* as it read immediately before the coming into force of those provisions.

30. Where a conflict, within the meaning of section 43 of the *Patent Act*, as that section read immediately before the coming into force of section 16 of this Act, exists between an application for a patent filed after the coming into force of section 16 of this Act and an application for a patent filed before the coming into force of that section, the applications shall be dealt with and disposed of in accordance with section 43 of the *Patent Act* as that section read immediately before the coming into force of section 16 of this Act.

Trade-marks Act

Clause 57: The definition "registered user" in section 2 reads as follows:

"registered user" means a person registered as such under section 50;

Clause 58: (1) The relevant portion of subsection 9(1) at present reads as follows:

9. (1) No person shall adopt in connection with a business, as a trade-mark or otherwise, any mark consisting of, or so nearly resembling as to be likely to be mistaken for,

...

(f) the heraldic emblem of the Red Cross on a white ground, formed by reversing the federal colours of Switzerland and retained by the Geneva Convention for the Protection of War Victims of 1949 as the emblem and distinctive sign of the Medical Service of armed forces and used by the Canadian Red Cross Society, or the expression "Red Cross" or "Geneva Cross";

(g) the heraldic emblem of the Red Crescent on a white ground adopted for the same purpose as specified in paragraph (f) by a number of Moslem countries;

(2) Paragraph 9(1)(i) at present reads as follows:

(i) any national, territorial or civic flag, arms, crest or emblem, or official control and guarantee sign or stamp, notice of the objection to the use of which as a commercial device has been received pursuant to the provisions of the Convention and publicly given by the Registrar;

Loi modifiant la Loi sur les brevets et prévoyant certaines dispositions connexes

Article 56. — Texte des articles 28 à 30 :

28. Les demandes de brevet déposées avant l'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi visées au paragraphe 33(1) sont régies par la *Loi sur les brevets* dans sa version antérieure à leur entrée en vigueur.

29. Les affaires survenant, après l'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi visées au paragraphe 33(1), relativement aux brevets délivrés avant celle-ci, à l'exception de celles relatives aux articles 39.1 à 39.25 de la *Loi sur les brevets*, édictés par l'article 15, sont régies par celle-ci, dans sa version antérieure à leur entrée en vigueur.

30. En cas de conflit, sous le régime de l'article 43 de la *Loi sur les brevets* dans sa version antérieure à la date de l'entrée en vigueur de l'article 16 de la présente loi, entre une demande de brevet déposée avant cette date et la demande déposée à compter de celle-ci, les demandes sont régies par l'article 43 dans sa version antérieure.

Loi sur les marques de commerce

Article 57. — Texte de la définition de « usager inscrit » à l'article 2 :

« usager inscrit » Personne inscrite à ce titre selon l'article 50.

Article 58, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 9(1) :

9. (1) Nul ne peut adopter à l'égard d'une entreprise, comme marque de commerce ou autrement, une marque composée de ce qui suit, ou dont la ressemblance est telle qu'on pourrait vraisemblablement la confondre avec ce qui suit :

...

f) l'emblème héraldique de la Croix-Rouge sur fond blanc, formé en transposant les couleurs fédérales de la Suisse et retenu par la Convention de Genève pour la protection des victimes de guerre de 1949, comme emblème et signe distinctif du service médical des forces armées et utilisé par la Société de la Croix-Rouge Canadienne, ou l'expression « Croix-Rouge » ou « Croix de Genève »;

g) l'emblème héraldique du Croissant rouge sur fond blanc adopté aux mêmes fins que celles mentionnées à l'alinéa f) par un certain nombre de pays musulmans;

(2). — Texte actuel de l'alinéa 9(1)(i) :

i) les drapeaux, armoiries, écussons ou emblèmes nationaux, territoriaux ou civiques, ou tout signe ou timbre de contrôle et garantie officiels, dont l'emploi comme devise commerciale a été l'objet d'un avis d'opposition reçu en conformité avec les stipulations de la Convention et publiquement donné par le registraire;

(i.3) any armorial bearing, flag or other emblem, or any abbreviation of the name, of an international intergovernmental organization, if the armorial bearing, flag, emblem or abbreviation is on a list communicated under article 6^{ter} of the Convention and publicly given by the Registrar;

(3) Subsection 9(1) of the said Act is further amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (n) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (n) thereof, the following paragraph:

(n.1) any armorial bearings granted, recorded or approved for use by a recipient pursuant to the prerogative powers of Her Majesty as exercised by the Governor General in respect of the granting of armorial bearings, if the Registrar has, at the request of the Governor General, given public notice of the grant, recording or approval; or

(4) Subsection 9(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Nothing in this section prevents the adoption, use or registration as a trade-mark or otherwise, in connection with a business, of any mark

(a) described in subsection (1) with the consent of Her Majesty or such other person, society, authority or organization as may be considered to have been intended to be protected by this section; or

(b) consisting of, or so nearly resembling as to be likely to be mistaken for

(i) an official sign or hallmark mentioned in paragraph (1)(i.1), except in respect of wares that are the same or similar to the wares in respect of which the official sign or hallmark has been adopted, or

(ii) an armorial bearing, flag, emblem or abbreviation mentioned in paragraph (1)(i.3), unless the use of the mark is likely to mislead the public as to a connection between the user and the organization.

i.3) les armoiries, les drapeaux ou autres emblèmes d'une organisation intergouvernementale internationale, ainsi que son sigle, qui figurent sur une liste communiquée conformément à l'article 6^{ter} de la Convention et ont fait l'objet d'un avis public du registraire;

(3) Le paragraphe 9(1) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa n), de ce qui suit :

n.1) les armoiries octroyées, enregistrées ou agréées pour l'emploi par un récipiendaire au titre des pouvoirs de prérogative de Sa Majesté exercés par le gouverneur général relativement à celles-ci, à la condition que le registraire ait, à la demande du récipiendaire, donné un avis public en ce sens;

(4) Le paragraphe 9(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher l'adoption, l'emploi ou l'enregistrement, comme marque de commerce ou autrement, quant à une entreprise, d'une marque :

a) visée au paragraphe (1), à la condition qu'ait été obtenu, selon le cas, le consentement de Sa Majesté ou de telle autre personne, société, autorité ou organisation que le présent article est censé avoir voulu protéger;

b) composée de ce qui suit, ou dont la ressemblance est telle qu'on pourrait vraisemblablement la confondre avec ce qui suit :

(i) tout signe ou poinçon visé à l'alinéa (1)i.1), sauf à l'égard de marchandises identiques ou de marchandises semblables à celles à l'égard desquelles ce signe ou poinçon a été adopté,

(ii) les armoiries, drapeaux, emblèmes et sigles visés à l'alinéa (1)i.3), sauf si l'emploi de la marque est susceptible d'induire en erreur le public quant au lien qu'il y aurait entre l'utilisateur de la

Excepted uses

Exception

marque et l'organisation visée à cet article.

(3) New.

(4) Subsection 9(2) at present reads as follows:

(2) Nothing in this section prevents the use as a trade-mark or otherwise, in connection with a business, of any mark described in subsection (1) with the consent of Her Majesty or such other person, society, authority or organization as may be considered to have been intended to be protected by this section.

(3). — Nouveau.

(4). — Texte actuel du paragraphe 9(2) :

(2) Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher l'emploi, comme marque de commerce ou autrement, quant à une entreprise, d'une marque décrite au paragraphe (1) avec le consentement de Sa Majesté ou de telle autre personne, société, autorité ou organisation que le présent article est censé avoir voulu protéger.

(2) Le registre des marques de commerce ne doit pas empêcher l'usage, en connexion avec une entreprise, d'une marque décrite au paragraphe (1) avec le consentement de Sa Majesté ou de telle autre personne, société, autorité ou organisation que le présent article est censé avoir voulu protéger.

(2) Nothing in this section prevents the use as a trade-mark or otherwise, in connection with a business, of any mark described in subsection (1) with the consent of Her Majesty or such other person, society, authority or organization as may be considered to have been intended to be protected by this section.

(2) Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher l'emploi, comme marque de commerce ou autrement, quant à une entreprise, d'une marque décrite au paragraphe (1) avec le consentement de Sa Majesté ou de telle autre personne, société, autorité ou organisation que le présent article est censé avoir voulu protéger.

(2) The present article has no effect to prevent the use, as a trade-mark or otherwise, in connection with a business, of any mark described in paragraph (1) with the consent of Her Majesty or such other person, society, authority or organization as may be considered to have been intended to be protected by this section.

29. L'article 13(1) de la version précédente de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

(3) L'article 13(1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

(3) L'article 13(1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

(4) L'article 13(1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

(4) L'article 13(1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

(4) L'article 13(1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

(4) L'article 13(1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

(4) L'article 13(1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

(4) L'article 13(1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

(4) L'article 13(1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

(4) L'article 13(1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

(4) L'article 13(1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

(4) L'article 13(1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

(4) L'article 13(1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

(4) L'article 13(1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

(4) L'article 13(1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

(4) L'article 13(1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

59. Paragraph 12(1)(b) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

b) qu'elle soit sous forme graphique, écrite ou sonore, elle donne une description claire ou donne une description fausse et trompeuse, en langue française ou anglaise, de la nature ou de la qualité des marchandises ou services en liaison avec lesquels elle est employée, ou à l'égard desquels on projette de l'employer, ou des conditions de leur production, ou des personnes qui les produisent, ou du lieu d'origine de ces marchandises ou services;

60. Section 19 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

19. Subject to sections 21, 32 and 67, the registration of a trade-mark in respect of any wares or services, unless shown to be invalid, gives to the owner of the trade-mark the exclusive right to the use throughout Canada of the trade-mark in respect of those wares or services.

61. (1) Subsection 26(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

26. (1) There shall be kept under the supervision of the Registrar

(a) a register of trade-marks and of transfers, disclaimers, amendments, judgments and orders relating to each registered trade-mark; and

(b) the register of registered users that was required to be kept under this subsection as it read immediately before section 61 of the *Intellectual Property Law Improvement Act* came into force.

(2) All that portion of subsection 26(2) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(2) The register referred to in paragraph (1)(a) shall show, with reference to each registered trade-mark, the following:

marque et l'organisation visée à cet alinéa.

59. L'alinéa 12(1)b) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) qu'elle soit sous forme graphique, écrite ou sonore, elle donne une description claire ou donne une description fausse et trompeuse, en langue française ou anglaise, de la nature ou de la qualité des marchandises ou services en liaison avec lesquels elle est employée, ou à l'égard desquels on projette de l'employer, ou des conditions de leur production, ou des personnes qui les produisent, ou du lieu d'origine de ces marchandises ou services;

60. L'article 19 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

19. Sous réserve des articles 21, 32 et 67, l'enregistrement d'une marque de commerce à l'égard de marchandises ou services, sauf si son invalidité est démontrée, donne au propriétaire le droit exclusif à l'emploi de celle-ci, dans tout le Canada, en ce qui concerne ces marchandises ou services.

61. (1) Le paragraphe 26(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

26. (1) Sont tenus, sous la surveillance du registraire :

a) le registre des marques de commerce ainsi que des transferts, désistements, modifications, jugements et ordonnances concernant chaque marque de commerce déposée;

b) le registre des usagers inscrits, qui était prévu par le présent paragraphe, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur de l'article 61 de la *Loi d'actualisation du droit de la propriété intellectuelle*.

(2) Le passage du paragraphe 26(2) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Le registre prévu à l'alinéa (1)a) indique, relativement à chaque marque de commerce déposée :

Rights conferred by registration

Register

Droits conférés par l'enregistrement

Registre

Renseignements à indiquer

Clause 59: (1) The relevant portion of subsection 12(1) of the French version at present reads as follows:

12. (1) Sous réserve de l'article 13, une marque de commerce est enregistrable sauf dans l'un ou l'autre des cas suivants:

...
b) qu'elle soit sous forme graphique, écrite ou sonore, elle ne donne pas une description claire ou donne une description fautive et trompeuse, en langue française ou anglaise, de la nature ou de la qualité des marchandises ou services en liaison avec lesquels elle est employée, ou à l'égard desquels on projette de l'employer, ou des conditions de leur production, ou des personnes qui y sont employées, ou du lieu d'origine de ces marchandises ou services;

Clause 60: Section 19 at present reads as follows:

19. Subject to sections 21 and 32, the registration of a trade-mark in respect of any wares or services, unless shown to be invalid, gives to the owner of the trade-mark the exclusive right to the use throughout Canada of the trade-mark in respect of those wares or services.

Clause 61: (1) Subsection 26(1) at present reads as follows:

26. (1) There shall be kept under the supervision of the Registrar a register of trade-marks and of transfers, disclaimers, amendments, judgments and orders relating to, and of registered users of, each registered trade-mark.

(2) The relevant portion of subsection 26(2) at present reads as follows:

(2) The register shall show, with reference to each registered trade-mark, the following:

Article 59. — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 12(1) de la version française :

12. (1) Sous réserve de l'article 13, une marque de commerce est enregistrable sauf dans l'un ou l'autre des cas suivants :

...
b) qu'elle soit sous forme graphique, écrite ou sonore, elle ne donne pas une description claire ou donne une description fautive et trompeuse, en langue française ou anglaise, de la nature ou de la qualité des marchandises ou services en liaison avec lesquels elle est employée, ou à l'égard desquels on projette de l'employer, ou des conditions de leur production, ou des personnes qui y sont employées, ou du lieu d'origine de ces marchandises ou services;

Article 60. — Texte actuel de l'article 19 :

19. Sous réserve des articles 21 et 32, l'enregistrement d'une marque de commerce à l'égard de marchandises ou services, sauf si son invalidité est démontrée, donne au propriétaire le droit exclusif à l'emploi, dans tout le Canada, de cette marque de commerce en ce qui regarde ces marchandises ou services.

Article 61, (1). — Texte actuel du paragraphe 26(1) :

26. (1) Il est tenu, sous la surveillance du registraire, un registre des marques de commerce ainsi que des transferts, désistements, modifications, jugements et ordonnances concernant chaque marque de commerce déposée, ainsi qu'un registre des usagers inscrits de cette marque de commerce déposée.

(2). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 26(2) :

(2) Le registre indique ce qui suit, relativement à chaque marque de commerce déposée :

62. (1) Section 28 of the said Act is renumbered as subsection 28(1).

(2) Subsection 28(1) of the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (e) thereof and by repealing paragraph (f) thereof and substituting the following therefor:

(f) a list of trade-mark agents; and

(g) the index of the names of registered users that was required to be kept under this subsection as it reads immediately before section 61 of the *Intellectual Property Law Improvement Act* comes into force.

(3) Section 28 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

(2) The list of trade-mark agents shall include the names of all persons and firms entitled to represent applicants in the presentation and prosecution of applications for the registration of a trade-mark or in other business before the Trade-marks Office.

List of trade-mark agents

63. Section 29 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

29. The register, the documents on which the entries in it are based, all applications, including those abandoned, the indexes and the list of trade-mark agents shall be open to public inspection during business hours and the Registrar shall, on request and on payment of the prescribed fee, furnish a copy certified by the Registrar of any entry in the register, indexes or list, or of any of those documents or applications.

Inspection

64. Paragraph 30(e) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(e) in the case of a proposed trade-mark, a statement that the applicant, by itself or through a licensee, or by itself and through a licensee, intends to use the trade-mark in Canada;

62. (1) L'article 28 de la même loi devient le paragraphe 28(1).

(2) L'alinéa 28(1)f) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

f) une liste des agents de marques de commerce;

g) l'index des noms des usagers inscrits, qui était prévu par le présent paragraphe, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur de l'article 61 de la *Loi d'actualisation du droit de la propriété intellectuelle*.

(3) L'article 28 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

(2) La liste des agents de marques de commerce comporte les noms des personnes et études habilitées à représenter les intéressés dans la présentation et la poursuite des demandes d'enregistrement des marques de commerce et dans toute affaire devant le Bureau des marques de commerce.

Liste des agents de marques de commerce

63. L'article 29 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

29. Le registre, les documents sur lesquels s'appuient les inscriptions y figurant, les demandes, y compris celles qui sont abandonnées, les index et la liste des agents de marques de commerce sont accessibles à l'inspection publique durant les heures de bureau. Le registraire fournit, sur demande et sur paiement du droit prescrit à cet égard, une copie, certifiée par lui, de toute inscription faite, selon le cas, dans le registre, les index ou la liste, ou de l'un de ces documents ou demandes.

Inspection

64. L'alinéa 30e) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) dans le cas d'une marque de commerce projetée, une déclaration portant que le requérant a l'intention de l'employer, au Canada, lui-même ou par l'entremise d'un licencié, ou lui-même et par l'entremise d'un licencié;

Clause 62: (1) and (2) The relevant portion of section 28 at present reads as follows:

28. There shall be kept under the supervision of the Registrar

(f) an index of the names of registered users.

(3) New.

Clause 63: Section 29 at present reads as follows:

29. Subject to subsection 50(6), the register, the documents on which the entries therein are based, all applications, including those abandoned, and the indexes shall be open to public inspection during business hours and the Registrar shall, on request and payment of the fee prescribed therefor, furnish a copy certified by him of any entry in the register or indexes, or of any of those documents or applications.

Clause 64: The relevant portion of section 30 at present reads as follows:

30. An applicant for the registration of a trade-mark shall file with the Registrar an application containing

(e) in the case of a proposed trade-mark, where the application is not accompanied by an application for registration of a person as a registered user, a statement that the applicant intends to use the trade-mark in Canada;

Article 62, (1) et (2). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de l'article 28 :

28. Sont tenus, sous la surveillance du registraire, les index suivants :

f) un index des noms des usagers inscrits.

(3). — Nouveau.

Article 63. — Texte actuel de l'article 29 :

29. Sous réserve du paragraphe 50(6), le registre, les documents sur lesquels s'appuient les inscriptions y figurant, toutes les demandes, y compris celles qui sont abandonnées, ainsi que les index, sont accessibles à l'inspection publique durant les heures de bureau, et le registraire fournit, sur demande et sur paiement du droit prescrit à cet égard, une copie, certifiée par lui, de toute inscription dans le registre ou les index, ou de tout document ou demande de ce genre.

Article 64, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de l'article 30 :

30. Quiconque sollicite l'enregistrement d'une marque de commerce produit au bureau du registraire une demande renfermant :

e) dans le cas d'une marque de commerce projetée, lorsque la demande n'est pas accompagnée d'une demande d'enregistrement de la part de toute personne en qualité d'usager inscrit, une déclaration portant que le requérant a l'intention d'employer cette marque de commerce au Canada;

1992, c. 1, s. 133

65. (1) Section 34 of the said Act is renumbered as subsection 34(1).

(2) Section 34 of the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (a) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(c) the applicant furnishes, in accordance with any request under subsections (2) and (3), evidence necessary to establish fully the applicant's right to priority.

(3) Section 34 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections:

(2) The Registrar may request the evidence before the day on which the application is advertised pursuant to section 37 and the Tribunal may request the evidence after the filing of a statement of opposition, but before the withdrawal, allowance or rejection of the opposition.

(3) The Registrar or the Tribunal may specify in the request the manner in which the evidence must be furnished and the period within which it must be furnished.

66. Subsections 38(6) to (8) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(6) The applicant shall file a counter statement with the Tribunal and serve a copy on the opponent in the prescribed manner and within the prescribed time after a copy of the statement of opposition has been served on the applicant.

(7) Both the opponent and the applicant shall be given an opportunity, in the prescribed manner, to submit evidence and to make representations to the Tribunal unless

(a) the opposition is withdrawn or deemed under subsection (7.1) to have been withdrawn; or

(b) the application is abandoned or deemed under subsection (7.2) to have been abandoned.

Information requests

How and when information must be furnished

Counter statement

Evidence and hearing

65. (1) L'article 34 de la même loi devient le paragraphe 34(1).

(2) Le paragraphe 34(1) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

c) le requérant, sur demande faite en application des paragraphes (2) ou (3), fournit toute preuve nécessaire pour établir pleinement son droit à la priorité.

(3) L'article 34 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

(2) Le registraire peut, avant le jour de l'annonce visée à l'article 37, requérir cette preuve; le Tribunal le peut après la production d'une déclaration d'opposition, mais non après que l'opposition a été retirée, accueillie ou rejetée.

(3) Le registraire ou le Tribunal, selon le cas, peut, dans la demande, préciser les modalités, notamment le délai, de transmission de cette preuve.

66. Les paragraphes 38(6) à (8) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(6) Le requérant doit produire auprès du Tribunal, dans le délai prescrit après qu'une déclaration d'opposition lui a été envoyée, une contre-déclaration et en signifier copie à l'opposant de la manière prescrite.

(7) Il est fourni, de la manière prescrite, à l'opposant et au requérant l'occasion de soumettre la preuve sur laquelle ils s'appuient et de se faire entendre par le Tribunal, sauf dans les cas suivants :

a) l'opposition est retirée, ou réputée l'être, au titre du paragraphe (7.1);

b) la demande est abandonnée, ou réputée l'être, au titre du paragraphe (7.2).

1992, ch. 1, art. 133

Renseignements

Modalités

Contre-déclaration

Preuve et audition

Clause 65: The relevant portion of section 34 at present reads as follows:

34. When an application for the registration of a trade-mark has been made in any country of the Union other than Canada and an application is subsequently made in Canada for the registration for use in association with the same kind of wares or services of the same or substantially the same trade-mark by the same applicant or his successor in title, the date of filing of the application in the other country is deemed to be the date of filing of the application in Canada, and the applicant is entitled to priority in Canada accordingly notwithstanding any intervening use in Canada or making known in Canada or any intervening application or registration if

Article 65. — Nouveau. Texte actuel du passage introductif de l'article 34 :

34. Lorsqu'une demande d'enregistrement d'une marque de commerce a été faite dans un pays de l'Union autre que le Canada, et qu'une demande est subséquemment présentée au Canada pour l'enregistrement, aux fins de son emploi en liaison avec le même genre de marchandises ou services, de la même marque de commerce, ou sensiblement la même, par le même requérant ou son successeur en titre, la date de production de la demande dans l'autre pays est réputée être la date de production de la demande au Canada, et le requérant a droit, au Canada, à une priorité correspondante nonobstant tout emploi ou toute révélation faite au Canada, ou toute demande ou tout enregistrement survenu, dans l'intervalle, si les conditions suivantes sont réunies :

Clause 66: Subsections 38(6) to (8) at present read as follows:

(6) Within the prescribed time after a statement of opposition has been forwarded to him, the applicant may file a counter statement with the Registrar and serve a copy on the opponent in the manner prescribed, and if he does not file and serve a counter statement within the prescribed time, he shall be deemed to have abandoned his application.

(7) Both the opponent and the applicant shall be given an opportunity, in the manner prescribed, to submit the evidence on which they rely and to be heard by the Registrar if they so desire.

(8) After hearing the parties, if so required and considering the evidence, the Registrar shall refuse the application or reject the opposition and notify the parties of his decision and his reasons therefor.

Article 66. — Texte actuel des paragraphes 38(6) à (8) :

(6) Le requérant peut, dans le délai prescrit après qu'une déclaration d'opposition lui a été envoyée, produire une contre-déclaration au bureau du registraire et en signifier une copie à l'opposant de la manière prescrite. S'il ne produit ni signifie aucune contre-déclaration dans le délai prescrit, il est réputé avoir abandonné sa demande.

(7) Il est fourni de la manière prescrite, à l'opposant et au requérant, l'occasion de soumettre la preuve sur laquelle ils s'appuient et de se faire entendre par le registraire, s'ils le désirent.

(8) Après avoir entendu les parties, si demande lui en est faite, et examiné la preuve, le registraire repousse la demande ou rejette l'opposition et notifie aux parties sa décision ainsi que les motifs sur lesquels il s'appuie.

Withdrawal of
opposition

(7.1) The opposition shall be deemed to have been withdrawn if, in the prescribed circumstances, the opponent does not submit either evidence under subsection (7) or a statement that the opponent does not wish to submit evidence.

(7.1) Si, dans les circonstances prescrites, l'opposant omet de soumettre la preuve visée au paragraphe (7) ou une déclaration énonçant son désir de ne pas le faire, l'opposition est réputée retirée.

Retrait de
l'opposition

Abandonment
of application

(7.2) The application shall be deemed to have been abandoned if the applicant does not file and serve a counter statement within the time referred to in subsection (6) or if, in the prescribed circumstances, the applicant does not submit either evidence under subsection (7) or a statement that the applicant does not wish to submit evidence.

(7.2) Si le requérant ne produit ni ne signifie une contre-déclaration dans le délai visé au paragraphe (6) ou si, dans les circonstances prescrites, il omet de soumettre la preuve visée au paragraphe (7) ou une déclaration énonçant son désir de ne pas le faire, la demande est réputée abandonnée.

Abandon de la
demande

Decision

(8) After considering the evidence and representations of the opponent and the applicant, the Tribunal shall allow or reject the opposition and notify the Registrar and the parties of its decision and the reasons for the decision.

(8) Après avoir examiné la preuve et les observations des parties, le Tribunal maintient ou rejette l'opposition et notifie au registraire et aux parties sa décision ainsi que ses motifs.

Décision

67. Section 39 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

67. L'article 39 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

When applica-
tion to be
allowed

39. (1) When an application for the registration of a trade-mark either has not been opposed and the time for the filing of a statement of opposition has expired or it has been opposed and the opposition has been decided in favour of the applicant, the Registrar shall allow the application or, if an appeal is taken, shall act in accordance with the final judgment given in the appeal.

39. (1) Lorsqu'une demande n'a pas fait l'objet d'une opposition et que le délai prévu pour la production d'une déclaration d'opposition est expiré, ou lorsqu'il y a eu opposition et que celle-ci a été décidée en faveur du requérant, le registraire l'admet ou, en cas d'appel, il se conforme au jugement définitif rendu en l'espèce.

Quand la
demande est
admise

No extension of
time

(2) Subject to subsection (3), the Registrar shall not extend the time for filing a statement of opposition with respect to any application that has been allowed.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le registraire ne peut proroger le délai accordé pour la production d'une déclaration d'opposition à l'égard d'une demande admise.

Nulle proroga-
tion de délai

Exception

(3) Where the Registrar has allowed an application without considering a previously filed request for an extension of time to file a statement of opposition, the Registrar may withdraw the application from allowance at any time before issuing a certificate of registration and, in accordance with section 47, extend the time for filing a statement of opposition.

(3) Lorsqu'il a admis une demande sans avoir tenu compte d'une demande de prorogation de délai préalablement déposée, le registraire peut, avant de délivrer un certificat d'enregistrement, retirer l'admission et, conformément à l'article 47, proroger le délai d'opposition.

Exception

68. Subsections 40(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

68. Les paragraphes 40(1) et (2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Clause 67: Section 39 at present reads as follows:

39. (1) When an application for the registration of a trade-mark either has not been opposed and the time for the filing of a statement of opposition has expired or it has been opposed and the opposition has been decided finally in favour of the applicant, the Registrar thereupon shall allow it.

(2) The Registrar shall not extend the time for filing a statement of opposition with respect to any application that has been allowed.

Clause 68: Subsections 40(1) and (2) at present read as follows:

Article 67. — Texte actuel de l'article 39 :

39. (1) Lorsqu'une demande n'a pas été l'objet d'une opposition et que le délai prévu pour la production d'une déclaration d'opposition est expiré, ou lorsqu'une demande a fait l'objet d'une opposition et que celle-ci a été définitivement décidée en faveur du requérant, le registraire l'admet aussitôt.

(2) Le registraire ne peut proroger le délai accordé pour la production d'une déclaration d'opposition à l'égard d'une demande admise.

Article 68. — Texte actuel des paragraphes 40(1) et (2):

mark and the character or quality of the

Registration of trade-marks

40. (1) When an application for registration of a trade-mark, other than a proposed trade-mark, is allowed, the Registrar shall register the trade-mark and issue a certificate of its registration.

40. (1) Lorsqu'une demande d'enregistrement d'une marque de commerce, autre qu'une marque de commerce projetée, est admise, le registraire inscrit la marque de commerce et délivre un certificat de son enregistrement.

Enregistrement des marques de commerce

Proposed trade-mark

(2) When an application for registration of a proposed trade-mark is allowed, the Registrar shall give notice to the applicant accordingly and shall register the trade-mark and issue a certificate of registration on receipt of a declaration that the use of the trade-mark in Canada, in association with the wares or services specified in the application, has been commenced by

(2) Lorsqu'une demande d'enregistrement d'une marque de commerce projetée est admise, le registraire en donne avis au requérant. Il enregistre la marque de commerce et délivre un certificat de son enregistrement après avoir reçu une déclaration portant que le requérant, son successeur en titre ou l'entité à qui est octroyée, par le requérant ou avec son autorisation, une licence d'emploi de la marque aux termes de laquelle il contrôle directement ou indirectement les caractéristiques et la qualité des marchandises et services a commencé à employer la marque de commerce au Canada, en liaison avec les marchandises ou services spécifiés dans la demande.

Marque de commerce projetée

(a) the applicant;

(b) the applicant's successor in title; or

(c) an entity that is licensed by or with the authority of the applicant to use the trade-mark, if the applicant has direct or indirect control of the character or quality of the wares or services.

15

15

15

20

20

69. The heading preceding section 50 and section 50 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

69. L'article 50 de la même loi et l'intertitre qui le précède sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

25

LICENCES

LICENCES

Licence to use trade-mark

50. (1) For the purposes of this Act, if an entity is licensed by or with the authority of the owner of a trade-mark to use the trade-mark in a country and the owner has, under the licence, direct or indirect control of the character or quality of the wares or services, then the use, advertisement or display of the trade-mark in that country as or in a trade-mark, trade-name or otherwise by that entity has, and is deemed always to have had, the same effect as such a use, advertisement or display of the trade-mark in that country by the owner.

50. (1) Pour l'application de la présente loi, si une licence d'emploi d'une marque de commerce est octroyée, pour un pays, à une entité par le propriétaire de la marque, ou avec son autorisation, et que celui-ci, aux termes de la licence, contrôle, directement ou indirectement, les caractéristiques et la qualité des marchandises et services, l'emploi, la publicité ou l'exposition de la marque, dans ce pays, par cette entité comme marque de commerce, nom commercial — ou partie de ceux-ci — ou autrement ont le même effet et sont réputés avoir toujours eu le même effet que s'il s'agissait de ceux du propriétaire.

Licence d'emploi d'une marque de commerce

Idem

(2) For the purposes of this Act, to the extent that public notice is given of the fact that the use of a trade-mark is a licensed use and of the identity of the owner, it shall be presumed, unless the contrary is proven, that the use is licensed by the owner of the trade-mark and the character or quality of the

(2) Pour l'application de la présente loi, dans la mesure où un avis public a été donné quant à l'identité du propriétaire et au fait que l'emploi d'une marque de commerce fait l'objet d'une licence, cet emploi est réputé, sauf preuve contraire, avoir fait l'objet d'une licence du propriétaire, et le contrôle des ca-

Idem

40. (1) When an application for registration of a trade-mark other than a proposed trade-mark is allowed, the Registrar shall thereupon register the trade-mark and issue a certificate of its registration.

(2) When an application for registration of a proposed trade-mark is allowed, the Registrar shall give notice to the applicant accordingly and shall register the trade-mark and issue a certificate of its registration on receipt of a declaration that the applicant, his successor in title or a person approved as a registered user under subsection 50(7) has commenced the use of the trade-mark in Canada in association with the wares or services specified in the application.

40. (1) Lorsqu'une demande d'enregistrement d'une marque de commerce, autre qu'une marque de commerce projetée, est admise, le registraire inscrit aussitôt la marque de commerce et décerne un certificat de son enregistrement.

(2) Lorsqu'une demande d'enregistrement d'une marque de commerce projetée est admise, le registraire en donne avis au requérant, et il enregistre la marque de commerce et émet un certificat de son enregistrement après avoir reçu une déclaration portant que le requérant, son successeur en titre ou une personne agréée comme usager inscrit en vertu du paragraphe 50(7), a commencé l'emploi de la marque de commerce au Canada, en liaison avec les marchandises ou services spécifiés dans la demande.

Clause 69: The heading preceding section 50 and section 50 at present read as follows:

REGISTERED USERS

50. (1) A person other than the owner of a registered trade-mark may be registered as a registered user thereof for all or any of the wares or services for which it is registered.

(2) The use of a registered trade-mark by a registered user thereof in accordance with the terms of his registration as such in association with wares or services manufactured, sold, leased, hired or performed by him, or the use of a proposed trade-mark as provided in subsection 40(2) by a person approved as a registered user thereof, is in this section referred to as the "permitted use" of the trade-mark.

(3) The permitted use of a trade-mark has the same effect for all purposes of this Act as a use thereof by the registered owner.

(4) Subject to any agreement subsisting between the parties thereto, a registered user of a trade-mark may call on the owner thereof to take proceedings for infringement thereof, and, if the owner refuses or neglects to do so within two months after being so called on, the registered user may institute proceedings for infringement in his own name as if he were the owner, making the owner a defendant, but an owner so added as defendant is not liable for any costs unless he takes part in the proceedings.

(5) Concurrently with or at any time after the filing of an application for the registration of a trade-mark, an application for the registration of a person as a registered user of the trade-mark may be made to the Registrar in writing by that person and by the owner of the trade-mark, and the applicants shall furnish the Registrar in writing with

Article 69. — Texte actuel de l'article 50 et de l'inter-titre qui le précède :

USAGERS INSCRITS

50. (1) Une personne autre que le propriétaire d'une marque de commerce déposée peut être inscrite comme usager inscrit de cette marque pour la totalité ou une partie des marchandises ou services à l'égard desquels elle est inscrite.

(2) L'emploi d'une marque de commerce déposée, par un usager inscrit de cette marque, selon les termes de son enregistrement à ce titre, en liaison avec les marchandises qu'il a fabriquées, vendues, données à bail ou louées, ou avec les services qu'il a loués ou exécutés, ou l'usage d'une marque de commerce projetée, ainsi que le prévoit le paragraphe 40(2), par une personne agréée comme usager inscrit de la marque, est appelé, au présent article, l'« emploi permis ».

(3) L'emploi permis d'une marque de commerce a le même effet, pour l'application de la présente loi, qu'un emploi de cette marque par le propriétaire inscrit.

(4) Sous réserve de tout accord subsistant entre les parties, un usager inscrit d'une marque de commerce peut requérir le propriétaire d'intenter des procédures pour usurpation de la marque et, si le propriétaire refuse ou néglige de le faire dans les deux mois qui suivent cette réquisition, l'usager inscrit peut intenter ces procédures en son propre nom comme s'il était le propriétaire, en faisant du propriétaire un défendeur. Toutefois, un propriétaire ainsi adjoint comme défendeur n'est responsable d'aucuns frais à moins qu'il ne participe aux procédures.

(5) Concurrément avec la production d'une demande d'enregistrement d'une marque de commerce ou à toute date postérieure à sa produc-

wares or services is under the control of the owner.

Owner may be required to take proceedings

(3) Subject to any agreement subsisting between an owner of a trade-mark and a licensee of the trade-mark, the licensee may call on the owner to take proceedings for infringement thereof, and, if the owner refuses or neglects to do so within two months after being so called on, the licensee may institute proceedings for infringement in the licensee's own name as if the licensee were the owner, making the owner a defendant.

70. Section 65 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (c) thereof, the following paragraph:

(c.1) the maintenance of the list of trade-mark agents and the entry and removal of the names of persons and firms on the list, including the qualifications that must be met and the conditions that must be fulfilled to have a name entered on the list and to maintain the name on the list;

71. The said Act is further amended by adding thereto the following heading and sections:

NEWFOUNDLAND

Registration of trade-mark before April 1, 1949

67. (1) The registration of a trade-mark under the laws of Newfoundland before April 1, 1949 has the same force and effect in the Province of Newfoundland as if Newfoundland had not become part of Canada, and all rights and privileges acquired under or by virtue of those laws may continue to be exercised or enjoyed in the Province of Newfoundland as if Newfoundland had not become part of Canada.

Applications for trade-marks pending April 1, 1949

(2) The laws of Newfoundland as they existed immediately before April 1, 1949 continue to apply in respect of applications for the registration of trade-marks under the laws of Newfoundland pending at that time and any trade-marks registered under those applications shall, for the purposes of this section, be deemed to have been registered under the laws of Newfoundland before April 1, 1949.

ractéristiques et de la qualité des marchandises et services est réputé, sauf preuve contraire, être celui du propriétaire.

Action par le propriétaire

(3) Sous réserve de tout accord encore valide entre lui et le propriétaire d'une marque de commerce, le licencié peut requérir le propriétaire d'intenter des procédures pour usurpation de la marque et, si celui-ci refuse ou néglige de la faire dans les deux mois suivant cette réquisition, il peut intenter ces procédures en son propre nom comme s'il était propriétaire, faisant du propriétaire un défendeur.

70. L'article 65 de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa c), de ce qui suit :

c.1) sur la façon de tenir la liste des agents de marques de commerce ainsi que sur l'inscription ou le retrait des noms de ceux-ci et les conditions à remplir pour l'inscription et le maintien de leurs noms;

71. La même loi est modifiée par adjonction de ce qui suit :

TERRE-NEUVE

Enregistrement d'une marque de commerce — Terre-Neuve

67. (1) L'enregistrement d'une marque de commerce sous le régime des lois de Terre-Neuve, dans leur version du 31 mars 1949, a le même effet que si Terre-Neuve n'était pas devenue une province du Canada, les droits et privilèges en découlant pouvant continuer d'y être exercés.

Demande d'enregistrement en suspens le 1^{er} avril 1949

(2) Les lois de Terre-Neuve, dans leur version du 31 mars 1949, continuent de régir les demandes d'enregistrement de marques de commerce alors en suspens. Les marques de commerce enregistrées en conséquence sont réputées, pour l'application du présent article, l'avoir été aux termes de ces lois.

(a) particulars of the relationship, existing or proposed, between them, including particulars of the degree of control by the owner over the permitted use that their relationship will confer;

(b) a statement of the wares or services for which registration is proposed;

(c) particulars of any conditions or restrictions proposed with respect to the characteristics of the wares or services, to the mode or place of permitted use or to any other matter;

(d) information as to the proposed duration of the permitted use; and

(e) such further documents, information or evidence as may be required by the Registrar.

(6) The Registrar shall, if so required by an applicant under subsection (5), take steps to ensure that any document, information or evidence furnished for the purpose of that application, other than matter entered in the register, is not disclosed to any other person except by order of a court.

(7) The Registrar may, pursuant to an application under subsection (5), approve a person as a registered user of the trade-mark for any of the proposed wares or services described in the application, subject to any conditions or restrictions that he considers proper, if he is satisfied that in all the circumstances the use of the trade-mark in association with the wares or services by the proposed registered user would not be contrary to the public interest.

(8) When a person has been approved as a registered user of a trade-mark, the Registrar shall register him as such forthwith if the trade-mark is registered and, if the trade-mark is not registered, then concurrently with its registration, and shall give notice of the registration to any other registered user of the trade-mark.

(9) The registration of a person as a registered user of a trade-mark may be varied by the Registrar with respect to the wares or services for which, or any conditions or restrictions subject to which, it has effect, on the application in writing of the registered owner of the trade-mark and not less than one month after giving notice of the application to that person and all other registered users, if the Registrar is satisfied that in all the circumstances the variation would not be contrary to the public interest.

(10) The registration of a person as a registered user of a trade-mark may be cancelled,

(a) by the Registrar on the application in writing of the registered owner or the registered user of the trade-mark;

(b) by the Registrar on his own motion in respect of any wares or services for which the trade-mark is no longer registered; or

tion, une demande en vue de l'inscription d'une personne comme usager inscrit de la marque de commerce peut être faite par écrit au registraire par cette personne et par le propriétaire de la marque, et les auteurs de cette demande fournissent au registraire, par écrit :

a) les détails des relations, existantes ou projetées, entre eux, y compris les indications du degré de contrôle que leurs relations conféreront au propriétaire sur l'emploi permis;

b) un état déclaratif des marchandises ou services pour lesquels l'enregistrement est projeté;

c) les détails de toute condition ou restriction projetée concernant les caractéristiques des marchandises ou services, le mode ou le lieu de l'emploi permis, ou toute autre matière;

d) des renseignements sur la durée prévue de l'emploi permis;

e) les autres documents, renseignements ou preuve exigés par le registraire.

(6) Le registraire prend, s'il en est requis par l'auteur d'une demande prévue au paragraphe (5), des mesures afin d'assurer qu'aucun document, renseignement ou preuve fourni aux fins de cette demande, autre que ce qui est inscrit au registre, ne soit divulgué à une autre personne, sauf par ordonnance d'un tribunal.

(7) Le registraire peut, à la suite d'une demande formulée aux termes du paragraphe (5), agréer une personne à titre d'usager inscrit de la marque de commerce pour l'une des marchandises ou l'un des services projetés, avec les conditions ou restrictions qu'il juge à propos, s'il est convaincu que, dans toutes les circonstances, l'emploi de la marque de commerce en liaison avec ces marchandises ou services, par l'usager inscrit projeté, ne serait pas contraire à l'intérêt public.

(8) Lorsqu'une personne a été agréée comme usager inscrit d'une marque de commerce, le registraire l'inscrit en cette qualité sans délai si la marque de commerce est déposée et, si la marque de commerce n'est pas déposée, concurremment avec son enregistrement, et il notifie l'inscription à tout autre usager inscrit de la marque de commerce.

(9) L'inscription d'une personne comme usager inscrit d'une marque de commerce peut être modifiée par le registraire quant aux marchandises ou services pour lesquels elle est effective, ou quant aux conditions ou restrictions sous réserve desquelles elle est effective, sur la demande écrite du propriétaire inscrit de la marque de commerce et au moins un mois après la notification de cette demande à la personne en question et à tous autres usagers inscrits, si le registraire est convaincu que, dans toutes les circonstances, cette modification ne serait pas contraire à l'intérêt public.

(10) L'inscription d'une personne comme usager inscrit d'une marque de commerce peut être annulée :

77. (1) The registration of a trade-mark under the laws of Newfoundland and Labrador as if Newfoundland had the same laws and rules as the Province of Newfoundland as if Newfoundland had the same laws and rules as the Province of Newfoundland and all rights and privileges conferred by or under the laws of Newfoundland and Labrador and all rights and privileges conferred by or under the laws of Newfoundland and Labrador and all rights and privileges conferred by or under the laws of Newfoundland and Labrador.

(2) The Registrar may, pursuant to an application under subsection (1), approve a person as a registered user of the trade-mark for any of the proposed wares or services described in the application, subject to any conditions or restrictions that he considers proper, if he is satisfied that in all the circumstances the use of the trade-mark in association with the wares or services by the proposed registered user would not be contrary to the public interest.

77. (1) L'inscription d'une personne comme usager inscrit d'une marque de commerce peut être faite par écrit au registraire par cette personne et par le propriétaire de la marque, et les auteurs de cette demande fournissent au registraire, par écrit :

a) les détails des relations, existantes ou projetées, entre eux, y compris les indications du degré de contrôle que leurs relations conféreront au propriétaire sur l'emploi permis;

77. (2) The Registrar may, pursuant to an application under subsection (1), approve a person as a registered user of the trade-mark for any of the proposed wares or services described in the application, subject to any conditions or restrictions that he considers proper, if he is satisfied that in all the circumstances the use of the trade-mark in association with the wares or services by the proposed registered user would not be contrary to the public interest.

b) un état déclaratif des marchandises ou services pour lesquels l'enregistrement est projeté;

77. (3) The Registrar may, pursuant to an application under subsection (1), approve a person as a registered user of the trade-mark for any of the proposed wares or services described in the application, subject to any conditions or restrictions that he considers proper, if he is satisfied that in all the circumstances the use of the trade-mark in association with the wares or services by the proposed registered user would not be contrary to the public interest.

c) les détails de toute condition ou restriction projetée concernant les caractéristiques des marchandises ou services, le mode ou le lieu de l'emploi permis, ou toute autre matière;

77. (4) The Registrar may, pursuant to an application under subsection (1), approve a person as a registered user of the trade-mark for any of the proposed wares or services described in the application, subject to any conditions or restrictions that he considers proper, if he is satisfied that in all the circumstances the use of the trade-mark in association with the wares or services by the proposed registered user would not be contrary to the public interest.

d) des renseignements sur la durée prévue de l'emploi permis;

Use of trade-mark or trade-name before April 1, 1949

68. For the purposes of this Act, the use or making known of a trade-mark or the use of a trade-name in Newfoundland before April 1, 1949 shall not be deemed to be a use or making known of such trade-mark or a use of such trade-name in Canada before that date.

TRANSITIONAL PROVISION

Prior applications for registration

69. An application for the registration of a trade-mark filed before this section comes into force shall not be refused by reason only that subsection 50(1) deems the use, advertisement or display of the trade-mark by a licensed entity always to have had the same effect as a use, advertisement or display of the trade-mark by the owner.

R.S.C. 1970, c. T-10

TRADE MARKS ACT

72. The heading preceding section 67 and sections 67 and 68 of the Trade Marks Act, chapter T-10 of the Revised Statutes of Canada, 1970, are repealed.

COMING INTO FORCE

Day or days to be fixed by the Governor in Council

73. This Act, or any provision thereof, shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

Application of laws of Newfoundland as they existed immediately before April 1, 1949

(3) The laws of Newfoundland as they existed immediately before April 1, 1949 continue to apply in respect of applications for the registration of trade-marks under the laws of Newfoundland pending at that time and any trade-mark registered under those applications shall, for the purposes of this section, be deemed to have been registered

68. Pour l'application de la présente loi, l'emploi ou la révélation d'une marque de commerce ou l'emploi d'un nom commercial, à Terre-Neuve, avant le 1^{er} avril 1949, n'est pas censé constituer un emploi ou une révélation de cette marque ou un emploi de ce nom, avant cette date, au Canada.

DISPOSITION TRANSITOIRE

69. Une demande d'enregistrement d'une marque de commerce qui a été produite avant l'entrée en vigueur du présent article ne peut être rejetée en raison de l'application du paragraphe 50(1).

LOI SUR LES MARQUES DE COMMERCES

72. L'intertitre qui précède l'article 67 et les articles 67 et 68 de la Loi sur les marques de commerce, chapitre T-10 des Statuts révisés du Canada de 1970, sont abrogés.

ENTRÉE EN VIGUEUR

73. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

Emploi d'une marque de commerce — Terre-Neuve

Demande d'enregistrement

S.R.C. 1970, ch. T-10

Entrée en vigueur

Application des lois de Terre-Neuve

(3) Les lois de Terre-Neuve, dans leur version du 31 mars 1949, continuent de régir les demandes d'enregistrement de marques de commerce déposées en suspens. Les marques de commerce enregistrées en conséquence sont réputées, pour l'application du présent article, avoir été enregistrées au Canada.

(c) by the Federal Court on the application of any person, of which notice is served on the registered owner and all registered users, on any of the following grounds:

(i) that the registered user has used the trade-mark otherwise than by way of the permitted use, or in such a way as to cause, or to be likely to cause, deception or confusion,

(ii) that the owner or the registered user misrepresented or failed to disclose a fact that if accurately represented or disclosed would have justified the Registrar in refusing the application for registration of the registered user,

(iii) that the circumstances have changed since the date of the registration in such a way that at the date of the application for cancellation of the registration they would have justified the Registrar in refusing the application for registration of the registered user, or

(iv) that the registration ought not to have been effected having regard to rights vested in the applicant by virtue of a contract in the performance of which he is interested.

(11) Nothing in this section confers on a registered user of a trade-mark any transferable right to the use of the trade-mark.

(12) The Registrar shall not exercise any discretionary power under this section adversely in respect of a person who will be affected by the exercise of the power without giving that person an opportunity to be heard personally or by his agent.

Clause 70: The relevant portion of section 65 at present reads as follows:

66. The Governor in Council may make regulations for carrying into effect the purposes and provisions of this Act and, in particular, may make regulations with respect to the following matters:

Clause 71: New.

Trade Marks Act

Clause 72: The heading preceding section 67 and sections 67 and 68 read as follows:

NEWFOUNDLAND

67. (1) The registration of a trade mark under the laws of Newfoundland prior to the 1st day of April 1949 has the same force and effect in the Province of Newfoundland as if Newfoundland had not become part of Canada, and all rights and privileges acquired under or by virtue thereof may continue to be exercised or enjoyed in the Province of Newfoundland as if Newfoundland had not become part of Canada.

(2) The laws of Newfoundland as they existed immediately prior to the expiration of the 31st day of March 1949 continue to apply in respect of applications for the registration of trade marks under the laws of Newfoundland pending at that time and any trade marks registered under such applications shall, for the purposes of this section, be deemed to have been

a) par le registraire, sur la demande écrite du propriétaire inscrit ou de l'usager inscrit de la marque de commerce;

b) par le registraire, de sa propre initiative, en ce qui concerne des marchandises ou services à l'égard desquels la marque de commerce n'est plus enregistrée;

c) par la Cour fédérale, sur la demande de qui que ce soit, dont avis est signifié au propriétaire inscrit et à tous les usagers inscrits, pour l'un des motifs suivants :

(i) l'usager inscrit a employé la marque de commerce autrement qu'au titre de l'emploi permis, ou de manière à causer, ou à vraisemblablement causer, de la fraude ou de la confusion,

(ii) le propriétaire ou l'usager inscrit a fausement représenté, ou omis de dévoiler, un fait qui, s'il avait été exactement exposé ou divulgué, aurait autorisé le registraire à refuser la demande d'inscription de l'usager inscrit,

(iii) les circonstances ont, depuis la date de l'enregistrement, changé au point que, à la date de cette demande d'annulation, elles auraient autorisé le registraire à refuser la demande d'inscription de l'usager inscrit,

(iv) l'inscription n'aurait pas dû être opérée, eu égard aux droits dévolus au requérant en vertu d'un contrat à l'exécution duquel il est intéressé.

(11) Le présent article n'a pas pour effet de conférer à un usager inscrit d'une marque de commerce un droit transférable à l'emploi de cette marque.

(12) Le registraire ne peut exercer aucun pouvoir discrétionnaire en vertu du présent article d'une manière défavorable à une personne sans fournir, à chaque personne qui sera atteinte par l'exercice de ce pouvoir, l'occasion de se faire entendre en personne ou par son mandataire.

Article 70. — Texte actuel du passage introductif de l'article 65 :

65. Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements d'application de la présente loi, notamment :

Article 71. — Nouveau.

Loi sur les marques de commerce

Article 72. — Texte de l'intertitre qui précède l'article 67 et des articles 67 et 68 :

TERRE-NEUVE

67. (1) L'enregistrement d'une marque de commerce selon les lois de Terre-Neuve avant le 1er avril 1949 a la même vigueur et le même effet dans la province de Terre-Neuve que si cette province n'était pas devenue une partie du Canada, et l'exercice ou la jouissance de tous droits et privilèges acquis aux termes ou en vertu de cet enregistrement peuvent être maintenus dans la province de Terre-Neuve comme si Terre-Neuve ne faisait pas partie du Canada.

(2) Les lois de Terre-Neuve, telles qu'elles existaient immédiatement avant l'expiration du 31 mars 1949, continueront de s'appliquer à l'égard des demandes d'enregistrement de marques de commerce, sous le régime des lois de Terre-Neuve, alors en instance, et toutes marques de commerce

registered under the laws of Newfoundland prior to the 1st day of April 1949.

68. For the purposes of this Act the use or making known of a trade mark or the use of a trade name in Newfoundland before the 1st day of April 1949 shall not be deemed to be a use or making known of such trade mark or a use of such trade name in Canada before that date.

déposées suivant telles demandes seront considérées, aux fins du présent article, comme ayant été déposées en vertu des lois de Terre-Neuve avant le 1er avril 1949.

68. Aux fins de la présente loi, l'emploi ou la révélation d'une marque de commerce ou l'emploi d'un nom commercial, à Terre-Neuve, avant le 1er avril 1949, n'est pas censé un emploi ou une révélation de cette marque ou un emploi de ce nom au Canada avant ladite date.

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41 Elizabeth II, 1991-92

Troisième session, trente-quatrième législature,
40-41 Elizabeth II, 1991-92

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-18

PROJET DE LOI S-18

An Act to amend the Currency Act

Loi modifiant la Loi sur la monnaie

First reading, December 14, 1992

Première lecture le 14 décembre 1992

THE HONOURABLE SENATOR MURRAY, P.C.

L'HONORABLE SÉNATEUR MURRAY, C.P.

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-18

PROJET DE LOI S-18

An Act to amend the Currency Act

Loi modifiant la Loi sur la monnaie

R.S., c. C-52;
R.S., c. 14 (1st
Suppl.), c. 22
(2nd Suppl.), c.
35 (3rd Suppl.),
c. 3 (4th Suppl.)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. C-52;
L.R., ch. 14 (1^{er}
suppl.), ch. 22
(2^e suppl.), ch.
35 (3^e suppl.),
ch. 3 (4^e suppl.)

1. Subsections 17(2) to (6) of the *Currency Act* are repealed and the following substituted therefor:

1. Les paragraphes 17(2) à (6) de la *Loi sur la monnaie* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Acquisitions

(2) The Minister may, with assets held by or on behalf of the Minister for the Exchange Fund Account, acquire or cause to be acquired

(2) Le ministre peut acquérir ou faire acquérir, sur le Compte du fonds des changes :

Acquisitions

(a) currencies designated by the Minister;

a) des devises qu'il a désignées;

(b) units of account designated by the Minister;

b) des unités de compte qu'il a désignées; 10

(c) gold;

c) de l'or;

(d) deposits that are

15

(i) denominated in those currencies or units of account or in gold, and

d) des dépôts soit libellés en devises ou en unités de compte qu'il a désignées, soit en or, et détenus auprès de la Banque du Canada ou de toute autre institution financière établie au Canada ou à l'étranger et désignée par lui; 15

(ii) held with the Bank of Canada or any other financial institution inside or outside Canada designated by the Minister; and

20

(e) securities or notes that are denominated in those currencies or units of account or in gold and are issued or guaranteed by the Government of Canada or by such

25

e) des valeurs ou billets d'une part libellés en or ou en devises ou unités de compte qu'il a désignées, d'autre part émis ou garantis soit par le gouvernement du Canada, soit par tout gouvernement d'un pays étranger, institution ou organisme de ces gouvernements, organisme financier international officiel ou institution qu'il 25 peut désigner.

(i) government of another country,

(ii) agency or institution of the Government of Canada or of the government of another country,

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: Subsections 17(2) to (6) at present read as follows:

(2) The Minister may acquire or cause to be acquired with assets held by or on behalf of the Minister for the Exchange Fund Account

- (a) special drawing rights issued by the International Monetary Fund;
- (b) currency of the United States, deposits in currency of the United States held in the name of the Minister with the Bank of Canada or any other financial institution inside or outside Canada designated by the Minister and securities of the United States;
- (c) currencies designated by the Minister as freely usable currencies and deposits in those currencies held in the name of the Minister with the Bank of Canada or any other financial institution inside or outside Canada designated by the Minister;
- (d) securities, issued by governments of countries other than Canada and the United States whose currencies are freely usable, that
 - (i) are denominated in freely usable currencies or in units of account approved by the Minister, and
 - (ii) mature not later than two years after the date of purchase or acquisition thereof;
- (e) securities of the International Monetary Fund maturing not later than five years after the date of issue thereof;

NOTES EXPLICATIVES

Article 1. — Texte actuel des paragraphes 17(2) à (6) :

(2) Le ministre peut acquérir ou faire acquérir, sur le Compte du fonds des changes :

- a) des droits de tirage spéciaux émis par le Fonds monétaire international;
- b) des devises des États-Unis, des dépôts en devises des États-Unis détenus en son nom par la Banque du Canada ou toute autre institution financière établie au Canada ou à l'étranger et qu'il a désignée, ainsi que des valeurs des États-Unis;
- c) des devises qu'il a désignées comme ayant libre cours et des dépôts en semblables devises détenus en son nom par la Banque du Canada ou toute autre institution financière établie au Canada ou à l'étranger et qu'il a désignée;
- d) des valeurs — émises par les gouvernements de pays étrangers autres que les États-Unis et dont les devises ont libre cours :
 - (i) d'une part, libellées en devises ayant libre cours ou en unités de compte qu'il a approuvées,
 - (ii) d'autre part, venant à échéance au plus tard deux ans après leur date d'acquisition;
- e) des valeurs du Fonds monétaire international venant à échéance au plus tard cinq ans après leur date d'émission;

- (iii) official international financial organization, or
- (iv) institution

as is designated by the Minister.

Dealing in assets

(3) The Minister or an agent on behalf of the Minister may sell, lend, borrow or otherwise deal in currencies, units of account, gold, deposits or securities or notes described in subsection (2), on any terms and conditions that the Minister thinks fit, and may, for that purpose,

- (a) enter into and participate in
 - (i) futures, forward, option, repurchase and reverse repurchase agreements, and
 - (ii) derivative or associated instruments or products

relating to those currencies, units of account, gold, deposits or securities or notes;

(b) accept any of those currencies, units of account, gold, deposits or securities or notes as security for any loan or undertaking; and

(c) give undertakings and give as security for the performance of the undertakings any assets held by or on behalf of the Minister for the Exchange Fund Account.

(4) There shall be credited to the Exchange Fund Account

(a) the proceeds, earnings and interest from all transactions pursuant to subsection (3);

(b) all amounts received by the Minister on the maturity of any deposits and securities and notes held by or on behalf of the Minister for the Account; and

(c) all earnings and interest from the currencies, units of account, gold, deposits and securities and notes held by or on behalf of the Minister for the Account.

Crediting of Account

(3) Le ministre ou son mandataire peut, selon les modalités que le ministre juge indiquées, faire des opérations sur les éléments mentionnés au paragraphe (2), notamment les vendre, les prêter ou les emprunter. Il peut, dans ce but :

a) conclure des contrats, soit à terme, soit de report ou de report inversé, soit d'options, ou faire des opérations sur des instruments ou produits dérivés ou connexes se rapportant à eux;

b) les accepter à titre de garantie pour un prêt ou un engagement;

c) prendre des engagements et donner en garantie des actifs qu'il détient ou qui sont détenus en son nom pour le Compte du fonds des changes.

Opérations sur les éléments mentionnés au paragraphe (2)

(4) Sont portés au crédit du Compte du fonds des changes :

a) le produit, les gains et les intérêts de toute opération effectuée sous le régime du paragraphe (3);

b) les sommes reçues par le ministre à l'échéance des valeurs, dépôts ou billets qu'il détient ou qui sont détenus en son nom pour ce compte;

c) les gains et intérêts générés par les devises, les unités de compte, l'or, les dépôts, les valeurs et les billets qu'il détient ou qui sont détenus en son nom pour ce compte.

Inscription au crédit du Compte

- (f) securities of the International Bank for Reconstruction and Development maturing not later than two years after the date of issue thereof;
- (g) securities of or guaranteed by the Government of Canada; and
- (h) gold.

(3) For the purposes of this Part, the special drawing rights referred to in paragraph (2)(a) shall be deemed to be securities.

(4) The Minister may, personally or through an agent, sell, lend or otherwise deal in gold held by or on behalf of the Minister for the Exchange Fund Account on such terms and conditions as the Minister thinks fit.

(5) The Minister may sell or cause to be sold any currency, deposits or securities acquired by or on behalf of the Minister for the Exchange Fund Account.

(6) The proceeds of sales pursuant to subsection (4) or (5), together with all amounts received by the Minister on the maturity of any securities held by or on behalf of the Minister for the Exchange Fund Account and all earnings and interest from the currency, deposits, securities and gold held by or on behalf of the Minister or dealings therein or therewith, including any earnings and interest from a loan referred to in subsection (4), shall be credited to the Account.

f) des valeurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement venant à échéance au plus tard deux ans après leur date d'émission;

g) des valeurs émises ou garanties par le gouvernement du Canada;

h) de l'or.

(3) Pour l'application de la présente partie, les droits de tirage mentionnés à l'alinéa (2)a) sont assimilés à des valeurs.

(4) Le ministre peut, personnellement ou par l'entremise d'un mandataire et selon les modalités qu'il juge indiquées, faire des opérations sur l'or qu'il détient ou qui est détenu en son nom pour le Compte du fonds des changes, notamment le vendre ou le prêter.

(5) Le ministre peut vendre ou faire vendre la monnaie, les dépôts ou les valeurs qu'il a acquis ou qui ont été acquis en son nom pour le Compte du fonds des changes.

(6) Sont portés au crédit du Compte du fonds des changes le produit des ventes prévues aux paragraphes (4) ou (5), les sommes reçues par le ministre à l'échéance des valeurs qu'il détient ou qui sont détenues en son nom pour le Compte du fonds des changes, ainsi que les gains et intérêts générés par la monnaie, les dépôts, les valeurs et l'or qu'il détient ou qui sont détenus en son nom ou par les opérations qui s'y rapportent, y compris les gains et intérêts tirés des prêts prévus au paragraphe (4).

THE SENATE OF CANADA

THE SENATE OF CANADA
SÉNAT DU CANADA

BILL S-19

PROJET DE LOI S-19

An Act to amend the Tobacco Restraint Act and the
Tobacco Products Control Act

Loi modifiant la Loi sur la répression de l'usage du tabac
chez les adolescents et la Loi réglementant les produits
du tabac

First reading, December 17, 1992

Première lecture le 17 décembre 1992

THE HONOURABLE SENATOR HAIASZ, P.C.

L'HONORABLE SÉNATEUR HAIASZ, C.P.

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-19

PROJET DE LOI S-19

An Act to amend the Tobacco Restraint Act
and the Tobacco Products Control Act

Loi modifiant la Loi sur la répression de l'u-
sage du tabac chez les adolescents et la
Loi réglementant les produits du tabac

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. T-12

TOBACCO RESTRAINT ACT

LOI SUR LA RÉPRESSION DE
L'USAGE DU TABAC CHEZ LES
ADOLESCENTS

L.R., ch. T-12

1. Section 2 of the *Tobacco Restraint Act*
is repealed and the following substituted
therefor:

1. L'article 2 de la *Loi sur la répression*
de l'usage du tabac chez les adolescents est
abrogé et remplacé par ce qui suit :

Prohibited acts

2. (1) No person shall, directly or indi-
rectly,

2. (1) Il est interdit à quiconque :

Infractions

(a) sell, give or furnish to a person under
the age of eighteen years any cigarettes or
cigarette papers whether for that other
person's own use or not, or

a) de vendre, donner ou fournir, directe-
ment ou indirectement, à une personne
âgée de moins de dix-huit ans des ciga-
rettes ou du papier à cigarettes pour l'u-
sage de cette personne ou non;

(b) sell, give or furnish to a person under
the age of eighteen years tobacco in a form
other than cigarettes knowing or believing
on reasonable grounds that the tobacco is
for the use of that other person.

b) de vendre, donner ou fournir, directe-
ment ou indirectement à une personne de
moins de dix-huit ans du tabac sous toute
forme autre que celle de cigarettes, s'il sait
ou a des motifs raisonnables de croire que
ce tabac est pour l'usage de cette personne.

Penalties

(2) A person who contravenes subsection
(1) is guilty of an offence and is liable,

(2) Quiconque contrevient au paragraphe
(1) commet une infraction et encourt :

Peines

(a) on being served with a ticket by an
enforcement officer under the *Contraven-
tions Act*,

a) sur signification d'un procès-verbal par
l'agent de l'autorité conformément à la *Loi*
sur les contraventions :

(i) for a first offence, to a fine not ex-
ceeding one hundred dollars,

(i) pour une première infraction, une
amende maximale de cent dollars,

EXPLANATORY NOTES TOBACCO RESTRAINT ACT

Clause 1: This amendment would raise to eighteen the age of persons restrained by the Act and would increase the fines that may be imposed for offences.

It would also, in the case of offences that are subject to fines under \$1,000, provide the option of dealing with them as regulatory offences under the *Contraventions Act* rather than as summary conviction offences under the *Criminal Code*.

Section 2 at present reads as follows:

"2. Every person who, directly or indirectly, sells or gives or furnishes to a person under the age of sixteen years any cigarettes or cigarette papers, whether for his own use or not, or sells or gives or furnishes to such a person tobacco in any form other than cigarettes, which tobacco he knows or believes on reasonable grounds is for the use of that person is guilty of an offence and liable on summary conviction

- (a) in the case of a first offence, to a fine not exceeding ten dollars;
- (b) in the case of a second offence, to a fine not exceeding twenty-five dollars; and
- (c) in the case of a third or subsequent offence, to a fine not exceeding one hundred dollars."

NOTES EXPLICATIVES

LOI SUR LA RÉPRESSION DE L'USAGE DU TABAC CHEZ LES ADOLESCENTS

Article 1.— Cette modification aurait pour conséquence de porter à dix-huit ans la limite d'âge des personnes visées par la loi et d'augmenter les amendes qui peuvent être imposées pour infraction à cette loi.

La modification aurait aussi pour conséquence de permettre de traiter les infractions punissables d'amendes de moins de mille dollars comme des infractions aux textes réglementaires conformément à la *Loi sur les contraventions* plutôt que comme des infractions punissables par procédure sommaire conformément au *Code criminel*.

Texte actuel de l'article 2 :

«2. Quiconque, directement ou indirectement, vend ou donne ou fournit à une personne âgée de moins de seize ans des cigarettes ou du papier à cigarettes pour son propre usage ou non, ou vend ou donne ou fournit à cette personne du tabac sous toute forme autre que celle de cigarettes, s'il sait ou a des motifs raisonnables de croire que ce tabac est pour l'usage de cette personne, commet une infraction et encourt, sur déclaration sommaire :

- a) pour une première infraction, une amende maximale de dix dollars;
- b) pour une deuxième infraction, une amende maximale de vingt-cinq dollars;
- c) pour une troisième infraction ou toute récidive subséquente, une amende maximale de cent dollars. »

(ii) for a second offence, to a fine not exceeding two hundred and fifty dollars, and

(iii) for a third and subsequent offence, to a fine not exceeding one thousand dollars; or

(b) on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars.

(3) An offence under paragraph (2)(a) is a contravention within the meaning of the *Contraventions Act* notwithstanding that it has not been designated as such by the Governor in Council under that Act.

2. Sections 3, 4, 5 and 6 of the said Act are repealed.

3. Section 7 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

7. In this Act, "tobacco" includes nasal and oral snuff and any tobacco product manufactured from tobacco and intended for use by smoking, inhalation or mastication.

4. Section 8 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

8. For the purposes of this Act, any person who appears to the justice dealing with an information or complaint under this Act to be under the age of eighteen years shall be presumed to be under that age unless it is shown by evidence that he is in fact over that age, and the provisions of the *Criminal Code* relating to the proof of the age of young persons apply to offences under this Act.

1988, c. 20 TOBACCO PRODUCTS CONTROL ACT

5. Subsection 5(2) of the *Tobacco Products Control Act* is repealed and the following substituted therefor:

(2) No person shall operate a vending machine that dispenses tobacco products.

6. All that portion of subsection 18(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof

(ii) pour une deuxième infraction, une amende maximale de deux cent cinquante dollars,

(iii) pour une troisième infraction ou toute infraction subséquente, une amende maximale de mille dollars;

b) sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars.

(3) L'infraction visée à l'alinéa 2a) est une contravention au sens de la *Loi sur les contraventions* même si elle n'a pas été qualifiée comme telle par le gouverneur en conseil en vertu de cette loi.

2. Les articles 3, 4, 5 et 6 de la même loi sont abrogés.

3. L'article 7 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

7. Dans la présente loi, est assimilé au tabac tout produit fabriqué à partir du tabac et destiné à être fumé ou consommé — par mastication ou inhalation — ou prisé par le nez ou par la bouche.

4. L'article 8 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

8. Pour l'application de la présente loi, toute personne qui, aux yeux du juge de paix saisi d'une dénonciation ou d'une plainte sous le régime de la présente loi, paraît âgée de moins de dix-huit ans est présumée au-dessous de cet âge, à moins que la preuve n'établisse qu'elle dépasse effectivement cet âge, et les dispositions du *Code criminel* concernant la preuve de l'âge des jeunes personnes s'appliquent aux infractions visées à la présente loi.

1988, ch. 20 LOI RÉGLEMENTANT LES PRODUITS DU TABAC

5. Le paragraphe 5(2) de la *Loi réglementant les produits du tabac* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Il est interdit d'exploiter un distributeur automatique de produits du tabac.

6. Le passage du paragraphe 18(1) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Contraventions Act

Meaning of "tobacco"

Presumption

1988, c. 20

Vending machines

Loi sur les contraventions

Définition de "tabac"

Présomption

1988, ch. 20

Distributeurs automatiques

Clause 2: The repeal of section 4 would remove from the Act the provision that makes it an offence for young persons to smoke or use cigarettes or tobacco. The other sections that would be repealed are related provisions.

Sections 3, 4, 5 and 6 at present read as follows:

'3. It is the duty of any constable or person having the powers of a constable, or person authorized to do so by any by-law, to seize any cigarettes, cigarette papers or tobacco in any form other than cigarettes in the possession of any person apparently under the age of sixteen years whom he finds smoking or chewing or about to smoke or chew tobacco in any street or public place.

4. (1) Every person who, being under the age of sixteen years, smokes or chews tobacco in a street or public place, purchases or has in his possession, whether for his own use or not, any cigarettes or cigarette papers, or purchases or has in his possession for his own use tobacco in any form other than cigarettes is guilty of an offence and liable on summary conviction

- (a) in the case of a first offence, to be reprimanded;
- (b) in the case of a second offence, to a fine not exceeding one dollar; and
- (c) in the case of a third or subsequent offence, to a fine not exceeding four dollars.

(2) It is the duty of a justice to examine on oath or solemn affirmation all persons brought before him who are found guilty of a contravention of this section, with respect to where or from whom those persons purchased or obtained the cigarettes, cigarette papers or tobacco found in the possession of any of those persons, and the refusal to give the information to the satisfaction of the justice shall be deemed a contempt of the court.

5. (1) If, on complaint to a justice, it is established to the satisfaction of the justice that an automatic machine for the sale of cigarettes, cigars or tobacco in any form, kept on any premises, is being used by persons under the age of sixteen years, the justice may order the person on whose premises the machine is kept to take such precautions to prevent its being so used as are specified in the order, or, if necessary, to remove the machine within any specified time.

(2) Every person who refuses, fails or neglects to carry out the directions of any order made pursuant to subsection (1) is guilty of an

Article 2.— L'abrogation de l'article 4 aurait pour effet d'éliminer de la loi la disposition qui crée une infraction du fait pour les adolescents, de fumer des cigarettes ou de faire usage de tabac. Les autres articles qui seraient abrogés sont des dispositions corrélatives.

Texte actuel des articles 3, 4, 5 et 6 :

«3. Il est du devoir de tout agent de police, de toute personne investie des pouvoirs d'un agent de police ou de toute personne qui y est autorisée par règlement administratif de confisquer toutes cigarettes ou tout papier à cigarettes ou tabac sous toute forme autre que celle de cigarettes, en la possession d'une personne apparemment âgée de moins de seize ans, que cet agent de police ou cette personne trouve en train de fumer ou en train de chiquer du tabac ou sur le point de fumer ou de chiquer du tabac dans une rue ou dans un endroit public.

4. (1) Quiconque, étant âgé de moins de seize ans, fume ou chique du tabac dans une rue ou dans un endroit public, achète ou a en sa possession, soit pour son propre usage ou non, des cigarettes ou du papier à cigarettes, ou achète ou a en sa possession, pour son propre usage, du tabac sous toute autre forme que celle de cigarettes, commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire:

- a) pour une première infraction, une réprimande;
- b) pour une deuxième infraction, une amende maximale d'un dollar;
- c) pour une troisième infraction ou toute récidive subséquente, une amende maximale de quatre dollars.

(2) Il est du devoir du juge de paix d'interroger sous serment ou affirmation solennelle toutes les personnes amenées devant lui, qui sont déclarées coupables de violation du présent article, sur la provenance des cigarettes ou du papier à cigarettes ou du tabac trouvés en leur possession; le refus de donner ce renseignement à la satisfaction du juge de paix est réputé être un outrage au tribunal.

5. (1) Si, sur une plainte portée devant un juge de paix, il est établi à la satisfaction de ce dernier qu'un distributeur automatique tenu quelque part pour la vente de cigarettes, de cigares ou de tabac sous quelque forme que ce soit, est utilisé par des personnes de moins de seize ans, le juge de paix peut ordonner à la personne chez qui est tenu cet appareil de prendre les précautions que mentionne l'ordonnance en vue d'empêcher que le distributeur ne soit ainsi utilisé, ou, si c'est nécessaire, d'enlever l'appareil dans le délai fixé.

is repealed and the following substituted therefor:

Contravention of section 4, subsection 5(2), or section 7, 8, 9 or 10

18. (1) Every person who contravenes section 4, subsection 5(2), section 7, 8, 9 or 10

Coming into force

7. Section 1 shall come into force on the day section 8 of the *Contraventions Act* comes into force.

18. (1) Quiconque contrevient à l'article 4, au paragraphe 5(2) ou aux articles 7, 8, 9 ou 10 :

Contravention à l'article 4, au paragraphe 5(2) et aux articles 7, 8, 9 ou 10

7. L'article premier entre en vigueur à la date fixée pour l'entrée en vigueur de l'article 8 de la *Loi sur les contraventions*.

Entrée en vigueur

(3) An offence under paragraph (2)(a) is a contravention within the meaning of the *Contraventions Act* notwithstanding that it has not been designated as such by the Governor in Council under that Act.

(3) L'infraction visée au paragraphe 2(a) est une contravention au sens de la *Loi sur les contraventions* même si elle n'a pas été qualifiée comme telle par le gouverneur en conseil en vertu de cette loi.

[Mirrored bleed-through text from the reverse side of the page, including sections 18, 7, and 3.]

[Mirrored bleed-through text from the reverse side of the page, including sections 18, 7, and 3.]

Published under authority of the Senate by the Queen's Printer for Canada

Publié en conformité de l'autorité du Sénat par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

Available from Canada Communication Group — Publishing, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding twenty-five dollars and to a further fine not exceeding five dollars for each day during which the offence continues.

(3) Any person on whose premises there is a machine described in subsection (1) may himself or by his agent seize any cigarettes, cigars or tobacco obtained from the machine and in the possession of any person apparently under the age of sixteen years using the machine or smoking or about to smoke the cigarettes, cigars or tobacco.

6. The provisions of this Act, other than those that make it an offence for a person under the age of sixteen years to smoke or use cigarettes, cigarette papers or tobacco in any form, do not apply to any case where the minor is employed for the purposes of his business, by a dealer in tobacco, either wholesale or retail."

Clause 3: This amendment would amplify the definition of "tobacco", rather than cigarettes. It employs wording parallel to the definition of "tobacco product" set out in the *Tobacco Products Control Act*.

Section 7 at present reads as follows:

"7. For the purposes of this Act, the word "cigarette" includes any small cigar made of tobacco rolled up in paper, tobacco leaf or any other material."

Clause 4: This amendment is consequential on clause 1.

Section 8 at present reads as follows:

"8. For the purposes of this Act, any person who appears to the justice dealing with an information or complaint under this Act to be under the age of sixteen years shall be presumed to be under that age unless it is shown by evidence that he is in fact over that age, and the provisions of the *Criminal Code* relating to the proof of the age of young persons apply to offences under this Act."

TOBACCO PRODUCTS CONTROL ACT

Clause 5: New. This amendment would prohibit the operation of a tobacco vending machine.

Subsection 5(2), which permits the identification of tobacco products on vending machines, at present reads as follows:

"5. (2) Notwithstanding section 4, a person who operates a vending machine that dispenses tobacco products may identify or depict those products and their prices on the exterior of the vending machine in the prescribed form and manner."

Clause 6: This amendment, which is consequential on clause 5, would add the underlined reference to subsection 5(2) thereby making it an offence to operate a tobacco vending machine and providing for a penalty.

Subsection 18(1) at present reads as follows:

"18. (1) Every person who contravenes section 4, 7, 8, 9 or 10

(2) Quiconque refuse, omet ou néglige de se conformer aux ordres contenus dans cette ordonnance commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de vingt-cinq dollars et une amende supplémentaire maximale de cinq dollars pour chaque jour que dure l'infraction.

(3) Toute personne chez qui se trouve un distributeur visé au paragraphe (1) peut elle-même ou par son agent saisir les cigarettes, les cigares ou le tabac qui proviennent de cet appareil et qui sont en la possession de toute personne, apparemment âgée de moins de seize ans, qui fait fonctionner cet appareil, ou fume ou est sur le point de fumer ces cigarettes, ces cigares ou ce tabac.

6. Les dispositions de la présente loi, sauf celles qui déclarent qu'une personne de moins de seize ans commet une infraction si elle fume des cigarettes ou emploie du papier à cigarettes ou du tabac sous quelque forme que ce soit, ne s'appliquent pas à cette personne si elle est au service d'un marchand de tabac en gros ou en détail, dans son commerce.»

Article 3.— Cette modification élargirait la définition de «tabac» plutôt que celle de «cigarettes». La modification prend pour modèle la définition de «produit du tabac» qu'on trouve dans la *Loi réglementant les produits du tabac*.

Texte actuel de l'article 7.

«7. Pour l'application de la présente loi, «cigarette» s'entend notamment de tout petit cigare fait de tabac roulé dans du papier, de la feuille de tabac ou quelque autre substance.»

Article 4.— Cette modification découle de celle de l'article premier.

Texte actuel de l'article 8 :

«8. Pour l'application de la présente loi, toute personne qui, aux yeux du juge de paix saisi d'une dénonciation ou d'une plainte sous le régime de la présente loi, paraît âgée de moins de seize ans est présumée au-dessous de cet âge, à moins que la preuve n'établisse qu'elle dépasse effectivement cet âge, et les dispositions du *Code criminel* concernant la preuve de l'âge des jeunes personnes s'appliquent aux infractions visées à la présente loi.»

LOI RÉGLEMENTANT LES PRODUITS DU TABAC

Article 5.— Nouveau. Cette modification interdirait l'exploitation des distributeurs automatiques de tabac.

Texte actuel du paragraphe 5(2) qui permet l'identification des produits du tabac sur les distributeurs automatiques :

«5. (2) Malgré l'article 4, l'exploitant d'un distributeur automatique de produits du tabac peut les représenter ou les nommer et en indiquer les prix sur celui-ci selon les modalités réglementaires.»

Article 6.— Cette modification découle de l'article 5; elle ajoute le renvoi au paragraphe 5(2), souligné ici, lequel crée une infraction du fait d'exploiter un distributeur automatique de tabac et prescrit une peine pour cette infraction.

Texte actuel de l'article 18 :

(a) is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable

(i) for a first offence under any of those sections, to a fine not exceeding two thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both, and

(ii) where the person has previously been convicted of an offence under any of those sections, to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; or

(b) is guilty of an indictable offence and liable

(i) for a first offence under any of those sections, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both, and

(ii) where the person has previously been convicted of an offence under any of those sections, to a fine not exceeding three hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding two years, or to both."

«18. (1) Quiconque contrevient aux articles 4, 7, 8, 9 ou 10 :

a) soit commet une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et encourt :

(i) pour une première infraction, une amende maximale de deux mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines,

(ii) s'il a déjà été déclaré coupable de n'importe quelle infraction prévue à ces articles, une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

b) soit commet un acte criminel et encourt :

(i) pour une première infraction, une amende maximale de cent mille dollars et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines,

(ii) s'il a déjà été déclaré coupable de n'importe quelle infraction prévue à ces articles, une amende maximale de trois cent mille dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.»

An Act to change the name of The Canadian Medical Association

La loi modifiant le nom de l'Association médicale canadienne

Enacted in the 31st Parliament, 1st Session

Adopted in the House of Commons

The Honourable Member

The Honourable Member

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

Troisième session, trente-quatrième législature,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-20

PROJET DE LOI S-20

An Act to change the name of The Canadian Medical
Association

Loi modifiant le nom de l'Association médicale cana-
dienne

First reading, June 2, 1993

Première lecture le 2 juin 1993

THE HONOURABLE SENATOR BEAUDOIN

L'HONORABLE SÉNATEUR BEAUDOIN

THE SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-20

PROJET DE LOI S-20

An Act to change the name of The Canadian Medical Association

Loi modifiant le nom de l'Association médicale canadienne

Preamble

WHEREAS The Canadian Medical Association has by its petition prayed that its Act of incorporation be amended as herein-after provided, and it is expedient to grant the prayer of the petition;

ATTENDU que l'Association médicale canadienne a demandé que la loi la constituant en personne morale soit modifiée selon les dispositions qui suivent et qu'il y a lieu 5 d'accéder à cette demande.

Préambule

1909, c. 62;
1959, c. 73

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

EN CONSÉQUENCE, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1909, ch. 62;
1959, ch. 73

Change of name

1. (1) The name of the body corporate incorporated by chapter 62 of the Statutes of Canada, 1909, hereinafter called the "Association", is changed, in English, to "Canadian Medical Association", and in French, to "Association médicale canadienne".

1. (1) Le nom de la personne morale constituée en corporation par le chapitre 62 des Statuts du Canada de 1909, ci-après appelée « l'Association », est changé en français, pour celui de l'« Association médicale canadienne » et en anglais, pour celui 15 de « Canadian Medical Association ».

Changement de nom

Rights preserved

(2) The change of the name of the Association does not in any way impair, alter or affect the rights or liabilities of the Association, or any suit, proceeding or judgment, either by, in favour of or against the Association, which may be prosecuted, continued, completed or enforced as if this Act had not been enacted.

(2) Le changement de nom n'a pas pour effet de changer de quelque façon que ce soit les droits et responsabilités de l'Association, ni de modifier quelque poursuite, procédure 20 ou jugement où l'Association est demanderesse ou défenderesse, et telle poursuite, procédure ou jugement peut être poursuivi, terminé ou exécuté, selon le cas, comme si la présente loi n'avait pas été adoptée. 25

Maintien des droits

EXPLANTORY NOTE

The purpose of this bill is to provide the Canadian Medical Association with a French name and to delete the article "The" from the English name.

NOTE EXPLICATIVE

Le présent projet de loi a pour but de doter la « Canadian Medical Association » d'un nom en français et de supprimer l'article « The » de son nom en anglais.



